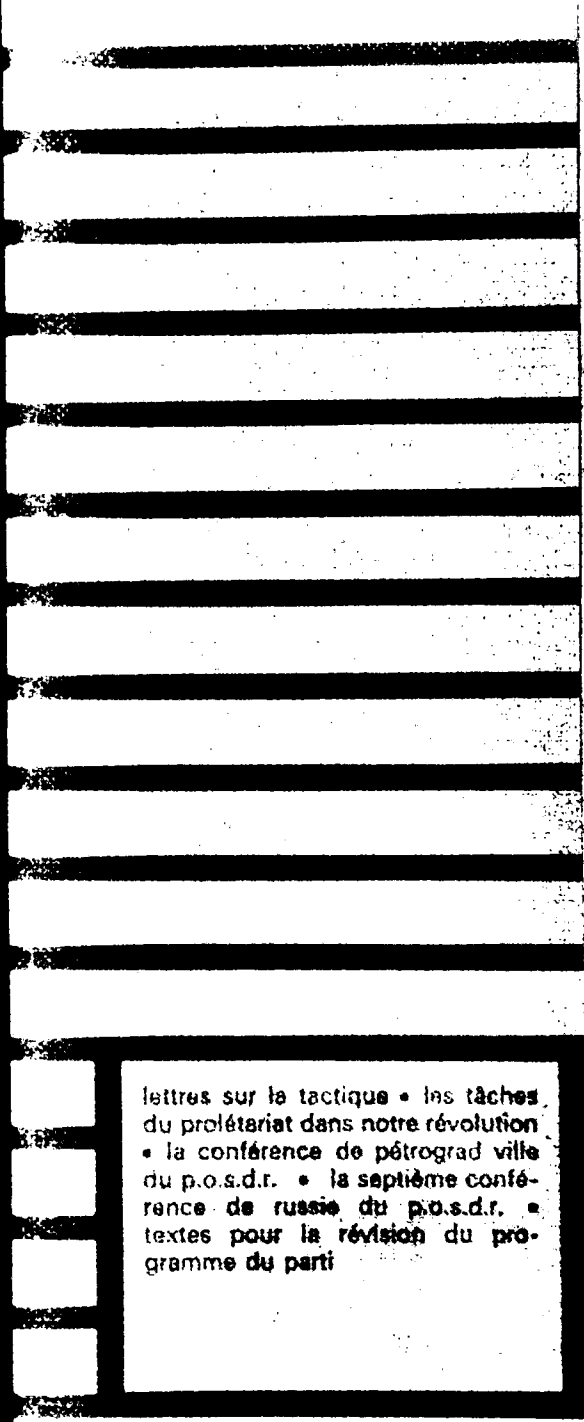
LÉNINE

œuvres

tome
24

avril-juin
1917

LÉNINE



lettres sur la tactique • les tâches du prolétariat dans notre révolution • la conférence de pétrograd ville du p.o.s.d.r. • la septième conférence de russie du p.o.s.d.r. • textes pour la révision du programme du parti

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

24

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IX^{e} CONGRÈS DU P.C.(b) R.
ET DU II^{e} CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
24
Avril-juin 1917

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1966

PRÉFACE

Le tome 24 rassemble les œuvres écrites par Lénine dans la période qui va du 3 avril au 3 juin 1917.

Il comprend les célèbres Thèses d'Avril, dans lesquelles Lénine donna au Parti et au prolétariat un plan de combat à la fois concret et théoriquement fondé, pour passer de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste, et lança le mot d'ordre de l'organisation d'une République des Soviets, forme politique la mieux appropriée à la dictature du prolétariat.

Les idées exprimées dans les Thèses d'Avril trouvent leur développement dans les « Lettres sur la tactique », « Les tâches du prolétariat dans notre révolution », « Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat ».

Les matériaux de la conférence de Pétrograd-ville et de la VII^e^ Conférence du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'avril) contiennent les interventions de Lénine et les résolutions qu'il rédigea sur toutes les questions essentielles de la guerre et de la révolution : la situation politique, la guerre, l'attitude envers le Gouvernement provisoire, les Soviets, la question agraire et la question nationale.

Dans ses articles et ses notes publiés dans la *Pravda* (« Sur la dualité du pouvoir », « La guerre et le Gouvernement provisoire », « Portée de la fraternisation », « On veut faire partager au peuple les terreurs de la bourgeoisie », « Sur la « prise arbitraire » des terres », etc.), Lénine explique aux masses le sens des principaux événements de la vie politique et de la lutte des classes ; il appelle les masses à se grouper autour du Parti bolchévik et les prépare à la révolution socialiste.

Ce tome comprend également les matériaux relatifs à la révision du programme du Parti, où Lénine formula les thèses fondamentales du nouveau programme du Parti.

Dix-neuf documents figurent pour la première fois dans ce tome des Œuvres de Lénine.

La plupart se rapportent à la VII^e^ Conférence du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'avril) : neuf résolutions (sur la guerre, l'attitude envers le Gouvernement provisoire, la question agraire, la révision du programme du Parti, les Soviets, la question nationale, la situation politique, la proposition de Borgbjerg, l'union des internationalistes contre le bloc jusqu'auboutiste petit-bourgeois) et l'« Introduction aux résolutions de la VII^e^ Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'avril) ».

Les matériaux sur la conférence de Pétrograd-ville du P.O.S.D.(b)R. déjà publiés dans les éditions antérieures des Œuvres de Lénine sont ici complétés par le « Projet de résolution sur l'attitude à l'égard des partis socialiste-révolutionnaire et social-démocrate (menchévik), du parti des social-démocrates dits « non fractionnels » et des courants politiques apparentés ».

Le « Projet d'article ou de discours à l'appui des Thèses d'Avril » se rattache au groupe des ouvrages appelés à justifier et à développer les idées exprimées dans les Thèses d'Avril.

Le tract « Appel aux soldats de tous les pays belligérants » et le « Discours au meeting de l'usine Poutilov le 12 (25) mai 1917 » dévoilent les origines et les objectifs de la guerre impérialiste qui se poursuivait et montrent la justesse du point de vue bolchévik sur les moyens révolutionnaires à employer pour y mettre fin.

La « Résolution du Comité central du P.O.S.D.(b)R., adoptée le 20 avril (3 mai) 1917, au sujet de la crise ouverte par la note du Gouvernement provisoire en date du 18 avril (1^er^ mai) 1917 » dénonce le caractère impérialiste de la politique du Gouvernement provisoire.

Ce tome comprend également une « Lettre à la rédaction » et trois articles parus dans la *Pravda* : « Toujours et encore le mensonge », « La solidité d'une chaîne dépend de celle de son maillon le plus faible » et « De qui vous moquez-vous ? De vous-mêmes ! », où Lénine démasque les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, valets de l'impérialisme.

LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT DANS LA PRÉSENTE RÉVOLUTION[1]

Paru le 7 avril 1917 dans le n° 26 de la « Pravda ». Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

N'étant arrivé à Pétrograd que dans la nuit du 3 au 4 avril, je ne pouvais naturellement, à la réunion du 4, présenter un rapport sur les tâches du prolétariat révolutionnaire qu'en mon nom propre et en faisant les réserves motivées par mon manque de préparation.

La seule chose que j'aie pu faire pour faciliter mon travail, et celui des contradicteurs *de bonne foi*, a été de préparer des thèses *écrites*. J'en ai donné lecture et transmis le texte au camarade Tsérétéli. Je les ai lues très lentement et *à deux reprises* : d'abord à la réunion des bolcheviks, ensuite à celle des bolcheviks et des mencheviks.

Je présente ici ces thèses qui me sont personnelles, accompagnées simplement de très brèves remarques explicatives ; elles ont été développées avec beaucoup plus de détails dans mon rapport.

THÈSES

1. Aucune concession, si minime soit-elle, au « jusqu'auboutisme révolutionnaire » ne saurait être tolérée dans notre attitude envers la guerre qui, du côté de la Russie, même sous le nouveau gouvernement de Lvov et C^ie^, est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage en raison du caractère capitaliste de ce gouvernement.

Le prolétariat conscient ne peut donner son consentement à une guerre révolutionnaire, qui justifierait réellement le jusqu'auboutisme révolutionnaire, que si les conditions suivantes sont remplies : a) passage du pouvoir au prolétariat et aux éléments pauvres de la paysannerie, proches du prolétariat ; b) renonciation effective, et non verbale, à toute annexion ; c) rupture totale en fait avec tous les intérêts du Capital.

Etant donné l'indéniable bonne foi des larges couches de la masse des partisans du jusqu'auboutisme révolutionnaire qui n'admettent la guerre que par nécessité et non en vue de conquêtes, et étant donné qu'elles sont trompées par la bourgeoisie, il importe de les éclairer sur leur erreur avec une persévérance, une patience et un soin tout particuliers, de leur expliquer qu'il existe un lien indissoluble entre le Capital et la guerre impérialiste, de leur démontrer qu'il est *impossible* de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée par la violence, sans renverser le Capital.

Organisation de la propagande la plus large de cette façon de voir dans l'armée combattante.

Fraternisation.

2. Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la *transition* de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, *à sa deuxième* étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

Cette transition est caractérisée, d'une part, par un maximum de possibilités légales (la Russie est *aujourd'hui*, de tous les pays belligérants, le plus libre du monde) ; de l'autre, par l'absence de contrainte exercée sur les masses, et enfin, par la confiance irraisonnée des masses à l'égard du gouvernement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme.

Cette situation originale exige que nous sachions nous adapter aux conditions *spéciales* du travail du Parti au sein de la masse prolétarienne innombrable qui vient de s'éveiller à la vie politique.

3. Aucun soutien au Gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions. Le démasquer, au lieu d'« exiger » — ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions — que *ce* gouvernement, gouvernement de capitalistes, *cesse* d'être impérialiste.

4. Reconnaître que notre Parti est en minorité et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité, dans la

plupart des Soviets des députés ouvriers, en face du *bloc* de *tous* les éléments opportunistes petits-bourgeois tombés sous l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat. Ces éléments vont des socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires au Comité d'Organisation[2] (Tchkhéidzé, Tsérétéli, etc.), à Stéklov, etc., etc.

Expliquer aux masses que les Soviets des députés ouvriers sont la *seule* forme *possible* de gouvernement révolutionnaire, et que, par conséquent, notre tâche, tant que *ce* gouvernement se laisse influencer par la bourgeoisie, ne peut être que d'*expliquer* patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques.

Tant que nous sommes en minorité, nous nous appliquons à critiquer et à expliquer les erreurs commises, tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience.

5. Non pas une république parlementaire, — y retourner après les Soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière, — mais une république des Soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet.

Suppression de la police, de l'armée * et du corps des fonctionnaires.

Le traitement des fonctionnaires, élus et révocables à tout moment, ne doit pas excéder le salaire moyen d'un bon ouvrier.

6. Dans le programme agraire, reporter le centre de gravité sur les Soviets de députés des salariés agricoles.

Confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers.

Nationalisation de *toutes* les terres dans le pays et leur mise à la disposition des Soviets locaux de députés des salariés agricoles et des paysans. Formation de Soviets de députés des paysans pauvres. Transformation de tout grand domaine (de 100 à 300 hectares environ, en tenant compte

* C'est-à-dire remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple tout entier.

des conditions locales et autres et sur la décision des organismes locaux) en une exploitation modèle placée sous le contrôle des députés des salariés agricoles et fonctionnant pour le compte de la collectivité.

7. Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une banque nationale unique placée sous le contrôle des Soviets des députés ouvriers.

8. Notre tâche *immédiate* est non pas d'« introduire » le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au *contrôle* de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers.

9. Tâches du Parti :

a) convoquer sans délai le congrès du Parti ;

b) modifier le programme du Parti, principalement :

1) sur l'impérialisme et la guerre impérialiste,

2) sur l'attitude envers l'Etat et *notre* revendication d'un « Etat-Commune » *,

3) amender le programme minimum, qui a vieilli ;

c) changer la dénomination du Parti **.

10. Rénover l'Internationale.

Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les *social-chauvins* et contre le « centre » ***.

Afin que le lecteur comprenne pourquoi j'ai dû envisager spécialement, comme tout à fait exceptionnel, le « cas éventuel » de contradicteurs de bonne foi, je l'invite à comparer à ces thèses l'objection suivante de monsieur Goldenberg : Lénine « a planté l'étendard de la guerre civile au sein de la démocratie révolutionnaire » (cité dans le n° 5 de l'*Edinstvo*[3]! de M. Plékhanov).

N'est-ce pas une perle, en vérité ?

---

* C'est-à-dire d'un Etat dont la Commune de Paris a été la préfiguration.

** A l'appellation de « social-démocratie », il faut substituer celle de *Parti communiste*, les chefs officiels de la social-démocratie (« jusqu'auboutistes » et « kautskistes » hésitants) ayant trahi le socialisme dans le monde *entier* et passé à la bourgeoisie.

*** On appelle « centre », dans la social-démocratie internationale la tendance qui hésite entre les chauvins (= « jusqu'auboutistes ») et les internationalistes, à savoir : Kautsky et Cie en Allemagne, Longuet et Cie en France, Tchkhéidzé et Cie en Russie, Turati et Cie en Italie, MacDonald et Cie en Angleterre, etc.

J'écris, je déclare, je ressasse : « Etant donné l'indéniable bonne foi des *larges* couches de la *masse* des partisans du jusqu'auboutisme révolutionnaire..., et étant donné qu'elles sont trompées par la bourgeoisie, il importe de les éclairer sur leur erreur avec une persévérance, une *patience* et un soin tout *particuliers*... »

Or, voici comment ces messieurs de la bourgeoisie, qui se disent social-démocrates, qui *ne* font partie ni des *larges* couches ni de la *masse* des partisans du jusqu'auboutisme, exposent avec un front serein ma position : « L'étendard (!) de la guerre civile (dont il n'est pas dit un mot dans les thèses, dont il n'a pas été dit un mot dans le rapport !) est planté (!) » « au sein (!!) de la démocratie révolutionnaire... »

Qu'est-ce à dire ? En quoi cela diffère-t-il de la propagande des ultras ? de la *Rousskaïa Volia* [4] ?

J'écris, je déclare, je ressasse : « Les Soviets des députés ouvriers sont la *seule* forme *possible* de gouvernement révolutionnaire et, par conséquent, notre tâche ne peut être que d'*expliquer* patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques... »

Or des contradicteurs d'une certaine espèce présentent mes idées comme un appel à la « guerre civile au sein de la démocratie révolutionnaire » ! !

J'ai attaqué le Gouvernement provisoire parce qu'il *n'a pas* fixé un terme rapproché, ni aucun terme en général, à la convocation de l'Assemblée constituante, et s'est borné à des promesses. Je me suis appliqué à démontrer que *sans* les Soviets des députés ouvriers et soldats, la convocation de l'Assemblée constituante n'est pas assurée et son succès est impossible.

Et l'on me prétend adversaire d'une convocation aussi prompte que possible de l'Assemblée constituante !!!

Je qualifierais ces expressions de « délirantes » si des dizaines d'années de lutte politique ne m'avaient appris à considérer la bonne foi des contradicteurs comme une chose tout à fait exceptionnelle.

M. Plékhanov a, dans son journal, qualifié mon discours de « délirant ». Fort bien, monsieur Plékhanov ! Mais voyez comme vous êtes gauche, maladroit et peu perspicace dans

votre polémique. Si, pendant deux heures, j'ai prononcé un discours délirant, comment des centaines d'auditeurs ont-ils pu supporter mon « délire » ? Ensuite, pourquoi votre journal consacre-t-il toute une colonne à l'exposé de ce « délire » ? Cela ne tient pas debout, mais pas du tout.

Certes, il est beaucoup plus facile de s'exclamer, d'injurier, de pousser les hauts cris, que d'essayer de raconter, d'expliquer, de rappeler la *façon* dont Marx et Engels ont analysé en 1871, 1872, 1875 l'expérience de la Commune de Paris[5] et ce qu'ils ont dit de la *nature* de l'Etat qui est nécessaire au prolétariat.

M. Plékhanov, ex-marxiste, ne veut probablement pas se souvenir du marxisme.

J'ai cité Rosa Luxembourg qui, le 4 août 1914[6] qualifia la social-démocratie *allemande* de « cadavre puant ». Or MM. les Plékhanov, les Goldenberg et Cie s'en « formalisent »... pour qui ? — pour les chauvins *allemands* qualifiés de chauvins !

Les voilà bien empêtrés, les pauvres social-chauvins russes, socialistes en paroles, chauvins en fait.

COMMENT NOUS SOMMES VENUS[7]

Il est déjà parvenu à la connaissance de la presse socialiste que les gouvernements anglais et français ont refusé de laisser passer les émigrés internationalistes désireux de regagner la Russie.

Les 32 émigrés qui viennent de rentrer et qui appartiennent à différents partis (on compte parmi eux 19 bolchéviks, 6 membres du Bund[8], 3 partisans du journal internationaliste parisien *Naché Slovo*[9]), estiment devoir faire la déclaration suivante :

Nous sommes en possession d'un certain nombre de documents que nous rendrons publics dès que nous les aurons reçus de Stockholm (où nous les avons laissés, les représentants du gouvernement anglais agissant en maîtres à la frontière russo-suédoise) et qui feront connaître à tous le triste rôle joué en cette circonstance par lesdits gouvernements « alliés ». Nous nous bornerons à ajouter sur ce point que le Comité d'évacuation des émigrés constitué à Zürich et comprenant les représentants de 23 groupements (dont le Comité central, le Comité d'Organisation, les socialistes-révolutionnaires, le Bund, etc.) a publiquement constaté, dans une résolution adoptée à l'unanimité, que le gouvernement anglais avait décidé d'ôter aux émigrés internationalistes la possibilité de rentrer dans leur pays et de participer à la lutte contre la guerre impérialiste.

Cette intention du gouvernement anglais devint évidente pour les émigrés dès les premiers jours de la révolution. Un plan (dont l'idée appartient à L. Martov) fut alors élaboré à une conférence réunissant les représentants du parti socialiste-révolutionnaire (M. A. Nathanson), du

Comité d'Organisation du P.O.S.D.R. (L. Martov), du Bund (Kossovski), afin d'obtenir le passage des émigrés à travers l'Allemagne en échange de prisonniers allemands et autrichiens internés en Russie.

Plusieurs télégrammes rédigés dans ce sens furent expédiés en Russie, tandis que des démarches étaient entreprises, par l'intermédiaire de socialistes suisses, pour mettre ce plan à exécution.

Les télégrammes expédiés en Russie furent, de toute évidence, interceptés par notre « Gouvernement révolutionnaire » provisoire (ou par ses partisans).

Après avoir attendu deux semaines une réponse de Russie, nous décidâmes d'exécuter ce plan nous-mêmes (les autres émigrés décidèrent d'attendre encore, estimant qu'il n'était pas prouvé que le Gouvernement provisoire ne ferait rien pour assurer le retour de tous les émigrés).

L'affaire avait été confiée au socialiste internationaliste suisse Fritz Platten. Il conclut par écrit avec l'ambassadeur d'Allemagne en Suisse un accord précis dont nous publierons le texte. En voici les principales clauses : 1) Tous les émigrés pourront partir, quelles que soient leurs idées sur la guerre. 2) Leur wagon jouira du bénéfice de l'exterritorialité ; nul ne pourra y pénétrer sans l'autorisation de Platten. Aucun contrôle ni des passeports ni des bagages. 3) Ceux qui s'en vont s'engagent à faire en Russie de la propagande pour l'échange des émigrés dont le passage a été autorisé contre un nombre correspondant d'internés austro-allemands.

Toutes les tentatives faites par les social-démocrates allemands appartenant à la majorité pour entrer en contact avec les voyageurs ont été résolument repoussées par ces derniers. Platten a accompagné le wagon pendant tout le trajet. Il aurait voulu nous accompagner jusqu'à Pétrograd, mais il a été retenu, temporairement, nous l'espérons, à la frontière russe (à Tornéa). Tous ces pourparlers se sont déroulés avec la participation de plusieurs socialistes internationalistes de l'étranger et en plein accord avec eux. Le procès-verbal relatif à l'organisation du voyage a été signé par deux socialistes français, Loriot et Guilbeaux, et un socialiste du groupe Liebknecht (Hartstein), par le socialiste suisse Platten, le social-démocrate polonais

Bronski, les députés social-démocrates suédois Lindhagen, Karlsson, Ström, Ture Nerman, et d'autres encore.

« Si Karl Liebknecht était actuellement en Russie, les Milioukov lui permettraient volontiers de rentrer en Allemagne ; les Bethmann-Hollweg vous permettent, à vous, internationalistes russes, de rentrer en Russie. Votre rôle est de regagner la Russie pour y combattre les impérialismes allemand et russe. » Voilà ce que nous ont dit ces camarades internationalistes. Nous pensons qu'ils ont eu raison. Nous ferons au Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats un rapport sur notre voyage. Nous espérons qu'il obtiendra la libération d'un nombre d'internés égal au nôtre, en premier lieu celle du socialiste autrichien bien connu Otto Bauer, et aussi qu'on laisse revenir en Russie tous les émigrés et non les seuls social-patriotes. Nous espérons que le Comité exécutif mettra aussi un terme à ce scandale : on ne laisse sortir de Russie aucun journal plus à gauche que la *Retch* [10], et même le manifeste du Soviet des députés ouvriers et soldats [11] aux ouvriers de tous les pays ne peut être communiqué à la presse étrangère.

Ecrit le 4 (17) avril 1917.
Paru dans le n° 24 de la « Pravda » et le n° 32 des « Izvestia » le 5 avril 1917

Conforme au texte de la « Pravda », confronté avec celui des « Izvestia »

DEUX MONDES

Les journaux des capitalistes, tels que la *Retch* et le *Novoïé Vrémia* [12], ont publié des articles blâmant notre passage à travers l'Allemagne et suggérant par d'obscures allusions que les nouveaux arrivés pourraient bien être au service des impérialistes allemands *.

Les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats* [13] publient *in extenso* le rapport paru hier dans la *Pravda* ** [14] et présenté *dès le lendemain* de notre arrivée au Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats ; outre ce rapport, les *Izvestia* publient une décision du Comité exécutif. Cette décision, la rédaction des *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats* la reproduit en ces termes :

« Le Comité exécutif, après avoir entendu le rapport des camarades Zourabov et Zinoviev, décide de s'adresser sur-le-champ au Gouvernement provisoire et de prendre des mesures afin que tous les émigrés, quelles que soient leurs opinions politiques et leur attitude envers la guerre, puissent immédiatement rentrer en Russie. Nous ferons connaître sous peu le résultat des négociations avec le gouvernement. *La réd.* »

C'est là un petit tableau, — tout petit mais combien caractéristique — de deux mondes. D'une part, le monde des capitalistes, de la *Retch*, de la *Rousskaïa Volia* et du *Novoïé Vrémia*, des allusions malpropres et d'odieuses insinuations contre les socialistes ; de l'autre, le monde de la démocratie révolutionnaire, des députés ouvriers et sol-

* La fameuse — tristement fameuse — *Rousskaïa Volia* donne dans son article contre nous de la « copie » tout à fait dans l'esprit de la *Retch*. MM. Milioukov et Cie n'auront-ils pas honte d'un tel voisinage ?

** La *Retch* se décidera-t-elle à le publier ?

dats, qui décide calmement, fermement et avec dignité « *de prendre des mesures* ». Quelles mesures ? Des mesures pour suppléer à ce que le Gouvernement provisoire *n'a pas* fait!

Cela n'équivaut-il pas à un blâme infligé au Gouvernement provisoire ?

Et ce blâme n'est-il pas mérité ?

Notez bien que le Comité exécutif a adopté sa résolution tout en sachant que des divergences *politiques* le séparent des bolchéviks. C'eût été pour les capitalistes prétexte à insinuations. Il ne faut pas chercher la dignité humaine dans le monde des capitalistes.

« Pravda » n° 25, 6 avril 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

PROJET D'ARTICLE OU DE DISCOURS À L'APPUI DES THÈSES D'AVRIL

1) La faillite économique est imminente. *C'est pourquoi* éliminer la bourgeoisie serait une erreur.

(C'est une déduction bourgeoise. Plus la faillite est imminente, et plus il est urgent d'éliminer la bourgeoisie.)

2) Le prolétariat est inorganisé, faible, inconscient.

(Exact. C'est pourquoi tout le problème est de combattre les chefs *petits-bourgeois*, soi-disant social-démocrates (Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov) qui endorment les masses en leur prêchant la confiance dans la bourgeoisie.

Ne pas s'unir à ces petits bourgeois (Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérétéli), mais *démolir* cette social-démocratie qui *conduit à sa perte* la révolution prolétarienne.)

3) A l'étape actuelle, la révolution est une révolution bourgeoise. Donc, pas d'« expérience socialiste ».

(Ce raisonnement est bourgeois d'un bout à l'autre. Personne ne parle d'une « expérience socialiste ». La thèse marxiste concrète veut que l'on tienne compte en ce moment non seulement des classes, mais aussi des institutions.)

Par leur phraséologie doucereuse, messieurs les étrangleurs de la révolution (Tchkhéidzé, Tsérétéli et Stéklov) tirent la révolution en arrière, pour la faire *rétrograder des* Soviets de députés ouvriers VERS le « pouvoir unique » de la bourgeoisie, vers une république parlementaire bourgeoise ordinaire.

En procédant avec intelligence et précaution, en éclairant les esprits, nous devons amener le prolétariat et les paysans pauvres à faire un pas *en avant*, de la « dualité du pouvoir » *VERS le pouvoir sans par-*

t a g e des Soviets des députés ouvriers, ce qui constitue précisément la commune au sens où l'entendait Marx, au sens de l'expérience de 1871.

La question n'est pas de savoir avec quelle rapidité il faut marcher, mais où il faut aller.

La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont prêts, mais à *q u o i* et *c o m m e n t* il faut les préparer.

Les manifestes et les appels du Soviet des députés ouvriers sur la guerre, etc., ne sont qu'un bavardage petit-bourgeois creux et mensonger qui ne fait qu'endormir le peuple ; notre tâche est donc avant tout, je le répète, d'éclairer les esprits, de soustraire les masses à l'influence *bourgeoise* des Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérétéli et consorts.

Le « jusqu'auboutisme révolutionnaire » du Soviet des députés ouvriers, c'est-à-dire de Tchkhéidzé, Tsérétéli et Stéklov, est un courant chauvin cent fois plus nuisible, parce que dissimulé sous des phrases doucereuses, une *tentative* de réconcilier les masses avec le Gouvernement révolutionnaire provisoire.

La masse obtuse, inconsciente, dupée par MM. Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et Cie, ne comprend pas que la guerre est la continuation d'une politique, que les guerres sont menées *par les gouvernements*.

Il faut expliquer que le « peuple » ne peut faire cesser la guerre ou en modifier le caractère qu'en changeant le *caractère de classe* du gouvernement.

Ecrit entre le 4 et le 12 (17 et 25) avril 1917.

Conforme au manuscrit

Paru pour la première fois le 21 janvier 1933 dans le n° 21 de la « Pravda »

A LA MANIÈRE DE LOUIS BLANC

Le socialiste français Louis Blanc se rendit tristement célèbre pendant la révolution de 1848 en abandonnant les positions de la lutte des classes pour celles des illusions petites-bourgeoises enveloppées d'une phraséologie à prétentions « socialistes », et qui ne servaient en réalité qu'à affermir l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat. Louis Blanc attendait une aide de la bourgeoisie, espérait et entretenait l'espoir que la bourgeoisie *pouvait* aider les ouvriers en matière d'« organisation du travail » — terme confus qui devait traduire les aspirations « socialistes ».

L'esprit de Louis Blanc a maintenant remporté en Russie une victoire complète dans la « social-démocratie » de droite, le parti du Comité d'Organisation. Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et bien d'autres, qui sont aujourd'hui les chefs du Soviet des députés soldats et ouvriers de Pétrograd, et ont aussi été ceux de la Conférence des Soviets de Russie [15] dont les travaux viennent de se terminer, ont adopté précisément l'attitude de Louis Blanc.

Sur toutes les questions les plus importantes de la vie politique actuelle, ces chefs, dont le point de vue est à peu près celui de la tendance internationale du « centre », de Kautsky, de Longuet, de Turati et de bien d'autres, se sont trouvés exactement sur les positions petites-bourgeoises de Louis Blanc. Prenons la question de la guerre.

Le point de vue prolétarien consiste à définir nettement le caractère *de classe* de la guerre et à se montrer irréductiblement hostile à la guerre impérialiste, c'est-à-dire à une guerre qui *met aux prises* des groupes de pays capitalistes (monarchistes *ou républicains, peu importe*) *pour* le partage du butin capitaliste.

Le point de vue petit-bourgeois diffère du point de vue bourgeois (justification explicite de la guerre, « défense de la patrie » hautement déclarée, en d'autres termes défense des « intérêts » des capitalistes de *son propre* pays, défense de *leur* « droit » aux annexions) en ce sens que le petit bourgeois « désavoue » les annexions, « condamne » l'impérialisme, « exige » de la bourgeoisie qu'elle cesse d'être impérialiste, tout en demeurant dans le cadre des relations universelles de l'impérialisme et du régime économique capitaliste. Le petit bourgeois, qui s'en tient à ce verbiage creux, inoffensif et débonnaire, ne fait *en réalité* que se traîner, impuissant, *à la remorque* de la bourgeoisie, « sympathisant » en paroles et sur certains points avec le prolétariat, mais restant en fait dans la dépendance de la bourgeoisie, ne sachant pas ou ne voulant pas comprendre quelle est la voie qui mène à l'abolition du joug capitaliste et peut seule affranchir l'humanité de l'impérialisme.

« Exiger » des gouvernements bourgeois qu'ils fassent une « *déclaration solennelle* » répudiant les annexions, c'est pour le petit bourgeois le comble de l'audace et un modèle de logique anti-impérialiste, « zimmerwaldienne ». On voit sans difficulté que c'est là du Louis Blanc de la pire espèce. D'abord, un politicien bourgeois tant soit peu expert ne sera jamais embarrassé pour multiplier les déclarations ronflantes, les « brillantes » phrases à effet, qui ne veulent rien dire et n'engagent à rien, contre les annexions « en général ». Mais dès qu'il s'agira des *faits*, on se permettra tous les tours de passe-passe comme celui de la *Retch*, par exemple, qui a eu l'autre jour le triste courage de déclarer que la Courlande (aujourd'hui annexée par les forbans impérialistes de l'Allemagne bourgeoise) *n'était pas* une annexion de la Russie!!

C'est le plus révoltant des tours de passe-passe ; c'est, de la part de la bourgeoisie, la plus intolérable mystification des ouvriers, car toute personne tant soit peu éclairée politiquement devra convenir que la Courlande *a toujours été une annexion* de la Russie.

Nous mettons ouvertement et publiquement la *Retch* au défi : 1) de donner au peuple une définition politique de la notion d'« annexion » valable pour *toutes* les annexions

du monde, tant allemandes qu'anglaises et russes, dans le passé et dans le présent, pour toutes sans exception ; 2) de dire sans ambages, avec précision, ce que signifie, à son avis, *répudier les annexions*, *non* en paroles, mais en fait. Qu'elle donne donc de la notion de « répudiation en fait des annexions » une définition politique valable non seulement pour les Allemands, mais aussi pour les Anglais et pour tous les peuples qui ont jamais procédé à des annexions.

Nous sommes sûrs que la *Retch* ne relèvera pas notre défi, ou qu'elle sera publiquement démasquée par nous. La question de la Courlande, évoquée par la *Retch*, confère justement à notre discussion un caractère non point théorique, mais pratique, pressant, urgent et actuel au plus haut point.

Admettez, ensuite, ne serait-ce que pour un instant, que les ministres bourgeois soient la probité même, que les Goutchkov, les Lvov, les Milioukov et Cie *croient* le plus sincèrement du monde à la possibilité de renoncer aux annexions tout en maintenant le capitalisme, et qu'ils *veuillent* y renoncer.

Admettons même cela pour un instant. Faisons cette hypothèse digne d'un Louis Blanc.

Mais quel homme sensé se contentera de ce que les gens *pensent* d'eux-mêmes, sans contrôler ce qu'ils pensent par ce qu'ils *font* ? Un marxiste peut-il *ne pas* distinguer entre les intentions et les déclarations, d'une part, la réalité objective, de l'autre ?

Non, il ne le peut pas.

Ce qui maintient les annexions, ce sont les liens du capital financier, bancaire, impérialiste. *Tel* est le fondement économique, actuel des annexions. L'annexion est, de ce point de vue, le *bénéfice* politiquement garanti que rapportent les milliards de capital « investis » dans des milliers et des milliers d'entreprises des pays annexés.

On ne peut pas, même si on en avait le désir, renoncer aux annexions *sans entreprendre* une action résolue pour renverser le joug du Capital.

Est-ce à dire, comme sont prêts à conclure et concluent l'*Edinstvo*, la *Rabotchaïa Gazéta* [16] et autres « Louis Blanc » de notre petite bourgeoisie, qu'il *ne* faut *pas* entreprendre

une action résolue pour renverser le Capital ? Qu'il faut s'accommoder au moins de certaines annexions ?

Non. *Il faut* entreprendre une action résolue pour renverser le Capital. Il faut le faire intelligemment et graduellement, en s'appuyant *uniquement* sur la conscience et l'esprit d'organisation de l'immense majorité des ouvriers et des paysans pauvres. Mais cette action, il faut l'entreprendre. Et c'est ce que les Soviets des députés ouvriers ont *déjà* commencé à faire sur différents points de la Russie.

L'important, aujourd'hui, c'est de nous désolidariser résolument et sans retour des Louis Blanc, des Tchkhéidzé, des Tsérétéli, des Stéklov, du parti du Comité d'Organisation, du parti socialiste-révolutionnaire, etc., etc. C'est d'expliquer aux masses que la politique des Louis Blanc est et sera fatale aux succès ultérieurs de la révolution et de la liberté elle-même si les masses ne comprennent pas la nocivité de ces illusions petites-bourgeoises et ne se joignent pas aux ouvriers conscients dans leur marche prudente, graduelle, réfléchie, mais ferme et immédiate vers le socialisme.

Le socialisme, *et lui seul*, peut sauver l'humanité des guerres, de la famine et de nouvelles hécatombes de millions et de millions d'hommes.

« Pravda » n° 27, 8 avril 1917.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

SUR LA DUALITÉ DU POUVOIR

Le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir. Tant que ce problème n'est pas élucidé, il ne saurait être question de jouer consciemment son rôle dans la révolution, et encore moins de la diriger.

Notre révolution a ceci de tout à fait original qu'elle a créé une *dualité du pouvoir*. C'est là un fait dont il faut saisir la portée avant tout ; il est impossible d'aller de l'avant sans l'avoir compris. Il faut savoir compléter et corriger les vieilles « formules », par exemple celles du bolchévisme, car si elles se sont révélées justes dans l'ensemble, leur application concrète *s'est révélée* différente. *Personne* autrefois ne songeait, ni ne pouvait songer, à une dualité du pouvoir.

En quoi consiste la dualité du pouvoir ? En ceci qu'à côté du Gouvernement provisoire, du gouvernement de la *bourgeoisie*, s'est formé *un autre gouvernement*, faible encore, embryonnaire, mais qui n'en a pas moins une existence réelle, incontestable, et qui grandit : ce sont les Soviets des députés ouvriers et soldats.

Quelle est la composition de classe de ce deuxième gouvernement ? Le prolétariat et la paysannerie (sous l'uniforme de soldat). Quel en est le caractère politique ? C'est une dictature révolutionnaire, c'est-à-dire un pouvoir qui s'appuie directement sur un coup de force révolutionnaire, sur l'initiative directe, venant d'en bas, des masses populaires, et *non sur une loi* édictée par un pouvoir d'État centralisé. Ce pouvoir est tout différent de celui qui existe généralement dans une république démocratique bourgeoise parlementaire du type habituel et qui prévaut jusqu'à présent dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique. C'est une chose qu'on oublie souvent, à laquelle on ne

réfléchit pas assez, alors que c'est là l'essentiel. *Ce* pouvoir est *du même type* que la Commune de Paris de 1871, type dont voici les principales caractéristiques : 1) la source du pouvoir n'est pas la loi, préalablement discutée et votée par un Parlement, mais l'initiative des masses populaires, initiative directe, locale, venant d'en bas, un « coup de force » direct, pour employer une expression courante ; 2) la police et l'armée, institutions séparées du peuple et opposées au peuple, sont remplacées par l'armement direct du peuple tout entier ; sous ce pouvoir, ce sont les ouvriers et les paysans armés, c'est le peuple en armes qui veillent *eux-mêmes* au maintien de l'ordre public ; 3) le corps des fonctionnaires, la bureaucratie sont, eux aussi, remplacés par le pouvoir direct du peuple, ou du moins placés sous un contrôle spécial ; non seulement les postes deviennent électifs, mais leurs titulaires, ramenés à l'état de simples mandataires, sont *révocables* à la première demande du peuple ; de corps privilégié jouissant de « sinécures » à traitements élevés, bourgeois, ils deviennent les ouvriers d'une « arme spéciale », dont les traitements *n'excèdent pas* le salaire habituel d'un bon ouvrier.

Là, et là *seulement*, est l'*essence* de la Commune de Paris en tant que type d'Etat particulier. C'est cette essence qu'ont oubliée et dénaturée MM. les Plékhanov (chauvins avoués qui ont trahi le marxisme), les Kautsky (hommes du « centre », c'est-à-dire qui balancent entre le chauvinisme et le marxisme), et d'une façon générale tous les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires et leurs pareils qui dominent aujourd'hui.

On s'en tire avec des phrases, on se cantonne dans le silence, on se dérobe, on se congratule mille fois à l'occasion de la révolution, et l'on ne veut pas *réfléchir* à *ce que sont* les Soviets des députés ouvriers et soldats. On ne veut pas voir cette vérité évidente que, pour autant que ces Soviets existent, *pour autant* qu'ils sont le pouvoir, il existe en Russie un Etat *du type* de la Commune de Paris.

J'ai bien souligné : « pour autant ». Car ce n'est qu'un pouvoir embryonnaire. Par un accord direct avec le Gouvernement provisoire bourgeois, et par diverses concessions de fait, il a lui-même *livré et continue de livrer* ses positions à la bourgeoisie.

Pourquoi ? Serait-ce que Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et Cie commettent une « erreur » ? Allons donc ! Un philistin pourrait le penser, mais non un marxiste. La raison en est le *degré insuffisant de conscience* et d'organisation des prolétaires et des paysans. L'« erreur » de ces chefs, c'est leur position petite-bourgeoise, c'est qu'ils *obscurcissent* la conscience des ouvriers au lieu de l'éclairer, qu'ils *propagent* les illusions petites-bourgeoises au lieu de les réfuter, qu'ils *renforcent* l'influence de la bourgeoisie sur les masses, au lieu de soustraire celles-ci à cette influence.

Cela doit déjà suffire à faire comprendre pourquoi nos camarades, eux aussi, commettent tant d'erreurs en posant « simplement » la question : faut-il renverser tout de suite le Gouvernement provisoire ?

Je réponds : 1) il faut le renverser, car c'est un gouvernement oligarchique, bourgeois et non populaire, qui *ne peut* donner ni la paix, ni le pain, ni la liberté complète ; 2) on ne peut pas le renverser en ce moment, car il repose sur un *accord* direct et indirect, formel et de fait, avec les Soviets des députés ouvriers et, tout d'abord, avec le Soviet principal, celui de Pétrograd ; 3) on ne peut, d'une façon générale, le « renverser » par la méthode habituelle, car il bénéficie du « *soutien* » prêté à la bourgeoisie par le *second* gouvernement, le Soviet des députés ouvriers ; or, ce dernier gouvernement est le seul gouvernement révolutionnaire possible, le seul qui exprime directement la conscience et la volonté de la majorité des ouvriers et des paysans. L'humanité n'a pas encore élaboré, et nous ne connaissons pas jusqu'à ce jour, de type de gouvernement supérieur et préférable aux Soviets de députés des ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats.

Pour devenir le pouvoir, les ouvriers conscients doivent conquérir la majorité : *aussi longtemps* qu'aucune violence n'est exercée sur les masses, il n'existe pas d'autre chemin pour arriver au pouvoir. Nous ne sommes pas des blanquistes, des partisans de la prise du pouvoir par une minorité. Nous sommes des marxistes, des partisans de la lutte de classe prolétarienne ; nous sommes contre les entraînements petits-bourgeois, contre le chauvinisme jusqu'auboutiste, la phraséologie, la dépendance à l'égard de la bourgeoisie.

Fondons un parti communiste prolétarien ; les meilleurs

partisans du bolchévisme en ont déjà créé les éléments ; groupons-nous pour une action de classe prolétarienne, et les prolétaires, les paysans *pauvres* se rallieront à nous, toujours plus nombreux. Car la *vie* dissipera chaque jour davantage les illusions petites-bourgeoises des « social-démocrates », des Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et autres, des « socialistes-révolutionnaires », des petits bourgeois plus « purs » encore, etc., etc.

La bourgeoisie est pour le pouvoir unique de la bourgeoisie.

Les ouvriers conscients sont pour le pouvoir unique des Soviets de députés des ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats, pour un pouvoir unique préparé non par des aventures, mais en *éclairant* la conscience du prolétariat, en l'*affranchissant* de l'influence de la bourgeoisie.

La petite bourgeoisie — « social-démocrates », socialistes-révolutionnaires, etc., etc. — *entrave* par ses hésitations cet éclaircissement, cet affranchissement.

Tel est le véritable rapport des forces entre les *classes* en présence. C'est lui qui détermine nos tâches.

« Pravda » n° 28, 9 avril 1917.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

LETTRES SUR LA TACTIQUE[17]

AVANT-PROPOS

Le 4 avril 1917, j'ai été amené à faire à Pétrograd un rapport sur ce sujet, et tout d'abord à une réunion de bolchéviks. C'étaient des délégués à la Conférence des Soviets de députés ouvriers et soldats de Russie, qui devaient repartir et ne pouvaient, pour cette raison, m'accorder aucun délai. A la fin de la réunion, le camarade G. Zinoviev, qui présidait, m'a demandé, au nom de toute l'assemblée, de répéter immédiatement mon rapport à une réunion de délégués bolchéviks et menchéviks désireux de discuter le problème de l'unification du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Si difficile qu'il me fût de recommencer aussitôt mon rapport, je n'ai pas cru devoir refuser, puisque cette demande émanait *à la fois d'amis politiques* et de menchéviks qui, en raison de leur prochain départ, ne pouvaient en effet m'accorder de délai.

Au cours du rapport, j'ai donné lecture de mes thèses, qui ont été publiées dans le n°26 de la *Pravda*, le 7 avril 1917 *.

Aussi bien les thèses que mon rapport ont provoqué des divergences parmi les bolchéviks eux-mêmes et à la rédaction même de la *Pravda*. Après un certain nombre de réunions, nous sommes tous convenus que le mieux était de discuter *ouvertement* ces divergences et de fournir ainsi

* Je reproduis, en annexe à la présente lettre, ces thèses et les remarques explicatives qui les accompagnaient, d'après ce numéro de la *Pravda*. (Voir le présent tome, pp. 11-14. *N.R.*)

des matériaux pour la conférence de notre Parti (le P.O.S.D.R. groupé autour du Comité central) qui doit s'ouvrir le 20 avril 1917 à Pétrograd.

C'est conformément à cette décision relative à la discussion que je publie les *lettres* ci-après, sans prétendre y étudier la question sous *tous ses aspects*, et uniquement pour signaler les principaux arguments, ceux qui importent le plus pour l'accomplissement des tâches *pratiques* de la classe ouvrière.

LETTRE Ire

ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE

Le marxisme nous oblige à tenir un compte des plus exacts, objectivement vérifiable, du rapport des classes et des particularités concrètes de chaque moment de l'histoire. Nous autres, bolchéviks, nous nous sommes toujours efforcés de rester fidèles à cette règle, absolument indispensable à toute politique scientifiquement établie.

« Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action [18] », ont toujours dit Marx et Engels, se moquant à juste titre de la méthode qui consiste à apprendre par cœur et à répéter telles quelles des « formules » capables tout au plus d'indiquer les objectifs *généraux*, nécessairement modifiés par la situation économique et politique *concrète* à chaque *phase* particulière de l'histoire.

Quels sont donc les *faits* objectifs rigoureusement établis sur lesquels le parti du prolétariat révolutionnaire doit se guider aujourd'hui pour déterminer ses tâches et les modalités de son action ?

Dans ma première « Lettre de loin » (« La première étape de la première révolution »), parue dans la *Pravda* (nos 14 et 15 des 21 et 22 mars 1917), aussi bien que dans mes thèses, je disais : « ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie », c'est que nous nous trouvons dans une phase de *transition* entre la première étape de la révolution et la seconde. J'estimais en conséquence que le mot d'ordre essentiel, la « tâche du jour », devait à *ce* moment-là être formulé ainsi : « Ouvriers, vous avez accompli des prodiges d'héroïsme prolétarien et popu-

laire dans la guerre civile contre le tsarisme. Vous devez accomplir des prodiges d'organisation prolétarienne et populaire pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution » (*Pravda*, n° 15) *.

Quelle est la première étape ?

Le passage du pouvoir à la bourgeoisie.

Avant la révolution de février-mars 1917, tout le pouvoir appartenait en Russie à une vieille classe : la noblesse foncière féodale ayant à sa tête Nicolas Romanov.

Depuis cette révolution, le pouvoir appartient à une *autre* classe, à une classe nouvelle : la *bourgeoisie*.

Le passage du pouvoir d'une *classe* à une autre est le caractère premier, principal, fondamental, d'une *révolution*, tant au sens strictement scientifique qu'au sens politique et pratique du mot.

Ainsi, la révolution bourgeoise, ou démocratique bourgeoise, est *terminée* en Russie.

Nous entendons ici s'élever les protestations de contradicteurs auxquels il plaît de s'appeler « vieux bolchéviks » : n'avons-nous pas toujours dit que la révolution démocratique bourgeoise ne pouvait être terminée que par la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » ? La révolution agraire, elle aussi démocratique bourgeoise, est-elle donc terminée ? N'est-ce pas au contraire un fait qu'elle *n'a pas encore* commencé ?

Je réponds : les mots d'ordre et les idées des bolchéviks ont été, *dans l'ensemble*, entièrement confirmés par l'histoire ; mais *dans la réalité concrète* les choses se sont passées *autrement* que nous ne pouvions (et que personne ne pouvait) le prévoir : d'une façon plus originale, plus curieuse, plus nuancée.

L'ignorer ou l'oublier serait s'assimiler à ces « vieux bolchéviks » qui, plus d'une fois déjà, ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre Parti en répétant stupidement une formule *apprise par cœur*, au lieu *d'étudier* ce qu'il y avait d'original dans la réalité nouvelle, vivante.

« La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » est *déjà* réalisée ** dans la

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, p. 335. (*N. R.*)

** Sous une certaine forme et jusqu'à un certain point.

révolution russe, car cette « formule » ne prévoit qu'un *rapport entre les classes*, et non une *institution politique déterminée matérialisant* ce rapport, cette collaboration. « Le Soviet des députés ouvriers et soldats » : telle est la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », déjà réalisée par la vie.

Cette formule a déjà vieilli. La vie l'a fait passer du royaume des formules dans celui de la réalité, elle lui a donné chair et sang, elle l'a concrétisée et, *par là même*, modifiée.

Un autre objectif, un objectif nouveau, est désormais à l'ordre du jour : la scission, *au sein* de cette dictature, entre les éléments prolétariens (anti-jusqu'auboutistes, internationalistes, « communistes », partisans du passage à la « commune ») et les éléments *petits-propriétaires* ou *petits-bourgeois* (Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov, les socialistes-révolutionnaires et tous les autres jusqu'auboutistes révolutionnaires, adversaires de la marche vers la commune, partisans du « soutien » de la bourgeoisie et du gouvernement bourgeois).

Quiconque, *aujourd'hui*, ne parle que de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » retarde sur la vie, *est passé* de ce fait, pratiquement, à la petite bourgeoisie contre la lutte de classe prolétarienne, et mérite d'être relégué aux archives des curiosités prérévolutionnaires « bolchéviques » (aux archives des « vieux bolchéviks », pourrait-on dire).

La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie est déjà réalisée, mais d'une façon très originale, avec un certain nombre de modifications de la plus haute importance. J'en parlerai plus spécialement dans une de mes prochaines lettres. Pour l'instant, il faut bien se mettre en tête cette vérité incontestable que le marxiste doit tenir compte de la vie, des faits précis de la *réalité*, et non se cramponner à la théorie d'hier qui, comme toute théorie, est tout au plus capable d'indiquer l'essentiel, le général, de fournir une *idée approchée* de la complexité de la vie.

« Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie [19]. »

Poser la question de l'« achèvement » de la révolution bourgeoise *comme on le faisait autrefois*, c'est sacrifier le marxisme vivant à la lettre morte.

L'ancienne formule était : *après* la domination de la bourgeoisie peut et doit s'instaurer la domination du prolétariat et de la paysannerie, leur dictature.

Or, dans la vie réelle, il en va *déjà tout autrement* : c'est un *enchevêtrement* extrêmement original, nouveau, sans précédent, *de l'une et de l'autre*. Nous avons côte à côte, ensemble, simultanément, *et* la domination de la bourgeoisie (le gouvernement Lvov-Goutchkov) *et* la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, qui cède *de son plein gré* le pouvoir à la bourgeoisie, se transforme de son plein gré en appendice de celle-ci.

Car il ne faut pas oublier que le pouvoir réel, à Pétrograd, appartient aux ouvriers et aux soldats ; le nouveau gouvernement *n'*exerce ni ne peut exercer sur eux aucune contrainte, puisqu'*il n'existe* ni police, ni armée distincte du peuple, ni bureaucratie toute-puissante placée *au-dessus* du peuple. C'est un fait. Un fait qui, précisément, caractérise un Etat du type de la Commune de Paris. Ce fait ne cadre pas avec les vieux schémas. Il faut savoir adapter les schémas à la vie, et non répéter des paroles aujourd'hui dénuées de sens sur la « dictature du prolétariat et de la paysannerie » *en général*.

Abordons la question d'un autre côté pour mieux l'éclairer.

Un marxiste ne doit pas abandonner le terrain solide de l'analyse des rapports entre les classes. La bourgeoisie est au pouvoir. Mais la masse des paysans n'est-elle pas *aussi* une bourgeoisie d'une autre couche, d'un autre genre, d'un autre caractère ? Pourquoi *cette* couche sociale *ne pourrait-elle pas* arriver au pouvoir « achevant » ainsi la révolution démocratique bourgeoise ? Pourquoi serait-ce impossible ?

Ainsi raisonnent souvent les vieux bolchéviks.

Je réponds que c'est parfaitement possible. Mais un marxiste doit, pour juger une situation, se fonder sur le réel et *non* sur le possible.

Or, la réalité nous montre ce *fait* que des députés soldats et paysans, librement élus, forment un second gouverne-

ment, un gouvernement à côté, et qu'ils le complètent, le développent et le perfectionnent librement. Et, non moins librement, ils *cèdent* le pouvoir à la bourgeoisie, ce qui ne porte nullement « atteinte » à la théorie marxiste, car nous avons toujours su et maintes fois indiqué que la bourgeoisie se maintient *non* seulement par la violence, mais aussi grâce à l'inconscience, à la routine, à l'abrutissement, au manque d'organisation des masses.

Et devant cette réalité d'aujourd'hui, il est vraiment ridicule de tourner le dos aux faits et de parler de « possibilités ».

Il est possible que la paysannerie prenne toute la terre et tout le pouvoir. Loin d'oublier cette éventualité et de borner mon horizon au jour présent, je formule sans détours et avec précision le programme agraire en tenant compte d'un fait *nouveau* : l'approfondissement du fossé entre les ouvriers agricoles et les paysans pauvres d'une part, et les paysans patrons, d'autre part.

Mais il existe aussi une autre possibilité : les paysans peuvent prêter l'oreille aux conseils du parti socialiste-révolutionnaire, parti petit-bourgeois soumis à l'influence des bourgeois, passé au jusqu'auboutisme, et qui leur recommande d'attendre jusqu'à l'Assemblée constituante, bien que même la date de sa convocation ne soit pas encore fixée * !

Il est possible que les paysans *maintiennent*, prolongent le compromis non seulement formel, mais aussi de fait qu'ils viennent de conclure avec la bourgeoisie par l'intermédiaire des Soviets de députés ouvriers et soldats.

Bien des choses sont possibles. On commettrait une profonde erreur en oubliant le mouvement agraire et le programme agraire. Mais il serait non moins erroné d'oublier la *réalité* qui nous montre l'*existence d'un accord* ou,

* Anticipant quelque peu, j'apporte tout de suite une précision afin que mes paroles ne soient pas interprétées à faux : je suis, sans réserve, d'avis que les *Soviets* de salariés agricoles et de paysans doivent s'emparer *immédiatement* de *toutes* les terres, mais en observant très strictement *eux-mêmes* l'ordre et la discipline, sans tolérer la moindre détérioration des machines, des bâtiments, du bétail, sans désorganiser en aucun cas la vie économique et la production du blé, mais au contraire en *intensifiant* celle-ci, car la ration de pain des soldats doit être *doublée* et la population ne doit pas souffrir de la faim.

pour employer une expression plus exacte, moins juridique, plus économico-sociale, l'existence d'une *collaboration de classe* entre la bourgeoisie et la paysannerie.

Quand ce fait cessera d'être un fait, quand la paysannerie se séparera de la bourgeoisie, prendra la terre malgré elle, prendra le pouvoir contre elle, alors s'ouvrira une nouvelle étape de la révolution démocratique bourgeoise, dont il faudra s'occuper tout spécialement.

Le marxiste auquel la possibilité de cette étape future ferait oublier son devoir *d'aujourd'hui*, alors que la paysannerie *s'entend* avec la bourgeoisie, deviendrait un petit bourgeois, car en fait il prêcherait au prolétariat la *confiance* à l'égard de la petite bourgeoisie (« cette petite bourgeoisie, cette paysannerie doit se séparer de la bourgeoisie dans le cadre même de la révolution démocratique bourgeoise »). La « possibilité » d'un avenir idyllique et riant, où le paysan *ne* sera *plus* à la remorque de la bourgeoisie et où les socialistes-révolutionnaires, les Tchkhéidzé, les Tsérétéli, les Stéklov, *ne* seront *plus* un appendice du gouvernement bourgeois, la « possibilité » de cet avenir riant lui ferait oublier le *triste présent* où la paysannerie est encore à la remorque de la bourgeoisie, où les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates restent un appendice du gouvernement bourgeois, une opposition de « Sa Majesté » [20] Lvov.

Ce personnage supposé ressemblerait à un doucereux Louis Blanc, à un mielleux adepte de Kautsky, à tout sauf à un marxiste révolutionnaire.

Mais ne risquons-nous pas de tomber dans le subjectivisme, dans le désir de « sauter par-dessus » la révolution démocratique bourgeoise inachevée, qui n'a pas encore conduit à son terme le mouvement paysan, pour arriver d'emblée à la révolution socialiste ?

Si j'avais dit : « Pas de tsar, mais un gouvernement *ouvrier* » [21], ce danger me menacerait. Mais je *n'ai pas* dit cela, j'ai dit tout autre chose. J'ai dit qu'*il ne peut* y avoir en Russie d'autre gouvernement (un gouvernement bourgeois excepté) *que* les Soviets de députés des ouvriers, des salariés agricoles, des soldats et des paysans. J'ai dit qu'en Russie le pouvoir *ne* peut passer aujourd'hui de Goutchkov et de Lvov *qu'*à ces Soviets, dans lesquels prédomi-

nent *précisément* la paysannerie, les soldats, la petite bourgeoisie pour employer un terme marxiste, scientifique, pour user d'une définition de classe et non d'une expression empruntée au langage courant, à l'homme de la rue, et limitée aux caractéristiques professionnelles.

Je me suis entièrement prémuni, dans mes thèses, contre toute tentative de sauter par-dessus le mouvement paysan, ou petit-bourgeois en général, qui n'a pas encore épuisé ses possibilités, contre toute tentative de *jouer* à la « prise du pouvoir » par un gouvernement ouvrier, contre toute aventure blanquiste, car j'ai formellement invoqué l'expérience de la Commune de Paris. Or, on le sait, et Marx l'a démontré minutieusement en 1871 et Engels en 1891 [22], cette expérience a absolument exclu le blanquisme, elle a assuré la domination directe, immédiate, inconditionnée de la *majorité* et l'activité des masses uniquement dans la mesure où cette majorité elle-même s'affirme de façon *consciente*.

Dans mes thèses, j'ai tout ramené, d'une façon parfaitement explicite, à la *lutte pour la prépondérance a u s e i n* des Soviets de députés des ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats. Afin de ne pas laisser l'ombre d'un doute sur ce point, j'ai *par deux fois* souligné dans mes thèses la nécessité d'un travail d'« explication » patient et opiniâtre, « en partant des besoins *p r a t i q u e s des masses* ».

Des ignorants ou des renégats du marxisme, tels que M. Plékhanov et ses pareils, peuvent crier à l'anarchisme, au blanquisme, etc. Qui veut penser et apprendre ne peut manquer de comprendre que le blanquisme est la prise du pouvoir par une minorité, tandis que les Soviets des députés ouvriers, etc., sont *notoirement* l'organisation directe et immédiate de la *majorité* du peuple. Une action ramenée à la lutte pour l'influence *au sein* de ces Soviets ne peut pas, *ne peut* littéralement *pas* verser dans le marais du blanquisme. Elle ne peut pas, non plus, verser dans le marais de l'anarchisme, car l'anarchisme nie la *nécessité de l'Etat et d'un pouvoir d'Etat* durant l'époque de *t r a n s i t i o n* qui va de la domination de la bourgeoisie à la domination du prolétariat. Je *défends*, au contraire, avec une clarté excluant toute équivoque, la nécessité, durant

cette époque, de l'Etat, non pas d'un Etat parlementaire bourgeois ordinaire, mais, en accord avec Marx et avec l'expérience de la Commune de Paris, d'un Etat *sans* armée permanente, *sans* police opposée au peuple, *sans* fonctionnaires placés au-dessus du peuple.

Si M. Plékhanov, dans son *Edinstvo*, crie de toutes ses forces à l'anarchisme, il ne fait que donner ainsi une nouvelle preuve de sa rupture avec le marxisme. A mon défi, publié dans la *Pravda* (n° 26), de nous dire ce que Marx et Engels enseignaient en 1871, 1872, 1875* au sujet de l'Etat, M. Plékhanov est et sera toujours obligé de répondre par le silence sur le fond de la question, non sans pousser des clameurs dignes d'un bourgeois exaspéré.

L'ex-marxiste qu'est M. Plékhanov n'a *absolument* rien compris à la théorie marxiste de l'Etat. Les germes de cette incompréhension sont du reste visibles dans sa brochure allemande sur l'anarchisme [23].

* *
*

Voyons à présent comment le camarade I. Kaménev, dans son article du n° 27 de la *Pravda*, formule ses « divergences » avec mes thèses et la position que j'ai exposée plus haut. Cela nous permettra de mieux les préciser.

« Quant au schéma général du camarade Lénine, écrit le camarade Kaménev, il nous semble inacceptable, étant donné qu'il part de ce principe que la révolution démocratique bourgeoise est *terminée*, et qu'il table sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste... »

Ici, deux grosses erreurs.

Première erreur. La question de savoir si la révolution démocratique bourgeoise est ou non « terminée » est mal *posée*. On lui confère un aspect abstrait, simpliste, pour ainsi dire unicolore, et qui *ne* correspond *pas* à la réalité objective. Quiconque pose *ainsi* la question, quiconque demande *aujourd'hui* : « La révolution démocratique bourgeoise est-elle terminée ? », *sans plus*, se prive de la possibilité de comprendre une réalité extrêmement com-

* Voir le présent tome, p. 16. (*N.R.*)

plexe et pour le moins « bicolore ». Cela, pour la théorie. Et, en pratique, il capitule piteusement devant le *révolutionnarisme petit-bourgeois.*

En effet, la réalité nous montre *et* le passage du pouvoir à la bourgeoisie (« achèvement » d'une révolution démocratique bourgeoise du type habituel) *et* l'existence, à côté du véritable gouvernement, d'un second gouvernement qui est une « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». Ce « gouvernement-bis » a *de lui-même* cédé le pouvoir à la bourgeoisie, s'est *de lui-même* enchaîné au gouvernement bourgeois.

La formule du camarade Kaménev, inspirée du « vieux bolchévisme » : « La révolution démocratique bourgeoise n'est pas terminée », tient-elle compte de cette réalité?

Non, cette formule a vieilli. Elle n'est plus bonne à rien. Elle est morte. C'est en vain que l'on tentera de la ressusciter.

Secundo. Une question pratique. On ne saurait dire si une forme *particulière* de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », *détachée* du gouvernement bourgeois, est encore possible à présent en Russie. Or, on ne saurait fonder la tactique marxiste sur l'inconnu.

Mais *si* cela peut encore se produire, il n'est pour *y* parvenir qu'une voie, et une seule : les éléments prolétariens, communistes, du mouvement doivent se séparer immédiatement, résolument, sans retour, d'avec les éléments petits-bourgeois.

Pourquoi ?

Parce que ce n'est pas par hasard, mais d'une manière inévitable, que toute la petite bourgeoisie s'est tournée vers le chauvinisme (=jusqu'auboutisme), vers le « soutien » de la bourgeoisie, vers la dépendance à l'égard de celle-ci, vers la *crainte* d'avoir à se passer d'elle, etc., et ainsi de suite.

Comment « pousser » la petite bourgeoisie au pouvoir si elle *ne veut pas* le prendre, bien qu'elle en ait déjà la possibilité ?

Uniquement par la constitution d'un parti prolétarien, communiste, séparé d'elle ; par une lutte de classe prolétarienne *e x e m p t e* de la timidité de ces petits bourgeois.

Seule l'union des prolétaires libérés en fait, et non seulement en paroles, de l'influence de la petite bourgeoisie peut rendre le terrain si « brûlant » sous les pieds de la petite bourgeoisie qu'elle se verra *obligée*, dans certaines conditions, de prendre le pouvoir ; il n'est même pas exclu que Goutchkov et Milioukov se montrent favorables, — dans certaines circonstances, je le répète — au pouvoir intégral et sans partage de Tchkhéidzé, de Tsérétéli, des socialistes-révolutionnaires, de Stéklov, car ce sont, malgré tout, des « *jusqu'auboutistes* » !

Quiconque s'emploie à séparer dès aujourd'hui, immédiatement et sans retour, les éléments prolétariens des Soviets (c'est-à-dire le parti prolétarien, communiste) d'avec les éléments petits-bourgeois sert les intérêts bien compris du mouvement pour les deux cas possibles : *et* pour le cas où la Russie connaîtrait encore une « dictature du prolétariat et de la paysannerie » revêtant une forme particulière, indépendante, non subordonnée à la bourgeoisie, *et* pour le cas où la petite bourgeoisie ne parviendrait pas à se détacher de la bourgeoisie et demeurerait éternellement (c'est-à-dire jusqu'au socialisme) hésitante entre elle et nous.

Quiconque ne s'inspire dans son activité que de la simple formule « la révolution démocratique bourgeoise n'est pas terminée » se porte par là même en quelque sorte garant que la petite bourgeoisie est capable d'indépendance à l'égard de la bourgeoisie. Par là même, à l'heure actuelle, il se livre piteusement à la merci de la petite bourgeoisie.

A propos. Il serait quand même bon, lorsqu'il est question de la « formule » : dictature du prolétariat et de la paysannerie, de se rappeler que, dans *Deux tactiques* (juillet 1905), je soulignais tout spécialement ceci (voir *En douze ans*, p. 435 [24]) :

« Comme tout ce qui existe, la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie a un passé et un avenir. Son passé, c'est l'autocratie, le servage, la monarchie, les privilèges... Son avenir, c'est la lutte contre la propriété privée, la lutte de l'ouvrier salarié contre le patron, la lutte pour le socialisme *... »

* Cf. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 9, pp. 66 et 67. (*N.R.*)

Le camarade Kaménev commet l'erreur de ne considérer, en 1917 également, que le *passé* de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Or, *en fait*, *l'avenir* a déjà commencé pour elle, car déjà les intérêts et la politique de l'ouvrier salarié et du petit patron sont *en fait* divergents, et cela dans une question aussi capitale que celle du « jusqu'auboutisme », de l'attitude à l'égard de la guerre impérialiste.

Et j'en arrive ici à la seconde erreur du raisonnement déjà cité du camarade Kaménev. Il me reproche de « tabler » dans mon schéma sur une « transformation immédiate de cette révolution (démocratique bourgeoise) en révolution socialiste ».

C'est faux. Loin de « tabler » sur une « transformation immédiate » de notre révolution en révolution *socialiste*, je mets expressément en garde contre cette manière de voir, je déclare expressément dans la thèse n° 8 : ... « Notre tâche *immédiate* est *n o n p a s* d'« introduire » le socialisme* »...

N'est-il pas évident qu'un homme qui table sur une transformation immédiate de notre révolution en révolution socialiste ne saurait s'élever contre l'introduction du socialisme considérée comme une tâche immédiate ?

Mieux. Il est même *impossible* d'instaurer « immédiatement » en Russie un « Etat-Commune » (c'est-à-dire un Etat organisé sur le type de la Commune de Paris), car il faut pour cela que la *majorité* des députés de tous les Soviets (ou de la plupart d'entre eux) prenne nettement conscience du caractère foncièrement erroné et préjudiciable de la tactique et de la politique des socialistes-révolutionnaires, des Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et consorts. Quant à moi, j'ai déclaré sans la moindre équivoque que je « table » dans ce domaine uniquement sur un « patient » travail d'explication (quel besoin a-t-on d'être patient pour obtenir un changement que l'on peut réaliser « immédiatement » ?) !

Le camarade Kaménev a, quelque peu « impatiemment », forcé la note et fait siens les préjugés bourgeois au sujet de la Commune de Paris qui, prétend-on, voulait introduire « immédiatement » le socialisme. Il n'en est rien.

* Voir le présent tome, p. 14. (*N.R.*)

La Commune a malheureusement trop tardé à introduire le socialisme. L'essence véritable de la Commune n'est pas là où la cherchent d'ordinaire les bourgeois, mais dans la création d'un type d'*Etat* particulier. Or, un Etat de ce genre est *déjà* né en Russie : ce sont les Soviets des députés ouvriers et soldats !

Le camarade Kaménev n'a pas réfléchi à ce *fait* que les Soviets *existent*, à leur signification, à leur similitude de type, de caractère social et politique, avec l'Etat de la Commune ; et, au lieu d'étudier ce *fait*, il s'est mis à parler de ce sur quoi, à l'en croire, je « table » dans l'« immédiat ». Le résultat, c'est, malheureusement, qu'il a repris à son compte un procédé dont usent bien des bourgeois : au lieu de se demander *ce que sont* les Soviets des députés ouvriers et soldats, s'ils sont d'un type *plus élevé* que la république parlementaire, s'ils sont *plus utiles* au peuple, *plus démocratiques*, *plus aptes* à combattre, par exemple, la pénurie de blé, etc., au lieu de se poser cette question essentielle, réelle, que la vie met à l'ordre du jour, il détourne l'attention vers une question stérile, pseudo-scientifique, vide de sens, d'un schématisme tout professoral : celle de savoir si l'on « table sur une transformation immédiate ».

Question vaine et mal posée. Je « table » *uniquement*, *exclusivement*, sur ceci que les ouvriers, les soldats et les paysans sauront mieux que les fonctionnaires, mieux que la police, résoudre les difficiles problèmes *pratiques* que pose la nécessité d'accroître la production du blé, d'assurer une meilleure répartition de celui-ci, d'améliorer le ravitaillement des soldats, etc., et ainsi de suite.

Je suis profondément convaincu que les Soviets des députés ouvriers et soldats sauront mieux et plus rapidement que la république parlementaire mettre en œuvre l'initiative de la *masse* du peuple (on trouvera dans une autre lettre une comparaison plus détaillée des deux types d'Etat). Ils décideront mieux, d'une façon plus pratique et plus sûre, comment prendre des *mesures*, et lesquelles, pour marcher au socialisme. Le contrôle de la banque, la fusion de toutes les banques en une seule ne sont *pas encore* le socialisme, mais *un pas vers* le socialisme. Des mesures de ce genre, les hobereaux et les bourgeois en pren-

nent aujourd'hui en Allemagne contre le peuple. Le Soviet des députés soldats et ouvriers les réalisera beaucoup mieux demain en faveur du peuple s'il a en mains tout le pouvoir.

Qu'est-ce qui *oblige* à prendre des mesures de ce genre ? La famine. La désorganisation de la vie économique. La faillite imminente. Les horreurs de la guerre. Les plaies hideuses que la guerre inflige à l'humanité.

Le camarade Kaménev termine en déclarant qu'« il espère défendre et faire prévaloir dans une large discussion son point de vue comme le seul possible pour la social-démocratie révolutionnaire si elle veut et si elle doit rester jusqu'au bout le parti des masses révolutionnaires du prolétariat, et non se transformer en un groupe de propagandistes communistes ».

M'est avis que ces paroles dénotent une appréciation profondément erronée de la situation actuelle. Le camarade Kaménev oppose le « parti des masses » au « groupe de propagandistes ». Or, aujourd'hui précisément, les « masses » sont intoxiquées par le jusqu'auboutisme « révolutionnaire ». Ne conviendrait-il pas mieux, surtout à des internationalistes, de savoir à pareil moment s'opposer à cette intoxication « massive » plutôt que de « vouloir rester » avec les masses, autrement dit de céder à la contagion générale ? N'avons-nous pas vu dans tous les pays belligérants d'Europe les chauvins chercher à se justifier en invoquant leur désir de « rester avec les masses » ? Ne doit-on pas savoir rester un certain temps en minorité pour combattre une intoxication « massive » ? L'activité des propagandistes n'est-elle pas, surtout à l'heure actuelle, le facteur essentiel qui doit permettre à la ligne prolétarienne de *se dégager* de l'intoxication jusqu'auboutiste et petite-bourgeoise où sont plongées les « masses » ? L'une des causes de l'épidémie jusqu'auboutiste est précisément que les masses, prolétariennes et non prolétariennes, ont fait bloc sans égard aux différences de classes qui existent au sein de ces masses. Il me semble plutôt déplacé de parler avec mépris du « groupe de propagandistes » de la ligne *prolétarienne.*

Ecrit entre le 8 et le 13 (21 et 26) avril 1917.
Paru en brochure en avril 1917 aux Editions « Priboï ».

Conforme au texte de la brochure

LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT DANS NOTRE RÉVOLUTION

(PROJET DE PLATE-FORME POUR LE PARTI DU PROLÉTARIAT)

Paru pour la première fois en brochure aux Editions « Priboï » en septembre 1917. Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la brochure

Россійская Соціалъ-Демократическая Рабочая Партія.

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

Н. Ленинъ.

Задачи пролетаріата въ нашей революціи.

(ПРОЕКТЪ ПЛАТФОРМЫ ПРОЛЕТАРСКОЙ ПАРТІИ).

Изъ. Прибой

Петербургъ.
1917.—Сентябрь.

Типографія „Чудь". Т-во „Рабочая Печать". Выборгская сторона, 49.

Couverture de la brochure de Lénine
Les tâches du prolétariat dans notre révolution. 1917.
Réduction

Le moment historique que traverse actuellement la Russie est caractérisé par les traits essentiels que voici :

LE CARACTÈRE DE CLASSE DE LA RÉVOLUTION ACCOMPLIE

1. L'ancien pouvoir tsariste, qui ne représentait qu'une poignée de féodaux de la propriété foncière dirigeant toute la machine de l'Etat (armée, police, corps des fonctionnaires), est vaincu et renversé, mais non pas achevé. La monarchie n'est pas abolie officiellement. La bande des Romanov poursuit ses intrigues monarchistes. L'immense propriété des féodaux de la terre n'est pas liquidée.

2. Le pouvoir en Russie est passé aux mains d'une *classe* nouvelle : la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers embourgeoisés. *En ce sens*, la révolution démocratique bourgeoise est achevée en Russie.

Une fois au pouvoir, la bourgeoisie a fait bloc (alliance) avec des éléments manifestement monarchistes qui se sont signalés, de 1906 à 1914, par leur zèle inouï à soutenir Nicolas le Sanguinaire et Stolypine le Pendeur (Goutchkov et autres hommes politiques à droite des cadets [25]). Le nouveau gouvernement bourgeois de Lvov et Cie a tenté et commencé de négocier avec les Romanov la restauration de la monarchie en Russie. Sous le couvert d'une phraséologie révolutionnaire, il nomme aux postes de commande des partisans de l'ancien régime. Il s'attache à réformer le moins possible la machine d'Etat (armée, police, corps des fonctionnaires) qu'il a remise entre les mains de la bourgeoisie. Le nouveau gouvernement met déjà toute sorte d'obstacles

à l'initiative révolutionnaire des actions de masse et à la prise du pouvoir *par en bas*, par le peuple, — *seule* garantie de succès réels pour la révolution.

Il n'a même pas encore fixé de date pour la convocation de l'Assemblée constituante. Il ne touche pas à la grande propriété foncière, cette base matérielle du tsarisme rétrograde. Il ne songe même pas à enquêter sur les agissements des monopoles financiers, des grandes banques, des syndicats et cartels capitalistes, etc., à divulguer ces agissements, à contrôler ces organisations.

Les principaux postes ministériels, les postes-clefs du nouveau gouvernement (le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Guerre, c'est-à-dire le commandement de l'armée, de la police, du corps des fonctionnaires, de tout l'appareil d'oppression des masses) sont confiés à des monarchistes avérés et à des partisans de la grande propriété foncière. Les cadets, ces républicains de la onzième heure, ces républicains malgré eux, se sont vu attribuer des postes secondaires, n'ayant pas de rapport direct avec le *commandement* exercé sur le peuple et avec l'appareil de l'Etat. A. Kérenski, représentant des troudoviks [26] et « socialiste lui aussi », ne joue absolument aucun rôle, si ce n'est qu'il endort par des phrases ronflantes la vigilance et l'attention du peuple.

Pour toutes ces raisons, le nouveau gouvernement bourgeois ne mérite, même en politique intérieure, aucune confiance de la part du prolétariat, et l'on ne saurait admettre que celui-ci lui accorde le moindre appui.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

3. En ce qui concerne la politique extérieure, que les conditions objectives font maintenant passer au premier plan, le nouveau gouvernement est un gouvernement décidé à poursuivre la guerre impérialiste, la guerre en alliance avec les puissances impérialistes : Angleterre, France, etc., pour le partage du butin capitaliste, pour l'étranglement des peuples petits et faibles.

Soumis aux intérêts du capital russe et de son puissant protecteur et maître, le capital impérialiste anglo-français, le plus riche du monde, le nouveau gouvernement, malgré les vœux formulés de la façon la plus précise par le Soviet des députés soldats et ouvriers au nom de l'indéniable majorité des peuples de Russie, n'a rien entrepris de concret en vue de mettre fin au massacre des peuples qui s'entre-tuent pour défendre les intérêts des capitalistes. Il n'a pas même publié les traités secrets de caractère manifestement spoliateur (prévoyant le partage de la Perse, le pillage de la Chine, le pillage de la Turquie, le partage de l'Autriche, l'annexion de la Prusse orientale et des colonies allemandes, etc.) qui lient notoirement la Russie aux forbans du capital impérialiste anglo-français. Il a *confirmé* ces traités conclus par le tsarisme qui, pendant des siècles, a spolié et opprimé plus de peuples que les autres tyrans et despotes, — par le tsarisme qui, non content de l'opprimer, déshonorait et corrompait le peuple grand-russe dont il avait fait le bourreau des autres peuples.

Après avoir confirmé ces traités d'infamie et de brigandage, le nouveau gouvernement, contrairement aux revendications de la majorité des peuples de Russie, clairement formulées par les Soviets des députés ouvriers et soldats, n'a pas proposé un armistice immédiat à tous les peuples belligérants. Il s'est borné à prodiguer des déclarations et des phrases solennelles, ronflantes et pompeuses, mais absolument vides de sens, qui dans la bouche des diplomates bourgeois, ont toujours servi et servent encore à tromper les masses confiantes et naïves du peuple opprimé.

4. Par suite, non seulement le nouveau gouvernement ne mérite pas la moindre confiance en politique extérieure, mais continuer à exiger de lui qu'il proclame la volonté de paix des peuples de Russie, qu'il renonce aux annexions, etc., etc., c'est en fait mystifier tout simplement le peuple en lui faisant concevoir des espérances irréalisables, en retardant sa prise de conscience, en l'amenant à accepter indirectement la prolongation d'une guerre dont le vrai caractère social n'est pas déterminé par de pieux souhaits, mais par la nature de classe du gouvernement qui la fait,

par le lien qui existe entre la classe représentée par ce gouvernement et le capital financier impérialiste de Russie, d'Angleterre, de France, etc., par la *politique réelle, effective*, de cette classe.

L'ORIGINALE DUALITÉ DU POUVOIR ET SA SIGNIFICATION DE CLASSE

5. La particularité essentielle de notre révolution, celle qui requiert le plus d'attention et de réflexion, c'est la *dualité du pouvoir* qui s'est établie au lendemain même de la victoire de la révolution.

Cette dualité du pouvoir se traduit par l'existence de *deux* gouvernements : le gouvernement principal, véritable, effectif, de la bourgeoisie, le « Gouvernement provisoire » de Lvov et Cie, qui a en mains tous les organes du pouvoir, et un gouvernement à côté, complémentaire, un gouvernement « de contrôle », représenté par le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, qui n'a pas en mains les organes du pouvoir d'Etat, mais s'appuie directement sur la majorité indéniable du peuple, sur les ouvriers et les soldats en armes.

L'origine sociale de cette dualité du pouvoir et sa signification de classe, c'est que la révolution russe de mars 1917 n'a pas seulement balayé la monarchie tsariste et remis tout le pouvoir à la bourgeoisie, mais qu'elle *touche de près* à la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. C'est cette dictature (c'est-à-dire un pouvoir s'appuyant non sur la loi, mais sur la force directe des masses armées), qui est celle des classes précitées, que représentent les Soviets des députés ouvriers et soldats de Pétrograd et d'ailleurs.

6. Autre particularité très importante de la révolution russe : le Soviet des députés soldats et ouvriers de Pétrograd qui, tout porte à le croire, jouit de la confiance de la majorité des Soviets locaux, remet *volontairement* le pouvoir d'Etat à la bourgeoisie et à *son* Gouvernement provisoire, *cède* volontairement le pas à ce dernier après avoir conclu avec lui un accord pour le soutenir, et se borne au

rôle d'observateur veillant à la convocation de l'Assemblée constituante (dont la date n'a pas même été fixée jusqu'ici par le Gouvernement provisoire).

Cette situation extrêmement originale, qui ne s'est encore jamais présentée sous cet aspect dans l'histoire, a donné lieu à un *enchevêtrement*, à un *amalgame* de *deux* dictatures : la dictature de la bourgeoisie (car le gouvernement de Lvov et Cie est une dictature, c'est-à-dire un pouvoir s'appuyant non sur la loi, non sur l'expression préalable de la volonté populaire, mais sur un coup de force, celui-ci ayant été opéré par une classe déterminée, en l'occurrence la bourgeoisie) et la dictature du prolétariat et de la paysannerie (le Soviet des députés ouvriers et soldats).

Il ne fait aucun doute que cet « enchevêtrement » *ne peut* durer longtemps. Il *ne saurait exister* deux pouvoirs dans un Etat. L'un des deux doit disparaître, et d'ores et déjà toute la bourgeoisie russe s'attache de toutes ses forces, par tous les moyens et en tous lieux, à éliminer et à affaiblir, à réduire à néant les Soviets des députés soldats et ouvriers, à assurer le pouvoir unique de la bourgeoisie.

La dualité du pouvoir ne reflète qu'une période *transitoire* du développement de la révolution, la période où cette dernière est allée au-delà d'une révolution démocratique bourgeoise ordinaire, mais *n'a pas encore abouti* à une dictature du prolétariat et de la paysannerie « à l'état pur ».

La signification de classe (et l'explication de classe) de cet état de transition instable est la suivante : notre révolution a, comme toute révolution, exigé des masses des prodiges d'héroïsme et d'abnégation dans la lutte contre le tsarisme, et en outre elle a d'un seul coup *mis en mouvement* un nombre incalculable de petits bourgeois.

Un des principaux caractères scientifiques, politiques et pratiques de *toute* révolution véritable, c'est l'augmentation extraordinairement rapide, brusque, du nombre des petits bourgeois qui commencent à participer activement, personnellement, pratiquement, à la vie politique, à l'*organisation de l'Etat.*

C'est le cas en Russie. La Russie est aujourd'hui en ébullition. Des millions et des dizaines de millions d'hommes en léthargie politique depuis dix ans, politiquement

abêtis par le joug effroyable du tsarisme et par un labeur de forçat au profit des grands propriétaires fonciers et des fabricants, *se sont éveillés et aspirent* à la vie politique. Or, qui sont ces millions et ces dizaines de millions d'hommes ? Pour la plupart, des petits patrons, des petits bourgeois, des gens qui tiennent le milieu entre les capitalistes et les ouvriers salariés. La Russie est le pays le plus petit-bourgeois d'Europe.

Une formidable vague petite-bourgeoise a tout submergé ; elle a écrasé le prolétariat conscient non seulement par le nombre, mais aussi par son idéologie, c'est-à-dire qu'elle a entraîné de très larges milieux ouvriers, les a contaminés de ses idées politiques petites-bourgeoises.

Le petit bourgeois dépend de la bourgeoisie, parce qu'il vit lui-même en patron et non en prolétaire (par la *place* qu'il occupe dans la *production* sociale). Et dans sa façon de penser il suit la bourgeoisie.

La crédulité aveugle à l'égard des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme : voilà ce qui caractérise la politique actuelle des *masses* en Russie ; voilà ce qui *s'est développé* avec une rapidité révolutionnaire sur le terrain économique et social du pays le plus petit-bourgeois d'Europe. Telle est la base *de classe* de l'« *accord* » (il s'agit moins, je le souligne, d'un accord formel que du soutien *de fait*, d'un accord tacite, de la crédulité aveugle qui a présidé à la cession du pouvoir) entre le Gouvernement provisoire et le Soviet des députés ouvriers et soldats, — accord qui a donné aux Goutchkov le gros morceau, le véritable pouvoir, et au Soviet les promesses, les honneurs (momentanément), les flatteries, les phrases, les assurances, les salamalecs des Kérenski.

L'insuffisance numérique du prolétariat en Russie, son degré insuffisant de conscience et d'organisation, voilà l'autre face de la médaille.

Tous les partis populistes, jusques et y compris les socialistes-révolutionnaires, ont toujours été petits-bourgeois ; de même le parti du Comité d'Organisation (Tchkhéidzé, Tsérétéli et Cie) ; les révolutionnaires sans-parti (Stéklov et autres) ont également cédé à la vague ou ne l'ont pas surmontée, ne sont pas parvenus à la surmonter.

ORIGINALITÉ DE LA TACTIQUE QUI DÉCOULE DE CE QUI PRÉCÈDE

7. Pour un marxiste, qui doit tenir compte des faits objectifs, des masses et des classes, et non des individus, etc., l'originalité indiquée plus haut de la situation réelle détermine nécessairement l'originalité de la tactique à suivre dans le moment *présent*.

Cette originalité met au premier plan la nécessité de « verser du vinaigre et du fiel dans l'eau sucrée des phrases démocratiques révolutionnaires » (selon l'expression si heureuse qu'a employée hier Téodorovitch, mon camarade du Comité central de notre Parti, au congrès des employés et ouvriers des chemins de fer de Russie qui s'est tenu à Pétrograd). Travail de critique ; *explication* des erreurs commises par les partis petits-bourgeois socialiste-révolutionnaire et social-démocrate ; préparation et groupement des éléments du parti prolétarien *conscient*, du parti communiste ; *désintoxication* du prolétariat en proie à la griserie « générale » petite-bourgeoise.

Travail de propagande « et rien de plus », *semblerait-il*. C'est en réalité un travail *révolutionnaire* éminemment *pratique* ; car on ne saurait faire progresser une révolution qui s'est arrêtée, grisée de phrases, et qui « marque le pas » *non point à cause* d'obstacles extérieurs, *non point à cause de la violence* qu'exercerait la bourgeoisie (Goutchkov ne fait encore que menacer de recourir à la violence contre la masse des soldats), mais *à cause* de l'aveugle crédulité des masses.

C'est uniquement en combattant cette aveugle crédulité (qu'on ne peut et ne doit combattre que sur le terrain des idées, par une persuasion fraternelle, en invoquant l'*expérience vécue*) que nous pouvons nous dégager de l'emprise de la *phraséologie révolutionnaire déchaînée* et stimuler réellement la conscience prolétarienne aussi bien que la conscience des masses, leur initiative, audacieuse et décidée, *dans chaque localité* ; stimuler la conquête, le développement et l'affermissement spontanés des libertés, de la démocratie, du principe de la possession de toute la terre par l'ensemble du peuple.

8. Dans le monde entier, l'expérience des gouvernements de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers a mis au point *deux* procédés pour maintenir le peuple dans l'oppression. D'abord la violence. Nicolas Romanov Ier (Nicolas la Trique) et Nicolas II (le Sanguinaire) ont montré au peuple russe le maximum de ce qui est possible et impossible avec ce procédé de tortionnaires. Mais il est un autre procédé, qu'ont le mieux mis au point les bourgeoisies anglaise et française, « instruites » par toute une série de grandes révolutions et de mouvements révolutionnaires des masses. C'est celui du mensonge, de la flatterie, des belles phrases, des promesses sans nombre, des aumônes d'un sou, des concessions insignifiantes pour garder l'essentiel.

Ce qui fait l'originalité du moment actuel en Russie, c'est le passage à une allure vertigineuse du premier procédé au second, de la violence exercée sur le peuple aux *flatteries* et à sa mystification par des promesses. Comme le chat de la fable, Milioukov et Goutchkov écoutent et n'en font qu'à leur tête. Ils détiennent le pouvoir, défendent les profits du Capital, font la guerre impérialiste dans l'intérêt du capital russe et anglo-français, et se bornent à répondre par des promesses, des déclamations, des phrases ronflantes, aux discours de « cuisiniers » comme Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov, qui menacent, exhortent, conjurent, supplient, exigent, proclament... Le chat écoute et n'en fait qu'à sa tête.

Mais le crédule aveuglement et l'aveugle crédulité s'effriteront chaque jour davantage, surtout chez les prolétaires et les paysans *pauvres* à qui la vie (leur situation économique et sociale) apprend à ne pas faire confiance aux capitalistes.

Les chefs de la petite bourgeoisie « se doivent » d'enseigner au peuple la confiance en la bourgeoisie. Les prolétaires se doivent de lui enseigner la méfiance.

LE JUSQU'AUBOUTISME RÉVOLUTIONNAIRE ET SA SIGNIFICATION DE CLASSE

9. Le *jusqu'auboutisme révolutionnaire* doit être considéré comme la manifestation la plus sérieuse, la plus éclatante, de la vague petite-bourgeoise qui a « presque tout »

submergé. C'est le pire ennemi du progrès ultérieur et du succès de la révolution russe.

Quiconque a cédé sur ce point et n'a pas su se dégager est perdu pour la révolution. Mais les masses cèdent autrement que les chefs ; et elles se dégagent *autrement*, par une autre voie, d'une autre manière.

D'une part, le jusqu'auboutisme révolutionnaire est le fruit de la duperie des masses par la bourgeoisie, le fruit de l'aveugle crédulité des paysans et d'une partie des ouvriers ; d'autre part, il exprime les intérêts et la mentalité du petit patron, intéressé jusqu'à un certain point aux annexions et aux profits bancaires, qui garde « pieusement » les traditions du tsarisme, lequel a corrompu les Grands-Russes en faisant d'eux les bourreaux d'autres peuples.

La bourgeoisie trompe le peuple en spéculant sur le noble orgueil que lui inspire la révolution ; elle veut faire accroire que le caractère *politique et social* de la guerre a changé pour la Russie depuis cette étape de la révolution, du fait que la monarchie tsariste a été remplacée par la pseudo-république de Goutchkov-Milioukov. Et le peuple l'a cru — momentanément — par suite surtout des vieux préjugés qui l'induisent à penser que les autres peuples de la Russie sont une sorte de propriété ou d'apanage des Grands-Russes. Les suites de cette infâme corruption du peuple grand-russe par le tsarisme, qui lui apprenait à considérer les autres peuples comme inférieurs, appartenant « de droit » à la Grande-Russie, ne pouvaient disparaître *d'emblée*.

Il faut que nous *sachions* expliquer aux masses que le caractère politique et social de la guerre n'est pas déterminé par la « bonne volonté » des individus et des groupes, ou même des peuples, mais par la situation de la *classe* qui fait la guerre, par la *politique* que pratique cette classe et dont la guerre est le prolongement, par les *relations* du Capital, force économique dominante de la société actuelle, par le *caractère impérialiste* du capital international, par la dépendance — financière, bancaire, diplomatique — de la Russie à l'égard de l'Angleterre, de la France, etc. Savoir l'expliquer aux masses de façon intelligible *n'est pas chose facile*, et nul d'entre nous ne saurait

s'acquitter de cette tâche du premier coup, sans commettre d'erreurs.

Mais l'orientation, ou plus exactement le contenu, de notre propagande doit être celui-là, et rien que celui-là. La moindre concession au jusqu'auboutisme révolutionnaire est une *trahison à l'égard du socialisme*, un abandon complet de l'*internationalisme*, quelles que soient les belles phrases et les considérations « pratiques » dont on le justifie.

Le mot d'ordre « A bas la guerre » est évidemment juste, mais il ne tient pas compte des tâches particulières du moment, de la nécessité d'*aborder autrement* la grande masse. Il ressemble, à mon avis, au mot d'ordre « A bas le tsar ! » que les agitateurs maladroits du « bon vieux temps » lançaient tout bonnement dans les campagnes, où ils se faisaient rosser. Dans leur masse, les partisans du jusqu'auboutisme révolutionnaire sont *de bonne foi*, non si on les considère en tant qu'individus, mais au point de vue de classe, car ils appartiennent à des *classes* (ouvriers et paysans pauvres) qui n'ont *réellement* rien à gagner aux annexions ni à l'étranglement d'autres peuples. Il en va tout autrement pour les bourgeois et MM. les « intellectuels » ; ceux-là savent fort bien qu'il est *impossible* de renoncer aux annexions sans renoncer à la domination du Capital, et ils trompent cyniquement les masses avec de belles phrases, des promesses sans mesure, des assurances sans nombre.

Dans leur masse, les partisans du jusqu'auboutisme considèrent la chose sans malice, en invoquant le sens commun : « Je ne veux pas d'annexions, l'Allemand *me* « tombe dessus » ; je défends donc une cause juste et pas du tout des intérêts impérialistes. » A ceux-là il faut expliquer encore et encore qu'il ne s'agit pas de leurs désirs personnels, mais de rapports et de conditions inhérents à une politique, à des masses et à des *classes* déterminées ; qu'il existe un lien entre la guerre, d'une part, les intérêts du capital et le réseau bancaire international, de l'autre, etc. Seule cette façon de combattre le jusqu'auboutisme est sérieuse et promet le succès, un succès pas très rapide peut-être, mais certain et durable.

COMMENT PEUT-ON TERMINER LA GUERRE ?

10. On ne peut pas terminer la guerre « quand on le veut ». On ne peut pas la terminer sur la décision d'une seule des parties. On ne peut pas la terminer « en mettant la crosse en l'air », pour employer l'expression d'un soldat jusqu'auboutiste.

On ne peut pas terminer la guerre par une « entente » entre socialistes de divers pays, par une « action » des prolétaires de tous les pays, par la « volonté » des peuples, etc. Toutes les phrases de ce genre, dont foisonnent les articles des journaux jusqu'auboutistes, semi-jusqu'auboutistes et semi-internationalistes, ainsi que d'innombrables résolutions, appels et manifestes, les résolutions du Soviet des députés soldats et ouvriers, — ne sont que des souhaits inconsistants, naïfs, bien intentionnés de petits bourgeois. Rien n'est plus nuisible que ces phrases sur la « manifestation de la volonté de paix des peuples », le *tour de rôle* en matière d'actions révolutionnaires du prolétariat (après le prolétariat russe, c'est le « tour » du prolétariat allemand), etc. Tout cela, c'est recommencer Louis Blanc, s'abandonner à des rêves idylliques, jouer aux « campagnes politiques » et en fait, répéter la fable du chat et du cuisinier.

La guerre n'est pas née de la mauvaise volonté des rapaces capitalistes, bien que, sans aucun doute, elle se fasse *uniquement* dans leur intérêt et n'enrichisse qu'eux. Elle a été engendrée par un demi-siècle de capitalisme mondial, par la multitude infinie de ses liens et de ses attaches. Il est *impossible* de s'arracher à la guerre impérialiste, *impossible* d'obtenir une paix démocratique, non imposée par la violence, si le pouvoir du Capital n'est pas renversé, si le pouvoir ne passe pas à une *autre* classe : le prolétariat.

La révolution russe de février-mars 1917 a marqué le début de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette révolution a fait le *premier* pas vers la cessation de la guerre. Seul le *second* pas — le passage du pouvoir au prolétariat — peut en *assurer* la cessation. Ce sera dans le monde entier le début de la « rupture du front », — du front des intérêts du Capital, — et ce n'est qu'en rompant *ce* front que le prolétariat *peut* soustraire l'huma-

nité aux horreurs de la guerre, lui procurer les bienfaits d'une paix durable.

Et, en créant les Soviets des députés ouvriers, la révolution russe a *déjà* mis le prolétariat de Russie à même d'opérer cette « rupture du front » du Capital.

LE NOUVEAU TYPE D'ÉTAT QUE CRÉE NOTRE RÉVOLUTION

11. Les Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, etc., restent incompris en ce sens que la plupart ne se font pas une idée nette de la signification de classe, du rôle des Soviets *dans* la révolution *russe*. Mais ce qu'on ne comprend pas non plus, c'est qu'ils représentent une nouvelle forme d'Etat, ou plus exactement un nouveau *type d'Etat*.

Le type d'Etat bourgeois le plus parfait, le plus évolué, c'est la *république démocratique parlementaire* : le pouvoir y appartient au Parlement ; la machine de l'Etat, l'appareil et l'organe d'administration sont ceux de toujours : armée permanente, police, corps de fonctionnaires pratiquement irrévocables, privilégiés, placés *au-dessus* du peuple.

Mais depuis la fin du XIX^e^ siècle, les époques révolutionnaires offrent un type *supérieur* d'Etat démocratique, un Etat qui, selon l'expression d'Engels, cesse déjà, sous certains rapports, d'être un Etat, « n'est plus un Etat au sens propre du terme [27] ». C'est l'Etat du type de la Commune de Paris, qui *substitue* à l'armée et à la police séparées du peuple l'armement direct et immédiat du peuple lui-même. *Telle* est l'essence de la Commune, vilipendée et calomniée par les auteurs bourgeois, et à laquelle, entre autres choses, on a attribué à tort l'intention d'« introduire » d'emblée le socialisme.

C'est précisément un Etat de ce type que la révolution russe *a commencé* à créer en 1905 et en 1917. Une République des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., réunis en Assemblée constituante des représentants du peuple de Russie, ou en Conseil des Soviets, etc., voilà ce qui *est en train de naître* chez nous à l'heure actuelle,

sur l'initiative des masses populaires qui créent spontanément une démocratie *à leur manière*, sans attendre que MM. les professeurs cadets aient rédigé leurs projets de loi pour une république parlementaire bourgeoise, ni que les pédants et les routiniers de la « social-démocratie » petite-bourgeoise, tels que M. Plékhanov ou Kautsky, aient renoncé à falsifier la théorie marxiste de l'Etat.

Le marxisme se distingue de l'anarchisme en ceci qu'il reconnaît la *nécessité* de l'Etat et d'un pouvoir d'Etat pendant la période révolutionnaire en général, et pendant l'époque de transition du capitalisme au socialisme en particulier.

Le marxisme se distingue du « social-démocratisme » petit-bourgeois, opportuniste, de MM. Plékhanov, Kautsky et consorts en ceci qu'il reconnaît la nécessité, pour ces mêmes périodes, d'un Etat qui *ne soit pas* une république parlementaire bourgeoise ordinaire, mais tel que fut la Commune de Paris.

Les principaux traits qui distinguent ce type d'Etat de l'ancien sont les suivants :

Le retour est des plus faciles (l'histoire l'a prouvé) de la république parlementaire bourgeoise à la monarchie, car tout l'appareil d'oppression : armée, police, bureaucratie, demeure intact. La Commune et les Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, etc., *brisent* et suppriment cet appareil.

La république parlementaire bourgeoise entrave, étouffe la vie politique propre des *masses*, leur participation directe à l'organisation *démocratique* de toute la vie de l'Etat, de la base au sommet. Les Soviets des députés ouvriers et soldats font tout le contraire.

Ils reproduisent le type d'Etat élaboré par la Commune de Paris et que Marx a appelé la « forme politique enfin trouvée par laquelle *peut* s'accomplir l'affranchissement économique des travailleurs [28] ».

On objecte d'ordinaire que le peuple russe n'est pas encore mûr pour l'« introduction » de la Commune. C'est l'argument des féodaux qui prétendaient que les paysans n'étaient pas mûrs pour la liberté. La Commune, c'est-à-dire les Soviets des députés ouvriers et paysans, ne « réalise », n'a l'intention de « réaliser » et ne doit réaliser *au-*

cune réforme avant que celle-ci ne soit absolument mûre, aussi bien dans la réalité économique que dans la conscience de l'immense majorité du peuple. Plus la débâcle économique et la crise engendrée par la guerre sont graves, et plus la nécessité s'impose d'une forme politique aussi parfaite que possible, propre à *faciliter* la guérison des horribles blessures infligées par la guerre à l'humanité. Moins le peuple russe a d'expérience en matière d'organisation, et plus résolument *le peuple lui-même*, et non seulement les politiciens bourgeois et les fonctionnaires pourvus de « sinécures », doit *entreprendre* de s'organiser.

Plus tôt nous aurons dépouillé les vieux préjugés du pseudo-marxisme, du marxisme dénaturé par MM. Plékhanov, Kautsky et consorts, plus nous mettrons de zèle à aider le peuple à former dès à présent et partout des Soviets de députés ouvriers et paysans et, par leur intermédiaire, à prendre en main *toute* la vie de la nation, plus MM. Lvov et consorts retarderont la convocation de la Constituante, et plus il sera facile au peuple de faire son choix (par l'Assemblée constituante ou sans elle, si Lvov met trop de temps à la convoquer) en faveur d'une République des Soviets de députés ouvriers et paysans. Des erreurs sont inévitables au début, quand le peuple lui-même entreprend d'organiser la vie nouvelle, mais mieux vaut commettre quelques erreurs et aller de l'avant que d'*attendre* que les savants juristes réunis par M. Lvov aient rédigé des lois pour convoquer l'Assemblée constituante et perpétuer la république parlementaire bourgeoise, pour étrangler les Soviets des députés ouvriers et paysans.

Si nous nous organisons et menons intelligemment notre propagande, les prolétaires, mais aussi les neuf dixièmes de la paysannerie seront contre le rétablissement de la police, contre le corps de fonctionnaires inamovibles et privilégiés, contre l'armée séparée du peuple. Or, c'est en cela uniquement que consiste le nouveau type d'Etat.

12. Le remplacement de la police par une milice populaire est une réforme dictée par toute la marche de la révolution et qui est en voie de réalisation dans la plupart des régions de la Russie. Nous devons expliquer aux masses que dans la plupart des révolutions bourgeoises du type ordinaire cette réforme a été éphémère, et que la bourgeoi-

sie, même la plus démocratique et la plus républicaine, a toujours rétabli la police du type ancien, tsariste, séparée du peuple, commandée par des bourgeois et susceptible d'opprimer le peuple de mille manières.

Pour *empêcher* le rétablissement de la police, il n'est qu'un moyen : créer une milice populaire ne faisant qu'un avec l'armée (armement général du peuple substitué à l'armée permanente). Feront partie de cette milice tous les citoyens et citoyennes sans exception de 15 à 65 ans, ces limites d'âge approximatives devant simplement indiquer la participation des adolescents et des vieillards. Les capitalistes paieront aux ouvriers salariés, aux domestiques, etc., les journées consacrées au service civique dans la milice. Tant que les femmes ne seront pas appelées non seulement à participer directement à la vie politique dans son ensemble, mais aussi à s'acquitter d'un service civique permanent et général, il ne peut être question de socialisme, ni même de démocratie intégrale et durable. Or, des fonctions de « police », telles que l'assistance aux malades et aux enfants abandonnés, le contrôle de l'alimentation, etc., ne peuvent être assurées de façon satisfaisante tant que les femmes n'auront pas obtenu l'égalité non seulement sur le papier, mais encore en fait.

Empêcher le rétablissement de la police ; faire appel au génie organisateur du peuple entier pour créer une milice où servira toute la population : tels sont les objectifs que le prolétariat doit populariser dans les masses pour sauvegarder, affermir et développer la révolution.

PROGRAMME AGRAIRE ET NATIONAL

13. A l'heure actuelle, nous ne pouvons savoir avec précision si une puissante révolution agraire va se développer d'ici peu dans les campagnes russes. Nous ne pouvons mesurer la profondeur de la différenciation de classe, qui s'est indiscutablement accentuée ces derniers temps dans la paysannerie, en ouvriers agricoles, saisonniers ou permanents, et paysans pauvres (« semi-prolétaires »), d'une part, et paysans riches et moyens (capitalistes grands et

petits), d'autre part. L'expérience seule peut régler et réglera ces questions.

Mais en tant que parti du prolétariat, nous avons le devoir absolu de proposer dès aujourd'hui, en plus d'un programme agraire, des mesures pratiques immédiatement réalisables et commandées *par l'intérêt* de la révolution agraire paysanne en Russie.

Nous devons exiger la nationalisation de *toutes* les terres du pays, c'est-à-dire leur remise en toute propriété au pouvoir central. Celui-ci déterminera l'étendue, etc., du fond de peuplement, promulguera des lois pour la protection des forêts et la bonification des terres, etc. ; il exclura expressément tout intermédiaire entre le propriétaire de la terre, c'est-à-dire l'Etat, et son locataire, c'est-à-dire le cultivateur (interdiction de toute sous-location de la terre). Ce sont les *Soviets* régionaux et locaux *des députés paysans* — et non la bureaucratie, les fonctionnaires — qui *disposeront* entièrement et exclusivement de la terre et fixeront les *conditions locales* de possession et de jouissance.

Pour améliorer la technique de la production du blé et augmenter cette dernière, ainsi que pour développer la grande exploitation rationnelle et en assurer le contrôle par la société, nous devons nous efforcer, au sein des comités paysans, d'obtenir que tout grand domaine exproprié devienne une vaste exploitation modèle, placée sous le contrôle des *Soviets de députés des salariés agricoles.*

Contrairement à la phraséologie et à la politique petites-bourgeoises qui règnent chez les socialistes-révolutionnaires, surtout dans leurs bavardages sur la norme de « consommation » ou de « travail », sur la « socialisation de la terre », etc., le parti du prolétariat doit s'attacher à démontrer qu'en régime de production marchande, le système de la petite exploitation *ne peut pas* affranchir l'humanité, les masses, de la misère et de l'oppression.

Sans chercher à opérer immédiatement et obligatoirement la scission dans les Soviets des députés paysans, le parti du prolétariat doit démontrer la nécessité de Soviets distincts de députés des salariés agricoles, ainsi que de Soviets distincts de députés des paysans pauvres (semi-prolétaires), ou à tout le moins de conférences permanentes

groupant les députés *de ces catégories sociales*, sous forme de fractions ou de partis distincts au sein des Soviets communs de députés paysans. Faute de quoi, la phraséologie petite-bourgeoise doucereues des populistes [29] sur la paysannerie en général servira de paravent à une mystification de la masse non possédante par la paysannerie cossue qui n'est qu'une variété de *capitalistes*.

Contrairement aux prédications libérales bourgeoises ou purement bureaucratiques auxquelles se livrent nombre de socialistes-révolutionnaires et de Soviets des députés ouvriers et soldats, qui recommandent aux paysans de ne pas s'emparer des terres des grands propriétaires fonciers, de ne pas entreprendre la réforme agraire avant la convocation de l'Assemblée constituante, le parti du prolétariat doit appeler les paysans à réaliser immédiatement, de leur propre autorité, la réforme agraire et à procéder sur place, en vertu de la décision des députés paysans, à la confiscation immédiate des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers.

Ce faisant, il importe tout particulièrement d'insister sur la nécessité d'*augmenter* la production de denrées alimentaires pour les soldats du front et pour les villes, de souligner que tout préjudice causé au bétail, toute détérioration des instruments, des machines, des bâtiments, etc., etc., sont absolument inadmissibles.

14. Dans la question nationale, le parti du prolétariat doit exiger avant tout la proclamation et l'attribution immédiate de la liberté effective et absolue de se séparer de la Russie pour toutes les nations et nationalités opprimées par le tsarisme et rattachées ou maintenues de force dans le cadre de l'Etat russe, c'est-à-dire annexées.

Les déclarations, proclamations et manifestes sur la renonciation aux annexions, s'ils ne s'accompagnent pas de la liberté effective de séparation, ne sont que mystification du peuple par la bourgeoisie ou vœux naïfs de petits bourgeois.

Le parti du prolétariat aspire à créer un Etat aussi vaste que possible, car tel est l'intérêt des travailleurs ; il aspire au *rapprochement, puis à la fusion* des nations ; mais il veut y parvenir par l'union libre et fraternelle des masses

ouvrières et travailleuses de toutes les nations, et non par la violence.

Plus la République de Russie sera démocratique, mieux elle saura s'organiser en République des Soviets de députés ouvriers et paysans, et plus puissante sera la force d'attraction qui portera *librement* vers elle les masses laborieuses de *toutes* les nations.

Entière liberté de séparation, autonomie locale (et nationale) la plus large, garanties minutieusement élaborées des droits des minorités nationales : tel est le programme du prolétariat révolutionnaire.

NATIONALISATION DES BANQUES ET DES SYNDICATS CAPITALISTES

15. Le parti du prolétariat ne peut en aucune façon se proposer d'« introduire » le socialisme dans un pays de petits paysans tant que l'immense majorité de la population n'aura pas pris conscience de la nécessité d'une révolution socialiste.

Mais seuls des sophistes bourgeois s'abritant derrière un vocabulaire « pseudo-marxiste » peuvent déduire de cette vérité la justification d'une politique qui ajournerait les mesures révolutionnaires urgentes, pratiquement tout à fait mûres, *réalisées* dans bien des cas *pendant la guerre par un certain nombre d'Etats bourgeois* et absolument indispensables pour combattre la désorganisation économique totale et la famine imminentes.

Il faut absolument exiger et, autant que possible, réaliser par la voie révolutionnaire, des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques et de tous les syndicats capitalistes ou, à tout le moins, un *contrôle immédiat* des Soviets des députés ouvriers et autres sur ces établissements, mesures qui n'ont rien à voir avec l'« introduction » du socialisme. Sans ces mesures, qui ne constituent que les premiers pas vers le socialisme et sont parfaitement réalisables du point de vue économique, il est impossible de guérir les blessures causées par la guerre et de conjurer la catastrophe imminente. Et le parti du prolétariat révolutionnaire n'hésitera jamais à porter atteinte aux profits

exorbitants des capitalistes et des banquiers qui s'enrichissent de façon particulièrement scandaleuse justement « du fait de la guerre ».

LA SITUATION DANS L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

16. Les obligations internationales de la classe ouvrière de Russie, aujourd'hui surtout, s'inscrivent au premier plan.

On ne jure plus à notre époque que par l'internationalisme. Jusqu'aux chauvins jusqu'auboutistes, jusqu'à MM. Plékhanov et Potressov, jusqu'à Kérenski, qui se disent internationalistes. Le parti du prolétariat a le devoir d'autant plus impérieux d'opposer, avec une clarté, une précision, une netteté absolues, l'internationalisme en action à l'internationalisme en paroles.

Appels platoniques aux ouvriers de tous les pays ; vaines protestations d'attachement à l'internationalisme ; tentatives directes ou indirectes d'établir un « tour de rôle » pour l'action du prolétariat révolutionnaire dans les divers pays belligérants ; recherche laborieuse d'une « entente » entre socialistes des pays belligérants *à propos* de la lutte révolutionnaire ; remue-ménage autour de congrès socialistes *en vue* d'une campagne pour la paix, etc., etc. : si sincères que soient les protagonistes de ces idées, de ces tentatives ou de ces plans, tout cela n'est *objectivement* que du verbiage ou, dans le *meilleur* des cas, des souhaits naïfs et bien intentionnés, propres uniquement à masquer la *duperie* des masses par les chauvins. Et les social-chauvins *français*, qui sont les plus habiles, les plus rompus aux filouteries parlementaires, ont depuis bien longtemps battu tous les records dans l'art de prononcer des phrases pacifistes et internationalistes infiniment grandiloquentes et sonores, *tout en* trahissant avec un cynisme inouï le socialisme et l'Internationale, en entrant dans les ministères qui font la guerre impérialiste, en votant les crédits *ou les emprunts* (comme Tchkhéidzé, Skobélev, Tsérétéli, Stéklov récemment en Russie), en s'opposant à la lutte révolutionnaire dans leur *propre pays*, etc., etc.

Les bonnes gens oublient souvent l'atmosphère de cruauté, de férocité, qui est celle de la guerre impérialiste mondiale. Atmosphère qui n'admet pas la phrase, se moque des vœux naïfs et douceâtres.

Il n'est qu'un, et un seul, internationalisme véritable : il consiste à travailler avec abnégation au développement du mouvement révolutionnaire et de la lutte révolutionnaire *dans son propre* pays, à soutenir (par la propagande, la sympathie, une aide matérielle) *cette même lutte*, cette même ligne, et *elle seule*, dans *tous* les pays sans exception.

Tout le reste n'est que mensonge et optimisme béat.

Trois tendances se sont dessinées dans *tous* les pays, au sein du mouvement socialiste et ouvrier international, depuis plus de deux ans que dure la guerre. Et quiconque, s'écartant du terrain de la *réalité*, se refuse à reconnaître l'existence de ces trois tendances, à les analyser, à lutter de façon conséquente pour celle qui est véritablement internationaliste, se condamne à l'inertie, à l'impuissance et à l'erreur.

Ces trois tendances sont les suivantes :

1. Les social-chauvins, socialistes en paroles, chauvins en fait, qui admettent la « défense de la patrie » dans une guerre impérialiste (et, avant tout, dans la guerre impérialiste actuelle).

Ce sont nos adversaires *de classe*. Ils sont passés à la bourgeoisie.

Tels sont la plupart des chefs officiels de la social-démocratie officielle dans *tous* les pays. MM. Plékhanov et consorts en Russie ; les Scheidemann en Allemagne ; Renaudel, Guesde, Sembat en France ; Bissolati et consorts en Italie ; Hyndman, les fabiens [30] et les « labouristes » (chefs du « parti travailliste ») en Angleterre ; Branting et consorts en Suède ; Troelstra et son parti en Hollande ; Stauning et son parti au Danemark ; Victor Berger et autres « défenseurs de la patrie » aux Etats-Unis, etc.

2. La deuxième tendance est celle dite du « centre », qui hésite entre les social-chauvins et les véritables internationalistes.

Le « centre » jure ses grands dieux qu'il est marxiste, internationaliste, qu'il est pour la paix, pour toutes les « pressions » sur les gouvernements, pour toutes les

« revendications » tendant à obliger son propre gouvernement à « manifester la volonté de paix du peuple », pour toutes les campagnes possibles et imaginables en faveur de la paix, pour la paix sans annexions, etc., etc., *et pour la paix avec les social-chauvins.* Le « centre » est pour l'« unité », le centre est l'adversaire de la scission.

Le « centre », c'est le règne de la phrase petite-bourgeoise bourrée de bonnes intentions, de l'internationalisme en paroles, de l'opportunisme pusillanime et de la complaisance pour les social-chauvins en fait.

Le fond de la question, c'est que le « centre » n'est pas convaincu de la nécessité d'une révolution contre son propre gouvernement, ne la préconise pas, ne poursuit pas une lutte révolutionnaire intransigeante, invente pour s'y soustraire les *faux-fuyants* les plus plats, bien qu'à résonance archi-marxiste.

Les social-chauvins sont nos *adversaires de classe*, des *bourgeois* au sein du mouvement ouvrier. Ils y représentent une couche, des groupes, des milieux ouvriers *objectivement* achetés par la bourgeoisie (meilleur salaire, postes honorifiques, etc.) et qui aident *leur* bourgeoisie à piller et à étrangler les peuples petits et faibles, à faire la guerre *pour* le partage du butin capitaliste.

Le « centre », ce sont des hommes de routine, rongés par un légalisme pourri, corrompus par l'atmosphère du parlementarisme, etc., des fonctionnaires habitués aux sinécures et à un travail « de tout repos ». Historiquement et économiquement parlant, ils ne représentent pas une couche sociale *distincte.* Ils représentent simplement la *transition* entre une phase révolue du mouvement ouvrier, celle de 1871-1914, qui a beaucoup donné, surtout dans l'art, nécessaire au prolétariat, de l'organisation lente, soutenue, systématique, à une grande et très grande échelle, — et une *phase* nouvelle, devenue *objectivement* nécessaire depuis la première guerre impérialiste mondiale, qui a inauguré l'*ère de la révolution sociale.*

Le principal leader et représentant du « centre » est Karl Kautsky, qui jouissait dans la II[e] Internationale (1889-1914) de la plus haute autorité et qui offre depuis août 1914 l'exemple d'un reniement complet du marxisme, d'une veulerie inouïe, d'hésitations et de trahisons lamen-

tables. La tendance du « centre », c'est Kautsky, Haase, Ledebour, la « Communauté ouvrière ou du Travail » [31] au Reichstag ; en France, Longuet, Pressmane et les « minoritaires » [32] en général ; en Angleterre, Philip Snowden, Ramsay MacDonald et de nombreux autres leaders de l'« Independent Labour Party » [33], et, en partie, du Parti socialiste britannique [34] ; Morris Hillquit et beaucoup d'autres aux Etats-Unis ; Turati, Treves, Modigliani, etc., en Italie ; Robert Grimm, etc., en Suisse ; Victor Adler et Cie en Autriche ; le parti du Comité d'Organisation, Axelrod, Martov, Tchkhéidzé, Tsérétéli et consorts en Russie, etc.

On conçoit que certains passent parfois, sans s'en rendre compte, du social-chauvinisme au « centre » et vice versa. Tout marxiste sait que les classes restent distinctes bien que les individus passent librement d'une classe à une autre. De même les *tendances*, dans la vie politique, se distinguent entre elles bien que les individus passent librement d'une tendance à une autre, malgré les tentatives et les efforts qui sont faits pour amener la *fusion* de ces tendances.

3. La troisième tendance est celle des véritables internationalistes que représente le mieux « la gauche de Zimmerwald » [35] (nous reproduisons en annexe son manifeste de septembre 1915 afin que le lecteur apprenne, par un document authentique, comment cette tendance est née).

Caractère distinctif essentiel : rupture complète avec le social-chauvinisme aussi bien qu'avec le « centre ». Lutte révolutionnaire intransigeante contre *son propre* gouvernement impérialiste et *sa propre* bourgeoisie impérialiste. Principe : « l'ennemi principal est dans notre propre pays ». Guerre sans merci à la phraséologie mielleuse des social-pacifistes (le social-pacifiste est un socialiste en paroles, un pacifiste bourgeois en fait ; les pacifistes bourgeois rêvent d'une paix éternelle *sans* renversement du joug et de la domination du capital) et aux *faux-fuyants* de toutes sortes tendant à nier la possibilité, le bien-fondé ou l'opportunité d'une lutte révolutionnaire du prolétariat et de la révolution prolétarienne, socialiste, *en liaison* avec la guerre actuelle.

Les représentants les plus marquants de cette tendance sont : en Allemagne, le « groupe Spartacus » ou « groupe de l'Internationale » [36], auquel appartient Karl Liebknecht.

Karl Liebknecht est le représentant le plus notoire de cette tendance et de la *nouvelle* Internationale, Internationale authentique, prolétarienne.

Karl Liebknecht a appelé les ouvriers et les soldats d'Allemagne à *tourner leurs armes* contre *leur propre* gouvernement. Il l'a fait ouvertement, du haut de la tribune du Parlement (Reichstag). Puis il s'est rendu à une manifestation sur la place de Potsdam, l'une des plus vastes de Berlin, porteur de tracts imprimés clandestinement, en lançant le mot d'ordre : « A bas le gouvernement ! » Arrêté, il a été condamné aux *travaux forcés*. Il est maintenant dans un bagne, ainsi que des *centaines*, sinon des milliers, de *vrais* socialistes d'Allemagne emprisonnés pour avoir lutté contre la guerre.

Karl Liebknecht a combattu sans merci, dans ses discours et dans ses lettres, non seulement les Plékhanov et les Potressov *de chez lui* (les Scheidemann, les Legien, les David et Cie), *mais aussi les hommes du centre*, les Tchkhéidzé et les Tsérétéli *de chez lui* (Kautsky, Haase, Ledebour et Cie).

Karl Liebknecht et son ami Otto Rühle ont, seuls sur cent dix députés, rompu la discipline, brisé l'« unité » avec le « centre » et les chauvins ; *ils se sont dressés contre tous.* Liebknecht *seul* représente le socialisme, la cause du prolétariat, la révolution prolétarienne. *Tout le reste* de la social-démocratie allemande n'est, selon la juste expression de Rosa Luxembourg (elle aussi membre et l'un des chefs du « groupe Spartacus »), qu'un *cadavre puant.*

Un autre groupe de véritables internationalistes, en Allemagne, est l'équipe du journal *Arbeiterpolitik* de Brême.

En France, ce sont Loriot et ses amis (Bourderon et Merrheim ont versé dans le social-pacifisme) qui se rapprochent le plus des véritables internationalistes, ainsi que le Français Henri Guilbeaux qui publie à Genève la revue *Demain.* En Angleterre, ce sont le journal *The Trade-Unionist* et *une partie* des membres du Parti socialiste britannique et de l'Independent Labour Party (William Russel, par exemple, qui a appelé ouvertement à rompre avec les chefs *traîtres* au socialisme), le socialiste écossais *MacLean*, instituteur condamné aux *travaux forcés* par le gouvernement bourgeois anglais pour sa lutte révolutionnaire contre la guerre ; des centaines de socialistes anglais sont en pri-

son pour ces mêmes crimes. Eux, et eux seuls, sont de *véritables* internationalistes. Aux Etats-Unis, le « Parti ouvrier socialiste » [37] et les éléments de l'opportuniste « Parti socialiste » [38] qui publient depuis janvier 1917 le journal *The Internationalist* ; en Hollande, le parti des « tribunistes » [39], qui édite le journal *De Tribune* (Pannekoek, Herman Gorter, Wijnkoop, Henriette Roland-Holst qui fut du centre à Zimmerwald et qui est maintenant venue à nous) ; en Suède, le parti des jeunes ou des gauches [40], avec des leaders comme Lindhagen, Ture Nerman, Karlsson, Ström, Z. Höglund, qui prit part personnellement, à Zimmerwald, à la fondation de la « gauche zimmerwaldienne » et est actuellement condamné à la prison pour sa lutte révolutionnaire contre la guerre ; au Danemark, Trier et ses amis, qui ont quitté le Parti « social-démocrate » danois, complètement *embourgeoisé*, le *ministre* Stauning en tête ; en Bulgarie, les « Etroits » [41] ; en Italie, les plus proches sont le secrétaire du parti Constantin Lazzari et Serrati, rédacteur en chef de l'organe central *Avanti* ! [42] ; en Pologne, Radek, Hanecki et les autres leaders social-démocrates groupés autour du « Bureau national » ; Rosa Luxembourg, Tyszko et les autres leaders social-démocrates groupés autour du « Bureau général » [43] ; en Suisse, les gauches qui ont rédigé les considérants du « référendum » (janvier 1917) pour la lutte contre les social-chauvins et le « centre » de *leur propre* pays et qui ont présenté au congrès socialiste du canton de Zürich, tenu le 11 février 1917 à Tœss, une résolution inspirée des principes révolutionnaires et dirigée contre la guerre ; en Autriche, les jeunes amis de gauche de Friedrich Adler, qui ont milité dans une certaine mesure à Vienne au club « Karl Marx », aujourd'hui fermé par le gouvernement ultra-réactionnaire d'Autriche, qui voue à la mort Friedrich Adler pour le coup de revolver héroïque, quoique irréfléchi, qu'il a tiré sur un ministre, etc., etc.

Peu importent les nuances qui peuvent exister entre les gauches. L'essentiel, c'est la *tendance* générale. Le fait est qu'il n'est pas facile d'être véritablement internationaliste en cette époque terrible de guerre impérialiste. Ces hommes ne sont pas nombreux, mais eux *seuls* sont l'avenir du socialisme, eux *seuls* sont les *guides des masses* et non leurs corrupteurs.

La distinction entre réformistes et révolutionnaires, parmi les social-démocrates, parmi les socialistes en général, devait nécessairement se modifier dans les conditions de la guerre impérialiste. Quiconque se contente d'« exiger » des gouvernements bourgeois qu'ils signent la paix ou « manifestent la volonté de paix des peuples », etc., glisse *en fait* vers le réformisme. *Car*, objectivement, le *problème de la guerre* ne se pose que *sur le plan révolutionnaire*.

Pour sortir de la guerre et conclure une paix démocratique, non imposée par la violence ; pour affranchir les peuples de la servitude des intérêts, se chiffrant par *milliards*, à verser à messieurs les capitalistes qui se sont enrichis « du fait de la guerre », il n'est d'autre issue que la révolution prolétarienne.

On peut et on doit exiger des gouvernements bourgeois les réformes les plus diverses ; mais on ne peut, à moins, d'être un songe-creux, un réformiste, exiger de ces hommes et de ces classes, attachés par des milliers de liens au capital impérialiste, qu'ils *rompent* ces liens. Or, sans cette rupture, tous les propos sur la guerre à la guerre ne sont que phrases vides et trompeuses.

Les « kautskistes », le « centre », sont des révolutionnaires en paroles, des réformistes en fait ; des internationalistes en paroles, des complices du social-chauvinisme en fait.

L'INTERNATIONALE DE ZIMMERWALD A FAIT FAILLITE. IL FAUT FONDER LA IIIe INTERNATIONALE

17. L'Internationale de Zimmerwald a adopté dès le début une attitude hésitante, « kautskiste », « centriste », ce qui a obligé aussitôt la *gauche zimmerwaldienne* à s'en désolidariser, à s'en séparer, et à lancer *son propre* manifeste (imprimé en Suisse en langues russe, allemande et française).

Le principal défaut de l'Internationale de Zimmerwald, la cause de sa *faillite* (car elle a déjà fait faillite idéologiquement et politiquement), ce sont ses flottements, son indécision dans la question essentielle, qui *détermine* pratiquement *toutes les autres* : celle de la rupture totale avec le

social-chauvinisme et la vieille Internationale social-chauvine, dirigée par Vandervelde et Huysmans à La Haye (Hollande), etc.

On ne sait pas encore chez nous que ce sont *précisément les kautskistes* qui forment la majorité de Zimmerwald. C'est pourtant un fait capital, dont il importe de tenir compte et que tout le monde connaît maintenant en Europe occidentale. Même le chauvin, l'ultra-chauvin allemand Heilmann, directeur de l'archichauvine *Chemnitzer Zeitung* et collaborateur de l'archichauvine *Die Glocke* [44] de Parvus (Heilmann est, il va sans dire, « social-démocrate » et zélé partisan de l'« unité » de la social-démocratie), a dû reconnaître publiquement que le centre ou « kautskisme » et la *majorité de Zimmerwald* ne font qu'un.

Or, la fin de 1916 et le début de 1917 ont établi ce fait définitivement. Malgré la condamnation du social-pacifisme par le Manifeste de Kienthal [45], *toute* la droite de Zimmerwald, *toute* la majorité de Zimmerwald a versé dans le social-pacifisme : Kautsky et Cie dans une série de déclarations, en janvier et février 1917 ; Bourderon et Merrheim, en France, en votant *avec* les social-chauvins les motions pacifistes du parti socialiste (décembre 1916) et de la Confédération Générale du Travail (c'est-à-dire de l'organisation nationale des syndicats français, également en décembre 1916) ; Turati et Cie en Italie, où le parti tout entier a adopté une attitude social-pacifiste et où Turati lui-même a « trébuché » (pas par hasard, bien sûr) et a été jusqu'à prononcer, dans son discours du 17 décembre 1916, des phrases *nationalistes* idéalisant la guerre impérialiste.

Le président de Zimmerwald et de Kienthal, Robert Grimm, a fait bloc, en janvier 1917, avec les social-chauvins de *son* parti (Greulich, Pflüger, Gustav Müller, etc.) *contre* les véritables internationalistes.

Au cours des deux conférences tenues par les *zimmerwaldiens* de différents pays en janvier et février 1917, ce double jeu équivoque de la majorité de Zimmerwald a été formellement stigmatisé par les internationalistes de gauche de plusieurs pays : Münzenberg, secrétaire de l'Organisation internationale des jeunes et directeur de l'excellent journal internationaliste *l'Internationale des Jeunes* [46] ; Zinoviev, représentant du Comité central de notre Parti ;

K. Radek, du Parti social-démocrate polonais (« Bureau national »); Hartstein, social-démocrate allemand, membre du « groupe Spartacus ».

Il a été beaucoup donné au prolétariat russe ; nulle part au monde la classe ouvrière n'a encore pu déployer autant d'énergie révolutionnaire qu'en Russie. Mais à qui il est beaucoup donné, il sera beaucoup demandé.

On ne peut tolérer davantage le marais de Zimmerwald. On ne peut rester plus longtemps, à cause des « kautskistes » de Zimmerwald, en demi-liaison avec l'Internationale chauvine des Plékhanov et des Scheidemann. Il faut rompre tout de suite avec cette Internationale. Il faut rester à Zimmerwald *uniquement* en qualité d'observateurs.

C'est précisément à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une *nouvelle* Internationale, une Internationale révolutionnaire, prolétarienne ; plus exactement, nous ne devons pas craindre de proclamer hautement qu'elle est *déjà fondée* et qu'elle agit.

C'est l'Internationale des « véritables internationalistes » que j'ai dénombrés plus haut. Eux, et eux seuls, sont les représentants, et non les corrupteurs, des masses internationalistes révolutionnaires.

Ces socialistes sont peu nombreux. Mais que chaque ouvrier russe se demande si, *à la veille* de la révolution de février-mars 1917, il y avait beaucoup de révolutionnaires conscients en Russie.

Ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de « proclamer » l'internationalisme ; c'est de savoir être, même aux moments les plus difficiles, de véritables internationalistes.

Ne nous faisons pas d'illusions sur les ententes et les congrès internationaux. Tant que dure la guerre impérialiste, les relations internationales restent comprimées dans l'étau de fer de la dictature militaire exercée par la bourgeoisie impérialiste. Si même le « républicain » Milioukov, contraint de tolérer ce gouvernement numéro 2 qu'est le Soviet des députés ouvriers, *n'a pas laissé entrer* en Russie, en avril 1917, le socialiste suisse *Fritz Platten*, secrétaire de son parti, internationaliste, participant à Zimmerwald et à Kienthal, bien que celui-ci, marié à une

Russe, se rendît auprès de parents de sa femme, bien qu'il ait pris part, à Riga, à la révolution de 1905, ait été enfermé pour ce fait dans une prison russe et ait versé au gouvernement tsariste, pour être élargi, une caution dont il réclamait le remboursement, — si, dis-je, le « républicain » Milioukov a pu *se comporter* de la sorte en Russie en avril 1917, on imagine ce que valent les promesses et les assurances, les phrases et les déclarations de la bourgeoisie sur la paix sans annexions, etc.

Et l'arrestation de Trotski par le gouvernement anglais ? Et le refus de laisser Martov quitter la Suisse, les tentatives faites pour l'attirer en Angleterre où l'attend le sort de Trotski ?

Ne nous berçons pas d'illusions. Ne nous leurrons pas. « Attendre » des conférences ou des congrès internationaux, c'est *trahir* l'internationalisme, puisqu'il est démontré que, même de Stockholm, on ne laisse venir à nous ni les socialistes fidèles à l'internationalisme, *ni même leurs lettres*, malgré l'existence d'une féroce censure militaire et toutes les possibilités qu'elle offre.

Notre parti ne doit pas « attendre » ; il doit *fonder* tout de suite la III^e^ Internationale ; des centaines de socialistes emprisonnés en Allemagne et en Angleterre pousseront alors un soupir de soulagement ; les milliers et les milliers d'ouvriers allemands dont les grèves et les manifestations font aujourd'hui trembler ce misérable, ce forban de Guillaume, prendront connaissance, dans des feuilles *illégales*, de notre décision ; ils sauront quelle confiance fraternelle nous avons en Karl Liebknecht, et en lui seul; ils apprendront *notre* volonté de lutter, *maintenant* aussi, contre le « jusqu'auboutisme révolutionnaire » ; et cela les confirmera dans leur internationalisme révolutionnaire.

A qui il est beaucoup donné, il sera beaucoup demandé. Dans aucun pays du monde il n'existe *aujourd'hui* autant de liberté qu'en Russie. Profitons de cette liberté non pour prêcher le soutien de la bourgeoisie ou du « jusqu'auboutisme révolutionnaire » bourgeois, mais pour *fonder* hardiment, honnêtement, en prolétaires, à la Liebknecht, la *III^e^ Internationale*, ennemie irréductible à la fois des traîtres social-chauvins et des « centristes » hésitants.

18. Après ce qui vient d'être dit, point n'est besoin de longs discours pour démontrer qu'il ne saurait être question de l'unification des social-démocrates en Russie.

Mieux vaut rester à deux, comme Liebknecht — car *c'est rester avec le prolétariat révolutionnaire* — qu'admettre même un instant l'idée d'une fusion avec le parti du Comité d'Organisation, avec Tchkhéidzé et Tsérétéli, qui tolèrent le bloc avec Potressov dans la *Rabotchaïa Gazéta*, qui votent pour l'emprunt au Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers [47], qui ont versé dans le « jusqu'auboutisme ».

Laissons les morts ensevelir leurs morts.

Quiconque veut *aider* les hésitants doit d'abord cesser d'hésiter lui-même.

QUEL DOIT ÊTRE LE NOM DE NOTRE PARTI POUR ÊTRE SCIENTIFIQUEMENT EXACT ET CONTRIBUER À ÉCLAIRER LA CONSCIENCE POLITIQUE DU PROLÉTARIAT ?

19. J'en arrive à la dernière question, à la dénomination de notre Parti. Nous devons nous appeler *Parti communiste*, comme l'ont fait Marx et Engels.

Nous devons proclamer une fois de plus que nous sommes des marxistes et que nous prenons pour base le *Manifeste communiste*, dénaturé et trahi par la social-démocratie sur deux points principaux : 1. les ouvriers n'ont pas de patrie : « défendre la patrie » dans la guerre impérialiste, c'est trahir le socialisme ; 2. la théorie marxiste de l'Etat a été dénaturée par la IIe Internationale.

La dénomination de « social-démocratie » est *scientifiquement* inexacte, comme Marx l'a démontré plus d'une fois, notamment dans la *Critique du programme de Gotha* en 1875, et comme Engels l'a répété dans un exposé plus populaire en 1894 [48]. Du capitalisme l'humanité ne peut passer directement qu'au socialisme, c'est-à-dire à la propriété collective des moyens de production et à la répartition des produits selon le travail de chacun. Notre Parti voit plus loin : le socialisme doit inévitablement se transformer peu à peu en communisme, sur le drapeau duquel

est écrit : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

Tel est mon premier argument.

Et voici le deuxième : la seconde partie de notre dénomination (social-*démocrates*) est, elle aussi, scientifiquement inexacte. La démocratie est une des formes de l'*Etat*. Or, nous, marxistes, nous sommes adversaires de *tout* Etat.

Les chefs de la IIe Internationale (1889-1914), MM. Plékhanov, Kautsky et leurs pareils, ont avili et dénaturé le marxisme.

Le marxisme se distingue de l'anarchisme en ceci qu'il reconnaît la *nécessité d'un Etat* pour passer au socialisme, mais (et c'est ce qui le distingue de Kautsky et Cie) d'un Etat comme la Commune de Paris de 1871, comme les Soviets des députés ouvriers de 1905 et 1917, et *non d'un Etat* comme la république démocratique bourgeoise parlementaire du type habituel.

Mon troisième argument : la *vie* a créé, la révolution a *déjà* créé chez nous *en fait*, bien que sous une forme encore précaire, embryonnaire, précisément ce nouvel « Etat », qui n'en est pas un au sens propre du terme.

C'est *déjà* là une question relevant de l'activité pratique des masses, et non pas simplement une théorie des chefs.

L'Etat, au sens propre du mot, c'est le commandement exercé sur les masses par des détachements d'hommes armés, séparés du peuple.

Notre nouvel Etat *naissant* est lui aussi un Etat, car il nous faut des détachements d'hommes armés, il nous faut un ordre *rigoureux*, il nous faut user de violence pour réprimer *sans merci* toutes les tentatives de la contre-révolution, aussi bien tsariste que bourgeoise, goutchkoviste.

Mais notre nouvel Etat *naissant n'*est déjà *plus* un Etat au sens propre du mot, car en bien des endroits de la Russie ces détachements d'hommes armés, c'est *la masse elle-même*, le peuple entier, et non pas quelqu'un placé au-dessus de lui, séparé de lui, privilégié, pratiquement inamovible.

Il faut regarder en avant et non pas en arrière, vers la démocratie du type bourgeois ordinaire, qui s'attachait à consolider la domination de la bourgeoisie au moyen des vieux organismes *monarchiques* d'administration, de la police, de l'armée, d'un corps de fonctionnaires.

Il faut regarder en avant, vers la nouvelle démocratie naissante, qui déjà cesse d'être une démocratie, car la démocratie, c'est la domination du peuple, et le peuple armé ne peut exercer de domination sur lui-même.

Le terme de démocratie, appliqué au Parti communiste, n'est pas seulement inexact au point de vue scientifique. Aujourd'hui, après mars 1917, c'est un *bandeau* mis sur les yeux du peuple révolutionnaire, *qui l'empêche* de faire du neuf librement, hardiment et sur sa propre initiative, c'est-à-dire d'organiser des Soviets de députés ouvriers, paysans et autres en tant que *pouvoir unique* dans l'« Etat », en tant qu'annonciateurs du « dépérissement » de *tout* Etat.

Mon quatrième argument : il faut tenir compte de la situation objective du socialisme dans le monde entier.

Elle n'est plus ce qu'elle était en 1871-1914, à l'époque où Marx et Engels se résignaient sciemment au terme inexact, opportuniste, de « social-démocratie ». Car, *à l'époque* après la défaite de la Commune de Paris, l'histoire avait mis à l'ordre du jour le lent travail d'organisation et d'éducation. Il n'y en avait pas d'autre. Les anarchistes avaient (et ont encore) foncièrement tort, tant au point de vue théorique qu'en matière d'économie et de politique. Ils se faisaient une idée fausse de l'époque, pour n'avoir pas compris la situation internationale : l'ouvrier anglais corrompu par les profits impérialistes, la Commune de Paris écrasée, le mouvement national bourgeois venant juste de triompher (1871) en Allemagne, la Russie semi-féodale dormant son sommeil séculaire.

Marx et Engels ont donné une appréciation juste de cette époque : ils ont compris la situation internationale d'alors, compris la nécessité d'une *lente* préparation de la révolution sociale.

Sachons comprendre, à notre tour, les tâches et les particularités de la nouvelle époque. N'imitons pas ces pseudo-marxistes dont Marx disait : « J'ai semé des dragons et récolté des puces [49]. »

La nécessité objective du capitalisme, devenu impérialisme, a engendré la guerre impérialiste. La guerre a conduit l'humanité tout entière *au bord du gouffre*, de la ruine de toute civilisation, de la barbarie ; elle menace d'entraîner la mort de nouveaux millions d'hommes.

Il n'y pas d'autre issue que la révolution prolétarienne.

Et au moment où cette révolution commence, où elle fait ses premiers pas timides, mal assurés, où elle est encore inconsciente et trop crédule à l'égard de la bourgeoisie, la plupart (c'est la vérité, c'est un fait) des chefs « social-démocrates », des parlementaires « social-démocrates », des journaux « social-démocrates » — car ce sont là autant de *moyens* d'action sur les masses — *ont abandonné* le socialisme, *trahi* le socialisme, sont passés du côté de « leur » bourgeoisie nationale.

Les masses sont troublées, désorientées, trompées par *ces* chefs.

Et nous encouragerions cette duperie, nous la favoriserions en gardant la vieille dénomination périmée, aussi pourrie que la IIe Internationale elle-même !

Que de « nombreux » ouvriers *conçoivent* la social-démocratie dans le bon sens, soit ! Mais il est temps d'apprendre à faire la différence entre le subjectif et l'objectif.

Subjectivement, ces ouvriers social-démocrates sont des guides fidèles des masses prolétariennes.

Mais la situation objective dans le monde est telle que l'ancien nom de notre parti *facilite* la mystification des masses, *freine* le mouvement en avant. Car, à chaque pas, dans chaque journal, dans chaque fraction parlementaire, la masse voit des *chefs*, c'est-à-dire des hommes dont la parole est mieux entendue, dont l'action se voit de plus loin ; et tous ils sont des « social-démocrates eux aussi », tous sont « pour l'unité » avec les social-chauvins, traîtres au socialisme ; tous cherchent à faire honorer des traites anciennement tirées par la « social-démocratie »...

Et les arguments contre ?... « On nous confondra avec les communistes anarchistes »...

Pourquoi ne craignons-nous pas d'être confondus avec les socialistes nationaux, les socialistes libéraux ou les radicaux-socialistes qui, de tous les partis bourgeois de la République française, sont les plus avancés et les plus experts dans l'art de duper les masses au profit de la bourgeoisie ?... « Les masses sont accoutumées à *leur* parti social-démocrate, les ouvriers lui « sont attachés »...

Voilà le seul argument. Oui, mais cet argument ne tient compte ni de la science marxiste, ni des tâches qui se po-

seront demain à la révolution, ni de la situation objective du socialisme dans le monde entier, ni de la faillite honteuse de la IIe Internationale, ni du tort fait pratiquement à la cause par les nuées de « social-démocrates eux aussi » qui entourent les prolétaires.

C'est l'argument de la routine, l'argument de la léthargie, l'argument de l'inertie.

Or nous voulons refaire le monde. Nous voulons mettre fin à la guerre impérialiste mondiale dans laquelle sont entraînés des centaines de millions d'hommes, où sont impliqués les intérêts de capitaux se chiffrant par des centaines et des centaines de milliards, — guerre qu'il est impossible de terminer par une paix véritablement démocratique sans accomplir la révolution prolétarienne, la plus grande des révolutions que l'histoire de l'humanité ait jamais connues.

Et nous avons peur de nous-mêmes. Nous tenons à notre chemise sale, qui nous est « chère », dont nous avons l'« habitude » !...

Il est temps de jeter la chemise sale, il est temps de mettre du linge propre.

Pétrograd, 10 avril 1917.

POSTFACE

Ma brochure a vieilli par suite du délabrement économique et de la carence des imprimeries de Pétersbourg. Ecrite le 10 avril 1917, elle n'a pas encore paru aujourd'hui, 28 mai !

Elle avait été écrite comme *projet* de plate-forme pour la propagande de mes idées *à la veille* de la Conférence de notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate bolchévik de Russie. Tapée à la machine et distribuée aux membres du Parti à la veille de la conférence et à la conférence même, elle a malgré tout joué en partie son rôle. Mais depuis, la conférence s'est tenue, du 24 au 29 avril 1917, ses résolutions sont depuis longtemps publiées (voir les suppléments au n° 13 de la *Soldatskaïa Pravda* [50]), et le lecteur attentif n'aura aucune peine à constater que ma brochure a souvent été le projet initial de ces résolutions.

Il ne me reste plus qu'à exprimer l'espoir que cette brochure aura quand même son utilité en rapport avec ces résolutions, à titre d'éclaircissement, et à m'arrêter ensuite sur deux points.

Je propose, à la page 27, de ne rester à Zimmerwald qu'en qualité d'observateurs *. La conférence ne m'a pas suivi sur ce point, et j'ai dû voter contre la résolution relative à l'Internationale. Il est d'ores et déjà manifeste que la conférence a commis une erreur, et que celle-ci sera bientôt corrigée par la marche des événements. En restant à Zimmerwald, nous contribuons (fût-ce malgré nous) à retarder la fondation de la IIIe Internationale ; nous l'entravons indirectement en restant liés à ce boulet que

* Voir le présent tome, p. 75. (*N.R.*)

représente Zimmerwald, déjà mort idéologiquement et politiquement.

La situation de notre Parti, face à tous les partis ouvriers du monde entier, est aujourd'hui telle que nous *sommes tenus de fonder* immédiatement la IIIe Internationale. A part nous, nul ne peut le faire *aujourd'hui*, et tout atermoiement est nuisible. Si nous n'étions restés à Zimmerwald qu'en qualité d'observateurs, nous aurions eu aussitôt les mains libres pour créer la IIIe Internationale (tout en étant en mesure d'*utiliser* Zimmerwald si les circonstances s'y étaient prêtées).

Alors qu'à présent, en raison de l'erreur commise par la conférence, nous sommes obligés d'attendre passivement au moins jusqu'au 5 juillet 1917 (date à laquelle est convoquée la Conférence de Zimmerwald ; encore heureux si elle n'est pas *de nouveau* ajournée ! Elle l'a déjà été une fois...).

Mais la décision prise à l'unanimité par le Comité central de notre Parti après la conférence, et publiée dans le n° 55 de la *Pravda* du 12 mai, a corrigé à moitié cette erreur : il est entendu que nous quitterons Zimmerwald s'il va conférer avec des ministres *. Je me permets d'exprimer l'espoir que l'autre moitié de l'erreur sera corrigée sous peu, dès que nous aurons convoqué la première conférence internationale des « gauches » (troisième tendance », « internationalistes véritables », voir plus haut, pp. 23-25 **).

Le second point sur lequel on doit s'arrêter, c'est la formation, le 6 mai 1917, d'un « ministère de coalition » [51]. Il pourrait *sembler* que, sur ce point précisément, la brochure a le plus vieilli.

En réalité, sur ce point précisément, elle n'a pas vieilli le moins du monde. Elle fait *tout* reposer sur une analyse *de classe*, que craignent comme le feu les menchéviks et les populistes qui ont donné six ministres en otages aux dix ministres capitalistes. Et c'est parce que la brochure fait tout reposer sur une analyse de classe qu'elle n'a pas vieilli, car l'entrée au ministère de Tsérétéli, Tchernov et Cie n'a modifié, à un degré *infime*, que la *forme* de l'accord passé par le Soviet de Pétrograd avec le gouvernement des

* Voir le présent tome, p. 397. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, pp. 70-73. (*N.R.*)

capitalistes ; or, j'ai souligné intentionnellement dans ma brochure, à la page 8, qu'« il s'agit moins d'un accord formel que du soutien de fait * ».

Il devient chaque jour plus évident que Tsérétéli, Tchernov et Cie ne sont bel et bien que les otages des capitalistes ; que le gouvernement « rénové » ne veut ni ne peut tenir aucune de ses pompeuses promesses, ni en politique extérieure, ni en politique intérieure. Tchernov, Tsérétéli et Cie se sont suicidés politiquement ; ils sont apparus comme les auxiliaires des capitalistes et étranglent en fait la révolution : Kérenski en est arrivé à user de violence contre les masses (voir ma brochure, page 9. « Goutchkov ne fait encore que menacer de recourir à la violence contre les masses ** » ; Kérenski, lui, *a été amené* à mettre ces menaces [52] à exécution...). Tchernov, Tsérétéli et Cie ont, politiquement, signé leur arrêt de mort et celui de leurs partis, les partis menchévik et socialiste-révolutionnaire. Le peuple s'en rendra mieux compte chaque jour.

Le ministère de coalition n'est qu'une étape dans le développement des principales contradictions de classe de notre révolution, brièvement analysées dans ma brochure. Un tel état de choses ne peut durer longtemps. Il faudra ou bien faire marche arrière, vers la contre-révolution sur toute la ligne, ou bien aller de l'avant, vers le passage du pouvoir aux mains d'autres classes. Impossible de rester sur place en période de révolution, quand la guerre impérialiste fait rage dans le monde entier.

N. Lénine

Pétersbourg, 28 mai 1917.

---

* Voir le présent tome, p. 54. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, p. 55. (*N.R.*)

LES PARTIS POLITIQUES EN RUSSIE ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT [83]

Paru les 6, 9 et 10 mai (23, 26 et 27 avril) 1917 dans les nos 20, 22 et 23 du journal « Volna ».

Paru en brochure en juillet 1917 aux Editions « Jizn i Znanié »

Conforme au texte de la brochure publiée en 1917, confronté avec l'édition de 1918

PRÉFACE À LA DEUXIÈME ÉDITION

La présente brochure a été rédigée au début d'avril 1917, avant que fût formé le ministère de coalition. Depuis, beaucoup d'eau a passé sous les ponts, mais les caractéristiques essentielles des principaux partis politiques se sont manifestées et confirmées à toutes les étapes ultérieures de la révolution : lors du « ministère de coalition », constitué le 6 mai 1917, aussi bien qu'au moment où menchéviks et socialistes-révolutionnaires se sont unis en juin (et juillet) 1917, contre les bolchéviks, pendant la rébellion de Kornilov comme à l'époque de la Révolution d'Octobre 1917 et après elle.

Tout le cours de la révolution russe a confirmé la justesse de l'appréciation qui avait été portée sur les principaux partis et leurs *bases de classe*. La montée de la révolution en Europe occidentale montre à présent que, là-bas aussi, la corrélation entre les principaux partis est la même pour l'essentiel. Le rôle des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires est tenu par les social-chauvins de tous les pays (socialistes en paroles, chauvins en fait), ainsi que par les kautskistes en Allemagne, les longuettistes en France, etc.

N. Lénine

Moscou, 22 octobre 1918.

Paru en 1918 dans la brochure :
N. Lénine, « Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat ».
Editions « Kommounist », Moscou

Conforme au texte de la brochure

On a tenté dans ces pages de formuler d'abord les questions et les réponses essentielles, puis d'autres, moins importantes, qui caractérisent la situation politique actuelle en Russie et l'appréciation qu'en donnent les différents partis.

QUESTIONS :

1. — QUELS SONT, EN RUSSIE, LES PRINCIPAUX GROUPEMENTS DE PARTIS POLITIQUES ?

RÉPONSES :

A — (à droite des cadets). Les partis et les groupes qui se situent à droite des cadets.

B — (cadets). Le parti constitutionnel-démocrate (les cadets, le parti de la liberté du peuple) et les groupements apparentés.

C — (s.-d. et s.-r.). Les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires et les groupements apparentés.

D — (« bolchéviks »). Le parti qui devrait s'appeler *Parti communiste* et qui s'appelle aujourd'hui « Parti ouvrier social-démocrate de Russie groupé autour du Comité central » ou, plus couramment, les « bolchéviks ».

2. — QUELLES CLASSES CES PARTIS REPRÉSENTENT-ILS ? DE QUELLES CLASSES EXPRIMENT-ILS LES OPINIONS ?

A — (à droite des cadets). Les grands propriétaires fonciers archiréactionnaires et les éléments les plus rétrogrades de la bourgeoisie (des capitalistes).

B — (cadets). Toute la bourgeoisie, autrement dit la classe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers embourgeoisés, c'est-à-dire devenus capitalistes.

C — (s.-d. et s.-r.). Les petits patrons, les petits et moyens paysans, la petite bourgeoisie, et aussi cette partie des ouvriers qui est influencée par la bourgeoisie.

D — (« bolchéviks »). Les prolétaires conscients, les ouvriers salariés et les paysans pauvres (semi-prolétaires), qui touchent de près aux ouvriers.

3. — QUELLE EST LEUR ATTITUDE ENVERS LE SOCIALISME ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Entièrement hostile, le socialisme mettant en péril les bénéfices des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

C — (s.-d. et s.-r.). Sont pour le socialisme, mais estiment qu'il serait prématuré d'y penser et de prendre dès à présent des mesures pratiques pour le réaliser.

D — (« bolchéviks »). Sont pour le socialisme. Les Soviets des députés ouvriers et autres doivent prendre immédiatement toutes les mesures pratiquement réalisables pour faire triompher le socialisme *.

4 .— QUELLE FORME DE GOUVERNEMENT VEULENT-ILS EN CE MOMENT ?

A — (à droite des cadets). Une monarchie constitutionnelle ; un corps de fonctionnaires et une police tout-puissants.

B — (cadets). Une république parlementaire bourgeoise, c'est-à-dire l'affermissement de la domination des capitalistes, avec maintien de l'ancien corps de fonctionnaires et de la police.

C — (s.-d. et s.-r.). Une république parlementaire bourgeoise et des réformes en faveur des ouvriers et des paysans.

D — (« bolchéviks »). Une république des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc. Abolition de l'ar-

---

* Voir, sur ces mesures, les questions 20 et 22.

mée permanente et de la police, auxquelles serait substitué l'armement du peuple tout entier ; élection, mais aussi révocabilité des fonctionnaires, dont les traitements ne devront pas être supérieurs au salaire d'un bon ouvrier.

5 — QUELLE EST LEUR ATTITUDE À L'ÉGARD D'UNE RESTAURATION DE LA MONARCHIE DES ROMANOV ?

A — (à droite des cadets). Sont pour, mais agissent en secret et avec circonspection par crainte du peuple.

B — (cadets). Quand les Goutchkov semblaient une force, les cadets étaient d'avis de mettre sur le trône le frère ou le fils de Nicolas ; quand le peuple a paru devenir une force, ils ont été d'un avis contraire.

C — (s.-d. et s.-r.) et D — (« bolchéviks »). Irréductiblement hostiles à toute restauration de la monarchie.

6 —QUELLE EST LEUR ATTITUDE ENVERS LA PRISE DU POUVOIR ? QU'ENTENDENT-ILS PAR ORDRE ET PAR ANARCHIE ?

A — (à droite des cadets). Si le tsar ou un brave général prend le pouvoir, c'est que Dieu le veut, c'est l'ordre. Le reste est anarchie.

B — (cadets). Si les capitalistes prennent le pouvoir, même par la force, c'est l'ordre. Prendre le pouvoir contre les capitalistes serait de l'anarchie.

C — (s.-d. et s.-r.). Si les Soviets des députés ouvriers, soldats, etc., prennent seuls tout le pouvoir, il en résultera une menace d'anarchie. Qu'en attendant les capitalistes gardent le pouvoir, et les Soviets des députés ouvriers et soldats leur « commission de contact » [54].

D — (« bolchéviks »). Les Soviets de députés des ouvriers, soldats, paysans, salariés agricoles, etc., et eux seuls, doivent détenir la totalité du pouvoir. Toute la propagande, l'agitation et l'organisation de millions et de millions d'hommes doit être immédiatement *orientée* vers ce but *.

---

* On appelle anarchie la négation de tout pouvoir d'Etat ; or, le Soviet des députés ouvriers et soldats est, *lui aussi*, un pouvoir d'Etat.

7. — FAUT-IL SOUTENIR LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Oui, absolument, car il est le seul qui puisse, à l'heure actuelle, protéger les intérêts des capitalistes.

C — (s.-d. et s.-r.). Oui, mais à la condition qu'il respecte l'accord conclu avec le Soviet des députés ouvriers et soldats et assiste aux séances de la « commission de contact ».

D — (« bolchéviks »). Non. Que les capitalistes le soutiennent. Nous devons, quant à nous, *préparer* le peuple tout entier au pouvoir unique et total des Soviets de députés ouvriers, soldats, etc.

8. — POUR UN POUVOIR UNIQUE OU POUR LA DUALITÉ DU POUVOIR ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Pour le pouvoir unique des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

C — (s.-d. et s.-r.). Pour la dualité du pouvoir. Pour le « contrôle » du Gouvernement provisoire par les Soviets des députés ouvriers et soldats. Il serait nuisible de se demander si un contrôle sans pouvoir est effectif.

D — (« bolchéviks »). Pour le pouvoir unique des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., de la base au sommet et dans tout le pays.

9 — FAUT-IL CONVOQUER L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ?

A — (à droite des cadets). Non, car elle peut nuire aux grands propriétaires fonciers. Les paysans pourraient bien décider à l'Assemblée constituante de confisquer tous les domaines des grands propriétaires fonciers.

B — (cadets). Oui, mais sans fixer de date. Délibérer à ce sujet le plus longuement possible avec de savants juristes, car 1° Bebel disait déjà que les juristes sont les gens les plus réactionnaires qui soient et 2° l'expérience de toutes les révolutions nous apprend que la cause de la liberté

du peuple est perdue dès qu'on la confie à des professeurs.

C — (s.-d. et s.-r.). Oui, et au plus tôt. Il faut en fixer la date ; nous en avons déjà parlé deux cents fois à la commission de contact, et nous en reparlerons dès demain pour la deux cent et unième fois à titre définitif.

D — (« bolchéviks »). Oui, et au plus tôt. Mais la garantie de son succès et de sa convocation réside uniquement dans l'accroissement du nombre et dans la consolidation des *forces* des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc. ; l'organisation et l'*armement* des masses ouvrières : telle est la seule garantie.

10 — FAUT-IL À L'ÉTAT UNE POLICE DU TYPE HABITUEL ET UNE ARMÉE PERMANENTE ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Oui, certainement et absolument, car telle est la seule garantie sérieuse de la domination des capitalistes ; en outre, l'expérience de tous les pays nous enseigne que le retour de la république à la monarchie s'en trouve, le cas échéant, considérablement facilité.

C — (s.-d. et s.-r.). D'une part, sans doute, il ne faudrait ni l'une ni l'autre. D'autre part, des transformations radicales ne seraient-elles pas prématurées ? D'ailleurs, nous en reparlerons à la commission de contact.

D — (« bolchéviks »). Non, d'aucune manière. Armement immédiat, inconditionnel, général, du peuple entier, celui-ci se confondant avec la milice et l'armée : les capitalistes doivent payer aux ouvriers les jours de service dans la milice.

11 — FAUT-IL À L'ÉTAT UN CORPS DE FONCTIONNAIRES DU TYPE HABITUEL ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Oui, absolument. Il est aux neuf dixièmes constitué de fils et de frères de grands propriétaires fonciers et de capitalistes. Il doit rester un corps privilégié et en fait inamovible.

C — (s.-d. et s.-r.). Il serait peu opportun de soulever d'emblée une question posée pratiquement par la Commune de Paris.

D — (« bolchéviks »). Non, d'aucune manière. Il faut que tous les fonctionnaires et tous les députés sans exception soient non seulement élus, mais révocables à tout moment. Ils ne doivent pas toucher de traitements supérieurs au salaire d'un ouvrier qualifié. Ils doivent être remplacés (peu à peu) par la milice populaire et ses détachements.

12 — LES OFFICIERS DOIVENT-ILS ÊTRE ÉLUS PAR LES SOLDATS ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Non. Cela est contraire aux intérêts des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Si l'on ne peut pas venir à bout des soldats autrement, leur promettre temporairement cette réforme, quitte à l'abroger aussitôt que possible.

C — (s.-d. et s.-r.). *Oui.*

D — (« bolchéviks »). L'élection des officiers ne suffit pas. Tous les actes des officiers et des généraux doivent être contrôlés par des mandataires élus à cet effet par les soldats.

13 — EST-IL UTILE QUE LES SOLDATS PUISSENT, DE LEUR PROPRE CHEF, RÉVOQUER LEURS SUPÉRIEURS ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Cela est sans aucun doute nuisible. Goutchkov l'a déjà interdit. Il a déjà menacé de recourir à la force. Il faut soutenir Goutchkov.

C — (s.-d. et s.-r.). Ce serait utile, mais on ne voit pas très bien s'il faut d'abord révoquer et aller ensuite à la commission de contact, ou inversement.

D — (« bolchéviks »). Cela est utile et nécessaire à tout égards. Les soldats n'obéissent qu'à des autorités élues et ne *respectent* qu'elles.

14 — POUR OU CONTRE LA GUERRE ACTUELLE ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Pour, sans réserves, car elle procure des bénéfices fabuleux aux capitalistes et promet d'affermir leur domination, en divisant les ouvriers et en les dressant les uns contre les autres. Nous tromperons les ouvriers en qualifiant la guerre de défensive et en affirmant que son but est, somme toute, de renverser Guillaume.

C — (s.-d. et s.-r.). Nous sommes en général contre la guerre impérialiste, mais nous sommes prêts à nous laisser tromper et à qualifier de « défense nationale révolutionnaire » le soutien de la guerre impérialiste menée par le gouvernement impérialiste Goutchkov-Milioukov et Cie.

D — (« bolchéviks »). Contre toute guerre impérialiste, sans restriction ; contre *t o u s* les gouvernements bourgeois qui la mènent, notre Gouvernement provisoire y compris ; contre la « défense nationale révolutionnaire » en Russie et cela sans aucune réserve.

15 — POUR OU CONTRE LES TRAITÉS INTERNATIONAUX DE BRIGANDAGE (PRÉVOYANT L'ÉTRANGLEMENT DE LA PERSE, LE PARTAGE DE LA CHINE, DE LA TURQUIE, DE L'AUTRICHE, ETC.) CONCLUS PAR LE TSAR AVEC L'ANGLETERRE, LA FRANCE, ETC. ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). *P o u r*, entièrement et sans réserve. Quant à publier les traités, cela est impossible parce que le capital impérialiste anglo-français et ses gouvernements ne le permettront pas, et parce que le capital russe ne peut pas révéler au grand public ses sordides manigances.

C — (s.-d. et s.-r.). Contre, mais nous espérons encore, grâce à la commission de contact et par diverses « campagnes » dans les masses, « influencer » le gouvernement des capitalistes.

D — (« bolchéviks »). Contre. Ce qu'il faut, c'est expliquer aux masses qu'il est absolument vain d'espérer quoi que ce soit, sous ce rapport, des gouvernements capitalistes, et que le pouvoir doit passer au prolétariat et aux paysans pauvres.

16 — POUR OU CONTRE LES ANNEXIONS ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Si les annexions sont le fait des capitalistes allemands et de Guillaume, leur chef de bande, nous sommes contre. Nous ne les condamnons pas si elles sont le fait des Anglais, car ceux-ci sont « nos » alliés. Si elles sont le fait de nos capitalistes, qui maintiennent de force dans le cadre de la Russie les peuples naguère asservis par le tsar, nous sommes *pour* et nous *ne* les qualifions *pas* d'annexions.

C — (s.-d. et s.-r.). Contre les annexions, mais nous espérons encore pouvoir obtenir, même d'un gouvernement de capitalistes, la « promesse » d'y renoncer.

D — (« bolchéviks »). Contre les annexions. Toutes les promesses d'y renoncer faites par les gouvernements capitalistes ne sont que duperie. La seule façon de démasquer cette duperie, c'est d'exiger l'affranchissement des peuples opprimés par les capitalistes *de son propre pays.*

17 — POUR OU CONTRE L'« EMPRUNT DE LA LIBERTÉ ?»

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Pour, sans réserve, car il facilite la conduite de la guerre impérialiste, c'est-à-dire d'une guerre dont *l'objet* est de décider à quel groupe de capitalistes il appartiendra de dominer le monde.

C — (s.-d. et s.-r.). *Pour*, car la position erronée de la « défense nationale révolutionnaire » nous condamne à cette dérogation manifeste à l'internationalisme.

D — (« bolchéviks »). Contre, car la guerre demeure impérialiste, menée par des capitalistes alliés à d'autres capitalistes, dans l'intérêt de capitalistes.

18 — POUR QUE LES GOUVERNEMENTS CAPITALISTES MANIFESTENT LA VOLONTÉ DE PAIX DES PEUPLES, OU CONTRE ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Pour, car l'expérience des social-chauvins républicains en France a très bien démontré la possibilité de tromper ainsi le peuple :

nous déclarerons tout ce que l'on voudra, mais nous garderons le butin que nous avons volé aux Allemands (leurs colonies), tout en enlevant à *ces* brigands le butin qu'ils ont eux-mêmes pillé.

C — (s.-d. et s.-r.). *Pour*, car nous n'avons pas encore perdu nombre d'espoirs non fondés que la petite bourgeoisie a placés dans les capitalistes.

D — (« bolchéviks »). Contre, car les ouvriers conscients ne nourrissent *aucun* espoir au sujet des capitalistes, et notre tâche est d'expliquer aux masses que ces espoirs sont sans aucun fondement.

19 — FAUT-IL RENVERSER TOUS LES MONARQUES ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Non, il ne faut pas renverser les monarques anglais, italien et autres monarques alliés ; il suffit de renverser les monarques allemand, autrichien, turc et bulgare, car la victoire sur ces derniers décuplera nos bénéfices.

C — (s.-d. et s.-r.). Il importe de « procéder par ordre » et de commencer absolument par renverser Guillaume ; en ce qui concerne les monarques alliés, on peut encore patienter un peu.

D — (« bolchéviks »). On ne saurait établir un tour de rôle pour la révolution. Il faut aider *uniquement* les *véritables* révolutionnaires et renverser *tous* les monarques dans tous les pays sans exception.

20 — LES PAYSANS DOIVENT-ILS S'EMPARER IMMÉDIATEMENT DE TOUTES LES TERRES DES GRANDS PROPRIÉTAIRES FONCIERS ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). En aucun cas. Il faut attendre l'Assemblée constituante. Chingarev a déjà expliqué que si les capitalistes arrachent le pouvoir au tsar, c'est là une grande et glorieuse révolution ; mais que si les paysans s'emparaient des terres des grands propriétaires fonciers ils commettraient un acte d'arbitraire [55].

Il faut constituer des commissions de conciliation, dans lesquelles les grands propriétaires fonciers et les paysans seront en nombre égal, et que présideront des fonctionnaires, c'est-à-dire encore une fois des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

C — (s.-d. et s.-r.). Mieux vaut que les paysans attendent l'Assemblée constituante.

D — (« bolchéviks »). Il faut prendre toutes les terres sans délai ; faire régner l'ordre le plus rigoureux par l'intermédiaire des Soviets de députés paysans. La production de blé et de viande doit augmenter : les soldats doivent être mieux nourris. Il serait absolument inadmissible que soient gâtés le bétail, l'outillage, etc.

21 — PEUT-ON LAISSER AUX SEULS SOVIETS DES DÉPUTÉS PAYSANS LE SOIN DE DISPOSER DES TERRES ET DE RÉGLER TOUTES LES AFFAIRES RURALES ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Les grands propriétaires fonciers et les capitalistes sont absolument opposés au pouvoir unique et total des Soviets de députés paysans dans les campagnes. Mais si ces Soviets ne peuvent vraiment être évités, le mieux est évidemment de s'en tenir à eux, car les paysans riches sont aussi des capitalistes.

C — (s.-d. et s.-r.). On peut, sans doute, s'en tenir à eux pour le moment, bien que les social-démocrates ne contestent pas « en principe » la nécessité d'une organisation à part des ouvriers salariés de l'agriculture.

D — (« bolchéviks »). Il n'est pas possible de s'en tenir à des Soviets communs de députés paysans, les paysans riches étant aussi des capitalistes qui seront toujours enclins à léser ou à tromper les domestiques de ferme, les journaliers et les paysans pauvres. La formation immédiate d'organisations propres à ces dernières catégories de la population rurale s'impose tant au sein des Soviets de députés paysans que sous la forme de Soviets distincts de députés des ouvriers agricoles.

22 — LE PEUPLE DOIT-IL PRENDRE EN MAINS LES PLUS IMPORTANTES ET LES PLUS PUISSANTES ORGANISATIONS DE MONOPOLES CAPITALISTES, LES BANQUES, LES SYNDICATS PATRONAUX, ETC. ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). En aucun cas, car les grands propriétaires fonciers et les capitalistes pourraient en pâtir.

C — (s.-d. et s.-r.). Nous sommes, d'une manière générale, pour le passage de ces organisations aux mains du peuple tout entier, mais il serait prématuré d'y penser et de le préparer.

D — (« bolchéviks »). Il faut sans tarder *préparer* les Soviets des députés ouvriers, les Soviets de députés des employés de banque, etc., à prendre toutes les mesures pratiquement possibles et parfaitement réalisables d'abord pour opérer la fusion de toutes les banques en une seule banque nationale, puis pour permettre le contrôle des banques et des syndicats patronaux par les Soviets des députés ouvriers et, finalement, pour nationaliser ces banques et syndicats, c'est-à-dire en faire la propriété du peuple tout entier.

23 — DE QUELLE INTERNATIONALE SOCIALISTE LES PEUPLES ONT-ILS BESOIN EN CE MOMENT POUR RÉALISER ET METTRE EN ŒUVRE L'ALLIANCE FRATERNELLE DES OUVRIERS DE TOUS LES PAYS ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Toute Internationale socialiste est, d'une façon générale, nuisible et dangereuse pour les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Mais si le Plékhanov allemand, c'est-à-dire Scheidemann, s'accorde et s'entend avec le Scheidemann russe, c'est-à-dire Plékhanov, s'ils se découvrent des traces de conscience socialiste, nous devons sans doute, nous capitalistes, applaudir à *cette* Internationale de *ces* socialistes ralliés à *leurs* gouvernements.

C — (s.-d. et s.-r.). Il faut une Internationale socialiste rassemblant tout le monde : les Scheidemann, les Plékhanov et les « centristes », c'est-à-dire ceux qui hésitent entre le social-chauvinisme et l'internationalisme. Plus

la confusion sera grande, et plus grande sera l'« unité » : vive la grande unité socialiste !

D — (« bolchéviks »). Ce qu'il faut aux peuples, c'est uniquement une Internationale qui groupe les ouvriers véritablement révolutionnaires, capables de mettre un terme à l'épouvantable et criminel massacre des peuples, et qui puisse affranchir l'humanité du joug du capital. Seuls des hommes (des groupes, des partis, etc.) tels que le socialiste allemand Karl Liebknecht, en ce moment au bagne ; seuls des hommes qui luttent avec abnégation à la fois contre *leur* gouvernement, *leur* bourgeoisie, *leurs* social-chauvins et *leur* « centre », peuvent et doivent constituer sans délai l'Internationale dont les peuples ont besoin.

24 — DOIT-ON ENCOURAGER LA FRATERNISATION AU FRONT ENTRE LES SOLDATS DES PAYS BELLIGÉRANTS ?

A — (à droite des cadets) et B — (cadets). Non. Cela est contraire aux intérêts des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, la fraternisation pouvant aider l'humanité à s'affranchir plus vite de leur joug.

C — (s.-d. et s.-r.). Oui, cela est utile. Mais nous ne sommes pas tous bien convaincus qu'il faille encourager immédiatement cette fraternisation dans tous les pays belligérants.

D — (« bolchéviks »). Oui, cela est utile et nécessaire. Il faut encourager sans réserve ni délai, dans tous les pays en guerre, les tentatives de fraternisation entre les soldats *des deux* groupes de pays belligérants.

25 — QUELLES COULEURS CORRESPONDRAIENT À LA NATURE ET AU CARACTÈRE DES DIFFÉRENTS PARTIS POLITIQUES ?

A — (à droite des cadets). Le noir, car ce sont de véritables Cent-Noirs [56].

B — (cadets). Le jaune, car telle est la couleur du drapeau international des ouvriers qui servent le Capital de leur plein gré.

C — (s.-d. et s.-r.). Le rose, car toute leur politique est à l'eau de rose.

D — (« bolchéviks »). Le rouge, car c'est le drapeau de la révolution prolétarienne mondiale.

La présente brochure a été écrite au début d'avril 1917. Si l'on me demandait : n'a-t-elle pas vieilli aujourd'hui, après le 6 mai 1917, après la formation du « nouveau » gouvernement, gouvernement de coalition ? je répondrais :

— Non, car la commission de contact n'a pas disparu ; au fond, elle s'est seulement transportée dans une autre pièce, celle de MM. les ministres. Que les Tchernov et les Tsérétéli aient changé de pièce n'a en rien modifié leur politique ni celle de leurs partis.

DISCOURS AUX SOLDATS PRONONCÉ AU MEETING DU RÉGIMENT IZMAÏLOVSKI LE 10 (23) AVRIL 1917

Camarades soldats,

La question de l'organisation de l'Etat est maintenant à l'ordre du jour. Les capitalistes, qui détiennent aujourd'hui le pouvoir, veulent une république parlementaire bourgeoise, c'est-à-dire un régime sans tsar, mais où le pouvoir reste aux mains des capitalistes qui gouvernent le pays au moyen des vieilles institutions : police, corps de fonctionnaires, armée permanente.

Nous voulons une autre république, plus démocratique, répondant mieux aux intérêts du peuple. Les ouvriers et les soldats révolutionnaires de Pétrograd ont renversé le tsarisme et complètement nettoyé la capitale de toute police. Les ouvriers du monde entier considèrent avec admiration et espoir les ouvriers et les soldats révolutionnaires de Russie comme l'avant-garde de l'armée libératrice mondiale de la classe ouvrière. La révolution une fois commencée, il faut la consolider et la continuer. Ne laissons donc pas rétablir la police ! Tout le pouvoir dans l'Etat, depuis la base jusqu'au sommet, aussi bien dans le village le plus reculé que dans chaque quartier de Pétrograd, doit appartenir aux Soviets de députés des ouvriers, soldats, salariés agricoles, paysans, etc. Le pouvoir central doit être l'Assemblée constituante représentant ces Soviets locaux, ou une Assemblée populaire, ou un Conseil des Soviets, le nom importe peu.

Ce ne sont ni la police, ni les fonctionnaires non responsables devant le peuple et placés au-dessus de lui, ni l'armée permanente coupée du peuple, qui doivent gouverner l'Etat,

mais le peuple tout entier, le peuple en armes, groupé dans les Soviets. Voilà qui fera régner l'ordre indispensable, voilà le pouvoir qui sera *obéi, mais aussi respecté* par les ouvriers et les paysans.

Seul ce pouvoir, seuls les Soviets de députés soldats et paysans peuvent trancher la grande question de la terre autrement que dans l'intérêt des gros propriétaires fonciers et non bureaucratiquement. La terre ne doit pas appartenir aux grands propriétaires fonciers. Les comités paysans doivent la confisquer sans délai, tout en s'attachant soigneusement à préserver les biens, quels qu'ils soient, de toute détérioration, et à *accroître* la production du blé pour que les soldats, au front, soient mieux ravitaillés. Toute la terre doit appartenir à l'ensemble du peuple, et ce sont les Soviets locaux des députés paysans qui doivent en disposer. Pour que les paysans riches — qui sont eux aussi des capitalistes — ne puissent léser et tromper les salariés agricoles et les paysans pauvres, ceux-ci doivent se concerter, s'unir, se grouper à part, ou bien former leurs propres Soviets de députés des salariés agricoles.

Ne laissez pas rétablir la police ; n'abandonnez ni le pouvoir ni l'administration de l'Etat à des fonctionnaires non élus, non révocables, bourgeoisement rétribués. Unissez-vous, serrez vos rangs, organisez-vous vous-mêmes, sans vous fier à personne, en ne comptant que sur votre intelligence et sur votre expérience, et alors la Russie pourra se mettre en marche d'un pas ferme, régulier et sûr pour libérer notre pays et toute l'humanité, aussi bien des horreurs de la guerre que de l'oppression du Capital.

Notre gouvernement, qui est un gouvernement de capitalistes, poursuit la guerre dans l'intérêt des capitalistes. De même que les capitalistes allemands, avec à leur tête ce bandit couronné qu'est Guillaume II, les capitalistes de *tous* les autres pays font la guerre pour le partage des bénéfices capitalistes, pour la domination mondiale. Des centaines de millions d'hommes, presque tous les pays du globe, sont entraînés dans cette guerre criminelle ; des capitaux se chiffrant par centaines de milliards sont investis dans de « lucratives » entreprises qui apportent aux peuples la mort, la famine, la ruine, la barbarie, et aux capitalistes des bénéfices exorbitants, scandaleux. Il n'est qu'un

moyen de sortir de cette guerre effroyable et de conclure une paix vraiment démocratique, une paix qui ne soit pas imposée par la violence : le passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers et soldats. Les ouvriers et les paysans pauvres, qui n'ont aucun intérêt à sauvegarder les bénéfices du Capital et à piller les peuples faibles, pourront vraiment réaliser ce que les capitalistes ne font que promettre, à savoir : mettre fin à la guerre par une paix durable qui garantira la liberté à tous les peuples sans exception.

« Pravda » n° 30, 12 avril 1917.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

UN MENSONGE ÉHONTÉ DES CAPITALISTES

Ce n'est pas assez des mensonges des journaux capitalistes et de leur campagne d'excitation contre la *Pravda* ; ce n'est pas assez que la *Retch* rivalise à cet égard avec la *Rousskaïa Volia* qu'elle ne saurait considérer sans mépris.

Ce sont à présent les ministres du gouvernement des capitalistes qui tiennent le langage de la *Rousskaïa Volia.* La *Retch* cite aujourd'hui les propos du ministre Nékrassov qui, le 9 avril, a déclaré à Moscou, lors d'une réunion du parti cadet :

«D'effroyables appels à la violence retentissent aujourd'hui avenue Kamennoostrovski. »

A l'instar de la *Rousskaïa Volia*, monsieur le Ministre ment sans vergogne, trompe le peuple, vient à la rescousse des pires réactionnaires tout en se cachant derrière eux et sans oser nommer ni un journal, ni un orateur, ni un parti.

Monsieur le Ministre préfère les allusions obscures, dans l'espoir que certains ne le comprendront pas !

Mais tout homme politiquement averti comprendra que M. le Ministre parle de la *Pravda*, organe du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et de ceux qui partagent ses idées.

Vous mentez, M. le Ministre, M. le membre du parti de la « liberté du peuple ». Les appels à la violence sont le fait de M. Goutchkov, qui menace de châtier les soldats quand ceux-ci révoquent leurs chefs. Les appels à la violence sont le fait de la *Rousskaïa Volia* qui sympathise avec vous et est l'organe archiréactionnaire des archiréactionnaires « républicains ».

La *Pravda* et ses partisans, loin de prêcher la violence, disent au contraire avec le maximum de netteté, de précision et de résolution, que toute notre action à l'heure actuelle vise essentiellement à *expliquer* aux masses prolétariennes leurs tâches prolétariennes, à la différence de la petite bourgeoisie en proie à l'ivresse chauvine.

Tant que *vous* vous bornez, MM. les capitalistes, Goutchkov et Cie, aux menaces de violence ; tant que vous n'usez pas de violence ; tant qu'il existe des Soviets de députés ouvriers et soldats, *tant que vous* n'avez pas mis à exécution vos menaces contre les Soviets (menaces que, par exemple, M. Wilson, collaborateur de Milioukov et correspondant du *Times*, a rendues publiques sans plus de façons), tant que vous n'exercez pas de contrainte sur les masses, nous, partisans de la *Pravda*, déclarons et répétons que nous voyons dans les Soviets des députés ouvriers et soldats la *seule* forme *possible* de gouvernement.

Lutter pour répandre notre influence parmi les masses prolétariennes et dans les Soviets des députés ouvriers et soldats ; *expliquer* en quoi consistent les erreurs de leur tactique, expliquer tout ce que contient de duperie l'ivresse chauvine (=le « jusqu'auboutisme révolutionnaire ») : telle est notre tactique, celle de tous les partisans de la *Pravda*, celle de tout notre Parti, en ce moment et aussi longtemps que *vous*, MM. les capitalistes, vous qui disposez des cadres de l'armée, *n'aurez pas eu recours à la force.*

M. le ministre Nékrassov le sait très bien, quand ce ne serait que par les citations que la *Retch* elle-même a bien été obligée de reproduire. M. le Ministre imite la *Rousskaïa Volia* ; par le mensonge, la calomnie, la persécution, les menaces de violence, il veut *entraver* la libre expression de la vérité.

Non, MM. les Nékrassov, vous n'y réussirez pas !

Les ouvriers et les soldats veulent connaître la vérité, veulent voir clair dans les problèmes de la guerre, de la paix, de l'organisation de l'État. Et ils finiront par y voir clair.

Rédigé le 11 (24) avril 1917.
Paru le 12 avril 1917 dans le n° 30 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

LA GUERRE ET LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

...Nous avons tout de même contraint le Gouvernement provisoire à renoncer aux annexions.

Discours prononcé par I. Stéklov le 4 avril, au Palais de Tauride.

... Quoi que l'on pense du mot d'ordre : « paix sans annexions », on ne saurait ignorer les principes reconnus par tous les alliés...

Discours de P. Milioukov (Retch du 11 avril).

Petit à petit les chefs du Gouvernement provisoire dévoilent leur vraie politique à l'égard de la guerre. Dans une déclaration restée fameuse, le Gouvernement provisoire, après une « renonciation » verbale aux annexions, disait déjà que « nos » traités avec les gouvernements anglais et français demeuraient en vigueur. Deux semaines se sont écoulés, et voici ce que nous lisons dans la *Retch*, organe de M. Milioukov, ministre des Affaires étrangères :

UNE DÉCLARATION DE MILIOUKOV

Se trouvant à Moscou, le ministre des Affaires étrangères P. Milioukov a fait à une réunion du parti de la liberté du peuple la déclaration suivante :

« La déclaration du Gouvernement provisoire sur les buts de guerre énonce non pas les conditions de la paix mais uniquement les principes généraux déjà maintes fois proclamés par les hommes d'Etat des pays qui sont nos alliés. Les conditions de la paix ne peuvent être élaborées qu'en accord avec nos alliés, conformément à la

convention de Londres. Quoi que l'on pense du mot d'ordre : « paix sans annexions », on ne saurait ignorer les principes reconnus par tous les alliés : reconstitution de la Pologne et de l'Arménie, satisfaction donnée aux aspirations nationales des Slaves d'Autriche. » (*Retch* du 11 (24) avril 1917, n° 83.)

Cette déclaration du ministre des Affaires étrangères Milioukov fera sans nul doute le tour de la presse étrangère et *renforcera* en Allemagne l'humeur belliqueuse. Milioukov aide les impérialistes allemands à attiser le chauvinisme dans leur pays, *Milioukov aide Guillaume II à mener « jusqu'au bout » sa guerre de brigandage.*

Analysons la déclaration de M. Milioukov. La déclaration du Gouvernement provisoire sur les buts de guerre (celle-là même que I. Stéklov, par suite d'un regrettable malentendu, qualifie de renonciation aux annexions), énonce — c'est Milioukov qui parle — non pas les conditions de la paix, « mais uniquement les *principes généraux* déjà maintes fois proclamés par les hommes d'Etat des pays qui sont nos alliés ». En clair, cela signifie que la renonciation aux annexions n'est qu'une phrase pompeuse, n'est que « principes généraux » : des mots, des mots, des mots. De ces mots, « nos » alliés en ont aussi prononcé tant et plus. Quant aux conditions véritables de la « paix », c'est une autre affaire.

Un homme d'Etat, Bismarck, sauf erreur, a dit : Accepter « *en principe* » signifie, dans la langue des diplomates, repousser *en pratique*. Il en est ainsi chez Milioukov. Il est « en principe » contre les annexions, mais en pratique pour les annexions et, par suite, pour la guerre « jusqu'au bout ».

Des phrases pompeuses ne sont pas encore des conditions de paix, nous déclare M. Milioukov.

Quelles sont donc ses conditions de paix ?

Celles qui sont prévues par la convention de Londres à laquelle Milioukov nous renvoie.

Mais par qui cette convention a-t-elle été conclue ? Par le tsar Nicolas II, d'une part, les capitalistes anglais et français, d'autre part ! Ainsi, les traités conclus par la bande du tsar restent en vigueur. Ainsi, nous faisons la guerre au nom de ces traités de brigandage conclus par la bande du tsar avec les banquiers « alliés ».

Conquête de la Pologne et de l'Arménie, conquêtes en Autriche (M. Milioukov a cette fois gardé le silence sur Constantinople), voilà à quoi se ramène le programme de paix de M. Milioukov.

Que diront de la dernière déclaration du ministre des Affaires étrangères Milioukov les chefs de la majorité du Soviet des députés ouvriers ? Ils se borneront à adresser, au nom de la commission « de contact », un « blâme » à Milioukov pour ces paroles... Où est donc la « renonciation du Gouvernement provisoire aux annexions », qu'avaient « tout de même » obtenue de ce dernier I. Stéklov et N. Tchkhéidzé ?

Il n'y a en Russie aucune dualité du pouvoir. Le Soviet des députés ouvriers ne fait qu'exercer un contrôle bienveillant sur le Gouvernement provisoire. Ainsi aurait parlé, s'il faut en croire les journaux, N. Tchkhéidzé au Congrès militaire de Minsk [57].

Voilà où nous a conduits ce contrôle bienveillant ! Des hommes qui attisent la guerre continuent à parler au nom de la Russie. On nourrit les ouvriers et les soldats de phrases générales sur la paix sans annexions tout en poursuivant en sourdine une politique qui profite uniquement à une poignée de millionnaires que la guerre enrichit !

Camarades ouvriers et soldats ! Lisez et commentez dans toutes les réunions la déclaration de Milioukov que nous venons de citer ! Déclarez que vous ne voulez pas mourir pour des conventions secrètes conclues par le tsar Nicolas II et demeurées sacrées pour Milioukov !

« Pravda » n° 31, 13 avril 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

SUR LES TRACES DE LA « ROUSSKAÏA VOLIA »

Les procédés de la *Rousskaïa Volia*, dont les cadets eux-même se détournent avec mépris, trouvent un nombre croissant d'imitateurs. Voyez l'*Edinstvo* de M. Plékhanov. Désireux de « démasquer » la *Pravda*, M. Plékhanov prend la première thèse de Lénine, cite la phrase où il est dit que la guerre reste du côté russe une guerre de brigandage, une guerre impérialiste, et demande triomphalement :

« Mais qu'en est-il du côté allemand? Lénine n'en dit rien. »

Comme j'ai l'honneur de vous le dire. On lit et on n'en croit pas ses yeux. M. Plékhanov serait-il vraiment tombé tout à fait au niveau du *Novoïé Vrémia* et de la *Rousskaïa Volia* ? Cela paraît invraisemblable, mais c'est un fait.

L'impudence de M. Plékhanov passe toutes les bornes. Il connaît parfaitement les publications bolchéviques parues à l'étranger. Il sait très bien que tous les bolchéviks sans exception ont déclaré un nombre incalculable de fois, dans leurs discours, leurs articles et leurs résolutions, que du côté de l'Allemagne, la guerre a *le même* caractère de brigandage, *le même* caractère impérialiste, que du côté de toutes les autres « grandes » puissances belligérantes. Les capitalistes d'Allemagne et leur chef Guillaume, ce forban couronné, sont des rapaces impérialistes au même titre que les capitalistes des autres pays.

Nous le répétons : tout homme averti qui connaît tant soit peu les bolchéviks ne peut pas ignorer que telle est notre opinion. Et M. Plékhanov le sait très bien. Il sait que la brochure de Zinoviev et Lénine : *Le socialisme et la guerre* *, parue à l'étranger, a été également éditée

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 305-350. (*N. R.*)

en langue allemande en Suisse et introduite clandestinement en Allemagne. Et dans cette brochure il est dit, on ne peut plus nettement, que l'Allemagne poursuit une guerre de brigandage pour « piller les pays qui lui font concurrence », que l'Allemagne est « *un bandit jeune et fort* », qué « *les impérialistes allemands ont cyniquement violé la neutralité de la Belgique*, agissant comme l'ont fait toujours et partout les Etats belligérants qui, en cas de nécessité, foulent aux pieds tous les traités et tous les engagements » ; que « Kautsky, au mépris de tout principe, s'attache à concilier l'idée maîtresse du social-chauvinisme : la légitimité de la défense nationale dans la guerre actuelle, avec une concession apparente aux gauches » ; que « les opportunistes chauvins ne sont *nulle part* tombés aussi bas, dans l'avilissement et l'apostasie, qu'en Allemagne ».

M. Plékhanov le sait fort bien, et pourtant il s'abaisse aux procédés du *Novoïé Vrémia* et de la *Rousskaïa Volia*, veut faire passer les partisans de la *Pravda* pour des germanophiles.

M. Plékhanov, qui se moque du marxisme, se cramponne ensuite à cette question : « Qui *a déclaré* la guerre ? »

M. Plékhanov a oublié que pour les marxistes la guerre est *la continuation de la politique* que menaient des gouvernements déterminés, représentant des classes déterminées.

Que Nicolas II et Guillaume II représentaient tous les deux les classes réactionnaires et capitalistes de leurs pays respectifs, qu'ils aient poursuivi tous les deux, au cours des dernières décades, une politique de mise au pillage de pays étrangers, une politique visant à dépouiller la Chine, à étrangler la Perse, à démembrer et à partager la Turquie, c'est un fait. Si M. Plékhanov avait effleuré — seulement effleuré — l'histoire de la diplomatie et de la politique étrangère au cours des dernières décades, il n'aurait pas pu ne pas le remarquer, il n'aurait pas eu le front de le nier.

C'est justement cette politique de brigandage, cette politique impérialiste, étroitement liée au capital bancaire des deux pays, que Nicolas II et Guillaume II *ont continuée* avec la guerre actuelle.

Et si la guerre se poursuit entre deux groupes de rapaces et d'oppresseurs pour le partage du produit de leurs rapines,

pour décider *qui* étranglera *le plus* de peuples, *qui* pillera *le plus*, la question de savoir qui, dans *cette* guerre, a commencé le premier, qui a déclaré la guerre, etc., ne présente aucune importance, ni économique, ni politique.

M. Plékhanov est tombé, tout comme les Plékhanov allemands, les Scheidemann et Cie, au niveau du chauvin bourgeois le plus vulgaire, le plus commun, qui ne veut pas savoir (ou n'a jamais su) que la guerre est la continuation de la politique, que la guerre et la politique se rattachent aux intérêts de classes déterminées, et qu'il faut établir quelles sont les classes qui font la guerre, et pourquoi.

Un mensonge affreux, éhonté, destiné à couvrir la politique de rapine de Nicolas II, politique que les Lvov et Cie n'ont en rien modifiée (n'ont-ils pas ratifié jusqu'aux traités conclus par le tsar ?) : voilà à quoi se réduit toute la sagesse de M. Plékhanov.

Ni les ouvriers conscients, ni les soldats conscients ne se laisseront prendre à ce mensonge.

« Pravda » n° 31, 13 avril 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LE CARTEL DU MENSONGE

Le procédé suivant de la presse bourgeoise est toujours et dans tous les pays le plus courant et le plus « sûrement » efficace : mentez, criez, hurlez, répétez le mensonge, « il en restera toujours quelque chose ».

« Lénine, écrit la *Retch*, mène grand tapage au palais de la Krzesinska. » « Lénine, écrivent divers journaux, a parlé du haut d'un toit au meeting du *Moderne*. »

Or, tout cela est faux. Lénine n'a pas assisté au meeting du *Moderne*. Il n'a fait aucun tapage, s'étant borné à présenter *un seul* rapport devant des bolchéviks et des menchéviks [58] et à publier un certain nombre de courts articles dans un petit journal, la *Pravda*.

Ceux qui « mènent grand tapage », ce sont les capitalistes et leur presse ; ils s'efforcent de *couvrir* la voix de la vérité, d'empêcher qu'elle soit entendue, de tout submerger sous un flot d'injures et de vociférations, de *mettre obstacle à une explication* concrète.

Tel est le fond des tentatives auxquelles se livrent en ce moment les capitalistes, et aussi les pseudo-socialistes qui, tel M. Plékhanov, se sont entièrement ralliés aux capitalistes.

Dans son éditorial d'aujourd'hui la *Retch*, plus « gouvernementale » que jamais, vitupère de nouveau « la propagande de l'anarchie », et ce faisant elle s'enferre, comme cela est évident pour quiconque réfléchit à ce qu'il lit et entend.

« ...La grande révolution a balayé toute l'ancienne organisation du pouvoir... » C'est faux. Il s'en faut encore de beaucoup. « Celui-ci ne peut être restauré que par une transformation radicale dans la psychologie du peuple

(au sens large du mot) ou, pour mieux dire, par une psychologie nouvelle qui reconnaisse la nécessité d'un pouvoir et l'obligation de s'y soumettre. »

Voilà, dans toute son évidence, le mensonge flagrant, le cartel manifeste du mensonge unissant les capitalistes et MM. les Plékhanov, les Tchérévanine et autres, qui crient à l'anarchie.

Dans la science aussi bien que dans le langage usuel, il est établi, sans la moindre contestation, que l'anarchisme est la *négation de l'Etat pour* la période de transition du capitalisme au socialisme.

Le socialisme conduit au « dépérissement » de l'Etat, enseigne le marxisme ; et les Milioukov, les Plékhanov, les Tchérévanine et autres unis dans le mensonge, ne peuvent l'ignorer.

Les partisans de la *Pravda* ou Lénine nient-ils la nécessité de *l'Etat à l'heure actuelle*, la nécessité d'un « pouvoir organisé », l'« obligation de s'y soumettre » ?

Tout homme averti, en dehors de ce cartel de menteurs, sait parfaitement que non.

La *Pravda* et Lénine ont dit et répété on ne peut plus clairement que nous reconnaissons tous, sans réserve, la nécessité de l'Etat et d'un pouvoir organisé, non seulement à l'heure actuelle, mais aussi dans la phase historique ultérieure, celle de la transition du capitalisme au socialisme.

Seul le cartel du mensonge peut le nier ou ne pas le voir.

Toute la question est de savoir *quel* est le « pouvoir organisé » que nous *proposons au peuple.*

Ce que nous proposons, *ce n'est pas* l'ancienne organisation du pouvoir, la police, le corps des fonctionnaires, l'armée permanente, mais une organisation nouvelle, celle des *Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc.*

Ces Soviets existent déjà. Ils sont déjà nés de la révolution, déjà *reconnus* par tous, même par le gouvernement capitaliste, *comme un demi-pouvoir.*

Et nous avons dit on ne peut plus clairement que *ces* Soviets sont la *seule* forme *possible* de gouvernement révolutionnaire.

Quoi de moins équivoque ?

Et s'ils sont la « seule » forme « possible » de gouvernement révolutionnaire, il faut procéder *uniquement* par voie

d'explications aussi longtemps que personne n'aura recouru à la violence contre les masses.

Tous les partisans de la *Pravda* conviennent de « la nécessité d'un pouvoir et de l'obligation de s'y soumettre », et ils s'attachent à le démontrer au peuple.

Les Milioukov, les Plékhanov, les Tchérévanine et consorts mentent pour cacher la vérité au peuple, ils mentent pour taire l'*essentiel* : le caractère de classe de *telle ou telle* organisation du pouvoir.

Tout est là.

Le capitaliste appelle « *anarchie* » les Soviets des députés ouvriers, etc., car *cette* organisation du pouvoir, loin d'assujettir par avance et définitivement le peuple au joug des capitalistes, assure la liberté et l'ordre en même temps que la possibilité d'une transition pacifique et graduelle au socialisme.

C'est cela, et uniquement cela, qui mécontente, indigne, aigrit les capitalistes. De là ce cartel du mensonge. De là ces flots de calomnies et ces hurlements de rage.

De là, dans l'éditorial de la *Retch*, une agitation hypocrite, qui procède par allusions, *incite à la violence*, appelle à la « résistance », convie à secouer l'« indifférence », la « passivité », etc.

Si la majorité du peuple est avec vous, Messieurs, si votre alliance avec les Soviets (où nous *n'avons pas* la majorité en ce moment, nous l'avons dit nettement) est solide, que craignez-vous donc, Messieurs, pourquoi mentez-vous ?

Nous ne voulons qu'*expliquer* aux ouvriers et aux paysans pauvres les erreurs de leur tactique. Nous considérons les *Soviets* comme le seul pouvoir possible. Nous affirmons dans notre propagande la nécessité d'un pouvoir et l'obligation de s'y soumettre.

Que craignez-vous donc ? Pourquoi mentez-vous ?

Vous craignez précisément la vérité. Vous mentez pour *faire disparaître* par un climat de pogrom, par la calomnie, la violence et l'ordure, toute possibilité d'*expliquer* la vérité.

Certains de nos adversaires eux-mêmes le voient déjà. Lisez aujourd'hui le *Diélo Naroda* [59], organe du parti socialiste-révolutionnaire, auquel collabore le ministre Kérenski.

Cet organe écrit à propos de Plékhanov, devenu le plus fidèle allié de la *Rousskaïa Volia* et de la *Retch* : « Nous sommes accoutumés à voir ces paroles, ces méthodes de lutte, dans les colonnes de la *Rousskaïa Volia*. Et il nous est pénible et douloureux, disons-le en toute conscience, de les retrouver dans des articles de socialistes... »

Voilà ce qu'écrivent nos adversaires eux-mêmes.

Voilà ce qu'écrivent des démocrates en qui s'est éveillée une conscience de démocrate.

On ne saurait espérer faire rougir les Milioukov, les Plékhanov, les Tchérévanine ; mais si même un journal auquel collabore le ministre Kérenski se détourne avec un haut-le-cœur des procédés de Plékhanov, inspirés d'un chauvinisme forcené, bassement calomniateur et où percent des appels à la violence, alors nous pouvons dire :

Ceux qui recourent à de pareils procédés sont des hommes finis.

Rédigé le 13 (26) avril 1917.
Paru le 14 avril 1917 dans le n° 32 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

BANQUES ET MINISTRES

N. Pokrovski, ancien ministre des Affaires étrangères et actuel vice-président du Comité central des industries de guerre, vient d'entrer au conseil d'administration de la Banque Russe du Commerce extérieur, ainsi que le comte V. Kokovtsov, ancien président du Conseil des ministres.

Les journaux du soir nous ont apporté hier cette bonne nouvelle.

Aujourd'hui ministre, demain banquier ; aujourd'hui banquier, demain ministre. Pour « la guerre jusqu'au bout », aujourd'hui comme demain.

Il en est ainsi non seulement en Russie, mais partout où règne le Capital. La guerre enrichit une poignée de banquiers, qui dictent leurs lois à l'univers.

Peut-être nous dira-t-on : « Pokrovski et Kokovtsov ont été ministres sous l'ancien régime ; or, nous vivons aujourd'hui dans une Russie rénovée. »

A quoi nous répondrons par cette question :

— *Dans combien de banques retrouve-t-on (en qualité de directeurs, d'actionnaires, de maîtres réels) les ministres actuels Goutchkov, Térechtchenko, Konovalov ?*

Les camarades employés de banque (qui, soit dit entre parenthèses, se doivent d'organiser au plus tôt leur syndicat) feront bien de se documenter à ce sujet et de publier dans la presse ouvrière les résultats de leur enquête.

« Pravda » n° 32, 14 avril 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UNE RÉVÉLATION IMPORTANTE

Nous lisons aujourd'hui dans l'éditorial du *Diélo Naroda*, journal auquel collabore étroitement le ministre Kérenski, la franche déclaration que voici : « D'après des renseignements qui ont été fournis au *Diélo Naroda* par des personnes que nous considérons comme suffisamment compétentes en la matière, cette note » (il s'agit de la note sur la renonciation à la politique d'annexions et de contributions) « n'a pas encore été envoyée. »

Ainsi, les membres et les partisans du Soviet des députés ouvriers et soldats se trompent, qui disent et pensent avoir « contraint le gouvernement à renoncer aux annexions».

Camarades et citoyens ! Lisez et relisez cette déclaration du *Diélo Naroda*. Réfléchissez à ce qu'elle signifie !

L'éditorial poursuit :

«Et M. Goutchkov, faisant écho à son belliqueux collègue de la Place du Palais, qui guigne et convoite Constantinople et les Détroits, lance dans son appel aux armées du front roumain, des mots d'ordre où il souligne la nécessité d'une défaite totale de l'Allemagne et de l'Autriche»...

Si le *Diélo Naroda sait* que Milioukov guigne et convoite des territoires à annexer, pourquoi n'en parle-t-il pas avec plus de détails ? La cause du peuple n'exige-t-elle pas que le journal qui porte ce nom, — le *Diélo Naroda*, — s'exprime avec plus de netteté et de franchise ?

L'éditorial se termine par une allusion à la « *partie* belliqueuse de notre Gouvernement provisoire ».

Encore une fois, la cause du peuple n'exige-t-elle pas que le *Diélo Naroda* donne des noms et des faits, des faits et des noms ?

Rédigé le 13 (26) avril 1917.
Paru le 14 avril 1917 dans le n° 32 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

AUX SOLDATS ET AUX MARINS

Camarades soldats ! Camarades marins !

Les journaux capitalistes, de la *Retch* à la *Rousskaïa Volia*, se livrent, à propos de mon passage par l'Allemagne avec trente autres émigrés, à la plus cynique campagne de mensonges et de calomnies.

Les journaux capitalistes mentent sans vergogne en affirmant ou en insinuant que nous aurions bénéficié de faveurs inadmissibles ou exceptionnelles de la part du gouvernement allemand, que nous considérons comme un gouvernement non moins scélérat et criminel que tous les gouvernements capitalistes qui poursuivent la guerre actuelle.

Des riches ayant des « relations » avec les hauts fonctionnaires de la monarchie tsariste, tel le professeur libéral Kovalevski, ami des Milioukov et C^ie^, sont à maintes et maintes reprises entrés en pourparlers avec le gouvernement allemand, par l'intermédiaire du gouvernement russe, tsariste, afin de négocier l'échange de prisonniers russes contre des prisonniers allemands.

Pourquoi des émigrés qui souffraient à l'étranger pour avoir combattu le tsar, n'auraient-ils pas eu le droit, *sans* le gouvernement, de passer un accord sur l'échange de Russes contre des Allemands ?

Pourquoi le gouvernement Milioukov et C^ie^ a-t-il interdit l'entrée du territoire russe au socialiste suisse Fritz Platten qui nous accompagnait et qui a conclu avec le gouvernement allemand l'accord relatif à cet échange ?

Le gouvernement ment en faisant répandre le bruit que Platten est un ami des Allemands. C'est une calomnie.

Platten est l'ami des ouvriers et l'ennemi des capitalistes de *tous* les pays.

Les capitalistes mentent en faisant répandre le bruit que nous sommes partisans d'une paix séparée avec les Allemands, que nous avons conféré ou voulu conférer à Stockholm avec des socialistes allemands ralliés à *leur* gouvernement.

C'est là un mensonge et une calomnie. Nous n'avons participé ni ne participerons à aucune conférence avec des socialistes de cet acabit. Nous considérons comme des traîtres au socialisme les socialistes de tout pays qui aident *leurs* capitalistes à poursuivre cette guerre criminelle.

Seuls sont nos amis les socialistes qui, comme Karl Liebknecht en Allemagne, condamné aux travaux forcés par un gouvernement scélérat, s'insurgent contre *leurs* capitalistes.

Nous ne voulons pas de paix séparée avec l'Allemagne, nous voulons la paix pour *tous* les peuples, nous voulons la victoire des ouvriers de *tous* les pays sur les capitalistes de *tous* les pays.

Les capitalistes russes mentent et nous calomnient, de même que les capitalistes allemands calomnient Liebknecht. Les capitalistes mentent quand ils disent que nous voulons diviser et opposer ouvriers et soldats.

C'est faux ! Nous voulons l'*union* des ouvriers et des soldats. Nous voulons *éclairer* les membres des Soviets des députés ouvriers et soldats sur la nécessité pour *ces* Soviets d'assumer la *totalité* du pouvoir.

Les capitalistes nous calomnient de façon si éhonté qu'aucun journal bourgeois n'a reproduit notre rapport sur notre voyage et la décision prise à ce sujet par le Comité exécutif du Soviet, publiés l'un et l'autre dans les *Izvestia du Soviet des Députés Ouvriers et Soldats.*

Tout ouvrier, tout soldat connaît *son* Soviet des députés ouvriers et soldats. Dès le lendemain de notre arrivée, nous avons fait notre rapport au Comité exécutif de ce Soviet. Ce rapport a paru dans le n° 32 des *Izvestia* *. Pourquoi *aucun* journal capitaliste ne l'a-t-il reproduit ?

---

* Voir le présent tome, pp. 17-19. (*N.R.*)

Parce que ces journaux répandent le mensonge et la calomnie et craignent que notre rapport au Comité exécutif ne démasque les faussaires.

Pourquoi aucun journal n'a-t-il reproduit la *décision* du Comité exécutif au sujet de notre rapport, décision publiée dans le même numéro des *Izvestia* ?

Parce que cette décision démasque les mensonges des capitalistes et de leurs journaux en exigeant du gouvernement qu'il prenne des mesures pour assurer le retour des émigrés.

Les *Izvestia* du Soviet ont publié une protestation contre l'arrestation de Trotski par les Anglais, ainsi que la lettre de Zourabov dénonçant le mensonge de Milioukov et un télégramme de Martov à ce sujet.

Soldats et marins ! N'aujoutez pas foi aux mensonges et aux calomnies des capitalistes ! Démasquez les faussaires qui ne soufflent mot de la vérité publiée par les *Izvestia* !

Rédigé entre le 11 et le 14 (24 et 27) avril 1917.
Paru pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine IV

Conforme au manuscrit

CONTRE LES FAUTEURS DE VIOLENCES [60]

AUX OUVRIERS, AUX SOLDATS
ET À TOUTE LA POPULATION DE PÉTROGRAD

Citoyens ! La *Rousskaïa Volia*, journal fondé par le ministre du tsar Protopopov et que méprisent même les cadets, cherche à créer un climat de pogrom contre notre Parti, contre la *Pravda*, contre nos camarades Lénine et Zinoviev, contre le comité de Pétersbourg de notre Parti, qui a son siège au palais de la Krzesinska. Nous sommes informés non seulement oralement, mais aussi par écrit, que des menaces de recours à la force, à la bombe, etc., ont été proférées à notre égard.

Depuis les premiers jours de la révolution, les capitalistes travestis en « républicains » s'efforcent de semer la division entre les ouvriers et les soldats. Ils ont d'abord imputé aux ouvriers l'intention de laisser l'armée sans pain. Ils lancent maintenant une campagne d'excitations contre la *Pravda*.

Nous en appelons au sentiment de l'honneur des ouvriers et des soldats révolutionnaires de Pétrograd et nous déclarons :

Non seulement nous n'avons à aucun moment, ni directement, ni indirectement, menacé qui que ce soit de violences, mais nous avons, au contraire, toujours affirmé que notre tâche est d'*expliquer* nos idées au peuple tout entier et que nous considérons *le Soviet des députés ouvriers et soldats*, élu par tous les ouvriers et par tous les soldats, comme le *seul* gouvernement révolutionnaire *possible*.

Les camarades appartenant à *divers* partis qui sont passés par l'Allemagne ont, le jour *même* de leur arrivée, fait

un *rapport* aux hommes de confiance de *tous* les ouvriers et de *tous* les soldats, savoir : le *Comité exécutif* du Soviet des députés ouvriers et soldats. Ce Comité exécutif comprenait entre autres Tchkhéidzé, Tsérétéli, Skobélev et Stéklov.

Camarades ! Ces dirigeants du Soviet des députés ouvriers et soldats sont, sur bien des points, loin de partager nos vues au sujet de l'organisation de l'Etat. Ils ne pouvaient s'être laissé guider par un sentiment de copinerie à notre égard.

Or, qu'a fait le Comité exécutif ?

Il *a publié le texte intégral* du rapport sur notre voyage à travers l'Allemagne dans le n° 32 de ses *Izvestia*, en date du 5 avril 1917.

Ce rapport expose tous les faits, comme tous les *noms* des socialistes étrangers de deux pays neutres, la Suisse et la Suède, qui ont *vérifié* nos procès-verbaux.

Qu'a décidé le Comité exécutif ? A-t-il condamné le passage de Lénine et des autres émigrés par l'Allemagne, ou du moins s'en est-il montré mécontent ?

Non. La rédaction des *Izvestia* a exposé en ces termes, dans le même numéro, la décision du Comité exécutif :

« Le Comité exécutif, après avoir entendu le rapport des camarades Zourabov et Zinoviev, décide de s'adresser sur-le-champ au Gouvernement provisoire et de prendre des mesures afin que tous les émigrés, quelles que soient leurs opinions politiques et leur attitude envers la guerre, puissent immédiatement rentrer en Russie. Nous ferons connaître sous peu le résultat des négociations avec le gouvernement. *La réd.* »

Chacun voit qu'il *n*'y a *pas* là un seul mot contre Lénine et ses camarades. Mais un *avertissement* est donné au Gouvernement provisoire ; il est décidé de *prendre des mesures* pour qu'il ne fasse pas obstacle au retour des émigrés en Russie.

Depuis, le télégramme de *Martov* et l'arrestation de *Trotski* en Angleterre ont démontré que Milioukov est impuissant contre l'Angleterre et la France qui ont elles-mêmes emprisonné leurs socialistes internationalistes, ou bien que Milioukov *ne veut pas* prendre des mesures sérieuses.

Des échanges de prisonniers allemands et russes se sont produits des dizaines de fois pendant la guerre. Kovalev-

ski, membre du Conseil d'Etat, a été échangé contre un Autrichien, etc. Les gouvernements ont maintes fois organisé des échanges quand il s'agissait de riches. Pourquoi le gouvernement actuel ne veut-il pas organiser un échange en faveur des émigrés ? Parce qu'il veut mettre un certain nombre de militants dans l'impossibilité de participer à l'action révolutionnaire.

Que font la *Rousskaïa Volia* et les journaux qui, tels la *Retch* et l'*Edinstvo*, lui emboîtent le pas ?

Ils poursuivent leur campagne d'excitation, poussant ainsi les éléments arriérés à des actes de violence contre telles ou telles personnalités, et *se gardent bien de publier* le rapport et la décision du Comité exécutif !...

Les noms des socialistes qui ont contrôlé et approuvé toutes les démarches des émigrés en relation avec le voyage, ont été communiqués au Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats. Ce sont les socialistes *français* Loriot et Guilbeaux, le socialiste *suisse* Platten, les socialistes *suédois* Lindhagen (maire de Stockholm), Karlsson, Ström, Nerman, le socialiste *allemand* du groupe de *Karl Liebknecht* Hartstein, le socialiste *polonais* Bronski.

Cette attitude de la *Rousskaïa Volia*, de la *Retch* et de l'*Edinstvo* les rend complices des forces ténébreuses qui menacent de recourir à la violence, au lynchage et aux bombes.

Camarades soldats et ouvriers !

Nous vous mettons en garde contre ces messieurs de la *Rousskaïa Volia*, de la *Retch*, de l'*Edinstvo*, et nous déclarons une fois de plus : nous voulons que le peuple soit *éclairé* sur les opinions de *tous* les partis, nous voulons que le Soviet des députés soldats et ouvriers soit *respecté*.

Si le Gouvernement provisoire, si la *Retch*, si M. Plékhanov sont mécontents de l'attitude du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats, pourquoi *ne le déclarent-ils pas ouvertement* ? *Pourquoi n'en exigent-ils pas la révision* ? Pourquoi ont-ils peur de reproduire ce que les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats* ont publié dans leur n °32 ? Pourquoi ? Parce qu'ils veulent semer le trouble !

Si des actes de violence se produisent sous une forme ou sous une autre, nous en rendons responsables les rédac-

teurs et les collaborateurs de la *Rousskaïa Volia*, de la *Retch*, de l'*Edinstvo* et autres journaux qui se permettent de *ne pas publier* le rapport et la décision du Comité exécutif du Soviet, en même temps qu'ils multiplient leurs louches excitations.

Le *Diélo Naroda*, journal auquel collabore étroitement le ministre A. Kérenski, a déjà constaté que les procédés de ces journaux facilitent la besogne des fauteurs de violences (*Diélo Naroda*, n° 23).

Que Milioukov, Amfitéatrov, Plékhanov et consorts sachent que si leurs excitations aboutissent à l'emploi de la violence, celle-ci se retournera avant tout contre eux-mêmes.

A bas la propagande des fauteurs de violences ! A bas les champions de la calomnie et du mensonge, qui tiennent sous le boisseau les décisions du Comité exécutif !

Camarades soldats et ouvriers ! Vous ne tolérerez pas que la liberté du peuple soit souillée par des actes de violence ! Vous imposerez le *respect* des décisions de *votre* Soviet des députés soldats et ouvriers !

Le Comité central du P.O.S.D.R.
Le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.

Rédigé avant le 13 ou le 14 (26 ou 27) avril 1917.
Paru le 15 avril 1917 dans le n° 33 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

CITOYENS ! APPRENEZ EN QUOI CONSISTENT LES PROCÉDÉS DES CAPITALISTES DE TOUS LES PAYS !

L'éditorial de la *Retch* se termine aujourd'hui par ces mots :

« Le gouvernement allemand s'efforce de maintenir l'union sacrée en Allemagne et de diviser les puissances de l'Entente. Nos « pravdistes » s'évertuent à saper l'unité de la Russie révolutionnaire et à dresser le gouvernement russe contre les gouvernements alliés d'Angleterre et de France. Ne sommes-nous pas fondés à dire que les hommes de Lénine travaillent pour von Bethmann-Hollweg et Guillaume II ? »

Non, MM. les capitalistes, vous n'êtes pas fondés à le dire. Loin de travailler à maintenir l'union sacrée en Allemagne, c'est précisément nous, partisans de la *Pravda*, et nous seuls, qui contribuons *au contraire à la détruire.*

C'est un fait contre lequel nul mensonge ne pourra rien, MM. les capitalistes russes.

C'est un fait que nous, partisans de la *Pravda*, et nous seuls, exigeons des socialistes allemands. qu'ils rompent entièrement et sans délai avec les Plékhanov allemands, c'est-à-dire les Scheidemann, et avec le « centre » allemand, c'est-à-dire avec ceux qui hésitent, n'arrivent pas à se décider à une rupture de principe, irrévocable, avec les Scheidemann.

C'est un fait que nous, partisans de la *Pravda*, et nous seuls, sommes pour l'unité *exclusivement* avec deux groupes de socialistes allemands (« Spartacus » et « Arbeiterpolitik »), qui approuvent la politique de Karl Liebknecht, c'est-à-dire *une politique visant à détruire l'union sacrée*

en Allemagne. La politique de Karl Liebknecht consiste à détruire *en fait* et non en paroles l'« union sacrée » des capitalistes et des ouvriers *en Allemagne.*

Ayant parfaitement conscience que les capitalistes allemands et leur Guillaume sont des impérialistes, c'est-à-dire des forbans, Karl Liebknecht a, dès la conférence de Zimmerwald (septembre 1915), adressé à cette conférence une lettre qui ne fut pas publiée ; car Liebknecht n'avait pas encore à cette époque été mis au ban de la légalité. Mais tous ceux qui étaient à Zimmerwald connaissent cette lettre.

Elle contenait l'appel suivant : pas de trêve sociale, guerre civile !

Voilà comment *notre* ami politique Karl Liebknecht préconisait en Allemagne l'« union sacrée ». Voilà ce que nous préconisions dans la traduction allemande de notre brochure pravdiste (rédigée par Zinoviev et Lénine), sur *Le socialisme et la guerre* *.

Et Karl Liebknecht ne se contentait pas de parler ainsi. Il agissait de même. Il a appelé, du haut de la tribune du Parlement allemand, les soldats à tourner leurs armes contre *leur* gouvernement, le gouvernement allemand, puis il est descendu dans la rue et s'est rendu à une manifestation avec des tracts révolutionnaires portant : « A bas le gouvernement ! »

Voilà comment Karl Liebknecht, partisan de la politique de notre *Pravda*, « s'est efforcé de maintenir l'union sacrée en Allemagne ». Voilà pourquoi il languit maintenant dans un bagne.

Et la presse des capitalistes allemands n'est pas seule à qualifier ouvertement Karl Liebknecht de traître et de félon ; tous les journaux des Plékhanov allemands l'accusent, eux aussi, plus ou moins directement, de trahison ou d'anarchisme.

Dans *tous* les pays, les capitalistes déversent des flots de mensonges et de calomnies, d'injures et d'accusations de trahison sur les socialistes qui se comportent comme Karl Liebknecht en Allemagne et comme les partisans de la *Pravda* en Russie, c'est-à-dire qui *détruisent* l'« union sacrée » des ouvriers avec les capitalistes de *chaque* pays,

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 324-327. (*N.R*)

avec les Plékhanov de chaque pays et les « centristes » de chaque pays, et qui *réalisent l'union des ouvriers de tous les pays* pour mettre un terme à la guerre impérialiste de brigandage et de rapine, pour affranchir l'humanité entière du joug du Capital.

En Allemagne, les capitalistes persécutent en tant que traîtres Karl Liebknecht et ses amis. En Allemagne, notre camarade Karl Liebknecht a maintes fois été menacé de lynchage. Même un Plékhanov allemand, le social-chauvin David, en a parlé. En Russie, les capitalistes persécutent en tant que traîtres les partisans de la *Pravda*. En Angleterre, les capitalistes persécutent en tant que traître l'instituteur écossais MacLean, au bagne lui aussi pour avoir commis le *même* crime, la même « trahison » que Karl Liebknecht et les partisans de la *Pravda*.

En France, le gouvernement républicain capitaliste maintient en prison le Français *Contant* et le Russe Raïev pour avoir édité des tracts intitulés : « Imposons la paix ».

Messieurs de la *Retch*, MM. les ministres, MM. les membres du gouvernement révolutionnaire ! Envoyez au bagne les partisans de la *Pravda*, ou invitez le peuple russe à les y envoyer ! Vous imiterez ainsi effectivement la politique de l'Angleterre capitaliste « alliée » (du tsar Nicolas II, car c'est *lui* qui a conclu le traité d'alliance !), qui envoie au bagne les « pravdistes » anglais.

A bas l'« union sacrée » des ouvriers et des capitalistes dans *tous* les pays, car cette « union » a condamné et condamne l'humanité aux horreurs d'une guerre impérialiste de brigandage faite dans l'intérêt des capitalistes !

Vive l'union des socialistes et des ouvriers de *tous* les pays qui ne se contentent pas de sympathiser en paroles avec Karl Liebknecht, mais pratiquent la même politique contre *leurs propres* capitalistes !

Rédigé le 14 (27) avril 1917.
Paru le 15 avril 1917 dans le n° 33 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

« ACCORD À L'AMIABLE » ENTRE PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET PAYSANS ?

Voici le texte, publié aujourd'hui dans le *Dien* [61], du télégramme du ministre Chingarev mentionné hier dans notre éditorial :

« Ayant pris connaissance de l'arrêté du comité de Ranenbourg relatif aux semailles, j'estime de mon devoir de déclarer inadmissible le règlement de la question agraire par des initiatives locales, à défaut d'une loi valable pour l'ensemble de l'Etat. Les actes d'arbitraire amèneraient un malheur public et mettraient en péril la cause de la liberté par les dissensions qu'ils provoqueraient. Le règlement de la question agraire incombe, de par la loi, à l'Assemblée constituante. Des chambres agricoles de conciliation seront instituées auprès des comités cantonaux de ravitaillement pour réaliser des accords à l'amiable entre cultivateurs et propriétaires terriens. La location des terres en friche fait l'objet d'une étude activement poursuivie. Je vous prie, au nom de l'ordre public, de vous inspirer des arrêtés du Gouvernement provisoire et de ne pas établir de votre propre chef des semblants de lois. »

Peut-on parler de « démocratie », de « liberté du peuple », quand les paysans, qui forment la *majorité* notoire, incontestable, écrasante, de la population, n'ont pas le droit de prendre une décision et de l'appliquer, mais doivent attendre des « *accords à l'amiable* » entre cultivateurs et propriétaires ?

Un propriétaire de 2 000 hectares de terre en face de *trois cents* familles paysannes possédant ensemble 2 000 hectares : telle est, en gros, la situation en Russie. Trois cents paysans doivent attendre le consentement « à l'amiable » d'*un seul* propriétaire foncier ! !

Est-ce juste, camarades soldats ?

Rédigé le 14 (27) avril 1917.
Paru le 15 avril 1917 dans le n° 33 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

UNE VOIX HONNÊTE DANS LE CHŒUR DES CALOMNIATEURS

La *Malenkaïa Gazéta* [62] publie aujourd'hui une lettre adressée par un groupe de soldats du 4e détachement d'autos sanitaires de l'avant à tous leurs camarades de l'armée, et exigeant qu'une enquête soit menée sur les conditions dans lesquelles s'est effectué le passage de Lénine et des autres à travers l'Allemagne.

Voilà une voix honnête, qui tranche sur le flot de mensonges sordides, de calomnies fangeuses et d'appels à la violence. Tout citoyen n'a-t-il pas en effet le droit *et le devoir* d'exiger une enquête sur tout fait d'intérêt public ?

C'est là l'attitude honnête de gens honnêtes, et non celle de fauteurs de violences.

Et c'est aussi l'attitude qu'ont adoptée *tout de suite*, le jour même de leur arrivée, Lénine et *tous les membres des différents partis* arrivés avec lui. Ils ont présenté un *rapport* sur leur voyage au Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats * et indiqué dans ce rapport les *noms* des socialistes de deux pays neutres, la Suisse et la Suède, qui ont signé le procès-verbal du voyage après avoir pris connaissance de *tous* les documents. Il y avait au Comité exécutif Tchkhéidzé, Tsérétéli, Skobélev, Stéklov, d'autres encore. Ils ont décidé de publier dans les *Izvestia* et le rapport et la décision du Comité exécutif.

Voici quelle fut la décision prise après le rapport : « Le Comité exécutif, après avoir entendu le rapport des camarades Zourabov et Zinoviev, décide de s'adresser sur-le-champ au Gouvernement provisoire et de prendre des mesures afin que tous les émigrés, quelles que soient leurs

* Voir le présent tome, pp. 17-19. (*N.R.*)

opinions politiques et leur attitude envers la guerre, puissent immédiatement rentrer en Russie. »

L'un et l'autre ont été publiés dans le n° 32 des *Izvestia du Soviet*, en date du 5 avril 1917.

Est-il honnête, est-il raisonnable de *ne pas* reproduire ce rapport et cette décision, et de se livrer à une campagne d'excitation ?

Les camarades du 4e détachement d'autos sanitaires de l'avant, qui se hâtent de « flétrir » les arrivants, de les qualifier de « traîtres », de les « maudire » et de les couvrir d'autres injures *sans avoir étudié* ce qui a été imprimé dans les *Izvestia*, ont-ils eu raison d'agir comme ils l'ont fait ?

N'est-ce pas précisément de l'anarchisme et *une invitation à ne pas respecter* les membres du Comité exécutif, élus par les ouvriers et les soldats ?

Rédigé le 14 (27) avril 1917.
Paru le 15 avril 1917 dans le n° 33 de la « Pravda ».
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

LES SOLDATS ET LA TERRE

La plupart des soldats sont des paysans. Tout paysan sait comment les grands propriétaires fonciers ont opprimé et oppriment le peuple. D'où vient la force des grands propriétaires fonciers ?

De la terre.

Les grands propriétaires fonciers possèdent des dizaines de millions d'hectares de terre. Aussi ne reste-t-il à des millions de familles paysannes qu'à se plier au joug des grands propriétaires fonciers.

Toutes les « libertés » ne seront d'aucune aide aux paysans tant que les grands propriétaires fonciers détiendront des dizaines de millions d'hectares.

Il faut que toutes les terres des grands propriétaires fonciers reviennent au peuple. Il faut que toutes les terres du pays deviennent la propriété du peuple. Et ce sont les Soviets locaux de députés des paysans et des salariés agricoles qui doivent en disposer.

Comment y parvenir ? Il faut organiser sans retard dans toute la Russie, dans chaque village sans exception, des Soviets de députés des paysans et des salariés agricoles, sur le modèle des Soviets de députés ouvriers et soldats des villes. Si les paysans et les salariés agricoles ne s'unissent pas *eux-mêmes*, s'ils ne prennent pas *eux-mêmes* en mains leur propre destinée, personne au monde ne leur viendra en aide, ne les délivrera du joug des grands propriétaires fonciers.

Et pour que les paysans puissent eux-mêmes, sur place, confisquer sans délai toutes les terres des grands propriétaires fonciers et en disposer équitablement, dans un

ordre parfait, en préservant les biens de toute détérioration, il faut que les soldats leur viennent en aide.

Paysans, ouvriers et soldats forment dans l'Etat l'immense majorité. Cette majorité *veut* que toutes les terres passent immédiatement entre les mains des Soviets des députés paysans. Nul ne pourra faire obstacle à la majorité *si* elle est bien organisée (soudée, unie), *si* elle est consciente, *si* elle est armée.

Soldats ! Aidez à l'union et à l'armement de tous les ouvriers et de tous les paysans !

Soldats ! Serrez vos rangs et unissez-vous plus étroitement aux ouvriers et aux paysans ! Ne laissez pas retirer les armes de vos mains.

Alors, et alors seulement, le peuple recevra toutes les terres et s'affranchira du joug des grands propriétaires fonciers.

« Soldatskaïa Pravda »
n° 1, 16 avril 1917.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Soldatskaïa Pravda »

LA CONFÉRENCE DE PÉTROGRAD-VILLE DU P.O.S.D.(b)R. [63]

14-22 AVRIL (27 AVRIL-5 MAI) 1917

1

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE ET L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE 14 (27) AVRIL

Nous avions défini d'avance, avec beaucoup plus de précision que les autres partis, notre ligne politique, qui a été fixée dans des résolutions. La vie nous a placés devant une situation entièrement nouvelle. La principale erreur que puissent commettre des révolutionnaires est de regarder en arrière, vers les révolutions du passé, alors que la vie apporte tant d'éléments nouveaux qu'il est nécessaire d'incorporer dans la chaîne générale des événements.

Nous avions défini de façon absolument juste les forces motrices de la révolution. Les événements ont justifié nos vieilles thèses bolchéviques, mais notre malheur est que des camarades aient voulu demeurer de « vieux » bolchéviks. Un mouvement de masse ne s'était produit qu'au sein du prolétariat et de la paysannerie. La bourgeoisie d'Europe occidentale a toujours été l'ennemie de la révolution. Telle était la situation à laquelle nous étions accoutumés. Or, les choses se sont passées différemment. La guerre impérialiste a scindé la bourgeoisie européenne, et il en est résulté que les capitalistes anglo-français, en raison de leurs visées impérialistes, sont devenus des partisans de la révolution russe. Les capitalistes anglais ont tout bonnement conspiré avec Goutchkov, Milioukov et le haut commandement. Les capitalistes anglo-français se sont rangés du côté de la révolution. La presse européenne mentionne toute une série de voyages entrepris par des émissaires de la France et de l'Angleterre pour négocier avec des « révolutionnaires » tels que Goutchkov. La révolution a trouvé un allié inattendu. Aussi s'est-elle produite

comme personne ne s'y attendait. Nous avons eu pour alliés non seulement la bourgeoisie russe, mais aussi les capitalistes anglo-français. Comme je le disais dans un exposé fait à l'étranger *, un menchévik me répliqua que nous avions donc eu tort, puisqu'il était prouvé par là que la bourgeoisie était indispensable au succès de la révolution. Je lui répondis que cela avait été « indispensable » uniquement pour que la révolution triomphât en huit jours. Milioukov n'avait-il pas déclaré avant la révolution que s'il fallait, pour vaincre, passer par la révolution, il serait contre la victoire ? Ces paroles de Milioukov, on ne doit pas les oublier.

Ainsi la révolution, à sa première étape, s'est déroulée comme nul ne s'y attendait. A la question : doit-on « défendre la patrie » ? les bolchéviks avaient répondu : non, si la révolution bourgeoise chauvine finit par l'emporter ** (n° 47 du *Social-Démocrate* [64]). L'originalité de la situation réside dans la dualité du pouvoir. A l'étranger, où ne parvient aucun journal plus à gauche que la *Retch*, et où la presse bourgeoise anglo-française parle d'un Gouvernement provisoire entièrement maître de la situation et du « chaos » que représenterait le Soviet des députés ouvriers et soldats, nul ne se fait une idée exacte de ce qu'est la dualité du pouvoir. Nous n'avons appris qu'ici, sur place, que le Soviet des députés ouvriers et soldats avait cédé le pouvoir au Gouvernement provisoire. Le Soviet des députés ouvriers et soldats, c'est la dictature du prolétariat et des soldats ; ces derniers sont en majorité des paysans. Il s'agit donc bien de la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Mais cette « dictature » a passé un accord avec la bourgeoisie. C'est sur ce point qu'il faut reviser le « vieux » bolchévisme. La situation qui s'est créée nous montre la dictature du prolétariat et des paysans et le pouvoir de la bourgeoisie étroitement entrelacés. Situation d'une originalité surprenante. Jamais on n'avait vu de révolution où les représentants du prolétariat et de la paysannerie révolutionnaires, étant armés, aient conclu une alliance avec la bourgeoisie et, détenant le pouvoir, l'aient

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, p. 383. (*N.R.*)
** *Ibid.*, t. 21, p. 414. (*N.R.*)

cédé à la bourgeoisie. La force de la bourgeoisie est celle du Capital et de l'organisation. Il est encore étonnant que les ouvriers se soient montrés quand même assez organisés. La révolution bourgeoise est achevée en Russie pour autant que le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie. Les « vieux bolchéviks » nous opposent ici un démenti : « elle n'est pas achevée, puisque nous n'avons pas la dictature du prolétariat et des paysans ». Or, le Soviet des députés ouvriers et soldats est précisément cette dictature.

Le mouvement agraire peut se développer de deux façons. Les paysans peuvent s'emparer de la terre sans que la lutte éclate entre le prolétariat rural et le paysan riche. Mais cela est peu probable, car la lutte des classes n'attend pas. Répéter à présent ce que nous disions en 1905 et ne pas parler de la lutte des classes dans les campagnes, c'est trahir la cause du prolétariat.

D'ores et déjà se fait jour, dans les résolutions d'un certain nombre de congrès paysans, l'idée qu'il faut attendre l'Assemblée constituante pour résoudre la question agraire : c'est là une victoire de la paysannerie riche, qui penche vers les cadets. Les paysans prennent déjà la terre. Les socialistes-révolutionnaires cherchent à les retenir, les invitent à attendre l'Assemblée constituante. Il faut rattacher la revendication de prendre la terre immédiatement à la propagande en faveur de la création de Soviets de députés des salariés agricoles. La révolution démocratique bourgeoise est achevée. Le programme agraire doit être appliqué d'une façon nouvelle. La lutte pour le pouvoir, qui à l'heure actuelle met ici aux prises les gros et les petits propriétaires, se produira aussi dans les campagnes. La terre seule ne suffit pas aux paysans. Le nombre des paysans sans chevaux s'est très sensiblement accru. Nous sommes en ce moment les seuls à développer la révolution agraire en disant aux paysans de prendre tout de suite la terre. Il faut la prendre de façon organisée. Sans rien détériorer. Le mouvement agraire n'est donc qu'une prévision, non un fait. La tâche des marxistes est d'expliquer aux paysans le programme agraire dont il faut reporter le centre de gravité sur les Soviets de députés des salariés agricoles. Mais tenons-nous prêts à voir la paysannerie faire bloc, le cas échéant, avec la bourgeoisie, à l'instar du Soviet

des députés ouvriers et soldats. Il faut donc encore développer le mouvement agraire. Le paysan cossu penchera naturellement vers la bourgeoisie, vers le Gouvernement provisoire. Il peut se trouver plus à droite que Goutchkov.

La victoire du pouvoir bourgeois est pour le moment acquise. La situation économique des paysans les sépare des grands propriétaires fonciers. Ce dont les paysans ont besoin, ce ne sont pas de droits sur la terre, mais des Soviets de députés des salariés agricoles. Ils trompent les paysans, ceux qui leur recommandent d'attendre l'Assemblée constituante.

Notre tâche est de dégager du bourbier petit-bourgeois notre ligne de classe : la bourgeoisie fait admirablement son travail, prodiguant toutes les promesses que l'on veut, mais pratiquant en fait sa politique de classe.

La situation est telle, dans les Soviets des députés ouvriers et soldats, que ceux-ci remettent le pouvoir au Gouvernement provisoire, les socialistes se contentant, pour leur part, de « commissions de contact ». Ce gouvernement est formé, il est vrai, des meilleurs hommes de confiance de leur classe ; mais c'est tout de même une classe bien déterminée. La petite bourgeoisie a capitulé sans réserve devant eux. Si nous ne dégageons pas la ligne prolétarienne, nous trahirons la cause du prolétariat. La bourgeoisie règne par la tromperie ou par la violence. Aujourd'hui, c'est la flatterie et la tromperie qui règnent et endorment la révolution. Ils font des concessions sur les points secondaires. Ils n'en font aucune sur le point essentiel (la révolution agraire). Qui ne voit pas qu'en dehors des bolchéviks il n'y a en Russie que jusqu'auboutisme révolutionnaire et que celui-ci l'a partout emporté, ne voit pas les faits ; or, ce jusqu'auboutisme révolutionnaire signifie l'abandon de tous les principes socialistes au nom des intérêts rapaces du gros capital, masqués par des phrases sur la « défense de la patrie », la capitulation devant la petite bourgeoisie. Quand je parlais de masses attachées « en toute bonne foi » au jusqu'auboutisme révolutionnaire, je ne pensais pas à une catégorie morale, mais à une définition de classe. Les classes représentées dans les Soviets des députés ouvriers et soldats n'ont aucun intérêt à une guerre de brigandage. La situation n'est pas la même en Europe. Là-bas, on oppri-

me le peuple. Les pacifistes les plus opportunistes y sont souvent plus persécutés que nous autres, partisans de la *Pravda*. Alors que chez nous le Soviet des députés ouvriers et soldats fait triompher sa politique de jusqu'auboutisme révolutionnaire parce qu'il jouit de la confiance des masses, et non par la violence. L'Europe n'est plus qu'une vaste prison militaire. Le Capital y règne brutalement. Il faut, dans toute l'Europe, renverser la bourgeoisie, et non la convaincre. En Russie, les soldats sont armés : ils se sont laissé paisiblement berner en croyant qu'ils ne faisaient que « se défendre » contre Guillaume. Il n'y a pas, en Europe, de « jusqu'auboutisme révolutionnaire de bonne foi » comme en Russie, où le peuple a cédé le pouvoir à la bourgeoisie par ignorance, par inertie, par habitude du bâton, par tradition. En paroles Stéklov et Tchkhéidzé sont des chefs ; en réalité ils se traînent à la remorque de la bourgeoisie, quelles que puissent être leurs qualités, leur connaissance du marxisme, etc. ; politiquement, ce sont des cadavres. Le pouvoir est chez nous aux mains des soldats, qui sont gagnés au jusqu'auboutisme. La situation de classe objective des capitalistes est une chose. Ils font la guerre pour leur propre compte. Les soldats sont des prolétaires et des paysans. C'est autre chose. Ont-ils intérêt à conquérir Constantinople ? Non, leur intérêt de classe est d'être contre la guerre ! Aussi peut-on les éclairer, les faire changer d'avis. La clé de la situation politique, en ce moment, c'est de savoir expliquer la vérité aux masses. On ne saurait considérer que nous nous « appuyons » sur la masse révolutionnaire, etc. ; et cela, tant que nous n'aurons pas expliqué aux soldats ou aux masses aveuglées la signification du mot d'ordre : « A bas la guerre ! »

Qu'est-ce que le Soviet des députés ouvriers et soldats ? Sa signification de classe, c'est qu'il est un pouvoir direct. Nous n'avons pas, il va sans dire, une liberté politique pleine et entière. Mais il n'existe actuellement nulle part ailleurs une liberté comparable à celle dont jouit la Russie. « A bas la guerre ! » — cela veut dire non pas mettre la crosse en l'air, mais que le pouvoir passe à une autre classe. L'essentiel, dans notre situation présente, est de l'expliquer. Le blanquisme voulait prendre le pouvoir en s'appuyant sur une minorité. Il en va tout autrement en ce qui nous

concerne. Nous sommes encore en minorité ; nous avons conscience de la nécessité de conquérir la majorité. A la différence des anarchistes, nous avons besoin de l'Etat pour passer au socialisme. La Commune de Paris nous a donné l'exemple d'un Etat du type des Soviets de députés ouvriers, pouvoir direct exercé par les ouvriers organisés et armés, dictature des ouvriers et des paysans. Le rôle des Soviets, le rôle de cette dictature, est d'user de violence organisée pour combattre la contre-révolution, de défendre les conquêtes de la révolution dans l'intérêt de la majorité, en s'appuyant sur la majorité. Il ne peut y avoir dualité de pouvoir dans l'Etat. Les Soviets des députés sont un type d'Etat où la police est impossible. Le peuple s'y gouverne lui-même, le retour à la monarchie y est impossible. L'armée et le peuple doivent fusionner, et ce sera la victoire de la liberté ! Chacun doit savoir manier les armes. Pour conserver la liberté, il faut armer le peuple ; tel est le trait essentiel de la Commune. Nous ne sommes pas des anarchistes repoussant tout Etat organisé, c'est-à-dire la contrainte en général et, en particulier, celle exercée par l'Etat des ouvriers organisés et armés, l'organisation de l'Etat s'effectuant par l'entremise de leurs Soviets. La vie a fait que la dictature du prolétariat et des paysans s'entrelace avec celle de la bourgeoisie. L'étape suivante sera celle de la dictature du prolétariat, mais ce dernier n'est pas encore suffisamment organisé et éclairé ; il faut l'éclairer. Des Soviets de députés ouvriers et autres dans tout le pays : voilà ce que la vie exige. Il n'est pas d'autre solution. C'est cela, la Commune de Paris ! Le Soviet des députés ouvriers n'est pas une organisation corporative, comme le voudrait la bourgeoisie. Le peuple considère les choses autrement, et de façon plus juste : ce qu'il y voit, c'est le pouvoir. Il voit que la seule issue à la guerre, c'est la victoire des Soviets de députés ouvriers. Ils sont en effet le type d'Etat qui permet de s'acheminer vers le socialisme. Quand un groupe s'empare du pouvoir, c'est encore peu de chose. La révolution russe s'est élevée plus haut : il ne saurait y avoir d'autre pouvoir que celui du Soviet, et c'est bien ce que craint la bourgeoisie. Tant que les Soviets ne se seront pas emparés du pouvoir, nous ne le prendrons pas. Quant aux Soviets, c'est la vie elle-même qui doit

les pousser au pouvoir. Sans quoi nous ne sortirons pas de cette guerre que les capitalistes font en trompant le peuple. Tous les pays sont au bord de l'abîme ; il importe de bien s'en rendre compte ; pas d'issue en dehors de la révolution socialiste. Le gouvernement doit être renversé ; mais c'est une vérité qui n'est pas encore très bien comprise de tout le monde. Le pouvoir du Gouvernement provisoire s'appuyant sur le Soviet des députés ouvriers, on ne saurait le renverser « tout simplement ». On peut et on doit le renverser en acquérant la majorité dans les Soviets. Aller de l'avant, vers le pouvoir total des Soviets des députés ouvriers et soldats, ou faire marche arrière, vers la guerre impérialiste : il n'est pas d'autre voie. Kautsky niait la possibilité d'une révolution pendant la guerre. La vie lui a déjà donné un démenti.

Quant à l'étatisation et au contrôle des banques, c'est chose possible, rien ne s'y oppose au point de vue économique, une fois le pouvoir aux mains des ouvriers. On conçoit qu'avec une telle conception des tâches du prolétariat, il ne puisse même être question de faire l'unité avec les « jusqu'auboutistes ».

A propos de la nouvelle dénomination du Parti : le terme de « social-démocratie » est impropre, scientifiquement inexact. Marx et Engels l'ont maintes fois répété. S'ils ont « toléré » ce terme, c'est en raison de la situation particulière qui s'était créée après 1871 : il fallait préparer *peu à peu* les masses populaires, la révolution n'était pas à l'ordre du jour. La démocratie aussi est un Etat, mais la Commune de Paris se situe déjà à un degré supérieur. Le monde entier se trouve maintenant placé devant une question pratique : celle du passage au socialisme. Le social-démocrate Plékhanov et autres social-chauvins du monde entier ont trahi le socialisme. Nous devons nous appeler « Parti communiste ».

Un bref compte rendu parut le 8 mai (25 avril) 1917 dans le n° 40 de la « Pravda »

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

Paru intégralement pour la première fois en 1925 dans le livre « La Conférence de Pétrograd-ville et la Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (avril 1917) »

2

DISCOURS DE CLÔTURE DE LA DISCUSSION SUR LE RAPPORT CONCERNANT LA SITUATION ACTUELLE 14 (27) AVRIL

L'échange de vues a révélé des divergences. Il m'est impossible de répondre à toutes les questions.

Au sujet du vieux bolchévisme. Kalinine l'a défendu. Mais il a fini lui-même par conclure que notre tactique actuelle est juste. L'autre opinion s'est surtout révélée comme une déviation vers la tactique de la petite bourgeoisie.

« Mener la révolution jusqu'au bout », l'expression est sempiternelle. Mais quelle révolution ? La situation objective en 1905 était la suivante : le prolétariat et les paysans étaient les seuls éléments révolutionnaires, les cadets étant pour la monarchie. Aujourd'hui, le jusqu'auboutisme marque le ralliement des paysans à la tactique petite-bourgeoise. Dans ces conditions, parler de mener la révolution jusqu'au bout n'a plus de sens. La révolution a soudé ensemble la petite bourgeoisie et d'autres éléments révolutionnaires en un bloc jusqu'auboutiste.

L'avenir de la dictature du prolétariat et de la paysannerie ? La paysannerie petite-bourgeoise, qui a fait sien le point de vue jusqu'auboutiste, peut se prononcer pour la monarchie.

De la ligne bolchévique une ligne nouvelle se dégage. La petite et la grande bourgeoisie se sont unies. Notre point de départ, c'est la différence des intérêts de classe. Les paysans qui sont aussi ouvriers agricoles doivent être contre la guerre impérialiste. Les paysans propriétaires sont jusqu'auboutistes.

Le jusqu'auboutisme a montré que la petite bourgeoisie s'est éloignée de la classe ouvrière et a rallié la grande bourgeoisie. Le paysan pauvre, qui vit en partie de son travail à la ville, n'a nul besoin de la guerre. C'est une classe qui doit être l'ennemie de la guerre.

Le vieux bolchévisme doit être abandonné. Il est indispensable d'établir une démarcation entre la ligne de la petite bourgeoisie et celle du prolétariat salarié. Les phrases sur le peuple révolutionnaire siéent à un Kérenski mais non au prolétariat révolutionnaire. Le mérite n'est pas grand d'être révolutionnaire, ou du moins démocrate, maintenant que Nicolas a été débarqué. La démocratie révolutionnaire ne vaut pas grand-chose ; ce n'est qu'une phrase qui dissimule, au lieu de le mettre à nu, l'antagonisme des intérêts de classe. Le bolchévik doit ouvrir les yeux des ouvriers et des paysans sur l'existence de ces antagonismes et non les estomper. Puisque la guerre impérialiste accable économiquement le prolétariat et les paysans, ces classes doivent se dresser contre la guerre.

Créer un réseau de Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, telle est la tâche du jour. Toute la Russie se couvre déjà d'un réseau d'organes d'autonomie administrative locale. La « commune » peut elle aussi revêtir la forme d'organes d'autonomie administrative. La suppression de la police et de l'armée permanente, l'armement général du peuple, tout cela peut être réalisé par l'intermédiaire de ces organes. Si j'ai pris le Soviet des députés ouvriers, c'est tout simplement parce qu'il existe déjà.

On dit qu'il faut « occuper » le prolétariat. C'est ce que font Tchkhéidzé, le Gouvernement provisoire, etc., par leurs discours grandiloquents sur la démocratie révolutionnaire. Le bolchévik doit faire le départ entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, et laisser à Kérenski les mots « démocratie révolutionnaire » et « peuple révolutionnaire ». En Russie la démocratie est impérialiste. On dit que nous réduisons notre action à une activité culturelle. C'est faux. Voter des résolutions sur l'Assemblée constituante, etc., c'est « occuper » le prolétariat.

Une activité valable, c'est de réaliser l'abolition de l'armée permanente, du corps des fonctionnaires et de la police, ainsi que l'armement général du peuple.

L'Assemblée constituante n'étouffera pas la révolution, car on ne parle pas d'elle en ce moment et nul ne se prépare à la convoquer. Seuls des socialistes-révolutionnaires peuvent « exiger » sa convocation.

La guerre est devenue mondiale. Elle est faite par des classes déterminées et engendrée par le capital bancaire. Le passage du pouvoir à une autre classe peut seul y mettre un terme. La paix ne peut rien changer tant que les classes dirigeantes gardent le pouvoir.

Il faut indiquer au prolétariat les mesures concrètes susceptibles de faire progresser la révolution. Faire progresser la révolution, cela veut dire réaliser d'autorité l'autonomie administrative. L'extension de la démocratie ne fait pas obstacle à l'autonomie administrative et permet de réaliser nos tâches. On ne peut terminer la guerre que par le passage du pouvoir à une autre classe — ce dont la Russie est plus près que tout autre pays — et en aucun cas par une trêve entre les capitalistes de tous les pays moyennant un troc dont les peuples que l'on étrangle feraient les frais. La « commune » convient parfaitement au paysan. La « commune » signifie l'autonomie administrative locale la plus complète, l'absence de toute surveillance d'en haut. Les neuf dixièmes de la paysannerie doivent s'en montrer partisans.

La bourgeoisie peut se résigner à la nationalisation du sol si les paysans prennent la terre. En tant que parti prolétarien, nous devons dire que la terre à elle seule ne les nourrira pas. Il faudra donc qu'ils s'organisent pour la cultiver en commun. Nous devons être pour la centralisation, mais il est des moments où la tâche doit être exécutée sur le plan local, où nous devons admettre le maximum d'initiative sur place. Les cadets se comportent déjà en fonctionnaires. Ils disent au paysan : « Attends l'Assemblée constituante. » Notre Parti est le seul à donner les mots d'ordre qui font réellement progresser la révolution. Les Soviets des députés ouvriers sont parfaitement en mesure de créer partout des « communes ». La question est de savoir si le prolétariat a les capacités d'organisation nécessaires, mais c'est une chose qu'on ne saurait supputer d'avance, il faut apprendre tout en agissant.

Le trotskisme dit : « Pas de tsar, mais un gouverne-

ment ouvrier. » C'est faux. La petite bourgeoisie existe, on ne peut pas ne pas en tenir compte. Mais elle se compose de deux parties. La partie pauvre marche avec la classe ouvrière.

La guerre. Finir la guerre comme l'entendent les pacifistes est une utopie. On peut y mettre fin par une paix impérialiste, mais ce n'est pas cette paix-là que veulent les masses. La guerre est la continuation de la politique d'une certaine classe. Pour changer le caractère de la guerre, il faut remplacer la classe qui est au pouvoir par une autre.

L'appellation de Parti communiste est théoriquement juste. Les socialistes de gauche des autres pays sont trop faibles. C'est à nous de prendre l'initiative.

Paru pour la première fois en 1925 dans le livre « La Conférence de Pétrograd-ville et la Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (avril 1917) »

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

3

DEUX RÉPLIQUES AU COURS DES DÉBATS SUR LA RÉSOLUTION RELATIVE À L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE 15 (28) AVRIL

I

Après les débats d'hier, je peux me borner à quelques brèves remarques. La résolution indique quelle est l'issue. La situation est déterminée non seulement par le fait que telles et telles classes sont représentées au Gouvernement provisoire, mais aussi par le fait que ce gouvernement s'appuie sur le Soviet des députés ouvriers. D'où la conclusion, qui est de ne pas céder à cette petite bourgeoisie, mais de former des groupes distincts, non pour nous séparer de la petite bourgeoisie, mais pour l'obliger à aller de l'avant. La confiscation de toutes les terres est un pas en avant du peuple révolutionnaire. La substitution d'une milice à l'armée permanente en est un autre.

II

Le camarade Kaménev se rallie à la politique de Tchkhéidzé et de Stéklov. Certes, à part nous, nul ne dira que le Gouvernement provisoire fait traîner en longueur la convocation de l'Assemblée constituante. Tout le monde veut poursuivre la guerre. Il s'agit d'organiser la contre-révolution. Le contrôle est une duperie en période révolutionnaire. La date des élections pourrait être fixée dans les

trois jours. En énumérant les « péchés » commis, nous fournissons des arguments précis à nos agitateurs. Impossible d'aller chercher la vérité dans une commission de contact. On n'exerce pas de contrôle sans détenir le pouvoir. Contrôler au moyen de résolutions, etc., n'est que niaiserie. Le contrôle est une illusion petite-bourgeoise qui se dissipe peu à peu, une idée nébuleuse.

Paru pour la première fois en 1925 dans le livre « La Conférence de Pétrograd-ville et la Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (avril 1917) »

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

4

RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Considérant :

1. que le Gouvernement provisoire est, de par son caractère de classe, l'organe de la domination des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie ;

2. qu'il est, de même que les classes qu'il représente, indissolublement lié, économiquement et politiquement, à l'impérialisme russe et anglo-français ;

3. qu'il ne réalise même son propre programme qu'incomplètement et uniquement sous la pression du prolétariat révolutionnaire, et, dans une certaine mesure, de la petite bourgeoisie ;

4. que les forces contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, qui s'organisent en se couvrant du drapeau du Gouvernement provisoire et, avec la complaisance manifeste de ce dernier, s'attaquent déjà à la démocratie révolutionnaire ;

5. que le Gouvernement provisoire tarde à fixer la date des élections à l'Assemblée constituante, fait obstacle à l'armement général du peuple, s'oppose au passage de toute la terre au peuple, cherche à imposer à celui-ci une solution de la question agraire conforme aux intérêts des grands propriétaires fonciers, entrave l'institution de la journée de 8 heures, encourage dans l'armée l'agitation contre-révolutionnaire (de Goutchkov et consorts), organise les cadres supérieurs de l'armée contre les soldats, etc. ;

6. que, d'autre part, ce gouvernement s'appuie, à l'heure actuelle, sur la confiance du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, et, jusqu'à un certain point, sur une entente directe avec ce dernier qui, en ce moment,

groupe manifestement la majorité des ouvriers et des soldats, c'est-à-dire de la paysannerie ;

7. que chaque mesure prise par le Gouvernement provisoire, tant en politique étrangère qu'en politique intérieure, ouvrira les yeux non seulement aux prolétaires de la ville et de la campagne, ainsi qu'aux semi-prolétaires, mais encore aux larges couches de la petite bourgeoisie, sur le caractère véritable de ce gouvernement,

la Conférence décide :

1. qu'un travail persévérant en vue d'éclairer la conscience de classe du prolétariat et de grouper les prolétaires de la ville et de la campagne, face aux hésitations de la petite bourgeoisie, s'impose pour assurer le passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers et soldats ou à d'autres organismes traduisant directement la volonté du peuple, ce travail étant la seule garantie véritable d'une progression victorieuse du peuple révolutionnaire tout entier ;

2. que ce travail nécessite une activité multiple au sein des Soviets de députés ouvriers et soldats, l'augmentation du nombre des Soviets, leur consolidation, l'union dans leur sein des groupements internationalistes prolétariens de notre parti ;

3. que l'organisation de nos forces social-démocrates doit être intensifiée, afin que la nouvelle vague du mouvement révolutionnaire se déploie sous le drapeau de la social-démocratie révolutionnaire.

« Pravda » n° 35, 1er mai (18 avril) 1917

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal, confronté avec le texte de la « Pravda »

5

DEUX RÉPLIQUES AU COURS DES DÉBATS SUR LA QUESTION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES 22 AVRIL (5 MAI)

I

Puisque nous avons des élections à la proportionnelle, à quoi bon un cartel ? La minorité est assurée. Je m'élève énergiquement contre le camarade Kalinine, car un bloc avec la petite bourgeoisie, avec les chauvins, est inconcevable. L'idée même d'un bloc avec la petite bourgeoisie soutenue par les capitalistes constitue une trahison envers le socialisme. Avec qui ferions-nous bloc? Avec les éditeurs de l'*Internationale* [65] ? Mais ce journal n'a pas encore paru; nous ignorons donc ce qu'ils représentent. Tchkhéidzé est la pire couverture du jusqu'auboutisme. Trotski, quand il publiait un journal à Paris, n'a pas dit si, finalement, il était pour ou contre Tchkhéidzé. Nous avons toujours pris position contre ce dernier, qui est une subtile couverture pour le chauvinisme. Trotski ne s'est pas définitivement prononcé. Qui nous dit que Larine (l'éditeur de l'*Internationale*) ne suit pas la même tactique ?

Nous devons présenter un programme clair. Il y a lutte maintenant entre trois partis : le premier est un parti de forbans et d'assassins ; le second se compose de ceux qui couvrent ces forbans à l'aide de belles paroles ; et, enfin, le troisième est contre tout appui aux forbans et pour la mise au jour de toutes les erreurs, y compris celles du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats.

Le tort du Soviet n'est pas de ne pas avoir pris le pouvoir, mais d'induire le peuple en erreur, de crier à la victoire sur le gouvernement.

II

Je suis absolument d'avis d'inscrire dans nos listes les candidats menchéviks qui rompent avec le chauvinisme. Ce n'est pas faire bloc. La Russie est remarquablement organisée en fait de partis. Au sujet du programme : une milice rétribuée, le ravitaillement, les impôts, telles sont les questions importantes.

Paru pour la première fois en 1925 dans le livre « La Conférence de Pétrograd-ville et la Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (avril 1917) »

Coforme à un double dactylographié du procès-verbal

6

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION MUNICIPALE

La plate-forme en vue des élections municipales ne peut en aucune façon se confiner, surtout à une époque révolutionnaire comme la nôtre, aux seules questions municipales.

Elle doit aussi donner une réponse claire à toutes les questions fondamentales de la politique actuelle, notamment en ce qui concerne la guerre et les tâches du prolétariat à l'égard du pouvoir central.

Nous ne pouvons pas nous attendre à voir les partis petits-bourgeois consentir, dans les questions municipales (milice, ravitaillement, logements, impôts), pas plus que dans les autres, aux mesures révolutionnaires indispensables pour lutter contre la guerre et ses conséquences.

Aussi devons-nous nous présenter aux élections sans entrer dans aucun bloc, avec pour drapeau le programme de principe du parti prolétarien, en expliquant au peuple la différence radicale qui existe entre les trois principaux groupes de partis : 1° les cadets et les partis plus à droite ; 2° les partis de la petite bourgeoisie (populistes) et des ouvriers qui subissent l'influence de la bourgeoisie (menchéviks jusqu'auboutistes) ; 3° le parti du prolétariat révolutionnaire (bolchéviks).

Les conditions matérielles des élections — représentation proportionnelle — rendent les blocs techniquement superflus.

Un rapprochement et une meilleure connaissance mutuelle, sur la base du travail pratique, avec les menchéviks qui répudient en fait le jusqu'auboutisme révolutionnaire

et le soutien du Gouvernement provisoire, sont à encourager de toutes les manières ; des listes communes peuvent être constituées avec ces camarades, à la condition d'un degré d'accord suffisant sur les questions essentielles. Il est indispensable de mettre au point une proposition concrète de programme municipal, surtout au sujet de la milice prolétarienne rétribuée par les capitalistes.

« Pravda » n° 46, 15 (2) mai 1917

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal confronté avec le texte de la « Pravda »

7

PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DES PARTIS SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIAL-DÉMOCRATE (MENCHÉVIK), DU PARTI DES SOCIAL-DÉMOCRATES DITS « NON FRACTIONNELS »[58] ET DES COURANTS POLITIQUES APPARENTÉS

Considérant :

1. que les partis socialiste-révolutionnaire, social-démocrate menchévik, etc., sont passés, dans l'immense majorité des cas, sur les positions du « jusqu'auboutisme révolutionnaire » et ont voté l'emprunt, autrement dit qu'ils soutiennent en fait la guerre impérialiste menée par le gouvernement impérialiste des capitalistes Goutchkov, Lvov et C^ie^ ; 2. que ces partis *soutiennent* le Gouvernement provisoire, qui représente les intérêts du Capital et a adopté une attitude contre-révolutionnaire, non seulement en politique étrangère, mais aussi à l'intérieur ; 3. que ces partis se sont laissé duper par les capitalistes et dupent à leur tour le peuple par l'espoir fallacieux que l'on pourrait, sans détenir le pouvoir, en présentant des « exigences » au Gouvernement provisoire, en le « contrôlant », etc., modifier la nature de classe de ce gouvernement de capitalistes et l'amener à renoncer à sa politique impérialiste actuellement nécessaire aux capitalistes, à renoncer à ses attentats réactionnaires contre la liberté ; 4. qu'en raison de la crédulité aveugle généralement manifestée par les masses à l'égard des capitalistes qui, aujourd'hui, ont surtout recours à la tromperie et à la ruse, l'obscurcissement de la conscience de classe des prolétaires et des semi-prolétaires qui découle de cet état de choses

et qu'entretiennent ces partis est la cause essentielle de la stagnation que connaît la révolution et de son écrasement éventuel par les forces contre-révolutionnaires des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, — la conférence décide :

1. de considérer le vote de l'emprunt, ainsi que la défense du jusqu'auboutisme révolutionnaire en général, comme une trahison totale et absolue du socialisme, de la lutte de classe prolétarienne et des principes de l'internationalisme, c'est-à-dire de l'union fraternelle des ouvriers de tous les pays contre les capitalistes de tous les pays ;

2. de considérer que les partis cités plus haut défendent les intérêts et le point de vue de la petite bourgeoisie et corrompent le prolétariat en y propageant l'influence de la bourgeoisie ;

3. de considérer comme absolument impossible l'unification avec des partis qui, en tant que tels, soutiennent le Gouvernement provisoire, le jusqu'auboutisme révolutionnaire, etc., étant donné que ces partis ont abandonné la position prolétarienne de classe et adopté une position petite-bourgeoise ;

4. à l'égard de certains groupements locaux d'ouvriers ralliés aux menchéviks, etc., mais qui s'efforcent de défendre une position internationaliste contre le « jusqu'auboutisme révolutionnaire », le vote de l'emprunt, etc., la politique de notre Parti doit consister à soutenir ces ouvriers et ces groupements, à nous rapprocher d'eux, à favoriser l'unification avec eux sur la base d'une rupture sans réserve avec la trahison petite-bourgeoise du socialisme.

Paru pour la première fois en 1925 dans le livre « La Conférence de Pétrograd-ville et la Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (avril 1917) »

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

8

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA GUERRE

I

La guerre actuelle est, de la part des deux groupes de puissances belligérantes, une guerre impérialiste, c'est-à-dire faite par les capitalistes pour la domination du monde, pour le partage du butin capitaliste, pour la conquête de marchés avantageux au capital financier, bancaire, pour l'étranglement des nations faibles.

Le passage du pouvoir en Russie de Nicolas II au Gouvernement de Goutchkov, Lvov et consorts, gouvernement de grands propriétaires fonciers et de capitalistes, n'a pas modifié et ne pouvait pas modifier ce caractère et cette signification de classe de la guerre du côté russe.

Le fait que le nouveau gouvernement poursuit la même guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre de conquête et de brigandage, est devenu particulièrement évident lorsque, loin de publier les traités secrets conclus par l'ex-tsar Nicolas II avec les gouvernements capitalistes d'Angleterre, de France, etc., il les a formellement ratifiés. Il l'a fait sans consulter le peuple et dans l'intention manifeste de le tromper, car nul n'ignore que ces traités secrets de l'ex-tsar sont, de la première à la dernière ligne, des traités de brigandage qui promettent aux capitalistes russes le pillage de la Chine, de la Perse, de la Turquie, de l'Autriche, etc.

Aussi un parti prolétarien ne peut-il soutenir ni la guerre actuelle, ni le gouvernement actuel, ni ses emprunts, quels que soient les grands mots dont on baptise ces derniers, sans rompre complètement avec l'internationalisme, c'est-à-dire avec la solidarité fraternelle des ouvriers de tous les pays dans la lutte contre le joug du Capital.

La promesse du gouvernement actuel de renoncer aux annexions, c'est-à-dire à la conquête de pays étrangers ou au maintien par la force d'autres nations dans le cadre de la Russie, ne mérite, elle non plus, aucune créance. Car, tout d'abord, les capitalistes, attachés par des milliers de liens au capital bancaire russe et anglo-français et défendant les intérêts du Capital, ne peuvent renoncer aux annexions dans la guerre actuelle sans cesser d'être des capitalistes, sans renoncer aux bénéfices que leur procurent les milliards investis dans les emprunts, les concessions, les entreprises de guerre, etc. Ensuite, le nouveau gouvernement, après avoir renoncé aux annexions pour tromper le peuple, a déclaré par la voix de Milioukov, le 9 avril 1917, à Moscou, qu'il n'y renonçait pas. En troisième lieu, ainsi que l'a révélé le *Diélo Naroda*, journal auquel collabore le ministre Kérenski, Milioukov n'a même pas communiqué à l'étranger la déclaration où il disait renoncer aux annexions.

Mettant le peuple en garde contre les promesses creuses des capitalistes, la conférence déclare donc qu'il faut établir une distinction rigoureuse entre la renonciation verbale aux annexions et la renonciation effective qui consiste à publier immédiatement tous les traités secrets de brigandage, tous les documents de politique étrangère, ainsi qu'à procéder sans retard à l'affranchissement total de toutes les nationalités opprimées, ou rattachées contre leur gré à la Russie, ou lésées dans leurs droits par la classe des capitalistes, continuatrice de la politique, déshonorante pour notre peuple, de l'ex-tsar Nicolas II.

II

Ce qu'on appelle le « jusqu'auboutisme révolutionnaire », qui a gagné à l'heure actuelle en Russie presque tous les partis populistes (socialistes populaires, troudoviks, socialistes-révolutionnaires) et le parti opportuniste des social-démocrates menchéviks (le Comité d'Organisation, Tchkhéidzé, Tsérétéli, etc.), ainsi que la plupart des révolutionnaires sans parti, traduit, quant à sa signification de classe, d'une part, les intérêts et le point de vue de la

petite bourgeoisie, des petits patrons, des paysans riches qui, comme les capitalistes, tirent profit de la contrainte exercée sur les peuples faibles ; d'autre part, il est le résultat de la duperie des masses populaires par les capitalistes, qui se gardent de publier les traités secrets et s'en tirent avec des promesses et de beaux discours.

De très larges masses de « jusqu'auboutistes révolutionnaires » sont manifestement sincères, c'est-à-dire *réellement* hostiles à toute annexion, conquête ou contrainte exercée sur les peuples faibles, *réellement* désireuses d'une paix démocratique, non imposée par la violence, entre *tous* les pays belligérants. Il est indispensable de le reconnaître, car la situation de classe des prolétaires et des semi-prolétaires de la ville et de la campagne (c'est-à-dire des gens qui vivent en totalité ou en partie de la vente de leur force de travail aux capitalistes) est telle, que ces classes ne sont pas intéressées aux bénéfices des capitalistes.

Aussi la conférence considère-t-elle comme absolument inadmissible et signifiant en fait une rupture complète avec l'internationalisme et le socialisme, toute concession, quelle qu'elle soit, faite au « jusqu'auboutisme révolutionnaire », en même temps qu'elle déclare : « Tant que les capitalistes russes et leur Gouvernement provisoire se borneront à menacer le peuple d'user de la violence (par exemple, le décret tristement célèbre de Goutchkov menaçant de sanctions les soldats, qui, de leur propre chef, révoqueraient des officiers), tant que les capitalistes *n'*auront *pas* recours à la violence contre les Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, salariés agricoles, etc., librement organisés et qui révoquent et élisent librement *toutes* les autorités, tant qu'on en restera là, notre Parti préconisera le renoncement à la violence et combattra l'erreur profonde, l'erreur fatale du « jusqu'auboutisme révolutionnaire » par la seule persuasion fraternelle et la démonstration de cette vérité que l'aveugle crédulité des larges masses envers le gouvernement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme, est actuellement en Russie le principal obstacle à l'achèvement rapide de la guerre.

III

En ce qui concerne la question la plus importante : comment terminer au plus tôt, par une paix qui ne soit pas imposée par la violence, mais vraiment démocratique, cette guerre capitaliste criminelle, cette guerre de rapine qui a conduit l'humanité tout entière au bord de la ruine, de la famine et de la mort ? — la conférence reconnaît et décide :

Il serait tout à fait absurde de supposer que l'on peut mettre fin à cette guerre par le refus unilatéral des soldats *d'un seul pays, quel qu'il soit*, de la continuer, par la cessation unilatérale des opérations militaires, en se bornant à « mettre la crosse en l'air ».

Notre Parti expliquera au peuple patiemment, mais avec persévérance, cette vérité que les guerres sont faites *par les gouvernements*, que les guerres se rattachent toujours indissolublement à la politique de certaines classes et que, pour cette raison, la guerre commencée par les brigands couronnés (les monarques tels que Nicolas II) et non couronnés (les capitalistes) *ne* peut être terminée par une paix vraiment démocratique et non imposée *que* par le passage de tout le pouvoir à une *classe* qui n'a réellement aucun intérêt à sauvegarder les bénéfices capitalistes, à une classe réellement capable de mettre fin à l'oppression du Capital, la classe des prolétaires et des semi-prolétaires.

Seule cette classe est capable de renoncer *en fait* aux annexions, de s'arracher aux filets du capital financier, bancaire, de transformer dans certaines conditions, *réellement* et non seulement en paroles, la guerre de brigandage en une guerre prolétarienne révolutionnaire, en une guerre qui serait faite non pour étouffer des peuples faibles, mais pour affranchir du joug du Capital les ouvriers et les paysans *du monde entier*.

La conférence proteste une fois de plus contre la basse calomnie répandue par les capitalistes contre notre Parti, selon laquelle nous aspirerions à une paix séparée avec l'Allemagne. Nous considérons les capitalistes allemands comme des forbans au même titre que les capitalistes russes, anglais, français et autres, et l'empereur Guillaume comme

un bandit couronné de même que Nicolas II et les monarques anglais, italien, roumain et tous les autres. Cette opinion, nous l'avons proclamée, non seulement en russe, mais aussi en allemand, dans la traduction allemande de la brochure de Zinoviev et Lénine : *Le socialisme et la guerre* *.

Il y a plus. Ces deux camarades ont, en leur qualité de rédacteurs de l'organe central de notre Parti, déclaré au nom du Parti dans le n° 47 du *Social-Démocrate*, paru à Genève le 13 octobre 1915, que si la révolution portait notre Parti au pouvoir pendant la guerre, nous proposerions aussitôt, ouvertement, à l'Allemagne, *en même temps qu'à tous les autres peuples*, une paix non imposée par la violence, c'est-à-dire démocratique, —
et que si les capitalistes allemands, anglais, français et autres repoussaient cette paix, nous engagerions nous-mêmes une guerre révolutionnaire en appelant les ouvriers de tous les pays à se joindre à nous.**

La conférence confirme entièrement cette déclaration.

La conférence constate que dans aucun pays belligérant il n'existe à l'heure actuelle une liberté comparable à celle dont jouit la Russie, ni d'organisations révolutionnaires de masses comme les Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, etc. ;

— et que, par conséquent, le passage de tout le pouvoir aux mains de la majorité *véritable* du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et des paysans pauvres, ne peut nulle part s'effectuer aussi facilement et aussi *pacifiquement* qu'en Russie.

La conférence déclare que l'argent nécessaire à l'entretien des soldats doit être obtenu non par voie d'emprunts qui enrichissent les capitalistes, mais par un impôt particulièrement élevé frappant les revenus et les biens des capitalistes.

La conférence déclare que, tant que la majorité du peuple, dans les conditions d'une entière liberté d'agitation et de propagande, n'a pas encore compris qu'il existe une liaison indissoluble entre la guerre actuelle et les intérêts

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 310-316. (*N.R.*)
** *Ibid.*, p. 419. (*N.R.*)

des capitalistes, il n'est qu'un moyen pratique de hâter la fin du massacre des peuples.

Ce moyen, c'est la fraternisation des soldats sur le front.

La conférence constate que même le *Novoïé Vrémia*, journal défendant sans réserve les intérêts des capitalistes, reconnaît, dans un télégramme de Kiev daté du 12 avril, que la fraternisation a commencé sur le front. Toute une série d'informations adressées par des délégués des soldats au Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd confirment ce fait.

En commençant à fraterniser, les soldats de Russie et d'Allemagne, les prolétaires et les paysans en uniforme des deux pays, ont montré au monde entier que le sûr instinct des classes opprimées par les capitalistes leur a suggéré le vrai moyen de mettre fin au massacre des peuples.

Par fraternisation nous entendons : 1° l'édition d'appels en langue russe, avec traduction allemande, destinés à être diffusés sur le front ; 2° l'organisation au front, avec le concours d'interprètes, de meetings de soldats russes et allemands, sans que ni les capitalistes, ni les généraux et officiers *des deux* pays, qui appartiennent pour la plupart à la classe capitaliste, puissent se permettre d'empêcher ces meetings et même d'y assister sans une autorisation particulière et expresse des soldats eux-mêmes.

Ces appels et ces meetings doivent faire connaître notre position sur la guerre et sur la paix, et indiquer que si, dans les deux pays, en Allemagne et en Russie, le pouvoir passe entièrement et sans partage aux mains des Soviets de députés ouvriers et soldats, l'humanité tout entière poussera aussitôt un soupir de soulagement, car cela garantira réellement la fin la plus rapide de la guerre, la paix la plus solide, une paix vraiment démocratique, entre tous les peuples, en même temps que le passage de tous les pays au socialisme.

Rédigé entre le 15 et le 22 avril (28 avril et 5 mai) 1917.
Paru pour la première fois en 1927 dans le tome XX des 2e et 3e éditions des Œuvres de Lénine

Conforme à un exemplaire dactylographié corrigé par Lénine

LE CONGRÈS DES DÉPUTÉS PAYSANS [66]

Le Congrès des représentants des organisations paysannes et des Soviets de députés paysans, réunis pour préparer la convocation d'un Soviet des députés paysans de Russie et la création en province de tels Soviets, siège depuis le 13 avril au Palais de Tauride.

Selon le *Diélo Naroda*, les représentants de plus de 20 provinces participent à ce congrès.

Des résolutions ont été adoptées sur la nécessité d'organiser au plus tôt la « paysannerie » de la base au « sommet ». Les « Soviets des députés paysans aux divers échelons » sont, a-t-on reconnu, la « meilleure forme d'organisation de la paysannerie ».

Un membre du bureau provisoire pour la convocation du congrès en cours, Bykhovski, a indiqué que c'est le Congrès coopératif de Moscou [67], représentant 12 millions de membres organisés, soit une population de 50 millions d'âmes, qui avait décidé d'organiser la paysannerie en créant un Soviet des députés paysans de Russie.

C'est là une initiative d'une portée immense et qu'il faut soutenir de toutes nos forces. Si ce projet se réalise sans délai ; si, malgré Chingarev, la paysannerie, conformément à la décision de la majorité et non aux « accords à l'amiable » avec les grands propriétaires fonciers, préconisés par ce ministre, prend immédiatement toute la terre, les soldats, qui recevront plus de pain et de viande, ne seront pas les seuls à en profiter ; la cause de la liberté y gagnera elle aussi.

Car l'organisation des paysans eux-mêmes, mais à la base, mais sans fonctionnaires, sans « contrôle ni surveillance » des grands propriétaires fonciers et de leur séquel-

le, est le gage le plus sûr, le seul gage du succès de la révolution, du succès de la liberté, du succès de la lutte de la Russie pour s'affranchir du joug et de la servitude des grands propriétaires fonciers.

Tous les membres de notre Parti, tous les ouvriers conscients appuieront sans nul doute de toutes leurs forces l'organisation de Soviets de députés paysans, se préoccuperont d'en accroître le nombre, de les consolider, et s'attacheront, pour leur part, à travailler au sein de ces Soviets dans un esprit de classe conséquent et rigoureusement prolétarien.

Il faut, pour cela, grouper séparément les éléments prolétariens (journaliers, domestiques de ferme, etc.) *au sein* des Soviets paysans, ou bien (parfois *et*) organiser séparément des Soviets de députés des salariés agricoles.

Ce n'est pas pour morceler les forces que nous agissons ainsi ; c'est au contraire pour renforcer et élargir le mouvement qu'il importe de promouvoir la catégorie ou, plus exactement, la classe sociale *la plus « basse »*, pour user de la terminologie des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Il faut, pour faire progresser le mouvement, le soustraire à l'influence de la bourgeoisie, s'attacher à le débarrasser des faiblesses, des hésitations et des erreurs inévitables de la petite bourgeoisie.

Pour y parvenir, il faut procéder par la persuasion, fraternellement, sans anticiper sur les événements, sans se presser de « sceller » sur le plan de l'organisation ce qui n'a pas encore suffisamment pénétré dans les consciences, n'a pas été suffisamment médité, compris, senti par les représentants *eux-mêmes* des prolétaires et des semi-prolétaires de la campagne. Mais il faut s'acquitter de ce travail, il faut le commencer immédiatement et partout.

Les revendications pratiques, les mots d'ordre ou, plus exactement, les propositions à soumettre à l'*attention* des paysans doivent avoir trait aux questions pressantes, d'actualité, posées par la vie elle-même.

La première question est celle de la terre. Les prolétaires des campagnes seront pour le passage immédiat de *toutes* les terres sans exception au peuple entier et pour la

prise en charge immédiate des terres par des comités locaux. Mais on ne se nourrit pas de terre. Des millions et des millions de foyers paysans dépourvus de chevaux, d'outillage et de semences ne gagneront rien à ce passage de la terre au « peuple ».

Il faut mettre sans tarder en discussion, tout en prenant des mesures pratiques pour la réaliser, la proposition suivante : chaque fois que la moindre possibilité s'en présentera, les grandes entreprises agricoles devront continuer d'être exploitées comme telles, sous la direction d'agronomes et des Soviets de députés des salariés agricoles, en utilisant les machines les plus perfectionnées et les semences de la meilleure qualité, les procédés les plus modernes de la technique agricole.

Nous ne pouvons dissimuler aux paysans, ni à plus forte raison aux prolétaires et aux semi-prolétaires de la campagne, que tant que subsiste l'économie marchande et le capitalisme, la petite exploitation *n'est pas en mesure* d'affranchir l'humanité, d'affranchir les masses de la misère, qu'il faut *songer* à passer à la grande exploitation travaillant pour le compte de la société et *s'y mettre tout de suite*, en enseignant aux masses et *en apprenant auprès des masses* à appliquer les mesures pratiques adéquates.

Une autre question des plus importantes et des plus actuelles est celle de l'organisation et de la gestion de l'Etat. Il ne suffit pas de prêcher la démocratie, il ne suffit pas de la proclamer et de la décréter, il ne suffit pas d'en confier l'application aux « représentants » du peuple siégeant dans les institutions représentatives. Il faut *édifier* la démocratie sur l'heure, en commençant par en bas, en faisant appel à l'initiative des masses, en assurant leur participation effective à *toute* l'activité de l'Etat, sans « surveillance » d'en haut, sans fonctionnaires.

Remplacer la police, le corps des fonctionnaires et l'armée permanente par l'armement général du peuple, par une *milice* générale dont tout le monde fera partie, y compris les femmes : telle est la tâche pratique dont on peut et doit aborder tout de suite la réalisation. Plus les masses y apporteront d'initiative, de diversité, de hardiesse, d'esprit créateur, et mieux cela vaudra. Non seulement

les prolétaires et les semi-prolétaires de la campagne, mais aussi les 9/10 de toute la paysannerie nous suivront à coup sûr si nous savons leur expliquer clairement, simplement, intelligiblement, à l'aide d'exemples concrets et en tirant des leçons de la vie même, nos propositions :

— ne pas laisser rétablir la police ;

— ne pas laisser rétablir la toute-puissance du corps des fonctionnaires inamovibles en fait et appartenant à la classe des grands propriétaires fonciers ou des capitalistes ;

— ne pas laisser rétablir une armée permanente séparée du peuple, qui est le plus sûr moyen de voir se multiplier les tentatives pour ravir la liberté et restaurer la monarchie ;

— enseigner au peuple, jusqu'en ses couches les plus profondes, l'art de gouverner l'État, et cela non seulement par des méthodes livresques, mais en passant partout et immédiatement à des mesures pratiques, à la mise en œuvre de l'expérience des masses.

La démocratie par en bas, la démocratie sans corps de fonctionnaires, sans police, sans armée permanente. Un service civique assuré par une *milice* formée du peuple entier en armes : tel est le garant d'une liberté que ne pourront nous ravir ni les tsars, ni les braves généraux, ni les capitalistes.

« Pravda » n° 34,
16 avril 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

À PROPOS DU RETOUR DES ÉMIGRÉS

Les journaux d'aujourd'hui publient un télégramme signé de P. Axelrod, L. Martov, Riazanov, Lounatcharski, Nathanson, dans lequel il est dit : « *Constatons l'impossibilité absolue de retourner en Russie en passant par l'Angleterre.* »

Et voici un autre télégramme, signé de Mandelberg, membre de la IIe Douma, du professeur Reichesberg, de Félix Kohn, d'Oustinov, de Balabanova, d'Andronnikov, d'autres encore :

«Nous voyons la solution dans un accord entre les gouvernements russe et allemand... *sur l'échange* des internés... contre un nombre correspondant de *prisonniers* civils *allemands* internés en Russie.»

Pourquoi ces messieurs de la *Rousskaïa Volia* et de l'*Edinstvo* ne qualifieraient-ils pas aussi ces émigrés d'agents de l'Allemagne ?

« Pravda » n° 34,
16 avril 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

NOTRE POSITION

RÉPONSE À LA RÉSOLUTION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU SOVIET DES DÉPUTÉS SOLDATS

Les journaux du 16 avril publient la résolution suivante :

« Ayant pris connaissance des informations communiquées par différents camarades au sujet de la diffusion d'une propagande désorganisatrice qui se couvre d'un drapeau révolutionnaire, et souvent même social-démocrate, et notamment de la propagande des « léninistes » ; considérant cette propagande comme non moins nocive que toute propagande contre-révolutionnaire de droite ; considérant d'autre part qu'il est impossible de recourir à des mesures de répression contre une propagande tant qu'elle se borne à n'être que propagande, la Commission exécutive du Soviet des députés soldats estime au plus haut point nécessaire de prendre toutes mesures utiles pour opposer à cette propagande notre propre propagande et notre propre agitation. Nos efforts doivent viser à rendre nos organisations suffisamment fortes pour opposer à tout moment notre action à une action contre-révolutionnaire, d'où qu'elle vienne. Nous exprimons instamment le désir de voir le Comité exécutif entreprendre, pour combattre la propagande désorganisatrice, une propagande méthodique dans la presse et surtout dans l'armée. »

Si nous confrontons cette résolution avec la déclaration, déjà citée par nous, de l'éditorial des *Izvestia* (du 17 avril) s'élevant contre « une campagne malhonnête et écœurante », nous voyons tout de suite la différenciation qui, politiquement parlant, s'est opérée *en fait* sur cette question :

La *Rousskaïa Volia*, qui mène la campagne, et l'*Edinstvo* de M. Plékhanov, qui reprend « ses méthodes de lutte », sont reconnus par *un témoin* : le *Diélo Naroda*.

Tout *autre* est l'attitude de la Commission exécutive du Soviet des députés soldats, qui déclare expressément qu'il

est « impossible de recourir à des mesures de répression tant qu'une propagande se borne à n'être que propagande ».

C'est pourquoi nous reproduisons in extenso la résolution de la Commission exécutive et trouvons utile de l'analyser quant au fond.

Cette résolution déclare la propagande de Lénine « non moins nocive que toute propagande contre-révolutionnaire de droite ».

Examinons donc ce qui distingue quant au fond : 1° la propagande contre-révolutionnaire de droite ; 2° la propagande *en faveur* du Gouvernement provisoire et de l'appui à lui accorder, et 3° notre propagande.

La droite veut le renversement du Gouvernement provisoire et le retour à la monarchie.

Le Gouvernement provisoire *a promis* d'agir en accord avec le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd.

Notre propagande : tout le pouvoir dans l'Etat doit passer aux Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, etc., et à eux *seuls*, car ils représentent manifestement l'immense majorité du peuple. Pour y parvenir, nous voulons, par nos « explications » (ainsi que Lénine l'a dit dès le premier jour dans ses thèses, en termes clairs et précis) *, faire comprendre à la majorité du peuple la nécessité de ce passage du pouvoir.

Ainsi, la droite est pour le pouvoir d'un monarque. Les capitalistes, pour le pouvoir des capitalistes (car le Gouvernement provisoire est un gouvernement de capitalistes) ; ils promettent d'agir en accord avec le Soviet des députés ouvriers et soldats.

Nous voulons, quant à nous, convaincre la majorité du peuple que le pouvoir doit appartenir *exclusivement* aux Soviets des députés ouvriers, soldats, etc.

Il est plus qu'évident qu'on ne saurait qualifier notre propagande de « non moins nocive que toute propagande contre-révolutionnaire de droite », *même* si l'on se place au point de vue des partisans d'un accord avec le Gouvernement provisoire. Car les partisans de l'accord s'appuient en ce moment sur la majorité du peuple ! Comment peuvent-ils qualifier d'« aussi nocive que celle de la droite »

* Voir le présent tome, p. 13. (*N.R.*)

notre propagande qui *s'attache à persuader* la majorité de prendre tout le pouvoir ?

Il y a là une inconséquence manifeste.

Il est douteux que le Soviet des députés soldats puisse défendre longtemps cette façon de voir de sa Commission exécutive.

Poursuivons.

Quels sont nos désaccords ?

Ils portent principalement sur trois points :

1. La terre. Nous sommes d'avis que les paysans doivent, en vertu de leurs propres décisions adoptées sur place à la majorité, prendre sans délai *toutes* les terres et produire ainsi plus de blé et de viande pour les soldats.

Le Gouvernement provisoire est pour un « accord » entre les paysans et les grands propriétaires fonciers, en d'autres termes, pour un « accord » entre trois cents paysans et un seul grand propriétaire foncier.

Nous verrons bien si, sur ce point, la majorité du peuple est avec nous ou avec le Gouvernement provisoire.

2. Nous sommes partisans d'une république où il n'y aurait, de la base au sommet, ni police, ni armée permanente (celle-ci devant être, selon nous, remplacée par l'armement général du peuple), ni corps de fonctionnaires inamovibles en fait et bénéficiant de traitements privilégiés, bourgeois. Nous sommes pour l'électivité absolue et la révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires et pour leur rémunération sur la base d'un salaire de prolétaire.

Le Gouvernement provisoire est pour le rétablissement d'une police du type ordinaire, pour une armée permanente, pour un corps de fonctionnaires du type habituel.

3. Le Gouvernement provisoire est pour la continuation de *cette* guerre, commencée par Nicolas le Sanglant. Il est pour la confirmation des traités secrets de brigandage conclus *par le tsar*, et cela *sans consulter le peuple*, ni même publier ces traités.

Nous sommes contre cette guerre, contre la confirmation des traités, pour leur publication.

Nous conseillons aux peuples, à tous les peuples sans exception, de mettre un terme à cette guerre par une paix qui ne soit pas imposée, autrement dit par une paix vraiment démocratique, par une paix que donnerait la liberté

à tous les peuples et à toutes les nations sans exception. Nous voulons prouver au peuple que pour mettre fin à la guerre par une paix qui, réellement, ne soit pas une paix imposée, le pouvoir doit passer entièrement et exclusivement aux Soviets des députés ouvriers et soldats.

Car tant que le pouvoir est aux mains des capitalistes et des grands propriétaires fonciers (Goutchkov, Lvov, Milioukov), la guerre se poursuit en fait sous la direction des capitalistes, toutes les promesses de paix sans annexions restent des promesses, les masses ouvrières du monde entier se méfient forcément d'un gouvernement de capitalistes ; et par suite la guerre traînera en longueur.

Question : que faire si le pouvoir passe en Russie aux Soviets des députés ouvriers et soldats et s'il *ne* se produit *pas* en Allemagne une révolution qui renverse non seulement Guillaume II, *mais aussi les Goutchkov et les Milioukov allemands* (car si le Nicolas II allemand est remplacé par des Goutchkov et des Milioukov allemands, il n'y aura rigoureusement rien de changé quant à la guerre) ?

Notre réponse : le pouvoir aux mains des Soviets de députés ouvriers et soldats sera celui de la majorité du peuple, et cette majorité est formée d'ouvriers et de paysans pauvres. Ils ne sont *réellement* pas intéressés aux annexions ; ils y renonceront non en paroles, mais *en fait* ; ils cesseront *en fait* de protéger les bénéfices des capitalistes.

Dans ces conditions, *nous sommes, nous aussi, acquis* à une guerre révolutionnaire contre les capitalistes de n'importe quel pays, car ce sera en fait une guerre contre les intérêts du Capital, quel qu'il soit, et non pour les intérêts des capitalistes de tel ou tel pays.

Question : comment hâter pratiquement, tout de suite, immédiatement, la conclusion de la paix, s'il est impossible de terminer la guerre en mettant simplement la crosse en l'air ?

Notre réponse : on ne peut terminer la guerre ni en mettant la crosse en l'air, ni par le refus unilatéral de la continuer de la part d'un des pays belligérants. Il n'y a, il ne peut y avoir qu'un moyen pratique immédiat (en dehors de la victoire de la révolution ouvrière sur les ca-

pitalistes) de hâter la paix : c'est la fraternisation des soldats sur le front.

Soutenons immédiatement avec la plus grande énergie, par tous les moyens, sans réserve, la fraternisation sur le front des soldats *des deux* groupes de pays belligérants.

Cette fraternisation a déjà commencé. Venons-lui en aide !

Telle est notre position. Nous sommes fermement convaincus que la majorité du peuple *ne* la qualifiera *pas* de « non moins nocive que toute propagande contre-révolutionnaire de droite ».

« Pravda » n° 35, 1er mai (18 avril) 1917.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

COMMENT ILS SE SONT LIVRÉS PIEDS ET POINGS LIÉS AUX CAPITALISTES

La *Finansovaïa Gazéta* [68], journal des grands capitalistes et des banques, met parfaitement en lumière dans son éditorial du 17 avril un fait de la plus haute importance, à savoir comment les partis socialiste-révolutionnaire, social-démocrate menchévik, etc., se sont livrés pieds et poings liés aux capitalistes par leur fameux « accord » avec le Gouvernement provisoire.

Voici cet éditorial in extenso :

LES GAUCHES ET L'EMPRUNT

L'Emprunt de la Liberté, émis par le Gouvernement provisoire, n'a pas suscité dans les milieux de gauche le même enthousiasme que parmi la majorité de la population.

La presse de gauche s'est divisée en trois groupes. La *Pravda* de Lénine s'est nettement prononcée contre l'emprunt, exprimant ainsi le point de vue des bolchéviks. L'*Edinstvo* de Plékhanov soutient résolument l'emprunt. Enfin, les autres organes de la presse socialiste : *Rabotchaïa Gazéta*, *Zemlia i Volia*, *Volia Naroda*, adoptent une attitude « intermédiaire », ni chair ni poisson ; ils ne sont pas pour l'emprunt, mais ils ne sont pas non plus contre. C'est aussi l'attitude du Soviet des députés soldats et ouvriers qui, après avoir décidé en principe de soutenir l'emprunt, est de nouveau en proie aux doutes et aux hésitations. Et le *Dien* avait raison de reprocher récemment à ce groupe centriste, le plus fort, dont font partie les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, son attitude indécise et équivoque.

Comme pour donner une nouvelle preuve du bien-fondé de ce reproche, le Soviet des députés soldats et ouvriers est revenu hier une fois de plus sur la question déjà tranchée de l'emprunt et a de nouveau dit son mot à ce sujet. N. Tchkhéidzé a annoncé que l'on pouvait s'attendre dans les jours qui viennent à une nouvelle décla-

ration du gouvernement qui éclairerait définitivement son attitude en politique extérieure et intérieure. Il a proposé de ne pas discuter en attendant de l'appui à accorder à l'emprunt.

Cette attitude des gauches nous laisse perplexes, pour ne pas dire plus. Car enfin, il faut bien que quelqu'un gouverne l'Etat et applique les réformes que la Russie martyre attend impatiemment.

De deux choses l'une : ou bien le gouvernement actuel jouit de la confiance des gauches, c'est-à-dire qu'il n'a rien fait jusqu'à présent de contraire à ses engagements ; ou bien cette confiance lui est refusée. Dans ce dernier cas, les gauches, qui retirent leur appui au Gouvernement provisoire, doivent assumer non seulement le « contrôle » de son activité, mais encore tout le fardeau de l'administration du pays et prendre leurs responsabilités devant le peuple et devant l'histoire. Mais s'ils n'ont rien à reprocher au Gouvernement provisoire, ils ne sont naturellement pas fondés à l'attendre à ses déclarations futures et doivent lui accorder un appui sans réserve. Ce qui est, en tout cas, inadmissible, ce sont l'équivoque, l'expectative, les réticences qui, d'une part, ne diminuent en rien les responsabilités du Gouvernement provisoire, lequel ne peut même pas arguer devant l'histoire de son isolement et, d'autre part, le privent en fait de l'appui des larges masses démocrates et le placent dans une situation délicate.

La rectitude a toujours été l'un des mérites des courants socialistes. La politique des partis socialistes a toujours été étrangère aux dérobades, à la veulerie philistine, aux faux-fuyants opportunistes. Les groupes centristes du socialisme russe ont aujourd'hui trahi, dans la question de l'emprunt, ces principes traditionnels et se sont engagés dans la voie de l'équivoque octobriste[69]. L'opinion publique est en droit de les inviter à définir sans biaiser leur attitude à l'égard de l'emprunt, à déclarer honnêtement et franchement s'ils ont ou non l'intention de le soutenir, et à remplir ainsi leur devoir moral envers le Gouvernement provisoire, soit pour lui permettre de s'appuyer sur les tendances de gauche, soit pour constater leur désaccord avec lui.

Les manitous de la banque sont gens pratiques. Ils ne font pas de sentiment en politique : tu as promis ton appui au gouvernement capitaliste (qui poursuit une guerre impérialiste) ; alors, soutiens l'emprunt !

C'est juste ! Les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik se sont piteusement livrés pieds et poings liés aux capitalistes. La promesse d'« une nouvelle déclaration du gouvernement qui éclairera définitivement (!!??), dans les jours qui viennent, son attitude » (on ne peut plus archiclaire!) « en politique extérieure et intérieure » est une promesse sans fondement.

On ne changera rien au fond des choses par des « déclarations » qui se réduisent à des affirmations, à des assu-

rances et à des proclamations. Et le fond des choses, c'est que le gouvernement des capitalistes, le gouvernement de Lvov, Goutchkov, Milioukov et Cie, représente les intérêts du Capital, est lié à ces intérêts, ne peut rompre (en admettant qu'il le veuille) avec la politique impérialiste, avec la politique d'annexions et de conquêtes.

User de phrases qui ne disent rien et n'engagent à rien pour « *s'appuyer* » sur les courants « de gauche », c'est-à-dire pour cautionner sa politique impérialiste de l'autorité de la gauche sans pour autant s'en départir en rien dans la pratique, voilà ce que se propose notre gouvernement impérialiste, voilà ce que Tchkhéidzé et ses amis l'aident — objectivement — à réaliser.

L'« équivoque octobriste » (le mot fera fortune) : c'est là un jugement à la fois réaliste et parfaitement juste porté sur la politique des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks par des hommes politiques qui voient clairement le fond des choses.

« Pravda » n° 36, 3 mai (20 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA MILICE PROLÉTARIENNE

Notre journal annonçait le 14 avril, dans une correspondance de Kanavino (province de Nijni-Novgorod) : « *Une milice d'ouvriers payée par l'administration des entreprises a été instituée dans presque toutes les usines.* »

L'auteur de cette correspondance nous informe qu'il existe dans la région de Kanavino 16 usines occupant environ 30 000 ouvriers, sans compter les cheminots ; l'institution d'une milice ouvrière payée par les capitalistes s'est donc déjà étendue dans cette région à un nombre important de grosses entreprises.

L'institution d'une milice ouvrière payée par les capitalistes est une mesure d'une portée immense — on peut même dire sans exagération : formidable, décisive, tant en pratique qu'en principe. Le salut de la révolution ne peut être assuré, le succès de ses conquêtes ne peut être garanti, son développement ultérieur est *impossible*, si cette mesure n'est pas généralisée, si elle n'est pas menée à bonne fin et appliquée dans l'ensemble du pays.

Les bourgeois et les grands propriétaires fonciers républicains, devenus républicains depuis qu'ils se sont convaincus de l'impossibilité de commander au peuple *autrement*, s'efforcent d'instituer une république aussi monarchique que possible, du genre de cette république française que Chtchédrine appelait une république sans républicains [70].

L'essentiel, pour les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, maintenant qu'ils se sont convaincus de la force des masses révolutionnaires, c'est de *sauvegarder* les institutions essentielles de l'ancien régime, de sauvegarder les vieux instruments d'oppression : la police, le corps des fonctionnaires, l'armée permanente. Ils s'efforcent de ra-

mener la « milice civique » aux formes du passé, c'est-à-dire de la réduire à de petits contingents d'hommes armés, coupés du peuple, aussi proches que possible de la bourgeoisie et commandés par des hommes issus de la bourgeoisie.

Le programme minimum de la social-démocratie exige le remplacement de l'armée permanente par l'armement général du peuple. Mais la majorité des social-démocrates officiels d'Europe et la plupart des chefs de nos menchéviks ont « oublié » ou mis de côté le programme du parti, substituant le chauvinisme (le « jusqu'auboutisme ») à l'internationalisme, et le réformisme à la tactique révolutionnaire.

Or, c'est précisément aujourd'hui, à notre époque révolutionnaire, que l'armement général du peuple est une nécessité pressante. Ce serait une tromperie et un faux-fuyant de prétendre qu'il est superflu d'armer le prolétariat, puisque l'armée est révolutionnaire, ou que les armes « manqueront ». Il s'agit de procéder immédiatement à l'organisation d'une milice dont tout le monde fera partie et qui apprendra le maniement des armes, même « s'il n'y en a pas assez » pour tous ; car le peuple n'a pas nécessairement besoin d'une quantité d'armes telle que chacun ait toujours la sienne. Ce qu'il faut, c'est que le peuple entier apprenne à se servir des armes et entre dans la milice appelée à remplacer la police et l'armée permanente.

Ce qu'il faut aux ouvriers, c'est qu'il n'y ait pas d'armée coupée du peuple, qu'ouvriers et soldats *fassent partie* d'une même milice populaire.

Sinon l'appareil d'oppression subsistera, prêt à servir aujourd'hui Goutchkov et ses amis, les généraux contre-révolutionnaires, et peut-être demain un Radko Dmitriev ou quelque prétendant au trône ou à une monarchie plébiscitaire.

Ne pouvant « venir à bout » du peuple par d'autres moyens, les capitalistes ont maintenant besoin d'une république. Mais ce qu'il leur faut, c'est une république « parlementaire », autrement dit une démocratie limitée à des *élections* démocratiques, au droit d'envoyer au Parlement des hommes qui, selon l'expression mordante et si juste de Marx, *représentent* et *oppriment* le peuple [71].

Les opportunistes de la social-démocratie contemporai-

ne, qui substituent Scheidemann à Marx, ont appris par cœur la règle : « il faut utiliser » le parlementarisme (ce qui est incontestable) ; mais ils ont oublié les leçons de Marx sur la démocratie prolétarienne et ce qui la *différencie* du parlementarisme bourgeois.

Le peuple a besoin de la république pour que les masses reçoivent une éducation démocratique. Ce qu'il faut, c'est *non seulement* une représentation démocratique, mais aussi que toute l'administration de l'Etat soit organisée d'en bas, par les masses elles-mêmes, que celles-ci participent effectivement à chaque pas en avant que fait la vie, qu'elles jouent un rôle actif dans l'administration. *Remplacer* les vieux organismes d'oppression, la police, le corps des fonctionnaires, l'armée permanente, par l'armement général du peuple, par une milice réellement générale, tel est le seul moyen de prémunir au mieux le pays contre le rétablissement de la monarchie et de lui donner la *possibilité* de marcher méthodiquement, fermement et résolument au socialisme, sans « introduire » celui-ci d'en haut, mais en initiant la masse des prolétaires et des semi-prolétaires à l'art de gouverner l'Etat, d'exercer le pouvoir *dans sa totalité*.

L'ordre public assuré par une police située au-dessus du peuple et par un corps de fonctionnaires, fidèles serviteurs de la bourgeoisie, ainsi que par une armée permanente placée sous les ordres de grands propriétaires fonciers et de capitalistes : tel est l'idéal de la république parlementaire bourgeoise, qui s'attache à perpétuer la domination du Capital.

L'ordre public assuré par une milice populaire dont tout le monde — hommes et femmes — fera partie, susceptible de remplacer partiellement le corps des fonctionnaires ; des autorités non seulement élues et révocables à tout moment, mais recevant un salaire d'ouvrier, et non des traitements « princiers » ou bourgeois : tel est l'idéal de la classe ouvrière.

Cet idéal n'est pas seulement inscrit dans notre programme ; il n'existe pas seulement dans l'histoire du mouvement ouvrier d'Occident, à savoir dans l'expérience de la Commune de Paris ; il n'a pas seulement été analysé, souligné, expliqué, recommandé par Marx : les ouvriers russes l'ont déjà pratiquement appliqué en 1905 et en 1917.

Par leur rôle, par le type d'Etat qu'ils inaugurent, les Soviets des députés ouvriers sont précisément les institutions d'une démocratie qui supprime les anciens organes d'oppression et s'engage dans la voie de la constitution d'une milice englobant le peuple entier.

Mais comment faire pour que la milice englobe le peuple entier quand les prolétaires et les semi-prolétaires sont astreints à travailler dans les fabriques, ployés sous le labeur de forçat que leur imposent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ?

Il n'est qu'un moyen : la milice ouvrière doit être payée par les capitalistes.

Les capitalistes doivent payer aux ouvriers les heures ou les journées consacrées par les prolétaires au service civique.

Les masses ouvrières s'engagent d'elles-mêmes dans cette voie juste. L'exemple des ouvriers de Nijni-Novgorod doit être imité dans toute la Russie.

Camarades ouvriers, faites comprendre aux paysans et au peuple tout entier la nécessité de créer une milice générale en remplacement de la police et de l'ancien corps de fonctionnaires ! Instituez cette milice-là, et pas une autre. Instituez-la par le canal des Soviets de députés ouvriers, des Soviets de députés paysans, des organes d'autonomie administrative locale qui se trouvent entre les mains de la classe ouvrière. Surtout ne vous contentez pas d'une milice bourgeoise. Appelez les femmes à s'acquitter de ce service civique à l'égal des hommes. Exigez que les capitalistes payent aux ouvriers les journées consacrées au service civique dans la milice !

Faites pratiquement l'apprentissage de la démocratie, faites-le sur-le-champ, vous-mêmes, à la base ; entraînez les masses à une participation effective, directe, générale à la gestion de l'Etat : là, et là seulement, est le garant de la victoire complète de la révolution, le garant de sa marche en avant assurée, réfléchie et méthodique.

« Pravda » n° 36, 3 mai (20 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA FAILLITE ?

On nous informe à l'instant que le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats vient de recevoir une note communiquée par notre Gouvernement provisoire à tous les représentants étrangers.

Cette note est, de toute évidence, la « déclaration » que N. Tchkhéidzé attendait dans les trois jours et qui, apparemment, devait consister en une prise de position très nette contre les annexions.

Qu'en est-il ?

Le Gouvernement provisoire déclare explicitement dans cette note que la Russie fera la guerre jusqu'au bout, que la Russie demeure fidèle à ses engagements envers les alliés.

Cette note a produit l'effet d'une bombe.

Le désarroi de la majorité du Comité exécutif, de Tchkhéidzé, Tsérétéli, etc., est total. La faillite de toute la politique d'« entente » est manifeste, et elle s'est produite beaucoup plus tôt que nous ne l'escomptions.

Ce ne sont pas les parlotes de la commission de contact qui mettront un terme à la guerre impérialiste...

« Pravda » n° 36, 3 mai (20 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R., ADOPTÉE LE 20 AVRIL (3 MAI) 1917, AU SUJET DE LA CRISE OUVERTE PAR LA NOTE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE EN DATE DU 18 AVRIL (1er MAI) 1917

La note du Gouvernement provisoire a montré l'entière justesse de l'attitude adoptée par notre Parti dans la résolution de la conférence de Pétrograd-ville, et, plus précisément, que : 1. le Gouvernement provisoire est un gouvernement foncièrement impérialiste, qui a les pieds et les poings liés par le capital anglo-français et russe ; 2. toutes les promesses qu'il a faites ou qu'il pourrait faire (relativement à « la manifestation de la volonté de paix du peuple », etc.) ne sauraient être autre chose qu'un leurre ; 3. quelle que soit sa composition, le Gouvernement provisoire *ne peut pas* renoncer aux annexions, la classe capitaliste étant, dans la guerre actuelle et surtout à l'heure présente, dominée par le capital bancaire; 4. la politique de la petite bourgeoisie, pratiquée par les populistes, les menchéviks et la majorité de dirigeants du Soviet actuel des députés ouvriers, et qui consiste à entretenir des espérances trompeuses quant à la possibilité d'« amender » les capitalistes (c'est-à-dire le Gouvernement provisoire) par des « mesures de pression », est une fois de plus démasquée par cette note.

Ceci étant, le Comité Central considère :

I. Que toutes les modifications apportées à la composition de l'actuel gouvernement (démission de Milioukov,

rappel de Kérenski, etc.) ne seront jamais qu'une copie des pires procédés du républicanisme parlementaire bourgeois, qui à la lutte des classes *substitue* les rivalités de coteries et les combinaisons personnelles.

II. Que la seule chance de salut pour la masse petite-bourgeoise de la population, qui hésite entre les capitalistes et la classe ouvrière, c'est le passage sans réserve de cette masse du côté du prolétariat révolutionnaire, seul vraiment capable de rompre les chaînes du capital financier et de la politique d'annexions. Ce n'est qu'après avoir pris en main, avec l'appui de la majorité du peuple, tout le pouvoir que, de concert avec les soldats révolutionnaires, le prolétariat révolutionnaire représenté par les Soviets des députés ouvriers et soldats créera un gouvernement qui aura la confiance des ouvriers de tous les pays et qui seul sera en mesure de terminer rapidement la guerre par une paix réellement démocratique.

« Pravda » n° 37,
4 mai (21 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

APPEL AUX SOLDATS DE TOUS LES PAYS BELLIGÉRANTS

Soldats, nos frères !

Nous n'en pouvons plus de cette guerre atroce qui a emporté des millions de vies humaines, estropié des millions d'hommes, entraîné des calamités sans nom, la ruine et la famine.

Toujours plus nombreux sont ceux qui se posent la question : pourquoi cette guerre, pourquoi est-elle faite ?

Ouvriers et paysans, qui portons le poids principal de la guerre, nous voyons chaque jour plus clairement qu'elle a été déclenchée et qu'elle est faite par les capitalistes de tous les pays, dans l'intérêt des capitalistes, pour savoir qui dominera sur le monde, pour assurer des marchés aux fabricants, aux usiniers et aux banquiers, pour piller les nations faibles. Ils se partagent les colonies, s'emparent de territoires dans les Balkans et en Turquie ; et voilà pourquoi les peuples d'Europe doivent se ruiner, voilà pourquoi nous devons périr et voir nos familles ruinées, affamées, détruites.

Dans tous les pays, la classe des capitalistes réalise des profits énormes, inouïs, scandaleux, grâce aux commandes et aux fournitures militaires, aux concessions dans les pays annexés, à la hausse des prix. Elle a, pour des dizaines d'années, frappé tous les peuples d'un tribut sous la forme d'intérêts exorbitants à verser pour les emprunts de guerre, qui se chiffrent par milliards. Et nous, ouvriers et paysans, nous devons périr, nous ruiner, souffrir la faim, supporter tout cela avec patience, contribuant à renforcer les capita-

listes qui nous oppriment du fait que les ouvriers des différents pays s'exterminent mutuellement, apprennent à se haïr les uns les autres.

Allons-nous continuer à supporter docilement notre joug, à supporter la guerre que se livrent les classes capitalistes ? Permettrons-nous à cette guerre de se prolonger en nous rangeant aux côtés de nos gouvernements nationaux, de notre bourgeoisie nationale, de nos capitalistes nationaux, brisant par là même l'unité internationale des ouvriers de tous les pays, du monde entier ?

Non, soldats nos frères, il est temps pour nous d'ouvrir les yeux, il est temps de prendre en main nos propres destinées. Dans tous les pays grandit, s'étend et se renforce l'indignation populaire contre la classe des capitalistes, qui a précipité les peuples dans cette guerre. Non seulement en Allemagne, mais même en Angleterre, qui passait avant la guerre pour un pays libre entre tous, des centaines et des centaines de vrais amis et représentants de la classe ouvrière languissent dans les prisons pour avoir fait entendre des paroles honnêtes et vraies contre la guerre et contre les capitalistes. La révolution en Russie n'est que le premier pas de la première révolution ; d'autres doivent la suivre, et la suivront inévitablement.

Le nouveau gouvernement de la Russie — qui a renversé Nicolas II, bandit couronné comme Guillaume II — est un gouvernement de capitalistes. Il poursuit la même guerre de brigandage impérialiste que les capitalistes d'Allemagne, d'Angleterre et des autres pays. Il a sanctionné les traités secrets scélérats conclus par Nicolas II avec les capitalistes d'Angleterre, de France et d'ailleurs. Il refuse de publier ces traités à l'instar du gouvernement allemand, qui ne publie pas davantage les traités secrets, non moins scélérats, qu'il a passés avec l'Autriche, la Bulgarie, etc.

Le Gouvernement provisoire russe a publié le 20 avril une note où il confirme une fois de plus sa fidélité aux anciens traités de brigandage conclus par le tsar et se déclare prêt à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire complète, soulevant ainsi l'indignation de ceux-là mêmes qui, jusqu'à présent, lui accordaient leur confiance et leur appui.

Mais à côté du gouvernement des capitalistes la révolution russe a créé spontanément des organisations révolutionnaires qui représentent l'immense majorité des ouvriers et des paysans, savoir : les Soviets des députés ouvriers et soldats, qui se sont constitués à Pétrograd et dans la plupart des villes de Russie. Comme bien des ouvriers et des soldats en Allemagne, la majorité des soldats et une partie des ouvriers de Russie accordent encore une confiance aveugle au gouvernement des capitalistes, à leurs discours creux et mensongers sur la paix sans annexions, la guerre défensive, etc.

Mais, à la différence des capitalistes, les ouvriers et les paysans pauvres n'ont intérêt ni aux annexions, ni au maintien des profits capitalistes. C'est pourquoi chaque jour qui passe, chaque mesure du gouvernement capitaliste mettra en lumière, en Russie comme en Allemagne, les mensonges des capitalistes et fournira la preuve que tant que les capitalistes seront au pouvoir, il ne saurait y avoir de paix réellement démocratique, fondée non sur la violence mais sur la renonciation réelle à toute annexion, c'est-à-dire sur l'affranchissement de toutes les colonies sans exception, de tous les peuples opprimés, annexés par la violence ou frustrés de leurs droits ; que tant qu'ils seront au pouvoir, la guerre, selon toute probabilité, se poursuivra avec toujours plus d'acharnement.

C'est *seulement* si le pouvoir dans deux pays actuellement ennemis, la Russie et l'Allemagne par exemple, passe entièrement et exclusivement aux mains de Soviets révolutionnaires des députés ouvriers et soldats, capables de rompre, non seulement en paroles, mais aussi en fait, tout le réseau des rapports et des intérêts du Capital, — c'est alors seulement que les ouvriers des deux pays belligérants pourront avoir confiance les uns dans les autres et mettre rapidement fin à la guerre par une paix réellement démocratique, une paix qui implique la libération effective de *tous* les peuples et de *toutes* les nationalités du monde.

Soldats nos frères !

Faisons tout pour hâter ce jour, pour atteindre ce but. N'ayons pas peur des sacrifices : tout sacrifice consenti à la cause de la révolution ouvrière sera moins pénible que les pertes qu'entraîne la guerre. Chaque pas que la révo-

lution fera vers sa victoire arrachera des centaines de milliers, des millions d'hommes à la mort, à la ruine et à la famine.

Guerre aux palais, paix aux chaumières ! Paix aux ouvriers de tous les pays ! Vive l'union fraternelle des ouvriers révolutionnaires de tous les pays ! Vive le socialisme !

Le Comité Central du P.O.S.D.R.
Le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.
La Rédaction de la « Pravda »

« Pravda » n° 37, 4 mai (21 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA NOTE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Les cartes sont abattues. Nous avons toutes les raisons de remercier MM. Goutchkov et Milioukov pour leur note, parue aujourd'hui dans toute la presse.

La majorité du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats, les populistes, les menchéviks, tous ceux qui jusqu'ici invitaient à faire confiance au Gouvernement provisoire, sont bien punis. Ils espéraient, ils escomptaient, ils croyaient que le Gouvernement provisoire, sous l'influence d'un « contact » bienfaisant avec Tchkhéidzé, Skobélev et Stéklov, renoncerait à tout jamais aux annexions. Les choses ont tourné un peu autrement...

Le Gouvernement provisoire déclare dans sa note du 18 avril que « le peuple entier (!) désire continuer la guerre mondiale *jusqu'à la victoire décisive* ».

« Il va de soi, ajoute la note, que le Gouvernement provisoire... remplira tous les engagements pris envers nos alliés. »

Voilà qui est clair et concis. Guerre jusqu'à la victoire décisive. L'alliance avec les banquiers anglais et français est sacrée...

Qui a conclu cette alliance avec « nos » alliés, c'est-à-dire avec les milliardaires anglo-français ? Le tsar, Raspoutine, la bande du tsar, naturellement. Mais, pour Milioukov et consorts, cette alliance est sacro-sainte.

Pourquoi ?

D'aucuns répondent : parce que Milioukov n'est pas un homme sincère, parce qu'il est retors, etc.

Là n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est que Goutchkov, Milioukov, Térechtchenko, Konovalov sont les repré-

sentants des *capitalistes*. Or, ce qu'il faut aux capitalistes, c'est la conquête de territoires étrangers. Ils recevront ainsi de nouveaux marchés, de nouveaux débouchés pour leurs capitaux, de nouvelles possibilités de caser avantageusement des dizaines de milliers de leurs fils, etc. L'essentiel, c'est que les *intérêts* des capitalistes russes coïncident maintenant avec ceux des capitalistes anglais et français. C'est pour cette raison, et uniquement pour cette raison, que les traités conclus par le tsar avec les capitalistes anglo-français tiennent tant à cœur au Gouvernement provisoire des capitalistes russes.

La nouvelle note du Gouvernement provisoire va verser de l'huile sur le feu. Elle ne peut qu'attiser l'humeur belliqueuse en Allemagne. Elle aidera Guillaume le Bandit à tromper encore « ses » ouvriers et « ses » soldats et à les persuader de continuer la guerre « jusqu'au bout ».

La nouvelle note du Gouvernement provisoire a posé de front la question : et maintenant ?

Dès le premier moment de notre révolution, les capitalistes anglais et français ont affirmé que la révolution russe avait été faite uniquement et exclusivement pour continuer la guerre « jusqu'au bout ». Les capitalistes ont besoin de piller la Turquie, la Perse et la Chine. S'il faut pour cela envoyer encore à la mort une dizaine de millions de quelconques moujiks russes, le beau malheur ! Ce qui compte, c'est la « victoire décisive ». . . Et voici le Gouvernement provisoire engagé en toute franchise dans cette même voie.

— Faites la guerre parce que nous voulons piller !

— Mourez chaque jour par dizaines de milliers parce que « nous » n'avons pas encore fini de nous battre, parce que nous n'avons pas encore reçu notre part de butin !...

Aucun ouvrier conscient, aucun soldat conscient ne soutiendra plus longtemps la politique de « confiance » à l'égard du Gouvernement provisoire. La politique de confiance a fait faillite.

Notre conférence social-démocrate de Pétrograd-ville disait dans sa résolution que chaque jour confirmerait désormais la justesse de *notre* position *. Mais nous-même étions

* Voir le présent tome, pp. 148-149. (*N.R.*)

loin de nous attendre à une évolution aussi rapide des événements.

Le Soviet actuel des députés ouvriers et soldats est mis en demeure de choisir : avaler la pilule que lui présentent Goutchkov et Milioukov, ce serait renoncer, une fois pour toutes, à jouer un rôle politique indépendant, car demain Milioukov mettra « les pieds sur la table » et réduira le Soviet à zéro ; riposter à la note de Milioukov, c'est rompre avec l'ancienne politique de confiance et s'engager dans la voie préconisée par la *Pravda*.

On peut aussi, naturellement, trouver une solution bâtarde. Mais serait-ce pour longtemps ?...

Ouvriers, soldats, dites-le maintenant bien haut : nous exigeons un pouvoir unique, celui des Soviets des députés ouvriers et soldats. Le Gouvernement provisoire, gouvernement d'une poignée de capitalistes, doit vider les lieux et céder la place à ces Soviets.

Rédigé le 20 avril (3 mai) 1917.
Paru le 4 mai (21 avril) 1917 dans le n° 37 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

UNE QUESTION CAPITALE

(COMMENT RAISONNENT LES SOCIALISTES PASSÉS À LA BOURGEOISIE)

M. Plékhanov l'explique admirablement. Voici ce qu'il écrit dans sa « Lettre du 1er mai » au « groupe de travail des étudiants socialistes », publiée aujourd'hui par la *Retch*, le *Diélo Naroda* et l'*Edinstvo* :

...« Il (le congrès socialiste international de 1889) comprenait que la révolution sociale, ou, plus exactement, socialiste, suppose un long travail d'éducation et d'organisation au sein de la classe ouvrière. C'est ce qu'oublient aujourd'hui chez nous ceux qui appellent la masse laborieuse de Russie à s'emparer du pouvoir politique, ce qui ne pourrait avoir un sens que si les conditions objectives nécessaires à la révolution sociale se trouvaient réunies. Ces conditions font encore défaut »...

Et ainsi de suite, jusqu'à l'appel à « soutenir unanimement » le Gouvernement provisoire.

Ce raisonnement de M. Plékhanov est le raisonnement ultra-typique d'une poignée de « ci-devant » qui se disent social-démocrates. Et c'est précisément parce qu'il est typique qu'il vaut la peine que nous nous y arrêtions.

En premier lieu, est-il raisonnable et loyal d'invoquer le premier congrès de la IIe Internationale et non le dernier ?

Le premier Congrès de la IIe Internationale (1889-1914) s'est tenu en 1889, et le dernier à Bâle en 1912. Le Manifeste de Bâle, voté *à l'unanimité*, parle avec beaucoup de précision, de netteté, de franchise et de clarté (si bien que MM. les Plékhanov eux-mêmes ne peuvent altérer ce fait) de la *révolution prolétarienne* et *justement en liaison* avec la guerre qui devait éclater en 1914.

On comprend sans peine pourquoi les socialistes passés à la bourgeoisie sont amenés à « oublier », sinon tout le Manifeste de Bâle, du moins ce passage capital.

En second lieu, la prise du pouvoir politique « par la masse laborieuse de Russie », écrit notre auteur, « ne pourrait avoir un sens que si les conditions nécessaires à la révolution sociale se trouvaient réunies ».

Une vraie salade en guise d'idées.

Admettons *même* que le mot « sociale » soit un simple lapsus et qu'il faille lire « socialiste ». La salade n'est pas seulement là. Quelles sont les classes qui forment la masse laborieuse de Russie ? Chacun sait que cette masse est formée d'ouvriers et de paysans. Lesquels sont en majorité ? Les paysans. Que sont ces paysans de par leur situation de classe ? De petits ou de tout petits propriétaires. La question se pose : si les tout petits propriétaires forment la majorité de la population et si les conditions objectives du socialisme ne sont pas réunies, comment la majorité de la population *peut*-elle se prononcer pour le socialisme ? ! Qui *peut* parler et qui parle d'introduire le socialisme contre la volonté de la majorité ? !

M. Plékhanov s'est tout de suite fourvoyé de la façon la plus grotesque.

Se mettre en posture grotesque n'est que le moindre châtiment de celui qui, à l'instar de la presse des capitalistes, se fabrique à lui-même un « ennemi » au lieu de citer textuellement les paroles de tel ou tel de ses adversaires politiques.

Poursuivons. A qui doit appartenir le « pouvoir politique », *même* si l'on se place au point de vue du vulgaire démocrate bourgeois de la *Retch* ? A la majorité de la population. La « masse laborieuse de Russie », dont notre social-chauvin fourvoyé a parlé si mal à propos, forme-t-elle la majorité de la population ? Incontestablement, et même l'écrasante majorité !

Comment donc *peut*-on se prononcer, sans trahir la démocratie, même telle que la conçoit Milioukov, contre la « prise du pouvoir politique » par la « masse laborieuse de Russie »?

Et plus on va, plus on en trouve. A chaque étape de notre analyse, nous découvrons chez M. Plékhanov de nouveaux abîmes de confusion.

Le social-chauvin est contre le passage du pouvoir politique à la majorité de la population de Russie !

M. Plékhanov a entendu le carillon, mais sans discerner d'où vient le son. Il a confondu de même, bien que Marx ait, dès 1875, mis tout spécialement en garde contre cette confusion, la « masse laborieuse » avec la masse des prolétaires et des semi-prolétaires [72]. Expliquons cette différence à l'ex-marxiste qu'est M. Plékhanov.

La majorité des paysans de la Russie peut-elle exiger et instituer la nationalisation du sol ? Oui, sans nul doute. Serait-ce là une révolution socialiste ? Non, ce ne serait *encore* qu'une révolution bourgeoise, car la nationalisation du sol est une mesure compatible avec le capitalisme. Mais ce serait, en même temps, un *coup* porté à la propriété privée d'un moyen de production très important. Un coup qui *renforcerait* les prolétaires et les semi-prolétaires infiniment plus que ne l'avaient fait les révolutions des XVII^e^, XVIII^e^ et XIX^e^ siècles.

Poursuivons. La majorité des paysans de Russie peut-elle se prononcer pour la fusion de toutes les banques en une seule ? Pour qu'il y ait dans chaque village la succursale d'une banque d'Etat unique ?

Oui, car les avantages et les commodités qui en résulteraient pour le peuple sont indéniables. Les « jusqu'auboutistes » *eux-mêmes* peuvent préconiser cette mesure, car elle élèverait très sensiblement la capacité de « défense » de la Russie.

Cette fusion de toutes les banques en une seule est-elle économiquement réalisable tout de suite ? Sans aucun doute.

Serait-ce une mesure socialiste ? Non, ce ne serait *pas encore* du socialisme.

Poursuivons. La majorité des paysans de Russie peut-elle se prononcer pour le passage du syndicat des raffineurs à l'Etat, sous le contrôle des ouvriers et des paysans, et pour une diminution du prix du sucre ?

Elle le peut parfaitement, car la majorité du peuple y trouverait son avantage.

Est-ce une chose économiquement réalisable ? Oui, parfaitement réalisable, car le syndicat des raffineurs n'est pas seulement devenu en fait, au point de vue économique, un organisme unique de production à l'échelle du pays tout

entier, mais *se trouvait déjà* sous le contrôle de l'« Etat » (c'est-à-dire de fonctionnaires au service des capitalistes), dès l'époque du tsarisme.

Le passage du syndicat aux mains d'un Etat démocratique bourgeois, paysan, serait-il une mesure socialiste ?

Non, ce ne serait pas encore du socialisme. M. Plékhanov s'en convaincrait facilement s'il se souvenait de vérités archiconnues du marxisme.

La question se pose : des mesures telles que la fusion de toutes les banques en une seule et le passage du syndicat des raffineurs aux mains d'un Etat démocratique paysan *renforceraient-elles ou affaibliraient-elles* l'importance, le rôle, l'influence des prolétaires et des semi-prolétaires dans l'ensemble de la population ?

Elles les renforceraient sans nul doute, car ce *ne* seraient *pas* des mesures « petites-propriétaires », car la possibilité en est créée justement par les « conditions objectives », qui n'existaient pas *encore* en 1889, mais qui se trouvent réunies *dès* à présent.

Ces mesures ne manqueraient pas de renforcer l'importance, le rôle, l'influence qu'exercent plus spécialement les ouvriers des villes, avant-garde des prolétaires et des semi-prolétaires de la ville et de la campagne, sur l'ensemble de la population.

Après ces mesures, la *marche* vers le socialisme deviendrait parfaitement possible en Russie ; et si nos ouvriers étaient soutenus par les ouvriers plus développés et mieux préparés d'Europe occidentale, après que ceux-ci auraient rompu avec les Plékhanov de chez eux, le passage *effectif* de la Russie au socialisme serait *inévitable*, et son succès *assuré*.

Ainsi doit raisonner tout marxiste et tout socialiste qui ne s'est pas rangé aux côté de « sa » bourgeoisie nationale.

Rédigé le 20 avril (3 mai) 1917.
Paru le 4 mai (21 avril) 1917 dans le n° 37 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

DES ICÔNES CONTRE LES CANONS, DES PHRASES CONTRE LE CAPITAL

La note du Gouvernement provisoire affirmant qu'il poursuivra la guerre jusqu'à la victoire totale a soulevé l'indignation de ceux-là mêmes qui nourrissaient le fallacieux espoir de voir un gouvernement de capitalistes renoncer aux annexions. Les journaux en qui s'incarne cette politique petite-bourgeoise d'espoirs fallacieux bredouillent aujourd'hui, décontenancés, telle la *Rabotchaïa Gazéta*, ou bien s'efforcent de détourner l'indignation contre telles ou telles personnalités.

La *Novaïa Jizn* [73] écrit : « La place d'un défenseur des intérêts du capital international n'est pas au gouvernement de la Russie démocratique ! Nous sommes convaincus que le Soviet des députés ouvriers et soldats ne tardera pas à prendre les mesures les plus énergiques pour mettre sans délai M. Milioukov hors d'état de nuire. » Quant au *Diélo Naroda*, il exprime la même sagesse philistine dans les termes suivants : la note de Milioukov « vise à réduire à néant la décision, de la plus haute importance internationale, prise par l'ensemble du cabinet ».

Des icônes contre les canons. Des phrases contre le Capital. La « décision » du gouvernement au sujet du renoncement aux annexions n'était qu'une dérobade diplomatique absolument dépourvue de signification, qui pouvait donner le change à un moujik ignare, mais ne pouvait « induire en erreur » les chefs des partis petits-bourgeois social-démocrate et socialiste-révolutionnaire ou les écrivains de la *Novaïa Jizn* et du *Diélo Naroda*, que s'ils voulaient bien se laisser berner. Déclarer : « La place d'un défenseur des

intérêts du capital international n'est pas au gouvernement de la Russie démocratique », c'est lancer une phrase creuse ! Comment des hommes cultivés ne rougissent-ils pas d'écrire de pareilles inepties ?

Le Gouvernement provisoire tout entier est le gouvernement de la classe capitaliste. C'est de cette classe qu'il est question, et non de telle ou telle personnalité. Attaquer Milioukov personnellement, exiger directement ou indirectement son renvoi est pure comédie, car *aucun* changement de personnes ne peut rien modifier tant que ne seront pas remplacées les *classes* actuellement au pouvoir.

Opposer la « démocratie » de Russie, d'Angleterre, de France, etc., à la défense du Capital, c'est se ravaler au niveau des connaissances économiques et politiques d'un Gapone[74].

Un moujik ignare est excusable d'exiger du capitaliste la « promesse » de « vivre selon la loi de Dieu » et non en capitaliste, de *ne pas* se faire le « défenseur des intérêts du Capital ». Mais lorsque les dirigeants du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, lorsque les écrivains de la *Novaïa Jizn* et du *Diélo Naroda* suivent cette même politique, ils entretiennent parmi le peuple, à l'endroit des capitalistes, les espoirs fallacieux les plus néfastes et les plus funestes à la cause de la liberté et de la révolution.

« Pravda » n° 37, 4 mai (21 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA LOGIQUE DU CITOYEN V. TCHERNOV

Le citoyen V. Tchernov écrit dans le *Diélo Naroda* du 16 avril :

« Il (Lénine) n'a pas même songé que, même si l'on se place à son point de vue, l'autorisation de l'Angleterre à son voyage eût été préférable, ne fût-ce que pour cette raison qu'elle aurait été obtenue par la pression de la révolution russe, tandis que l'autorisation de l'Allemagne peut s'expliquer par des motifs plus suspects. »

Conclusion : Lénine est une sorte de maniaque.

Bon. Mais que penser des trente militants de *divers* partis, le Bund y compris, arrivés en même temps que lui ? Tous des maniaques ? Aucun « n'aurait songé que... » ?

Poursuivons. Que penser du télégramme de Martov, *Nathanson* (notez que ce dernier est un des leaders du parti socialiste-révolutionnaire), Axelrod, etc., où il est dit : « Constatons l'impossibilité *absolue* de retourner en Russie en passant par l'Angleterre » (voir la *Rabotchaïa Gazéta* du 15 avril) ?

Est-ce à dire que Martov et Nathanson sont, eux aussi, des maniaques, qu'eux non plus « n'ont pas songé que... » ?

Mais ces témoins *qui n'appartiennent pas* à notre Parti; mais Nathanson, témoin qui appartient *au parti de V. Tchernov*, reconnaissent comme un *fait* l'impossibilité *absolue* de rentrer autrement en Russie.

Que conclure ? De deux choses l'une : ou bien V. Tchernov est un homme un peu bizarre, qui élude les *faits* avec des phrases, ou bien les calomnies et les ragots des philistins et des chauvins lui ont fait si peur qu'il en a perdu la tête.

« Pravda » n° 37, 4 mai (21 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

TENTATIVES MALHEUREUSES DE M. PLÉKHANOV POUR SE TIRER D'AFFAIRE

Dans le n° 15 de l'*Edinstvo* M. Plékhanov déverse sur la *Pravda* un flot d'injures, peu habituel même dans cette feuille qui a l'injure si facile ; et cela, pour tâcher d'escamoter deux faits absolument incontestables.

Non, messieurs, vous n'arriverez pas à les escamoter !

Premier fait. M. Plékhanov *n'a reproduit* ni notre rapport publié le 5 avril 1917 dans le n° 32 des *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd*, *ni la résolution* du Comité exécutif.

Ce n'est pas seulement une manifestation de mépris anarchiste envers les représentants élus de la *majorité* des soldats, mais encore un procédé malhonnête digne d'un ultra.

Deuxième fait. La campagne d'excitation de M. Plékhanov a suscité une protestation *non* de notre part, mais du *Diélo Naroda*, auquel collabore même Kérenski, collègue de Goutchkov et de Milioukov. Parlant de l'*Edinstvo* de M. Plékhanov, le *Diélo Naroda* du 13 avril 1917 écrivait noir sur blanc :

« ... Nous sommes accoutumés à voir ces paroles, ces méthodes de lutte, dans les colonnes de la *Rousskaïa Volia*. Et il nous est pénible et douloureux, disons-le en toute conscience, de les retrouver dans des articles de socialistes. »

C'est là un témoignage de jusqu'auboutistes qui sont politiquement mille fois plus proches de M. Plékhanov que de nous.

Sur quels lecteurs compte donc M. Plékhanov, lorsqu'il *écarte* cette déposition d'un *témoin* en qualifiant de « malencontreux entrefilet » l'article du *Diélo Naroda* ?

Le témoin constate que M. Plékhanov recourt à des procédés dignes d'un ultra.

Il fut un temps où M. Plékhanov était socialiste ; le voici ravalé au niveau de la *Rousskaïa Volia.*

Aucune injure ne pourra rien contre ce fait que *même* le *Diélo Naroda* a confondu M. Plékhanov.

Dans un éditorial que nous avons reproduit le 18 avril, les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd* (n° 43 du 17 avril) qualifient cette campagne de « malhonnête et écœurante ».

Ce témoin déclare sans ambages que la campagne malhonnête et écœurante des forces ténébreuses et de leur presse a été et demeure un fait. Voilà M. Plékhanov, qui s'est abaissé jusqu'au niveau de la *Rousskaïa Volia*, suffisamment discrédité.

« Pravda » n° 37, 4 mai (21 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. ADOPTÉE LE 21 AVRIL (4 MAI) 1917

Ayant examiné la situation qui s'est créée à Pétrograd après la publication de la note impérialiste du 18 avril 1917 où le Gouvernement provisoire confirme sa politique de conquête et de brigandage, et à la suite des mouvements populaires accompagnés de meetings et de manifestations qui se sont déroulés dans les rues de Pétrograd le 20 avril, le Comité central du P.O.S.D.R. décide :

1. Les propagandistes et les orateurs du Parti doivent démentir l'odieux mensonge des journaux des capitalistes et des journaux qui soutiennent les capitalistes, selon lequel nous menacerions de déclencher la *guerre civile*. Mensonge odieux, car en ce moment, tant que les capitalistes et leur gouvernement ne peuvent pas et n'osent pas user de violence contre les masses, tant que la masse des soldats et des ouvriers exprime librement sa volonté, élit et révoque librement *toutes* les autorités — *à un pareil moment* toute idée de guerre civile est naïve, insensée et grotesque — à un pareil moment *ce qu'il faut*, c'est *la soumission à la volonté de la majorité de la population* et la libre critique de cette volonté par la minorité mécontente ; si l'on en vient à la violence, la responsabilité en incombera au Gouvernement provisoire et à ses partisans.

2. Par leurs vociférations contre la guerre civile, le gouvernement des capitalistes et ses journaux ne font que masquer le refus des capitalistes, qui ne constituent manifestement qu'une infime minorité du peuple, de se soumettre à la volonté de la majorité.

3. Pour connaître la volonté de la majorité de la population à Pétrograd, où les soldats, au courant de l'état d'esprit des paysans et qui l'expriment fidèlement, sont aujourd'hui particulièrement nombreux, il est nécessaire d'organiser sur-le-champ, dans tous les arrondissements de la ville et dans les environs, une consultation populaire sur l'attitude à l'égard de la note gouvernementale, sur l'appui à accorder à tel ou tel parti et sur le Gouvernement provisoire qu'il serait désirable de constituer.

4. Tous les propagandistes du Parti dans les usines, les régiments, les rues, etc., doivent répandre partout ces vues et cette proposition au cours de *paisibles* discussions et de pacifiques manifestations, ainsi que dans des meetings ; on s'efforcera d'organiser un vote méthodique par usines et par régiments, en observant strictement l'ordre le plus complet et une discipline fraternelle.

5. Les propagandistes du Parti doivent dénoncer sans relâche l'infâme calomnie lancée par les capitalistes, selon laquelle notre Parti serait pour une paix séparée avec l'Allemagne. Nous considérons Guillaume II comme un bandit couronné méritant la mort au même titre que Nicolas II, et les Goutchkov allemands, c'est-à-dire les capitalistes allemands, comme des agresseurs, des forbans et des impérialistes pareils aux capitalistes russes, anglais et autres ; nous sommes *contre* des négociations avec les capitalistes, pour des négociations et la fraternisation avec *les ouvriers et les soldats révolutionnaires de tous les pays* ; nous sommes convaincus que si le gouvernement Goutchkov-Milioukov s'efforce d'aggraver la situation, c'est parce qu'il sait que la révolution ouvrière commence en Allemagne et que cette révolution serait un coup porté aux capitalistes de tous les pays.

6. En répandant des rumeurs au sujet d'une débâcle économique complète et inévitable, le Gouvernement provisoire ne cherche pas seulement à intimider le peuple afin que ce dernier lui laisse le pouvoir ; il exprime en outre de façon vague, confuse, embarrassée cette vérité profonde et indéniable que *tous* les peuples sont dans une impasse, que la guerre qui se fait dans l'intérêt des capitalistes les a conduits au bord de l'abîme, et qu'il n'y a réellement pas d'issue en dehors du passage du pouvoir à la classe

révolutionnaire, en d'autres termes au prolétariat révolutionnaire, capable de prendre des mesures révolutionnaires.

S'il existe des stocks de blé, etc., dans le pays, le nouveau gouvernement des ouvriers et des soldats saura bien en disposer lui aussi. Et si la guerre capitaliste a entraîné une ruine telle qu'il n'y a plus de blé, le gouvernement des capitalistes, loin d'améliorer la situation des masses populaires, ne fera que l'aggraver.

7. Nous considérons la politique de la majorité actuelle des dirigeants du Soviet des députés ouvriers et soldats, des partis populiste et menchévik comme profondément erronée, car faire confiance au Gouvernement provisoire; rechercher la conciliation avec lui, marchander au sujet d'amendements, etc., se traduisant en fait par la multiplication des chiffons de papier, par des atermoiements ; cette politique menace en outre de provoquer une divergence entre la volonté du Soviet des députés ouvriers et soldats d'une part, et celle de la majorité des soldats révolutionnaires sur le front et à Pétrograd, ainsi que de la majorité des ouvriers, d'autre part.

8. Nous appelons les ouvriers et les soldats qui considèrent que le Soviet des députés ouvriers et soldats doit changer de politique et répudier la politique de confiance et de conciliation à l'égard du gouvernement des capitalistes, à rappeler leurs délégués du Soviet des députés ouvriers et soldats et à n'y envoyer que des hommes qui s'appliqueront résolument à faire triompher une opinion bien arrêtée, conforme à la volonté réelle de la majorité.

« Pravda » n° 38,
5 mai (22 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LES JUSQU'AUBOUTISTES DE BONNE FOI SE FONT ENTENDRE

Les événements qui se sont produits à Pétrograd depuis quelques jours, et surtout hier, montrent à l'évidence combien nous avions raison de parler du jusqu'auboutisme « de bonne foi » des *masses* en prenant bien soin de le distinguer de celui des chefs et des partis.

La masse de la population est formée de prolétaires, de semi-prolétaires et de paysans pauvres. C'est l'immense majorité du peuple. *Ces* classes n'ont réellement aucun intérêt aux annexions, *aucun* intérêt à la politique impérialiste, aux profits réalisés par le capital bancaire, aux revenus des chemins de fer de Perse, aux sinécures de Galicie ou d'Arménie, aux restrictions apportées à la liberté en Finlande.

Or, tout cela pris ensemble constitue précisément ce qu'on est convenu d'appeler, en termes scientifiques et dans les journaux, une politique impérialiste de conquêtes et de brigandages.

Le fait essentiel, c'est que les Goutchkov, les Milioukov, les Lvov — fussent-ils tous des anges de bonté, de désintéressement et de philanthropie — sont les représentants, les chefs, les mandataires de la *classe* capitaliste, et que cette classe est intéressée à une politique de conquêtes et de brigandages. Cette classe a investi des milliards « dans la guerre » et amasse des centaines de millions « grâce à la guerre » et aux annexions (c'est-à-dire grâce à l'assujettissement ou au *rattachement* forcé de nationalités étrangères).

Espérer que la *classe* des capitalistes « s'amendera », cessera d'être une classe capitaliste, renoncera à ses bénéfices, c'est se leurrer d'un espoir fallacieux, se bercer de

songes creux et, dans la pratique, tromper le peuple. Seuls des politiques petits-bourgeois, qui balancent entre la politique des capitalistes et celle des prolétaires, peuvent nourrir ou entretenir des espérances aussi trompeuses. Telle est précisément l'erreur des chefs actuels des partis populistes et menchévik, de Tchkhéidzé, Tsérétéli, Tchernov et autres.

La masse des jusqu'auboutistes ignore tout de la politique : elle n'a pu apprendre la politique ni dans les livres, ni à la Douma d'Etat, ni en observant de près ceux qui la font.

La masse des jusqu'auboutistes ne sait pas encore que les guerres sont faites *par les gouvernements*, que les gouvernements expriment les intérêts de telle ou telle *classe*, que la guerre actuelle est menée dans les deux groupes de puissances belligérantes par les capitalistes, en fonction des intérêts et des buts de brigandage des capitalistes.

Parce qu'elle l'ignore, la masse des jusqu'auboutistes raisonne très simplement : nous ne voulons pas d'annexions, nous exigeons une paix démocratique, nous ne voulons pas faire la guerre pour Constantinople, ni pour étrangler la Perse ou pour piller la Turquie, etc. ; nous « exigeons » que le Gouvernement provisoire renonce aux annexions.

Cela, la masse des jusqu'auboutistes le désire *sincèrement*, non individuellement, mais en tant que classes, car elle représente des classes qui *n'ont pas intérêt* aux annexions. Mais elle ne sait pas que les capitalistes et le gouvernement des capitalistes peuvent en paroles renoncer aux annexions, peuvent « s'en tirer » avec des promesses et de belles phrases, mais *non* renoncer *effectivement* aux annexions.

C'est pourquoi la masse des jusqu'auboutistes a été si profondément et si légitimement indignée par la note du Gouvernement provisoire en date du 18 avril.

Ceux qui sont versés dans la politique ne pouvaient s'étonner de cette note, sachant parfaitement que toutes les « renonciations aux annexions » n'étaient, de la part des capitalistes, que pure dérobade, banale échappatoire et phrase diplomatique.

Mais la masse des jusqu'auboutistes « de bonne foi » a été stupéfaite, indignée, exaspérée. Elle a *senti* — elle

ne l'a pas encore compris tout à fait, mais elle l'a senti — qu'on l'avait trompée.

Tel est le *fond* de la crise, qu'il faut rigoureusement distinguer des opinions, des attentes, des suppositions de tels ou tels partis, de telles ou telles personnalités.

« Pallier » pour un certain temps cette crise par une nouvelle déclaration, une nouvelle note, une nouvelle dérobade (c'est à quoi se ramènent les conseils de M. Plékhanov dans l'*Edinstvo* et à quoi tendent Milioukov et Cie d'une part, Tchkhéidzé, Tsérétéli, etc., d'autre part), « replâtrer » par une « dérobade » la lézarde qui vient de se former, est naturellement chose possible ; mais il n'en résultera rien de bon. Car les masses seront inévitablement trompées par une nouvelle dérobade ; une nouvelle explosion d'indignation deviendra inévitable et pourra, si elle n'est pas consciente, s'avérer facilement des plus dangereuses.

Il faut dire aux masses toute la vérité. Le gouvernement des capitalistes *ne* peut *pas* renoncer aux annexions. Il s'est enferré, il est dans l'impasse. Il sent, il voit, il se rend compte qu'en dehors de mesures révolutionnaires (qu'une classe révolutionnaire est seule capable de prendre) *il n'y a pas de salut*. Et il se démène, divague, promet une chose et en fait une autre, tantôt menace de recourir à la violence contre les masses (Goutchkov et Chingarev), et tantôt propose de céder le pouvoir.

Le délabrement économique, la crise, les horreurs de la guerre, une situation sans issue : voilà où les capitalistes ont conduit *tous* les peuples.

Et il n'est réellement pas d'issue *en dehors* du passage du pouvoir à la classe révolutionnaire, au prolétariat révolutionnaire, qui seul, et à la condition d'être soutenu par la majorité de la population, peut aider au succès de la révolution dans *tous* les pays belligérants et conduire l'humanité à une paix durable, à sa libération du joug du Capital.

« Pravda » n° 38, 5 mai (22 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

FOLIE CAPITALISTE OU AVEUGLEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE ?

La *Rabotchaïa Gazéta* écrit aujourd'hui :

« Nous nous sommes élevés résolument contre les excitations à la guerre civile des suiveurs de Lénine. Or, aujourd'hui, ce ne sont pas les suiveurs de Lénine, c'est le Gouvernement provisoire qui donne le signal de la guerre civile en publiant un document qui constitue un outrage aux aspirations de la démocratie. C'est un geste vraiment insensé, et des actes énergiques du Soviet des députés ouvriers et soldats s'imposent sur-le-champ pour en conjurer les terribles conséquences. »

Quoi de plus absurde et de plus ridicule que cette fable relative à nos « excitations » à la guerre civile, alors que nous avons déclaré de la façon la plus nette, la plus formelle, la moins équivoque, que l'essentiel de notre travail devait consister à *expliquer patiemment* la ligne politique prolétarienne pour dissiper l'ivresse petite-bourgeoise jusqu'auboutiste, la confiance à l'égard des capitalistes ?

La *Rabotchaïa Gazéta* ne comprendrait-elle vraiment pas que les criailleries sur la guerre civile sont maintenant le fait des capitalistes, désireux de saboter la volonté de la majorité du peuple ?

Y a-t-il la moindre apparence de marxisme dans le fait d'appeler « folie » l'attitude des capitalistes qui, pris dans l'étau de fer du capital impérialiste russe et anglo-français, ne peuvent agir autrement ?

M. Plékhanov exprime aujourd'hui avec plus de franchise, dans l'*Edinstvo*, la politique de tout le bloc jusqu'auboutiste petit-bourgeois en conviant le Soviet des députés ouvriers et soldats « *à s'entendre* » avec le Gouvernement provisoire. Amusant appel qui vient comme la moutarde après dîner.

Car il y a longtemps que l'entente est déjà conclue ! Et même elle existe depuis le début de la révolution ! La crise actuelle est due précisément au fait que cette entente s'est révélée un chiffon de papier ou une promesse creuse ! Répondre aux « maudites questions » qui se posent nettement, brutalement devant le peuple à la suite de la *faillite* de cette entente, en lançant des appels à l'« entente » en général, sans souffler mot de ses conditions ni de ses garanties *réelles*, ou en poussant des soupirs et en proférant des imprécations — « ô insensés que vous êtes ! » — n'est-ce pas une tragi-comédie digne de Louis Blanc petits-bourgeois ? (Louis Blanc, chef ouvrier en paroles, était en fait à la remorque de la bourgeoisie).

« Des actes énergiques s'imposent sur-le-champ », déclare gravement la *Rabotchaïa Gazéta*. Quelles sortes « d'actes », chers concitoyens ? Vous ne pouvez pas le dire vous-mêmes, vous ne le savez pas vous-mêmes, vous ne faites que *déclamer*, car comme Louis Blanc, vous avez en fait oublié la lutte de classe à laquelle vous avez pratiquement substitué la phraséologie et la déclamation petites-bourgeoises.

Rédigé le 21 avril (4 mai) 1917.
Paru le 5 mai (22 avril) 1917 dans le n° 38 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

LE CONSEIL OU L'ORDRE DE CHINGAREV, ET LE CONSEIL D'UN SOVIET LOCAL DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS

La *Gazéta-Kopéika*[75] de Pétrograd publie dans son numéro du 14 avril la dépêche suivante :

RÉQUISITION DE TERRES PRIVÉES

K i c h i n e v, 13 avril. Le Soviet des députés ouvriers et soldats d'Akkerman, vu l'existence dans le district de vastes superficies non ensemencées, que le montant élevé des fermages exigés n'a pas permis de louer, *a invité tous les comités de village et de canton à réquisitionner par l'intermédiaire d'un commissaire toutes les terres privées disponibles, afin de les ensemencer, des accords à l'amiable s'avérant impossibles.*

Si cette information est exacte, elle est d'une extrême importance. Le Soviet des députés ouvriers et soldats d'Akkerman s'inspire manifestement de considérations pratiques ; il connaît sans nul doute de près et directement les conditions locales. Il estime avec raison qu'il est nécessaire d'augmenter à tout prix et le plus possible les superficies ensemencées. Mais que faire si les grands propriétaires fonciers ont élevé le loyer de la terre d'une manière scandaleuse ?

Conclure avec les propriétaires fonciers des accords à l'amiable ?

C'est ce que le ministre Chingarev recommande expressément de Pétrograd, menaçant les paysans et vitupérant les mesures arbitraires. Il est facile à Chingarev de raison-

ner de Pétrograd. Il lui est facile de « protéger » les grands propiétaires fonciers au nom du gouvernement des capitalistes.

Mais qu'en pensent, là-bas, les paysans ? Le Soviet des députés ouvriers et soldats d'Akkerman n'a-t-il pas une vue plus juste de la situation quand il déclare que « des accords à l'amiable s'avèrent impossibles » ?

« Pravda » n° 38, 5 mai (22 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. ADOPTÉE DANS LA MATINÉE DU 22 AVRIL (5 MAI) 1917

La crise politique qui s'est produite du 19 au 21 avril doit être considérée comme close, tout au moins dans sa première phase.

La masse petite-bourgeoise s'est d'abord détournée *des* capitalistes, qui excitaient son indignation, et a penché *vers* les ouvriers ; mais elle s'est remise, dès le surlendemain, à suivre les chefs menchéviks et populistes qui mènent une politique de « confiance » à l'égard des capitalistes et d'« entente » avec ces derniers.

Ces chefs ont accepté un compromis, cédant toutes leurs positions moyennant des concessions absolument creuses, purement verbales, de la part des capitalistes.

Les causes de la crise ne sont pas éliminées et la répétition de crises semblables est inévitable.

Le fond de la crise, c'est que la masse petite-bourgeoise hésite entre l'ancienne confiance séculaire envers les capitalistes, et la colère contre ces derniers, la tendance à se fier au prolétariat révolutionnaire.

Les capitalistes prolongent la guerre sous le couvert de grandes phrases. Seul le prolétariat révolutionnaire travaille et peut travailler à mettre fin à la guerre par la révolution ouvrière universelle qui grandit manifestement chez nous, mûrit aussi chez les Allemands et est de plus en plus proche dans d'autres pays.

Le mot d'ordre : « A bas le Gouvernement provisoire ! » n'est pas juste en ce moment car tant qu'au sein du peuple

une majorité solide (c'est-à-dire consciente et organisée) ne se sera pas ralliée au prolétariat révolutionnaire, un tel mot d'ordre n'est qu'une phrase en l'air, ou bien conduit objectivement à s'engager dans une voie d'aventures[76].

Nous ne serons pour le passage du pouvoir aux prolétaires et aux semi-prolétaires que lorsque les Soviets des députés ouvriers et soldats adopteront notre politique et voudront prendre le pouvoir en main.

L'organisation de notre Parti, la cohésion des forces prolétariennes se sont montrées, pendant les journées de crise, manifestement insuffisantes.

Les mots d'ordre de l'heure sont : 1. *explication* de la ligne politique prolétarienne et de la solution prolétarienne pour mettre fin à la guerre ; 2. *critique* de la politique petite-bourgeoise de confiance envers le gouvernement des capitalistes et d'entente avec lui ; 3. propagande et agitation de groupe en groupe *dans chaque régiment*, dans *chaque* usine, et notamment parmi les masses les plus arriérées, les domestiques, les manœuvres, etc., car c'est surtout sur ces éléments que la bourgeoisie a cherché à s'appuyer aux jours de la crise ; 4. *l'organisation*, *l'organisation* et encore *l'organisation* du prolétariat dans chaque usine, chaque arrondissement, chaque quartier.

La décision du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd en date du 21 avril, interdisant pendant deux jours tout meeting et manifestation de rue, doit être absolument respectée par tous les membres de notre Parti. Le Comité central a diffusé dès hier matin et publié aujourd'hui dans la *Pravda* une résolution où il est dit qu'« à un pareil moment toute idée de guerre civile est insensée et grotesque », que les manifestations doivent revêtir un caractère exclusivement pacifique et que la responsabilité des violences incombera au Gouvernement provisoire et à ses partisans *. Aussi notre Parti considère-t-il la décision précitée du Soviet des députés ouvriers et soldats (qui interdit en particulier les manifestations armées et les coups de feu en l'air) comme entièrement juste et devant être *appliquée sans discussion*.

Nous invitons tous les ouvriers et tous les soldats à étudier attentivement les résultats de la crise des deux

* Voir le présent tome, p. 198. (*N.R.*)

derniers jours et à ne déléguer au Soviet des députés ouvriers et soldats et au Comité exécutif que des camarades exprimant la volonté de la majorité. Chaque fois qu'un délégué n'exprime pas la volonté de la majorité, il est nécessaire de procéder à de nouvelles élections dans les fabriques et les casernes.

«Pravda» n° 39,
6 mai (23 avril) 1917

Conforme au texte de la «Pravda»

LES LEÇONS DE LA CRISE

Pétrograd et toute la Russie viennent de traverser une grave crise politique, la première depuis la révolution.

Le 18 avril, le Gouvernement provisoire adoptait sa note tristement fameuse confirmant ses buts de guerre, buts de conquête et de brigandage, avec assez de clarté pour susciter l'indignation des larges masses qui avaient cru sincèrement les capitalistes désireux (et capables) de « renoncer aux annexions ». Les 20 et 21 avril Pétrograd était en effervescence. Les rues étaient noires de monde ; des groupes, des attroupements, des meetings plus ou moins importants se formaient partout de jour et de nuit ; les manifestations et les actions de masse se succédaient sans interruption. Hier, 21 avril, dans la soirée, la crise, ou du moins sa première phase, a semblé prendre fin : le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats, puis le Soviet lui-même, se sont déclarés satisfaits des « explications » des amendements apportés à la note, des « éclaircissements » du gouvernement (lesquels se réduisent à des phrases aussi creuses que possible qui ne veulent rien dire, ne changent rien et n'engagent à rien) et ont proclamé « l'incident clos ».

L'avenir montrera si les larges masses considèrent que l'« incident est clos ». Notre tâche est maintenant d'étudier plus attentivement les *forces*, les classes, qui se sont manifestées pendant la crise, et de dégager de cette étude des enseignements pour le parti du prolétariat. Car ce qui fait l'importance de toutes les crises, c'est qu'elles manifestent ce qui jusque-là était latent, rejettent ce qui est conventionnel, superficiel, secondaire, secouent la poussière de la politique, mettent à nu les ressorts véritables de la *lutte des classes*, telle qu'elle se déroule réellement.

Le gouvernement des capitalistes n'a fait au fond que

réitérer le 18 avril ses notes antérieures, qui masquaient la guerre impérialiste sous des réserves diplomatiques. La masse des soldats s'est indignée parce qu'elle croyait de bonne foi à la sincérité et au désir de paix des capitalistes. Les manifestations ont commencé par des manifestations *de soldats* sous un mot d'ordre contradictoire, irraisonné, qui ne pouvait mener à rien : « A bas Milioukov ! » (Comme si un changement de personnes ou de groupuscules pouvait changer le *fond* d'une politique !)

Cela signifie que la grande masse, instable et hésitante, proche surtout de la paysannerie, petite-bourgeoise, pour donner une définition scientifique de sa nature de classe, *s'est*, dans ses fluctuations, *détournée* des capitalistes et a penché *vers* les ouvriers révolutionnaires. C'est cette oscillation, ou ce mouvement, d'une masse capable, en raison de sa force, de *tout décider*, qui a ouvert la crise.

Aussitôt se sont mis en branle, sont descendus dans la rue et ont commencé à s'organiser *non pas* les éléments moyens, mais les éléments extrêmes, *non pas* la masse petite-bourgeoise intermédiaire, mais la bourgeoisie et le prolétariat.

La bourgeoisie s'empare de la perspective Nevski — la « perspective Milioukov », selon le mot d'un journal — et des quartiers avoisinants du Pétrograd des riches, du Pétrograd des capitalistes et des hauts fonctionnaires. Les officiers, les étudiants, les « classes moyennes » manifestent *en faveur* du gouvernement provisoire, et parmi les mots d'ordre inscrits sur les drapeaux on lit souvent : « A bas Lénine ! »

Le prolétariat se lève dans *ses* centres à lui, les faubourgs ouvriers, organisé à l'appel et sous les mots d'ordre du Comité central de notre Parti. Le Comité central adopte, les 20 et 21, des résolutions aussitôt transmises par les organisations du Parti aux masses prolétariennes. Les manifestations ouvrières inondent les arrondissements moins centraux, ceux qui *ne sont pas* riches, puis pénètrent par groupes sur la perspective Nevski. Les manifestations prolétariennes se distinguent nettement de celles de la borrgeoisie par leur caractère de masse, leur ensemble plus imposant. On peut lire sur les drapeaux : « Tout le pouvoir au Soviet des députés ouvriers et soldats ! »

Des collisions se produisent sur la perspective Nevski. On déchire les drapeaux des manifestations « adverses »

On téléphone de plusieurs endroits au Comité exécutif que des coups de feu ont été échangés, qu'il y a des morts et des blessés ; ces informations sont des plus contradictoires et non confirmées.

La bourgeoisie craint que les vraies masses, la majorité réelle du peuple, ne prennent le pouvoir ; elle exprime son épouvante en évoquant à cor et à cri le « spectre de la guerre civile ». Les dirigeants petits-bourgeois du Soviet, les menchéviks et les populistes, qui n'ont eu ni depuis la révolution en général, ni pendant la crise en particulier, de ligne politique nettement définie, se laissent intimider. Au Comité exécutif, dont près de la moitié des membres votaient la veille contre le Gouvernement provisoire, 34 voix (contre 19) se prononcent *en faveur* d'un retour à la politique de confiance envers les capitalistes et d'entente avec ces derniers.

On déclare l'« incident clos ».

Quel est le *fond* de la lutte des classes ? Les capitalistes sont *pour* la continuation de la guerre sous le couvert de phrases et de promesses ; ils se sont empêtrés dans les filets du capital bancaire russe, anglo-français et *américain*. Le prolétariat, en la personne de son avant-garde consciente, est *pour* le passage du pouvoir à la classe révolutionnaire, à la classe ouvrière et aux semi-prolétaires, *pour* la révolution ouvrière mondiale qui manifestement monte aussi en Allemagne, *pour* la fin de la guerre par *cette* révolution-*là*.

La grande masse, essentiellement petite-bourgeoise, qui fait encore confiance aux chefs menchéviks et populistes, qui est profondément intimidée par la bourgeoisie et suit, avec quelques réserves, la politique de *cette dernière*, penche tantôt à droite, tantôt à gauche.

La guerre est effroyable, et c'est sur la grande masse qu'elle pèse le plus ; c'est dans ses rangs que grandit, d'une façon encore très confuse, le sentiment que cette guerre est criminelle, qu'elle n'a d'autres causes que les rivalités et les querelles des capitalistes pour le partage de *leur* butin. La situation mondiale est de plus en plus embrouillée. *Elle ne comporte pas d'issue* en dehors de la révolution ouvrière mondiale, qui est *maintenant* plus avancée en Russie que dans les autres pays, mais grandit manifestement (grèves, fraternisation) en Allemagne également. Et

la masse hésite entre la confiance dans ses vieux maîtres, les capitalistes, et la colère contre ceux-ci ; entre la confiance dans la nouvelle classe, seule animée d'un esprit révolutionnaire conséquent et qui ouvre à tous les travailleurs la voie d'un avenir radieux — le prolétariat — et une conscience encore obscure du rôle historique mondial de ce dernier.

Ce n'est ni la première *ni la dernière* hésitation de la masse petite-bourgeoise et semi-prolétarienne !

La leçon est évidente, camarades ouvriers ! Le temps presse. Après cette première crise, d'autres suivront. Consacrez *toutes* vos forces à éclairer les éléments arriérés, à vous rapprocher en masse et en camarades, par des contacts directs (et non seulement dans les meetings), de chaque régiment, de chaque groupe de la population laborieuse encore aveugle ! Faites *tout* pour resserrer vos rangs, organiser les ouvriers de la base au sommet, dans chaque arrondissement, chaque usine, chaque quartier de la capitale et de ses faubourgs ! *Ne* vous laissez dérouter ni par les petits bourgeois qui prêchent la « conciliation » avec les capitalistes, par les jusqu'auboutistes, par les partisans d'une politique de « soutien », ni par les isolés enclins à brûler les étapes et à s'écrier, avant que la majorité du peuple ait acquis une vigoureuse cohésion : « A bas le Gouvernement provisoire ! » La crise ne peut être résolue par les violences de certains individus à l'égard d'autres individus, ni par les actions partielles de petits groupes armés, ni par des tentatives blanquistes de « prendre le pouvoir », d'« arrêter » le Gouvernement provisoire, etc.

Le mot d'ordre du jour est : faites connaître plus exactement, plus clairement, plus largement la ligne politique du prolétariat, la voie préconisée par *lui* pour mettre fin à la guerre. Formez partout, plus fermes et plus nombreux, les rangs et les colonnes du prolétariat ! Groupez-vous étroitement autour de vos Soviets et, à l'intérieur de ceux-ci, attachez-vous, par une persuasion fraternelle et par le renouvellement de certains mandats, à grouper autour de vous la majorité !

Rédigé le 22 avril (5 mai) 1917.
Paru le 6 mai (23 avril) 1917 dans le n° 39 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

COMMENT ON EMBROUILLE UNE QUESTION CLAIRE

Voici ce qu'écrit aujourd'hui le *Dien* à propos de la résolution du Comité central en date du 20 avril, où est soulignée la nécessité du passage du pouvoir au prolétariat révolutionnaire « *avec l'appui de la majorité du peuple* » :

« C'est très simple. Mais alors, qu'attendez-vous ? Au lieu d'écrire des résolutions, venez et prenez le pouvoir. »

Exemple typique des procédés habituels à la presse bourgeoise ! On feint de ne pas comprendre les choses les plus simples et l'on s'assure — sur le papier — une victoire facile. Quiconque dit : « Prenez le pouvoir ! » doit, s'il réfléchit un tantinet, comprendre que toute tentative de prendre le pouvoir serait une aventure ou du blanquisme (ce contre quoi la *Pravda* a tout particulièrement, spécialement, clairement, nettement et sans équivoque mis en garde), *tant que* l'appui de la majorité du peuple *fera défaut*.

La Russie jouit à l'heure actuelle d'une telle liberté que la composition des Soviets des députés ouvriers et soldats reflète la volonté de la majorité ; aussi le parti du prolétariat doit-il, s'il veut s'acheminer vers le pouvoir sérieusement, et non à la façon des blanquistes, *lutter pour assurer son influence* au sein des Soviets.

Tout cela a été dit, redit et rabâché par la *Pravda* ; il faut bien de l'étourderie ou de la mauvaise volonté pour « ne pas » le « comprendre ». Nous laissons au lecteur le soin de déterminer lui-même celle de ces deux tristes vertus que possède la *Rabotchaïa Gazéta*, pour qui la « proposition »

(adressée au Soviet) « de prendre le pouvoir » n'est qu'« excitation irresponsable », « démagogie dépourvue de tout sentiment de responsabilité politique, appelant d'un cœur léger la démocratie aux luttes et à la guerre civiles, dressant les ouvriers et les soldats non plus seulement contre le gouvernement, mais aussi contre le Soviet lui-même », etc.

Peut-on imaginer pire confusion et renverser les rôles de façon plus flagrante en prêtant à autrui sa propre démagogie ?

D'après le journal du soir *Birjévyé Viédomosti*[77] du 21 avril, le ministre-président Lvov a déclaré textuellement :

« Le Gouvernement provisoire a bénéficié jusqu'à présent du soutien constant de l'organisme dirigeant du Soviet des députés ouvriers et soldats. Depuis deux semaines, ces rapports se sont modifiés. Le Gouvernement provisoire est devenu suspect. Il n'a donc aucune possibilité de gouverner l'Etat, car il est difficile de faire quoi que ce soit dans un climat de méfiance et de mécontentement. Dans ces conditions, le mieux pour le Gouvernement provisoire est de se retirer. Il a trop nettement conscience de la responsabilité qu'il assume devant la patrie et il est prêt, pour le bien du pays, à démissionner sur l'heure si c'est nécessaire. »

N'est-ce pas clair ? Peut-on ne pas comprendre pourquoi notre Comité central a proposé, *après* ce discours, d'organiser une consultation populaire ?

Que viennent faire ici la « guerre civile », l'« excitation », la « démagogie » et autres grands mots, si le ministre-président se déclare prêt à « démissionner » ? ? ? s'il a reconnu le Soviet des députés ouvriers et soldats comme un « organisme dirigeant » ? ? ?

De deux choses l'une. Ou bien la *Rabotchaïa Gazéta* estime que Lvov trompe le peuple par ces déclarations ou autres analogues, et alors elle doit préconiser non la confiance et le soutien, mais *la méfiance et le refus de tout soutien*. Ou bien la *Rabotchaïa Gazéta* estime que Lvov est réellement « disposé à s'en aller », et alors pourquoi crier à la guerre civile ?

Si la *Rabotchaïa Gazéta* comprend bien la situation, si elle comprend que les *capitalistes* crient à la guerre civile pour masquer *leur* désir de faire échec par la force à la volonté de la majorité, à quoi riment toutes les criailleries de ce journal ?

Lvov est en droit d'inviter le Soviet à approuver, à adopter sa politique. Notre Parti est en droit d'inviter le Soviet à approuver, à adopter notre politique prolétarienne. Parler d'« excitation », etc., c'est faire preuve d'une incompréhension totale ou s'abaisser à une indigne démagogie. Nous sommes en droit de lutter, et nous lutterons pour assurer notre influence et acquérir la majorité au Soviet et dans les Soviets. Et nous le répétons :

« *Nous ne serons pour le passage du pouvoir aux prolétaires et aux semi-prolétaires que lorsque les Soviets des députés ouvriers et soldats adopteront notre politique et voudront prendre le pouvoir en main* *. »

Rédigé le 22 avril (5 mai) 1917.
Paru le 6 mai (23 avril) 1917 dans le n° 39 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 209. (*N.R.*)

CE QU'ENTENDENT PAR « DÉSHONNEUR » LES CAPITALISTES ET LES PROLÉTAIRES

L'*Edinstvo* publie aujourd'hui en première page et en caractères gras un appel signé de Plékhanov, Deutsch, Zassoulitch. Nous y lisons :

...« Tout peuple a le droit de décider librement de ses destinées. Guillaume en Allemagne et Charles en Autriche n'y consentiront jamais. En leur faisant la guerre, nous défendons notre liberté et celle d'autrui. La Russie ne peut trahir ses alliés. Ce serait se déshonorer »...

Ainsi raisonnent tous les capitalistes. Ils considèrent comme un déshonneur de manquer aux traités signés *entre* capitalistes, de même que les monarques considèrent comme un déshonneur de manquer aux traités signés entre monarques.

Et les ouvriers ? Considèrent-ils comme un déshonneur de manquer aux traités conclus par les monarques et par les capitalistes ?

Non, assurément ! Les ouvriers conscients sont *pour* la dénonciation de *tous* ces traités ; ils sont d'avis de ne reconnaître que les accords conclus *entre ouvriers et soldats de tous* les pays à l'ayantage du peuple, c'est-à-dire non des capitalistes, mais des ouvriers et des paysans pauvres.

Il *existe* un autre traité, conclu entre les ouvriers de tous les pays : le Manifeste de Bâle de 1912 (que Plékhanov a lui aussi signé... et trahi). Ce « traité » conclu par les ouvriers qualifie de « crime » le fait, pour les ouvriers d'un pays, de tirer sur les ouvriers d'autres pays pour défendre les profits des capitalistes.

Ceux qui écrivent dans l'*Edinstvo* raisonnent comme les capitalistes (la *Retch* et autres feuilles raisonnent de même), et non comme les ouvriers.

Il est parfaitement exact que ni le monarque allemand ni le monarque autrichien ne reconnaîtront la liberté de tous les peuples, car ces deux monarques sont, comme Nicolas II, des bandits couronnés. Mais, tout d'abord, les monarques anglais, italien et autres (« alliés » de Nicolas II) ne valent pas mieux. L'oublier, c'est devenir un monarchiste ou le défenseur des monarchistes.

Et en second lieu, les bandits *non* couronnés, c'est-à-dire les capitalistes, ont montré dans cette guerre qu'ils ne valent pas mieux que les monarques. La « démocratie » américaine — c'est-à-dire les capitalistes démocrates — n'a-t-elle pas pillé les Philippines et n'est-elle pas en train de piller le Mexique ?

Les Goutchkov et les Milioukov allemands, s'ils remplaçaient Guillaume II, seraient *eux aussi* des bandits et ne vaudraient pas mieux que les capitalistes anglais et russes.

En troisième lieu, les capitalistes russes « consentiront-ils » à la « liberté » des peuples qu'ils oppriment en Arménie, à Khiva, en Ukraine et en Finlande ?

En éludant cette question, ceux qui écrivent dans l'*Edinstvo* se font en réalité les défenseurs de « leurs » capitalistes dans la guerre de brigandage que ceux-ci soutiennent contre d'autres capitalistes.

Les ouvriers internationalistes du monde entier sont pour le renversement de *tous* les gouvernements capitalistes, pour le refus de s'accorder ou de s'entendre avec quelques capitalistes que ce soit, pour une *paix générale* conclue par *les ouvriers révolutionnaires de tous* les pays et susceptible d'assurer réellement la liberté de « chaque » peuple.

Rédigé le 22 avril (5 mai) 1917.
Paru le 6 mai (23 avril) 1917 dans le n° 39 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

INTERVIEW ACCORDÉE À E.TORNIAINEN LE 23 AVRIL (6 MAI) 1917[78]

Nous pensons que le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd représente en ce moment la majorité des ouvriers et des soldats. Quant à nous (les bolchéviks), nous luttons pour assurer notre influence et conquérir la majorité au Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, et dans tous les Soviets locaux. Nous invitons les ouvriers et les soldats à remplacer les membres des Soviets qui ne répondent pas entièrement à l'attente de la majorité.

La majorité du Soviet suit actuellement les leaders populistes et menchéviks.

Nous ne doutons pas que le Soviet puisse se maintenir au pouvoir dans la mesure où il sera soutenu par une solide et importante majorité d'ouvriers et de soldats. D'autant plus que l'exercice du pouvoir par le Soviet aurait pour conséquence non une prolongation de la guerre, mais sa fin rapide aux conditions les plus avantageuses pour les masses populaires. Nous pensons aussi que le Soviet, organisme élu par les ouvriers et les soldats, peut incontestablement rallier l'immense majorité des ouvriers et des soldats.

Le gouvernement des capitalistes pourra-t-il se refuser à convoquer l'Assemblée constituante ? Cela dépendra du développement et des forces de la contre-révolution, dont il existe déjà sans aucun doute des éléments.

La possibilité de mettre fin à la guerre par une paix réellement démocratique dépend du cours de la révolution prolétarienne mondiale qui, d'ores et déjà, est en bonne position en Russie et qui sans nul doute grandit également en Allemagne (grèves de masse, fraternisation).

« Työmies » n° 122, 8 mai 1917.
Paru en russe pour la première fois en 1926 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XX, 2e partie

Conforme au texte du journal « Työmies ». Traduit du finlandais

UNE JOIE DÉPLACÉE

La *Rabotchaïa Gazéta* exulte et ne se tient pas de joie, la dernière résolution de notre Comité central ayant révélé (en liaison, du reste, avec la déclaration déjà publiée des représentants de la fraction bolchévique du Soviet) certaines divergences de vues au sein de notre Parti.

Que les menchéviks jubilent et trépignent. Nous n'en serons aucunement troublés. Car ils n'ont pas d'organisation. Tchkhéidzé et Tsérétéli, c'est une chose : ils sont ministres sans portefeuille. Le Comité d'Organisation, c'est autre chose : ce sont des social-démocrates sans ligne politique. Les « jusqu'auboutistes » forment une troisième catégorie : ils suivent Plékhanov. Il y a aussi Martov, qui ne sera pas pour l'emprunt. Rien d'étonnant si des hommes sans organisation ni parti se réjouissent d'un cœur léger et sont enchantés parce qu'un défaut s'est révélé dans l'organisation d'autrui.

Nous n'avons pas à craindre la vérité. Oui, camarades ouvriers, la crise a révélé des insuffisances dans notre organisation. A l'œuvre pour y remédier !

La crise a révélé de très faibles tentatives de prendre « un tantinet plus à gauche » que notre Comité central. Notre Comité central a été d'un autre avis et nous ne doutons pas un instant que l'accord soit déjà en train de se rétablir dans notre Parti, un accord librement consenti, conscient, aussi complet que possible.

Notre ligne politique est chaque jour confirmée par les événements. Il nous faut, pour qu'elle soit unanimement appliquée, une organisation des masses prolétariennes *trois fois* meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui. Nous devons avoir dans chaque arrondissement, dans chaque quartier, dans chaque usine, dans chaque compagnie, une forte organisation étroitement unie, capable d'agir *comme un seul* homme. Chacune de ces organisations doit être directement rattachée au centre, au Comité central, par des liens solides

que l'ennemi ne puisse pas rompre du premier coup, par des liens permanents, affermis et éprouvés chaque jour, à chaque heure, *afin que l'ennemi ne puisse pas nous prendre au dépourvu.*

Camarades ouvriers ! Bâtissons sur-le-champ, par en bas et en tous lieux, une solide organisation prolétarienne de masse, parmi les masses ouvrières comme parmi les soldats. Que les ricanements de nos ennemis ne nous troublent pas. Ne craignons ni les erreurs ni les insuffisances partielles. Nous y remédierons. L'avenir est à nous.

« Pravda » n° 40, 8 mai (25 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA SEPTIÈME CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.(b)R. (CONFÉRENCE D'AVRIL)[79]

24-29 AVRIL (7-12 MAI) 1917

1

DISCOURS D'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE 24 AVRIL (7 MAI)

Camarades, notre conférence est la première conférence d'un parti prolétarien qui se réunisse à l'époque, non seulement de la révolution russe, mais aussi d'une révolution internationale grandissante. Les jours approchent où se vérifieront partout l'affirmation des fondateurs du socialisme scientifique et la prévision unanime des socialistes réunis au congrès de Bâle, que la guerre mondiale conduit inévitablement à la révolution.

Observant au XIXe siècle le mouvement prolétarien de divers pays et envisageant les possibilités de révolution sociale, Marx et Engels ont dit maintes fois que les rôles de ces pays seraient, d'une façon générale, fonction des particularités historiques, nationales, de chacun d'entre eux. Cette pensée, ils l'exprimèrent brièvement ainsi : L'ouvrier français commencera, l'ouvrier allemand achèvera.

Le grand honneur de commencer est échu au prolétariat russe ; mais il ne doit pas oublier que son mouvement et sa révolution ne sont qu'une partie du mouvement prolétarien révolutionnaire mondial, qui grandit et devient de jour en jour plus puissant, par exemple, en Allemagne. Nous ne pouvons déterminer nos tâches que sous cet angle.

Je déclare ouverte la conférence de Russie et vous prie de procéder à l'élection du bureau.

Un bref compte rendu parut le 12 mai (29 avril) 1917 dans le n° 43 du «Social-Démocrate».
Paru intégralement pour la première fois en 1921 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

2

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE 24 AVRIL (7 MAI)

Camarades, pour traiter de la situation actuelle et indiquer notre façon de l'apprécier, je dois embrasser un thème extrêmement vaste qui, autant que je puisse en juger, se divise en trois parties : 1. l'appréciation de la situation proprement politique chez nous, en Russie ; l'attitude à l'égard du gouvernement et de la dualité du pouvoir qui s'est créée ; 2. l'attitude envers la guerre, et 3. la situation internationale du mouvement ouvrier, qui le place, à l'échelle internationale, immédiatement au seuil de la révolution socialiste.

Je pense que, sur certains points, je ne pourrai m'arrêter que brièvement. D'autre part, j'ai à vous présenter sur toutes ces questions un projet de résolution, mais avec cette réserve qu'en raison de l'extrême insuffisance de nos forces et aussi de la crise politique qui s'est produite ici, à Pétrograd, il ne nous a pas été possible d'étudier cette résolution, ni même de la communiquer en temps voulu aux organisations locales. Je répète donc qu'il ne s'agit que de projets préliminaires destinés à faciliter le travail de la commission et permettant de le concentrer sur quelques questions tout à fait essentielles.

Je commence par la première. La conférence de Moscou a, si je ne me trompe, adopté la même résolution que la conférence de Pétrograd-ville. (Voix dans la salle : «Avec des amendements ».) Je n'ai pas lu ces amendements et ne puis en juger. Mais comme la résolution de Pétrograd a été publiée dans la *Pravda*, je peux considérer, s'il n'y a pas d'objections, qu'elle est connue de tous les assistants. C'est

cette résolution que je soumets, à titre de projet, à la présente conférence de Russie.

La majorité des partis du bloc petit-bourgeois qui règne au Soviet de Pétrograd présente notre politique, contrairement à la sienne, comme une politique d'action hâtive. Notre politique a ceci de particulier que nous exigeons avant tout une définition de classe précise des événements en cours. Le péché fondamental du bloc petit-bourgeois, c'est de masquer au peuple, à l'aide de phrases, la vérité sur le caractère de classe du gouvernement.

Si les camarades de Moscou ont des amendements à présenter, ils pourraient nous en donner connaissance tout de suite.

(L'orateur donne lecture de la résolution de la conférence de Pétrograd-ville sur l'attitude envers le Gouvernement provisoire.)

« Considérant :

1. que le Gouvernement provisoire est, de par son caractère de classe, l'organe de la domination des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie ;

2. qu'il est, de même que les classes qu'il représente, indissolublement lié, économiquement et politiquement, à l'impérialisme russe et anglo-français ;

3. qu'il ne réalise même son propre programme qu'incomplètement et uniquement sous la pression du prolétariat révolutionnaire et, dans une certaine mesure, de la petite bourgeoisie ;

4. que les forces contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, qui s'organisent en se couvrant du drapeau du Gouvernement provisoire et avec la complaisance manifeste de ce dernier, s'attaquent déjà à la démocratie révolutionnaire ;

5. que le Gouvernement provisoire tarde à fixer la date des élections à l'Assemblée constituante, fait obstacle à l'armement général du peuple, s'oppose au passage de toute la terre au peuple, cherche à imposer à celui-ci une solution de la question agraire conforme aux intérêts des grands propriétaires fonciers, entrave l'institution de la journée de 8 heures, encourage dans l'armée l'agitation contre-révolutionnaire

(de Goutchkov et consorts), organise les cadres supérieurs de l'armée contre les soldats, etc. ... »

Je viens de vous lire la première partie de la résolution, celle qui définit le caractère de classe du Gouvernement provisoire. Les divergences avec la résolution de Moscou sont de peu d'importance, autant qu'on puisse en juger par le seul texte de la résolution, mais je serais partisan de considérer comme inexacte la définition d'ensemble que nos camarades moscovites donnent du gouvernement, en le qualifiant de contre-révolutionnaire. D'une façon générale, il faudrait préciser de quelle révolution nous parlons. On ne peut s'exprimer ainsi du point de vue de la révolution bourgeoise, celle-ci étant déjà terminée. Il est prématuré de le faire du point de vue de la révolution prolétarienne et paysanne, car on ne peut pas être assuré que les paysans iront absolument plus loin que la bourgeoisie, et il n'y a pas de raison, à mon avis, d'exprimer une confiance absolue dans les paysans, surtout maintenant qu'ils sont orientés vers l'impérialisme et le jusqu'auboutisme, c'est-à-dire vers le soutien de la guerre. Maintenant encore ils viennent de conclure toute une série d'accords avec les cadets. C'est pourquoi je considère ce point de la résolution des camarades de Moscou comme politiquement erroné. Nous voulons que les paysans aillent plus loin que la bourgeoisie, qu'ils prennent la terre aux propriétaires fonciers, mais actuellement on ne peut encore rien dire de précis sur leur conduite future.

Nous évitons avec soin les mots « démocratie révolutionnaire ». On peut s'en servir quand il s'agit d'une agression du gouvernement ; mais ils dissimulent en ce moment la plus grande tromperie, du fait qu'il est extrêmement difficile de séparer les classes qui se sont confondues dans ce chaos. Notre tâche est de libérer ceux qui se traînent à la remorque du mouvement. L'important pour nous, dans les Soviets, ce n'est pas la forme, c'est de savoir quelles classes ils représentent. Aussi un travail persévérant est-il nécessaire pour éclairer la conscience prolétarienne.

(L'orateur reprend la lecture du texte de la résolution.)

« ... 6. que, d'autre part, ce gouvernement s'appuie, à l'heure actuelle, sur la confiance du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, et, jusqu'à un certain point,

sur une entente directe avec ce dernier, qui, en ce moment, groupe manifestement la majorité des ouvriers et des soldats, c'est-à-dire de la paysannerie ;

7. que chaque mesure prise par le Gouvernement provisoire, tant en politique étrangère qu'en politique intérieure, ouvrira les yeux non seulement aux prolétaires de la ville et de la campagne, ainsi qu'aux semi-prolétaires, mais encore aux larges couches de la petite bourgeoisie, sur le caractère véritable de ce gouvernement.

la Conférence décide :

1. qu'un travail persévérant en vue d'éclairer la conscience de classe du prolétariat et de grouper les prolétaires de la ville et de la campagne, face aux hésitations de la petite bourgeoisie, s'impose pour assurer le passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers et soldats ou à d'autres organismes traduisant directement la volonté du peuple, ce travail étant la seule garantie véritable d'une progression victorieuse du peuple révolutionnaire tout entier ;

2. que ce travail nécessite une activité multiple au sein des Soviets de députés ouvriers et soldats, l'augmentation du nombre des Soviets, leur consolidation, l'union dans leur sein des groupements internationalistes prolétariens de notre Parti ;

3. que l'organisation de nos forces social-démocrates doit être intensifiée, afin que la nouvelle vague du mouvement révolutionnaire se déploie sous le drapeau de la social-démocratie révolutionnaire. »

La clef de voûte de toute notre politique est là. La petite bourgeoisie tout entière hésite en ce moment et masque ses hésitations par des phrases sur la démocratie révolutionnaire ; à ces hésitations nous devons opposer la ligne politique prolétarienne. Les contre-révolutionnaires veulent saboter celle-ci en nous poussant à une action prématurée. Notre tâche est d'accroître le nombre des Soviets, d'affermir leurs forces, de nous unir étroitement au sein de notre Parti.

Les Moscovites ajoutent au troisième point le contrôle. Ce contrôle est représenté par Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérételi et autres dirigeants du bloc petit-bourgeois. Le contrôle sans le pouvoir est la plus creuse des phrases. Comment

contrôlerai-je l'Angleterre ? Il faut, pour la contrôler, s'emparer de sa flotte. Je comprends que la masse arriérée des ouvriers et des soldats puisse naïvement et aveuglément croire au contrôle. Mais il suffit de songer aux facteurs essentiels de ce dernier pour comprendre qu'y ajouter foi, c'est répudier les principes fondamentaux de la lutte des classes. Qu'est-ce que le contrôle ? Si je rédige un papier ou une résolution, eux rédigent une contre-résolution. Pour contrôler, il faut détenir le pouvoir. Si la grande masse du bloc petit-bourgeois ne le comprend pas, il faut avoir la patience de le lui expliquer, mais sans lui dire en aucun cas le contraire de la vérité. Si je mets au premier plan le contrôle, en masquant cette condition fondamentale, je dis une contre-vérité et je fais le jeu des capitalistes et des impérialistes. « Contrôle-moi à ton aise, pendant que je garde les canons. Gave-toi de contrôle », voilà ce qu'ils disent. Ils savent qu'on ne peut rien refuser au peuple en ce moment. Sans pouvoir, le contrôle est une phrase petite-bourgeoise qui entrave la marche et le développement de la révolution russe. C'est pourquoi je suis contre le troisième point des camarades de Moscou.

Quant à ce singulier enchevêtrement des deux pouvoirs, où le Gouvernement provisoire n'a ni pouvoir, ni canons, ni soldats, ni une masse d'hommes armés et s'appuie sur les Soviets qui, comptant pour le moment sur des promesses, font une politique de soutien de ces promesses, si vous tenez à entrer dans ce jeu, vous risquez la faillite. Notre tâche est de ne pas entrer dans ce jeu et de continuer à expliquer au prolétariat tout ce que cette politique a d'inconsistant ; la vie réelle montrera à chaque pas combien nous avons raison. Nous sommes actuellement en minorité, les masses ne nous font pas encore confiance. Nous saurons attendre : elles se rangeront de notre côté quand le gouvernement se révélera à elles tel qu'il est. Les hésitations du gouvernement peuvent les repousser et les faire affluer vers nous. Nous dirons alors, en tenant compte du rapport des forces : notre heure est venue.

Je passe maintenant à la question de la guerre, qui nous a pratiquement réunis quand nous nous sommes dressés contre l'emprunt, l'attitude à l'égard de ce dernier ayant aussitôt fait ressortir avec évidence le partage des forces politi-

ques. Comme le disait la *Retch*, tout le monde hésite, excepté l'*Edinstvo* ; toute la masse petite-bourgeoise est pour l'emprunt sous certaines réserves. Les capitalistes font grise mine ; ils mettent en souriant les résolutions dans leur poche et disent : « Parlez tant qu'il vous plaira, mais c'est nous qui agirons. » Dans le monde entier, tous ceux qui votent en ce moment pour des emprunts sont appelés des social-chauvins.

Je passe directement à la lecture de la résolution sur la guerre. Elle se divise en trois parties : 1. définition de la guerre quant à sa signification de classe; 2. le jusqu'auboutisme révolutionnaire des masses, qui n'existe dans aucun autre pays; 3. les moyens de terminer la guerre.

Nombre d'entre nous ont eu, comme moi, à prendre la parole, surtout devant des soldats, et je pense que, si l'on explique tout d'un point de vue de classe, ce qu'il y a de moins clair à leurs yeux dans notre attitude, c'est la façon exacte dont nous entendons terminer la guerre, dont nous croyons possible de la terminer. Il y a, dans l'esprit de la grande masse, quantité de malentendus, une incompréhension absolue de notre attitude, et c'est pourquoi notre langage ici doit être le plus accessible au grand public.

(L'orateur donne lecture du projet de la résolution sur la guerre.)

« La guerre actuelle est, de la part des deux groupes de puissances belligérantes, une guerre impérialiste, c'est-à-dire faite par les capitalistes pour la domination du monde, pour le partage du butin capitaliste, pour la conquête de marchés avantageux au capital financier, bancaire, pour l'étranglement des nations faibles.

Le passage du pouvoir en Russie de Nicolas II au Gouvernement de Goutchkov, Lvov et consorts, gouvernement de grands propriétaires fonciers et de capitalistes, n'a pas modifié et ne pouvait pas modifier ce caractère et cette signification de classe de la guerre du côté russe.

Le fait que le nouveau gouvernement poursuit la même guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre de conquête et de brigandage, est devenu particulièrement évident lorsque, loin de publier les traités secrets conclus par l'ex-tsar Nicolas II avec les gouvernements capitalistes d'Angleterre, de France, etc., il les a formellement ratifiés. Il l'a fait

sans consulter le peuple et dans l'intention manifeste de le tromper, car nul n'ignore que ces traités secrets de l'ex-tsar sont, de la première à la dernière ligne, des traités de brigandage qui promettent aux capitalistes russes le pillage de la Chine, de la Perse, de la Turquie, de l'Autriche, etc.

Aussi un parti prolétarien ne peut-il soutenir ni la guerre actuelle, ni le gouvernement actuel, ni ses emprunts, quels que soient les grands mots dont on baptise ces derniers, sans rompre complètement avec l'internationalisme, c'est-à-dire avec la solidarité fraternelle des ouvriers de tous les pays dans la lutte contre le joug du Capital.

La promesse du gouvernement actuel de renoncer aux annexions, c'est-à-dire à la conquête de pays étrangers ou au maintien par la force d'autres nations dans le cadre de la Russie, ne mérite, elle non plus, aucune créance. Car, tout d'abord, les capitalistes, attachés par des milliers de liens au capital bancaire russe et anglo-français et défendant les intérêts du Capital, ne peuvent renoncer aux annexions dans la guerre actuelle sans cesser d'être des capitalistes, sans renoncer aux bénéfices que leur procurent les milliards investis dans les emprunts, les concessions, les entreprises de guerre, etc. Ensuite, le nouveau gouvernement, après avoir renoncé aux annexions pour tromper le peuple, a déclaré par la voix de Milioukov, le 9 avril 1917, à Moscou, qu'il n'y renonçait pas. En troisième lieu, ainsi que l'a révélé le *Diélo Naroda*, journal auquel collabore le ministre Kérenski, Milioukov n'a même pas communiqué à l'étranger la déclaration où il disait renoncer aux annexions.

Mettant le peuple en garde contre les promesses creuses des capitalistes, la conférence déclare donc qu'il faut établir une distinction rigoureuse entre la renonciation verbale aux annexions et la renonciation effective qui consiste à publier immédiatement tous les traités secrets de brigandage, tous les documents de politique étrangère, ainsi qu'à procéder sans retard à l'affranchissement total de toutes les nationalités opprimées, ou rattachées contre leur gré à la Russie, ou lésées dans leurs droits par la classe des capitalistes, continuatrice de la politique, déshonorante pour notre peuple, de l'ex-tsar Nicolas II. »

La deuxième moitié de cette partie de la résolution traite des promesses du gouvernement. Peut-être cette partie

serait-elle superflue pour des marxistes, mais elle est importante pour le peuple. Aussi devons-nous ajouter pourquoi nous ne croyons pas à ces promesses, pourquoi nous ne devons pas nous fier au gouvernement. Le gouvernement actuel ne mérite aucune créance quand il promet de renoncer à la politique impérialiste. Notre ligne politique ne doit pas consister ici à dire que nous exigeons du gouvernement la publication des traités. Ce serait illusoire. Exiger cela d'un gouvernement capitaliste équivaudrait à exiger la divulgation des filouteries commerciales. Si nous disons qu'il faut renoncer aux annexions et aux contributions, nous devons indiquer comment le faire ; et si l'on nous demande qui le fera, nous dirons qu'il s'agit au fond d'un acte révolutionnaire, qui ne peut être accompli que par le prolétariat révolutionnaire. Autrement, on n'aura que les vaines promesses et les vœux pieux avec lesquels les capitalistes conduisent le peuple par le bout du nez.

(L'orateur reprend la lecture du projet de résolution.)

« Ce qu'on appelle le « jusqu'auboutisme révolutionnaire », qui a gagné à l'heure actuelle en Russie presque tous les partis populistes (socialistes populaires, troudoviks, socialistes-révolutionnaires) et le parti opportuniste des social-démocrates menchéviks (le Comité d'Organisation, Tchkhéidzé, Tsérétéli, etc.), ainsi que la plupart des révolutionnaires sans-parti, traduit, quant à sa signification de classe, d'une part, les intérêts et le point de vue de la petite bourgeoisie, des petits patrons, des paysans riches qui, comme les capitalistes, tirent profit de la contrainte exercée sur les peuples faibles ; d'autre part, il est le résultat de la duperie des masses populaires par les capitalistes, qui se gardent de publier les traités secrets et s'en tirent avec des promesses et de beaux discours.

De très larges masses de « jusqu'auboutistes révolutionnaires » sont manifestement sincères, c'est-à-dire *réellement* hostiles à toute annexion, conquête ou contrainte exercée sur les peuples faibles, *réellement* désireuses d'une paix démocratique, non imposée par la violence, entre *tous* les pays belligérants. Il est indispensable de le reconnaître, car la situation de classe des prolétaires et des semi-prolétaires de

la ville et de la campagne (c'est-à-dire des gens qui vivent en totalité ou en partie de la vente de leur force de travail aux capitalistes) est telle que ces classes ne sont pas intéressées aux bénéfices des capitalistes.

Aussi la conférence considère-t-elle comme absolument inadmissible et signifiant en fait une rupture complète avec l'internationalisme et le socialisme toute concession, quelle qu'elle soit, faite au « jusqu'auboutisme révolutionnaire », en même temps qu'elle déclare : tant que les capitalistes russes et leur Gouvernement provisoire se borneront à menacer le peuple d'user de la violence (par exemple, le décret tristement célèbre de Goutchkov menaçant de sanctions les soldats qui, de leur propre chef, révoqueraient des officiers), tant que les capitalistes *n'*auront *pas* recours à la violence contre les Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, salariés agricoles, etc., librement organisés et qui révoquent et élisent librement *toutes* les autorités, tant qu'on en restera là, notre Parti préconisera le renoncement à la violence et combattra l'erreur profonde, l'erreur fatale du « jusqu'auboutisme révolutionnaire » par la seule persuasion fraternelle et la démonstration de cette vérité que l'aveugle crédulité des larges masses envers le gouvernement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme, est actuellement en Russie le principal obstacle à l'achèvement rapide de la guerre. »

Une partie de la petite bourgeoisie est intéressée à cette politique des capitalistes, on ne peut en douter, et c'est pourquoi il n'est pas permis au parti du prolétariat de fonder maintenant des espérances sur la communauté de ses intérêts avec ceux des paysans. Nous luttons pour que les paysans se rallient à nous, mais ils restent, jusqu'à un certain point, consciemment du côté des capitalistes.

Nul doute que le prolétariat et le semi-prolétariat ne sont pas, en tant que classe, intéressés à la guerre. Ils sont sous l'empire des traditions et des duperies. Ils n'ont pas encore d'expérience politique. D'où notre tâche, qui est de les éclairer avec persévérance. Nous ne leur faisons pas la moindre concession sur les principes, mais nous ne pouvons pas les aborder comme nous aborderions des social-chauvins. Ces éléments de la population n'ont jamais été socialistes, ils n'ont pas la moindre idée du socialisme, ils ne font que s'é-

veiller à la vie politique. Mais leur conscience grandit et se développe avec une rapidité extraordinaire. Il faut savoir leur présenter nos explications, et c'est la tâche la plus difficile, surtout pour un parti qui était hier encore clandestin.

Certains camarades en arrivent à se demander si nous ne nous sommes pas reniés : nous prêchions la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, et voilà que nous parlons contre nous-mêmes. Mais la première guerre civile est finie en Russie, nous passons maintenant à la seconde, entre l'impérialisme et le peuple en armes ; et dans cette période de transition, tant que la force des armes est entre les mains des soldats, tant que Milioukov et Goutchkov n'ont pas encore eu recours à la violence, cette guerre civile se transforme pour nous en une propagande de classe pacifique, longue et patiente. Si nous parlons de la guerre civile avant que les gens en aient compris la nécessité, nous versons sans aucun doute dans le blanquisme. Nous sommes pour la guerre civile, mais seulement lorsqu'elle est conduite par une classe consciente. On peut renverser un oppresseur, connu comme tel par le peuple. Mais à présent il n'y a pas d'oppresseurs, les canons et les fusils sont entre les mains des soldats, et non des capitalistes ; ceux-ci l'emportent maintenant non par la violence, mais par la tromperie, et l'on ne peut plus crier à la violence, ce serait absurde. Sachons considérer les choses du point de vue du marxisme, qui dit que cette transformation de la guerre impérialiste en guerre civile se fonde sur des conditions objectives et non sur des conditions subjectives. Nous renonçons pour le moment à ce mot d'ordre, mais rien que pour le moment. Les armes sont maintenant entre les mains des soldats et des ouvriers, et non des capitalistes. Tant que le gouvernement n'a pas ouvert les hostilités, nous faisons notre propagande pacifiquement.

Le gouvernement aurait intérêt à ce que le premier pas imprudent vers l'offensive soit fait par nous ; ce serait à son avantage. Il est furieux que notre Parti ait donné le mot d'ordre d'une manifestation pacifique. Nous ne devons pas transiger avec la petite bourgeoisie, actuellement dans l'attente, sur la moindre syllabe de nos principes. Il n'y a pas d'erreur plus dangereuse pour un parti prolétarien que de fonder sa tactique sur des désirs subjectifs là où il faut

de l'organisation. On ne peut pas dire que la majorité est avec nous ; ce qu'il nous faut, en l'occurrence, c'est pas d'illusions, surtout pas d'illusions. Fonder une tactique prolétarienne sur des désirs, c'est la tuer.

Le troisième point concerne la question de savoir comment terminer la guerre. On sait ce qu'en pensent les marxistes. Mais la difficulté est de faire connaître notre point de vue aux masses sous la forme la plus claire possible. Nous ne sommes pas des pacifistes, nous ne pouvons pas renier la guerre révolutionnaire. En quoi celle-ci diffère-t-elle de la guerre capitaliste ? D'abord, par la classe qui y est intéressée et par la politique qu'elle fait au cours de cette guerre... Il faut, quand nous prenons la parole devant les masses, leur donner des réponses bien nettes. Ainsi, première question : comment distinguer une guerre révolutionnaire d'une guerre capitaliste ? Les masses ne comprennent pas qu'il s'agit d'une différence de classe. Nous ne devons pas seulement parler en théoriciens. Nous devons aussi montrer pratiquement que nous ferons une guerre vraiment révolutionnaire lorsque le prolétariat détiendra le pouvoir. Il me semble que cette façon de poser le problème répond d'une manière plus frappante à la question : quel est le caractère de cette guerre et qui la fait ?

La *Pravda* a publié un projet d'appel aux soldats de tous les pays belligérants.* Nous sommes informés que des cas de fraternisation se produisent sur le front, mais de façon encore à demi spontanée. Ce qui manque à la fraternisation, c'est une claire perspective politique. Les soldats ont senti d'instinct qu'il faut agir par en bas ; leur instinct de classe d'hommes animés d'un esprit révolutionnaire leur a montré que c'était là le seul bon chemin. Mais cela ne suffit pas à la révolution. Nous voulons formuler une réponse politique claire. Pour que la guerre puisse être terminée, le pouvoir doit passer à la classe révolutionnaire. Je proposerais de rédiger au nom de la conférence une adresse aux soldats de tous les pays belligérants et de la publier dans toutes les langues. Si, au lieu de toutes ces phrases courantes sur des conférences de paix, où la moitié des participants sont des agents secrets ou avérés de gouvernements impéria-

* Voir le présent tome, pp. 182-185. (*N.R.*)

listes, nous diffusions partout cet appel, il nous amènera au but mille fois plus promptement que toutes les conférences de paix. Nous ne voulons pas avoir affaire aux Plékhanov allemands. Quand nous avons traversé l'Allemagne en wagon, ces messieurs les social-chauvins, les Plékhanov allemands, tentèrent de se faufiler auprès de nous ; mais nous leur répondîmes que pas un socialiste de leur acabit ne mettrait les pieds dans notre wagon et que s'ils le faisaient, nous ne les relâcherions pas sans un grand scandale. Si l'on avait laissé, par exemple, Karl Liebknecht venir nous voir, nous aurions conversé avec lui. Quand nous aurons publié notre appel aux travailleurs de tous les pays, en y donnant notre réponse à la question de savoir comment terminer la guerre, et quand les soldats liront notre réponse indiquant l'issue politique que nous proposons, la fraternisation fera d'immenses progrès. Cela est nécessaire pour que la fraternisation dépasse l'étape de l'horreur instinctive de la guerre et accède au niveau d'une claire conscience politique de ce qu'il faut faire pour en sortir.

Je passe à la troisième question : l'appréciation de l'état de choses actuel du point de vue de la situation du mouvement ouvrier international et de celle du capitalisme international. Au point de vue marxiste, il est absurde, quand on parle de l'impérialisme, de considérer la situation d'un seul pays, alors que les pays capitalistes sont si étroitement liés les uns aux autres. La guerre n'a fait que resserrer au plus haut point ces liens réciproques. L'humanité est prise dans un réseau sanglant, et il ne peut y avoir d'issue individuelle à cette situation. Il y a des pays plus ou moins développés, mais la guerre actuelle les a tous attachés les uns aux autres par de tels liens qu'il est impossible et absurde d'imaginer qu'un pays quelconque puisse s'en sortir isolément.

Nous convenons tous que le pouvoir doit appartenir aux Soviets des députés ouvriers et soldats. Mais que peuvent-ils et que doivent-ils faire si le pouvoir leur échoit, c'est-à-dire s'il passe aux prolétaires et aux semi-prolétaires ? La situation se complique, devient difficile. En parlant du changement de pouvoir, nous voyons apparaître un danger qui joua également un grand rôle dans les révolutions antérieures : la classe révolutionnaire, ayant pris en mains le pouvoir, risque de ne savoir qu'en faire. Il y a dans l'his-

toire des exemples de révolutions qui achoppèrent précisément là-dessus. Les Soviets des députés ouvriers et soldats, qui couvrent maintenant toute la Russie de leur réseau, sont actuellement au centre de toute la révolution; il me semble cependant que nous n'avons pas assez compris et étudié ce qu'ils représentent. S'ils prennent le pouvoir, ce ne sera plus un Etat au sens ordinaire du mot. Il n'y a jamais eu de pouvoir de cette sorte qui ait tenu longtemps ; pourtant, le mouvement ouvrier du monde entier y aspire. Ce sera très exactement un Etat du type de la Commune de Paris. Un tel pouvoir est une dictature, c'est-à-dire qu'il s'appuie non sur la loi, non sur la volonté formelle de la majorité, mais directement sur la violence. La violence est l'instrument du pouvoir. Comment donc les Soviets exerceront-ils ce pouvoir ? Reviendront-ils à l'ancienne administration par la police, administreront-ils à l'aide des anciens organes du pouvoir ? Mon avis est qu'ils ne le peuvent pas, et que leur tâche immédiate est, de toute façon, d'organiser un Etat qui ne soit pas bourgeois. J'ai usé parmi les bolchéviks d'une comparaison de cet Etat avec la Commune de Paris en ce sens que celle-ci brisa les anciens organes d'administration et les remplaça par des organes ouvriers, entièrement nouveaux, d'administration directe. On me reproche de m'être servi du mot qui effraie actuellement le plus les capitalistes, ce qui leur a permis de le présenter comme une preuve de notre désir d'introduire immédiatement le socialisme. Mais je ne m'en suis servi qu'au sens de la substitution d'organes nouveaux, prolétariens, aux anciens. Marx disait que c'était là le plus grand pas en avant du mouvement prolétarien mondial [80]. La question des tâches sociales du prolétariat a pour nous une immense signification pratique ; d'une part, parce que nous sommes attachés en ce moment à tous les autres pays et qu'on ne peut s'arracher à ce réseau : ou le prolétariat s'en arrachera tout entier ou il sera écrasé ; d'autre part, parce que les Soviets des députés ouvriers et soldats existent. Il ne fait de doute pour personne qu'ils couvrent toute la Russie, qu'ils sont le pouvoir et qu'il ne peut y en avoir d'autre. Mais s'il en est ainsi, nous devons nous représenter clairement comment ils peuvent user de ce pouvoir. On dit que ce pouvoir est le même qu'en France et en Amérique, mais il n'y a rien

de semblable dans ces pays, où ce pouvoir direct n'existe pas.

La résolution sur la situation actuelle se divise en trois parties. La première définit la situation objective due à la guerre impérialiste, la situation où se trouve le capitalisme mondial ; la seconde, les conditions du mouvement prolétarien international, et la troisième — les tâches de la classe ouvrière russe lors du passage du pouvoir entre ses mains. Je formule dans la première partie cette conclusion que le capitalisme s'est développé pendant la guerre plus encore qu'avant la guerre. Son emprise s'est étendue à des branches entières de la production. Dès 1891, il y a 27 ans, quand les Allemands adoptaient leur programme d'Erfurt [81], Engels disait qu'on ne pouvait continuer à considérer le capitalisme comme impliquant l'absence d'une organisation rationnelle. Ce stade était dépassé : du moment qu'il existait des trusts, il n'y avait plus absence d'organisation rationnelle [82]. Au XXe siècle en particulier, le développement du capitalisme a progressé à pas de géant, et la guerre a réalisé ce qui n'avait pas été fait en 25 ans. L'étatisation de l'industrie a progressé non seulement en Allemagne, mais aussi en Angleterre. On est passé des monopoles en général aux monopoles d'Etat. La situation objective montre que la guerre a hâté le développement du capitalisme, qui est allé de l'avant, du capitalisme à l'impérialisme, des monopoles à l'étatisation. Tout cela a rapproché la révolution socialiste et lui a créé des conditions objectives favorables. Ainsi, la révolution socialiste a été rapprochée par le cours de la guerre.

L'Angleterre était, avant la guerre, comme l'indiquent toujours les politiciens du type cadet, le pays jouissant du maximum de liberté. La liberté y régnait parce que le mouvement révolutionnaire y était inexistant. La guerre a tout changé d'un seul coup. Un pays où l'on ne se souvient pas qu'un seul attentat à la liberté de la presse socialiste ait été commis en des dizaines d'années, a adopté d'emblée des méthodes purement tsaristes de censure, et toutes les prisons y regorgent maintenant de socialistes. Les capitalistes avaient appris là-bas, au cours des siècles, à gouverner le peuple sans user de la violence et, s'ils y ont eu recours, c'est qu'ils ont senti monter le mouvement révolutionnaire,

et qu'ils ne pouvaient pas agir autrement. Quand nous indiquions que Liebknecht représentait la masse, bien qu'il fût seul et qu'il eût contre lui cent Plékhanov allemands, on nous traitait d'utopistes, de visionnaires. Cependant, quiconque a assisté à l'étranger, ne serait-ce qu'une fois, à des réunions ouvrières sait que la sympathie des masses pour Liebknecht est un fait indéniable. Ses adversaires les plus acharnés ont dû ruser avec la masse ; s'ils n'ont pas feint de partager ses vues, personne en tout cas n'avait osé s'élever contre lui. Les choses sont maintenant beaucoup plus avancées. Nous sommes en présence de grèves de masse et de la fraternisation sur le front. Se lancer à cet égard dans les prédictions serait commettre l'erreur la plus grande ; mais que la sympathie pour l'Internationale grandisse et qu'une effervescence révolutionnaire ait commencé dans l'armée allemande, ce sont là des faits attestant que la révolution mûrit en Allemagne.

Voyons maintenant quelles sont les tâches du prolétariat révolutionnaire. Le défaut principal, l'erreur principale de tous les raisonnements socialistes consiste à poser la question en termes trop généraux, à parler du passage au socialisme. Or, il faut parler d'actes et de mesures pratiques. Certaines mesures sont mûres, d'autres ne le sont pas. Nous traversons en ce moment une phase transitoire. Nous avons manifestement créé des institutions qui ne ressemblent pas à celles des Etats bourgeois : les Soviets des députés ouvriers et soldats, forme d'État qui n'a existé et n'existe dans aucun autre pays. Cette forme est un premier pas vers le socialisme, elle est inévitable au début de la société socialiste. Ce fait est décisif. La révolution russe a créé les Soviets. Il n'y a et il ne peut y avoir dans aucun pays bourgeois du monde d'institution gouvernementale de ce genre, et aucune révolution socialiste ne peut opérer avec aucun autre pouvoir que celui-là. Les Soviets des députés ouvriers et soldats doivent prendre le pouvoir, mais non pour créer une république bourgeoise du type habituel ou pour passer directement au socialisme. C'est impossible. Alors, pourquoi faire ? Ils doivent s'emparer du pouvoir pour prendre les premières mesures pratiques tendant à préparer ce passage que l'on peut et que l'on doit effectuer. La peur est à cet égard l'ennemi principal.

Il faut persuader les masses que ces mesures doivent être prises dès maintenant, faute de quoi le pouvoir des Soviets des députés ouvriers et soldats n'aurait pas de sens et ne donnerait rien au peuple.

Je m'efforce de répondre à la question concernant les mesures concrètes que nous pouvons proposer au peuple sans entrer en contradiction avec nos convictions marxistes.

A quelles fins voulons-nous que le pouvoir passe aux Soviets des députés ouvriers et soldats ?

La nationalisation du sol est la première mesure que doivent appliquer les Soviets. Tout le monde en parle. On dit que cette mesure est des plus utopiques, et pourtant tout le monde y vient, précisément parce que le régime de la propriété des terres est si compliqué en Russie qu'il n'y a pas d'autre solution que d'abattre toutes les barrières et de faire du sol la propriété de l'Etat. Il faut abolir la propriété privée du sol. Cette tâche se pose à nous parce que telle est la volonté de la majorité du peuple. Pour cela, il nous faut des Soviets. Car on ne peut pas appliquer cette mesure avec l'ancien corps des fonctionnaires de l'Etat.

Deuxième mesure. Nous ne pouvons pas être partisans d'« introduire » le socialisme, ce serait la pire des absurdités. Nous devons préconiser le socialisme. La majorité de la population est formée en Russie de paysans, de petits propriétaires qui ne peuvent en aucune façon désirer le socialisme. Mais que pourraient-ils objecter à la créaction dans chaque village d'une banque, qui leur permettrait d'améliorer leur exploitation ? Ils ne peuvent rien dire là contre. Nous devons préconiser ces mesures pratiques parmi les paysans et affermir en eux la conscience de cette nécessité.

Autre chose le syndicat des raffineurs ; c'est là un fait. Ici notre proposition doit être d'une portée pratique immédiate : les syndicats patronaux de cette sorte, déjà constitués, doivent devenir la propriété de l'Etat. Si les Soviets veulent prendre le pouvoir, c'est uniquement à ces fins. Ils n'ont pas d'autres raisons de le prendre. La question se pose ainsi : ou ces Soviets continueront à se développer, ou ils périront d'une mort sans gloire, comme au temps de la Commune de Paris. S'il faut une république bourgeoise, les cadets peuvent la faire tout aussi bien.

Je terminerai en me référant à un discours qui a produit sur moi l'impression la plus profonde. C'est le discours remarquable d'un mineur qui raconta, sans user d'un seul mot livresque, comment ses camarades et lui avaient fait la révolution. La question qu'ils se posaient n'était pas de savoir s'ils auraient un président, mais de s'organiser pour protéger les câbles après qu'ils se furent emparés des puits de mine, afin que la production ne s'arrête pas. Puis il y eut la question du pain, qui leur manquait, et ils s'entendirent aussi pour en trouver. Voilà le vrai programme de la révolution, un programme qui n'est pas tiré des bouquins. Voilà la vraie conquête du pouvoir sur place.

La bourgeoisie n'est nulle part aussi fortement constituée qu'à Pétrograd, et les capitalistes y détiennent le pouvoir, tandis qu'en province, les paysans prennent des mesures purement pratiques, sans se lancer dans des projets socialistes d'aucune sorte. J'estime que ce programme du mouvement révolutionnaire indique seul avec justesse le vrai chemin de la révolution. Nous sommes d'avis qu'on doit aborder ces mesures avec la plus grande circonspection et la plus grande prudence, mais que ce sont elles qu'il faut appliquer, que c'est seulement de ce côté qu'il faut voir l'avenir, autrement la situation est sans issue. Autrement, les Soviets des députés ouvriers et soldats seront dissous et périront d'une mort sans gloire. Si le pouvoir échoit réellement au prolétariat révolutionnaire, ce doit être uniquement pour aller de l'avant. Or, aller de l'avant veut dire prendre des mesures concrètes, et non pas se borner à des mots pour assurer la fin de la guerre. Le succès complet de ces mesures n'est possible que si la révolution mondiale a lieu, si la révolution tue la guerre et si elle est soutenue par les ouvriers de tous les pays. Aussi la prise du pouvoir est-elle la seule mesure concrète, la seule issue.

Un bref compte rendu parut le 8 mai (25 avril) 1917 dans le n° 40 de la « Pravda ».

Paru intégralement pour la première fois en 1921 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

3

DISCOURS DE CONCLUSION APRÈS LA DISCUSSION DU RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE 24 AVRIL (7 MAI)

Le camarade Kaménev a prestement enfourché son dada, l'esprit d'aventure. Il importe de s'arrêter sur ce point. Le camarade Kaménev est convaincu et affirme que nous avons, en nous élevant contre le mot d'ordre : « A bas le Gouvernement provisoire », manifesté un flottement. Je suis d'accord avec lui : il y a eu évidemment quelques flottements par rapport à la ligne politique révolutionnaire, et ces flottements doivent être évités. Je pense que nos divergences avec le camarade Kaménev ne sont pas très grandes, puisque, s'accordant avec nous, il adopte une nouvelle position. En quoi a consisté notre aventurisme? Dans une tentative de recourir à la force. Nous ne savions pas si les masses penchaient fortement vers nous à ce moment troublé, et la question se serait posée tout autrement si ç'avait été le cas. Nous avons lancé comme mot d'ordre l'organisation de manifestations pacifiques, mais certains camarades du Comité de Pétersbourg en donnèrent un autre que nous avons annulé sans toutefois avoir eu le temps d'en empêcher la diffusion, de sorte que la masse suivit le mot d'ordre du Comité de Pétersbourg. Nous disons que le mot d'ordre : « A bas le Gouvernement provisoire » est teinté d'aventurisme, qu'on ne peut pas renverser le gouvernement en ce moment, et c'est pourquoi nous avons lancé comme mot d'ordre l'organisation de manifestations pacifiques. Nous ne voulions que procéder à une reconnaissance pacifique des forces ennemies, sans livrer bataille ; le Comité de Pétersbourg, lui, a pris un peu plus à gauche,

ce qui est naturellement, en l'occurrence, un crime d'une gravité extrême. L'appareil d'organisation s'est révélé débile : il n'y a pas d'unanimité dans l'application de nos décisions. En même temps que le mot d'ordre juste : « Vivent les Soviets des députés ouvriers et soldats ! », on a lancé le mot d'ordre erroné : « A bas le Gouvernement provisoire ». Prendre un peu plus à gauche au moment de l'action était inopportun. Nous considérons que c'est là un crime des plus graves, que c'est de la désorganisation. Nous ne serions pas demeurés une minute de plus au Comité central si l'on avait sciemment toléré cette initiative. Elle s'est produite par suite de l'imperfection de l'appareil d'organisation. Oui, notre organisation s'est montrée en défaut. La question de son amélioration est posée.

Menchéviks et consorts tripotent le mot d'« aventurisme ». Mais chez eux, il n'y a eu en fait ni organisation ni ligne politique d'aucune sorte. Nous avons, quant à nous, une organisation et une ligne politique.

A ce moment, la bourgeoisie a mobilisé toutes ses forces, le centre s'est caché, et nous avons organisé une manifestation pacifique. Nous étions les seuls à avoir une ligne politique. Des fautes furent-elles commises ? Oui, mais qui ne fait rien est seul à ne pas se tromper. Et bien s'organiser est chose difficile.

Maintenant, à propos du contrôle.

Nous sommes d'accord avec le camarade Kaménev, excepté dans la question du contrôle. Il y voit un acte politique. Mais, subjectivement, il donne à ce mot un sens plus complet que Tchkhéidzé et les autres. Nous ne marcherons pas pour le contrôle. On nous dit : « Vous vous êtes isolés. Vous avez dit des mots terribles au sujet du communisme, vous avez effrayé le bourgeois jusqu'à lui donner des convulsions... » Soit !

Mais notre isolement ne vient pas de là. C'est la question de l'emprunt qui nous a isolés, voilà à quoi est dû notre isolement. Voilà sur quelle question nous nous sommes trouvés en minorité. Oui, nous sommes en minorité. Et alors ? En ce moment d'exaltation chauvine, être socialiste, c'est être en minorité, être en majorité veut dire être chauvin. En ce moment, le paysan et Milioukov portent atteinte au socialisme avec l'emprunt. Le paysan suit Miliou-

kov et Goutchkov. C'est un fait. La dictature démocratique bourgeoise de la paysannerie est une vieille formule.

Il faut, pour pousser les paysans à la révolution, en séparer le prolétariat, en dissocier le parti prolétarien, car les paysans sont chauvins. Vouloir attirer le moujik en ce moment, c'est se livrer à la merci de Milioukov.

Il faut renverser le Gouvernement provisoire, mais pas tout de suite et pas par les moyens habituels. Nous sommes d'accord avec le camarade Kaménev. Mais il faut éclairer les gens. C'est à ce mot que s'accroche le camarade Kaménev. C'est pourtant la seule chose que nous puissions faire.

Le camarade Rykov dit que le socialisme doit venir des autres pays pourvus d'une industrie plus développée. Mais ce n'est pas exact. On ne peut dire qui commencera et qui finira. Ce n'est pas du marxisme, c'est une caricature du marxisme.

Marx a dit que le Français commencerait et que l'Allemand achèverait. Mais le prolétariat russe a plus de succès que quiconque à son actif.

Si, par exemple, nous disions : « Pas de tsar, dictature du prolétariat », eh bien, ce serait un bond par-dessus la petite bourgeoisie. Nous disons : Aide à la révolution par l'organe du Soviet des députés ouvriers et soldats. Il ne faut pas verser dans le réformisme. Nous ne combattons pas pour être vaincus, mais pour sortir vainqueurs de la lutte, en escomptant, à la rigueur, un succès partiel. Si nous sommes vaincus, nous obtiendrons un succès partiel, des réformes. Les réformes sont un moyen auxiliaire de la lutte de classe.

Le camarade Rykov dit ensuite qu'il n'y a pas de période de transition entre capitalisme et socialisme. Ce n'est pas exact. Parler ainsi, c'est rompre avec le marxisme.

La ligne politique que nous avons tracée est juste, et nous prendrons à l'avenir toutes mesures utiles pour avoir une organisation dans laquelle il n'y aura pas de membres du C.P. désobéissant au Comité central. Nous nous développons comme doit se développer un vrai parti.

Paru pour la première fois en 1921 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

4

DISCOURS SUR LE PROJET DE CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE 25 AVRIL (8 MAI)[83]

Je ne puis être de l'avis du camarade Noguine. Nous nous trouvons, je pense, devant un fait politique d'une importance exceptionnelle qui nous impose l'obligation d'entamer une campagne énergique contre les chauvins russes et anglo-français, qui ont décliné l'invitation de ce Borgbjerg à participer à la conférence. Il ne faut pas oublier le fond et les dessous de toute cette histoire. Je vais vous donner lecture de la proposition de Borgbjerg, textuellement reproduite dans la *Rabotchaïa Gazéta*, et je noterai que toute cette comédie d'un prétendu congrès socialiste cache un geste politique extrêmement concret de l'impérialisme allemand. Par l'intermédiaire des social-chauvins allemands, les capitalistes allemands invitent les social-chauvins de tous les pays à se réunir en conférence. Voilà pourquoi il nous faut lancer une large campagne.

Pourquoi agissent-ils par l'intermédiaire de socialistes ? Parce qu'ils veulent mener en bateau la masse ouvrière. MM. les diplomates sont des gens subtils : on ne peut pas dire la chose tout net, il faut le truchement d'un Plékhanov danois. Nous avons eu à l'étranger des centaines de rencontres avec des chauvins allemands, nous devons les démasquer.

(L'orateur donne lecture d'un extrait de la *Rabotchaïa Gazéta* du 8 mai (25 avril) 1917, n° 39.)

« Borgbjerg, rédacteur en chef du *Social-démocraten*, organe central de la social-démocratie danoise, a transmis au nom du Comité unifié des trois partis ouvriers scandinaves (danois, norvégien, suédois) au Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats une invitation adressée à tous les partis socialistes de Russie, les conviant à une conférence socialiste internationale. Ayant eu, grâce à la situation de voisinage du Danemark et de l'Allemagne, la possibilité d'entrer en contact avec les social-démocrates allemands, notamment avec ceux de la « majorité », le camarade Borgbjerg a fait connaître à l'assemblée les conditions auxquelles la social-démocratie officielle d'Allemagne croit la paix possible, conditions que les représentants de ce parti apporteront à la conférence.

Ces conditions, les voici :

Les social-démocrates allemands marquent tout d'abord leur accord avec les principes formulés par les socialistes scandinaves et hollandais à la conférence de 1915, c'est-à-dire avec la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, l'arbitrage international obligatoire et la revendication d'un désarmement progressif. Ils ajoutent en outre, pour leur part, que la social-démocratie allemande insistera pour :

1. que tous les territoires conquis par l'Allemagne et ses alliés soient rendus à leurs possesseurs ;
2. que la liberté entière soit accordée à la Pologne russe de se proclamer indépendante ou de se joindre à la Russie ;
3. que la Belgique soit rétablie comme un Etat entièrement indépendant ;
4. que la Serbie, le Monténégro et la Roumanie soient de même rétablis en qualité d'Etats indépendants ;
5. que la Bulgarie reçoive les régions bulgares de la Macédoine, et la Serbie un libre débouché dans l'Adriatique.

Pour ce qui est de l'Alsace-Lorraine, un accord pacifique pourrait être réalisé sur une rectification de la frontière lorraine ; les Allemands exigeront l'autonomie culturelle-nationale pour les Polonais de Posnanie. »

Il ne peut y avoir l'ombre d'un doute que cette proposition émane du gouvernement allemand, qui ne fait pas ces démarches au grand jour, mais a besoin des services des Plékhanov danois, les agents allemands ne convenant pas à cet usage. Les social-chauvins sont précisément faits pour se charger de ces services. Ces dessous qu'ils dissimulent, notre tâche est de les dévoiler devant le monde entier au nom des 70 000 ouvriers, membres du parti prolétarien, réunis à cette conférence. Nous devons publier une résolution détaillée, la traduire dans les langues étrangères et donner une digne réponse à ces messieurs afin de leur ôter l'envie de se fourrer dans un parti socialiste. (L'orateur donne lecture du projet de résolution.)

Les journaux socialistes se taisent ce matin. Ils savent parfaitement où gît le lièvre. Ils savent que le silence est d'or. La *Rabotchaïa Gazéta* est seule à publier un article, qui ne contient d'appréciation d'aucune sorte : d'une part, on ne peut disconvenir que... d'autre part, on doit bien convenir...

Le gouvernement russe a moins de raisons que quiconque de douter qu'il s'agit vraiment d'un agent du gouvernement allemand.

Puisqu'on nous assourdit de clameurs sur la libération de l'Alsace-Lorraine, il faut rappeler à ces messieurs que c'est tout simplement une question de gros sous, car cette région renferme d'énormes richesses, et que les capitalistes allemands se battent avec les capitalistes français à qui pillera davantage. Il leur est avantageux que les Plékhanov fassent de la libération de l'Alsace-Lorraine une cause sacrée. Aussi, quand les social-chauvins allemands parlent d'une rectification pacifique des frontières de l'Alsace-Lorraine, il faut lire : partage pacifique du butin entre les impérialistes français et allemands.

Je dois ajouter une chose : j'ai oublié de dire que les représentants du « centre » allemand — Kautsky, Haase, Ledebour — ont donné leur accord à cette conférence. C'est là pour eux un geste des plus déshonorants. Les socialistes anglo-français ne participent pas à cette conférence. Cela montre que les chauvins anglo-français, soi-disant socialistes, sont en réalité des agents de la bourgeoisie ; ils contribuent, en effet, à la prolongation de la guerre impérialiste, en dépit des immenses efforts que fait, par l'intermédiaire de Borgbjerg, la majorité socialiste allemande, car le gouvernement allemand déclare sans nul doute par la voix de Borgbjerg : La situation est telle que je dois vous abandonner votre butin (les colonies allemandes d'Afrique). Cela nous est confirmé par la situation désespérée de l'Allemagne, pour laquelle la continuation de la guerre est sans espoir, le pays étant tout près de sa perte. Aussi se déclarent-ils disposés à restituer presque tout leur butin, tout en s'efforçant de s'en approprier une part. Les diplomates communiquent très bien entre eux et les journaux bourgeois, quand ils parlent des affaires étrangères, bernent le peuple avec des phrases.

Nul doute que, lorsque les social-chauvins anglais et français ont déclaré ne pas aller à la conférence, ils savaient déjà tout : ils s'étaient rendus à leurs ministères respectifs des Affaires étrangères, où on leur avait dit : Voilà les dessous de cette affaire, et nous ne voulons pas que vous alliez là-bas. C'est ainsi, et ainsi seulement, que les choses se sont passées.

Nous verrons que si les soldats russes reçoivent cette résolution — et je suis d'avis qu'il faudrait la leur envoyer au nom des 70 000 membres de notre parti — ils commenceront vraiment à comprendre toute la combinaison qu'on leur a cachée. Ils comprendront alors que l'Allemagne ne peut pas continuer sa guerre de conquête et qu'il s'agit seulement d'étrangler l'Allemagne, d'en consommer le pillage. On ne peut nier que Borgbjerg soit un agent du gouvernement allemand.

C'est pourquoi, camarades, je pense qu'il nous faut démasquer cette comédie de congrès socialiste. Tous ces congrès ne sont que des comédies destinées à masquer les marchandages auxquels se livrent les diplomates à l'insu des masses populaires. Il faut une fois pour toutes dire la vérité de façon qu'elle soit entendue par les soldats au front et par les ouvriers de tous les pays. Notre campagne sur les propositions de cette sorte éclairera, d'une part, notre ligne politique prolétarienne ; elle sera, d'autre part, une action de masse comme il n'y en a pas encore eu. C'est la raison pour laquelle je vous demanderais d'adopter si possible ce manifeste, de le transmettre au Comité exécutif, de le faire traduire dans les langues étrangères et de le publier demain dans la *Pravda*.

Un bref compte rendu parut le 9 mai (26 avril) 1917 dans le n° 41 de la « Pravda ».
Paru intégralement pour la première fois en 1921 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

5

RÉSOLUTION SUR LA PROPOSITION DE BORGBJERG

Au sujet de la venue du « socialiste » danois Borgbjerg et de sa proposition de participer à un congrès de socialistes pour le soutien de la paix, projeté par les socialistes allemands de la tendance Scheidemann et Plékhanov, sur la base de la renonciation par l'Allemagne à la plupart de ses annexions, la conférence décide :

Borgbjerg parle au nom de trois partis scandinaves, ceux de Suède, de Danemark et de Norvège. Il a, pour ce faire, un mandat du parti suédois dirigé par Branting, ce socialiste qui est passé du côté de « sa » bourgeoisie, qui a trahi l'alliance révolutionnaire des ouvriers de tous les pays. Nous ne pouvons considérer ce parti suédois comme un parti socialiste. Nous estimons que le seul parti socialiste en Suède est le parti des jeunes, dirigé par Höglund, Lindhagen, Ström, Karlsson, etc.

De même pour le parti danois, qui a également mandaté Borgbjerg, nous ne le considérons pas comme un parti socialiste, car il a à sa tête Stauning, membre d'un ministère bourgeois. L'entrée de Stauning dans un ministère bourgeois a entraîné la protestation et le départ — de ce parti — d'un groupe avec le camarade Trier, qui a déclaré que le parti socialiste danois était devenu un parti bourgeois.

De son propre aveu, Borgbjerg agit en accord avec Scheidemann et d'autres socialistes allemands qui sont passés du côté du gouvernement allemand et de la bourgeoisie allemande.

Il n'y a donc pas le moindre doute que Borgbjerg est en réalité, directement ou non, un agent du gouvernement impérialiste allemand.

En conséquence, la conférence considère que la participation de notre Parti à une conférence à laquelle participent Borgbjerg et Scheidemann est inadmissible pour des raisons de principe, notre tâche n'étant pas de travailler au rassemblement des agents directs ou indirects des différents gouvernements impérialistes, mais d'unir les ouvriers de tous les pays, qui mènent dès à présent, en pleine guerre, une lutte révolutionnaire contre leurs propres gouvernements impérialistes.

C'est seulement avec de tels partis et groupes que des conférences et des rapprochements peuvent effectivement hâter la conclusion de la paix.

Nous mettons les ouvriers en garde contre la confiance qu'ils pourraient donner à une conférence organisée par Borgbjerg, car cette conférence de pseudo-socialistes ne sera qu'une comédie destinée à masquer les manœuvres auxquelles les diplomates se livreront dans la coulisse, en troquant leurs annexions les unes contre les autres, en « donnant », par exemple, l'Arménie aux capitalistes russes, en « donnant », à l'Angleterre les colonies allemandes qu'elle a volées, en échange de quoi ils « céderont » peut-être aux capitalistes allemands une partie des terrains métallifères de Lorraine qui contiennent d'immenses gisements de minerai de fer d'excellente qualité, etc.

Les socialistes ne peuvent, sans trahir la cause prolétarienne, prendre une part ni directe ni indirecte à ces sordides et cupides marchandages entre capitalistes de différents pays se partageant le butin de leurs rapines.

En même temps, la conférence constate que, même lorsqu'ils s'expriment par la voie de Borgbjerg, les capitalistes allemands ne renoncent pas à toutes leurs annexions, sans parler de l'évacuation militaire immédiate des territoires qu'ils ont annexés par la force. Car les régions danoises de l'Allemagne, ses régions polonaises, les parties françaises de l'Alsace, sont des annexions des capitalistes allemands au même titre que la Courlande, la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, etc., sont des annexions des tsars russes et des capitalistes russes.

Quant à la restauration de l'indépendance polonaise, il s'agit d'une supercherie, de la part aussi bien des capitalistes austro-allemands que du Gouvernement provisoire

russe, qui parle, dit-on, d'une alliance militaire « libre » entre la Pologne et la Russie. Car, pour déterminer réellement la volonté des peuples de toutes les régions annexées, il est indispensable que les troupes soient retirées et que la population soit librement consultée. Les promesses gouvernementales ne trouveraient un commencement d'exécution que si une telle mesure était appliquée à toute la Pologne (non seulement, par conséquent, aux territoires annexés par les Russes, mais également à ceux annexés par les Allemands et les Autrichiens), ainsi qu'à toute l'Arménie, etc.

En outre, la conférence constate que les socialistes anglais et français, passés dans le camp de leurs gouvernements capitalistes, ont refusé de se rendre à la conférence organisée par Borgbjerg. Ce fait montre clairement que la bourgeoisie impérialiste anglo-française, dont ces pseudo-socialistes sont des agents, *veut continuer, veut faire durer cette* guerre impérialiste, sans même vouloir examiner les concessions que la bourgeoisie impérialiste allemande est obligée de promettre par l'intermédiaire de Borgbjerg sous la pression croissante de la misère, de la famine et de la ruine et, surtout, de la révolution ouvrière imminente en Allemagne.

La conférence décide de donner à tous ces faits la plus large publicité et, notamment, d'en informer avec la plus grande précision les soldats russes sur le front; que les soldats russes sachent que les capitalistes anglo-français et, à leur suite, les capitalistes russes, *font durer la guerre*, sans vouloir accepter même une telle conférence sur les conditions de paix.

Que les soldats russes sachent que le mot d'ordre de « guerre jusqu'à la victoire » masque actuellement le désir de l'Angleterre de raffermir sa domination à Bagdad et dans les colonies allemandes d'Afrique, le désir des capitalistes russes de piller et d'étrangler l'Arménie, la Perse, etc., le désir de voir l'effondrement total de l'Allemagne.

Que les soldats russes organisent sur le front des référendums dans chaque unité, dans chaque régiment, dans chaque compagnie pour dire s'ils veulent que les capitalistes prolongent ainsi la guerre, ou s'ils veulent que la totalité du pouvoir passe exclusivement aux mains des Soviets

des députés ouvriers et paysans pour mettre fin à la guerre aussi rapidement que possible.

Le parti du prolétariat de Russie n'acceptera de rencontrer, afin de contracter avec eux une alliance fraternelle, que les partis ouvriers des autres pays qui mènent aussi dans leur propre pays une lutte révolutionnaire pour le passage de tout le pouvoir au prolétariat.

«Pravda» n° 41,
9 mai (26 avril) 1917

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

6

DISCOURS SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS 25 AVRIL (8 MAI)

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine a montré que la Révolution française était passée par une phase de révolution municipale et qu'elle s'était renforcée dans les organes d'autonomie administrative locale devenus son appui. On observe dans la révolution russe une certaine bureaucratisation des centres tandis que, dans les provinces, le pouvoir détenu par les Soviets est utilisé plus complètement. Les Soviets des capitales sont dans une plus grande dépendance politique à l'égard du pouvoir central bourgeois que les Soviets de province. Il n'est pas si facile, dans les centres, d'assumer la direction de la production, alors que c'est déjà fait en partie dans les provinces. D'où la nécessité de renforcer les Soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans. La progression à cet égard est possible, avant tout, en partant des provinces.

« Pravda » n° 42, 10 mai (27 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

7

ÉBAUCHE DE THÈSES POUR LA RÉSOLUTION SUR LES SOVIETS

Le rôle des Soviets s'est révélé particulièrement important dans une série de centres locaux, et surtout dans les centres ouvriers. Un pouvoir unique s'y est créé ; la bourgeoisie a été entièrement désarmée et réduite à une complète obéissance ; les salaires sont augmentés ; une journée de travail réduite sans que la production ait diminué ; le ravitaillement est assuré ; un contrôle commence à être exercé sur la production et la répartition ; toutes les anciennes autorités sont destituées ; l'initiative révolutionnaire des paysans est encouragée dans la question du pouvoir (révocation de toutes les anciennes autorités et création d'autorités nouvelles), ainsi que dans celle de la terre.

Dans la capitale et dans certains grands centres, on observe le phénomène inverse : la composition des Soviets est moins prolétarienne ; les Comités exécutifs y sont infiniment plus influencés par les éléments petits-bourgeois et la « collaboration avec la bourgeoisie » y est plus largement pratiquée, notamment dans les commissions, ce qui entrave l'initiative révolutionnaire des masses, *bureaucratise* le mouvement révolutionnaire des masses et leurs tâches révolutionnaires, freine l'application de toutes les mesures révolutionnaires susceptibles de « heurter » les capitalistes.

Il est tout à fait naturel et inévitable qu'après l'intense déploiement d'énergie révolutionnaire dans la capitale, où le peuple, et surtout les ouvriers, a consenti les plus lourds sacrifices pour renverser le tsarisme, dans la capitale

où le pouvoir central de l'Etat a été renversé et où le pouvoir le plus centralisé du capital a donné le maximum de pouvoir aux capitalistes, il est naturel que le pouvoir des Soviets (et le pouvoir du prolétariat) s'y soit révélé faible, que le développement ultérieur de la révolution y soit apparu particulièrement difficile, le passage à la nouvelle étape de la révolution particulièrement pénible, la résistance de la bourgeoisie plus forte que partout ailleurs.

D'où cette conclusion : alors que, dans les capitales et dans les plus grands centres, les principaux efforts doivent porter sur la *préparation* des forces en vue de *mener jusqu'au bout* la deuxième étape de la révolution, on peut et on doit, sur le plan local, faire faire *immédiatement* à la révolution un pas en avant en instaurant le pouvoir unique des Soviets des députés ouvriers, en stimulant l'énergie révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, en passant au contrôle de la production et de la répartition des produits, etc.

Voici comment se dessine le développement de la révolution : (1) élimination de l'ancien pouvoir au centre ; (2) prise du pouvoir par la bourgeoisie, en raison du manque de préparation du prolétariat aux *immenses* tâches de l'Etat ; (3) extension de la révolution aux provinces ; (4) à l'échelon local, surtout dans les centres prolétariens, création de nombreuses communes et développement de l'énergie révolutionnaire des masses ; (5) la terre, on la confisque, etc. ; (6) les usines, on les contrôle ; (7) unité du pouvoir ; (8) la révolution locale, municipale, progresse ; (9) bureaucratisation et soumission à la bourgeoisie au centre.

CONCLUSIONS : (α) 1 : préparation au centre (préparation des forces en vue d'une nouvelle révolution) ; (β) 2 : faire *avancer* la révolution (pouvoir ? terre ? usines ?) en province ; (γ) 3 : créer localement des communes, c'est-à-dire (αα) complète autonomie locale ; pleine initiative ; (ββ) sans police, sans corps de fonctionnaires, pouvoir sans partage des ouvriers et des masses paysannes en armes ; (δ) 4 : lutte contre l'influence des éléments petits-bourgeois, qui poussent à la bureaucratisation et, comme la bourgeoisie, s'attachent à tranquilliser les masses ; (ε) 5 : rassembler les expériences locales pour STIMULER le centre : la PROVINCE prêche d'*exemple*.

(ς) 6 : faire comprendre aux masses d'ouvriers, de paysans et de soldats que les succès de la révolution à l'échelon local sont dus à l'unité du pouvoir et à la dictature du prolétariat.

(η) 7 : naturellement, les choses sont PLUS DIFFICILES au centre et demandent plus de temps.

+(ι) 8 : développement de la révolution par *communes* formées dans les faubourgs et les quartiers des grandes villes...

(χ) 9 : transformation (dans les capitales, etc.) en « valets de la bourgeoisie ».

Rédigé les 25-26 avril (8-9 mai) 1917.
Paru pour la première fois dans le Recueil Lénine IV

Conforme au manuscrit

8

DISCOURS EN FAVEUR DE LA RÉSOLUTION SUR LA GUERRE 27 AVRIL (10 MAI)

Camarades, j'ai donné lecture, à la conférence de Pétrograd-ville, du premier projet de la résolution sur la guerre. Par suite de la crise, qui a absorbé à Pétrograd l'attention et les forces de tous les camarades, nous n'avons pas pu corriger ce projet. Mais la commission a travaillé avec succès, hier et aujourd'hui ; le projet a été modifié, sensiblement abrégé et, à notre avis, amélioré.

Je tiens à dire quelques mots de la structure de cette résolution. Elle comporte trois parties : la première est consacrée à l'analyse du contenu de classe de la guerre, et l'on y a ajouté un exposé des raisons de principe pour lesquelles le Parti met les travailleurs en garde contre toute confiance à l'égard des promesses gouvernementales et contre tout soutien au Gouvernement provisoire. La deuxième traite du jusqu'auboutisme révolutionnaire considéré comme un très large courant de masse qui groupe actuellement contre nous l'immense majorité du peuple. Il s'agit de déterminer la signification de classe de ce jusqu'auboutisme révolutionnaire, son essence, le rapport réel des forces et la façon dont nous devons combattre ce courant. La troisième partie de la résolution concerne la façon de terminer la guerre. A cette question pratique, qui présente la plus grande importance pour le Parti, il était nécessaire de donner une réponse détaillée, et nous pensons y avoir réussi dans une mesure satisfaisante. Notre attitude négative à l'égard de la guerre et de l'emprunt a été mise en

lumière dans divers articles de la *Pravda* et des journaux de province qui ont consacré un grand nombre d'articles à la guerre. (Ces journaux nous parviennent très irrégulièrement : la poste ne fonctionne pas, et il faut profiter de moyens de fortune pour transmettre les feuilles locales au Comité central.) Je crois que le vote contre l'emprunt a tranché la question de l'attitude négative envers le jusqu'auboutisme révolutionnaire. Je n'ai pas la possibilité de m'arrêter davantage sur ce point.

« La guerre actuelle est, de la part des deux groupes de puissances belligérantes, une guerre impérialiste, c'est-à-dire faite par les capitalistes pour le partage des bénéfices de la domination du monde, pour les marchés du capital financier (bancaire), pour l'asservissement des nationalités faibles, etc. »

La première et la principale des thèses concerne le contenu de la guerre, son caractère politique et général ; c'est un sujet de discussion, que les capitalistes et les social-chauvins prennent bien soin d'éviter. Aussi devons-nous le mettre au premier plan et en compléter l'exposé.

« Chaque jour de la guerre enrichit la bourgeoisie financière et industrielle, en même temps qu'il ruine et épuise les forces du prolétariat et des paysans de tous les pays belligérants d'abord, des pays neutres ensuite. Quant à la Russie, la prolongation de la guerre constitue en outre pour les conquêtes de la révolution et son développement ultérieur un grave danger.

Le passage du pouvoir, en Russie, au Gouvernement provisoire, gouvernement de propriétaires fonciers et de capitalistes, n'a pas modifié et ne pouvait pas modifier ce caractère et cette signification de la guerre pour ce qui est de la Russie. »

La phrase que je viens de lire a une grande importance pour tout notre travail de propagande et d'agitation. Le caractère de classe de la guerre s'est-il modifié et peut-il se modifier ? Notre réponse se fonde sur le fait que le pouvoir est passé aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, au gouvernement même qui avait préparé cette guerre. Nous passons ensuite à l'un des faits qui font le mieux ressortir le caractère de la guerre. Une chose est le caractère de classe qu'exprime la politique menée par

certaines classes au cours de dizaines d'années, autre chose est l'évident caractère de classe de la guerre.

« Ce fait nous apparaît avec un relief singulier lorsqu'on considère que le nouveau gouvernement, loin de publier les traités secrets conclus par le tsar Nicolas II avec les gouvernements capitalistes anglais, français et autres, a même formellement approuvé, sans consulter le peuple, ces traités secrets qui promettent aux capitalistes russes le pillage de la Chine, de la Perse, de la Turquie, de l'Autriche, etc. En gardant secret le texte de ces traités, on trompe le peuple russe sur le caractère véritable de la guerre. »

Ainsi, je le souligne une fois de plus, nous montrons ce qui confirme tout particulièrement le caractère de la guerre. Si même il n'y avait aucun traité, le caractère de la guerre n'en serait nullement modifié, l'accord entre groupes capitalistes pouvant très souvent être réalisé sans traités d'aucune sorte. Mais les traités existent, leur signification est particulièrement évidente, et nous estimons tout particulièrement nécessaire de le souligner et nous avons décidé de mettre ce point en relief afin d'assurer l'unité de notre agitation et de notre propagande. L'attention du peuple se porte sur ce fait, et elle doit s'y porter d'autant plus que ces traités furent conclus par le tsar détrôné ; le peuple doit donc être amené à constater que la guerre est continuée par les gouvernements en vertu de traités signés par leurs prédécesseurs. C'est ici, je crois, que les contradictions entre les intérêts des capitalistes et la volonté du peuple ressortent le mieux, et la tâche des propagandistes est de le porter au grand jour, d'attirer sur elles l'attention du peuple, de s'efforcer d'éclairer les masses, en faisant appel à leur conscience de classe. Le contenu des traités est tel qu'il ne peut y avoir de doute sur le fait qu'ils promettent aux capitalistes des bénéfices fabuleux par le pillage d'autres pays, puisque ces traités restent toujours et partout secrets. Il n'y a pas une seule république au monde qui fasse sa politique étrangère au grand jour. Tant que le régime capitaliste existera, on ne peut attendre des capitalistes qu'ils ouvrent au public leurs livres de commerce. La propriété privée des moyens de production comporte la propriété privée des titres et des opérations financières. Le fondement essentiel de la diplomatie actuelle,

ce sont les opérations financières, qui se ramènent au pillage et à l'étranglement des nationalités faibles. Tels sont, à notre point de vue, les principes essentiels dont découle toute notre appréciation de la guerre. Nous en tirons la conclusion suivante :

« Aussi un parti prolétarien ne peut-il soutenir ni la guerre actuelle, ni le gouvernement actuel, ni ses emprunts, sans rompre complètement avec l'internationalisme, c'est-à-dire avec la solidarité fraternelle des ouvriers de tous les pays dans la lutte contre le joug du Capital. »

Telle est notre conclusion fondamentale, qui définit toute notre tactique et nous distingue de tous les autres partis, quelles que soient leurs appellations socialistes. Ce postulat, indiscutable pour nous tous, règle par avance notre attitude à l'égard de tous les autres partis politiques.

Il est dit plus loin que notre gouvernement a été particulièrement étendu sur le chapitre des promesses. Les Soviets, bernés par ces promesses, mènent campagne à ce propos, depuis un certain temps, en désorientant le peuple. Aussi croyons-nous nécessaire d'ajouter à l'analyse purement objective de la situation de classe une appréciation des promesses qui n'ont, certes, en elles-mêmes aucune valeur aux yeux des marxistes. Mais, pour les larges masses, leur signification est grande ; elle est plus grande encore en politique. Le Soviet de Pétrograd s'est empêtré dans ces promesses ; il y attache de l'importance et se dit prêt à les appuyer. C'est pourquoi nous ajoutons, sur ce point, la formule suivante :

« La promesse du gouvernement actuel de renoncer aux annexions, c'est-à-dire à la conquête de pays étrangers ou au maintien par la force d'autres nations dans le cadre de la Russie, ne mérite, elle non plus, aucune créance. »

Le mot « annexion » étant en russe d'origine étrangère, nous l'accompagnons d'une définition politique précise que ne peuvent lui donner ni le parti cadet ni les partis démocrates petits-bourgeois (les populistes et les menchéviks). Il n'y a point de mots qui soient employés de façon aussi creuse et aussi impropre.

« Car, tout d'abord, les capitalistes, attachés par mille liens au capital bancaire, ne peuvent renoncer aux annexions dans la guerre actuelle sans renoncer aussi aux bénéfi-

ces que leur rapportent les milliards investis dans les emprunts, les concessions, les entreprises travaillant pour la guerre, etc. ; ensuite, ayant renoncé aux annexions pour tromper le peuple, le nouveau gouvernement a déclaré par la voix de Milioukov, le 9 avril 1917, à Moscou, qu'il n'y renonçait pas, et il a confirmé par une note du 18 avril et par les commentaires dont il l'a fait suivre le 22 avril, le caractère annexionniste de sa politique.

Mettant le peuple en garde contre les promesses creuses des capitalistes, la conférence déclare donc qu'il faut établir une distinction rigoureuse entre la renonciation verbale aux annexions et la renonciation effective, c'est-à-dire la publication immédiate et l'annulation de tous les traités secrets de brigandage, la reconnaissance immédiate à toutes les nationalités du droit de décider par un vote libre si elles veulent constituer des Etats indépendants ou faire partie de quelque Etat existant. »

Nous avons cru nécessaire de donner cette précision, la question de la paix sans annexions étant au centre de toutes les discussions sur les conditions de la paix. Tous les partis conviennent que la question de la paix va se poser sous forme d'alternative et que la paix avec des annexions serait pour tous les pays une calamité sans nom. Et l'on ne peut poser la question de la paix au peuple d'un pays jouissant de la liberté politique que dans les termes de la paix sans annexions. Force est donc de se prononcer en faveur de la paix sans annexions, et il ne reste d'autre issue que de mentir en obscurcissant l'idée d'annexion ou en tournant la question. La *Retch* proclame, par exemple, que restituer la Courlande à la Russie serait précisément renoncer aux annexions. Au cours d'une de mes interventions, devant le Soviet des députés ouvriers et soldats, un soldat me posa cette question écrite : « Nous devons nous battre pour reprendre la Courlande. Reprendre la Courlande, est-ce donc se montrer partisan des annexions ? » J'ai dû répondre par l'affirmative. Nous sommes contre le rattachement forcé de la Courlande à l'Allemagne, mais nous sommes aussi contre le maintien forcé de la Courlande dans les frontières russes. Un autre exemple : notre gouvernement a publié un manifeste sur l'indépendance de la Pologne, document bourré de phrases qui ne veulent rien dire. Il y est dit que

la Pologne doit conclure avec la Russie une libre alliance militaire. Il n'y a que ces trois mots-là de vrais. La libre alliance militaire de la petite Pologne avec la vaste Russie signifie en réalité pour la Pologne un asservissement militaire complet. Le manifeste peut donner à ce pays la liberté politique ; peu importe, ses frontières seront déterminées par l'alliance militaire.

Si nous nous battons pour que les capitalistes russes recouvrent dans leurs anciennes frontières la Courlande et la Pologne, cela veut dire que les capitalistes allemands sont dans leur droit en volant la Courlande. Ils peuvent répondre : Nous avons pillé ensemble la Pologne. Lorsque nous avons commencé à dépecer la Pologne, à la fin du XVIIIe siècle, la Prusse n'était qu'une très petite et très faible puissance, alors que la Russie était très grande et très forte, et la Russie a volé la plus grande part. Nous voilà maintenant les plus forts, laissez-nous donc prendre la part du lion. Il n'y a rien à objecter à cette logique des capitalistes. Le Japon était zéro en 1863, par rapport à la Russie, mais il lui a fait mordre la poussière en 1905. L'Allemagne de 1863-1873 était zéro par rapport à l'Angleterre, mais elle est aujourd'hui plus forte que celle-ci. Les capitalistes allemands peuvent objecter : Nous étions faibles quand on nous a pris la Courlande, nous avons progressé maintenant et sommes plus forts que vous, nous voulons la reprendre ! Ne pas renoncer aux annexions, c'est justifier des guerres à l'infini pour la conquête des pays faibles. Renoncer aux annexions, c'est laisser chaque peuple décider en toute liberté s'il veut vivre séparément ou avec un autre. Attitude qui commande évidemment l'évacuation des territoires des peuples intéressés. Tolérer le moindre flottement dans la question des annexions, c'est justifier des guerres sans fin. Aussi ne pouvions-nous tolérer aucun flottement à cet égard. Notre réponse au sujet des annexions tient dans ces mots : libre décision des peuples. Comment faire pour que cette liberté politique soit aussi une liberté économique ? Il faut pour cela que le pouvoir passe au prolétariat et que le joug du capital soit renversé.

J'en viens à la deuxième partie de la résolution.

« Ce qu'on appelle le « jusqu'auboutisme révolutionnaire » qui a gagné à l'heure actuelle en Russie tous les partis

populistes (socialistes populaires, troudoviks, socialistes-révolutionnaires) et le parti opportuniste des social-démocrates menchéviks (le Comité d'Organisation, Tchkhéidzé, Tsérétéli, etc.), ainsi que la plupart des révolutionnaires sans-parti, traduit, quant à sa signification de classe, d'une part, les intérêts et le point de vue des paysans cossus et d'une partie des petits patrons qui tirent profit, comme les capitalistes, de la contrainte exercée sur les peuples faibles ; d'autre part, le jusqu'auboutisme révolutionnaire est le résultat de la duperie par les capitalistes d'une partie des prolétaires et des semi-prolétaires des villes et des campagnes, qui ne sont pas intéressés, en raison de leur situation de classe, aux bénéfices des capitalistes et à la guerre impérialiste. »

En l'occurrence, notre tâche consiste donc à déterminer les couches sociales qui pouvaient donner et ont effectivement donné naissance à la mentalité jusqu'auboutiste. La Russie est le pays le plus petit-bourgeois qui soit, et les couches supérieures de la petite bourgeoisie sont directement intéressées à la continuation de cette guerre. Les paysans cossus en tirent profit de même que les capitalistes. D'autre part, la masse des prolétaires et des semi-prolétaires n'est pas intéressée aux annexions, car elle ne reçoit pas de profits du capital bancaire. Comment ces classes ont-elles pu admettre le point de vue du jusqu'auboutisme révolutionnaire ? L'adhésion de ces classes au jusqu'auboutisme révolutionnaire traduit l'influence de l'idéologie capitaliste, ce qui est exprimé dans la résolution par le mot « duperie ». Ces classes ne savent pas distinguer les intérêts des capitalistes de ceux du pays. D'où nous tirons la conclusion suivante :

« La conférence considère comme absolument inadmissibles et signifiant en fait une rupture complète avec l'internationalisme et le socialisme toutes les concessions faites au jusqu'auboutisme révolutionnaire. Quant à la mentalité jusqu'auboutiste des grandes masses populaires, notre Parti la combattra en démontrant inlassablement cette vérité que l'attitude d'aveugle crédulité envers le gouvernement des capitalistes est en ce moment l'un des principaux obstacles à la fin rapide de la guerre. »

Ces derniers mots expriment la particularité qui distin-

gue nettement la Russie de tous les autres pays capitalistes d'Occident et de toutes les autres républiques capitalistes démocratiques. Car on ne peut dire dans ces pays que la crédulité aveugle des masses soit la cause principale de la continuation de la guerre. Les masses y sont prises actuellement dans l'étau de fer de la discipline militaire, et celle-ci est d'autant plus sévère que la république est plus démocratique, car le pouvoir y repose sur la « volonté du peuple ». Cette discipline n'existe pas en Russie du fait de la révolution. Les masses élisent librement leurs représentants aux Soviets, chose que l'on ne peut en ce moment observer nulle part au monde. Mais elles sont aveuglément crédules, ce qui permet de les faire entrer dans la lutte d'une façon bien déterminée. Il n'y a rien d'autre à faire qu'à expliquer les objectifs révolutionnaires immédiats et les moyens d'action. Quand les masses sont libres, toute tentative d'entreprendre quoi que ce soit au nom de la minorité, sans un travail d'explication parmi les masses, serait du blanquisme absurde, constituerait ni plus ni moins qu'une aventure. Ce n'est que par la conquête de la masse, si tant est qu'on puisse la conquérir, que nous donnerons une base solide à la victoire de la lutte de classe prolétarienne.

Je passe à la troisième partie de la résolution :

« En ce qui concerne la question la plus importante : comment terminer au plus tôt, par une paix qui ne soit pas imposée par la violence, mais vraiment démocratique, cette guerre de capitalistes ? — la conférence reconnaît et décide :

On ne peut mettre fin à cette guerre par le refus des soldats d'un seul camp de la continuer, ou par la simple cessation des opérations militaires par l'une des parties belligérantes. »

L'intention de terminer ainsi la guerre nous est très souvent prêtée par les gens qui cherchent à se faciliter la besogne en tronquant l'opinion de leurs adversaires. C'est le procédé classique des capitalistes, qui nous prêtent l'idée absurde de finir la guerre par un refus unilatéral de la continuer. Et ils nous objectent : « On ne peut pas terminer la guerre en mettant la crosse en l'air », comme le disait un soldat, représentant typique du jusqu'auboutisme révolutionnaire. Je dis que ce n'est pas une objection. C'est l'idée

anarchiste suivant laquelle on peut terminer la guerre sans changer la classe au pouvoir ; c'est là, ou bien une idée anarchiste dépourvue de sens, de sens politique, ou bien une idée vaguement pacifiste, fondée sur l'incompréhension complète du lien existant entre la politique et la classe des oppresseurs. La guerre est un mal et la paix un bien... Il faut certes propager cette idée, la rendre populaire parmi les masses. Et, d'une façon générale, toutes nos résolutions sont écrites pour des milieux dirigeants, pour des marxistes. Elles ne sont aucunement faites pour être lues par les masses, mais elles doivent donner à tout propagandiste, à tout agitateur, des directives d'ensemble sur la politique. A cet effet, il est ajouté encore un paragraphe :

« La conférence proteste une fois de plus contre la basse calomnie répandue par les capitalistes contre notre Parti, selon laquelle nous aspirerions à une paix séparée avec l'Allemagne. Nous considérons les capitalistes allemands comme des forbans au même titre que les capitalistes russes, anglais, français et autres, et l'empereur Guillaume comme un bandit couronné de même que Nicolas II et les monarques anglais, italien, roumain et tous les autres. »

Des controverses se sont produites sur ce point à la commission ; on a dit, d'une part, que nous adoptions ici un langage trop populaire et, d'autre part, que les monarques anglais, italien et roumain ne méritaient pas l'honneur d'être cités dans ce texte. Nous sommes pourtant arrivés, après une discussion approfondie, à nous accorder sur la nécessité, en ce moment où nous nous attachons à démentir les calomnies que l'on a tenté de répandre contre nous — la *Birjovka* de façon le plus souvent grossière, la *Retch* avec finesse et l'*Edinstvo* par des allusions directes — de riposter par les arguments les plus frappants, destinés aux masses les plus larges. Et comme on nous dit : Si vous tenez Guillaume pour un bandit, aidez-nous à le renverser, nous sommes très à l'aise pour répondre que les autres monarques sont aussi des bandits et qu'il faut également les combattre, de sorte qu'il importe de ne pas oublier les rois d'Italie et de Roumanie, qu'il se trouve aussi de ces monarques parmi nos alliés. Ces deux paragraphes repoussent les calomnies à l'aide desquelles on s'efforce de ramener les débats à la grande bagarre, à un échange d'injures.

Voilà pourquoi nous devons passer ensuite à cette importante question pratique : comment finir la guerre.

« Notre Parti expliquera patiemment, mais opiniâtrement, au peuple, cette vérité que les guerres sont faites *par les gouvernements*, qu'elles sont toujours liées étroitement à la politique de *classes* déterminées et que cette guerre *ne* peut être terminée au moyen d'une paix démocratique *que* par le passage de tout le pouvoir, au moins dans plusieurs pays belligérants, à une classe réellement susceptible de mettre fin au joug du capital, la classe des prolétaires et des semi-prolétaires. »

Pour un marxiste, cette vérité : les guerres sont faites par les capitalistes et sont liées à leurs intérêts de classe, est une vérité absolue. Un marxiste n'a pas lieu de s'y arrêter. Mais des propagandistes et des agitateurs avisés doivent savoir la démontrer aux larges masses sans user de mots étrangers, car les discussions se transforment habituellement chez nous en un simple échange d'injures absolument stérile. Nous nous y efforçons dans toutes les parties de la résolution. Nous disons : il faut, pour comprendre la guerre, demander à qui elle profite ; il faut, pour comprendre comment finir la guerre, demander à quelles classes elle ne profite pas. Le lien est ici évident ; d'où notre conclusion :

« Ayant pris le pouvoir, la classe révolutionnaire appliquerait en Russie diverses mesures tendant à ruiner la domination économique des capitalistes et, les mettant complètement hors d'état de nuire sur le plan politique, proposerait immédiatement, au grand jour, à tous les peuples, une paix démocratique fondée sur le renoncement complet à toute espèce d'annexions. »

Si nous parlons au nom de la classe révolutionnaire, le peuple est en droit de nous demander : Eh bien ! et vous, que feriez-vous à la place des autres pour finir la guerre ? La question est inévitable. Le peuple nous élit en ce moment comme ses représentants, et nous devons donner une réponse tout à fait précise. Ayant pris le pouvoir, la classe révolutionnaire commencerait par saper la domination des capitalistes et proposerait à tous les peuples des conditions précises de paix, parce que, si la domination économique des capitalistes n'est pas sapée, tout restera sur le papier.

Seule une classe victorieuse peut s'acquitter de cette tâche et amener un changement de politique.

Je le répète : cette vérité exige, pour être présentée aux masses populaires peu évoluées, des transitions qui la mettent à la portée de gens non préparés. Toute l'erreur et tout le mensonge des publications populaires sur la guerre consistent à éluder cette question, à la taire, à présenter les choses comme s'il n'y avait pas de lutte des classes, comme si deux pays avaient vécu en bonne intelligence jusqu'au moment où l'un attaqua l'autre et l'obligea à se défendre. Cette façon vulgaire de raisonner ne contient pas l'ombre d'une objectivité ; de la part de gens instruits, c'est une façon de tromper sciemment le peuple. Si nous savons aborder cette question, tout homme du peuple en comprendra l'essentiel, car l'intérêt des classes dirigeantes est une chose et celui des classes opprimées en est une autre.

Qu'adviendrait-il si la classe révolutionnaire prenait le pouvoir ?

« Ces mesures et cette proposition publique de paix créeraient entre les ouvriers des pays belligérants une entière confiance réciproque... »

Il ne peut y avoir de confiance en ce moment, et nous ne la créerons pas avec des phrases de manifestes. Si un penseur a dit que la langue a été donnée à l'homme pour dissimuler sa pensée, les diplomates disent sans cesse que « les conférences se réunissent pour tromper les masses populaires ». Les capitalistes ne sont pas seuls à raisonner ainsi ; il se trouve des socialistes pour les imiter. C'est ce qu'on peut dire, notamment, de la conférence convoquée par Borgbjerg.

«... et amèneraient inévitablement des soulèvements du prolétariat contre les gouvernements impérialistes qui s'opposeraient à la paix proposée ».

Quand un gouvernement capitaliste déclare en ce moment être « pour la paix sans annexions », personne ne le croit. Les masses populaires, guidées par l'instinct des classes opprimées, se rendent compte que rien n'a changé. La confiance et les tentatives de soulèvement ne naîtraient que lorsque la politique aurait changé en fait dans un pays. Nous parlons de « soulèvements », car il s'agit de tous les pays. « La révolution s'est produite dans un pays, elle doit main-

tenant se produire en Allemagne », ce raisonnement est faux. On voudrait établir un ordre de succession, mais ce ne sont pas des choses à faire. Nous avons tous vécu la révolution de 1905, nous avons tous pu entendre ou voir quel développement des idées révolutionnaires elle provoqua dans le monde entier, ce que Marx avait toujours annoncé. On ne peut ni fabriquer une révolution, ni établir un ordre de succession. Les révolutions ne se font pas sur commande, elles croissent d'elles-mêmes. Prétendre le contraire serait du charlatanisme cent pour cent, très souvent usité en Russie. On dit au peuple : vous avez fait la révolution en Russie, c'est maintenant au tour des Allemands. Si les conditions objectives changent, le soulèvement sera inévitable. Mais dans quel ordre, à quel moment, avec quel succès, nous n'en savons rien. On nous dit : si la classe révolutionnaire prend le pouvoir en Russie et que le soulèvement ne se produise pas dans d'autres pays, que fera le parti révolutionnaire ? Que faire alors ? Le dernier point de notre résolution répond à cette question.

« Mais tant que la classe révolutionnaire de Russie n'aura pas pris en mains tout le pouvoir, notre Parti soutiendra par tous les moyens les partis et les groupes prolétariens de l'étranger qui mènent effectivement, dès à présent, au cours de cette guerre, une lutte révolutionnaire contre leur propre gouvernement impérialiste et leur bourgeoisie. »

C'est tout ce que nous pouvons promettre en ce moment, tout ce que nous devons faire. La révolution grandit dans tous les pays, mais à quel rythme et dans quelle mesure, personne n'en sait rien. Il y a dans tous les pays des hommes qui combattent en révolutionnaires leur gouvernement. C'est eux, et eux seulement, que nous devons soutenir. Voilà les faits, le reste n'est que mensonge. Et nous ajoutons :

« Le Parti encouragera particulièrement la fraternisation de masse dont les soldats de tous les pays belligérants ont déjà pris l'initiative sur le front... »

Cette remarque répond à l'objection de Plékhanov : « Qu'en résultera-t-il ? demande Plékhanov. Vous fraterniserez, bon. Et après ? Mais cela signifie la possibilité d'une paix séparée sur le front. » C'est un tour de passe-passe, et non un argument sérieux. Nous voulons la frater-

nisation sur tous les fronts et nous nous en occupons. Militant en Suisse, nous avons publié un appel rédigé en deux langues (en français d'un côté, en allemand de l'autre), conçu comme ceux que nous adressons aux soldats russes. Nous ne nous bornons pas à la fraternisation entre la Russie et l'Allemagne, nous invitons tous les soldats à fraterniser. Mais comment comprendre la fraternisation ?

« ... en s'efforçant de transformer cette manifestation spontanée de la solidarité des opprimés en un mouvement conscient, aussi organisé que possible, pour le passage de tout le pouvoir au prolétariat révolutionnaire dans tous les pays belligérants. »

La fraternisation est actuellement spontanée, et il ne faut pas se leurrer à ce sujet. Nous devons en convenir, pour ne pas induire le peuple en erreur. Les soldats qui fraternisent n'ont pas de claire perspective politique. Ce qui parle en eux, c'est l'instinct des opprimés qui, épuisés, harassés, cessent de croire les capitalistes : « Pendant que vous continuerez à parler de la paix, ce que nous vous entendons faire depuis déjà deux ans et demi, nous allons commencer nous-mêmes. » Voilà ce que dit leur sûr instinct de classe. Sans cet instinct, la cause de la révolution serait sans espoir. Car, vous le savez, personne n'émanciperait les ouvriers s'ils ne s'émancipaient eux-mêmes. Mais suffit-il de cet instinct ? L'instinct seul ne nous mènerait pas loin. Et c'est pourquoi il faut s'élever de cet instinct à la conscience.

Que doit donc devenir cette fraternisation ? Nous répondons à cette question dans l'« Appel aux soldats de tous les pays belligérants », en disant : la fraternisation doit amener le passage du pouvoir politique aux Soviets des députés ouvriers et soldats *. Les ouvriers allemands donneront naturellement d'autres noms à leurs Soviets, cela n'a pas d'importance. L'essentiel est que nous reconnaissons indiscutablement que ce mouvement est spontané et que, loin de nous borner à l'encourager, nous nous assignons pour fin de transformer ce rapprochement spontané des ouvriers et des paysans de tous les pays revêtus de l'uniforme en un mouvement conscient, dont le but sera d'amener dans

* Voir le présent tome, p. 184. (*N.R.*)

tous les pays belligérants le passage du pouvoir politique au prolétariat révolutionnaire. Tâche très difficile ; mais la situation faite à l'humanité par le pouvoir des capitalistes est aussi infiniment difficile, et elle mène l'humanité tout droit à sa perte. Aussi suscitera-t-elle l'explosion de colère qui est le gage de la révolution prolétarienne.

Voilà la résolution que nous soumettons à l'attention de la conférence.

Un bref compte rendu parut le 12 mai (29 avril) 1917 dans le n° 44 de la « Pravda ».

Paru intégralement pour la première fois en 1921 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

9
RÉSOLUTION SUR LA GUERRE

I

La guerre actuelle est, de la part des deux groupes de puissances belligérantes, une guerre impérialiste, c'est-à-dire faite par les capitalistes pour le partage des bénéfices de la domination du monde, pour les marchés du capital financier (bancaire), pour l'asservissement des nationalités faibles, etc. Chaque jour de la guerre enrichit la bourgeoisie financière et industrielle, en même temps qu'il ruine et épuise les forces du prolétariat et des paysans de tous les pays belligérants d'abord, des pays neutres ensuite. Quant à la Russie, la prolongation de la guerre constitue en outre pour les conquêtes de la révolution et son développement ultérieur un grave danger.

Le passage du pouvoir, en Russie, au Gouvernement provisoire, gouvernement de propriétaires fonciers et de capitalistes, n'a pas modifié et ne pouvait pas modifier ce caractère et cette signification de la guerre pour ce qui est de la Russie.

Ce fait nous apparaît avec un relief singulier lorsqu'on considère que le nouveau gouvernement, loin de publier les traités secrets conclus par le tsar Nicolas II avec les gouvernements capitalistes anglais, français et autres, a même formellement approuvé, sans consulter le peuple, ces traités secrets qui promettent aux capitalistes russes le pillage de la Chine, de la Perse, de la Turquie, de l'Autriche, etc. En gardant secret le texte de ces traités, on trompe le peuple russe sur le caractère véritable de la guerre.

Aussi un parti prolétarien ne peut-il soutenir ni la guerre actuelle, ni le gouvernement actuel, ni ses emprunts, sans rompre complètement avec l'internationalisme, c'est-à-dire avec la solidarité fraternelle des ouvriers de tous les pays dans la lutte contre le joug du Capital.

La promesse du gouvernement actuel de renoncer aux annexions, c'est-à-dire à la conquête de pays étrangers ou au maintien par la force d'autres nations dans le cadre de la Russie, ne mérite, elle non plus, aucune créance. Car, tout d'abord, les capitalistes, attachés par mille liens au capital bancaire, ne peuvent renoncer aux annexions dans la guerre actuelle sans renoncer aussi aux bénéfices que leur rapportent les milliards investis dans les emprunts, les concessions, les entreprises travaillant pour la guerre, etc. ; ensuite, ayant renoncé aux annexions pour tromper le peuple, le nouveau gouvernement a déclaré par la voix de Milioukov, le 9 avril 1917, à Moscou, qu'il n'y renonçait pas, et il a confirmé par une note du 18 avril et par les commentaires dont il l'a fait suivre le 22 avril, le caractère annexionniste de sa politique. Mettant le peuple en garde contre les promesses creuses des capitalistes, la conférence déclare donc qu'il faut établir une distinction rigoureuse entre la renonciation verbale aux annexions et la renonciation effective, c'est-à-dire la publication immédiate et l'annulation de tous les traités secrets de brigandage, la reconnaissance immédiate à toutes les nationalités du droit de décider par un vote libre si elles veulent constituer des Etats indépendants ou faire partie de quelque Etat existant.

II

Ce qu'on appelle le « jusqu'auboutisme révolutionnaire » qui a gagné à l'heure actuelle en Russie tous les partis populistes (socialistes populaires, troudoviks, socialistes-révolutionnaires) et le parti opportuniste des social-démocrates menchéviks (le Comité d'Organisation, Tchkhéidzé, Tséretéli, etc.), ainsi que la plupart des révolutionnaires sans-parti, traduit, quant à sa signification de classe, d'une part, les intérêts et le point de vue des paysans cossus et d'une partie des petits patrons qui tirent profit, comme les capi-

talistes, de la contrainte exercée sur les peuples faibles ; d'autre part, le « jusqu'auboutisme révolutionnaire » est le résultat de la duperie par les capitalistes d'une partie des prolétaires et des semi-prolétaires des villes et des campagnes, qui ne sont pas intéressés, en raison de leur situation de classe, aux bénéfices des capitalistes et à la guerre impérialiste.

La conférence considère comme absolument inadmissibles et signifiant en fait une rupture complète avec l'internationalisme et le socialisme toutes les concessions faites au « jusqu'auboutisme révolutionnaire ». Quant à la mentalité jusqu'auboutiste des grandes masses populaires, notre Parti la combattra en démontrant inlassablement cette vérité que l'attitude d'aveugle crédulité envers le gouvernement des capitalistes est en ce moment l'un des principaux obstacles à la fin rapide de la guerre.

III

En ce qui concerne la question la plus importante : comment terminer au plus tôt, par une paix qui ne soit pas imposée par la violence, mais vraiment démocratique, cette guerre de capitalistes ? — la conférence reconnaît et décide :

On ne peut mettre fin à cette guerre par le refus des soldats d'un seul camp de la continuer, ou par la simple cessation des opérations militaires par l'une des parties belligérantes.

La conférence proteste une fois de plus contre la basse calomnie répandue par les capitalistes contre notre Parti, selon laquelle nous aspirerions à une paix séparée avec l'Allemagne. Nous considérons les capitalistes allemands comme des forbans au même titre que les capitalistes russes, anglais, français et autres, et l'empereur Guillaume comme un bandit couronné de même que Nicolas II et les monarques anglais, italien, roumain et tous les autres.

Notre Parti expliquera patiemment, mais opiniâtrement, au peuple cette vérité que les guerres sont faites *par les gouvernements*, qu'elles sont toujours liées étroitement à la politique de *classes* déterminées et que cette guerre *ne* peut être terminée au moyen d'une paix démocratique *que* par le passage de tout le pouvoir, au moins dans plusieurs

pays belligérants, à une classe réellement susceptible de mettre fin au joug du capital, la classe des prolétaires et des semi-prolétaires.

La classe révolutionnaire qui prendrait le pouvoir en Russie appliquerait diverses mesures tendant à ruiner la domination économique des capitalistes et, les mettant complètement hors d'état de nuire sur le plan politique, proposerait immédiatement, au grand jour, à tous les peuples, une paix démocratique fondée sur le renoncement complet à toute espèce d'annexions et de contributions. Ces mesures et cette proposition publique de paix créeraient entre les ouvriers des pays belligérants une entière confiance réciproque et amèneraient inévitablement des soulèvements du prolétariat contre les gouvernements impérialistes qui s'opposeraient à la paix proposée.

Mais tant que la classe révolutionnaire de Russie n'aura pas pris en mains tout le pouvoir, notre Parti soutiendra par tous les moyens les partis et les groupes prolétariens de l'étranger qui mènent effectivement, dès à présent, au cours de cette guerre, une lutte révolutionnaire contre leur propre gouvernement impérialiste et leur bourgeoisie. Le Parti encouragera particulièrement la fraternisation de masse dont les soldats de tous les pays belligérants ont déjà pris l'initiative sur le front, en s'efforçant de transformer cette manifestation spontanée de la solidarité des opprimés en un mouvement conscient, aussi organisé que possible, pour le passage de tout le pouvoir au prolétariat révolutionnaire dans tous les pays belligérants.

« Pravda » n° 44, 12 mai (29 avril) 1917

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal, confronté avec le texte de la « Pravda »

10

RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

La Conférence de Russie du P.O.S.D.R. déclare :

1) par son caractère, le Gouvernement provisoire est l'organe de la domination des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie ;

2) de même que les classes qu'il représente, il est étroitement lié, économiquement et politiquement, à l'impérialisme russe et anglo-français ;

3) il ne réalise même son propre programme qu'incomplètement et uniquement sous la pression du prolétariat révolutionnaire, et, dans une certaine mesure, de la petite bourgeoisie ;

4) les forces contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, qui s'organisent en se couvrant du drapeau du Gouvernement provisoire et avec la complaisance manifeste de ce dernier, s'attaquent déjà à la démocratie révolutionnaire : c'est ainsi que le Gouvernement provisoire diffère la fixation de la date des élections à l'Assemblée constituante, fait obstacle à l'armement général du peuple, s'oppose au passage de toute la terre au peuple, cherche à imposer à celui-ci une solution de la question agraire conforme aux intérêts des grands propriétaires fonciers, entrave l'institution de la journée de 8 heures, encourage dans l'armée l'agitation contre-révolutionnaire (de Goutchkov et consorts), organise les cadres supérieurs de l'armée contre les soldats, etc. ;

5) parce qu'il protège les profits des capitalistes et des propriétaires fonciers, le Gouvernement provisoire est

incapable de prendre sur le plan économique (ravitaillement, etc.) la série de mesures révolutionnaires dont l'extrême urgence est indiscutable, en raison de la catastrophe économique imminente ;

6) d'autre part, ce gouvernement s'appuie, à l'heure actuelle, sur la confiance du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd et sur un accord direct avec ce dernier, qui est jusqu'à présent l'organisation dirigeante pour la majorité des ouvriers et des soldats, c'est-à-dire pour la paysannerie ;

7) chaque mesure prise par le Gouvernement provisoire, tant en politique étrangère qu'en politique intérieure, ouvrira les yeux des prolétaires des villes et des campagnes et des semi-prolétaires, et obligera les différentes couches de la petite bourgeoisie à choisir telle ou telle position politique.

Partant de ces considérations, la conférence décide :

1) Un travail persévérant s'impose en vue d'éclairer la conscience de classe du prolétariat et d'assurer sa cohésion dans les villes et les campagnes, devant les hésitations de la petite bourgeoisie, ce travail pouvant seul assurer le passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers et soldats, ou à d'autres organismes traduisant directement la volonté de la majorité du peuple (organes d'auto-administration locale, Assemblée constituante, etc.).

2) Ce travail nécessite une activité multiple au sein des Soviets des députés ouvriers et soldats, l'augmentation du nombre des Soviets, leur consolidation, l'union dans leur sein des groupements internationalistes, prolétariens de notre Parti.

3) Pour consolider et étendre immédiatement les conquêtes de la révolution sur le plan local, il faut prendre solidement appui sur la majorité de la population et développer, organiser, renforcer systématiquement ses initiatives tendant à l'exercice des libertés, à la destitution des autorités contre-révolutionnaires, à l'application de mesures d'ordre économique : contrôle de la production et de la répartition, etc.

4) La crise politique des 19, 20 et 21 avril, suscitée par la note du Gouvernement provisoire, a montré que le parti gouvernemental des cadets, qui organise en fait les élé-

ments contre-révolutionnaires dans l'armée comme dans la rue, en vient à des tentatives de répression par les armes à l'égard des ouvriers. Etant donné l'instabilité résultant de la dualité du pouvoir, la répétition de telles tentatives est inévitable, et le parti du prolétariat a le devoir absolu de dire au peuple, avec la plus grande énergie, que pour écarter la grave menace de fusillades de masse du prolétariat, comme celles des journées de juin 1848 à Paris, il est indispensable de procéder à l'organisation et à l'armement du prolétariat, de réaliser l'alliance la plus étroite entre le prolétariat et l'armée révolutionnaire, et de rompre avec la politique de confiance envers le Gouvernement provisoire.

« Pravda » n° 42, 10 mai (27 avril) 1917

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

11

RAPPORT SUR LA RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI 28 AVRIL (11 MAI)[84]

Camarades, en ce qui concerne la révision du programme du Parti, les choses se présentent de la façon suivante : on a remis à la commission un premier projet de modifications portant sur la déclaration de principe du programme et sur certains points fondamentaux de sa partie politique. Le programme doit être entièrement revisé car longtemps avant la guerre il était déjà considéré dans le Parti comme complètement dépassé. Il est apparu finalement qu'il n'y avait aucune chance de pouvoir discuter un projet de modifications embrassant l'ensemble du programme. D'autre part, la commission a été unanime à reconnaître la nécessité absolue d'une révision, et, pour toute une série de questions, on peut et on doit indiquer le sens dans lequel cette révision doit s'opérer. Aussi avons-nous arrêté le projet de résolution que voici, que je vous lirai en ajoutant de brefs commentaires. Nous renonçons à présenter actuellement des thèses formulées avec précision et ne faisons qu'indiquer le sens général de la révision nécessaire.

(L'orateur donne lecture de la résolution.)

« La conférence estime nécessaire la révision du programme du Parti dans le sens suivant :

1. Appréciation de l'impérialisme et de l'époque des guerres impérialistes en liaison avec l'imminence de la révolution socialiste ; lutte contre la déformation du mar-

xisme par les « jusqu'auboutistes », qui ont oublié le mot d'ordre de Marx : « Les prolétaires n'ont pas de patrie »[85].

C'est tellement clair que tout commentaire serait superflu. La politique de notre Parti est allée en réalité beaucoup plus loin et a déjà adopté dans la pratique l'attitude exprimée par cette formule.

« 2. Rectification des thèses et des paragraphes concernant l'Etat, dans un sens correspondant à la revendication d'une république démocratique prolétarienne et paysanne (c'est-à-dire d'un type d'Etat sans police, sans armée permanente, sans corps privilégié de fonctionnaires), et non d'une république parlementaire bourgeoise. »

D'autres formules furent proposées sur ce point. L'une se référait à l'expérience de la Commune de Paris et des années 1870-1880, mais une formule de ce genre trop générale n'a pas été suffisante ; une autre parlait d'une république des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, mais la majorité des camarades trouva que ce texte non plus n'était pas suffisant. Une définition est nécessaire, parce qu'il ne s'agit pas de coller un nom sur une institution, mais d'en préciser le caractère politique et la structure. En disant : république prolétarienne et paysanne, nous soulignons son contenu social et son caractère politique.

« 3. Elimination ou rectification des parties vieillies du programme politique. »

Notre activité politique générale dans les Soviets des députés ouvriers et soldats est déjà entrée pratiquement dans cette voie, et c'est pourquoi, nous n'en doutons pas, cette modification du programme sur ce point et la définition précise de la phase dans laquelle la révolution a trouvé notre Parti ne peuvent susciter de divergences.

« 4. Remaniement de divers points du programme politique minimum, afin de déterminer avec plus de précision les revendications démocratiques plus conséquentes.

5. Remaniement complet, en maints endroits, de la partie économique vieillie du programme minimum, ainsi que des points se rapportant à l'instruction publique. »

Le principal, c'est que ces points ont vieilli : le mouvement syndical les a dépassés.

« 6. Remaniement du programme agraire conformément à la résolution adoptée sur la question agraire.

7. Inscription au programme de la nationalisation des syndicats patronaux, etc., qui sont le mieux préparés à cette mesure. »

On a adopté ici une formule prudente, qui peut être interprétée dans un sens plus ou moins large selon les projets à paraître dans la presse.

« 8. Adjonction d'une définition des principaux courants du socialisme contemporain. »

Une définition de ce genre fut ajoutée au Manifeste Communiste.

« La conférence charge le Comité central d'élaborer dans les deux mois, sur ces bases, un projet de programme du Parti à présenter pour ratification au congrès du Parti. La conférence invite toutes les organisations et tous les membres du Parti à discuter les projets de programme, à les amender et à élaborer des contre-projets. »

Il a été indiqué que le lancement de brochures de propagande et d'un organe scientifique consacrés à cette question serait désirable, mais les hommes et les ressources nous font défaut. Cette résolution aidera à la révision rapide du programme. Elle sera envoyée aussi à l'étranger, afin que nos camarades internationalistes des autres pays puissent participer à la révision du programme entreprise par notre Parti en partant de l'expérience de la guerre mondiale.

Un bref compte rendu parut le 13 mai (30 avril) 1917 dans le n° 45 de la « Pravda ».

Paru intégralement pour la première fois en 1921 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

12
RÉSOLUTION SUR LA RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI

La conférence estime nécessaire la révision du programme du Parti dans le sens suivant :

1. appréciation de l'impérialisme et de l'époque des guerres impérialistes en liaison avec l'imminence de la révolution socialiste ; lutte contre la déformation du marxisme par les « jusqu'auboutistes », qui ont oublié le mot d'ordre de Marx : « Les prolétaires n'ont pas de patrie » ;

2. rectification des thèses et des paragraphes concernant l'Etat, dans un sens correspondant à la revendication d'une république démocratique prolétarienne et paysanne (c'est-à-dire d'un type d'Etat sans police, sans armée permanente, sans corps privilégié de fonctionnaires), et non d'une république parlementaire bourgeoise ;

3. élimination ou rectification des parties vieillies du programme politique ;

4. remaniement de divers points du programme politique minimum, afin de déterminer avec plus de précision les revendications démocratiques plus conséquentes ;

5. remaniement complet, en maints endroits, de la partie économique vieillie du programme minimum, ainsi que des points se rapportant à l'instruction publique ;

6. remaniement du programme agraire conformément à la résolution adoptée sur la question agraire ;

7. inscription au programme de la nationalisation des syndicats patronaux, etc., qui sont le mieux préparés à cette mesure ;

8. adjonction d'une définition des principaux courants du socialisme contemporain.

La conférence charge le Comité central d'élaborer dans les deux mois, sur ces bases, un projet de programme du Parti à présenter pour ratification au congrès du Parti. La conférence invite toutes les organisations et tous les membres du Parti à discuter les projets de programme, à les amender et à élaborer des contre-projets.

Supplément au n° 13 de la « Soldatskaia Pravda » 16 (3) mai 1917

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

13
RAPPORT SUR LA QUESTION AGRAIRE
28 AVRIL (11 MAI)

Camarades, la question agraire a été si amplement débattue par notre Parti dès la première révolution que nous sommes, je pense, suffisamment informés à l'heure actuelle ; ceci est indirectement confirmé par le fait que la commission agraire de la conférence, formée de camarades connaissant bien et suivant de près ce problème, a approuvé le projet de résolution proposé, sans lui apporter de modifications importantes. Aussi me bornerai-je à quelques très brèves observations. Des épreuves d'imprimerie du projet ayant été distribuées à tous les membres de la conférence, il n'est pas nécessaire de donner lecture du texte intégral.

Le développement du mouvement agraire dans toute la Russie est en ce moment, aux yeux de tous, le fait le plus évident et le plus incontestable. Le programme de notre Parti, adopté en 1906 au congrès de Stockholm sur la proposition des menchéviks, avait déjà été réfuté par les faits tout au long de la première révolution russe. Les menchéviks avaient fait adopter à ce congrès leur thèse de la municipalisation, qui se réduit à ceci : les terres paysannes, c'est-à-dire les terres communales et les terres attribuées aux familles, demeurent la propriété des paysans ; celles des grands propriétaires fonciers passent aux organes d'autoadministration locale. Un des principaux arguments invoqués par les menchéviks en faveur de ce programme était que les paysans ne comprendraient jamais que les terres paysannes soient transmises à d'autres qu'aux paysans. Quiconque a étudié les procès-verbaux du congrès de Stock-

holm se souvient que le rapporteur Maslov, et aussi Kostrov, insistèrent particulièrement sur cet argument. Il ne faut pas oublier, comme on le fait souvent, que cela se passait avant la première Douma, à un moment où le caractère et la force du mouvement paysan ne s'étaient pas encore exprimés dans les faits, objectivement. Chacun savait que l'incendie de la révolution agraire faisait rage en Russie, mais nul ne savait comment serait organisé le mouvement agraire, comment se présenterait le mouvement de la révolution paysanne. A quel point le congrès représentait l'opinion réelle, concrète, des paysans eux-mêmes, on ne pouvait s'en rendre compte. C'est ce qui explique le rôle que jouèrent ces arguments des menchéviks. Nous eûmes, peu après notre congrès de Stockholm, la première révélation significative de la façon dont la masse paysanne considérait cette question. Le projet troudovik dit « des 104 » [86] fut présenté à la première et à la deuxième Douma par les paysans eux-mêmes. J'ai étudié tout spécialement les signatures de ce projet, je me suis renseigné en détail sur les opinions des députés, sur la classe à laquelle ils appartenaient, jusqu'à quel point il était permis de les qualifier de paysans. Et j'ai affirmé catégoriquement, dans un livre que la censure tsariste a brûlé et que je rééditerai quand même [87], que la très grande majorité de ces 104 signatures étaient des signatures de vrais paysans. Ce projet réclamait la nationalisation du sol. Les paysans disaient que la terre tout entière devait passer à l'Etat.

Il s'agit donc d'expliquer pourquoi les représentants des paysans de toute la Russie dans les Doumas des deux premières législatures ont préféré la nationalisation à la mesure que les menchéviks proposèrent dans les deux Doumas en se plaçant au point de vue des intérêts du paysan. Les menchéviks proposaient que les paysans gardent la terre en toute propriété et que seules les grandes propriétés foncières soient mises à la disposition du peuple ; les paysans disaient par contre vouloir faire de toutes les terres la propriété du peuple. Comment expliquer cela ? Les socialistes-révolutionnaires l'expliquent en disant que les paysans russes voient d'un œil favorable la socialisation, le principe troudovik, en raison de l'existence dans les campagnes du principe de la communauté du sol. Il n'y a pas le moindre grain

de bon sens dans toute cette phraséologie ; ce ne sont que des mots. Quelle est alors l'explication ? Je pense que les paysans sont arrivés à cette conclusion parce que tout le régime de la propriété du sol en Russie, qu'il s'agisse des paysans ou des grands propriétaires fonciers, des communautés ou des familles, est profondément imprégné des survivances de l'ancien demi-servage ; les conditions du marché obligeaient les paysans à exiger que le sol devînt propriété du peuple tout entier. Les paysans disent que les complications de l'ancien régime agraire ne peuvent être éliminées que par la nationalisation. Leur point de vue est bourgeois : ils conçoivent la jouissance égalitaire du sol comme une confiscation des terres des grands propriétaires fonciers, mais non comme une égalisation des propriétés paysannes. La nationalisation veut dire que toutes les terres seront réparties par tête d'habitant. C'est un projet bourgeois par excellence. Pas un paysan n'a parlé d'égalité, de socialisation ; mais tous ont dit qu'il était impossible d'attendre davantage, qu'il fallait « décloisonner » toutes les terres ; bref, qu'il était impossible, au XXe siècle, d'en continuer l'exploitation à l'ancienne manière. Depuis lors, la réforme de Stolypine [88] a compliqué encore la question agraire. Voilà ce que veulent dire les paysans lorsqu'ils exigent la nationalisation. Cela signifie que toutes les terres, en général, doivent être réparties d'une nouvelle façon. Il ne doit pas y avoir plusieurs formes de propriété du sol. Pas question ici de la moindre socialisation. Cette revendication des paysans s'appelle égalitaire parce qu'il y a, comme le montre un bilan sommaire de la statistique de la propriété foncière en 1905, 2 000 hectares de terre pour 300 familles paysannes comme pour une famille de grand propriétaire foncier ; en ce sens, le projet est évidemment égalitaire, mais il ne s'ensuit pas qu'il entende égaliser toutes les petites exploitations entre elles. Le « projet des 104 » dit le contraire.

Voilà l'essentiel de ce qu'il est nécessaire de dire pour justifier scientifiquement l'opinion selon laquelle la nationalisation est nécessaire en Russie du point de vue démocratique bourgeois. Mais elle est aussi nécessaire parce qu'elle portera un coup terrible à la propriété privée des moyens de production. Il serait franchement absurde de

penser que tout restera comme par le passé en Russie après l'abolition de la propriété privée du sol.

Le projet formule ensuite des conclusions et revendications pratiques. Parmi les rectifications d'importance secondaire, je veux souligner les suivantes : il est dit au premier point : « Le parti du prolétariat soutient de toutes ses forces la confiscation immédiate et complète de toutes les terres des grands propriétaires fonciers... » Il faut mettre « lutte pour » au lieu de « soutient ». Nous ne disons pas : « Les paysans ont peu de terre et il leur en faut davantage. » C'est une opinion courante. Nous disons que la grande propriété foncière est la base de l'oppression qui étouffe la paysannerie et la condamne à un état d'infériorité. Que les paysans aient peu ou beaucoup de terre, ce n'est pas là l'essentiel. A bas le servage ! Voilà comment se pose la question du point de vue de la lutte de classe révolutionnaire, et non de celui des fonctionnaires qui se demandent combien les paysans ont de terre et selon quelle norme il faut la leur répartir. Je propose d'inverser l'ordre des deuxième et troisième points, parce que ce qui importe pour nous, c'est l'initiative révolutionnaire, la loi devant en être le résultat. *Si vous attendez que la loi soit écrite au lieu de développer vous-mêmes votre énergie révolutionnaire, vous n'aurez ni loi ni terre.*

On objecte très souvent à la nationalisation qu'elle suppose un formidable appareil bureaucratique. C'est vrai, mais la propriété de l'État signifie que chaque paysan loue la terre à l'Etat. La sous-location est interdite. Quant à la quantité de terre que loue le paysan et au lot qui revient, ces questions sont entièrement du ressort de l'organe démocratique compétent, et non d'un organe bureaucratique.

Au lieu de « valets de ferme » (*batrak*), nous mettons « ouvriers agricoles ». Plusieurs camarades ont déclaré que le mot *batrak* était offensant ; on a fait des objections à l'emploi de ce mot. Il faut l'écarter.

On ne saurait parler en ce moment de comités ou de Soviets de prolétaires et de paysans pour régler la question agraire, car les paysans ont créé, nous le voyons, les Soviets des députés soldats, et ainsi une division s'est déjà produite entre prolétariat et paysans.

Les partis jusqu'auboutistes petits-bourgeois sont partisans, comme on le sait, d'attendre l'Assemblée constituante pour régler la question agraire. Nous nous prononçons pour le passage immédiat de la terre aux paysans avec le maximum d'organisation. Nous sommes absolument contre les réquisitions anarchiques. Vous proposez aux paysans de se mettre d'accord avec les propriétaires fonciers. Nous disons qu'il faut prendre et ensemencer la terre tout de suite pour combattre la disette de blé et préserver le pays de la catastrophe qui se rapproche à une vitesse vertigineuse. On ne peut pas adopter en ce moment les recettes de Chingarev et des cadets, qui proposent d'attendre l'Assemblée constituante dont la date de réunion est inconnue, ou de s'accorder avec les propriétaires fonciers sur la location des terres. Les paysans s'emparent déjà du sol sans verser d'indemnités ou ne payent que le quart des fermages.

Un camarade nous a apporté une résolution de la province de Penza, dans laquelle il est dit que les paysans s'emparent du matériel agricole des grands propriétaires fonciers, mais que, au lieu de le diviser par familles, ils l'érigent en propriété sociale. Ils établissent un tour d'utilisation, un règlement afin que ce matériel serve à la culture de toutes les terres. Ils s'inspirent, en recourant à ces mesures, de la volonté d'augmenter la production agricole. Ce fait a une importance de principe capitale, en dépit des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qui crient à l'anarchie. Si vous vous mettez à crier à l'anarchie et à bavarder là-dessus pendant que les paysans attendront, alors ce sera vraiment l'anarchie. Les paysans montrent qu'ils comprennent mieux que les fonctionnaires les conditions économiques et le contrôle public et qu'ils l'appliquent cent fois mieux qu'eux. Une telle mesure, évidemment facile à appliquer dans un petit village, incite inéluctablement à en prendre de plus grandes. Si les paysans en font l'apprentissage, et ils ont déjà commencé, point n'est besoin pour cela du savoir des professeurs bourgeois ; ils concluront eux-mêmes à la nécessité d'utiliser le matériel agricole non seulement dans les petites exploitations, mais pour cultiver toutes les terres. Peu importe la façon dont ils s'y prennent. Unissent-ils les parcelles pour le labour et l'ensemencement en commun ? Nous ne le savons pas,

et peu importe qu'ils agissent ainsi ou différemment. Le seul fait important, c'est qu'ils n'ont pas affaire, par bonheur, à cette grande quantité d'intellectuels petits-bourgeois qui se disent marxistes, social-démocrates, et enseignent au peuple, en prenant des airs importants, que le temps de la révolution socialiste n'est pas encore venu et que, par conséquent, les paysans ne doivent pas prendre la terre dès à présent. Il y a, par bonheur, fort peu de ces messieurs dans les campagnes russes. Si les paysans se bornaient à prendre la terre à la suite d'accords avec les propriétaires fonciers, mais sans appliquer collectivement leur expérience, la faillite serait certaine, et les comités paysans ne seraient qu'un jouet, un vain amusement. C'est pourquoi nous proposons d'ajouter au projet de résolution le point 8*.

Du moment que nous savons que les paysans ont pris eux-mêmes cette initiative, sur place, notre devoir est de dire que nous la soutenons et la recommandons. Là seulement est le gage que la révolution ne se limitera pas à des mesures d'un caractère formel, que la lutte contre la crise ne restera pas l'objet des délibérations de chancelleries et des gribouillages de Chingarev, mais que les paysans iront réellement de l'avant, avec ensemble, dans la lutte contre la disette de blé et pour une production plus élevée.

Un bref compte rendu parut le 13 mai (30 avril) 1917 dans le n° 45 de la « Pravda ».

Paru intégralement pour la première fois en 1921 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

* Voir le présent tome, p. 295. (*N.R.*)

14

RÉPLIQUE À N. ANGARSKI AU COURS DES DÉBATS SUR LA QUESTION AGRAIRE 28 AVRIL (11 MAI)

Camarades, il me semble apercevoir chez le camarade Angarski diverses contradictions. A propos de la base *matérielle* des tendances à la nationalisation. Les paysans n'ont aucune idée de la nationalisation. Je dis qu'il existe des conditions de marché national russe et de marché international, et que cela se traduit par des prix élevés du blé. Tout paysan constate les variations de ces prix, les connaît, les éprouve. Il faut une organisation économique tenant compte de ces conditions, de ces prix. Je dis que le désaccord entre l'ancien régime de propriété des terres et la nouvelle structure économique est absolu, et que ce désaccord explique pourquoi les paysans se ruent en avant. Le paysan est un propriétaire, dit le camarade Angarski. Et il a parfaitement raison. C'est là-dessus que Stolypine voulait fonder sa modification des rapports agraires ; il a fait tout son possible et n'a pourtant pas réussi, la modification de ces rapports étant impossible sans une refonte révolutionnaire. Telle est la base matérielle des tendances des paysans à la nationalisation du sol, leur ignorance étant par ailleurs complète quant à la nature de la nationalisation. Le paysan propriétaire est porté d'instinct à dire que la terre est à Dieu, parce qu'on ne peut pas vivre dans les anciennes conditions de propriété. Ce que propose le camarade Angarski n'est que malentendu. Le deuxième alinéa dit que le régime de la propriété paysanne des terres est, de bas en haut, de long en large, dominé par des vieux

liens et rapports de demi-servage. Mais parle-t-il des terres des grands propriétaires fonciers ? Non. L'amendement du camarade Angarski se fonde sur un malentendu. Il me prête des choses que je n'ai pas dites et dont les paysans n'ont même pas idée. Les paysans connaissent la situation mondiale par les prix du blé et des articles de consommation courante ; et si un chemin de fer passe par le village, le paysan en ressent les effets dans sa propre exploitation. On ne peut pas vivre à l'ancienne manière. Voilà ce qu'il éprouve, et il exprime ce sentiment sous la forme d'une revendication radicale : A bas tout l'ancien régime de propriété des terres ! Le paysan veut être un propriétaire, mais sur un sol divisé d'une façon nouvelle, afin de travailler sur une terre dont la possession serait déterminée par ses besoins actuels, et non par ceux que lui prescrivent des fonctionnaires. Cela le paysan le sait bien, tout en l'exprimant naturellement sous une autre forme, et c'est ce qui constitue la base matérielle des tendances à la nationalisation du sol.

Paru pour la première fois en 1921 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

15

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE

La grande propriété foncière est en Russie la base matérielle du pouvoir des féodaux de la terre et le gage d'une restauration éventuelle de la monarchie. Elle voue inéluctablement l'immense majorité de la population de la Russie, la paysannerie, à la misère, à la servitude, à l'abêtissement ; elle condamne le pays entier à un état d'infériorité dans tous les domaines de la vie.

La propriété paysanne en Russie, tant concédée (aux communautés et aux familles paysannes) que privée (terres louées et achetées), est de bas en haut, de long en large, dominée par les vieux liens et rapports de demi-servage, par la division des paysans en catégories héritées du servage, par la dispersion des parcelles, etc., etc. La nécessité d'abattre toutes ces barrières surannées et nuisibles, la nécessité de « décloisonner » la terre, de refondre tous les rapports de propriété et d'exploitation de la terre en les adaptant aux conditions nouvelles de l'économie du pays et du monde entier, constitue la base matérielle des tendances des paysans à la nationalisation de *toutes* les terres dans l'État.

Quelles que soient les utopies petites-bourgeoises dont tous les partis et groupes populistes parent la lutte des masses paysannes contre la propriété des féodaux et, d'une façon générale, contre toutes les entraves de caractère féodal, qui pèsent sur la possession et la jouissance de la terre en Russie, cette lutte traduit par elle-même une tendance démocratique bourgeoise caractérisée, tendance indéniablement progressive et économiquement nécessaire à la destruction radicale de toutes ces entraves.

La nationalisation du sol, mesure bourgeoise, donne à la lutte des classes le champ libre, autant qu'il est possible et concevable dans la société capitaliste, ainsi qu'une jouissance libre du sol, débarrassée de toutes les survivances antérieures au régime bourgeois. De plus, en abolissant la propriété privée des terres, la nationalisation du sol porterait pratiquement un coup si formidable à la propriété privée de tous les moyens de production en général, que le parti du prolétariat doit contribuer par tous les moyens à la réalisation de cette réforme.

D'autre part, la paysannerie riche de Russie a depuis longtemps créé les éléments d'une bourgeoisie rurale, éléments que la réforme agraire de Stolypine a sans aucun doute renforcés, multipliés, affermis. A l'autre pôle du village se sont de même multipliés les ouvriers salariés de l'agriculture, les prolétaires et la masse de paysans semi-prolétaires qui leur sont apparentés ; ils sont devenus une force.

Plus la destruction et la suppression de la grande propriété foncière se feront avec résolution et esprit de suite, plus on procédera avec résolution et esprit de suite, d'une façon générale, à la réforme agraire démocratique bourgeoise en Russie, et plus la lutte de classe du prolétariat agricole se développera rapidement et énergiquement contre la paysannerie riche (la bourgeoisie rurale).

Selon que le prolétariat des villes réussira à entraîner derrière lui le prolétariat rural et à lui adjoindre la masse des semi-prolétaires des campagnes, ou que cette masse suivra la bourgeoisie paysanne encline à s'allier à Goutchkov, à Milioukov, aux capitalistes et aux grands propriétaires fonciers et, d'une façon générale, à la contre-révolution, le sort et l'issue de la révolution russe seront décidés dans un sens ou dans un autre, pour autant que la révolution prolétarienne qui commence en Europe n'exercera pas directement sur notre pays sa puissante influence.

Partant de cette situation des classes et du rapport des forces en présence, la conférence décide :

1. Le parti du prolétariat lutte de toutes ses forces pour la confiscation immédiate et complète de toutes les terres des grands propriétaires fonciers de Russie (et aussi des terres des apanages, de l'Eglise, de la couronne, etc., etc.).

2. Le Parti s'affirme résolument pour le passage immédiat de toutes les terres aux paysans organisés en Soviets des députés paysans, ou dans d'autres organismes d'autoadministration locale élus d'une façon vraiment et pleinement démocratique et jouissant d'une entière indépendance à l'égard des grands propriétaires fonciers et des fonctionnaires.

3. Le parti du prolétariat exige la nationalisation de toutes les terres du pays en entendant par nationalisation le transfert à l'Etat du droit de propriété sur toutes les terres, le droit d'en disposer étant laissé aux institutions démocratiques locales.

4. Le Parti doit lutter résolument contre le Gouvernement provisoire, qui, par la bouche de Chingarev ainsi que par ses propres déclarations collectives, impose aux paysans un « accord à l'amiable avec les grands propriétaires fonciers », c'est-à-dire, en fait, une réforme de tendance nettement seigneuriale, et menace de châtier les paysans pour « actes arbitraires », une minorité de la population (grands propriétaires fonciers et capitalistes) devant ainsi exercer la violence contre la majorité ; le Parti doit combattre également les hésitations petites-bourgeoises de la majorité des populistes et des social-démocrates menchéviks, qui recommandent aux paysans de ne pas prendre toute la terre avant l'Assemblée constituante.

5. Le Parti recommande aux paysans de prendre la terre de façon organisée, sans causer le moindre dégât aux biens, et en ayant soin d'augmenter la production.

6. D'une façon générale, toutes les réformes agraires ne peuvent être efficaces et durables que si l'Etat tout entier est pleinement démocratisé, c'est-à-dire, d'une part, si l'on supprime la police, l'armée permanente et le corps privilégié de fonctionnaires ; et si, d'autre part, on institue l'autonomie administrative locale la plus large, entièrement dégagée de toute surveillance ou tutelle s'exerçant d'en haut.

7. Il faut immédiatement et en tous lieux commencer à organiser à part, et de façon autonome, le prolétariat agricole, tant sous la forme de Soviets des députés des ouvriers agricoles (et aussi de Soviets distincts de députés des paysans semi-prolétaires) que sous la forme de fractions

ou groupes prolétariens dans les Soviets communs des députés paysans, dans tous les organismes d'auto-administration des villes et des campagnes, etc., etc.

8. Le Parti doit soutenir l'initiative des comités paysans qui, dans diverses régions de la Russie, transmettent le cheptel mort et vif des grands propriétaires fonciers aux paysans organisés dans ces comités, afin qu'il soit utilisé pour la culture de toutes les terres, suivant un règlement établi par la collectivité.

9. Le parti du prolétariat doit recommander aux prolétaires et aux semi-prolétaires des campagnes de transformer chaque grand domaine en une entreprise agricole modèle assez importante, gérée pour le compte de la société par les Soviets des députés des ouvriers agricoles, sous la direction d'agronomes et en usant de la meilleure technique.

« Pravda » n° 45,
13 mai (30 avril) 1917

Conforme au texte de l'épreuve d'imprimerie portant les corrections de Lénine

16

RÉSOLUTION SUR L'UNION DES INTERNATIONALISTES CONTRE LE BLOC JUSQU'AUBOUTISTE PETIT-BOURGEOIS

Considérant :

1) que les partis socialiste-révolutionnaire, social-démocrate menchévik, etc., sont passés, dans l'immense majorité des cas, sur les positions du « jusqu'auboutisme révolutionnaire », c'est-à-dire qu'ils soutiennent la guerre impérialiste (en votant les emprunts et en soutenant le Gouvernement provisoire, qui représente les intérêts du capital) ;

2) que, par toute leur politique, ces partis défendent les intérêts et les vues de la petite bourgeoisie et corrompent le prolétariat en le soumettant à l'influence de la bourgeoisie, en lui suggérant qu'il serait soi-disant possible de modifier la politique impérialiste du gouvernement et de lui faire abandonner la voie des attentats contre-révolutionnaires à la liberté en passant avec lui des accords, en le « contrôlant », en entrant dans le ministère, etc. ;

3) que cette politique alimente et renforce les sentiments de crédulité aveugle des masses envers les capitalistes, alors que ces sentiments constituent le principal obstacle au développement de la révolution et rendent possible sa défaite par la contre-révolution des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie,

la conférence décide:

1) que l'union avec les partis et les groupes qui pratiquent cette politique est absolument impossible ;

2) que le rapprochement et l'union avec les groupes et les courants qui se placent réellement sur le terrain de l'internationalisme sont indispensables, sur la base de la rupture avec la politique petite-bourgeoise de trahison du socialisme.

« Pravda » n° 46, 15 (2) mai 1917

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

17

RÉSOLUTION SUR LES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS

Après avoir étudié le rapport et les communications des camarades travaillant dans les Soviets des députés ouvriers et soldats de diverses localités de Russie, la conférence définit sa position comme suit :

Dans toute une série de localités de province, la révolution va de l'avant, par l'organisation spontanée du prolétariat et de la paysannerie au sein des Soviets, par l'élimination, sur l'initiative d'en bas, des anciennes autorités, par la création d'une milice ouvrière et paysanne, par le passage de toutes les terres aux mains des paysans, par l'instauration du contrôle ouvrier dans les fabriques, par l'introduction de la journée de huit heures, par l'augmentation des salaires, par la continuation de la production sans baisse de rendement, par le contrôle des ouvriers sur la répartition des vivres, etc.

Cette croissance de la révolution en étendue et en profondeur dans les provinces marque, d'une part, l'essor du mouvement en faveur du passage de tout le pouvoir aux Soviets et de l'instauration du contrôle des ouvriers et des paysans eux-mêmes sur la production ; elle garantit d'autre part que les forces s'organisent dans tout le pays en vue de la deuxième étape de la révolution, qui doit faire passer la totalité du pouvoir aux Soviets ou à d'autres organes exprimant directement la volonté de la majorité du peuple (organes d'auto-administration locale, Assemblée constituante, etc.).

Le passage du pouvoir aux Soviets dans les capitales et dans certaines grandes villes soulève des difficultés considérables et demande une préparation particulièrement longue des forces du prolétariat. C'est là que les forces principales de la bourgeoisie se trouvent concentrées. C'est là qu'est

poussée le plus loin la politique d'entente avec la bourgeoisie, politique qui entrave fréquemment l'initiative révolutionnaire des masses et restreint leur autonomie, ce qui est particulièrement dangereux en raison du rôle dirigeant que ces Soviets exercent sur la province.

C'est pourquoi le parti du prolétariat a pour tâche, d'une part, de favoriser par tous les moyens le développement de la révolution sur le plan local, comme nous l'avons rappelé plus haut, et, d'autre part, de lutter systématiquement au sein des Soviets (par la propagande et en suscitant leur renouvellement), pour assurer le triomphe de la ligne prolétarienne ; tous les efforts et toute l'attention doivent être portés sur la masse des ouvriers et des soldats, sur la différenciation à établir entre la ligne prolétarienne et la ligne petite-bourgeoise, la ligne internationaliste et la ligne jusqu'auboutiste, la ligne révolutionnaire et la ligne opportuniste, sur l'organisation et l'armement des ouvriers, sur la préparation de leurs forces pour l'étape suivante de la révolution.

La conférence déclare une fois de plus qu'il est indispensable de poursuivre un travail systématique dans tous les domaines à l'intérieur des Soviets des députés ouvriers et soldats, d'en augmenter le nombre, d'en accroître les forces et d'unir étroitement dans leur sein les groupes prolétariens, internationalistes, de notre Parti.

« Pravda » n° 46, 15 (2) mai 1917

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

18

DISCOURS SUR LA QUESTION NATIONALE
29 AVRIL (12 MAI)

A partir de 1903, date à laquelle notre Parti adopta son programme, nous avons sans cesse rencontré une opposition acharnée, de la part des camarades polonais. Si vous étudiez les procès-verbaux du IIe Congrès, vous verrez qu'ils y exposaient déjà les arguments auxquels nous avons affaire en ce moment ; et les social-démocrates polonais quittèrent ce congrès, estimant ne pas pouvoir accepter, quant à eux, la reconnaissance aux nationalités du droit de disposer d'elles-mêmes. Depuis lors, nous nous sommes chaque fois heurtés à cette même question. L'impérialisme existait déjà en 1903, mais à l'époque il ne servît pas d'argument. Aujourd'hui, comme alors, l'attitude prise par la social-démocratie polonaise constitue une erreur monstrueuse : ces gens voudraient ramener l'attitude de notre Parti à celle des chauvins.

La politique de la Pologne est pleinement nationale, par suite de la longue oppression russe, et le peuple polonais est hanté par le désir de se venger de la Moscovie. Nul n'a opprimé autant les Polonais que le peuple russe. Celui-ci a été entre les mains des tsars le bourreau de la liberté polonaise. Il n'y a pas de peuple qui voue à la Russie une haine aussi farouche que les Polonais, il n'y a pas de peuple qui porte une telle désaffection à la Russie, et il en résulte une situation originale. La Pologne est un obstacle au mouvement socialiste à cause de la bourgeoisie polonaise. Que l'univers entier s'embrase, pourvu que la Pologne reste libre. Il est évident que poser ainsi la question, c'est se moquer de l'in-

ternationalisme. Certes, la Pologne vit actuellement sous la contrainte ; mais que les nationalistes polonais puissent compter sur la libération de leur pays par la Russie, c'est une trahison de l'Internationale. Or, les nationalistes polonais ont fait pénétrer leurs idées si profondément dans l'esprit du peuple polonais que c'est bien ainsi qu'on voit là-bas les choses.

L'immense mérite historique des camarades social-démocrates polonais, c'est d'avoir formulé le mot d'ordre de l'internationalisme et d'avoir dit : L'alliance fraternelle avec le prolétariat de tous les autres pays nous importe par-dessus tout, et nous ne ferons jamais la guerre pour la libération de la Pologne. Là est leur mérite, et c'est pourquoi nous n'avons jamais considéré comme des socialistes que ces camarades social-démocrates polonais. Les autres sont des nationalistes, des Plékhanov polonais. Mais cette situation originale dans laquelle des hommes devaient, pour sauver le socialisme, combattre un nationalisme effréné, morbide, a eu une conséquence singulière ; des camarades viennent nous dire que nous devons renoncer à la liberté de la Pologne, renoncer à sa séparation.

Pourquoi nous, Grands-Russes, qui opprimons un plus grand nombre de nationalités que tout autre peuple, devrions-nous refuser de reconnaître le droit de séparation de la Pologne, de l'Ukraine, de la Finlande ? On nous propose de devenir des chauvins, afin de faciliter ainsi la tâche des social-démocrates de Pologne. Nous ne prétendons pas, dit-on, à la libération de la Pologne, car le peuple polonais vit entre deux Etats capables de se battre. Mais au lieu de dire que les ouvriers polonais doivent raisonner comme suit : Seuls les social-démocrates qui considèrent que le peuple polonais doit être libre demeurent des démocrates, la place des chauvins n'étant pas dans les rangs d'un parti socialiste, les social-démocrates polonais disent : Nous sommes contre la séparation de la Pologne précisément parce que nous trouvons avantageuse l'alliance avec les ouvriers russes. C'est leur droit absolu. Mais ils ne veulent pas comprendre qu'il faut, pour affermir l'internationalisme, mettre l'accent en Russie sur le droit de séparation des nations opprimées et en Pologne sur la liberté de rattachement, et non répéter indéfiniment les mêmes mots. La liberté de

rattachement suppose la liberté de séparation. Nous autres, Russes, devons souligner la liberté de séparation, tandis qu'en Pologne on doit insister sur la liberté de rattachement.

Nous sommes ici en présence de sophismes aboutissant à un reniement complet du marxisme. Le point de vue du camarade Piatakov est calqué sur celui de Rosa Luxembourg *... (exemple de la Hollande)... Ainsi raisonne le camarade Piatakov, et l'argument se retourne contre lui ; car, étant en théorie pour la négation de la liberté de séparation, il dit au peuple : N'est pas socialiste quiconque nie la liberté de séparation. Ce qu'a dit ici le camarade Piatakov est d'une confusion incroyable. En Europe occidentale, dans la plupart des pays la question nationale est depuis longtemps résolue. Quand on dit que la question nationale est résolue, on pense à l'Europe occidentale. Le camarade Piatakov étend cette affirmation à l'Europe orientale, à laquelle elle ne s'applique pas, et nous aboutissons à une situation ridicule.

Voyez un peu à quel terrible galimatias l'on aboutit ! Car enfin, la Finlande est à deux pas. Le camarade Piatakov ne donne pas à son sujet de réponse concrète, il barbote dans la confusion. Vous avez lu hier dans la *Rabotchaïa Gazéta* que là-bas le séparatisme grandit. Les Finlandais viennent dire que le séparatisme grandit chez eux, les cadets n'accordant pas à la Finlande l'autonomie complète. La crise grandit avec le mécontentement provoqué par le gouverneur général Roditchev ; et la *Rabotchaïa Gazéta* écrit que les Finlandais doivent attendre l'Assemblée constituante, qui réalisera l'accord entre la Finlande et la Russie. Quel accord ? Les Finlandais doivent dire qu'ils ont le droit de décider comme ils l'entendent de leurs destinées, et le Grand-Russe qui leur contesterait ce droit serait un chauvin. Le cas serait différent si nous disions à l'ouvrier finlandais : comme il te sera avantageux de décider... *

Le camarade Piatakov se borne à repousser notre mot d'ordre, en disant que ce n'est pas un mot d'ordre de révolution socialiste. Mais il n'apporte pas lui-même la solution désirée. La méthode de révolution socialiste sous le mot d'ordre « A bas les frontières » est une confusion com-

* Lacune dans le texte du procès-verbal. (*N. R.*)

plète. Nous n'avons pas réussi à publier l'article dans lequel je qualifiais cette opinion d'« économisme impérialiste » *. Que signifie cette « méthode » de révolution socialiste sous le mot d'ordre : « A bas les frontières » ? Nous affirmons la nécessité de l'Etat ; et l'Etat suppose des frontières. L'Etat peut, il est vrai, contenir un gouvernement bourgeois, alors qu'il nous faut les Soviets. Mais la question des frontières se pose aussi pour ces derniers. Que veut dire : « A bas les frontières » ? Ici commence l'anarchie... La « méthode » de révolution socialiste sous le mot d'ordre : « A bas les frontières » n'est que galimatias. Quand la révolution socialiste sera mûre, quand elle éclatera, elle gagnera d'autres pays et nous l'y aiderons, mais nous ne savons pas comment. La « méthode de révolution socialiste » est une phrase dénuée de sens. Comme il reste des questions non résolues par la révolution bourgeoise, nous estimons qu'il faut les résoudre. Nous sommes indifférents, neutres envers le mouvement séparatiste. Si la Finlande, la Pologne, l'Ukraine se séparent de la Russie, nous n'y verrons aucun mal. Quel mal y aurait-il à cela ? Chauvin qui le dira. Il faut être fou pour continuer la politique du tsar Nicolas. La Norvège s'est bien séparée de la Suède... Il fut un temps où Alexandre Ier et Napoléon échangeaient des peuples, où les tsars troquaient la Pologne. Et nous continuerions cette tactique des tsars ? Ce serait renoncer à celle de l'internationalisme, ce serait du chauvinisme de la pire espèce. Où est le mal si la Finlande se sépare ? Chez les peuples norvégien et suédois, chez les prolétaires de ces deux pays, la confiance mutuelle s'est affermie après la séparation. Les grands propriétaires fonciers de Suède avaient eu des velléités de guerre, mais les ouvriers suédois s'y sont opposés en déclarant qu'ils ne marcheraient pas.

Les Finlandais ne veulent en ce moment que l'autonomie. Nous pensons que la liberté entière doit être accordée à la Finlande ; la confiance dans la démocratie russe grandira d'autant, et c'est alors que les Finlandais ne penseront plus à se séparer, quand cette mesure sera appliquée. Quand M. Roditchev se rend chez les Finlandais et se met à

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 27-83.

leur marchander l'autonomie, les camarades finlandais viennent nous dire : Nous voulons l'autonomie. Mais on fait feu sur eux de toutes les pièces, on leur dit : « Attendez l'Assemblée constituante. » Nous disons, nous : « Le socialiste russe qui refuse la liberté à la Finlande est un chauvin. »

Nous disons que les frontières doivent être déterminées par la volonté des populations. Que la Russie cesse de faire la guerre pour la Courlande ! Que l'Allemagne évacue ce pays ! Voilà comment nous tranchons la question de la séparation. Le prolétariat ne peut pas recourir à la contrainte, car il ne doit pas entraver la liberté des peuples. Le mot d'ordre « A bas les frontières » sera juste quand la révolution socialiste deviendra une réalité, au lieu d'être une méthode, et nous dirons alors : Camarades, venez à nous...

Tout autre chose est la question de la guerre. Nous ne nous refuserons pas à mener, au besoin, une guerre révolutionnaire. Nous ne sommes pas des pacifistes... Quand Milioukov, installé chez nous au pouvoir, envoie Roditchev en Finlande y marchander sans vergogne avec le peuple finlandais, nous disons : Que le peuple russe se garde de faire violence à la Finlande. Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre [89]. Nous disons dans la résolution concernant la proposition de Borgbjerg : Evacuez les pays occupés par vos troupes et laissez les nations décider elles-mêmes de leur sort. Si le Soviet prenait demain le pouvoir, ce ne serait pas la « méthode de révolution socialiste », — nous dirions : Allemagne, évacue la Pologne ; Russie, évacue l'Arménie, autrement ce serait une duperie.

Le camarade Dzerjinski nous dit de sa Pologne opprimée que tout le monde y est chauvin. Mais pourquoi aucun des Polonais n'a-t-il soufflé mot de la façon dont nous devons nous comporter à l'égard de la Finlande, à l'égard de l'Ukraine ? Nous en avons tant discuté depuis 1903 qu'il devient pénible d'y revenir. Va où tu veux... Quiconque ne se place pas à ce point de vue est un annexionniste, un chauvin. Nous voulons l'alliance fraternelle de tous les peuples. La confiance mutuelle, les liens réciproques ne seront que plus grands s'il y a une république ukrainienne et une république russe. Si les Ukrainiens voient chez nous une Ré-

publique des Soviets, ils ne se sépareront pas de nous, mais si nous avons une république Milioukov, ils se sépareront. Quand le camarade Piatakov a dit, en pleine contradiction avec lui-même : Nous sommes contre le maintien forcé d'un peuple dans les frontières russes, il a précisément reconnu le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Nous ne voulons nullement que le moujik de Khiva vive sous le joug de son khan. Le développement de notre révolution agira sur les masses opprimées. C'est seulement ainsi qu'il faut envisager l'agitation au sein des masses opprimées.

Mais tout socialiste russe qui se refuse à reconnaître la liberté de la Finlande et de l'Ukraine versera dans le chauvinisme. Et nul sophisme, nulle référence à sa « méthode » ne lui permettra jamais de se justifier.

Un bref compte rendu parut le 15 (2) mai 1917 dans le n° 46 de la « Pravda ».

Paru intégralement pour la première fois en 1921 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

19

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION NATIONALE

La politique d'oppression nationale, héritage de l'autocratie et de la monarchie, est appuyée par les grands propriétaires fonciers, les capitalistes et la petite bourgeoisie, qui veulent ainsi préserver leurs privilèges de classe et diviser les ouvriers des diverses nationalités. L'impérialisme contemporain, qui renforce la tendance à la subordination des peuples faibles, est un nouveau facteur d'aggravation de l'oppression nationale.

Pour autant que la suppression du joug national est réalisable dans la société capitaliste, elle n'est possible que lorsque l'Etat se trouve sous le régime d'une république démocratique conséquente, assurant l'égalité complète de toutes les nations et de toutes les langues.

A toutes les nations composant la Russie doit être reconnu le droit de se séparer librement et de se constituer en Etats indépendants. Nier ce droit et ne pas prendre des mesures propres à garantir son application pratique équivaut à soutenir la politique de conquêtes ou d'annexions. Seule la reconnaissance par le prolétariat du droit des nations à se séparer assure la solidarité complète des ouvriers des différentes nations et favorise un véritable rapprochement démocratique des nations.

Le conflit qui vient de se produire entre la Finlande et le Gouvernement provisoire russe montre de toute évidence que la négation du droit de se séparer librement amène à continuer purement et simplement la politique du tsarisme.

Il n'est pas permis de confondre le droit des nations à se séparer librement avec l'utilité de se séparer pour telle ou telle nation, à tel ou tel moment. Ce dernier problème, le parti du prolétariat doit le résoudre, dans chaque cas particulier, d'une façon absolument indépendante, en se

plaçant au point de vue des intérêts de l'ensemble du développement social et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme.

Le Parti réclame une large autonomie régionale, la suppression de la surveillance s'exerçant d'en haut, l'abolition de la langue officielle obligatoire et la délimitation des frontières des régions autonomes ou s'administrant par leurs propres moyens, les habitants de ces régions devant eux-mêmes tenir compte à cet effet des conditions économiques et de vie, de la composition nationale de la population, etc...

Le parti du prolétariat rejette catégoriquement ce qu'on appelle l'« autonomie culturelle-nationale », qui revient à retirer du ressort de l'Etat l'organisation des écoles, etc., et la remise de celle-ci entre les mains de sortes de Diètes nationales. L'autonomie culturelle-nationale sépare artificiellement les ouvriers habitant la même localité, voire travaillant dans la même entreprise, selon leur appartenance à telle ou telle « culture nationale », c'est-à-dire qu'elle renforce la liaison des ouvriers avec la culture bourgeoise des différentes nations, alors que la social-démocratie s'assigne comme tâche de renforcer la culture internationale du prolétariat du monde entier.

Le Parti exige que soit inscrite dans la Constitution une loi fondamentale proclamant l'abrogation de tous les privilèges d'une nation quelconque, ainsi que de toutes les atteintes aux droits des minorités nationales.

Les intérêts de la classe ouvrière exigent que les ouvriers de toutes les nationalités de Russie se rassemblent en des organisations prolétariennes uniques : politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc. Seul un tel rassemblement des ouvriers des différentes nationalités dans des organisations uniques permet au prolétariat de lutter victorieusement contre le capital international et le nationalisme bourgeois.

Supplément au n° 13 de la « Soldatskaïa Pravda », 16 (3) mai 1917

Conforme au manuscrit

20

DISCOURS SUR LA SITUATION DANS L'INTERNATIONALE ET LES TÂCHES DU P.O.S.D.(b)R. 29 AVRIL (12 MAI)

Le camarade Zinoviev a lui-même reconnu que notre visite à Stockholm serait la dernière et que nous ne la ferions qu'à des fins d'information [90].

Quand Grimm a convoqué sa conférence je n'y suis pas allé, voyant bien qu'on ne pouvait pas engager de conversations avec des partisans du social-chauvinisme. Nous disons : Aucune collaboration avec les social-chauvins. Nous arrivons et nous nous adressons à la fraction de gauche de Zimmerwald. Grimm avait le droit, au point de vue moral et au point de vue formel, de rédiger la résolution d'aujourd'hui. Ce droit s'appuyait sur Kautsky en Allemagne, sur Longuet en France. Au point de vue formel, la question se présente ainsi : Grimm a imprimé : « Nous dissoudrons notre bureau dès que Huysmans aura réuni le sien. » Quand nous avons dit qu'une semblable décision ne pouvait être prise à Zimmerwald, il a acquiescé, mais en déclarant que « la majorité pensait ainsi ». Et c'était la vérité.

Au sujet de la visite : « Nous obtiendrons des informations, nous prendrons contact avec la gauche de Zimmerwald. » Il y a peu d'espoir que nous fassions de nouvelles recrues. N'ayons pas d'illusions : 1° la visite n'aura pas lieu ; 2° ce sera la dernière ; 3° nous ne pouvons pas, pour des raisons techniques, attirer à nous les éléments enclins à rompre avec les social-chauvins. Mais que le camarade

Noguine fasse la première visite à Stockholm et le camarade Zinoviev la dernière. J'exprime pour ma part le vœu que l'expérience de la dernière visite soit faite aussi promptement que possible et avec le plus grand succès.

Un bref compte rendu parut le 15 (2) mai 1917 dans le n° 46 de la « Pravda ».

Paru intégralement pour la première fois en 1925 dans le livre : « La Conférence de Pétrograd-ville et la Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (avril 1917) »

Conforme au texte manuscrit du procès-verbal

21

DISCOURS EN FAVEUR DE LA RÉSOLUTION SUR LA SITUATION ACTUELLE 29 AVRIL (12 MAI)

Ne traiter dans la résolution sur la situation actuelle que de ce qui se passe en Russie eût été une erreur. La guerre nous a si indissolublement liés les uns aux autres que l'erreur serait profonde de méconnaître l'ensemble des relations internationales.

Quelles tâches seront celles du prolétariat russe, si le mouvement international nous met en présence de la révolution sociale ? Telle est la principale question analysée dans cette résolution.

« Les prémisses objectives de la révolution socialiste existaient sans nul doute dès avant la guerre dans les pays les plus évolués ; elles ont encore mûri et continuent à mûrir très rapidement du fait de la guerre. L'élimination et la disparition des petites et moyennes entreprises s'accélèrent de plus en plus. La concentration et l'internationalisation du capital prennent des proportions gigantesques. Le capitalisme de monopole se transforme en capitalisme monopoliste d'Etat ; la pression des événements impose une réglementation sociale de la production et de la répartition dans divers pays, dont certains instituent l'obligation générale du travail. »

Avant la guerre il y avait le monopole des trusts et des syndicats industriels ; la guerre a fait apparaître le monopole d'Etat. Quant à l'obligation générale du travail, c'est un élément nouveau, qui fait partie intégrante d'un ensemble socialiste, ce qu'oublient souvent ceux qui n'ont pas examiné concrètement les conditions existantes.

La première partie de la résolution a pour centre de gravité la définition des conditions actuelles de l'économie capitaliste mondiale. Il est intéressant qu'Engels ait souligné, il y a 27 ans, tout ce qu'il y a d'insuffisant à poser la question du capitalisme sans tenir compte des trusts, en disant : « Le capitalisme est caractérisé par l'absence d'une organisation rationnelle. » « Où il y a trust, fait observer Engels, il n'est pas vrai qu'il n'y a pas d'organisation rationnelle, et il y a cependant capitalisme. » Il est d'autant plus opportun de rappeler cette indication aujourd'hui que nous avons affaire à un Etat militaire et à un capitalisme monopoliste d'Etat. L'existence d'une organisation rationnelle n'empêche pas les ouvriers d'être des esclaves ; quant aux capitalistes, ils n'en prélèvent que plus « rationnellement » leurs bénéfices. Nous assistons en ce moment à une transformation, par voie de croissance, du capitalisme, qui atteint à une forme supérieure rationnelle.

La deuxième partie de la résolution ne nécessite aucun commentaire.

Il faut s'arrêter plus longuement sur la troisième partie. (L'orateur donne lecture de la résolution.)

« Le prolétariat de Russie, agissant dans l'un des pays les plus arriérés d'Europe, parmi une population très nombreuse de petits paysans, ne peut pas s'assigner pour but d'effectuer immédiatement la transformation socialiste.

Mais ce serait commettre l'erreur la plus grave et même, dans la pratique, se placer sur les positions de la bourgeoisie que d'en conclure à la nécessité pour la classe ouvrière de soutenir la bourgeoisie, ou de cantonner son activité dans un cadre acceptable pour la petite bourgeoisie, ou d'abdiquer le rôle dirigeant que doit jouer le prolétariat pour faire comprendre au peuple l'urgence de diverses mesures pratiquement venues à maturité et conduisant au socialisme. »

On tire habituellement de la première constatation la conclusion suivante : « La Russie est un pays arriéré, paysan, petit-bourgeois ; il n'est donc pas possible d'y parler d'une révolution sociale. » Mais on oublie que la guerre nous place dans des conditions exceptionnelles et qu'à

côté de la petite bourgeoisie, il y a le gros capital. Que devront faire les Soviets des députés ouvriers et soldats quand ils arriveront au pouvoir ? Passer à la bourgeoisie ? La classe ouvrière continue sa lutte de classe, voilà la réponse.

Ce qui sera possible et ce qui sera nécessaire sous le pouvoir des Soviets des députés ouvriers et soldats ?

D'abord, la nationalisation du sol. La nationalisation du sol est une mesure bourgeoise. Elle n'exclut pas le capitalisme, et le capitalisme ne l'exclut pas. Mais elle porte un coup très rude à la propriété privée. Poursuivons (l e c t u r e) :

« ... établissement du contrôle de l'Etat sur toutes les banques, qui seraient fondues en une seule banque centrale, et aussi sur les sociétés d'assurances et les syndicats capitalistes les plus puissants (par exemple, le syndicat des raffineurs, le syndicat des houillères, le syndicat de la métallurgie, etc.) avec l'introduction graduelle d'une imposition plus équitable, progressive, sur les revenus et les biens. Ces mesures sont du point de vue économique parvenues à maturité et immédiatement applicables, sans aucun doute, au point de vue technique ; au point de vue politique, elles *peuvent* être approuvées par l'immense majorité des paysans, qui y gagneront sous tous les rapports ».

Ce point a fait l'objet d'une discussion. Il m'était déjà arrivé de dire dans la *Pravda*, à propos des articles de Plékhanov : « Ceux qui parlent de l'impossibilité de réaliser le socialisme s'efforcent de le présenter de la façon qui leur est la plus commode : en termes confus, nuageux, comme un bond subit. » Kautsky lui-même a écrit : « Aucun socialiste ne parle de l'abolition de la propriété privée des paysans. » Est-ce à dire que l'existence du gros capital doive nous éviter d'instaurer le contrôle des Soviets des députés ouvriers et soldats sur la production, sur les syndicats des raffineurs, etc. ? Cette mesure ne serait pas le socialisme, ce serait une mesure de transition. Mais des mesures de cet ordre, liées à l'existence des Soviets des députés ouvriers et soldats, feront que la Russie aura un pied dans le socialisme, un seul, puisque la majorité paysanne dirige l'autre moitié économique du pays. On ne

peut nier que du point de vue économique ce changement soit arrivé à maturité. Mais pour appliquer ces mesures il faut, du point de vue politique, avoir la majorité ; or la majorité est formée de paysans, qui sont, on le conçoit, intéressés à ces transformations. Seront-ils assez organisés, c'est là une autre question : nous ne pouvons pas répondre pour eux.

Le vieil argument courant contre le socialisme présente celui-ci comme une « énorme caserne », un « fonctionnarisme en grand ». Nous devons poser maintenant la question du socialisme autrement que par le passé, en le transposant de la région des nuées dans celle des réalités les plus concrètes : nationalisation du sol, contrôle sur les syndicats capitalistes, etc. (L'orateur continue la lecture de la résolution.)

« Non seulement toutes ces mesures, et d'autres analogues, peuvent et doivent être discutées et préparées pour être appliquées dans l'ensemble du pays dès le passage de tout le pouvoir aux prolétaires et aux semi-prolétaires ; mais elles doivent encore être mises en œuvre par les organes révolutionnaires locaux du pouvoir populaire chaque fois que la possibilité s'en présente.

L'application de ces mesures exige des précautions et une circonspection extrêmes, ainsi que la conquête dans la population d'une solide majorité, bien convaincue que telle ou telle mesure est pratiquement réalisable. Et c'est précisément dans ce sens que doivent se porter l'attention et les efforts de l'avant-garde consciente des masses ouvrières, tenues de venir en aide aux masses paysannes dans la recherche d'une issue à la ruine économique. »

Ces derniers mots sont le pivot de toute la résolution : nous ne présentons pas le socialisme comme un bond subit mais comme l'issue pratique à la ruine économique.

« La révolution est bourgeoise, aussi ne faut-il pas parler de socialisme », disent nos adversaires. Nous dirons au contraire : « C'est justement parce que la bourgeoisie ne peut pas se tirer de la situation actuelle que la révolution va de l'avant. » Nous ne devons pas nous borner à des phrases démocratiques, mais expliquer la situation aux masses et leur indiquer des mesures pratiques : prendre en mains les syndicats capitalistes, les contrôler par l'organe des

Soviets des députés ouvriers et soldats, etc. L'application de toutes ces mesures fera mettre à la Russie un pied dans le socialisme. Notre programme économique doit indiquer les moyens de remédier à la ruine économique, voilà ce qui doit nous guider.

Conforme au texte manuscrit du procès-verbal

Paru pour la première fois en 1925 dans le livre : « La Conférence de Pétrograd-ville et la Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (avril 1917) »

22

RÉSOLUTION SUR LA SITUATION ACTUELLE

La guerre mondiale, engendrée par la lutte que se livrent les trusts mondiaux et le capital bancaire pour s'assurer la domination du marché mondial, a déjà abouti à la destruction massive de valeurs matérielles, à l'épuisement des forces productives et à une telle croissance de l'industrie de guerre que même la production du plus strict minimum d'objets de consommation et de moyens de production devient impossible.

Cette guerre a ainsi placé l'humanité dans une situation sans issue et l'a conduite au seuil de sa perte.

Les prémisses objectives de la révolution socialiste existaient sans nul doute dès avant la guerre dans les pays les plus évolués : elles ont encore mûri et continuent à mûrir très rapidement du fait de la guerre. L'élimination et la disparition des petites et moyennes entreprises s'accélèrent de plus en plus. La concentration et l'internationalisation du capital prennent des proportions gigantesques. Le capitalisme de monopole se transforme en capitalisme monopoliste d'Etat ; la pression des événements impose une réglementation sociale de la production et de la répartition dans divers pays, dont certains instituent l'obligation générale du travail.

La propriété privée des moyens de production étant maintenue, cette monopolisation et cette étatisation croissantes de la production entraînent nécessairement une exploitation plus intense des masses laborieuses, une oppression plus pesante, la résistance aux exploiteurs devenant plus difficile ; elles renforcent la réaction et le despotisme militaire, en même temps qu'elles conduisent inéluctable-

ment à une augmentation inouïe du profit des gros capitalistes aux dépens de toutes les autres couches de la population et qu'elles condamnent les masses laborieuses à verser aux capitalistes, pendant des dizaines d'années, un tribut sous la forme de milliards d'intérêts pour les emprunts. Mais si la propriété privée des moyens de production est abolie, si le pouvoir d'Etat passe entièrement aux mains du prolétariat, ces mêmes conditions garantissent le succès d'une réorganisation de la société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, et assurera le bien-être de tous et de chacun.

* *
*

D'autre part, en 1912, dans le Manifeste de Bâle, les socialistes du monde entier avaient proclamé unanimement, en liaison avec la guerre impérialiste qui approchait alors et qui fait rage aujourd'hui, l'inéluctabilité de la *révolution prolétarienne* ; cette prévision se vérifie de toute évidence par le cours des événements.

La révolution russe n'est qu'une première étape de la première des révolutions prolétariennes, inévitablement engendrées par la guerre.

Dans tous les pays, l'indignation des larges masses populaires contre la classe des capitalistes s'étend, et le prolétariat prend de plus en plus conscience que seuls le passage du pouvoir entre ses mains et l'abolition de la propriété privée des moyens de production sauveront l'humanité qui court à sa perte.

Dans tous les pays, surtout dans les plus avancés, l'Angleterre et l'Allemagne, des centaines de socialistes, qui ne sont pas passés du côté de « leur » bourgeoisie nationale, ont été jetés en prison par les gouvernements des capitalistes ; en se livrant à de telles persécutions, ces gouvernements ont révélé clairement leur peur de la révolution prolétarienne qui monte au plus profond des masses populaires. Le mûrissement de cette révolution en Allemagne ressort également des grèves de masse, qui se sont particulièrement intensifiées au cours des dernières semaines, ainsi que des progrès de la fraternisation entre soldats allemands et russes sur le front.

La confiance et l'alliance fraternelles entre les ouvriers des différents pays, ces ouvriers qui, pour l'heure, s'exterminent mutuellement dans l'intérêt des capitalistes, sont ainsi en train de se rétablir, ce qui crée des conditions permettant des actions révolutionnaires concertées des ouvriers des différents pays. Seules de telles actions garantissent à la révolution socialiste mondiale le développement le plus régulier et les chances de succès les plus certaines.

* *
*

Le prolétariat de Russie, agissant dans l'un des pays les plus arriérés d'Europe, parmi une population très nombreuse de petits paysans, ne peut pas s'assigner pour but d'effectuer immédiatement la transformation socialiste.

Mais ce serait commettre l'erreur la plus grave et même, dans la pratique, se placer sur les positions de la bourgeoisie que d'en conclure à la nécessité pour la classe ouvrière de soutenir la bourgeoisie, ou de cantonner son activité dans un cadre acceptable pour la petite bourgeoisie, ou d'abdiquer le rôle dirigeant que doit jouer le prolétariat pour faire comprendre au peuple l'urgence de diverses mesures pratiquement venues à maturité et conduisant au socialisme.

Parmi ces mesures figure, tout d'abord, la nationalisation du sol. Sans sortir du cadre du régime bourgeois, cette mesure porterait cependant un grand coup à la propriété privée des moyens de production et renforcerait d'autant l'influence du prolétariat socialiste sur les semi-prolétaires des campagnes.

Il y a d'autres mesures : l'établissement du contrôle de l'Etat sur toutes les banques, qui seraient fondues en une seule banque centrale, et aussi sur les sociétés d'assurances et les syndicats capitalistes les plus puissants (par exemple, le syndicat des raffineurs, le syndicat des houillères, le syndicat de la métallurgie, etc.), avec l'introduction graduelle d'une imposition plus équitable, progressive, sur les revenus et les biens. Ces mesures sont du point de vue économique, parvenues à maturité et immédiatement applicables, sans aucun doute, au point de vue

technique ; au point de vue politique, elles *peuvent* être approuvées par l'immense majorité des paysans, qui y gagneront sous tous les rapports.

Outre ces mesures les Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans et autres, qui sont en train de couvrir la Russie d'un réseau toujours plus serré, pourraient aussi entreprendre la réalisation de l'obligation générale du travail ; en effet, le caractère de ces institutions garantit, d'une part, que toutes ces nouvelles réformes ne seront entreprises qu'à partir du moment où l'immense majorité du peuple aura pris fermement conscience de leur nécessité pratique et, d'autre part, il garantit que ces réformes ne seront pas réalisées par voie bureaucratique et policière, mais grâce à la participation volontaire des masses organisées et armées du prolétariat et de la paysannerie à la gestion de leur propre économie.

Non seulement toutes ces mesures, et d'autres analogues, peuvent et doivent être discutées et préparées pour être appliquées dans l'ensemble du pays dès le passage de tout le pouvoir aux prolétaires et aux semi-prolétaires, mais elles doivent encore être mises en œuvre par les organes révolutionnaires locaux du pouvoir populaire chaque fois que la possibilité s'en présente.

L'application de ces mesures exige des précautions et une circonspection extrêmes, ainsi que la conquête dans la population d'une solide majorité, bien convaincue que telle ou telle mesure est pratiquement réalisable. Et c'est précisément dans ce sens que doivent se porter l'attention et les efforts de l'avant-garde consciente des masses ouvrières, tenues de venir en aide aux masses paysannes dans la recherche d'une issue à la ruine économique.

Supplément au n° 13 de la « Soldatskaïa Pravda », 16 (3) mai 1917

Conforme au texte du Supplément confronté avec celui de l'exemplaire dactylographié du procès-verbal portant les corrections de Lénine

23

DISCOURS DE CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE 29 AVRIL (12 MAI)

Lénine renonce, faute de temps, à intervenir en faveur du changement de dénomination du Parti et prie la conférence de se reporter à ce sujet à la brochure qu'il vient d'écrire : *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* *, qui servira de documentation pour la discussion au sein des organisations locales.

Quelques mots sur la conférence.

Il y avait peu de temps, beaucoup de travail. Les conditions dans lesquelles notre Parti est placé sont difficiles. Les partis jusqu'auboutistes sont riches en effectifs, mais les masses prolétariennes adoptent à l'égard du jusqu'auboutisme et de la guerre impérialiste une attitude négative. Nos résolutions ne sont pas conçues à l'intention des larges masses, mais elles unifieront l'activité de nos agitateurs et de nos propagandistes : ceux qui les liront y trouveront des directives pour leur travail. Nous avons à parler devant des millions d'hommes, nous devons savoir faire surgir de la masse des forces nouvelles, recruter des ouvriers conscients, plus cultivés, capables de mettre nos thèses à la portée des masses. Nous nous efforcerons, dans nos brochures, d'exposer sous une forme plus populaire le contenu de nos résolutions, et nous espérons que les camarades feront de même sur le plan local. Le prolétariat trouvera dans nos résolutions les éléments de direction dont il a besoin pour marcher vers la deuxième étape de notre révolution.

Paru pour la première fois en 1926 dans le livre : « La Conférence de Pétrograd-ville et la Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (avril 1917) »

Conforme au texte manuscrit du procès-verbal

* Voir le présent tome, pp. 77-81. (*N.R.*)

INTRODUCTION AUX RÉSOLUTIONS DE LA VII^e CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.(b)R. (CONFÉRENCE D'AVRIL)

Camarades ouvriers,

La conférence pour toute la Russie du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, uni autour du Comité central et appelé communément parti « bolchévik », vient de prendre fin.

Elle a adopté des décisions très importantes sur toutes les questions fondamentales de la révolution, décisions dont on trouvera ci-après le texte intégral.

La révolution traverse une crise. On l'a vu dans les rues de Pétrograd et de Moscou entre le 19 et le 21 avril. Le Gouvernement provisoire l'a reconnu. Le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd l'a reconnu. Une nouvelle confirmation vient encore d'en être apportée au moment où nous écrivons ces lignes, par la démission de Goutchkov.

La crise du pouvoir, la crise de la révolution, ne sont pas le fait d'un hasard. Le Gouvernement provisoire est le gouvernement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, liés par le capital russe et anglo-français et obligés de continuer la guerre impérialiste. Mais les soldats sont épuisés par la guerre ; ils comprennent de plus en plus clairement qu'elle est faite dans l'intérêt des capitalistes ; ils ne veulent pas de la guerre. Et, pendant ce temps, la Russie comme les autres pays voient s'avancer le spectre menaçant d'une effroyable faillite, de la disette, d'une ruine économique totale.

Le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, qui a passé un accord avec le Gouvernement provisoire et

qui le soutient, de même qu'il soutient l'emprunt et aussi, par conséquent, la guerre, est également dans une impasse. Le Soviet est responsable du Gouvernement provisoire et, constatant que la situation n'offre pas d'issue, il se trouve lui-même empêtré par son accord avec le gouvernement des capitalistes.

En ce grave moment historique, où tout l'avenir de la révolution est en jeu, où les capitalistes s'agitent entre le désespoir et l'intention de massacrer les ouvriers, notre Parti s'adresse au peuple et lui dit, dans les décisions de sa conférence :

Il faut comprendre quelles sont les *classes* qui poussent en avant la révolution. Il faut tenir compte, avec lucidité, de leurs aspirations différentes. Le capitaliste ne peut pas suivre le même chemin que l'ouvrier. Les petits propriétaires ne peuvent ni se fier entièrement aux capitalistes, ni se décider d'un seul coup et tous ensemble à une étroite alliance fraternelle avec les ouvriers. C'est seulement si l'on comprend les différences entre ces classes que l'on peut trouver la voie juste où doit s'engager la révolution.

Sur toutes les questions fondamentales de la vie du peuple, les décisions de notre conférence établissent une nette distinction entre les intérêts des différentes classes et montrent qu'il est absolument impossible de sortir de l'impasse en faisant confiance au gouvernement des capitalistes ou en le soutenant.

La situation est incroyablement difficile. Il n'y a qu'une issue, une seule : le passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans et autres dans toute la Russie, de la base au sommet. Seul le passage du pouvoir à la classe ouvrière, soutenue par la majorité des paysans, peut laisser escompter un rétablissement rapide de la confiance des ouvriers des autres pays, et une puissante révolution européenne qui fera voler en éclats le joug du capital et brisera l'étau de fer du massacre criminel où s'entre-tuent les peuples. Seul le passage du pouvoir à la classe ouvrière, soutenue par la majorité des paysans, peut donner le ferme espoir que toutes les masses laborieuses feront pleinement confiance à ce pouvoir et se dresseront, comme un seul homme, pour travailler avec abnégation à transfor-

mer toute la vie du peuple dans l'intérêt des masses laborieuses, et non dans celui des capitalistes et des grands propriétaires fonciers. Sans ce travail plein d'abnégation, sans une gigantesque tension des forces de tous et de chacun, sans la ferme résolution de reconstruire la vie à neuf, sans une stricte organisation et une discipline fraternelle de tous les ouvriers et de tous les paysans pauvres, *sans tout cela il n'y a point d'issue.*

La guerre a conduit l'humanité tout près de sa perte. Les capitalistes, engagés dans la guerre, sont impuissants à s'en arracher. Le monde entier est menacé par la catastrophe.

Camarades ouvriers, l'heure approche où les événements exigeront de vous un regain d'héroïsme, encore plus grand qu'aux jours glorieux de la révolution de février-mars, l'héroïsme de millions et de dizaines de millions d'hommes. Soyez prêts.

Soyez prêts et rappelez-vous que si, avec les capitalistes, vous avez pu triompher en quelques jours, simplement par l'explosion de la colère populaire, il vous faudra plus que cela pour remporter la victoire sur les capitalistes et contre eux. Pour remporter cette victoire, pour faire passer le pouvoir aux ouvriers et aux paysans pauvres, pour le conserver, pour l'utiliser judicieusement, il faut de l'organisation, de l'organisation, et encore de l'organisation.

Notre Parti vous aide par tous les moyens en son pouvoir et, avant tout, en éclairant les esprits sur la situation différente des différentes classes et sur leurs forces respectives. C'est à cela que sont consacrées les décisions de notre conférence. Si ces notions ne sont pas claires, l'organisation ne vaut rien. Sans organisation, impossible de faire agir des millions d'hommes, impossible d'escompter aucun succès.

Ne croyez pas aux paroles. Ne vous laissez pas leurrer par des promesses. Ne surestimez pas vos forces. Organisez-vous dans chaque usine, dans chaque régiment et dans chaque compagnie, dans chaque quartier. Travaillez à vous organiser jour après jour, heure après heure ; travaillez-y vous-mêmes, c'est une tâche dont on ne peut se décharger sur personne. Faites en sorte que, grâce à

ce travail, les masses en viennent graduellement à témoigner aux ouvriers d'avant-garde une confiance entière, solide, indestructible. Voilà le contenu essentiel de toutes les décisions de notre conférence. Voilà la principale leçon de la révolution. Voilà le seul gage du succès.

Camarades ouvriers, nous vous appelons à un travail difficile, important, inlassable, qui doit unir étroitement le prolétariat conscient, révolutionnaire, de tous les pays. C'est cette voie, et cette voie seulement, qui mène à l'issue, qui délivrera l'humanité des horreurs de la guerre, du joug du capital.

Supplément au n° 13 de la « Soldatskaïa Pravda », 16 (3) mai 1917

Conforme au texte du Supplément

PORTÉE DE LA FRATERNISATION

Les capitalistes tournent en dérision la fraternisation des soldats sur le front, ou bien l'attaquent avec fureur, à coups de mensonges et de calomnies, la réduisant à une « manœuvre » des Allemands pour « duper » les Russes, et menaçant par l'organe de *leurs* généraux et de *leurs* officiers, de la réprimer.

Du point de vue de la défense de la « sacro-sainte propriété » du capital et de ses bénéfices, cette politique des capitalistes est parfaitement juste : pour *étouffer* dans l'œuf la révolution socialiste prolétarienne, il est en effet *nécessaire* d'envisager la fraternisation exactement comme ils le font.

Les ouvriers conscients et, avec eux, la masse des semi-prolétaires, la masse des paysans pauvres, guidée par le sûr instinct des classes opprimées, envisagent la fraternisation avec la sympathie la plus profonde. Il est évident que la fraternisation conduit à la paix. Il est évident que ce faisant, il ne faut pas compter sur les gouvernements capitalistes, sur une alliance avec eux, mais aller *à l'encontre* de ces derniers. Il est évident que la fraternisation développe, affermit, consolide la confiance fraternelle entre les ouvriers des différents pays. Il est évident qu'elle *commence à briser* la maudite discipline de la caserne-prison, la discipline fondée sur l'obéissance passive des soldats à « leurs » officiers et à « leurs » généraux, à leurs capitalistes (car la plupart des officiers et des généraux appartiennent à la classe des capitalistes ou défendent ses intérêts). Il est évident que la fraternisation est une initiative révolutionnaire des *masses*, un réveil de la conscience, de l'intelligence, de l'audace des classes opprimées, qu'elle

est, en d'autres termes, un des anneaux de la chaîne des initiatives qui mènent à la révolution socialiste, prolétarienne.

Vive la fraternisation ! Vive la révolution socialiste prolétarienne mondiale qui *commence* !

Notre devoir est de conférer à la fraternisation un caractère aussi organisé que possible et de lui donner un programme politique précis, afin d'aller vers notre but avec le maximum de facilité, de sûreté et de rapidité.

Quelles que soient les calomnies prodiguées sur notre compte par la presse exaspérée des capitalistes et de leurs amis, qui nous qualifient d'anarchistes, nous ne nous lasserons pas de répéter : Nous ne sommes par des anarchistes, nous sommes des partisans résolus de l'organisation la plus poussée des masses, du pouvoir « d'Etat » le plus ferme : seulement nous voulons un Etat qui soit non pas une république parlementaire bourgeoise, mais une République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Nous avons toujours recommandé, et nous recommandons, de fraterniser avec le maximum d'organisation, en faisant appel à l'intelligence, à l'expérience, à l'esprit d'observation des soldats eux-mêmes, pour être sûrs qu'il n'y a pas tromperie, en s'efforçant d'éloigner des meetings les officiers et les généraux qui sont pour la plupart des calomniateurs hargneux de la fraternisation.

Nous nous efforçons de faire en sorte que la fraternisation ne se borne pas à des conversations sur la paix en général, mais aboutisse à l'étude d'un programme politique *bien défini*, à l'étude des *moyens à* employer pour terminer la guerre et secouer le joug des capitalistes qui ont commencé la guerre et la prolongent aujourd'hui.

Aussi notre Parti a-t-il adressé un appel aux soldats de tous les pays belligérants (voir le n° 37 de la *Pravda*) *, appel qui donne notre réponse nette, précise, à ces questions et formule un programme politique clair.

Il est bon que les soldats maudissent la guerre. Il est bon qu'ils exigent la paix. Il est bon qu'ils commencent à se rendre compte que la guerre est avantageuse aux capitalistes. Il est bon que, rompant avec une discipline de bagne,

* Voir le présent tome, pp. 182-185. (*N.R.*)

ils commencent d'eux-mêmes à fraterniser sur tous les fronts. Tout cela est très bien.

Mais ce n'est pas encore suffisant.

Il faut que les soldats passent maintenant à des formes de fraternisation au cours de laquelle on débatte un programme politique clair. Nous ne sommes pas des anarchistes. Nous ne pensons pas qu'on puisse terminer la guerre par un simple « refus », refus d'individus, de groupes ou de « foules » occasionnelles. Nous pensons que la guerre doit finir et finira par la *révolution* dans un certain nombre de pays, c'est-à-dire par la conquête du pouvoir *d'Etat* par une classe nouvelle : non pas celle des capitalistes ni des petits propriétaires (toujours à moitié dépendants des capitalistes), mais celle des prolétaires et des semi-prolétaires.

Nous avons exposé dans notre appel aux soldats de tous les pays belligérants notre programme de révolution ouvrière dans tous les pays : passage de la totalité du pouvoir aux Soviets des députés ouvriers et soldats.

Camarades soldats ! Discutez ce programme entre vous et avec les soldats allemands ! Cette discussion vous aidera à trouver le moyen de vous acheminer sûrement, avec le maximum d'organisation et de rapidité, vers la fin de la guerre et le renversement du joug du Capital.

* *
*

Deux mots sur l'un des serviteurs du Capital : Plékhanov. Il est triste de voir cet ex-socialiste tombé si bas ! Il identifie la fraternisation à une « trahison » ! ! La fraternisation, se demande-t-il, n'entraînera-t-elle pas, si elle réussit, une paix séparée ?

Non, monsieur l'ex-socialiste, la fraternisation, que nous avons encouragée sur *tous* les fronts, ne conduit pas à une paix « séparée » entre les capitalistes de quelques pays ; elle mène à la paix générale entre les ouvriers révolutionnaires de tous les pays, *en dépit* des capitalistes de tous les pays et *contre* eux, pour le renversement de leur joug.

« Pravda » n° 43,
11 mai (28 avril) 1917.

Conforme au texte de la « Pravda »

OÙ MÈNENT LES ACTES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE ?

Nous avons reçu le télégramme suivant:

« I é n i s s é i s k. Le Soviet des députés ouvriers et soldats a pris connaissance d'un télégramme adressé à titre de directive par le ministre Lvov à Kroutovski, nommé commissaire de la province pe Iénisséisk.

Nous protestons contre l'intention de rétablir le corps des fonctionnaires, et déclarons que : 1° nous ne nous laisserons pas gouverner par des fonctionnaires nommés ; 2° les autorités rurales qui ont été chassées ne reviendront jamais ; 3° nous ne reconnaissons que les organismes constitués par le peuple lui-même dans le district de Iénisséisk ; 4° les fonctionnaires nommés ne pourront commander ici qu'après avoir passé sur nos cadavres.

Le Soviet des députés de Iénisséisk. »

Ainsi, le Gouvernement provisoire nomme de Pétrograd des « commissaires » chargés de « diriger » le Soviet des députés ouvriers et soldats de Iénisséisk ou, d'une façon plus générale, l'organe d'autonomie administrative locale de Iénisséisk. Et cette nomination est faite sous une forme telle que le Soviet des députés ouvriers et soldats de Iénisséisk proteste contre « l'intention de rétablir le corps des fonctionnaires ».

Mieux : le Soviet des députés ouvriers et soldats de Iénisséisk déclare : « Les fonctionnaires nommés ne pourront commander ici qu'après avoir passé sur nos cadavres. » L'attitude du Gouvernement provisoire a pour résultat d'amener ce lointain district sibérien, en la personne de son organisme dirigeant élu par le peuple entier, à menacer

directement le gouvernement de lui opposer une *résistance armée*.

Voilà à quoi ont abouti ces messieurs du Gouvernement provisoire !

Et après cela ils iront crier — comme ils l'ont fait jusqu'à présent — que des individus malfaisants « prêchent » « la guerre civile » !

Qu'avait-on besoin de nommer de Pétrograd, ou d'ailleurs, des « commissaires » chargés de « diriger » un organisme local *élu* ? Un nouveau venu peut-il mieux connaître les besoins locaux, serait-il capable de « diriger » la population locale ? Comment les habitants de Iénisséisk ont-ils pu donner sujet à cette mesure absurde ? *A supposer* qu'ils soient, de quelque façon, entrés en conflit avec les décisions de la majorité des citoyens d'autres localités, pourquoi ne s'est-on pas contenté tout d'abord d'essayer de *se renseigner*, sans donner l'occasion de parler d'un « corps des fonctionnaires », sans susciter le mécontentement et l'indignation légitimes de la population locale ?

A toutes ces questions, il ne peut y avoir qu'une réponse. MM. les représentants des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qui siègent au Gouvernement provisoire entendent *conserver* coûte que coûte l'ancien *appareil* de l'administration tsariste, le corps des fonctionnaires « nommés » d'en haut. C'est ce que toutes les républiques parlementaires bourgeoises ont fait la plupart du temps, à l'exception de brèves périodes de révolution dans certains pays. Elles ont ainsi facilité et préparé un retour *de* la république à la monarchie, aux Napoléons, à la dictature militaire. Et messieurs les cadets tiennent absolument à suivre ces tristes exemples.

La question est des plus sérieuses. Il ne faut pas se leurrer. C'est précisément par des actes de ce genre que le Gouvernement provisoire *prépare* — consciemment ou non, peu importe — la restauration de la monarchie en Russie.

Toute la responsabilité des tentatives éventuelles, jusqu'à un certain point inévitables, de rétablir la monarchie en Russie incombe au Gouvernement provisoire qui prend des mesures aussi contre-révolutionnaires. Car le corps

des fonctionnaires « nommés » d'en haut — pour « diriger » la population locale — fut et sera toujours, de même que l'armée permanente et la police, le plus sûr garant d'une restauration de la monarchie.

Le Soviet des députés ouvriers et soldats de Iénisséisk a mille fois raison dans la pratique et en principe. Le retour des autorités rurales qui avaient été chassées ne saurait être toléré, pas plus que l'institution d'un corps des fonctionnaires « nommés ». Seuls doivent être reconnus « les organismes constitués par le peuple lui-même » dans la localité.

L'idée même de la nécessité d'une « direction » exercée par des fonctionnaires « nommés » d'en haut est une *aventure* foncièrement erronée, antidémocratique, césariste ou blanquiste. Engels avait parfaitement raison lorsque, critiquant en 1891 le projet de programme des social-démocrates allemands, passablement contaminés par le bureaucratisme, il insistait sur cette revendication : « Aucune surveillance d'en haut sur les administrations locales. » Engels avait raison de rappeler l'expérience de la France qui, de 1792 à 1798, fut administrée par des organismes locaux élus, sans aucune surveillance de ce genre, et qui, loin de « s'effondrer », loin de se « démembrer », s'affermit, s'organisa et renforça démocratiquement sa cohésion [91].

Les sots préjugés fonctionnaristes, la mentalité officielle inculquée par les habitudes contractées sous le tsarisme, les idées professorales réactionnaires sur la nécessité d'une bureaucratie, les velléités et les visées contre-révolutionnaires des grands propriétaires fonciers et des capitalistes : tel est le terrain sur lequel sont nées et se développent les initiatives du Gouvernement provisoire du genre de celle que nous venons d'examiner.

Le sentiment démocratique parfaitement sain d'ouvriers et de paysans indignés par l'injurieuse tentative d'« envoyer » à des hommes adultes, qui ont élu leurs mandataires à une immense majorité, des fonctionnaires nommés d'en haut et chargés de les « diriger » : voilà ce qu'a manifesté par sa réaction le Soviet des députés ouvriers et soldats de Iénisséisk.

Ce qu'il faut au peuple, c'est une république ouvrière

et paysanne vraiment démocratique, ne connaissant d'autres autorités que des autorités élues et révocables à tout moment au gré de la population. Et pour *cette* république, tous les ouvriers et les paysans doivent *s'opposer* aux velléités du Gouvernement provisoire de revenir aux méthodes d'administration, de reconstituer l'appareil administratif de la monarchie tsariste.

« Pravda » n° 43, 11 mai (28 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

SOCIAL-CHAUVINS ET INTERNATIONALISTES

En trahissant le socialisme et en prenant le parti de « leurs » capitalistes, les social-chauvins se sont tout naturellement scindés à l'image des groupements constitués par les capitalistes dans cette guerre. Naturellement cette scission n'est que momentanée. Plékhanov se refuse à rencontrer Scheidemann, mais ce même Plékhanov prend la défense de l'« Internationale » des social-chauvins qui a trahi le socialisme. Autrement dit : Plékhanov est pour la rupture avec Scheidemann *aussi longtemps que* les capitalistes, dont l'un comme l'autre sont les agents, seront divisés entre eux. Plékhanov est pour l'unité avec Scheidemann lorsque les « maîtres » (c'est-à-dire les capitalistes des deux pays) se seront réconciliés. Il y a, c'est indéniable, une logique dans la position de Plékhanov : la logique de la *trahison* du socialisme, de la servilité librement consentie à l'égard des capitalistes.

Il n'est pas étonnant non plus de voir les représentants de cet autre courant socialiste international : le « centre » (Kautsky et Cie), qui sont pour l'« unité » avec les social-chauvins, accepter une conférence organisée par Borgbjerg, agent de Scheidemann, ou organiser eux-mêmes (comme le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd) une conférence « socialiste » internationale *avec* les Scheidemann et les Plékhanov . Il n'est pas surprenant que nos représentants russes du « centre », en la personne de la *Rabotchaïa Gazéta*, soient très en colère contre notre Parti pour son refus de participer à la conférence de Borgbjerg.

Hier soir, nous avons reçu un télégramme de notre correspondant de Stockholm : « *Haase et Longuet participent à la conférence. « Spartacus » a refusé.* »

On appelle en Allemagne groupe « Spartacus », ou groupe de « l'Internationale », le groupe auquel appartient Karl Liebknecht. Depuis quelque temps des hommes particulièrement intéressés à brouiller les cartes ont fait grand bruit autour d'une prétendue unification du groupe Liebknecht et des kautskistes au sein d'un nouveau « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne » [92]. En réalité, le groupe Liebknecht n'a pas entièrement fusionné avec les kautskistes ; il a conservé son autonomie en matière d'organisation pour constituer uniquement un bloc temporaire et conditionnel contre les social-chauvins.

Le télégramme ci-dessus en apporte une nouvelle confirmation. Lorsqu'une question pratique s'est trouvée à l'ordre du jour, qu'il a fallu donner immédiatement une réponse claire et précise : marcher ou non avec les Scheidemann et leurs agents, l'alliance de K. Liebknecht et de son groupe avec Kautski et Cie *s'est défaite d'un seul coup.*

Certains camarades craignaient que notre résolution sur Borgbjerg ne nous « isole ».

Non, camarades ! Elle nous isole de *ceux qui hésitent.* Il n'existe qu'un moyen d'aider ceux qui hésitent, c'est de cesser d'hésiter soi-même.

Les événements ont confirmé, avec une plénitude et une rapidité étonnantes, le bien-fondé de notre résolution contre Borgbjerg. Les kautskistes allemands (Haase) et français (Longuet) continuent d'hésiter, acceptant de participer à des conférences avec les social-chauvins et n'osant rompre définitivement avec eux.

En prenant l'initiative de cette rupture définitive, notre Parti *a déjà commencé* à rassembler les éléments d'une IIIe Internationale. Si notre tactique et celle du groupe Liebknecht coïncident, cela n'est pas dû au hasard : c'est une étape dans la formation de la IIIe Internationale.

« Pravda » n° 44, 12 mai (29 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

I. TSÉRÉTÉLI ET LA LUTTE DES CLASSES

Tous les journaux reproduisent, in extenso ou partiellement, le discours prononcé le 27 avril par I. Tsérétéli à l'assemblée solennelle des députés de toutes les législatures de la Douma.

Discours ministériel sans contredit. L'orateur était un ministre sans portefeuille. Mais nous pensons qu'il ne serait pourtant pas mauvais, *même* quand des ministres sans portefeuille prononcent des discours ministériels, de se souvenir du socialisme, du marxisme, de la lutte des classes. A chacun son rôle : la bourgeoisie se doit d'éviter de parler de la lutte des classes, de l'analyser et de l'étudier, d'expliquer la politique par la lutte des classes. La bourgeoisie se doit d'écarter ces sujets « déplaisants », « déplacés » comme on dit dans les salons, et d'exalter l'« unité » de « tous les amis de la liberté ». Le parti du prolétariat se doit de ne pas oublier la lutte des classes.

A chacun son rôle.

Le discours de I. Tsérétéli repose sur deux idées politiques fondamentales : la première, c'est que l'on peut et que l'on doit distinguer deux « parties » dans la bourgeoisie. L'une a « consenti à passer un accord avec la démocratie », et sa position est « stable ». L'autre comprend les « milieux irresponsables de la bourgeoisie qui poussent à la guerre civile » ; Tsérétéli l'a également désignée comme suit : « nombre de ceux qu'on appelle les éléments censitaires modérés ».

La deuxième idée politique de l'orateur, c'est que « la tentative de proclamer (!!?) sur-le-champ la dictature du prolétariat et de la paysannerie » serait un geste « désespéré », et qu'il n'y consentirait, lui Tsérétéli, que s'il

pouvait admettre, ne fût-ce qu'un instant, que les idées de Choulguine sont « celles de toute la bourgeoisie censitaire ».

Analysons ces deux idées politiques de I. Tsérétéli qui adopte, comme il convient à un ministre sans portefeuille ou à un candidat ministre, une attitude « centriste » : ni réaction, ni révolution ! Ni avec Choulguine ni avec les partisans de « gestes désespérés ».

Quelles différences de classe Tsérétéli a-t-il relevées entre les deux parties qu'il distingue dans la bourgeoisie ? Absolument aucune. Tsérétéli n'a pas même eu l'idée qu'il ne serait pas mauvais d'expliquer la politique sous l'angle de la lutte des classes. Les deux «parties » de la bourgeoisie se composent, socialement parlant, de grands propriétaires fonciers et de capitalistes. Que Choulguine *ne* représente *pas* les mêmes classes ou les mêmes subdivisions de classes que Goutchkov (membre du Gouvernement provisoire, et non des moindres...), Tsérétéli n'en souffle mot. Il établit une distinction entre les idées de Choulguine et celles de « toute » la bourgeoisie censitaire, mais sans fournir *aucune* justification. Et il en est bien incapable. Les « idées » de Choulguine — concentration du pouvoir entre les mains du Gouvernement provisoire, abolition du contrôle exercé sur ce gouvernement par les soldats en armes, répression de la « propagande antianglaise », des « excitations » tendant à dresser les soldats contre « le corps des officiers », de la propagande du « quartier de Pétrograd » [93], etc., — le lecteur les trouve tous les jours exposées dans les colonnes de la *Retch* ou dans les discours et les manifestes de ministres à portefeuille et d'autres personnages.

La seule différence, c'est que Choulguine « a le verbe haut », tandis que le Gouvernement provisoire, en sa qualité de gouvernement, *parle* avec un peu plus de retenue ; Choulguine a une voix de basse et Milioukov une voix de fausset. Milioukov est partisan d'un accord avec le Soviet des députés ouvriers et soldats. Choulguine, lui non plus, *n'y est pas opposé*. Choulguine et Milioukov sont tous deux partisans d'« autres méthodes de contrôle » (celui-ci ne devant pas être exercé par les soldats en armes).

Tsérétéli a jeté par-dessus bord toute notion de la lutte des classes ! Il *n'a pas* signalé, il n'a jamais songé à signaler

de différences de classe, ni de divergences politiques tant soit peu sérieuses entre les « deux parties » de la bourgeoisie.

Par « démocratie », Tsérétéli entend, dans l'une des parties de son discours, « le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire ». Admettons cette définition de classe. La bourgeoisie a consenti à un accord avec cette démocratie. Il est permis de demander *sur quoi* repose cet accord ? Sur quels intérêts *de classe* ?

Tsérétéli n'en souffle mot ! Il se borne à parler de la « plate-forme démocratique générale qui apparaît à l'heure actuelle comme acceptable pour l'ensemble du pays », c'est-à-dire, de toute évidence, pour les prolétaires et les paysans ; car « le pays », si l'on fait abstraction des « censitaires », ce sont les ouvriers et les paysans.

Cette plate-forme exclut-elle, par exemple, la question de la terre ? Non. Elle n'en parle pas. Les intérêts des classes et leurs conflits disparaissent-ils parce qu'on n'en parle pas dans les documents diplomatiques, dans les « accords », dans les discours et les déclarations ministériels ?

Tsérétéli a « oublié » de poser cette question, il a oublié cette « bagatelle » : les intérêts et la lutte des classes, « rien que » cela...

« Toutes les tâches de la révolution russe, roucoule-t-il, sa nature profonde (!!??) dépendent de ceci : les classes censitaires possédantes » (c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes) « comprendront-elles que cette plate-forme commune du peuple tout entier n'est pas une plate-forme spécifiquement prolétarienne ? »...

Pauvres propriétaires fonciers, pauvres capitalistes ! Ils se montrent « incompréhensifs ». Ils « ne comprennent pas ». Il faut qu'un ministre de la démocratie se dérange tout spécialement pour leur expliquer ces vérités premières...

Ne serait-ce pas plutôt que ce représentant de la « démocratie » a oublié la lutte des classes, est passé sur les positions de Louis Blanc et élude par des phrases l'antagonisme des intérêts de classe ?

Seraient-ce Choulguine, Goutchkov et Milioukov qui « ne comprennent pas » qu'on *peut* réconcilier le paysan et le grand propriétaire foncier sur la base d'une plate-forme commune passant sous silence la question de la terre ? Ne

serait-ce pas plutôt I. Tsérétéli qui « ne comprend pas que cela est *impossible* ?

Ouvriers et paysans, bornez-vous à ce qui est « acceptable » pour les grands propriétaires fonciers et les capitalistes — voilà à quoi se ramène *au fond* l'attitude (de classe et non pas verbale) de Choulguine, de Milioukov et de Plékhanov. Et cela, ils le « comprennent » mieux que I. Tsérétéli.

Nous en arrivons ici à la seconde idée politique de Tsérétéli : proclamer la dictature du prolétariat et de la paysannerie (notons à ce propos qu'on ne « proclame » pas une dictature, mais qu'on l'impose...) serait un geste désespéré : 1° on ne saurait aujourd'hui parler en termes aussi simplistes de cette dictature : que I. Tsérétéli prenne garde de ne pas échouer dans les archives des « vieux bolchéviks » *... 2° et c'est l'essentiel, les ouvriers et les paysans ne forment-ils pas l'immense majorité de la population ? N'appelle-t-on pas « démocratie » la réalisation de la volonté de la majorité ?

Comment peut-on, tout en restant un démocrate, être *contre* « la dictature du prolétariat et de la paysannerie » ? Comment peut-on craindre qu'elle n'entraîne une « guerre civile » ? (quelle guerre civile ? celle d'une poignée de grands propriétaires fonciers et de capitalistes *contre* les ouvriers et les paysans ? d'une infime minorité contre l'écrasante majorité ?)

I. Tsérétéli tombe dans une irrémédiable confusion, oubliant même que si Lvov et Cie tiennent leur promesse de convoquer l'Assemblée constituante, celle-ci incarnera précisément la « dictature » de la majorité ! A moins que les ouvriers et les paysans ne doivent s'en tenir, à l'Assemblée constituante aussi, à ce qui est « acceptable » pour les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ?

Les ouvriers et les paysans sont l'immense majorité. Vouloir que tout le pouvoir appartienne à cette majorité serait, paraît-il, un « geste désespéré »...

Ayant complètement oublié la lutte des classes, Tsérétéli a perdu le nord. Il est passé sans réserve du point

* Voir mes *Lettres sur la tactique*. Voir le présent tome, pp. 34-35. (*N.R.*)

de vue du marxisme à celui de Louis Blanc qui « éludait » la lutte des classes à grand renfort de belles phrases.

La tâche d'un chef prolétarien est d'expliquer la différence des intérêts de classe et de persuader certaines couches de la petite bourgeoisie (plus précisément : les paysans pauvres) de choisir entre les ouvriers et les capitalistes, et de se ranger du côté des ouvriers.

La tâche des Louis Blanc petits-bourgeois est d'estomper la différence des intérêts de classe et de persuader certaines couches de la bourgeoisie (surtout les intellectuels et les parlementaires) de « s'entendre » avec les ouvriers, de persuader les ouvriers de « s'entendre » avec les capitalistes, de persuader les paysans de « s'entendre » avec les grands propriétaires fonciers.

Louis Blanc s'employa avec zèle à persuader la bourgeoisie parisienne et, comme l'on sait, c'est tout juste s'il ne la persuada pas de renoncer aux fusillades en masse de 1848 et de 1871...

« Pravda » n° 44, 12 mai (29 avril) 1917.
Signé : N. Lénine.

Conforme au text de la « Pravda »

INQUIÉTUDE

A la nouvelle que plusieurs ex-ministres étaient devenus directeurs de grosses banques, la *Pravda* a posé cette question :

« Dans combien de banques retrouve-t-on (en qualité de directeurs, d'actionnaires, de maîtres réels) les ministres actuels Goutchkov, Térechtchenko, Konovalov ? »

Et elle ajoutait :

« Les camarades employés de banque (qui, soit dit entre parenthèses, se doivent d'organiser au plus tôt leur syndicat) feront bien de se documenter à ce sujet et de publier dans la presse ouvrière les résultats de leur enquête *. »

Alarmées, les *Birjévyé Viédomosti*, journal qui, on le sait, a d'assez fortes « accointances » avec les banques, écrivent à ce propos :

« Les « camarades employés » sont invités à organiser une enquête policière, à fouiller dans les caisses des ministres bourgeois pour en vérifier le contenu. Avec non moins de sans-gêne les bolchéviks fouillent dans les convictions d'autrui. Ne verrons-nous pas bientôt la *Pravda* proposer aux camarades d'instituer leur propre police secrète ? Il se trouvera bien une place pour elle dans le palais de la Krzesinska... »

Pourquoi ces messieurs des *Birjévyé Viédomosti* manifestent-ils tant d'inquiétude ?

Que vient faire ici cette « enquête policière », messieurs ?

Nous ne verrions absolument aucun inconvénient à ce que les camarades employés de banque publient les listes des manitous de la banque *appartenant à tous les partis.*

* Voir le présent tome, p. 116. (*N.R.*)

Pourquoi donc, messieurs, le peuple n'aurait-il pas le droit de savoir quels sont exactement les principaux maîtres d'établissements tels que les banques, établissements d'une puissance prodigieuse, dont dépend toute la vie économique du pays, dont dépend la solution des problèmes de la guerre et de la paix ?

Que craignez-vous donc, messieurs ?

« Pravda » n° 44, 12 mai (29 avril) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA « CRISE DU POUVOIR »

Toute la Russie se souvient encore des journées des 19, 20 et 21 avril, où la guerre civile faillit s'allumer dans les rues de Pétrograd.

Le Gouvernement provisoire rédigea le 21 avril un nouveau papier qui se voulait rassurant [94], et où il « expliquait » sa note scélérate du 18.

Après quoi, la majorité du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats décida que l'« incident » était « clos ».

Quelques jours ne s'étaient pas écoulés que déjà se posait la question du ministère de coalition. Le Comité exécutif se divisa presque par moitié : 23 voix contre le ministère de coalition et 22 pour. Il apparut que l'incident n'avait été « clos » que sur le papier.

Deux jours encore, et voici un nouvel « incident ». Goutchkov, ministre de la Guerre et l'un des chefs du Gouvernement provisoire, démissionne. On parle de la démission de tout le Gouvernement provisoire comme d'une chose décidée (nous ignorons encore, au moment où nous écrivons, s'il est vrai que le gouvernement ait démissionné tout entier). Nouvel « incident » devant lequel pâlissent tous ceux qui l'ont précédé.

D'où viennent tant d'« incidents » ? N'y aurait-il pas une cause première qui engendre inévitablement un « incident » après l'autre ?

Cette cause *existe*. C'est ce qu'on appelle la dualité du pouvoir. C'est l'équilibre instable qui résulte de l'accord passé entre le Soviet des députés ouvriers et soldats et le Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire est un gouvernement de capitalistes. Il ne peut pas renoncer à ses ambitions de conquête (aux annexions) ; il ne peut pas mettre fin à cette guerre de brigandage par une paix démocratique ; il ne peut pas ne pas défendre les profits de sa classe (la classe capitaliste) ; il ne peut pas ne pas défendre les domaines des grands propriétaires fonciers.

Le Soviet des députés ouvriers et soldats représente d'autres classes. La majorité des ouvriers et des soldats qui composent le Soviet ne veulent pas de cette guerre de brigandage, ils ne sont intéressés ni aux profits des capitalistes ni au maintien des privilèges des grands propriétaires fonciers. Néanmoins, cette majorité fait encore confiance au Gouvernement provisoire des capitalistes, elle veut s'entendre, veut demeurer en contact avec lui.

Les Soviets des députés ouvriers et soldats sont eux-mêmes un embryon de pouvoir. A côté du Gouvernement provisoire, ils s'efforcent aussi dans certains cas d'exercer leur pouvoir. D'où une imbrication de pouvoirs, ou ce qu'on appelle aujourd'hui la « crise du pouvoir ».

Cette situation ne peut durer longtemps. Si elle se prolonge, chaque jour nous vaudra un nouvel « incident » et suscitera de nouvelles complications. On peut toujours écrire sur un papier : l'incident est clos. Mais ces incidents ne disparaîtront pas pour autant dans la vie réelle. Et cela pour la simple raison que ce ne sont pas du tout des « incidents », des effets du hasard, des bagatelles. Ce sont les manifestations extérieures d'une profonde crise interne. Ce sont les résultats de l'impasse où se trouve acculée toute l'humanité. Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'issue à cette guerre de brigandage si l'on ne se résout à prendre les mesures que proposent les socialistes internationalistes.

Trois voies s'offrent actuellement au peuple russe pour résoudre la « crise du pouvoir ». Les uns disent : laissez les choses en l'état, faites davantage confiance au Gouvernement provisoire. Il se peut que la menace de démission ne soit brandie que pour contraindre le Soviet à déclarer : nous avons plus confiance que jamais. Le Gouvernement provisoire veut se faire prier : venez et gouvernez ; que deviendrions-nous sans vous ?...

Autre voie : le ministère de coalition. Partageons les portefeuilles ministériels avec Milioukov et Cie, faisons entrer au ministère quelques hommes à nous, et tout ira autrement.

La troisième voie est celle que nous proposons : changement de toute la politique des Soviets, aucune confiance aux capitalistes, *tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers et soldats.* Un changement de *personnes* ne mènerait à rien, c'est *la politique* qu'il faut changer. Il faut qu'une autre classe prenne le pouvoir. Le monde entier aura confiance dans un gouvernement des ouvriers et des soldats, car chacun comprend bien que l'ouvrier et le paysan pauvre n'ont pas l'intention de piller qui que ce soit. Cette solution peut seule hâter la fin de la guerre ; elle seule peut nous aider à surmonter le délabrement économique.

Tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers et soldats ! Aucune confiance au gouvernement des capitalistes !

Chaque « incident », chaque jour, chaque heure confirmera la *justesse* de ce mot d'ordre.

« Pravda » n° 46, 16 (3) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

FINLANDE ET RUSSIE

La question des rapports entre la Finlande et la Russie est devenue d'actualité. Le Gouvernement provisoire *n'a pas su* donner satisfaction au peuple finlandais qui n'exige *pas encore* la séparation, mais uniquement une large autonomie.

La politique antidémocratique et annexionniste du Gouvernement provisoire a été formulée et « défendue » l'autre jour par la *Rabotchaïa Gazéta*. Ce journal s'y est pris de telle façon qu'il lui eût été impossible de mieux « couler » son client. La question est en effet essentielle, d'intérêt national, et il est nécessaire de lui prêter toute notre attention.

« Le Comité d'Organisation, écrit la *Rabotchaïa Gazéta* dans son numéro 42, estime que dans son ensemble la question des rapports entre la Finlande et l'Etat russe ne peut et ne doit être réglée que par un accord entre la Diète finlandaise et l'Assemblée constituante. D'ici là, les camarades finlandais » (le Comité d'Organisation a eu des conversations avec des social-démocrates finlandais) « ne doivent pas oublier que si les tendances séparatistes s'affirmaient de plus en plus en Finlande, il pourrait en résulter un renforcement des tendances centralistes de la bourgeoisie russe» .

C'est là le point de vue des capitalistes, de la bourgeoisie, des cadets, mais en aucune façon celui du prolétariat. Les social-démocrates menchéviks ont jeté par-dessus bord le programme du parti social-démocrate, plus précisément son article 9, qui reconnaît à toutes les nations faisant partie de l'Etat russe le droit de disposer d'elles-mêmes. Ils l'ont pratiquement renié, se ralliant en fait à la bourgeoisie, de même que dans la question du remplacement de l'armée permanente par l'armement général du peuple, etc.

Les capitalistes, la bourgeoisie, y compris le parti cadet, n'ont jamais reconnu aux nations le droit de disposer d'elles-mêmes sur le plan politique, en d'autres termes, la *liberté de se séparer* de la Russie.

Le parti social-démocrate *a reconnu* ce droit à l'article 9 de son programme, adopté en 1903.

Si le Comité d'Organisation a « renvoyé » les social-démocrates finlandais à l'« accord » à conclure entre la Diète finlandaise et l'Assemblée constituante, c'est bel et bien qu'il est passé, sur cette question, du côté de la bourgeoisie. Il suffit, pour s'en convaincre pleinement, de confronter l'attitude de *toutes* les principales classes et de *tous* les principaux partis.

Le tsar, la droite, les monarchistes sont non pas pour un accord entre la Diète et l'Assemblée constituante, mais pour la subordination directe de la Finlande au peuple russe. La bourgeoisie républicaine est pour un *accord* entre la Diète finlandaise et l'Assemblée constituante. Le prolétariat conscient et les social-démocrates *fidèles* à leur programme sont d'avis que la Finlande, de même que toutes les nationalités assujetties, doit avoir *la liberté de se séparer* de la Russie. Tableau clair, précis, indiscutable. Sous ce mot d'ordre d'un « accord », qui ne résout absolument rien (qu'arrivera-t-il, en effet, si un accord *n'*intervient *pas* ?), la bourgeoisie poursuit la politique tsariste d'assujettissement, une politique d'annexions.

Car les tsars russes ont annexé la Finlande à la suite d'un arrangement avec Napoléon, assassin de la révolution française, etc. Si nous sommes vraiment contre les annexions, nous devons dire : *Liberté de séparation pour la Finlande !* Quand nous l'aurons dit et que nous l'aurons fait, *alors* — et alors seulement ! — l'« accord » avec la Finlande sera réellement volontaire, librement consenti, et méritera le nom d'accord au lieu d'être un trompe-l'œil.

Il ne peut y avoir accord qu'entre des égaux. Pour que l'accord soit vraiment un accord et non le camouflage verbal d'une subordination, il faut nécessairement l'égalité réelle des *deux* parties ; il faut, autrement dit, que *la Finlande* ait, comme la Russie, le droit de *ne pas* consentir. Cela est clair, clair comme le jour.

Seule la « liberté de séparation » exprime ce droit : seule une Finlande jouissant du droit de se séparer sera vraiment en état de conclure avec la Russie un « accord » pour savoir si elle doit ou non se séparer. Quiconque épilogue au sujet d'un « accord » *sans* que cette condition ait été réalisée, sans que la liberté de séparation ait été reconnue, se trompe lui-même et trompe le peuple.

Le Comité d'Organisation devait dire clairement aux Finlandais s'il reconnaît ou non la liberté de séparation. Il a, comme les cadets, laissé cette question dans l'ombre et renié ainsi la liberté de séparation. Il devait s'attaquer à la bourgeoisie russe qui refuse aux nations opprimées le droit de se séparer, refus *qui équivaut à l'annexionnisme.* Mais le Comité d'Organisation s'en prend au contraire aux Finlandais en les avertissant que les tendances « séparatistes » auront pour effet de renforcer les tendances centralistes ! ! En d'autres termes, le Comité d'Organisation menace les Finlandais d'un renforcement de la bourgeoisie grand-russe annexionniste : c'est précisément ce qu'ont toujours fait les cadets ; c'est précisément sous ce pavillon que Roditchev et consorts pratiquent *leur* annexionnisme.

Voilà un exemple concret qui projette une vive lumière sur la question des annexions, dont « tout le monde » parle aujourd'hui tout en craignant de la poser avec franchise et netteté. *Quiconque est contre la liberté de séparation est pour les annexions.*

Les tsars ont pratiqué une politique d'annexions brutale, troquant un peuple contre un autre en vertu d'accords avec d'autres monarques (partage de la Pologne, arrangement avec Napoléon au sujet de la Finlande, etc.), tout comme les féodaux échangeaient entre eux des serfs. La bourgeoisie, en devenant républicaine, poursuit *cette même* politique d'annexions, mais plus subtile, plus camouflée, *promettant* un « accord », *mais supprimant* la seule garantie réelle d'égalité véritable lors de la conclusion de l'accord, à savoir : la liberté de séparation. Le Comité d'Organisation se traîne à la remorque de la bourgeoisie et passe en fait de son côté. (Les *Birjévyé Viédomosti* avaient donc raison de reproduire l'essentiel de l'article de la *Rabotchaïa Gazéta* et de louer la réponse du Comité d'Organisation aux Finlandais comme « une leçon de la démocratie

russe » à leur adresse. La *Rabotchaïa Gazéta* a mérité ce baiser des *Birjévyé Viédomosti*.)

Le parti du prolétariat (les bolchéviks) a une fois de plus, dans la résolution sur la question nationale adoptée à sa conférence, confirmé la liberté de séparation.

Le groupement des classes et des partis est clair.

Le petit bourgeois se laisse intimider par le spectre qui hante la bourgeoisie apeurée : c'est là toute la politique des social-démocrates menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Ils « craignent » la séparation. Les prolétaires conscients *ne* la craignent *pas*. La Suède et la Norvège ont gagné l'une et l'autre à la libre séparation de la Norvège en 1905 : la confiance entre les deux nations s'est accrue, un rapprochement librement consenti s'est opéré entre elles ; les frictions absurdes et nuisibles ont disparu, les *affinités* réciproques sur le plan économique et politique, sur celui de la culture et des mœurs, se sont affirmées avec plus de force, l'alliance fraternelle des ouvriers des deux pays s'est consolidée.

Camarades ouvriers et paysans ! Repoussez la politique annexionniste des capitalistes russes, de Goutchkov, de Milioukov et du Gouvernement provisoire à l'égard de la Finlande, de la Courlande, de l'Ukraine, etc. ! Ne craignez pas de reconnaître à toutes ces nations la liberté de se séparer. Ce n'est pas par la violence qu'il faut amener les autres peuples à s'unir aux Grands-Russes, mais uniquement par un accord réellement volontaire, réellement libre, qui est *impossible* sans la liberté de séparation.

Plus la Russie sera libre, plus résolument notre république reconnaîtra la liberté de séparation des nations non russes, et plus celles-ci *tendront* à s'unir à nous, moins il y aura de frictions, plus rares seront les cas de séparation véritable, plus courte sera la période pour laquelle certaines nations se sépareront, plus sera étroite et durable, en fin de compte, l'alliance fraternelle de la République prolétarienne et paysanne de Russie avec les républiques d'autres nations, quelles qu'elles soient.

«Pravda» n° 46, 15 (2) mai 1917 *Conforme au texte de la «Pravda»*

LETTRE À LA RÉDACTION

Les journaux bourgeois d'hier ont de nouveau publié des informations inexactes selon lesquelles j'aurais promis de prendre la parole devant les délégués du front le dimanche 30 avril. Je *n'*ai pris *aucun* engagement de cette sorte. Je *ne peux pas* prendre la parole, étant malade. Je demande que l'on *n'*accorde crédit *qu'*aux informations publiées par la *Pravda* et aux déclarations signées de mon nom : c'est ainsi seulement que je pourrai combattre le mensonge, les inexactitudes et les à-peu-près.

N. Lénine

« Pravda » n° 46,
16 (3) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UNE APOLOGIE DE L'IMPÉRIALISME SOUS LE COUVERT DE BONNES PAROLES

Voilà ce que l'on trouve dans l'appel du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd aux socialistes de tous les pays, publié aujourd'hui par la presse. Un déluge de mots contre l'impérialisme ; mais tout ce verbiage est réduit à néant par une petite phrase où il est dit :

« Le Gouvernement provisoire de la Russie révolutionnaire a fait sien ce programme » (à savoir : paix sans annexions ni contributions sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes).

Tout l'essentiel est dans cette phrase. Et cette phrase est une apologie de l'impérialisme *russe*, qu'elle couvre et présente sous un jour favorable. Car, en réalité, notre Gouvernement provisoire, loin d'avoir « fait sien » le programme de paix sans annexions, le foule aux pieds chaque jour et à toute heure.

Notre Gouvernement provisoire a « diplomatiquement » déclaré renoncer aux annexions, tout comme le gouvernement des capitalistes allemands, les bandits Guillaume et Bethmann-Hollweg. En paroles, *les deux* gouvernements ont renoncé aux annexions. En fait, *tous deux* continuent de pratiquer une politique d'annexions, gardant de force : le gouvernement capitaliste allemand — la Belgique, une partie de la France, la Serbie, le Monténégro, la Roumanie, la Pologne, les provinces danoises, l'Alsace, etc. ; le gouvernement capitaliste russe — une partie de la Galicie, l'Arménie turque, la Finlande, l'Ukraine, etc. Le gouvernement capitaliste anglais est le plus annexionniste du monde, car il maintient de force dans l'Empire britannique le plus grand

nombre de nationalités : l'Inde (300 millions d'habitants), l'Irlande, etc., la Mésopotamie turque, les colonies allemandes d'Afrique, etc.

L'appel du Comité exécutif porte le plus grand préjudice à la cause de la révolution et du prolétariat, car il ment au sujet des annexions et couvre son mensonge de bonnes paroles. En premier lieu, l'appel n'établit aucune distinction entre la renonciation verbale aux annexions (en ce sens, *tous* les gouvernements capitalistes du monde, sans exception, ont « fait leur » le « programme de paix sans annexions») et *la renonciation effective* (en ce sens, *pas un* gouvernement capitaliste du monde *n'*a renoncé aux annexions). En second lieu, il présente (de façon injustifiée, sans aucune raison, contrairement à la vérité) sous des couleurs favorables le Gouvernement provisoire des capitalistes *russes*, alors que celui-ci n'est en rien meilleur (ni pire, sans doute) que les autres gouvernements capitalistes.

Voiler une vérité déplaisante à l'aide de bonnes paroles est bien l'action la plus nuisible et la plus dangereuse pour la cause du prolétariat, pour la cause des masses laborieuses. La vérité, si amère soit-elle, doit être regardée en face. Une politique qui ne satisfait pas à cette condition est funeste.

La vérité, en ce qui concerne les annexions, c'est justement que *tous* les gouvernements capitalistes, y compris le Gouvernement provisoire russe, trompent le peuple à l'aide de *promesses* sur la renonciation aux annexions, tout en poursuivant *en réalité* une politique d'annexions. Toute personne avertie se convaincra aisément de cette vérité si elle veut bien se donner la peine de dresser une *liste complète* des annexions, ne serait-ce que de *trois* pays : l'Allemagne, la Russie, l'Angleterre.

Essayez donc, Messieurs!

Quiconque ne le fait pas, quiconque blanchit indûment *son* gouvernement et noircit les autres devient pratiquement un apologiste de l'impérialisme.

Notons, pour conclure, que la fin de l'appel contient aussi « un peu de fiel » : « Quels que soient les désaccords qui ont déchiré le socialisme au cours de trois années de guerre, aucune fraction du prolétariat ne doit renoncer à participer à la lutte commune pour la paix. »

C'est là encore, malheureusement, une bonne parole inconsistante, tout à fait dénuée de sens. Plékhanov et Scheidemann affirment tous deux « lutter pour la paix » et, qui plus est, pour une « paix sans annexions ». Mais qui ne voit que chacun d'eux défend en réalité son propre gouvernement capitaliste, impérialiste ? Quel avantage les classes ouvrières retireront-elles du fait que nous leur servirons des mensonges lénifiants en masquant ce ralliement des Plékhanov et des Scheidemann à *leurs* capitalistes respectifs ? N'est-il pas évident que cette façon de voiler la vérité équivaut à farder l'impérialisme et ses défenseurs ?

« Pravda » n° 47,
16 (3) mai 1917

Conforme au texte
de la « Pravda »

UN TRISTE DOCUMENT

L'appel du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd à l'armée, paru hier dans la presse, est une nouvelle preuve du ralliement des chefs du Soviet, tant populistes que menchéviks, à la bourgeoisie impérialiste russe.

La confusion des idées, dans cet appel, est vraiment stupéfiante. Seuls des hommes qui se sont complètement bourré le crâne de phrases « révolutionnaires » peuvent ne pas s'en rendre compte.

...« Le peuple travailleur n'avait nul besoin de la guerre. Ce n'est pas lui qui l'a commencée. Elle a été machinée par les tsars et les capitalistes de tous les pays »...

Fort bien. Voilà qui est juste. Et quand l'appel « invite les ouvriers et les paysans d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à s'insurger, à faire la révolution », nous l'approuvons encore de tout cœur, car c'est là un mot d'ordre juste.

Mais comment peut-on dire, à côté de cette vérité indéniable, *des contre-vérités aussi flagrantes* que celle-ci :

...« (Soldats russes), ce n'est pas le tsar, ce ne sont pas les Protopopov et les Raspoutine, *les riches propriétaires fonciers et les capitalistes*, que vous défendez »...

Les mots soulignés par nous sont d'une fausseté manifeste, criante.

Car s'il est vrai que le peuple travailleur « n'avait nul besoin » de la guerre, que cette guerre a été machinée *non seulement* par les tsars, mais aussi par « les capitalistes de *tous* les pays » (comme l'appel du Soviet l'admet très nettement), il est évident qu'aussi longtemps que l'un quelconque des peuples belligérants tolère chez lui un gouver-

nement capitaliste, il « défend » *précisément* les capitalistes.

De deux choses l'une : *ou bien* les capitalistes austro-allemands sont seuls « responsables » de cette guerre. Si les dirigeants populistes et menchéviks du Soviet de Pétrograd le pensent, c'est qu'ils sont tout à fait tombés au niveau de Plékhanov, ce Scheidemann russe. Il faut alors biffer, comme un mensonge, que la guerre a été « machinée » par les « capitalistes de tous les pays ». Il faut alors rejeter, comme un mensonge, le mot d'ordre de « paix sans annexions », le mot d'ordre juste d'une telle politique étant dès lors d'enlever aux Allemands leurs annexions et de conserver (ou d'augmenter) celles des Russes et des Anglais.

Ou bien cette guerre a vraiment été machinée par « les capitalistes de tous les pays ». Si les dirigeants populistes et menchéviks du Soviet *ne* renient *pas* cette vérité indéniable, on ne saurait tolérer ce mensonge révoltant, que les soldats russes, tant qu'ils tolèrent un gouvernement capitaliste, « ne défendent pas » les capitalistes.

Il faut alors dire la vérité *également* aux soldats russes (et non seulement aux soldats austro-allemands) : Camarades soldats, tant que nous tolérons chez nous un gouvernement capitaliste, tant que les traités secrets du tsar sont considérés comme sacrés, nous faisons une guerre impérialiste, une guerre de conquête, nous « *défendons* » les traités de rapine conclus par l'ex-tsar Nicolas avec les capitalistes anglo-français !

C'est l'amère vérité. Mais c'est la vérité. Et il faut dire au peuple la vérité. Alors seulement ses yeux s'ouvriront, et il *apprendra* à combattre le mensonge.

Considérez la question sous un autre angle, et vous vous convaincrez une fois de plus du caractère profondément mensonger de l'appel du Soviet. Il invite les ouvriers et les paysans d'Allemagne à « s'insurger ». Très bien. A s'insurger *contre* qui ? Uniquement contre Guillaume ?

Mais si Guillaume était remplacé par les Goutchkov et les Milioukov allemands, c'est-à-dire par des représentants de la classe des capitalistes allemands, le caractère de la guerre de conquête faite par l'Allemagne pourrait-il s'en trouver modifié ? Il est clair que non. Car chacun sait — et l'appel du Soviet en convient — que la guerre « a été ma-

chinée par les tsars *et les capitalistes* de tous les pays ». Aussi le renversement des tsars ne change-t-il absolument rien au caractère de la guerre si le pouvoir passe aux capitalistes. L'annexion de la Belgique, de la Serbie, etc., ne cesse pas d'être une annexion du fait que Guillaume a été remplacé par les cadets allemands, de même que les annexions de Khiva, de Boukhara, de l'Arménie, de la Finlande, de l'Ukraine, etc., ne cessent pas d'être des annexions parce que Nicolas a été remplacé par les cadets russes, par les capitalistes russes.

Admettons une autre hypothèse, la dernière possible, à savoir que l'appel du Soviet convie les ouvriers et les paysans allemands à s'insurger non seulement contre Guillaume, mais aussi contre les capitalistes allemands. Nous répondons en ce cas : cet appel est juste, très bien ; nous l'accueillons avec une entière sympathie. Mais, chers citoyens Tchernov, Tchkhéidzé et Tsérétéli, est-il juste, est-il raisonnable, est-il honnête de convier les Allemands à s'insurger contre les capitalistes *quand soi-même on soutient chez soi un gouvernement capitaliste* ?

Ne craignez-vous pas, chers concitoyens, que les ouvriers allemands vous accusent d'insincérité et même (ce qu'à Dieu ne plaise !) d'hypocrisie ?

Ne craignez-vous pas que les ouvriers allemands disent : « la révolution n'a pas encore éclaté chez nous, nous n'en sommes pas encore au point que nos Soviets des députés ouvriers et soldats discutent ouvertement de la question du pouvoir avec les capitalistes. Vous qui en êtes déjà là, frères de Russie, pourquoi nous prêchez-vous l'« insurrection » (chose difficile, sanglante, pénible), alors que vous-mêmes vous vous gardez bien *de prendre pacifiquement le pouvoir* des mains de Lvov et C^ie^, qui sont prêts, disent-ils, à s'en aller ? Vous invoquez la révolution russe. Vous savez pourtant très bien, citoyens Tchernov, Tchkhéidzé et Tsérétéli, qui avez étudié le socialisme, que votre révolution a, *pour le moment*, porté au pouvoir *les capitalistes*. N'en résulte-t-il pas un triple mensonge quand, au nom de la révolution russe qui a donné le pouvoir aux capitalistes impérialistes russes, vous nous invitez, nous Allemands, à faire la révolution contre nos capitalistes impérialistes? N'est-ce pas là de l'« internationalisme d'exportation », du « révolu-

tionnarisme d'exportation » ? Révolution contre les capitalistes pour les Allemands ; *entente* avec les capitalistes pour les Russes (malgré l'effervescence révolutionnaire en Russie) ?

Tchernov, Tchkhéidzé et Tsérétéli en sont définitivement arrivés à défendre l'impérialisme russe.

C'est bien triste, mais c'est un fait.

« Pravda » n° 47,
16 (3) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

ON VEUT FAIRE PARTAGER AU PEUPLE LES TERREURS DE LA BOURGEOISIE

Les journaux des capitalistes, la *Retch* en tête, s'évertuent à effrayer le peuple en agitant le spectre de l'« anarchie ». Il ne se passe pas un jour sans que la *Retch* crie à l'anarchie et monte en épingle des informations et des rumeurs concernant des incidents isolés, sans qu'elle cherche à alarmer le peuple en lui faisant entrevoir le spectre qui épouvante le bourgeois.

La presse populiste (y compris celle des socialistes-révolutionnaires) et menchévique, qui a cédé à ce chantage, fait écho à la *Retch* et à tous les journaux capitalistes. Les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd*, dont les dirigeants actuels appartiennent à ces partis, rejoignent définitivement, par leur éditorial d'aujourd'hui, ceux qui propagent les « terreurs » de la bourgeoisie. Ils en arrivent à faire cette déclaration... de quel euphémisme pourrions-nous bien user?... manifestement exagérée :

« L'armée est de plus en plus démoralisée. En maint endroit on s'empare anarchiquement des terres, on pille ou on détruit le bétail et l'outillage. Les actes d'arbitraire se multiplient ...»

Par actes d'arbitraire les populistes et les menchéviks, c'est-à-dire les partis de la petite bourgeoisie, entendent notamment la saisie de toutes les terres par les paysans sans attendre l'Assemblée constituante. C'est justement cet épouvantail (les « actes d'arbitraire ») que le ministre Chingarev agitait, comme l'on sait, dans son télégramme resté fameux, qui fit en son temps le tour de la presse (voir la *Pravda*, n° 33) *.

* Voir le présent tome, p. 128. (*N. R.*)

Actes d'arbitraire, anarchie... des mots à faire peur ! Mais que le populiste ou le menchévik qui veut *penser* réfléchisse un instant à la question suivante.

Avant la révolution, les terres appartenaient aux grands propriétaires fonciers. Cet état de choses *n'était pas* qualifié d'anarchie. Or, à quoi *cela* a-t-il abouti ? A une faillite sur toute la ligne, à l'« anarchie » au sens le plus réel du mot, c'est-à-dire à la ruine complète du pays, à la ruine et au désastre pour la majorité de la population.

Conçoit-on à cette situation un *autre* remède que le maximum d'énergie, d'initiative, de résolution déployées par la *majorité* de la population ? Non, évidemment.

Où en sommes-nous finalement ?

1. Les partisans du tsar sont d'avis que les grands propriétaires fonciers doivent conserver leur toute-puissance dans les campagnes et la possession de toutes leurs terres. L'« anarchie » qui en est résultée effectivement *ne* leur fait *pas* peur.

2. Le cadet Chingarev, qui représente tous les capitalistes et tous les grands propriétaires fonciers (à l'exception de la poignée de partisans du tsar), est partisan de « chambres agricoles de conciliation instituées auprès des comités cantonaux de ravitaillement pour réaliser des accords à l'amiable entre cultivateurs et propriétaires terriens » (voir son télégramme). Les hommes politiques petits-bourgeois — populistes et menchéviks — suivent en fait Chingarev quand ils conseillent aux paysans d'« attendre » l'Assemblée constituante et qualifient d'« anarchie » la confiscation immédiate des terres sur place, par les paysans eux-mêmes.

3. Le parti du prolétariat (les « bolchéviks ») est partisan de la prise immédiate des terres par les paysans, tout en recommandant d'y procéder avec le maximum d'organisation. Nous ne voyons là aucune « anarchie », car cette solution, et elle seule, répond au vœu *de la majorité* de la population locale.

Depuis quand appelle-t-on « anarchie » une solution conforme au vœu de la majorité ? ? Ne serait-il pas plus juste d'appeler « anarchie » la solution conforme au vœu *de la minorité*, préconisée sous différentes formes *et* par les partisans du tsar *et* par Chingarev ?

Car si Chingarev veut contraindre les paysans à « s'entendre » « à l'amiable » avec les grands propriétaires fonciers, c'est là une solution conforme au vœu de la minorité, puisqu'en Russie il y a en moyenne 300 familles paysannes pour une seule famille de grand propriétaire foncier. Si je propose à ces 300 familles de « s'entendre » « à l'amiable » avec *une seule* famille, celle d'un gros exploiteur, je propose bel et bien une solution conforme au vœu de la minorité, une solution anarchique.

Vos cris à l'« anarchie », MM. les capitalistes, camouflent la défense des intérêts d'un seul contre ceux de 300. Tout est là.

On nous objectera : mais vous voulez que la chose soit décidée directement par la population locale, sans attendre l'Assemblée constituante ! N'est-ce pas de l'anarchie ?

Et que veut Chingarev ? répondrons-nous. Qu'une décision soit prise par la population locale (des « accords à l'amiable » conclus par les paysans avec les grands propriétaires fonciers) sans attendre non plus l'Assemblée constituante!

Aucune différence entre nous et Chingarev sur ce point : nous sommes, lui et nous, pour une décision définitive émanant de l'Assemblée constituante, et pour une décision préalable — et son application — émanant de la population locale. La différence entre Chingarev et nous, c'est uniquement que nous disons : 300 décident, 1 se soumet ; alors que Chingarev dit : si 300 décident, ce sera un « acte d'arbitraire » ; les 300 doivent « s'entendre » avec un seul !

Faut-il que les populistes et les menchéviks soient tombés bien bas pour aider Chingarev et consorts à propager les craintes de la bourgeoisie !

La peur du peuple, voilà ce qui guide ces semeurs de panique et d'épouvante.

Il ne faut pas craindre le peuple. La décision de la majorité des ouvriers et des paysans *n'est pas* de l'anarchie. C'est la seule garantie possible de démocratie en général, et de succès dans la recherche des moyens propres à remédier au délabrement économique, en particulier.

Rédigé le 3 (16) mai 1917.
Paru le 17 (4) mai 1917 dans le n° 48 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

A LA VEILLE

La machine « à concilier » travaille à plein. Populistes et menchéviks peinent à la sueur de leur front pour dresser la liste des ministres. Nous sommes à la veille d'un « nouveau » ministère...

Hélas ! Il y aura bien peu de nouveau. Le gouvernement capitaliste s'adjoindra quelques ministres petits-bourgeois populistes et menchéviks, acquis au soutien de la guerre impérialiste.

Un peu plus de phrases, de paillettes, de promesses ronflantes, de bla-bla-bla au sujet de la « paix sans annexions », mais pas la moindre intention ne serait-ce que d'énumérer exactement, franchement, honnêtement, les annexions *réelles*, disons, de trois pays : l'Allemagne, la Russie et l'Angleterre.

Se leurrer de l'utopie que la paysannerie (les paysans riches ne sont pas toute la paysannerie...) soutiendra les capitalistes, de l'utopie d'une « offensive » sur le front (au nom de la « paix sans annexions »...) — croyez-vous que cela puisse durer longtemps, citoyens anciens ministres et citoyens nouveaux ministres ?

« Pravda » n° 49, 18 (5) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

ILS ONT OUBLIÉ L'ESSENTIEL

(LA PLATE-FORME MUNICIPALE DU PARTI DU PROLÉTARIAT)

L'approche des élections aux Doumas d'arrondissement a fait apparaître les plates-formes ronflantes des deux partis démocratiques petits-bourgeois : celui des populistes et celui des menchéviks. Ces plates-formes sont tout à fait semblables à celles des partis bourgeois d'Europe, tels que le « parti radical et radical-socialiste » français [95], soucieux de capter les suffrages d'une masse d'électeurs crédules et arriérés, composée de petits propriétaires, etc. Mêmes phrases grandiloquentes, mêmes promesses pompeuses, mêmes formules vagues, même silence sur l'essentiel, ou plutôt même oubli de l'essentiel, à savoir : les *conditions réelles* qui permettraient de réaliser ces promesses.

Ces conditions réelles sont à l'heure actuelle les suivantes :

1° la guerre impérialiste ; 2° l'existence d'un gouvernement capitaliste ; 3° l'impossibilité de prendre des mesures sérieuses tendant à améliorer la situation des ouvriers et des masses laborieuses sans porter atteinte révolutionnairement à « la sacro-sainte propriété privée capitaliste » ; 4° l'impossibilité d'appliquer le système des réformes promises par ces partis avec le vieil organisme et le vieil appareil administratif, avec une police qui ne peut que servir les capitalistes et opposer mille et un obstacles à l'aplication de ces réformes.

Exemple : ... « Réglementer les loyers pendant la durée de la guerre », ... « réquisitionner les stocks » (les stocks de vivres tant dans les magasins que chez les particuliers)

« pour les besoins de la collectivité », ... « organiser des boulangeries, cantines, cuisines et magasins publics », écrivent les menchéviks... ; « porter à la santé et à l'hygiène publiques toute l'attention qu'elles méritent », répètent en écho les populistes (les socialistes-révolutionnaires).

Vœux excellents, bien sûr. Mais la difficulté, c'est qu'on ne peut pas les réaliser *sans rompre* avec la politique de soutien de la guerre impérialiste, de soutien de l'emprunt (avantageux aux capitalistes), de soutien du gouvernement des capitalistes, qui protège les bénéfices du Capital ; de maintien de la police, qui empêcherait n'importe laquelle de ces réformes, l'entraverait, l'annulerait, si même le gouvernement et les capitalistes ne posaient pas d'ultimatum aux réformateurs (ce qu'ils ne manqueront pas de faire dès que les profits du Capital seront en cause).

Or, toutes les plates-formes de ce genre, toutes ces énumérations détaillées de réformes ambitieuses ne sont, si l'on oublie les dures et inexorables conditions de la domination du Capital, que des paroles en l'air et, dans la pratique, soit des « vœux pieux » parfaitement anodins, soit tout simplement une mystification des masses par de vulgaires politiciens bourgeois.

Regardons la vérité en face. Ne la voilons pas, disons-la au peuple sans ambages. Il ne faut pas dissimuler la lutte des classes, mais au contraire en montrer les liens avec les mirifiques, les séduisants projets de réformes « radicales ».

Camarades ouvriers, citoyens de Pétrograd ! Pour faire aboutir les réformes nécessaires au peuple, les réformes venues à maturité, urgentes, dont parlent les populistes et les menchéviks, il faut rompre avec le soutien de la guerre impérialiste et des emprunts, le soutien du gouvernement capitaliste et le principe de l'intangibilité des profits du Capital. Il faut, pour faire aboutir ces réformes, *ne pas laisser rétablir la police*, que les cadets sont en train de reconstituer, mais la remplacer par une milice populaire. Voilà ce que le parti du prolétariat doit dire au peuple à l'occasion de ces élections, ce qu'il doit *opposer* aux partis petits-bourgeois populiste et menchévik. Voilà ce qui constitue l'essentiel de la « plate-forme municipale » prolétarienne, et que ces partis s'efforcent de dissimuler.

D'abord, en tête de cette plate-forme, de l'énumération des réformes, il faut inscrire trois points principaux déterminants, qui en conditionnent l'exécution :

1. Aucun soutien de la guerre impérialiste (ni sous la forme du soutien de l'emprunt, ni sous aucune autre).
2. Aucun soutien au gouvernement des capitalistes.
3. Ne pas laisser rétablir la police, la remplacer par une milice populaire.

Si l'on ne concentre pas l'attention sur ces questions capitales, si l'on n'explique pas qu'elles conditionnent toutes les réformes municipales, on réduit inévitablement (dans le meilleur des cas) le programme municipal à un simple vœu.

Arrêtons-nous sur le troisième point.

Dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques, la police est (avec l'armée permanente) l'instrument principal de l'oppression des masses, le garant d'un retour toujours possible à la monarchie. La police passe les « petites gens » à tabac dans les commissariats de New York, de Genève et de Paris, alors qu'elle est pleine de prévenance pour les capitalistes qui s'assurent son indulgence en lui versant tout simplement des pots-de-vin (Amérique, etc.), ou grâce à la « protection » et aux « démarches » de gens riches (Suisse), ou en combinant les deux systèmes (France). Coupée du peuple, constituant une caste professionnelle formée d'hommes « dressés » à sévir contre les pauvres, d'hommes relativement bien payés et jouissant des privilèges du « pouvoir » (sans parler des « revenus licites »), la police demeure infailliblement, dans toutes les républiques démocratiques où règne la bourgeoisie, l'instrument, le rempart, le bouclier le plus sûr de cette dernière. Des réformes sérieuses, radicales, en faveur des masses laborieuses *ne* peuvent *pas* être effectuées avec son aide. C'est objectivement impossible.

La substitution d'une milice populaire à la police et à l'armée permanente est la *condition* du succès de toute réforme municipale au profit des travailleurs. En période révolutionnaire, cette condition est réalisable. C'est elle avant tout que doit avoir en vue la plate-forme municipale, les deux autres conditions essentielles se rapportant non seulement à la question municipale, mais aussi à tout le problème de l'État.

Comment s'y prendre au juste pour mettre sur pied une milice populaire ? L'expérience le montrera. Pour que les prolétaires et les semi-prolétaires puissent y participer, il faut obliger les patrons à leur payer le salaire des heures et des journées employées à servir dans la milice. C'est faisable. La question qui se pose ensuite est celle-ci : faut-il organiser *d'abord* une milice ouvrière s'appuyant sur les ouvriers des grandes usines, c'est-à-dire sur les ouvriers les mieux organisés et les plus capables de s'acquitter des fonctions de miliciens, ou bien faut-il organiser *dès à présent* le service général et obligatoire de tous les adultes, hommes et femmes, dans la milice, à raison d'une ou deux semaines par an, etc. ? Cette question n'a pas une importance de principe. Il n'y aura aucun mal si chaque arrondissement commence de façon différente : l'expérience n'en sera que plus riche, les progrès de l'organisation de la milice s'en trouveront facilités, il sera mieux tenu compte des nécessités pratiques.

La milice populaire, c'est réellement l'éducation démocratique des *masses* de la population.

La milice populaire, c'est l'administration des pauvres, exercée *non plus seulement* par les riches, par *leur* police, mais par le peuple lui-même, avec prédominance des pauvres.

La milice populaire, c'est la surveillance (des fabriques, des habitations, de la répartition des produits, etc.) rendue *réalisable* autrement que sur le papier.

La milice populaire, c'est la répartition du pain sans « queues » et *sans aucun* privilège pour les riches.

La milice populaire, c'est la garantie que bon nombre de réformes sérieuses, radicales, énumérées par les populistes et les menchéviks, *ne* resteront *pas* de simples vœux.

Camarades ouvriers et ouvrières de Pétrograd ! Tous aux élections pour les Doumas d'arrondissement. Défendez les intérêts du pauvre. Contre la guerre impérialiste, contre tout soutien au gouvernement capitaliste, contre le rétablissement de la police, pour son remplacement immédiat et total par une milice populaire.

« Pravda » n° 49, 18 (5) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

MANDAT POUR LES DÉPUTÉS DES USINES ET DES RÉGIMENTS AU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS

(1) Notre député doit être un adversaire irréductible de la guerre impérialiste, de la guerre de conquête, qui se poursuit actuellement. Cette guerre, les capitalistes de tous les pays : Russie, Allemagne, Angleterre, etc., la font pour accroître leurs bénéfices et étrangler les peuples faibles.

(2) Tant qu'un gouvernement capitaliste sera à la tête du peuple russe, aucun soutien, pas un kopeck, à ce gouvernement qui fait une guerre de conquête !

(3) Notre député doit être pour la publication immédiate des traités secrets de brigandage (qui prévoient l'étranglement de la Perse, le partage de la Turquie, de l'Autriche, etc.) conclus par l'ex-tsar Nicolas avec les capitalistes anglais, français, etc.

(4) Notre député doit être pour l'annulation immédiate de tous ces traités. Le peuple russe, les ouvriers et les paysans ne veulent opprimer ni n'opprimeront aucun peuple ; ils ne veulent forcer ni ne forceront aucun peuple non russe (non grand-russe) à faire partie de la Russie. Liberté à tous les peuples, alliance fraternelle des ouvriers et des paysans de toutes les nationalités!

(5) Notre député doit exiger que le gouvernement russe propose ouvertement, sans délai ni réserve, sans aucune échappatoire ni aucune tergiversation, la paix à *tous* les pays belligérants sur la base de l'affranchissement de *toutes* les nationalités opprimées ou lésées dans leurs droits, *sans aucune exception.*

C'est-à-dire que les Grands-Russes ne retiendront de force ni la Pologne, ni la Courlande, ni l'Ukraine, ni la Finlan-

de, ni l'Arménie, ni aucun peuple. Ils offrent à tous une alliance fraternelle et les invitent à former un même Etat par le libre consentement de chacun, sans recourir d'aucune façon à la contrainte, directement ou non. Les Grands-Russes s'engageront, conformément aux clauses de cette paix, à évacuer immédiatement la Galicie, l'Arménie et la Perse, laissant aux peuples de ces pays, comme à *tous* les peuples sans exception, la faculté de décider librement s'ils formeront des Etats indépendants ou un Etat fédéral avec qui ils voudront.

L'Allemagne devra, conformément aux clauses de cette paix, renoncer non seulement à *tous* les territoires, sans exception, qu'elle a conquis depuis le commencement de la guerre, mais encore à la domination sur les peuples qu'elle maintient de force dans ses frontières : danois (nord du Slesvig), français (une partie de l'Alsace et de la Lorraine), polonais (Posnanie), etc. Elle devra s'engager à évacuer aussitôt, en même temps que la Russie, tous les territoires conquis et ceux qui viennent d'être énumérés, et à laisser chaque peuple décider librement par un plébiscite s'il entend former un Etat indépendant ou un Etat fédéral avec *qui il voudra*. L'Allemagne devra renoncer sans réserve ni condition à toutes ses colonies, car les colonies sont des peuples opprimés.

L'Angleterre devra, conformément aux clauses de cette paix, renoncer immédiatement et sans condition non seulement à tous les territoires étrangers qu'elle a conquis depuis le début de la guerre (colonies allemandes d'Afrique, etc., territoires turcs, Mésopotamie, etc.), mais encore à *toutes ses colonies*. A l'instar de la Russie et de l'Allemagne, elle devra évacuer immédiatement tous les territoires qu'elle a conquis, toutes ses colonies ainsi que l'Irlande, laissant à chaque peuple la faculté de décider librement par un vote s'il entend former un Etat indépendant ou un Etat fédéral avec qui il voudra.

Et ainsi de suite : tous les pays belligérants sans exception doivent être invités à conclure immédiatement la paix à ces conditions bien déterminées. Les capitalistes de *tous* les pays ne doivent pas tromper le peuple plus longtemps en lui promettant en paroles une « paix sans annexions » (c'est-à-dire sans conquêtes) tout en gardant *leurs*

annexions et en continuant la guerre pour ravir *« les siennes »* à l'ennemi.

(6) Notre député ne doit prêter aucun appui, voter aucun emprunt, accorder un seul kopeck des deniers du peuple à *aucun* gouvernement qui ne se sera pas solennellement engagé à proposer sur-le-champ à tous les peuples ces conditions de paix immédiate et n'aura pas fait connaître publiquement cette proposition dans les *quarante-huit heures*.

Rédigé avant le 7 (20) mai 1917.
Paru pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine IV

Conforme au manuscrit

COLLABORATION DE CLASSE AVEC LE CAPITAL OU LUTTE DE CLASSE CONTRE LE CAPITAL?

C'est ainsi que la question est posée par l'histoire, non pas l'histoire en général, mais l'histoire économique et politique de la Russie *d'aujourd'hui*.

Les populistes et les menchéviks, Tchernov et Tsérétéli, ont transporté la commission de contact d'une chambre voisine (de celle où délibéraient les ministres) dans la salle même des délibérations. Telle est, sans plus, la signification purement politique de cet événement : la constitution d'un « nouveau » ministère.

Sa signification économique ou de classe, c'est que, dans le meilleur des cas (pour la stabilité du ministère et le maintien de la domination capitaliste), les couches supérieures de la bourgeoisie paysanne, conduite depuis 1906 par Péchékhonov, ont, ainsi que les « chefs » petits-bourgeois des ouvriers menchéviks, *promis* aux capitalistes leur collaboration de classe. (Dans l'hypothèse la moins favorable pour les capitalistes, le changement ne concerne que quelques personnes ou un milieu restreint, et n'a pas la moindre signification de classe.)

Admettons l'hypothèse la plus favorable. Même en ce cas, il ne fait pas l'ombre d'un doute que leurs engagements ne peuvent être tenus. « Nous aiderons — de concert avec les capitalistes — à tirer le pays de la crise, à le sauver de la faillite, à l'arracher à la guerre » : tel est le vrai sens de l'entrée au ministère des chefs de la petite bourgeoisie, les Tchernov et les Tsérétéli. Notre réponse, la voici : votre concours ne suffit pas. La crise est infiniment plus grave que vous ne l'imaginez. Seule la classe révolutionnaire peut, en

prenant des mesures révolutionnaires contre le Capital, sauver notre pays, et pas seulement le nôtre.

La crise est si profonde, si ramifiée, si universelle, si étroitement liée au Capital, que la lutte de classe contre le Capital doit inévitablement prendre la forme de l'hégémonie politique du prolétariat et des semi-prolétaires. Il n'est pas d'autre issue.

Vous voulez voir l'armée animée d'un enthousiasme révolutionnaire, citoyens Tchernov et Tsérétéli ? Vous ne pourrez créer cet enthousiasme révolutionnaire parmi les masses populaires, car il ne naît pas d'un changement de « chefs » dans les ministères, ni de déclarations grandiloquentes, ni de la promesse d'entreprendre des démarches en vue de la révision du traité conclu avec les capitalistes anglais, mais uniquement de faits accomplis jour après jour, en tous lieux, visibles de tous et de chacun, et traduisant une politique révolutionnaire dirigée *contre* la toute-puissance du Capital, contre les profits qu'il tire de la guerre ; une politique qui améliore effectivement d'une façon radicale les conditions d'existence des masses pauvres.

Si même vous donniez immédiatement toute la terre au peuple, nous ne sortirions pas de la crise sans des mesures révolutionnaires contre le Capital.

Vous voulez l'offensive, citoyen Tchernov et Tsérétéli ? Vous ne pouvez y inciter l'armée, car il est impossible en ce moment d'user de la contrainte *envers* le peuple. Or, à défaut de contrainte, le peuple n'acceptera de faire une guerre offensive que dans l'intérêt d'une grande révolution contre le Capital de tous les pays, d'une révolution qui soit non seulement promise, non seulement proclamée, mais déjà en voie de réalisation, en cours d'application aux yeux de tous et de chacun, d'une façon évidente pour tous et pour chacun.

Vous voulez l'organisation du ravitaillement, citoyens Péchékhonov et Skobélev, le ravitaillement des paysans en produits manufacturés, de l'armée en pain et en viande, de l'industrie en matières premières, etc. ? Vous voulez le contrôle de la production, et même, partiellement, l'organisation de celle-ci ?

Vous ne pourrez y parvenir sans cet enthousiasme révolutionnaire des masses prolétariennes et semi-prolétariennes, qui ne naît que de mesures révolutionnaires prises contre

les privilèges et les profits du Capital. Faute de quoi, le contrôle que vous promettez restera lettre morte, une demi-mesure bureaucratique et capitaliste.

Les citoyens Tchernov et Tsérétéli, certaines catégories de la petite bourgeoisie font à l'heure actuelle l'expérience de la collaboration de classe avec le Capital à une échelle nouvelle, immense, dans toute la Russie, dans l'ensemble du pays.

Les enseignements de cette collaboration n'en seront que plus utiles au peuple quand ce dernier se sera convaincu, — et tout porte à croire que cela ne tardera guère — de l'inconsistance, de la stérilité d'une telle collaboration.

« Pravda » n° 50, 19 (6) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

POUR UN POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE FORT

Nous sommes pour un pouvoir révolutionnaire fort. Les capitalistes et leurs larbins ont beau s'époumoner à crier le contraire, leur mensonge n'en restera pas moins un mensonge.

Mais il ne faut pas que les phrases obscurcissent les esprits, obnubilent les consciences. On ment ou l'on se leurre *neuf fois sur dix* quand on parle de « révolution », de « peuple révolutionnaire », de « démocratie révolutionnaire », etc. De la révolution *de quelle classe* s'agit-il en l'occurrence ? De la révolution *contre qui* ? Voilà ce qu'il faut demander.

Contre le tsarisme ? En ce sens, la majorité des grands propriétaires fonciers et des capitalistes de Russie sont actuellement des révolutionnaires. Devant le fait accompli, les réactionnaires eux-mêmes se placent sur le terrain des conquêtes de la révolution. Il n'est pas en ce moment de façon plus fréquente, plus odieuse et plus néfaste de tromper les masses que de les duper en faisant *en ce sens* l'éloge de la révolution.

Contre les grands propriétaires fonciers ? En ce sens, la majorité des paysans, et même la plupart des paysans riches, c'est-à-dire probablement les 9/10 de la population de la Russie, sont révolutionnaires. Et certains capitalistes sont, sans doute, eux aussi, disposés à devenir des révolutionnaires, car ils se disent : les grands propriétaires fonciers ne peuvent plus être sauvés, quoi qu'on fasse : le plus sage est donc de nous mettre du côté de la révolution afin de préserver l'intangibilité du Capital.

Contre les capitalistes ? C'est la question essentielle. C'est le point capital, car sans une révolution contre les capitalistes, toutes les palabres sur la « paix sans annexions » et une fin rapide de la guerre par une paix de ce genre ne sont que naïveté et ignorance, ou mensonge et stupidité. N'était la guerre, la Russie aurait peut-être vécu des années, voire des dizaines d'années, sans une révolution contre les capitalistes. Avec la guerre, c'est objectivement impossible : ou bien périr, ou bien faire la révolution contre les capitalistes. C'est ainsi que se pose la question. C'est ainsi qu'elle est posée par la vie.

D'instinct, de sentiment, d'inclination, la majorité de la population de la Russie — plus précisément les prolétaires et les semi-prolétaires, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans pauvres — sympathise avec la révolution contre les capitalistes. Mais elle n'en a pas encore nettement conscience, et c'est pourquoi la résolution fait défaut. Développer cette conscience et cette résolution : telle est notre tâche principale.

Les chefs de la petite bourgeoisie — intellectuels, paysans riches, actuels partis populistes (socialiste-révolutionnaire y compris) et menchéviks — *ne sont pas* en ce moment pour la révolution contre les capitalistes ; certains sont même les ennemis de cette révolution les plus dangereux pour le peuple. Le ministère de coalition est une « expérience » qui permettra au peuple tout entier de *s'affranchir* très vite des illusions petites-bourgeoises relatives à une entente avec les capitalistes.

La conclusion est claire : seul le pouvoir du prolétariat soutenu par les semi-prolétaires peut donner au pays un pouvoir réellement fort et réellement révolutionnaire. Il sera réellement fort, car il aura derrière lui une majorité stable, la majorité consciente du peuple. Il sera fort, car il ne reposera pas sur une « entente » nécessairement précaire des capitalistes avec les petits propriétaires, des millionnaires avec la petite bourgeoisie, des Konovalov et des Chingarev avec les Tchernov et les Tsérétéli.

Il sera réellement révolutionnaire, car lui seul est en mesure de montrer au peuple qu'à l'époque où les plus grandes souffrances sont imposées aux masses, le pouvoir ne s'arrête pas en tremblant devant les profits du Capital. Il sera

réellement révolutionnaire, car lui seul engendrera, encouragera, décuplera l'enthousiasme révolutionnaire des masses lorsqu'elles verront, sentiront, constateront, chaque jour et à toute heure, que le pouvoir a confiance dans le peuple au lieu de le craindre, qu'il aide les pauvres à améliorer sans délai leur condition, qu'il fait supporter aux riches une part *égale* du lourd fardeau des souffrances du peuple.

Nous sommes pour un pouvoir révolutionnaire fort.

Nous sommes pour le seul pouvoir qui soit possible et digne de confiance : un pouvoir révolutionnaire fort.

« Pravda » n° 50, 19 (6) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

POUR LA LAYETTE DU « NOUVEAU » GOUVERNEMENT [96]

La *Retch* écrit dans un éditorial tout ce qu'il y a de « sérieux » :

« Espérons que de graves perturbations dans nos rapports avec les alliés ne seront pas nécessaires pour démontrer aux partisans de la formule « sans annexions ni contributions » (lire : au nouveau gouvernement) qu'elle est pratiquement inapplicable. »

Ils ont parfaitement raison, les capitalistes qui s'expriment par l'organe de la *Retch*. Cette formule est, en effet, « pratiquement inapplicable »... si l'on n'applique pratiquement la révolution contre le Capital !

* *
*

D'un discours de Milioukov, qui n'a pas démissionné, mais que l'on a démissionné :

« Quelles que soient les belles formules d'amitié que nous écrivions à l'égard de nos alliés, si l'armée reste inactive, nous aurons en fait trahi nos engagements. Et, par contre, quelles que soient les formules épouvantables, contraires à la loyauté, que nous écrivions, si en fait l'armée se bat, il va de soi que nous aurons en fait rempli nos engagements envers les alliés... »

Très juste ! Il arrive que le citoyen Milioukov comprenne le fond du problème... Citoyens Tchernov et Tsérételi ! Est-il possible que vous ne compreniez pas quelle conclusion en découle concernant votre attitude *réelle* envers la guerre impérialiste ?

* *
*

D'un discours de Choulguine à l'assemblée de la contre-révolution en voie d'organisation :

« Nous préférons être des gueux, mais des gueux dans notre pays. Si vous pouvez nous conserver ce pays et le sauver, prenez notre dernière chemise, nous n'en pleurerons pas. »

N'essayez pas de faire peur, citoyen Choulguine ! Même quand *nous* serons au pouvoir, nous ne vous « prendrons pas votre dernière chemise » ; nous vous assurerons au contraire de bons vêtements et une bonne nourriture, à la condition que vous vous acquittiez d'un travail tout à fait en rapport avec vos forces et vos habitudes ! L'intimidation, c'est bon pour les Tchernov et les Tsérétéli. Avec nous, « ça ne prend pas » !

* *
*

D'un discours de Maklakov à la même assemblée (des « membres de la Douma d'Etat ») :

« La Russie s'est montrée indigne de la liberté qu'elle a conquise. »

Lire : les paysans et les ouvriers n'ont pas satisfait l'attente de MM. les Maklakov. Ceux-ci voudraient que les Tchernov et les Tsérétéli « réconcilient » les masses avec les Maklakov. Rien à faire !

* *
*

Du même discours :

«On peut adresser des reproches à bien des gens, mais nous ne nous passerons en Russie ni de la bourgeoisie, ni du prolétariat, ni de courants divers, ni de personnalités.»

Pardon, citoyen Maklakov, mais « nous » (le parti du prolétariat) « nous nous passerons en Russie » « de la bourgeoisie ». Qui vivra verra ; et vous reconnaîtrez vous-même un jour qu'il était impossible de sortir autrement de la guerre impérialiste.

* *
*

Du même discours :

« Nous voyons se faire jour une foule de mauvais instincts : nous voyons le désir de ne pas travailler, le désir de se dérober à son devoir patriotique. Nous voyons le pays devenir, pendant une guerre atroce, un pays de fêtes, de meetings et de parlotes, un pays qui nie le pouvoir et refuse de s'y soumettre. »

Très juste ! Une foule de « mauvais instincts » se sont manifestés, surtout chez les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Il y a aussi les mauvais instincts des petits bourgeois ; exemple : l'instinct qui les pousse à participer à un ministère de coalition avec les capitalistes. Les prolétaires et les semi-prolétaires ne sont pas non plus exempts de mauvais instincts ; exemple : la lenteur à s'affranchir des illusions petites-bourgeoises, à se convaincre que cette classe, et rien qu'elle, doit prendre le « pouvoir » *tout entier*.

* *
*

Du même discours :

« Le pouvoir ira toujours plus à gauche, alors que le pays ira de plus en plus à droite. »

Par « pays », Maklakov entend les capitalistes. En ce sens, il a raison. Mais le « pays » des ouvriers et des paysans pauvres, je puis vous l'assurer, cher citoyen, est mille fois plus à gauche que les Tchernov et les Tsérétéli ; il est même cent fois plus à gauche que nous. Vous finirez par vous en rendre compte.

« Pravda » n° 50,
19 (6) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LE « NOUVEAU » GOUVERNEMENT RETARDE DÉJÀ NON SEULEMENT SUR LES OUVRIERS RÉVOLUTIONNAIRES, MAIS AUSSI SUR LES MASSES PAYSANNES

En voici la preuve :

L'édition du soir de la *Rousskaïa Volia* — la *Liberté russe* ! — du 4 mai donne sur l'état d'esprit des délégués du congrès paysan l'information suivante :

« Le principal grief des délégués, c'est, paraît-il, que les paysans sont lésés, toutes les classes récoltant déjà les fruits de la révolution, tandis qu'eux seuls attendent encore leur part. Seuls les paysans sont invités à attendre l'Assemblée constituante, qui tranchera la question agraire.

— Non, il n'en sera rien, nous ne voulons pas attendre ; les autres n'ont pas attendu. Nous voulons la terre tout de suite, sans délai. »

Il ne fait aucun doute que le reporter de la *Rousskaïa Volia*, journal au service des pires capitalistes, ne calomnie pas cette fois-ci les paysans (aucun intérêt à mentir), mais dit la vérité en donnant un *avertissement* aux capitalistes. *Toutes* les informations sur le congrès nous le confirment.

Comparez à cette vérité l'article 5 du projet de déclaration du « nouveau » gouvernement :

« Laissant à l'Assemblée constituante le soin de trancher la question de la remise des terres aux travailleurs, le Gouvernement provisoire prendra... des mesures », etc. (l'« ancien » Gouvernement provisoire « prenait » aussi, sans cesse, « des mesures »...).

Le « nouveau » gouvernement retarde déjà irrémédiablement même sur le congrès paysan ! !

Bien des gens en seront surpris, mais c'est un fait.

Et les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais.

« Pravda » n° 50,
19 (6) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UNE COURSE DE VITESSE

Deux grands journaux du matin, le *Diélo Naroda* et la *Retch*, ont publié hier, 5 mai, en première page, un communiqué repris le soir par le *Vétchernéié Vrémia* [97] de Goutchkov et Souvorine, qui mérite de retenir sérieusement l'attention.

Il nous informe de la constitution à Pétrograd, « à la suite d'un accord entre le Soviet des députés ouvriers et soldats et le syndicat des ingénieurs, et sur mandat du Gouvernement provisoire », d'un « Comité central pour le rétablissement et le maintien du travail normal dans les entreprises industrielles ».

« Le Comité central, y lisons-nous, se donne pour tâche principale d'élaborer et d'arrêter d'un commun accord toutes mesures tendant au rétablissement et au maintien du travail normal dans les entreprises industrielles, ainsi que d'organiser un *contrôle puplic*, permanent et efficace, sur toutes les entreprises industrielles. »

Les mots « contrôle public » sont soulignés dans le texte.

Ils nous rappellent les commissions bureaucratiques, sénatoriales et autres, du « bon vieux temps » du tsarisme. Chaque fois qu'un gredin de ministre du tsar, de gouverneur, de maréchal de la noblesse, etc., se faisait prendre la main dans le sac, chaque fois qu'une institution dépendant plus ou moins directement du gouvernement impérial se déshonorait de façon particulièrement criante devant la Russie et devant l'Europe, l'« opinion *publique* » était promptement « rassuré » par la nomination de commissions composées de « personnalités » éminentes et très éminentes, haut placées et très haut placées, riches et très riches.

Et ces personnalités ne manquaient jamais de « rassurer » l'opinion publique. Elles enterraient — l'enterrement de première classe était de rigueur — tout « contrôle public » d'autant mieux que les phrases sur la « conscience

publique », tranquillisée par la sagesse de notre souverain, étaient plus ronflantes...

Il en fut et il en sera ainsi, est-on tenté de dire en lisant le prétentieux communiqué au sujet du nouveau Comité central.

MM. les capitalistes se sont lancés dans une course de vitesse. La conscience de la nécessité d'un contrôle *prolétarien* des fabriques et des syndicats d'industriels grandit dans les milieux ouvriers. Les brasseurs d'affaires « pleins de génie » des ministères et des milieux ministériels ont donc eu cette idée « géniale »: « Prenons-les de vitesse ! Entraînons à notre remorque le Soviet des députés ouvriers et soldats ; ce résultat n'est pas difficile à obtenir tant que les populistes et les menchéviks sont à sa tête. Instituons un « contrôle public » ; cela aura l'air si important, d'une si grande sagesse gouvernementale, si ministérialiste, si sérieux... que tout contrôle effectif, tout contrôle *prolétarien* sera enterré avec certitude, sans trop de bruit... Idée géniale ! « Apaisement » complet de la « conscience publique »!

— Comment former le nouveau « Comité central » ?

Oh, démocratiquement, cela va de soi. Ne sommes-nous pas *tous* des « démocrates révolutionnaires » ? Supposer que la démocratie exige la représentation de 200 000 ouvriers par 20 délégués, et celle de 10 000 ingénieurs, capitalistes, etc., par un seul, serait, bien entendu, une aberration « anarchiste ». Non, le véritable esprit démocratique consiste à imiter la « démocratie révolutionnaire » dans la façon dont elle a composé son « nouveau » gouvernement : que les ouvriers et les paysans soient « représentés » par 6 menchéviks et populistes, tandis que 8 cadets et octobristes représenteront les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Les études statistiques les plus récentes, auxquelles notre nouveau ministère du Travail met la dernière main en accord avec l'ancien ministère de l'Industrie, ne démontrent-elles pas que la majorité de la population russe est composée de grands propriétaires fonciers et de capitalistes ?

Vous plairait-il de prendre connaissance de la liste *complète* des institutions dont les « représentants » constituent, à la suite d'un accord entre la « démocratie révolutionnaire » et le gouvernement, le nouveau Comité central ? Voici.

Le Comité central est formé de délégués représentant : 1° le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats ; 2° le Comité provisoire de la Douma d'Etat ; 3° l'Union des zemstvos de Russie ; 4° l'Union des villes de Russie ; 5° l'Administration municipale de Pétrograd ; 6° le Syndicat des ingénieurs ; 7° le Soviet des députés officiers ; 8° le Conseil des Congrès des représentants de l'industrie et du commerce ; 9° la Société des usiniers et fabricants de Pétrograd ; 10° le Comité central des industries de guerre ; 11° l'Union des zemstvos et des villes ; 12° le Comité de l'assistance technique militaire ; 13° la Libre Société économique...

— C'est tout?

— C'est tout.

N'est-ce pas suffisant pour rassurer la conscience publique ?

— Et si la même grande banque ou le même syndicat de capitalistes se trouve cinq fois, dix fois représenté par ses actionnaires parmi ces dix ou douze institutions ?

— Allons, allons, il ne faut tout de même pas s'arrêter à des « détails » quand il s'agit d'assurer un « *contrôle public* efficace et permanent » !

Rédigé le 19 (6) mai 1917.
Paru le 20 (7) mai 1917 dans le n° 51 de la «Pravda»

Conforme au texte du journal

LETTRE OUVERTE AUX DÉLÉGUÉS DU CONGRÈS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE

Camarades députés paysans !

Le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate (bolchévik) de Russie, auquel j'ai honneur d'appartenir, avait l'intention de me mandater en qualité de représentant de notre Parti au congrès paysan. Empêché par la maladie de remplir ce mandat, je me permets de vous adresser cette lettre ouverte afin de saluer le rassemblement de tous les paysans de Russie et de vous indiquer brièvement les profondes divergences qui séparent notre Parti des partis « socialiste-révolutionnaire » et « social-démocrate menchévik ».

Ces profondes divergences portent sur trois questions essentielles : la terre, la guerre et l'organisation de l'Etat.

Toutes les terres doivent appartenir au peuple. Toutes les terres des grands propriétaires fonciers doivent, sans rachat, passer aux paysans. C'est clair. La discussion porte sur ce point : les paysans doivent-ils, oui ou non, prendre sur place, sans délai, toutes les terres, sans payer le moindre loyer aux grands propriétaires fonciers et sans attendre l'Assemblée constituante ?

Notre Parti pense que oui, et il conseille aux paysans de le faire sur-le-champ, avec le maximum d'organisation, sans tolérer en aucun cas que le matériel soit détérioré, en s'efforçant d'augmenter la production de blé et de viande, afin de soulager l'effroyable misère des soldats au front. L'Assemblée constituante établira le statut définitif des terres, mais les dispositions actuelles, immédiates, pour les semailles de printemps ne peuvent de toute façon être prises que par les administrations locales, puisque notre Gou-

vernement provisoire, gouvernement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, diffère la réunion de l'Assemblée constituante et n'a même pas fixé jusqu'à présent la date de sa convocation.

Les dispositions préalables, en ce qui concerne les terres, ne peuvent être prises que par les administrations locales. Les champs doivent être ensemencés. La plupart des paysans sauront très bien s'organiser pour exploiter les terres, faire les labours et les semailles sur toute leur étendue. Il le faut pour améliorer le ravitaillement des soldats sur le front. Aussi est-il inadmissible d'attendre l'Assemblée constituante. Nous ne dénions nullement à l'Assemblée constituante le droit de consacrer définitivement la propriété nationale du sol et de fixer le statut agraire. Mais, dès aujourd'hui, au cours de ce printemps, les paysans doivent eux-mêmes, sur place, disposer des terres. Les soldats du front peuvent et doivent envoyer des délégués dans les villages.

De plus, pour que toute la terre revienne aux travailleurs, l'union la plus étroite des ouvriers des villes et des paysans pauvres (les semi-prolétaires) est nécessaire. Sans cette union, impossible de vaincre les capitalistes. Et s'ils ne sont pas vaincus, le passage de la terre aux mains du peuple ne saurait mettre fin à la misère. La terre ne se mange pas, et sans argent, sans capitaux, on n'a ni outillage, ni bétail, ni semences. Ce n'est pas aux capitalistes et aux paysans riches (capitalistes eux aussi) que les paysans doivent faire confiance, c'est seulement aux ouvriers des villes. Ce n'est qu'en alliance avec ces derniers que les paysans pauvres obtiendront que la terre, les chemins de fer, les banques et les fabriques deviennent propriété de tous les travailleurs, faute de quoi le seul passage de la terre au peuple ne remédiera pas au besoin et à la misère.

Dans certaines localités de Russie, les ouvriers établissent déjà leur surveillance (leur contrôle) sur les fabriques. Ce contrôle ouvrier profitera aux paysans ; il aura pour résultat l'augmentation de la production et la baisse des prix des produits. Les paysans doivent soutenir de toutes leurs forces cette initiative ouvrière et ne pas ajouter foi aux calomnies que les capitalistes répandent contre les ouvriers.

La deuxième question est celle de la guerre.

Cette guerre est une guerre de conquête. Les capitalistes de tous les pays la font à des fins de conquête, pour accroître leurs bénéfices. Au peuple travailleur, cette guerre n'apporte et n'apportera rien, en aucun cas, si ce n'est la mort, les atrocités, la dévastation, le retour à la barbarie. Aussi notre Parti, parti des ouvriers conscients, parti des paysans pauvres, la condamne-t-il résolument et sans réserve ; il refuse de justifier les capitalistes d'un pays par rapport à ceux d'un autre, il refuse de soutenir les capitalistes de quelque pays que ce soit, et il travaille à hâter la fin de la guerre par le renversement des capitalistes dans tous les pays, par la révolution ouvrière dans tous les pays.

Notre nouveau Gouvernement provisoire comprend actuellement 10 ministres appartenant aux partis des grands propriétaires fonciers et des capitalistes et 6 ministres appartenant aux partis des « populistes » (les « socialistes-révolutionnaires ») et des « social-démocrates menchéviks ». Notre conviction est que les populistes et les menchéviks commettent une erreur très grave, désastreuse, en entrant dans le gouvernement des capitalistes et, d'une façon générale, en consentant à le soutenir. Des hommes tels que Tsérétéli et Tchernov espèrent inciter les capitalistes à mettre plus promptement et plus honnêtement un terme à cette guerre de conquête. Mais ces chefs des partis populiste et menchévik se trompent : ils aident en réalité les capitalistes à préparer une offensive des troupes russes contre l'Allemagne, c'est-à-dire à prolonger la guerre et à accroître les sacrifices déjà extrêmement lourds imposés par la guerre au peuple russe.

Nous sommes convaincus que les capitalistes de tous les pays trompent le peuple lorsqu'ils lui promettent une paix prompte et juste, tout en prolongeant leur guerre de conquête. Les capitalistes russes, qui étaient les maîtres de l'ancien Gouvernement provisoire et sont encore les maîtres du nouveau, n'ont même pas voulu publier les traités secrets de brigandage que l'ex-tsar Nicolas Romanov avait conclus avec les capitalistes d'Angleterre, de France et de divers autres pays afin d'arracher Constantinople aux Turcs, la Galicie aux Autrichiens, l'Arménie aux Turcs, etc. Le Gouvernement provisoire a approuvé et continue d'approuver ces traités secrets.

Notre Parti les considère comme des traités de brigandage tout aussi criminels que ceux conclus par les forbans capitalistes allemands et leur empereur-bandit Guillaume avec leurs alliés.

Le sang des ouvriers et des paysans ne doit pas couler pour ces entreprises de brigandage des capitalistes.

Cette guerre criminelle doit être terminée au plus tôt, *non* par une paix séparée avec l'Allemagne, *mais par une paix générale*, qui ne doit pas être une paix capitaliste, mais une paix des masses laborieuses *contre* les capitalistes. Un seul chemin y mène : le passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, en Russie et dans les autres pays. Seuls ces Soviets sont en mesure d'empêcher effectivement les capitalistes de duper les peuples et de faire durer la guerre.

J'en arrive à la troisième et dernière question : celle de l'organisation de l'Etat.

La Russie doit être une république démocratique. La majorité des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, qui furent toujours partisans de la monarchie mais se sont convaincus que le peuple russe n'en admettra le rétablissement sous aucun prétexte, sont eux-mêmes d'accord là-dessus. Les capitalistes s'efforcent maintenant par tous les moyens de rendre la république russe aussi semblable que possible à une monarchie, afin qu'elle puisse par la suite redevenir aisément une monarchie (comme il est déjà arrivé plus d'une fois dans de nombreux pays). Ils entendent pour cela maintenir un corps de fonctionnaires placés *au-dessus* du peuple, une police et une armée permanente coupées du peuple et placées sous le commandement de généraux et d'officiers non élus. Or, s'ils ne sont pas élus, les généraux et les officiers seront presque toujours choisis parmi les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. L'exemple de toutes les républiques du monde suffit à nous l'apprendre.

C'est pourquoi notre Parti, parti des ouvriers conscients et des paysans pauvres, lutte pour un autre type de république démocratique. Nous voulons une république où il n'y ait pas de police brimant le peuple ; nous voulons que les fonctionnaires soient tous, de la base au sommet, désignés exclusivement par voie d'élections et révocables à tout moment au gré du peuple, leurs appointements n'étant pas

supérieurs au salaire d'un ouvrier qualifié ; que tous les chefs de l'armée soient également élus et que l'armée permanente, coupée du peuple, commandée par des classes étrangères au peuple, soit remplacée par l'armement général du peuple, par une milice populaire.

Nous voulons une république où tout le pouvoir d'Etat, de la base au sommet, appartienne entièrement et exclusivement aux Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, etc.

Les ouvriers et les paysans sont la majorité de la population. C'est à eux que doit appartenir le pouvoir, et non pas aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes.

Les ouvriers et les paysans sont la majorité de la population. Ce sont leurs *Soviets*, et non des fonctionnaires, qui doivent exercer le pouvoir et administrer le pays.

Voilà notre position, camarades députés paysans ! Nous sommes fermement convaincus que l'expérience démontrera bientôt aux masses populaires les plus larges tout ce qu'il y a d'erroné dans la politique des populistes et des menchéviks. L'expérience montrera bientôt aux masses que l'entente avec les capitalistes ne peut sauver la Russie, qui est comme l'Allemagne et comme les autres pays au bord du gouffre, que par ce moyen on ne peut sauver les peuples épuisés par la guerre. Les peuples ne peuvent être sauvés que par la transmission directe de tout le pouvoir à la majorité de la population.

Pétrograd, le 7 mai 1917.

N. Lénine

Paru le 24 (11) mai 1917 dans le n° 19 de la « Soldatskaïa Pravda »

Conforme au texte du journal

« ARMISTICE DE FAIT »

La *Novaïa Jizn* du 7 mai publie des interviews de ministres du « nouveau » gouvernement. Le ministre-président Lvov a déclaré : « Le pays doit dire son opinion avec toute l'autorité nécessaire et envoyer son armée au feu. »

Voilà l'essentiel du « programme » du nouveau gouvernement. L'offensive, l'offensive, l'offensive !

Et, défendant ce programme impérialiste auquel acquiescent maintenant les Tchernov et les Tsérétéli, le ministre Lvov flétrit avec une indignation véhémente comme immoral « *l'armistice de fait qui s'est institué sur le front* » !

Que chaque ouvrier russe, que chaque paysan réfléchisse bien à ce programme d'*offensive* et à ces discours ministériels tonitruants contre l'« armistice de fait ».

Des millions d'hommes ont été tués et mutilés à la guerre. Les calamités que la guerre vaut à l'humanité, et surtout aux masses laborieuses, sont inouïes. Les capitalistes retirent de la guerre des bénéfices scandaleux. Les soldats, harassés et épuisés, sont à bout de forces.

Qu'y a-t-il donc de mal dans l'armistice de fait ? Où est le mal si la tuerie cesse ? Si les soldats obtiennent une trêve, même de courte durée ?

On nous objecte que l'armistice ne s'est établi que sur un front, et qu'il comporte par conséquent la menace d'une paix séparée. Mais cet argument ne tient manifestement pas debout. Si, en effet, ni le gouvernement russe, ni les ouvriers, ni les paysans russes *ne veulent* de paix séparée avec les capitalistes allemands (on sait que notre Parti, lui aussi, s'est maintes fois élevé contre une paix séparée, et pas seulement dans les articles de la *Pravda*, mais aussi dans les

résolutions de notre récente conférence *, qui parlait au nom du Parti tout entier), si personne en Russie ne veut d'une paix séparée avec certains capitalistes, d'où, comment, par quel miracle pourrait nous advenir cette paix ? ? Qui pourrait nous l'imposer ? ?

L'objection est d'une inconsistance évidente. C'est manifestement une invention gratuite, une tentative de jeter de la poudre aux yeux.

Continuons. Pourquoi l'armistice de fait sur un front nous « menacerait-il » d'une paix séparée sur ce front et *ne menacerait-il pas de s'étendre, lui-même, à tous les fronts* ?

L'armistice de fait est un état instable, un état de transition. C'est indéniable. Transition vers quoi ? Il ne peut pas conduire à une paix séparée, puisqu'*il n'existe pas* à cet effet de consentement mutuel des deux gouvernements ou des deux peuples. Mais pourquoi cet armistice ne pourrait-il pas être la transition à un armistice de fait sur *tous* les fronts ? Car le consentement de *tous* les peuples est assurément acquis sur ce point, contre tous les gouvernements ou contre la majorité des gouvernements, n'est-ce pas ?

La fraternisation sur un front peut et doit être une étape vers la fraternisation sur tous les fronts. L'armistice de fait sur un front peut et doit être une étape vers l'armistice de fait sur tous les fronts.

Les peuples se reposeraient de la tuerie. Les ouvriers révolutionnaires de *tous* les pays relèveraient encore plus la tête, leur influence s'accroîtrait, la foi en la possibilité, en la nécessité d'une révolution ouvrière dans les pays capitalistes avancés s'affermirait.

Qu'y a-t-il de mal dans *une telle* transition ? Pourquoi n'y contribuerions-nous pas dans la mesure de nos forces ?

On objectera que l'armistice de fait sur tous les fronts ferait en ce moment le jeu des capitalistes allemands, qui ont actuellement accumulé par le pillage le plus gros butin. C'est inexact, car les capitalistes anglais en ont entassé plus encore (les colonies allemandes d'Afrique, les îles allemandes du Pacifique, la Mésopotamie, une partie de la Syrie, etc.) et, au contraire des capitalistes allemands, n'ont absolument rien perdu. Et d'une ! En second lieu, si les capitalistes allemands se montraient plus intraitables que

* Voir le présent tome, p. 274. (*N.R.*)

les Anglais, la révolution ne s'en développerait que davantage en Allemagne. La révolution mûrit visiblement dans ce pays. L'offensive des armées russes nuirait à cette maturation. L'« armistice de fait » l'accélère.

En troisième lieu, la situation de l'Allemagne est, du point de vue de la famine, de la faillite, de la ruine grandissante, tout à fait désespérée et sans issue, pire que celle de n'importe quel autre pays, surtout depuis l'entrée en guerre de l'Amérique. L'« armistice de fait » ne supprimera pas *cette* cause essentielle de faiblesse de l'Allemagne ; au contraire, il tendra plutôt à améliorer la situation des autres pays (qui auront la possibilité de se ravitailler librement), tout en aggravant celle des capitalistes allemands (qui ne peuvent se ravitailler nulle part et auront plus de difficultés à cacher la vérité au peuple).

Le peuple russe est en présence de deux programmes. Il y a le programme des capitalistes, repris par les Tchernov et les Tsérétéli. C'est le programme de l'offensive, de la prolongation de la guerre impérialiste, de la continuation de la tuerie.

Et il y a celui des ouvriers révolutionnaires du monde entier, défendu en Russie par notre Parti. Ce programme, le voici : développer la fraternisation (sans permettre aux Allemands de tromper les Russes) ; échanger les appels de fraternisation ; étendre la fraternisation et l'armistice de fait à tous les fronts ; contribuer de toutes les façons à cette extension ; hâter ainsi la montée de la révolution ouvrière dans tous les pays ; aider à procurer aux soldats de tous les pays belligérants une trêve au moins temporaire ; hâter en Russie le passage du pouvoir aux mains des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans ; hâter la conclusion d'une paix vraiment équitable, d'une paix générale, dans l'intérêt des travailleurs et non dans celui des capitalistes.

Notre gouvernement, avec les Tchernov et les Tsérétéli, avec les populistes et les menchéviks, est pour le premier programme.

La majorité du peuple russe et de tous les peuples de Russie (et pas seulement de Russie), c'est-à-dire la majorité des ouvriers et des paysans pauvres, est sans nul doute pour le second programme.

Chaque jour nous rapprochera de *sa* victoire.

« Pravda » n° 52, 22 (9) mai 1917 *Conforme au texte de la « Pravda »*

LES SECRETS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Quel dommage que les masses populaires ne puissent lire ni les ouvrages consacrés à l'histoire de la diplomatie ni les éditoriaux des journaux capitalistes ! Déplorons plus encore — mais le mot déplorer n'est pas assez vigoureux en l'occurrence — que les ministres des partis socialiste-révolutionnaire et social-démocrate menchévik, ainsi que leurs collègues ministrables, fassent le silence sur des faits de cette histoire qu'ils connaissent bien et sur des articles, qu'ils connaissent non moins bien, des « grands hommes » du monde diplomatique.

La *Retch* reproduit une information, à son avis digne de foi, de la *Birjovka*, dont le sens véritable est que l'Angleterre serait assez disposée à renoncer « au démembrement de la Turquie et au partage de l'Autriche-Hongrie » ; en d'autres termes, l'Angleterre serait disposée à consentir à ce que la Russie *ne* reçoive *pas* les annexions que lui promettaient les anciens traités (Constantinople, l'Arménie, la Galicie). *En ce sens*, et en ce sens seulement, l'Angleterre est disposée à réviser les traités.

Et la *Retch* de s'indigner :

« Voilà donc le premier résultat de la victoire du nouveau mot d'ordre » (c'est-à-dire du mot d'ordre de paix sans annexions ni contributions). « La révision des accords aura probablement lieu : les « démarches préparatoires » sont même entreprises par nos alliés, et non point par nous. Mais le résultat de la révision ne sera pas une renonciation égale » (écoutez ! écoutez !) « à tous les objectifs importants que s'étaient assignés, ensemble, tous les alliés, ce sera une renonciation unilatérale » (voyons, n'est-ce pas une perle ?) « aux objectifs assignés dans le Sud-Est de l'Europe » (lire : en Autriche et en Turquie, c'est-à-dire le pillage de l'Arménie, de Constantinople et de la Galicie), « à l'avantage de ceux assignés non plus par nous, mais par nos alliés seuls, en d'autres régions et dans les colonies.

Dans la presse, on a déjà parlé notamment de la renonciation éventuelle de nos alliés aux objectifs communs en Asie Mineure. Il est vrai que la déclaration qui aurait été faite à ce sujet par Albert Thomas au Soviet des députés ouvriers et soldats et qui a été rapportée par la presse moscovite n'a pas encore été officiellement confirmée. Mais, pour ce qui est de l'Angleterre, on ne saurait en attendre une renonciation de ce genre. L'Angleterre professe avec raison qu'il faut commencer par prendre ce qu'on veut obtenir » (écoutez ! écoutez !) « et ses troupes occupent déjà les points de la Mésopotamie et de la Palestine qui présentent pour elle » (lisez : pour ses capitalistes) « un intérêt vital. Dans ces conditions, son refus de combattre pour la satisfaction des revendications vitales *des autres* (souligné par la *Retch*) alliés dans cette région n'aurait naturellement qu'un caractère unilatéral et ne serait avantageux que pour elle seule. »

On devrait vraiment dresser, de son vivant, à Milioukov ou à quelque autre auteur de ces lignes, un monument... pour sa franchise. Bravo, bravo, francs diplomates de la *Retch* ! (Mais pourquoi sont-ils francs ? Parce qu'ils sont furieux que Milioukov ait perdu son portefeuille)...

Tout est vrai dans ces lignes, tout y est vérité confirmée par l'histoire de la diplomatie — *et par l'histoire de l'investissement des capitaux à l'étranger* — au cours des dernières années. L'Angleterre ne renoncera en aucun cas au pillage (à l'annexion) de la Palestine et de la Mésopotamie ; mais elle consent (en guise de représailles pour l'« armistice de fait » sur le front germano-russe) à châtier les Russes en les privant de la Galicie, de Constantinople, de l'Arménie, etc. Tel est le sens clair et simple, traduit en langue russe, non diplomatique, des passages cités de la *Retch*.

Et les capitalistes russes qui s'expriment par le truchement de la *Retch*, contenant avec peine leur colère, nous livrent les secrets de la politique étrangère, ragent, fulminent et criblent de traits les capitalistes anglais. C'est là, disent-ils, une solution « unilatérale », « avantageuse » pour vous, mais pas pour *les autres*.

Camarades ouvriers, camarades soldats ! Réfléchissez à ces déclarations d'une rare franchise, d'une rare vérité, des diplomates et des ex-ministres *fort bien* informés de la *Retch*. Réfléchissez à cette sensationnelle révélation des ***vrais buts*** de guerre des capitalistes non seulement russes, mais aussi anglais.

Camarades soldats russes ! Voulez-vous vous battre pour permettre aux capitalistes anglais de s'approprier la Mésopotamie et la Palestine ? Voulez-vous soutenir le gouvernement russe de Lvov, Tchernov, Térechtchenko, Tsérétéli, attaché aux intérêts des capitalistes et qui *craint* de dire ouvertement la vérité que la *Retch* a inconsidérément révélée ?

« Pravda » n° 53, 23 (10) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UN DES TRAITÉS SECRETS

On sait que le premier soin du Gouvernement provisoire « révolutionnaire », en matière de politique étrangère, a été de déclarer que tous les traités secrets conclus par l'ex-tsar Nicolas II avec les capitalistes « alliés » restaient en vigueur, et que la Russie nouvelle s'y conformerait comme à des engagements intangibles et sacrés.

On sait aussi que nos « jusqu'auboutistes » soutiennent avec acharnement le refus, par Milioukov et Cie, de publier les traités secrets. Ces tristes socialistes en sont arrivés à défendre la diplomatie secrète et, qui plus est, la diplomatie secrète de l'ex-tsar.

Pourquoi les tenants de la guerre impérialiste défendent-ils avec tant de zèle le secret des traités ?

Vous voulez savoir pourquoi, camarades ouvriers et soldats ?

Prenez connaissance tout au moins d'un seul de ces nobles traités : nous voulons parler de « notre » traité avec l'Italie (c'est-à-dire avec les capitalistes italiens), signé au début de 1915.

Un démocrate bourgeois, M. Vodovozov, en a communiqué le contenu dans le *Dien* du 6 mai 1917, d'après des documents publiés par le *Novoïé Vrémia* :

« Les alliés ont garanti à l'Italie le Tyrol méridional avec Trente et tout le littoral, le nord de la Dalmatie avec les villes de Zara et de Spalato, la partie centrale de l'Albanie avec Valona, les îles de la mer Egée qui longent la côte de l'Asie Mineure et, en outre, une intéressante concession de chemin de fer en Turquie d'Asie. Tel est le prix du sang, obtenu après marchandage par l'Italie. Ces acquisitions territoriales dépassent sensiblement toutes les prétentions nationales que l'Italie ait jamais fait valoir. Outre des régions peuplées d'Italiens (le Tyrol méridional et Trieste), au nombre d'environ

600 000 âmes, l'Italie reçoit en vertu de ce traité des terres peuplées de plus d'un million d'habitants qui lui sont complètement étrangers par leurs origines ethnographiques et par leur religion. C'est, par exemple, le cas de la Dalmatie, où les Serbes représentent les 97% de la population et où la proportion des Italiens dépasse à peine 2%. Il est très naturel que ce traité, conclu non seulement sans le consentement, mais encore à l'insu de la Serbie, ait provoqué dans ce pays une profonde amertume et une vive irritation. Pachitch a exprimé à la Skouptchina l'espérance que les rumeurs concernant le traité étaient dénuées de fondement, l'Italie, qui a réalisé son unité au nom du principe des nationalités, ne pouvant, à son avis, rien faire qui aille à l'encontre des fondements mêmes de ce principe. Mais Pachitch s'est trompé : ce traité a bien été conclu.

C'est le seul traité concernant la guerre actuelle dont nous connaissions le contenu, et c'est un traité cynique de brigandage. Les autres traités sont-ils conçus dans le même esprit de rapine ? Nous ne le savons pas. En tout cas, il serait très important de le savoir pour une démocratie qui a écrit sur son drapeau : « Paix sans annexions ».

« Nous ne savons pas » jusqu'à quel point les autres traités secrets sont aussi des traités de rapine, dites-vous ? Non, M. Vodovozov, nous le savons très bien : les traités secrets concernant le partage de la Perse et de la Turquie, la conquête de la Galicie et de l'Arménie, sont d'ignobles traités de rapine tout comme le traité de brigandage conclu avec l'Italie.

Camarades ouvriers et soldats ! On vous dit que vous défendez la « liberté » et la « révolution » ? Vous défendez en réalité les louches traités conclus par le tsar, des traités que l'on vous cache comme on cache une maladie secrète.

« Pravda » n° 53, 23 (10) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UN TON MINISTÉRIEL

Les rédacteurs des *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd* adoptent un ton ministériel. La *Pravda* leur déplaît. Ils condamnent ses « vives attaques à l'adresse du Gouvernement provisoire ».

Tout publiciste a le droit sacré de critiquer ce qui lui déplaît. Mais pourquoi se rendre ridicule en condamnant, d'un ton ministériel, nos « attaques », sans en critiquer le fond ? Ne vaudrait-il pas mieux tenter d'examiner nos arguments ? ne serait-ce qu'une seule de nos résolutions ? ne serait-ce qu'une seule de nos indications relatives à la lutte de classe ?

« Le pays périt *aujourd'hui* », est-il dit dans l'éditorial des *Izvestia*. C'est juste. Et c'est pour cela qu'il est déraisonnable de compter aujourd'hui sur l'entente de la petite bourgeoisie, des populistes et des menchéviks, avec les capitalistes. Le pays ne peut pas être sauvé par ce moyen.

« Pravda » n° 53, 23 (10) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

À LA RECHERCHE D'UN NAPOLÉON

Le journal de l'ex-ministre Milioukov, rageant contre les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui ont évincé certains ministres, se laisse aller à des déclarations manquant un peu de... « prudence ».

« Peut-on tolérer une propagande criminelle ?..., lisons-nous dans un article non signé du 9 mai, consacré à la fraternisation. Ne va-t-on pas y mettre fin ? Ne peut-on vraiment pas se passer d'un Napoléon ? Allons-nous nous contenter de propos sur une discipline de fer ? ! ! »

Fine, très fine allusion aux paroles tristement célèbres de Kérenski sur la discipline de fer.

La *Retch* donne à ses lecteurs le tableau véridique, fidèle, de ce qui se passe au sein de « notre » « nouveau » gouvernement. Remercions-la de toute notre âme pour cette franchise exceptionnelle dans un journal de cette sorte et suscitée par des circonstances exceptionnelles.

Kérenski, appuyé par Tchernov et Tsérétéli, proclame au nom du « nouveau » gouvernement la nécessité d'une « discipline de fer » dans l'armée (afin d'exécuter le programme impérialiste d'offensive).

Mais les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, qui détiennent 10 portefeuilles sur 16, ragent contre Kérenski : « Allons-nous nous contenter de propos sur une discipline de fer ? »

N'est-il pas évident que cette phrase invite Kérenski ou les généraux « appropriés » à assumer le rôle d'un Napoléon ? le rôle d'un assassin de la liberté ? le rôle d'un fusilleur d'ouvriers ?

« Pravda » n° 53, 23 (10) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

RIEN DE CHANGÉ

Maintenant que des ministres « socialistes » participent au gouvernement [98], nous allons entendre une autre musique, nous assuraient et nous assurent les jusqu'auboutistes. Mais il a suffi de quelques jours pour que le mensonge de ces affirmations commence à se manifester.

On sait l'indignation provoquée chez les soldats et chez les ouvriers par la déclaration de l'ex-ministre Milioukov dans laquelle il disait qu'il ne voulait pas publier les traités secrets conclus par l'ex-tsar Nicolas II avec les capitalistes anglais et français, et qu'il ne les publierait pas. Eh bien ? Que dit à ce sujet le *nouveau* ministre des Affaires étrangères, M. Térechtchenko, collègue des ministres Skobélev et Tsérétéli ?

Térechtchenko veut bien reconnaître que « cette question (des traités secrets) excite les passions ». Mais que fait-il pour calmer ces passions ? Il *répète* tout simplement ce que disait Milioukov récemment destitué :

« La publication immédiate des traités équivaudrait à une rupture avec les alliés », a déclaré Térechtchenko à des journalistes.

Et les ministres « socialistes » se taisent, couvrant le système de la diplomatie secrète.

Le ministère de coalition n'a rien changé. Les traités secrets du tsar lui demeurent sacrés.

Et vous voulez, messieurs, que les « passions » n'en soient pas « excitées » ? Pour qui prenez-vous donc les ouvriers et les soldats conscients ? Ou les considérez-vous vraiment comme des « esclaves mutinés » ?

« Pravda » n° 64,
24 (11) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

TRISTE RENIEMENT DE LA DÉMOCRATIE

Les *Izvestia* publient aujourd'hui un communiqué sur la séance de la commission militaire du Soviet des députés ouvriers et soldats. On y a notamment

« débattu *la possibilité pour les soldats de remplir les fonctions de miliciens*... La Commission exécutive a proposé à l'assemblée la résolution suivante :

Les soldats ayant à remplir une mission à laquelle ils sont *directement* destinés, la Commission exécutive du Soviet des députés soldats *se prononce contre leur participation* à la milice et propose que tous les soldats appartenant à la milice soient *renvoyés sans délai dans leurs unités.*

Après de courts débats, cette résolution a été adoptée *avec un amendement* qui admet la possibilité, *pour les soldats évacués de l'armée active ou blessés, de remplir les fonctions de miliciens* ».

Il est extrêmement regrettable que le texte exact de l'amendement et de la résolution ne soit pas publié. Il est plus regrettable encore que la Commission exécutive ait proposé et que l'assemblée ait adopté une résolution constituant un reniement complet des principes fondamentaux de la démocratie.

Nous doutons qu'il se trouve en Russie un seul parti démocratique qui n'ait pas reconnu le principe inscrit au programme, sur la substitution de l'armement général du peuple à l'armée permanente. Nous doutons qu'il se trouve un socialiste-révolutionnaire ou un social-démocrate menchévik pour oser combattre cette revendication. Mais il est malheureusement « d'usage » « par les temps qui courent », de se gargariser de phrases sur la « démocratie révolutionnaire », et de reconnaître les programmes démocratiques (ne parlons même pas du socialisme) « en principe » pour les renier en pratique.

Se prononcer contre la participation des soldats à la milice pour la raison que « les soldats ont une mission à laquelle ils sont directement destinés », c'est oublier complètement les principes de la démocratie et adopter involontairement, inconsciemment peut-être, le point de vue de l'armée permanente. Le soldat est un professionnel ; il *n'est pas* destiné à servir dans la vie civile, tel est le point de vue des partisans de l'armée permanente. Ce n'est pas là une opinion démocratique. C'est l'opinion des Napoléons. C'est l'opinion des partisans de l'ancien régime et des capitalistes, qui rêvent d'un retour facile au passé, de la république à la monarchie constitutionnelle.

Le démocrate est adversaire par principe de cette opinion. La participation des soldats à la milice pose la question de la destruction de la muraille érigée entre l'armée et le peuple. Il s'agit de rompre avec le passé maudit de la « caserne » où l'on « entraînait », dressait, disciplinait, à l'écart du peuple, contre le peuple, des citoyens dont la « mission directe » était uniquement d'exercer la profession de militaire. La participation des soldats à la milice pose la question capitale de la rééducation des « soldats » afin de les transformer en citoyens-miliciens, de la rééducation de la population afin de faire de l'« homme de la rue » un citoyen armé. La démocratie restera une phrase creuse et mensongère ou une demi-mesure, si *tout* le peuple ne reçoit pas, immédiatement et inconditionnellement, la possibilité d'apprendre le maniement des armes. Ce résultat ne peut pas être atteint sans une large participation, constante et systématique, des soldats à la milice.

On objectera peut-être qu'il n'est pas possible de *rappeler* les soldats remplissant leurs obligations *directes*. Mais il n'en est pas question. Il est ridicule d'en parler spécialement, de même qu'on ne croit pas devoir préciser que le médecin n'a pas le droit de quitter son poste au chevet d'un malade gravement atteint pour déposer son bulletin de vote, ou que l'ouvrier travaillant dans une industrie dont le fonctionnement continu est reconnu par tous indispensable, n'a pas le droit de quitter son poste avant la relève pour user de ses droits politiques. De telles réserves ne seraient pas sérieuses ; elles seraient même de mauvaise foi.

La participation à la milice est une des revendications les plus importantes et les plus décisives de la démocratie, une des garanties essentielles de la liberté. (Ajoutons entre parenthèses qu'il n'y a pas de meilleure façon d'améliorer les capacités purement militaires et la force de l'armée que de substituer à l'armée permanente l'armement général du peuple, l'instruction militaire du peuple par les soldats ; cette méthode fut appliquée et le sera dans toute guerre vraiment révolutionnaire.) Aborder immédiatement, sans réserve, partout, l'organisation de la milice populaire, encourager de toutes les façons la participation des soldats à cette milice, voilà ce que commande impérieusement l'intérêt des ouvriers, des paysans et des soldats, bref, de l'immense majorité de la population, majorité qui n'est nullement intéressée à la défense des bénéfices des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Rédigé le 10 (23) mai 1917.
Paru le 25 (12) mai 1917 dans le n° 55 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

SUR LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE PRÉTENDUMENT SOCIALISTE AVEC LA PARTICIPATION DES SOCIAL-CHAUVINS

Les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd* publient aujourd'hui une « décision » du Comité exécutif sur l'organisation d'une commission pour préparer la convocation d'une conférence internationale. Notre Parti est, entre autres, invité à y déléguer un représentant. Il va de soi que notre Parti n'acceptera de participer à aucun titre ni aux travaux de la commission, ni en général à cette conférence, à laquelle doivent prendre part des ministres soi-disant socialistes passés à leur bourgeoisie. Quiconque s'est intéressé à notre Parti et a lu sa résolution sur la situation dans l'Internationale ne pouvait ignorer notre position.

Le Comité central de notre Parti a décidé à l'unanimité, il y a quelques jours, d'envoyer un délégué à la conférence zimmerwaldienne, avec mandat de quitter immédiatement cette dernière et de sortir de l'organisation de Zimmerwald, si la conférence se prononce en faveur d'un rapprochement ou d'une discussion quelconques avec les social-chauvins.

Rédigé le 10 (23) mai 1917.
Paru le 25 (12) mai 1917 dans le n° 55 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

DISCOURS AU MEETING DE L'USINE POUTILOV LE 12 (25) MAI 1917

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Lénine a exposé les conceptions fondamentales des bolchéviks sur la guerre, la paix et le gouvernement de coalition.

Dans la première moitié de son discours, il a relaté brièvement les causes de son voyage à travers l'Allemagne, après quoi il est passé à la guerre et a mis en lumière son caractère de brigandage. Puis, Lénine a abordé cette question : comment mettre fin à la guerre, et il a développé l'idée que le seul moyen est de réaliser l'union des ouvriers de tous les pays belligérants.

Lénine s'est attaché ensuite à la question des obstacles qui s'opposent à la réalisation de cette union, et a montré les voies par lesquelles il est possible et nécessaire d'y parvenir.

Cette voie n'est pas celle de l'entente des ouvriers avec les capitalistes ni des paysans soldats avec les grands propriétaires fonciers, mais celle de la lutte des ouvriers et des paysans contre leurs oppresseurs.

Le gouvernement de coalition, c'est l'entente des socialistes avec les capitalistes, c'est l'étranglement de la révolution.

La prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans pourra apporter à notre pays la solution des problèmes urgents, à savoir la question de la terre et de sa remise aux paysans, et les autres questions qui se posent en liaison avec la guerre : le ravitaillement, l'amélioration de la situation des ouvriers, etc.

« Soldatskaïa Pravda » n° 26, 1er juin (19 mai) 1917

Conforme au texte de la « Soldatskaïa Pravda »

LE PARTI DU PROLÉTARIAT ET LES ÉLECTIONS AUX DOUMAS D'ARRONDISSEMENT

Notre Parti se présente aux élections avec des listes indépendantes. D'après des renseignements préliminaires parvenus au secrétariat du Comité central, dans 4 arrondissements sur 12 (Moskovski, Rojdestvenski, Kolpinski et Porokhovskoï), ces listes sont constituées sans aucun bloc. Dans tous les autres nous *ne* faisons bloc *qu'*avec les internationalistes, à savoir : dans 6 (2e arrt., arrondissements Narvski, quartier Pétrogradski, Moskovski, 1er et arrt. Vassilievski Ostrov) avec l'organisation des « mejraïontsy »[99] (qui a, comme on le sait, condamné avec la plus grande énergie l'entrée des populistes et des menchéviks dans le ministère capitaliste) ; dans 4 (arrondissements Vyborgski et Nevski, 1er et arrt. Vassilievski Ostrov) avec les menchéviks-internationalistes, adversaires du ministérialisme « socialiste »[100] et dans un (arrt. Nevski) également avec les internationalistes appartenant au parti socialiste-révolutionnaire, qui condamnent le « ministérialisme » de leur parti.

Cette union avec des internationalistes d'autres partis est parfaitement conforme aux décisions de nos conférences (de Pétrograd et de Russie), ainsi qu'à la ligne de principe du parti prolétarien, dirigée contre le jusqu'auboutisme et le ministérialisme petit-bourgeois des menchéviks et des populistes.

La propagande du « bloc des gauches », faite aussi, notons-le en passant, par la *Novaïa Jizn*, ne pouvait évidemment ébranler les décisions de notre Parti. Il est faux, il est radicalement faux que les élections municipales « n'aient pas un caractère politique aussi nettement accusé » (que les

élections à l'Assemblée constituante). Il est faux aussi que « les programmes municipaux des divers partis socialistes (??) soient peu différents les uns des autres ». Répéter d'aussi étranges propos sans répondre sur le fond aux arguments de la *Pravda*, c'est éluder l'examen d'une question importante ou s'y dérober tout bonnement.

Ramener les élections dans la capitale, en période de révolution, à un programme purement (ou même principalement) « municipal » est d'une monstrueuse absurdité. C'est se moquer de l'expérience de toutes les révolutions. C'est se moquer du bon sens des ouvriers, qui savent très bien que Pétrograd a un rôle dirigeant, et parfois *décisif*.

Les cadets réunissent toute la droite, toute la contre-révolution, tous les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Ils sont pour le gouvernement, ils veulent mettre Pétrograd révolutionnaire à la remorque d'un gouvernement de capitalistes, où ceux-ci ont 10 ministres contre 6 populistes et menchéviks.

Ennemi irréductible de l'impérialisme, le parti du prolétariat, seul capable de rompre avec les intérêts du capital et de prendre des mesures révolutionnaires sérieuses sans lesquelles *on ne peut pas* venir en aide aux masses laborieuses en ce moment où une catastrophe d'une immense ampleur devient imminente, — le parti du prolétariat se dresse contre les cadets, les chauvins, les partisans de la guerre pour les Détroits. Il *n'*y a *pas* de salut en dehors des mesures révolutionnaires. Sans milice ouvrière, première étape vers la création immédiate d'une milice du peuple entier, *on ne peut pas*, même avec la meilleure volonté, appliquer des mesures de cette nature, on ne peut pas, notamment, éliminer les files d'attente et remédier à la désorganisation du ravitaillement.

Quant à la politique du « juste milieu », politique de la petite bourgeoisie, des menchéviks et des populistes, qui proclament leurs bonnes intentions et se condamnent eux-mêmes à l'impuissance en pactisant avec les capitalistes, en se soumettant aux capitalistes (6 ministres contre 10 !!), elle n'est pas viable. Les masses s'en convaincront promptement, même si elles font crédit pendant quelque temps à la « conciliation » avec les capitalistes.

Quiconque veut la défense réelle des intérêts des masses laborieuses, la suppression de la police et son remplacement par une milice populaire, l'application de sérieuses mesures révolutionnaires afin de tirer le pays d'une crise et d'une ruine effroyable, votera pour les listes du parti prolétarien, le Parti ouvrier social-démocrate (bolchévik) de Russie.

« Pravda » n° 56,
26 (13) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

CE QUE NOTRE PARTI DISAIT DE LA GUERRE AVANT LA RÉVOLUTION

Les déclarations de notre Parti sur la victoire d'une révolution chauvine (« jusqu'auboutiste ») présentent un intérêt tout particulier. Le *Social-Démocrate*, qui paraissait à Genève en tant qu'organe central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, sous la direction de Zinoviev et de Lénine, disait dans l'éditorial de son n° 47, en date du 13 octobre 1915 :

« ...8. Nous considérons comme des révolutionnaires chauvins ceux qui veulent la victoire sur le tsarisme au nom de la victoire sur l'Allemagne, du pillage d'autres pays, de l'affermissement de la domination des Grands-Russes sur d'autres peuples de la Russie, etc. Le chauvinisme révolutionnaire a pour base la situation de classe de la petite bourgeoisie. Celle-ci oscille sans cesse entre la bourgeoisie et le prolétariat. Elle oscille maintenant entre le chauvinisme (qui l'empêche d'être révolutionnaire avec esprit de suite, même au sens de la révolution démocratique) et l'internationalisme prolétarien. Les porte-parole politiques de cette petite bourgeoisie sont actuellement en Russie les troudoviks, les socialistes-révolutionnaires, *Nacha Zaria* [101], la fraction Tchkhéidzé [102], le Comité d'Organisation, M. Plékhanov, etc. 9. Si les révolutionnaires chauvins triomphaient en Russie, nous serions contre la défense de *leur* « patrie » dans la guerre présente. Notre mot d'ordre est : contre les chauvins même révolutionnaires et républicains, *contre* eux et *pour* l'union du prolétariat international en vue de la révolution socialiste. 10. A la question : « Le prolétariat peut-il avoir dans la révolution bourgeoise russe un rôle dirigeant ? », nous répondons : « Oui, *si* la petite

bourgeoisie penche à gauche dans les moments décisifs ; or, elle est poussée à gauche non seulement par notre propagande, mais aussi par une série de facteurs objectifs d'ordre économique, financier (les charges de la guerre), militaire, politique, etc. » 11. A la question : Que ferait le parti du prolétariat si la révolution le portait au pouvoir dans la guerre actuelle ? nous répondons : « Nous proposerions la paix à *tous* les belligérants sur la base de l'émancipation des colonies et de *tous* les peuples dépendants, opprimés ou lésés dans leurs droits. » Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni la France ne souscriraient, avec leurs gouvernements actuels, à cette condition. Nous devrions alors préparer et faire la guerre révolutionnaire, c'est-à-dire non seulement appliquer de la façon la plus énergique tout notre programme minimum, mais encore appeler systématiquement tous les peuples aujourd'hui opprimés par les Grands-Russes, toutes les colonies et tous les pays dépendants d'Asie (Inde, Chine, Perse, etc.) à se soulever ; nous devrions également, en premier lieu, appeler le prolétariat socialiste d'Europe à l'insurrection contre ses gouvernements, malgré ses social-chauvins. Il ne fait aucun doute que la victoire du prolétariat en Russie créerait des conditions exceptionnellement favorables au développement de la révolution, en Asie comme en Europe. *Même* la révolution de 1905 l'a prouvé. Et la solidarité internationale du prolétariat révolutionnaire est *un fait*, en dépit de la sale écume opportuniste et social-chauvine * ».

« Pravda » n° 56, 26 (13) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 418-419. (*N.R.*)

LA RUINE EST IMMINENTE

Les informations, les réflexions, les craintes, les rumeurs sur la catastrophe qui nous menace se multiplient. Les journaux des capitalistes sèment la panique, hurlent, l'écume aux lèvres, contre les bolchéviks, brandissent les allusions anonymes de Koutler à « une usine », à « certaines usines », à « une entreprise », etc. Etonnantes méthodes, étranges « preuves »... Pourquoi ne pas *nommer* l'usine en question ? Pourquoi ne pas donner au public *et aux ouvriers* le moyen de vérifier ces rumeurs tendant à semer l'inquiétude ?

MM. les capitalistes ne devraient pas avoir de difficulté à comprendre qu'en s'abstenant de produire des données précises sur des entreprises exactement nommées, ils ne font que se rendre ridicules. Car enfin, MM. les capitalistes, vous êtes le gouvernement, vous avez 10 ministres sur 16, vous êtes responsables et vous administrez. N'est-il pas ridicule que des dirigeants qui ont la majorité au gouvernement se bornent aux allusions anonymes de Koutler, craignent de parler ouvertement et franchement et s'efforcent de rejeter les responsabilités sur d'autres partis, qui ne tiennent pas les rênes du pouvoir ?

Les journaux des partis petits-bourgeois, des populistes et des menchéviks, se plaignent aussi, mais sur des tons quelque peu différents, moins en accusant ces terribles bolchéviks (bien qu'ils n'aient garde, évidemment, de s'abstenir en cette matière) qu'en accumulant les vœux pieux. A cet égard, les *Izvestia*, dont la rédaction est aux mains du bloc des deux partis susmentionnés, sont particulièrement caractéristiques. Leur numéro 63, en date du 11 mai, contient deux articles sur la lutte contre la débâcle économique, deux articles d'un contenu analogue. L'un est intitulé, avec une

extrême... comment le dire le plus délicatement possible ?... avec une extrême imprudence (l'entrée des populistes et des menchéviks dans un ministère impérialiste a été aussi, du reste, une « imprudence ») : « Ce que veut le Gouvernement provisoire. » Il aurait été plus juste d'écrire : « Ce que *ne* veut *pas* le Gouvernement provisoire et ce qu'il promet. »

L'autre article reproduit une « résolution de la section économique du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats ». Voici quelques citations qui, mieux que tout, donneront une idée précise de son contenu :

« Bien des branches de l'industrie sont mûres pour le monopole d'Etat du commerce (blé, viande, sel, cuir) ; d'autres sont mûres pour la formation de trusts contrôlés par l'Etat (extraction de la houille et du pétrole, production des métaux, du sucre et du papier). Enfin, dans presque toutes les branches de l'industrie, les conditions actuelles exigent la participation de l'Etat en vue de réglementer la répartition des matières premières et des produits finis, et de fixer les prix... Il importe aussi de placer tous les établissements de crédit sous le contrôle du public et de l'Etat, afin de combattre la spéculation sur les marchandises soumises à la réglementation de l'Etat... Il faut aussi... prendre les mesures les plus énergiques pour combattre le parasitisme sans reculer devant l'obligation du travail... Le pays est déjà en pleine catastrophe, et seul peut l'en tirer l'effort créateur du peuple entier *dirigé par un Etat* s'assignant consciemment » (hum... hum... ! ?) « la tâche grandiose de sauver le pays ruiné par la guerre et par le régime tsariste ».

Abstraction faite de la dernière phrase à partir des mots que nous soulignons — phrase « assignant » aux capitalistes, avec une naïveté typiquement petite-bourgeoise, des tâches qu'ils ne peuvent pas accomplir — ce programme est magnifique. Contrôle, étatisation des trusts, lutte contre la spéculation, obligation du travail, mais voyons, en quoi cela diffère-t-il du « terrible » bolchévisme ? Que veulent de plus ces « terribles » bolchéviks ?

Car c'est là le hic, l'essentiel, ce que s'obstinent à ne pas comprendre les petits bourgeois et les philistins de tout acabit : on est *obligé* d'admettre le programme du « terrible » bolchévisme, car il ne peut y en avoir un autre qui permette au pays de se soustraire à la menace réelle d'une faillite réellement terrible ; *mais*... les capitalistes n'« admettent » ce programme (voir le fameux article 3 de la déclaration du « nouveau » Gouvernement provisoire [103]) que *pour*

ne pas l'exécuter. Et les populistes et les menchéviks « font confiance » aux capitalistes et prêchent au peuple cette funeste confiance. C'est là le fond de toute la situation politique.

Pour instituer le contrôle sur les trusts, avec la publication de leurs bilans complets, avec la convocation immédiate des congrès de leurs employés, avec la participation obligatoire *des ouvriers eux-mêmes* au contrôle, avec l'autorisation pour les représentants de tout grand parti politique d'exercer un contrôle autonome, pour tout cela il ne faut qu'un décret dont la rédaction ne prendrait pas plus d'*une journée*.

Où est donc l'empêchement, citoyens Chingarev, Térechtchenko, Konovalov ? Où est l'empêchement, citoyens ministres pseudo-socialistes Tchernov et Tsérétéli ? Où est l'empêchement, citoyens leaders populistes et menchéviks du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats ?

Nous n'avons rien proposé d'autre que l'établissement *immédiat* de ce contrôle sur les trusts, sur les banques, sur le commerce, *sur les « parasites »* (les rédacteurs des *Izvestia* ont, par exception, trouvé là sous leur plume un mot étonnamment excellent...), sur le ravitaillement ; et personne, d'une façon générale, ne pouvait rien proposer d'autre. On ne peut, en effet, rien imaginer de plus que « l'effort créateur du peuple entier »...

Mais il ne faut pas ajouter foi aux propos des capitalistes, ni à la naïve espérance (naïve dans le meilleur des cas) des menchéviks et des populistes, selon laquelle ce contrôle peut être appliqué par les capitalistes.

La ruine est imminente. La catastrophe se rapproche. Les capitalistes ont mené et mènent tous les pays à l'abîme. Le salut n'est que dans la discipline révolutionnaire, dans les mesures révolutionnaires de la *classe révolutionnaire* des prolétaires et des semi-prolétaires, dans le passage de tout le pouvoir à cette classe, qui pourra effectivement instituer un tel contrôle et mener victorieusement « la lutte contre le parasitisme ».

« Pravda » n° 57, 27 (14) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA GUERRE ET LA RÉVOLUTION

CONFÉRENCE FAITE LE 14 (27) MAI 1917

La question de la guerre et de la révolution est, ces derniers temps, si fréquemment débattue, dans l'ensemble de la presse comme dans toute réunion populaire, qu'il est fort probable que, pour beaucoup d'entre vous, nombre de ses aspects sont devenus à ce point familiers qu'ils en paraissent fastidieux. N'ayant pas encore eu la possibilité d'intervenir une seule fois, ni même d'assister aux réunions du Parti ou, d'une façon générale, aux assemblées populaires de cet arrondissement, je risque peut-être de tomber dans des redites ou de ne m'arrêter qu'insuffisamment sur les aspects de ce problème qui vous intéressent particulièrement.

Il me semble que l'essentiel, qu'on oublie ordinairement dans la question de la guerre et à quoi on ne consacre pas assez d'attention, la raison principale de tant de débats, de débats que je qualifierais de stériles, vains et sans objet, c'est la question fondamentale du caractère de classe de la guerre, des raisons pour lesquelles elle a éclaté, des classes qui la mènent, des conditions historiques et historico-économiques qui lui ont donné naissance. Dans la mesure où j'ai pu observer, aux meetings et aux réunions du Parti, la façon dont est posé chez nous le problème de la guerre, j'ai acquis la conviction que si, sur ce terrain, il se produit une foule de malentendus, c'est précisément parce qu'en analysant cette question, nous parlons bien souvent des langues absolument différentes.

Du point de vue du marxisme, c'est-à-dire du socialisme scientifique moderne, la question capitale, pour des socialistes qui discutent de l'appréciation qu'il convient de

porter sur une guerre et de l'attitude à adopter à son égard, c'est d'établir les objectifs pour lesquels est menée cette guerre, et de déterminer les classes qui l'ont préparée et dirigée. Nous autres, marxistes, nous ne sommes pas des adversaires inconditionnés de toute guerre. Nous disons : notre but, c'est l'instauration du régime social socialiste, qui, en supprimant la division de l'humanité en classes, en supprimant toute exploitation de l'homme par l'homme et d'une nation par d'autres nations, supprimera infailliblement toute possibilité de guerre en général. Mais en combattant pour ce régime socialiste, nous serons nécessairement placés dans des conditions où la lutte des classes, à l'intérieur de chaque nation, pourra se heurter à une guerre entre différentes nations engendrée par cette même lutte des classes ; aussi ne pouvons-nous nier la possibilité de guerres révolutionnaires, c'est-à-dire de guerres découlant de la lutte des classes, menées par des classes révolutionnaires, et ayant une portée révolutionnaire directe et immédiate. Nous ne pouvons le nier d'autant plus que, dans l'histoire des révolutions européennes du siècle passé, au cours des 125-135 dernières années, à côté de guerres dont la plupart étaient réactionnaires, se sont déroulées aussi des guerres révolutionnaires, par exemple celle des masses révolutionnaires populaires de France contre la coalition d'une Europe monarchiste, arriérée, féodale ou semi-féodale. Et à l'heure actuelle, pour tromper les masses, il n'est pas de mensonge plus répandu en Europe occidentale et, ces derniers temps, chez nous aussi en Russie, que celui qui consiste à invoquer l'exemple des guerres révolutionnaires. Il y a guerre et guerre. Il faut savoir déterminer les conditions historiques d'où découle une guerre, les classes qui la mènent et le but qu'elles poursuivent. Sinon, toutes nos considérations sur la guerre ne seront que phrases absolument creuses, que débats stériles et purement verbaux. C'est pourquoi je me permettrai, puisque vous avez choisi ce thème, les rapports entre la guerre et la révolution, de m'arrêter de façon détaillée sur cet aspect de la question.

On connaît cette pensée de Clausewitz, l'un des auteurs les plus éminents qui aient traité de la philosophie de la guerre et de l'histoire militaire : « La guerre est le prolongement de la politique par d'autres moyens [104]. » Cette ma-

xime est d'un écrivain qui avait étudié l'histoire des guerres et en avait dégagé les leçons philosophiques, peu après l'époque des guerres napoléoniennes. Cet auteur, dont les idées essentielles sont aujourd'hui devenues sans conteste le patrimoine de tout homme pensant, combattait, il y a déjà près de 80 ans, le préjugé de philistin ignare selon lequel on pourrait isoler une guerre de la politique des gouvernements et des classes qui la font et la considérer comme une simple agression troublant la paix, et suivie du rétablissement de cette paix violée ! On se bat, puis on se raccommode ! Grossière conception d'ignorant, réfutée il y a des dizaines d'années et que réfute toute analyse quelque peu attentive des guerres de n'importe quelle époque historique.

La guerre est le prolongement de la politique par d'autres moyens. Toute guerre est indissolublement liée au régime politique dont elle découle. C'est la politique menée longtemps avant la guerre par un Etat déterminé, par une classe déterminée au sein de cet Etat, que cette même classe poursuit inévitablement et immanquablement au cours de la guerre, en ne modifiant que la forme de son action.

La guerre est le prolongement de la politique par d'autres moyens. Lorsque, à la fin du XVIIIe siècle, les citadins et les paysans révolutionnaires de France, après avoir renversé la monarchie par les moyens révolutionnaires, eurent fondé une république démocratique — après avoir fait justice de leur monarque, ils eurent fait révolutionnairement justice aussi de leurs grands propriétaires fonciers — cette politique d'une classe révolutionnaire ne pouvait manquer d'ébranler jusqu'en ses fondements le reste de l'Europe, absolutiste, tsariste, royale, semi-féodale. Et l'inévitable prolongement de la politique de cette classe révolutionnaire qui avait triomphé en France, ce furent les guerres au cours desquelles, contre la France révolutionnaire, se dressèrent tous les Etats monarchiques d'Europe, qui formèrent leur fameuse coalition et entreprirent contre la France une guerre contre-révolutionnaire. Le peuple révolutionnaire de France qui, à l'intérieur du pays, déploya alors pour la première fois depuis des siècles le maximum d'énergie révolutionnaire, fit preuve, dans la guerre de la fin du XVIIIe siècle, de ce même gigantesque élan révolutionnaire, renouvelant tout le système de la stratégie,

rompant avec toutes les anciennes lois et coutumes de la guerre, et créant, pour remplacer la vieille armée, une armée nouvelle, révolutionnaire, populaire, ainsi que des méthodes nouvelles de conduite de la guerre. C'est là, me semble-t-il, un exemple particulièrement digne d'attention, car il nous fait toucher du doigt ce qu'oublient constamment aujourd'hui les publicistes des journaux bourgeois. Ils spéculent sur les préjugés et sur la prudhommesque ignorance des masses populaires absolument incultes et ne comprenant pas cette indissoluble liaison, économique et historique, de toute guerre avec la politique antérieure de chaque pays, de chaque classe qui y prédominait avant la guerre et cherchait à parvenir à ses fins par les moyens dits « pacifiques». Dits pacifiques, car on ne peut guère qualifier ainsi: par exemple, les mesures de répression dont usent les colonialistes pour assurer leur domination « pacifique ».

La paix régnait en Europe, mais c'était parce que la domination des peuples européens sur les centaines de millions d'hommes qui vivent dans les colonies ne se maintenait qu'au prix de guerres continuelles, incessantes, toujours renaissantes ; guerres que nous, Européens, ne considérons pas comme telles, car trop souvent elles ressemblent moins à des guerres qu'à un sauvage massacre, à une extermination de peuples désarmés. Or, les choses se présentent de telle manière que, pour comprendre ce qu'est la guerre actuelle, nous devons avant tout embrasser d'un coup d'œil la politique des puissances européennes dans son ensemble. Il ne faut pas prendre des exemples isolés, des cas isolés, qu'il est toujours facile de détacher de la chaîne des phénomènes sociaux et qui sont sans valeur, puisque aussi bien l'on pourrait avancer un exemple opposé. Non, c'est l'ensemble de la politique de tout le système des Etats européens, dans leurs rapports économiques et politiques, qu'il faut considérer pour comprendre qu'il était fatal, inéluctable, que ce système engendrât la présente guerre.

Nous sommes sans cesse témoins de tentatives, surtout de la part des journaux capitalistes, qu'ils soient monarchistes ou républicains, d'attribuer à la guerre actuelle un contenu historique qui n'est pas le sien. Ainsi, il n'est pas, dans la République française, de subterfuge plus répandu que celui de présenter cette guerre, du côté de la France,

comme la continuation, presque la répétition, des guerres de la Grande Révolution française de 1792. Il n'est pas de procédé plus commun, pour tromper les masses populaires françaises, les ouvriers français et les ouvriers de tous les pays, que de transposer dans notre temps le « jargon » de cette époque et certains de ses mots d'ordre ; que d'essayer de faire croire qu'à l'heure actuelle aussi, la France républicaine défend sa liberté contre la monarchie. On oublie cette « menue » circonstance qu'en 1792 la guerre était menée en France par une classe révolutionnaire, qui avait accompli une révolution sans précédent et détruit jusqu'en ses fondements, grâce à l'héroïsme inégalé des masses, la monarchie française ; et que, si cette classe s'était dressée contre l'Europe monarchique coalisée, c'était dans le seul but de poursuivre sa lutte révolutionnaire.

La guerre était en France le prolongement de la politique de la classe révolutionnaire qui fit la révolution, conquit la République, mata avec une énergie jusque-là inconnue les capitalistes et les grands propriétaires fonciers français, et qui, au nom de cette même politique et la prolongeant, mena contre l'Europe monarchique coalisée une guerre révolutionnaire.

Tandis qu'aujourd'hui, nous sommes avant tout en présence de deux groupes coalisés de puissances capitalistes. Nous sommes en présence des pays capitalistes les plus puissants du monde, — Angleterre, France, Amérique, Allemagne, — dont toute la politique, des dizaines d'années durant, a été une incessante rivalité économique pour asseoir leur domination sur toute la terre; étouffer les petites nationalités, tripler et décupler les profits du capital bancaire qui étend sur le monde entier son influence tentaculaire. Telle est la véritable politique de l'Angleterre et de l'Allemagne. Je le souligne. Et il ne faut jamais se lasser de le souligner, car si nous l'oublions, nous ne pourrons rien comprendre à la guerre actuelle, et nous serons alors complètement impuissants, à la merci de tout publiciste bourgeois qui nous glissera ses phrases mensongères.

Il faut étudier et comprendre dans son ensemble la politique véritable menée, au cours des dizaines d'années antérieures à la guerre, par les deux groupes de ces formidables géants capitalistes, l'Angleterre et l'Allemagne, qui, avec

leurs alliés, se sont jetées l'une contre l'autre. Si nous ne le faisons pas, non seulement nous oublierions l'exigence essentielle du socialisme scientifique et de toute science sociale en général, mais nous nous priverions en outre de la possibilité de comprendre quoi que ce soit à la guerre actuelle. Nous nous livrerions ainsi à la merci de Milioukov, ce trompeur qui attise le chauvinisme et la haine entre les peuples par des procédés auxquels on a recours partout, sans exception, procédés dont a traité, il y a quatre-vingts ans, ce même Clausewitz que je citais tout à l'heure et qui se gaussait déjà de cette conception : des peuples vivaient en paix et, tout à coup, les voilà qui s'entre-déchirent ! Comme s'il en était ainsi ! Peut-on, en vérité, expliquer une guerre sans indiquer les liens qui la rattachent à la politique antérieure d'un Etat donné, d'un système d'Etats donné, de classes données ? Je le répète encore : c'est là la question fondamentale qu'on oublie constamment et dont l'incompréhension fait que les neuf dixièmes des propos sur la guerre dégénèrent en altercations stériles et en échanges d'invectives. Nous disons : si vous n'avez pas étudié la politique menée depuis des dizaines d'années par les deux groupes d'Etats belligérants, de telle sorte qu'il n'y apparaisse rien de fortuit et en vous gardant de raisonner sur des exemples isolés, si vous n'avez pas montré ce qui rattache cette guerre à la politique antérieure, alors vous n'y avez rien compris !

Or, cette politique nous montre constamment une chose : la perpétuelle rivalité économique de deux géants, des deux systèmes capitalistes les plus formidables du monde. D'une part l'Angleterre, l'Etat qui détient la plus grande partie du globe, l'Etat qui est au premier rang par sa richesse, acquise moins grâce au travail de ses ouvriers que par l'exploitation de ses innombrables colonies, par l'énorme puissance d'un nombre infime — trois, quatre ou cinq — de banques géantes qui sont à la tête de toutes les autres banques, disposent de centaines de milliards de roubles et les utilisent de telle sorte qu'on peut affirmer sans la moindre exagération qu'il n'est pas, sur le globe, un coin de terre vers lequel ce capital n'ait allongé sa main pesante, pas un coin de terre qui ne soit lié par mille attaches au capital anglais. Ce dernier a grandi, à la fin du XIX^e^ siècle

et au début du XXe, dans de telles proportions qu'il a reporté le champ de son activité bien au-delà du cadre de quelques Etats, et a constitué un groupe de banques géantes aux richesses fabuleuses. Ce nombre infime de banques lui a permis d'enserrer le monde entier dans le réseau de ces centaines de milliards de roubles. Voilà l'essentiel dans la politique économique de l'Angleterre et dans celle de la France, au sujet de laquelle des publicistes français eux-mêmes, entre autres des collaborateurs de l'*Humanité* [105], journal que dirigent aujourd'hui des ex-socialistes (tel Lysis, spécialiste bien connu des questions financières), écrivaient déjà quelques années avant la guerre : « La France est une monarchie financière ; la France est une oligarchie financière ; la France est l'usurier de l'univers. »

D'autre part, en face de ce groupe, essentiellement anglo-français, s'est dressé un autre groupe capitaliste, comprenant des rapaces et des brigands pires encore ; il est venu prendre part au banquet du capitalisme alors que toutes les places étaient déjà prises ; mais il apporte dans la lutte de nouveaux procédés de développement de la production capitaliste, une technique supérieure, une organisation incomparable par laquelle l'ancien capitalisme, celui de l'époque de la libre concurrence, devient celui des trusts, syndicats et cartels géants. Ce groupe a apporté le principe de l'étatisation de la production capitaliste, de la fusion de ces forces gigantesques que sont le capitalisme et l'Etat en un mécanisme unique où des dizaines de millions d'êtres rentrent dans le cadre d'une même organisation, celle du capitalisme d'Etat. La voilà, l'histoire économique ; la voilà, l'histoire diplomatique de ces dernières dizaines d'années, que nul ne peut méconnaître. Elle seule vous indique la solution du problème de la guerre et vous amène à conclure que la présente guerre est, elle aussi, le produit de la politique des classes qui sont aux prises, de la politique des deux colosses qui, bien avant les hostilités, avaient étendu sur le monde entier, sur tous les pays, les tentacules de leur exploitation financière, et s'étaient partagé économiquement le monde. Ils devaient se heurter, car, du point de vue capitaliste, un nouveau partage de cette domination était devenu inévitable.

L'ancien partage était fondé sur ce fait que l'Angleterre,

au cours de plusieurs siècles, avait ruiné ses anciens concurrents : la Hollande qui avait dominé le monde entier, et la France qui avait lutté, pendant près d'un siècle, pour sa domination. Par de longues guerres, l'Angleterre, s'appuyant sur sa force économique, sur la force de son capital marchand, affirma sur le monde une domination qui n'est contestée nulle part. Un nouveau rapace fit son apparition ; en 1871 se constitua une nouvelle puissance capitaliste dont le développement fut incomparablement plus rapide que celui de l'Angleterre. Voilà le fait essentiel. Pas un livre traitant de l'histoire économique qui ne reconnaisse ce fait évident : l'évolution plus rapide de l'Allemagne. Ce rapide développement du capitalisme en Allemagne, c'était celui d'un jeune et puissant rapace qui, faisant son apparition dans le concert des puissances européennes, déclarait : « Vous avez ruiné la Hollande ; vous avez triomphé de la France ; la moitié de l'univers est entre vos mains, veuillez me donner ma juste part. » Mais que signifie « ma juste part » ? Comment la déterminer dans un monde capitaliste, dans un monde de banquiers ? La force y dépend du nombre des banques ; elle y est définie, ainsi que l'a dit l'un des organes des milliardaires américains, avec une franchise et un cynisme tout américains, de la façon suivante : « On se bat, en Europe, pour dominer le monde. Pour dominer le monde, il faut deux choses : des dollars et des banques. Les dollars, nous les avons ; les banques, nous en créerons, et ainsi nous dominerons le monde. » Voilà ce que déclare un journal influent des milliardaires américains. Et il faut reconnaître que ces cyniques déclarations américaines d'un milliardaire présomptueux et insolent renferment mille fois plus de vérité que les milliers d'articles des hâbleurs bourgeois qui présentent cette guerre comme une guerre au nom d'on ne sait quels intérêts nationaux, questions nationales et autres mensonges dont l'évidence crève les yeux, et qui rejettent toute l'histoire dans son ensemble pour prendre un exemple isolé, comme ce fait que le rapace allemand s'est jeté sur la Belgique. Le fait est authentique, sans aucun doute. Oui, ce groupe de rapaces s'est jeté sur la Belgique avec une barbarie inouïe, mais il a fait ce que l'autre groupe faisait hier par d'autres méthodes et ce qu'il fait aujourd'hui à l'égard d'autres peuples.

Lorsque nous discutons sur la question des annexions — car c'est bien là une question entrant dans le cadre de ce que j'ai essayé de vous exposer en bref comme l'histoire des rapports économiques et diplomatiques qui ont suscité la guerre actuelle — lorsque nous discutons sur les annexions, nous oublions toujours que c'est là d'ordinaire le mobile de la guerre : le partage des conquêtes ou, plus vulgairement, le partage du butin pillé par deux bandes de brigands. Et lorsque nous discutons sur les annexions, nous avons affaire sans cesse à des procédés qui, scientifiquement, ne résistent à aucune critique, et qu'au point de vue social et journalistique on ne peut qualifier que de grossière supercherie. Interrogez un chauvin ou un social-chauvin russe ; il vous expliquera admirablement ce qu'est une annexion, lorsqu'elle est faite par l'Allemagne. Cela, il le comprend à merveille. Mais il restera obstinément muet lorsque vous le prierez de vous donner une définition générale de l'annexion qui s'applique et à l'Allemagne, et à l'Angleterre, et à la Russie. Pour rien au monde il ne vous la donnera ! Et lorsque la *Retch* (pour passer maintenant de la théorie à la pratique) a dit, raillant notre *Pravda* : « Ces gens de la *Pravda* considèrent la Courlande comme une annexion ! Comment discuter avec eux ? », nous avons répliqué : « Ayez donc la bonté de donner de l'annexion une définition qui s'applique et aux Allemands, et aux Anglais, et aux Russes ; et nous y ajoutons : ou vous vous déroberez, ou, dans le cas contraire, nous vous démasquerons immédiatement * » ; et la *Retch* a gardé le silence. Nous affirmons qu'aucun journal, ni de ces chauvins qui déclarent tout bonnement qu'il faut défendre la patrie, ni des social-chauvins, n'a jamais donné de l'annexion une définition qui convienne et à l'Allemagne et à la Russie, et qu'on puisse appliquer à tous. Aucun de ces journaux ne saurait la donner, car toute cette guerre est le prolongement de la politique d'annexions, c'est-à-dire de conquêtes, de pillage capitaliste, menée de part et d'autre par les deux groupements belligérants. Aussi conçoit-on que la question de savoir lequel des deux rapaces a le premier tiré le couteau n'a pour nous aucune importance. Voyez l'his-

* Voir le présent tome, pp. 25-26. *(N.R.)*

torique des dépenses militaires et navales des deux groupements au cours de ces quelques dizaines d'années; voyez l'historique des petites guerres qu'ils ont menées avant la grande,—«petites» parce que peu d'Européens y ont péri, alors que périssaient des centaines de milliers d'hommes appartenant aux peuples qu'ils écrasaient et qui, de leur point de vue, ne méritent même pas ce titre (des Asiatiques, des Africains, sont-ce là des peuples?). Voici le genre de guerre que l'on menait contre eux: ils étaient désarmés, et on les exterminait à la mitrailleuse. Sont-ce là des guerres? Mais non, ce ne sont même pas des guerres, à proprement parler, et l'on peut oublier cela. Voilà leur attitude dans cette duperie magistrale des masses populaires.

Cette guerre est le prolongement de la politique de conquêtes, d'extermination de nations entières, d'atrocités inouïes que pratiquaient les Allemands et les Anglais en Afrique, les Anglais et les Russes en Perse,—qui a été le plus féroce? je ne saurais le dire,—cette Afrique et cette Perse qui ont fait que les capitalistes allemands considéraient les autres comme des ennemis. Ah oui, vous êtes forts, parce que vous êtes riches? Mais nous sommes plus forts que vous, aussi avons-nous, autant que vous, le droit «sacré» de piller. Voilà à quoi se ramène l'histoire des rapports germano-russes, anglo-russes et anglo-allemands. Voilà la clef qui permet de comprendre les dessous de cette guerre. Voilà pourquoi l'histoire des causes qui ont déchaîné la guerre telle qu'on la raconte, n'est que charlatanerie et mensonge. Oubliant l'histoire du capital financier et la façon dont a mûri cette guerre pour un nouveau partage, on présente les choses ainsi : deux peuples vivaient en paix ; puis les uns attaquèrent, les autres se défendirent. Toute science est oubliée, oubliée l'existence des banques ; on convoque les peuples sous les armes ; on appelle sous les armes le paysan, qui ignore tout de la politique. Il faut se défendre : un point, c'est tout ! Si c'est ainsi qu'on raisonne, il serait logique de fermer tous les journaux, de brûler tous les livres et d'interdire que dans la presse on parle d'annexions ; c'est ainsi que l'on pourrait parvenir à justifier ce point de vue sur les annexions. La vérité sur les annexions, ils ne peuvent la dire, car toute l'histoire et de la Russie, et de l'Angleterre, et de l'Allemagne est celle d'une guerre d'anne-

xions sanglante, implacable, ininterrompue. En Perse, en Afrique, les libéraux ont mené des guerres impitoyables ; aux Indes, ils ont fait subir la fustigation aux criminels politiques, qui avaient osé présenter ces mêmes revendications pour lesquelles on luttait chez nous, en Russie. Les troupes coloniales françaises, elles aussi, opprimaient des peuples. Voilà l'histoire antérieure, voilà l'authentique histoire de spoliations inouïes ! Voilà la politique de ces classes, politique dont la guerre actuelle est le prolongement. Voilà pourquoi, dans la question des annexions, ces gens ne peuvent donner la réponse que nous donnons, lorsque nous disons : tout peuple rattaché à un autre non par la volonté librement exprimée de sa majorité, mais par la décision d'un tsar ou d'un gouvernement, est un peuple annexé, un peuple conquis. Renoncer aux annexions, c'est donner à chaque peuple le droit de former un Etat à part, ou de s'unir à qui il veut. Cette réponse est parfaitement claire pour tout ouvrier tant soit peu conscient.

Dans chacune des résolutions que l'on adopte par dizaines, que l'on publie ne serait-ce que dans le journal *Zemlia i Volia* [106], vous trouverez une réponse mal formulée : nous ne voulons pas d'une guerre faite pour dominer d'autres peuples, nous luttons pour notre liberté, — voilà ce que disent tous les ouvriers et les paysans, exprimant ainsi l'idée que se fait de la guerre l'ouvrier, l'idée que s'en fait le travailleur. Ils disent par là : si la guerre était menée dans l'intérêt des travailleurs, contre les exploiteurs nous serions pour la guerre. Nous aussi, nous serions alors, pour la guerre, et il n'est pas de parti révolutionnaire qui pourrait être contre une telle guerre. Ils sont dans l'erreur, les auteurs de ces nombreuses résolutions, car ils se figurent que ce sont eux qui mènent la guerre. Nous autres soldats, nous autres ouvriers, nous autres paysans, nous combattons pour notre liberté. Je n'oublierai jamais cette question que m'a posée l'un d'eux après un meeting : « Qu'est-ce que vous avez à parler toujours contre les capitalistes ? Est-ce que je suis un capitaliste, moi ? Nous sommes des ouvriers et nous défendons notre liberté. » C'est faux : vous combattez parce que vous suivez votre gouvernement de capitalistes ; ce ne sont pas les peuples, mais les gouvernements qui mènent la guerre. Je ne suis nullement étonné

qu'un ouvrier ou un paysan qui n'a pas étudié la politique, qui n'a pas eu le bonheur ou le malheur de voir clair dans les secrets de la diplomatie, dans le spectacle de ce pillage financier (ne serait-ce que cette oppression de la Perse par la Russie et l'Angleterre), oublie tout cela et demande naïvement : que me parlez-vous de capitalistes ? c'est moi qui me bats ! Il ne comprend pas le rapport qui existe entre la guerre et le gouvernement ; il ne comprend pas que c'est le gouvernement qui mène la guerre et qu'il est, lui, un instrument entre les mains de ce dernier. Il a toute latitude de proclamer qu'il est le peuple révolutionnaire et de rédiger d'éloquentes résolutions ; pour les Russes, c'est beaucoup, car ce n'est devenu chose courante que récemment. Le Gouvernement provisoire a publié, il n'y a pas longtemps, une déclaration « révolutionnaire ». Cela ne change rien à rien, et les capitalistes des autres pays, plus experts que les nôtres dans l'art de duper les masses en rédigeant des manifestes « révolutionnaires », ont depuis longtemps battu dans ce domaine tous les records du monde. Prenez l'histoire parlementaire de la République française depuis que cette république prête assistance au tsarisme ; au cours des dizaines d'années d'histoire parlementaire de la France, il est des dizaines d'exemples où des manifestes pleins des mots les plus grandiloquents ont servi à couvrir la plus abjecte politique de rapines coloniales et financières. Toute l'histoire de la Troisième république est l'histoire de ces rapines. Ce sont là les sources d'où découle la guerre actuelle. Elle n'est le résultat ni du mauvais vouloir des capitalistes, ni de quelque politique erronée des monarques. Il serait faux d'envisager les choses sous cet angle. Non, cette guerre est une conséquence inévitable du développement d'un capitalisme, surtout bancaire, ultra-puissant, qui a fait que quatre banques de Berlin et cinq ou six de Londres règnent sur le monde entier, en accaparent toutes les ressources, assurent à leur politique financière l'appui de la force armée, pour se heurter finalement en une collision d'une sauvagerie inouïe, parce qu'il leur était impossible d'aller plus loin librement dans la voie des conquêtes. Ou l'un ou l'autre doit renoncer à ses colonies. En ce monde de capitalistes, de semblables questions ne peuvent se résoudre à l'amiable, mais seulement par la guerre. Voilà

pourquoi il est ridicule, en l'occurrence, d'accuser tel ou tel brigand couronné. Ils se valent tous, ces brigands couronnés. Voilà pourquoi il est inepte aussi d'en accuser les capitalistes de tel ou tel pays. Ils ne sont coupables que d'avoir instauré un système comme celui-là. Mais cela se fait en vertu de toutes les lois que l'Etat civilisé protège de toutes ses forces. « Je suis pleinement dans mon droit, j'achète des actions. Et tous les tribunaux, toute la police, toute l'armée permanente et toutes les flottes du monde protègent mon droit sacré de posséder des actions. » A qui la faute s'il se crée des banques qui brassent des centaines de millions de roubles ; si elles ont jeté sur le monde entier les filets de leurs pillages bancaires, si elles se sont empoignées dans une étreinte mortelle ? Allez chercher le coupable ! Le coupable, c'est tout un demi-siècle de développement capitaliste, et il n'est pas d'autre issue que le renversement de la domination des capitalistes et la révolution ouvrière. Telle est la réponse qu'a inspirée à notre Parti l'analyse de la guerre ; aussi disons-nous : les représentants des partis bourgeois ont tant et si bien embrouillé par leurs mensonges la simple question des annexions, qu'ils peuvent présenter les choses de manière à faire croire que la Courlande n'est pas une annexion de la Russie. La Courlande et la Pologne, les trois brigands couronnés se les sont partagées d'un commun accord. Ils se les sont partagées pendant un siècle ; ils ont taillé dans la chair vive, et le brigand russe a arraché le plus gros morceau, car il était alors le plus fort. Mais lorsque l'Allemagne, ce jeune rapace qui avait alors participé au partage, fut devenue une grande puissance capitaliste, elle déclara : Allons, repartageons ! Vous voulez garder ce que vous possédez ? Vous pensez être les plus forts ? Mesurons-nous !

Voilà à quoi se ramène cette guerre. Ce défi — « mesurons-nous ! » — ne fait évidemment qu'exprimer une politique de spoliation poursuivie pendant des dizaines d'années, la politique des grosses banques. Voilà pourquoi la simple vérité sur les annexions, que tout ouvrier, que tout paysan comprend, nul ne peut la dire comme nous. Voilà pourquoi toute la presse embrouille avec tant d'impudence une question aussi simple que celle des traités. Vous dites que nous avons un gouvernement révolutionnaire, que dans

ce gouvernement révolutionnaire sont entrés des ministres presque intégralement socialistes, des populistes et des menchéviks. Mais lorsqu'ils parlent de paix sans annexions, sans toutefois définir ce qu'est une paix sans annexions (ce qui signifie : nous enlèverons leurs annexions aux Allemands et nous garderons les nôtres), nous disons : que valent votre ministère « révolutionnaire », vos déclarations, vos affirmations de ne point vouloir d'une guerre de conquête, lorsque dans le même temps vous invitez l'armée à prendre l'offensive ? Ignorez-vous que vous êtes liés par des traités et que ceux-ci ont été conclus de la manière la plus criminelle par Nicolas le Sanglant ? Vous l'ignorez ? Cela serait pardonnable pour des ouvriers, pour des paysans, qui n'ont rien pillé et n'ont pas lu de savants ouvrages. Mais les cadets cultivés qui l'affirment dans leur propagande savent parfaitement la teneur de ces traités. Ces traités sont « secrets », mais toute la presse diplomatique de tous les pays en parle dans ces termes :« Toi, tu recevras les Détroits ; toi, l'Arménie ; toi, la Galicie ; toi, l'Alsace-Lorraine ; toi, Trieste ; et nous, nous procéderons au partage définitif de la Perse. » Le capitaliste allemand, lui, déclare : « Et moi, j'occuperai l'Egypte, j'écraserai les peuples d'Europe si vous ne me rendez pas mes colonies, et avec les intérêts encore. » Une action est une chose qui ne saurait se passer d'intérêts. Voilà pourquoi la question des traités, si simple et si claire, a suscité cette foule de mensonges flagrants, inouïs, impudents, qui déferlent des pages de tout journal capitaliste.

Prenez le *Dien* d'aujourd'hui. Vodovozov, un homme qu'on ne saurait en aucune façon taxer de bolchévisme, mais un démocrate honnête, y déclare : je suis un adversaire des traités secrets ; permettez-moi de parler du traité avec la Roumanie. Car il existe avec la Roumanie un traité secret en vertu duquel cette dernière se verra adjuger plusieurs peuples étrangers, si elle se bat aux côtés des alliés. Absolument semblables sont tous les traités conclus par les autres alliés. Sans traité, ils ne seraient pas allés écraser tout le monde. Pour savoir la teneur de ces traités, point n'est besoin de fureter dans des revues spécialisées. Il suffit, pour les connaître, de se remémorer les faits essentiels de l'histoire économique et diplomatique. L'Autriche

n'a-t-elle pas marché contre les Balkans, des dizaines d'années durant, pour y faire œuvre d'oppression ?... Et s'ils se sont heurtés en cette guerre, c'est qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. Voilà pourquoi, à tous les appels des masses populaires de rendre les traités publics, appels qui se font de plus en plus pressants, l'ancien ministre Milioukov et l'actuel ministre Térechtchenko (l'un dans un gouvernement sans ministres socialistes, l'autre dans un gouvernement avec toute une kyrielle de ministres pseudo-socialistes) déclarent : publier les traités, ce serait rompre avec les alliés.

Certes ! Impossible de rendre les traités publics, car vous faites tous partie d'une seule et même bande de brigands. Nous accordons à Milioukov et à Térechtchenko qu'il est impossible de publier les traités. On peut en tirer deux conclusions différentes. Si nous accordons à Milioukov et à Térechtchenko qu'il est impossible de publier les traités, que s'ensuit-il ? Si l'on ne peut rendre les traités publics, il faut donc aider les ministres capitalistes à continuer la guerre. Mais l'autre conclusion, la voici : puisque les capitalistes ne peuvent eux-mêmes publier les traités, il faut donc renverser les capitalistes. Laquelle de ces déductions considérez-vous comme la plus juste ? A vous de le décider. Mais réfléchissez aux conséquences, je vous y engage expressément. A raisonner comme font les ministres populistes et menchéviks, on aboutit à cette conclusion : puisque le gouvernement dit que l'on ne peut pas divulguer les traités, il faut lancer un nouveau manifeste. Le papier n'est pas encore si cher que l'on ne puisse écrire de nouveaux manifestes. Rédigeons un nouveau manifeste, et en avant pour l'offensive. A quelles fins ? Dans quels buts ? Sous les ordres de qui ? On exhorte les soldats à exécuter les traités de rapine conclus avec la Roumanie et avec la France. Faites parvenir au front cet article de Vodovozov et allez ensuite vous plaindre : ce sont encore les bolchéviks, oui, ce sont sûrement les bolchéviks qui ont inventé ce traité avec la Roumanie. Mais alors, il ne faudrait pas seulement faire disparaître la *Pravda* ; il faudrait bannir même Vodovozov, parce qu'il a étudié l'histoire ; il faudrait alors livrer au bûcher tous les ouvrages de Milioukov, ouvrages incroyablement dangereux. Ouvrez n'importe quel

livre du chef du parti de la « liberté du peuple », ex-ministre des Affaires étrangères. Ce sont d'excellents livres. Ce qu'ils disent ? Que la Russie a des « droits » sur les Détroits, l'Arménie, la Galicie, la Prusse orientale. Il a tout partagé ; il a même joint une carte. Il faudra donc, non seulement expédier en Sibérie les bolchéviks et Vodovozov parce qu'ils écrivent des articles aussi révolutionnaires, mais aussi jeter aux flammes les livres de Milioukov, car si l'on rassemblait aujourd'hui de simples citations tirées de ces bouquins de Milioukov et si on les envoyait au front, aucun tract, si incendiaire fût-il, ne produirait pareil effet incendiaire.

Il me reste maintenant, pour me conformer au plan très bref que j'ai esquissé en vue de notre entretien d'aujourd'hui, à traiter de la question du « jusqu'auboutisme révolutionnaire ». Je pense qu'après ce que j'ai eu l'honneur de vous exposer dans ce rapport, je puis passer assez rapidement sur cette question.

Le « jusqu'auboutisme révolutionnaire », c'est justifier la guerre sous prétexte que nous avons fait la révolution, que nous sommes un peuple révolutionnaire, que nous sommes une démocratie révolutionnaire. Mais quelle est notre réponse si l'on nous interroge sur ce point ? Quelle révolution avons-nous accomplie ? Nous avons renversé Nicolas. Cette révolution n'a pas été bien difficile, en comparaison de celle qui renverserait la classe tout entière des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ! Notre révolution accomplie, qui donc s'est trouvé au pouvoir ? Les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les mêmes qui sont depuis longtemps au pouvoir en Europe. Là-bas, il y a cent ans que ces révolutions se sont produites ; il y a longtemps que les Térechtchenko, les Milioukov et les Konovalov y sont au pouvoir et peu importe qu'ils allouent une liste civile [107] à un roitelet ou qu'ils se passent de cet article de luxe. La Banque reste toujours la Banque ; que des milliards soient investis dans des concessions, le profit reste le profit, qu'on soit en république ou en monarchie, peu importe. Si quelque pays sauvage a l'audace de ne pas s'incliner devant notre capital civilisé qui fonde d'aussi superbes banques dans les colonies, en Afrique et en Perse ; si des peuples sauvages désobéissent à notre

banque civilisée, nous envoyons des troupes restaurer la culture, l'ordre et la civilisation, comme l'a fait Liakhov en Perse [108], comme l'ont fait les troupes de la France « républicaine », qui ont exterminé avec non moins de férocité les peuples en Afrique. Où est la différence ? C'est le même « jusqu'auboutisme révolutionnaire », mais manifesté par de larges masses populaires inconscientes, qui ne voient pas le rapport existant entre la guerre et le gouvernement, qui ignorent que cette politique a été fixée par des traités. Les traités sont restés, les banques sont restées, les concessions sont restées. Au gouvernement de la Russie siègent les meilleurs hommes de leur classe, mais le caractère de la guerre mondiale n'en a été nullement modifié. Le nouveau « jusqu'auboutisme révolutionnaire » ne sert qu'à abriter derrière la grande conception de la révolution une guerre abjecte et sanglante menée au nom de traités abjects et odieux.

La guerre n'a pas changé du fait de la révolution russe, mais celle-ci a créé des organisations qui n'existent dans aucun autre pays et n'ont pas existé lors de la plupart des révolutions en Occident. La plupart des révolutions se sont bornées à la formation d'un nouveau gouvernement, comme celui de nos Térechtchenko et de nos Konovalov, alors que le pays, désorganisé, restait passif. La révolution russe est allée plus loin. Et ce fait contient en germe la possibilité pour elle de vaincre la guerre. Ce fait, c'est que, à côté du gouvernement des ministres « quasi socialistes », du gouvernement de la guerre impérialiste, du gouvernement de l'offensive, du gouvernement lié au capital anglo-français, à part lui, indépendamment de lui, nous avons, dans toute la Russie, un réseau de Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. La voilà, la révolution qui n'a pas encore dit son dernier mot. En Europe occidentale il n'y a pas eu une telle révolution dans de telles circonstances. Voilà les organisations des classes qui n'ont réellement pas besoin d'annexions ; qui n'ont pas de millions en banque ; qui ne s'intéressent nullement, ma foi, à la question de savoir si le colonel russe Liakhov et l'ambassadeur libéral anglais ont procédé correctement au partage de la Perse. Le gage que cette révolution peut aller plus loin est là, dans le fait que les classes qui ne sont à aucun degré intéressées aux

annexions ont su — en dépit de leur confiance excessive dans le gouvernement des capitalistes, malgré la confusion et le mensonge effroyables qui sont à la base même de la conception du « jusqu'auboutisme révolutionnaire », et bien qu'elles soutiennent l'emprunt, qu'elles soutiennent le gouvernement de la guerre impérialiste — ont su créer malgré tout des organisations dans lesquelles sont représentées les masses des classes opprimées. Ce sont les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans qui, dans de très nombreuses localités de Russie, sont allés beaucoup plus loin qu'à Pétrograd dans leur action révolutionnaire. Cela est tout naturel, car nous avons à Pétrograd l'organisme central des capitalistes.

Et lorsque Skobélev disait hier dans son discours : nous prendrons le profit tout entier, 100% du profit, — il s'est laissé emporter par une belle envolée ministérielle. Lisez la *Retch* d'aujourd'hui ; vous y verrez quels échos a suscités ce passage du discours de Skobélev. On y écrit : « Mais alors c'est la famine, c'est la mort ; 100%, mais c'est tout ! » Le ministre Skobélev va plus loin que le bolchévik le plus extrémiste. C'est une calomnie de prétendre que les bolchéviks sont les plus à gauche. Le ministre Skobélev est bien plus « à gauche ». On a vomi contre moi les plus basses injures parce que j'avais soi-disant proposé de dépouiller, ou peu s'en faut, les capitalistes. Du moins, Choulguine s'est écrié : « Eh bien, qu'on nous dépouille ! » Imaginez-vous un bolchévik accostant le citoyen Choulguine et s'apprêtant à le dépouiller. C'est plutôt le ministre Skobélev que celui-ci devrait accuser de telles intentions. Jamais nous n'avons été aussi loin. Jamais nous n'avons proposé de prendre 100% du profit. Cette promesse est cependant précieuse. Lisez la résolution de notre Parti et vous verrez que nous y proposons, sous une forme mieux argumentée, exactement ce que j'ai proposé. Il faut établir le contrôle sur les banques, et ensuite un impôt équitable sur le revenu *. Un point, c'est tout ! Skobélev propose de prendre cent kopecks par rouble. Nous n'avons proposé ni ne proposons rien de semblable. Et Skobélev lui-même

* Voir le présent tome, p. 316. (*N.R.*)

a simplement cédé à un emballement passager. Il n'a pas sérieusement l'intention de le faire, et s'il en avait l'intention, il ne le pourrait pas, pour cette simple raison que promettre tout cela et vivre en bonne amitié avec Térechtchenko et Konovalov est quelque peu ridicule. Prélever 80% à 90% du revenu des millionnaires est faisable, mais pas si l'on marche bras dessus, bras dessous avec de semblables ministres. Si les Soviets des députés ouvriers et soldats étaient au pouvoir, ils prélèveraient réellement quelque chose, mais pas tout ; cela ne leur est pas nécessaire. Ils prélèveraient une grande partie du revenu. C'est ce qu'aucun autre pouvoir ne peut faire. Quant au ministre Skobélev, il se peut qu'il soit animé des meilleures intentions. Il y a des dizaines d'années que j'observe ces partis, et 30 années déjà que je suis dans le mouvement révolutionnaire. Aussi ne suis-je pas le moins du monde enclin à douter de leurs bonnes intentions. Mais là n'est pas la question ; il ne s'agit pas des bonnes intentions. L'enfer en est pavé. Que toutes les chancelleries soient pleines de papiers signés par les citoyens ministres, cela ne change rien à l'affaire. Commencez, si vous voulez établir le contrôle,. commencez donc ! Notre programme est tel qu'à la lecture du discours de Skobélev, nous pouvons dire : nous ne réclamons rien de plus. Nous sommes bien plus modérés que le ministre Skobélev. Il propose et le contrôle, et les 100%. Nous ne voulons pas, nous, les 100%, mais nous disons : « Tant que vous n'aurez pas commencé à agir, nous ne vous croirons pas. » Voilà la différence entre nous : nous ne croyons pas aux paroles et aux promesses, et ne conseillons pas aux autres d'y croire. L'expérience des républiques parlementaires nous enseigne que l'on ne peut ajouter foi aux déclarations qui restent sur le papier. Vous voulez le contrôle ? Commencez à le réaliser. Un jour suffit pour promulguer une loi établissant. Le Conseil des employés de chaque banque, le Conseil des ouvriers de chaque fabrique et chaque parti reçoivent le droit de contrôle. C'est impossible, nous dira-t-on. Et le secret commercial ? Et la sacro-sainte propriété privée ? Bon, comme vous voudrez, faites votre choix. Si vous voulez protéger tous ces livres, avec les comptes et toutes les opérations des trusts, il ne faut pas bavarder sur le contrôle, ni crier que le pays est en train de périr.

En Allemagne, la situation est pire encore. On peut en Russie se procurer du pain ; en Allemagne, non. On peut faire beaucoup encore, en Russie, avec de l'organisation ; en Allemagne, on ne peut plus rien faire. Il n'y a plus de pain, et tout le peuple est voué à une catastrophe inévitable. On écrit, à l'heure actuelle, que la Russie est au bord de l'abîme. Si cela est vrai, c'est un crime que de protéger la « sacro-sainte » propriété privée. Que signifient dès lors ces propos sur le contrôle ? Auriez-vous oublié que Nicolas Romanov, lui aussi, a beaucoup écrit relativement au contrôle ? Vous trouverez chez lui ces mots mille fois répétés : contrôle de l'Etat, contrôle public, nomination de sénateurs. Dans les deux mois qui ont suivi la révolution, les industriels ont écumé la Russie, s'assurant des intérêts plusieurs fois supérieurs au capital ; chaque rapport de conseil d'administration en témoigne. Mais lorsque, après deux mois de révolution, les ouvriers ont eu l'« insolence » de dire qu'ils entendaient vivre dans des conditions humaines, toute la presse capitaliste du pays a poussé les hauts cris. Dans chaque numéro de la *Retch*, ce ne sont que clameurs sauvages où l'on prétend que les ouvriers pillent le pays, alors que nous ne promettons qu'un contrôle dirigé contre les capitalistes. Moins de promesses et plus d'actes, voulez-vous ? Si vous désirez un contrôle bureaucratique, un contrôle effectué par les mêmes organismes qu'auparavant, notre Parti se déclare profondément convaincu qu'on ne saurait vous prêter appui, y eût-il là-bas, au gouvernement, non une demi-douzaine, mais une douzaine de ministres populistes et menchéviks. Le contrôle, seul le peuple lui-même peut l'exercer. Vous devez organiser ce contrôle — Conseils d'employés de banque, Conseils d'ingénieurs, Conseils d'ouvriers — et, dès maintenant, en commencer l'application. Que tout fonctionnaire porte la responsabilité pénale des fausses dépositions qu'il pourra faire devant chacune de ces institutions. Il y va du salut du pays. Nous voulons savoir de combien de blé, de matières premières, de bras nous disposons, et comment les répartir.

J'en viens maintenant à la dernière question : comment mettre fin à la guerre ? On nous attribue cette idée inepte que nous voudrions une paix séparée. Les brigands capitalistes d'Allemagne font des avances de paix et disent : je

te donnerai un petit morceau de la Turquie et de l'Arménie, si tu me cèdes des territoires riches en minerais. C'est bien là ce dont s'entretiennent les diplomates dans chaque ville neutre ! Nul n'ignore cela que recouvre uniquement une phraséologie diplomatique conventionnelle. Si l'on est diplomate, c'est pour parler un langage diplomatique. Quelle absurdité que de prétendre que nous voulons mettre fin à la guerre par une paix séparée ! Terminer, par un refus unilatéral de poursuivre les opérations militaires, une guerre que mènent les capitalistes des plus riches puissances, une guerre suscitée par des dizaines d'années de développement économique, c'est une telle sottise qu'il serait même ridicule de notre part de la réfuter. Si nous avons cependant rédigé une résolution spéciale pour la réfuter, c'est que nous avons affaire aux larges masses aux yeux desquelles on cherche à nous calomnier. Mais il n'est pas même question d'en parler sérieusement. A la guerre que mènent les capitalistes de tous les pays, on ne peut mettre fin sans une révolution ouvrière contre ces mêmes capitalistes. Tant que le contrôle n'aura pas quitté le domaine de la phrase pour celui des actes, tant que le gouvernement des capitalistes n'aura pas fait place à un gouvernement du prolétariat révolutionnaire, le gouvernement est condamné à répéter sur tous les tons : nous sommes perdus, nous sommes perdus, décidément nous sommes perdus ! Aujourd'hui, dans la « libre » Angleterre, on incarcère des socialistes parce qu'ils disent ce que je dis. En Allemagne, on emprisonne Liebknecht qui a dit ce que je dis ; en Autriche, on emprisonne Friedrich Adler, qui a dit la même chose au moyen du revolver (peut-être même est-il déjà exécuté). La sympathie des masses ouvrières, dans tous les pays, est acquise à ces socialistes, et non à ceux qui sont passés du côté de leurs capitalistes. La révolution ouvrière grandit dans le monde entier. Certes, dans les autres pays, elle est plus difficile. Là-bas, point de déments comme Nicolas et Raspoutine. Là-bas, les meilleurs hommes de leur classe sont aux postes de commande. Là-bas, les conditions d'une révolution contre l'autocratie n'existent pas ; le gouvernement y est déjà celui de la classe capitaliste. Les représentants les plus doués de cette classe y gouvernent depuis long-

temps. Voilà pourquoi la révolution, si elle n'y a pas encore éclaté, est inévitable, quelqu'élevé que soit le nombre des révolutionnaires qui périront comme périt Friedrich Adler, comme périt Karl Liebknecht. L'avenir est à eux, et dans tous les pays les ouvriers sont avec eux. Et dans tous les pays les ouvriers doivent triompher.

En ce qui concerne l'entrée en guerre de l'Amérique, voici ce que je dirai. On invoque la démocratie américaine, la Maison Blanche. Je dis ceci : l'abolition de l'esclavage remonte à un demi-siècle. La guerre déclenchée à cause de l'esclavage s'est terminée en 1865. Depuis lors, il est apparu là-bas des milliardaires. Grâce à leur puissance financière, ils tiennent dans leur poing toute l'Amérique ; ils préparent l'étranglement du Mexique et entreront inévitablement en guerre avec le Japon pour le partage du Pacifique. Voici déjà des dizaines d'années que cette guerre se prépare. Mille textes sont là pour l'attester. Et le véritable but de l'entrée en guerre de l'Amérique est le désir de se préparer à la future guerre contre le Japon. Le peuple américain jouit, malgré tout, d'une liberté notable, et il est difficile de supposer qu'il accepterait le service militaire obligatoire et la création d'une armée pour des visées de conquête, par exemple pour la lutte contre le Japon. L'exemple de l'Europe montre aux Américains à quoi cela mène. Il fallait donc que les capitalistes américains interviennent dans cette guerre afin d'avoir un prétexte pour créer une forte armée permanente, en invoquant le haut idéal de la défense des droits des petites nationalités.

Les paysans refusent de livrer leur blé contre de l'argent ; ils exigent des outils, des chaussures et des vêtements. Il y a dans cette décision une vérité très profonde. Effectivement, le pays est aujourd'hui ruiné au point qu'en Russie on observe, bien qu'à un moindre degré, ce que l'on constate depuis longtemps déjà dans les autres pays : l'argent a perdu son pouvoir. La domination du capitalisme est à ce point minée par tout le cours des événements que les paysans, par exemple, refusent l'argent. « A quoi bon l'argent ? » disent-ils. Et ils ont raison. La domination du capitalisme n'est pas minée parce que certaines gens veulent s'emparer du pouvoir. « S'emparer » du pouvoir serait un non-sens. Mettre fin à la domination du capitalisme serait

impossible si tout le développement économique des pays capitalistes n'y menait. La guerre a accéléré ce processus, et cela a rendu le capitalisme désormais impossible. Aucune force ne détruirait le capitalisme, si l'histoire elle-même ne le minait et ne le sapait.

Et voici un exemple on ne peut plus probant. Ce paysan exprime ce que tous constatent : le pouvoir de l'argent est ébranlé. La seule issue, c'est l'accord des Soviets des députés ouvriers et paysans, pour organiser l'échange du blé contre des outils, des chaussures et des vêtements. Voilà où en viennent les choses ; voilà la sagesse que dicte la vie. Sans cela, des dizaines de millions d'êtres sont condamnés à rester affamés, sans chaussures ni vêtements. Des dizaines de millions d'êtres sont au bord de l'abîme ; il s'agit bien, vraiment, de sauvegarder les intérêts des capitalistes ! La seule issue, c'est que la totalité du pouvoir passe aux mains des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, qui représentent la majorité de la population. Il est possible que, ce faisant, on commette des fautes. Nul ne prétend que l'on puisse accomplir d'emblée une œuvre aussi difficile. Nous n'affirmons rien de tel. On nous dit : Nous voulons que le pouvoir passe aux mains des Soviets, mais ils n'en veulent pas. Nous affirmons que l'expérience leur montrera, et que le peuple tout entier verra, qu'il n'est pas d'autre issue. Nous ne voulons pas nous « emparer » du pouvoir, car toute l'expérience des révolutions nous enseigne que seul est solidement assis un pouvoir qui s'appuie sur la majorité de la population. « S'emparer » du pouvoir serait donc une aventure, et notre Parti ne s'y lancera pas. Si le gouvernement est celui de la majorité, peut-être mènera-t-il une politique qui, les premiers temps, se révélera erronée, mais il n'est pas d'autre issue. Il se produira alors pacifiquement un changement d'orientation politique au sein de ces organisations. On ne saurait imaginer d'autres organisations. Voilà pourquoi nous disons qu'on ne peut concevoir d'autre solution.

Comment mettre fin à la guerre ? Si, le Soviet des députés ouvriers et soldats ayant pris le pouvoir, les Allemands continuaient la guerre, que ferions-nous ? Ceux qui s'intéressent aux vues de notre Parti ont pu lire, ces jours-ci, dans notre organe, la *Pravda*, une citation textuelle de ce

que nous disions à l'étranger dès 1915 : si la classe révolutionnaire de Russie, la classe ouvrière, arrive au pouvoir, elle doit proposer la paix. Et si les capitalistes d'Allemagne, ou de tout autre pays quel qu'il soit, repoussent nos conditions, la classe ouvrière russe sera alors tout entière pour la guerre *. Nous ne proposons pas de terminer la guerre d'un seul coup. Nous ne le promettons pas. Nous ne préconisons pas une chose aussi impossible et irréalisable que de terminer la guerre par la volonté d'une des parties. De telles promesses ne coûtent rien, mais on ne saurait les tenir. S'arracher à cette terrible guerre ne saurait être facile. On se bat depuis trois ans. Ou vous combattrez dix années durant, ou il faut vous résoudre à une pénible, une difficile révolution. Il n'est pas d'autre issue. Nous disons : la guerre, commencée par les gouvernements des capitalistes, ne peut être terminée que par une révolution ouvrière. Que celui qui s'intéresse au mouvement socialiste prenne connaissance du Manifeste de Bâle, adopté à l'unanimité en 1912 par les partis socialistes du monde entier, manifeste que nous avons reproduit dans notre *Pravda*, manifeste qu'il est aujourd'hui impossible de publier dans aucun autre pays belligérant, ni dans la « libre » Angleterre, ni dans la France républicaine, car, dès avant la guerre, il disait la vérité sur la guerre. Il déclarait : ce sera une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, résultant d'une rivalité de capitalistes. Il déclarait : il s'est accumulé tant de poudre que les coups partiront d'eux-mêmes. Il indiquait pour quelle raison éclaterait la guerre et disait qu'elle mènerait à la révolution prolétarienne. Aussi disons-nous aux socialistes qui, après avoir signé ce manifeste, sont passés du côté de leurs gouvernements capitalistes, qu'ils ont trahi le socialisme. Dans le monde entier, il y a eu scission parmi les socialistes. Aux uns, les ministères ; aux autres, la prison. Dans le monde entier, une partie des socialistes prêchent la préparation à la guerre ; les autres, tel le Bebel américain Eugène Debs, si respecté des ouvriers d'Amérique, déclarent : « On peut me fusiller, mais je ne donnerai pas un cent pour cette guerre. Je suis prêt à me battre, mais seulement dans une

* Voir le présent tome, p. 403. (*N.R.*)

guerre du prolétariat contre les capitalistes du monde entier. » C'est ainsi que s'est faite la scission parmi les socialistes dans le monde entier. Les social-patriotes du monde entier pensent qu'ils défendent la patrie. Erreur : ils défendent les intérêts d'une poignée de capitalistes contre une autre. Nous prêchons la révolution prolétarienne, l'unique cause juste pour laquelle des dizaines d'hommes sont montés sur l'échafaud, et des centaines, des milliers d'autres ont été jetés en prison. Ces socialistes emprisonnés sont une minorité, mais ils ont pour eux la classe ouvrière, ils ont pour eux tout le développement économique. Tout cela nous dit qu'il n'est pas d'autre issue. On ne peut mettre fin à cette guerre que par une révolution ouvrière dans plusieurs pays. En attendant, nous devons préparer cette révolution, la faciliter. Avec toute sa haine de la guerre et toute sa volonté de paix, le peuple russe ne pouvait, tant que la guerre était menée par le tsar, rien faire d'autre contre la guerre que préparer la révolution contre le tsar et le renversement de ce dernier. Il en a bien été ainsi. L'histoire vous l'a confirmé hier et elle vous le confirmera demain. Il y a longtemps que nous avions dit : il faut faciliter la révolution russe qui monte. Nous l'avons déclaré à la fin de 1914. C'est pour cela qu'ont été déportés en Sibérie nos députés à la Douma ; l'on nous disait alors : « Ce n'est pas une réponse. Vous invoquez la révolution, alors que les grèves ont pris fin, que les députés sont au bagne, que vous n'avez plus un seul journal ! » L'on nous accusait de vouloir nous dérober. Ces accusations, camarades, nous les avons entendues pendant des années. Nous répliquions : vous pouvez vous indigner, mais tant que le tsar ne sera pas renversé, il n'y a rien à faire contre la guerre. Et notre prédiction s'est confirmée. Elle ne s'est pas encore confirmée entièrement, mais elle a déjà commencé à se confirmer. La révolution commence à modifier le caractère de la guerre que mène la Russie. Les capitalistes continuent encore la guerre, et nous disons : tant qu'une révolution ouvrière n'interviendra pas dans plusieurs pays, la guerre ne peut cesser, car le pouvoir est entre les mains d'hommes qui veulent cette guerre. On nous dit : « Tout semble dormir dans de nombreux pays. En Allemagne, les socialistes sont tous, jusqu'au dernier, pour la guerre ; le seul Liebknecht est

contre. » Je réponds à cela : ce seul Liebknecht représente la classe ouvrière ; les espoirs de tous reposent sur lui seul, sur ses partisans, sur le prolétariat allemand. Vous n'y croyez pas ? Continuez la guerre ! Il n'y a pas d'autre voie. Si vous ne croyez pas en Liebknecht, si vous ne croyez pas en la révolution des ouvriers, en la révolution qui mûrit, si vous ne croyez pas en tout cela, croyez les capitalistes !

Dans cette guerre, il n'y aura d'autre vainqueur que la révolution ouvrière dans plusieurs pays. La guerre n'est pas un jeu ; la guerre est une chose monstrueuse ; elle coûte des millions de vies et il n'est pas si aisé d'y mettre fin.

Les soldats, sur le front, ne peuvent séparer celui-ci de l'Etat et décider à leur manière. Les soldats sur le front, c'est une partie du pays. Tant que l'Etat sera en guerre, le front aura lui aussi à souffrir. Rien à faire là contre. La guerre a été provoquée par les classes dominantes ; seule la révolution de la classe ouvrière y mettra fin. Obtiendrez-vous une paix rapide ? Cela dépend uniquement du cours que prendra le développement de la révolution. On aura beau prononcer des discours sentimentaux, on aura beau vous dire : allons, mettons fin sans tarder à la guerre — cela ne saurait se faire sans le développement de la révolution. Quand le pouvoir passera aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, les capitalistes se prononceront contre nous : contre, le Japon ; contre, la France ; contre, l'Angleterre ; dans tous les pays, les gouvernements se prononceront contre. Les capitalistes seront contre nous ; nous aurons pour nous les ouvriers. Ce sera alors la fin de la guerre déclenchée par les capitalistes. Voilà la réponse à cette question : comment mettre fin à la guerre ?

Paru pour la première fois le 23 avril 1929 dans le n° 93 de la « Pravda »

Conforme au sténogramme

PROCÉDÉS MÉPRISABLES

Tout un congrès de délégués du front [109] vient de flétrir, dans une résolution adoptée le 13 mai à l'unanimité, les vils procédés de la *Retch*, qui a calomnié notre camarade Zinoviev afin de semer la discorde entre l'armée et les bolchéviks. Les gentlemen de la *Retch* n'ont évidemment jamais eu la moindre intention de publier cette résolution d'un congrès du front, bien que celle-ci leur ait été adressée. Cette peu honorable feuille continue par contre sa campagne provocatrice contre notre journal et contre notre camarade Zinoviev ; sa campagne est une incitation à un bon petit pogrom.

« La *Pravda* publie systématiquement sur l'Allemagne les informations que l'on ne peut trouver dans aucun autre journal. D'où et comment la *Pravda* reçoit-elle ses renseignements particuliers (!) ? » demande la *Retch* en termes pleins de sous-entendus, dans un article éloquemment intitulé : « Un journal étrangement bien renseigné ».

D'où, MM. les calomniateurs ?

Des télégrammes et des lettres de notre correspondant, le camarade Radek, social-démocrate polonais qui a passé des années dans les prisons du tsar, qui milite depuis plus de dix ans dans la social-démocratie allemande, qui a été expulsé d'Allemagne en raison de l'agitation révolutionnaire qu'il a menée contre Guillaume et contre la guerre, et qui est parti pour Stockholm spécialement pour nous informer de là-bas. Des lettres, MM. les cadets, et des télégrammes que vos larbins, qui font leurs quatre volontés à la frontière russo-suédoise, ne réussissent pas toujours à intercepter ; des coupures de journaux, ainsi que des journaux et des tracts illégaux allemands que nous font parvenir nos

amis, les partisans de Karl Liebknecht, exactement de la même façon que le socialiste internationaliste *français* Henri Guilbeaux, ami de Romain Rolland et en communion d'idées avec le camarade Loriot, l'internationaliste français bien connu, nous fournit sur la France la même documentation.

« L'état-major général allemand a interdit la fraternisation », avons-nous écrit dans la *Pravda*, d'après une information publiée ces jours-ci dans tous les journaux russes. Et les calomniateurs de la *Retch* d'ouvrir de grands yeux et d'« opposer » à cela la déclaration du ministre russe de la Guerre, selon laquelle « tous les secteurs du front où s'est produite la fraternisation ont été pilonnés par l'artillerie ennemie ».

Nous ne savons naturellement pas si cette dernière information est exacte. Mais *si* elle l'est, elle *confirme*, au lieu de l'infirmer, le fait que l'état-major général allemand est contre la fraternisation. Chacun le comprendra : en bombardant les secteurs où l'on a fraternisé, l'état-major général allemand *désapprend* la fraternisation aux soldats russes et à ceux des soldats allemands qui, honnêtement, ne veulent pas en faire un piège.

Vous ne retombez pas sur vos pieds, MM. les faux-monnayeurs cadets !

Citons un mensonge encore, pour conclure : « Zinoviev n'a pas pu, comme on le sait, terminer son discours au Congrès paysan », écrit l'organe de Milioukov. « Comme on le sait », vous mentez une fois de plus, MM. les cadets, de même que vous avez menti à propos du congrès du front. Votre cause est bien malade, messieurs, si vous devez, pour la défendre, recourir à d'aussi impudents, d'aussi méprisables procédés.

« Pravda » n° 58,
29 (16) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

CATASTROPHE INÉLUCTABLE ET PROMESSES DÉMESURÉES

ARTICLE Ier

L'inéluctable débâcle et la catastrophe d'une ampleur sans précédent dont nous sommes menacés posent une question d'une telle gravité qu'il faut, pour l'élucider complètement, y revenir de plus en plus souvent. Nous avons déjà indiqué, dans le dernier numéro de la *Pravda*, que le *programme* du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats ne diffère déjà plus *en rien* de celui du « terrible » bolchévisme *.

Nous devons dire aujourd'hui que le programme du ministre menchévik Skobélev va *plus loin* que le bolchévisme. Le voici, tel que nous le transmet le journal ministériel *Retch* :

« Le ministre (Skobélev) déclare... que l'économie nationale est au bord de l'abîme. Une intervention s'impose dans tous les domaines de la vie économique, les caisses du Trésor étant vides. Il faut améliorer la situation des masses laborieuses, et, à cet effet, il est nécessaire de prélever les bénéfices sur les caisses patronales et sur les banques. (Une voix : « Par quel moyen ? ») Au moyen d'une taxation impitoyable des biens, répond le ministre du Travail Skobélev. La science financière connaît ce moyen. Le taux d'imposition des classes possédantes doit être augmenté jusqu'à concurrence de 100% des bénéfices. (Une voix : « Ça veut dire tout prendre. ») A notre grand regret, déclare Skobélev, certaines sociétés anonymes ont déjà distribué leurs dividendes aux actionnaires. Mais nous devons, pour cette raison même, frapper les classes possédantes d'un impôt progressif individuel. Nous irons plus loin encore, et si le capital entend maintenir le mode bourgeois de gestion de l'économie, qu'il travaille sans intérêts, afin de ne pas perdre ses clients... Nous devons imposer

* Voir le présent tome, p. 405. (*N.R.*)

l'obligation du travail à MM. les actionnaires, les banquiers et les usiniers que décourage la disparition des stimulants qui les incitaient naguère à travailler... Nous devons obliger MM. les actionnaires à se soumettre à l'Etat ; nous devons leur créer une obligation, celle du travail. »

Nous conseillons aux ouvriers de lire et de relire ce programme, de le discuter, d'en approfondir les conditions de réalisation.

Tout est dans les conditions de réalisation, dans le début immédiat de la réalisation.

Ce programme, en lui-même, n'est pas seulement magnifique et coïncide avec celui du bolchévisme ; il va même sur un point *plus loin* que le nôtre lorsqu'il promet de « prélever les bénéfices sur les banques » jusqu'à concurrence de « 100% ».

Notre Parti est beaucoup plus modeste. Sa résolution présente des revendications moindres, à savoir seulement l'établissement d'un contrôle sur les banques et une « transition graduelle » (écoutez ! écoutez ! les bolchéviks sont pour une gradation !) « vers une taxation progressive plus équitable des revenus et des biens ».

Notre Parti est plus modéré que Skobélev.

Skobélev prodigue les promesses immodérées et même démesurées, *sans comprendre quelles sont les conditions qui en permettent la réalisation effective.*

Tout est là.

Il est *impossible*, non seulement d'exécuter le programme de Skobélev, mais même d'entreprendre, d'une façon générale, des démarches tant soit peu sérieuses dans ce sens, en travaillant la main dans la main avec les 10 ministres du parti des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, et en se servant de l'appareil de fonctionnaires bureaucrates dont le gouvernement capitaliste (avec des menchéviks et des populistes en annexe) est obligé de se contenter.

Un peu moins de promesses, citoyen Skobélev, et un peu plus de sens pratique ! Un peu moins de phrases ronflantes, et un peu plus de compréhension de la *façon* dont il convient de se mettre *à l'œuvre.*

On peut et on doit se mettre immédiatement à l'œuvre, sans perdre un seul jour, pour sauver le pays de l'effroyable catastrophe dont il est menacé. Tout se réduit à ceci :

le « nouveau » Gouvernement provisoire *ne veut pas* se mettre à l'œuvre, et s'il le voulait, *il ne le pourrait pas*, étant paralysé et ligoté par la défense des intérêts du capital..

On peut et on doit appeler en un seul jour le peuple entier à se mettre à l'œuvre, promulguer en un seul jour un décret convoquant *sans délai* :

1° Des conseils et des congrès d'employés de banque, aussi bien de différentes banques que le congrès des banques de Russie. Mandat : élaborer sur-le-champ les mesures pratiques nécessaires à la fusion de toutes les banques et de tous les établissements de crédit en une seule banque d'Etat, et au contrôle le plus strict de toutes les opérations bancaires ; publier tout de suite les résultats du contrôle.

2° Des conseils et des congrès des employés de tous les syndicats d'industriels et de tous les trusts. Mandat : élaborer des mesures tendant à assurer le contrôle et des comptes rendus périodiques ; publier tout de suite les résultats du contrôle.

3° Ce décret doit conférer le droit de contrôle non seulement à tous les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, mais aussi aux conseils des ouvriers de chaque grande fabrique, ainsi qu'aux représentants de chaque grand parti politique (en considérant par exemple, comme tel tout parti ayant présenté aux élections du 12 mai à Pétrograd des listes indépendantes dans deux arrondissements au moins) ; tous les livres de commerce et tous les documents doivent être soumis à ce contrôle.

4° Le décret doit inviter tous les actionnaires, tous les directeurs et tous les membres des conseils d'administration à publier les noms des possesseurs de 10 000 (ou 5 000) roubles d'actions et plus, en énumérant les actions et les sociétés auxquelles ces personnes sont « intéressées » ; les dépositions inexactes (devant les organismes de contrôle des employés de banque et autres) entraîneraient la confiscation de tous les biens et une peine de 5 années d'emprisonnement au minimum.

5° Le décret doit inviter le peuple entier à instituer sur-le-champ l'obligation générale du travail par l'intermédiaire des organes d'auto-administration locale, et à créer pour le contrôle et l'application de cette mesure une milice populaire à laquelle participera la population entière

(milice à créer immédiatement dans les campagnes et dans les villes, par l'intermédiaire de la milice ouvrière, etc.).

Sans l'obligation générale du travail, le pays *ne peut être sauvé*. Et sans une milice du peuple tout entier, l'obligation générale du travail ne saurait être appliquée. Cela, chacun le comprendra, à moins d'être atteint de crétinisme ministériel ou d'un trouble mental dû à la confiance dans l'éloquence ministérielle.

Quiconque veut effectivement épargner la catastrophe à des dizaines de millions d'hommes *devra* en arriver à défendre ces mesures.

Nous traiterons dans l'article suivant du passage graduel à une répartition plus équitable des impôts et de la façon dont il faudrait promouvoir au sein du peuple, pour les substituer peu à peu aux ministres, les organisateurs vraiment capables (choisis parmi les ouvriers comme parmi les capitalistes) qui se seront révélés par leur succès dans le travail que nous venons d'esquisser.

ARTICLE II

Quand Skobélev en arriva à préconiser au cours de son discours, dans une envolée toute ministérielle, un prélèvement de 100% sur les bénéfices des capitalistes, il nous donna un bel échantillon de phrases à effet. Dans les parlements des républiques bourgeoises, ces phrases-là servent constamment à tromper le peuple.

Mais il y a ici quelque chose de pire que des phrases creuses. « Si le capital entend maintenir le mode bourgeois de gestion de l'économie, qu'il travaille sans intérêts, afin de ne pas perdre ses clients », a dit Skobélev. On croit entendre une « terrible » menace adressée aux capitalistes ; ce n'est en réalité qu'une tentative (sans doute inconsciente de la part de Skobélev, et sûrement consciente de la part des capitalistes) de *maintenir la toute-puissance* du capital en faisant pendant un court laps de temps le sacrifice du profit.

Les ouvriers « prennent trop », se disent les capitalistes. Imposons-leur les responsabilités sans leur donner ni le pouvoir ni la possibilité de diriger réellement l'ensemble

de la production. Nous nous passerons, nous autres capitalistes, de bénéfices pendant un certain temps, mais, « en maintenant le mode bourgeois de gestion de l'économie, sans perdre nos clients », nous hâterons la faillite de cet état transitoire de l'industrie, nous le désorganiserons de toutes les façons, tout en rejetant la faute sur les ouvriers.

Tel est bien le calcul des capitalistes, comme le démontrent les faits. Les patrons des houillères du Sud sabotent précisément la production, « *ils la négligent et la désorganisent sciemment* » (voir dans la *Novaïa Jizn* du 16 mai le compte rendu des déclarations d'une *délégation ouvrière* [110]. Le tableau est clair : la *Reïch*ment pour deux et rejette les responsabilités sur les ouvriers. Les patrons des houillères « désorganisent sciemment la production ». Et Skobélev de s'égosiller : « Si le capital entend maintenir le mode bourgeois de gestion de l'économie, qu'il travaille sans intérêts. » Le tableau est clair !

Il est *avantageux* pour les capitalistes et les fonctionnaires de détourner à l'aide de « promesses démesurées » l'attention du peuple du fait *essentiel*, à savoir le passage réel du contrôle réel aux mains des ouvriers.

Les ouvriers doivent rejeter la phraséologie, les promesses, les déclarations, les projets fantaisistes des fonctionnaires de la capitale, toujours prêts à rédiger des plans, des principes, des statuts, des règlements, tous plus mirifiques les uns que les autres. A bas tous ces mensonges ! A bas tous ces projets tapageurs d'essence bureaucratique et bourgeoise, qui se sont partout effondrés avec fracas ! A bas cette façon de mettre les affaires sérieuses sous le boisseau ! Les ouvriers doivent exiger l'institution *immédiate*, *effective*, d'un contrôle obligatoirement exercé *par les ouvriers eux-mêmes*.

C'est ce qui importe le plus pour aboutir au succès, pour conjurer la catastrophe. Sans cela, le reste n'est que duperie. Mais, cette condition réalisée, nous ne nous hâterons pas du tout de « prendre 100% des bénéfices ». Nous pouvons et devons être plus modérés, passer *graduellement* à une imposition plus équitable, distinguer les petits actionnaires des richards, ne prendre que *très peu* aux premiers, prendre beaucoup (mais *pas* obligatoirement tout) aux seconds *seulement*. Le nombre des actionnaires richissimes

est infime ; leur rôle est *énorme*, comme leur fortune. On peut dire sans craindre de se tromper que, si l'on dressait une liste des *5 000 ou même des 3 000* (et peut-être même d'un mille) personnes les plus riches de la Russie, ou si l'on se donnait la peine de déceler (à l'aide du contrôle exercé *par en bas*, par les employés des banques, des syndicats d'industriels, etc.) tous les tenants et aboutissants de leur capital financier, de leurs relations bancaires, on découvrirait la clé de voûte de la domination du capital, la masse principale des richesses accumulées par l'exploitation du travail d'autrui, toutes les racines vraiment importantes du «contrôle» de la production sociale et de la répartition des produits.

C'est *ce* contrôle qu'il faut transmettre aux ouvriers. C'est cette clé de voûte, ce sont ces racines que le capital exige de cacher au peuple. « Consentons plutôt à sacrifier pendant quelque temps « tout » notre profit ou 99% de notre revenu, plutôt que de dévoiler au peuple ces racines de notre pouvoir. » Ainsi raisonnent la classe capitaliste et son serviteur inconscient : le fonctionnaire.

Quant à *nous*, nous ne renoncerons en aucun cas à notre droit et à notre revendication : Ouvrir au peuple la citadelle précisément la plus importante du capital financier ; la placer, elle précisément, sous le contrôle ouvrier. Ainsi raisonne et raisonnera l'ouvrier conscient. Chaque jour qui passe révélera la justesse de ce raisonnement à une masse croissante de pauvres, à une majorité croissante de la population et, plus généralement, à un nombre croissant d'honnêtes gens qui cherchent de bonne foi à conjurer la catastrophe.

Il faut s'emparer précisément de la citadelle principale du capital financier. Faute de quoi, toutes les phrases et tous les projets de salut échafaudés pour conjurer la catastrophe ne seront que tromperie. Quant aux capitalistes considérés individuellement, et même quant à la majorité des capitalistes, non seulement le prolétariat n'a pas l'intention de les « dépouiller » (comme disait Choulguine pour « s'effrayer » lui-même et « effrayer » les siens), non seulement il n'a pas l'intention de les priver « de tout », mais il compte bien, au contraire, leur assigner une tâche utile et honorable à remplir sous le contrôle des ouvriers eux-mêmes.

L'*organisation* est la chose la plus utile et la plus nécessaire au peuple, au moment d'une catastrophe immi-

nente. Des prodiges d'organisation prolétarienne, voilà maintenant notre mot d'ordre, voilà ce qui sera davantage encore notre mot d'ordre et notre exigence quand le prolétariat sera au pouvoir. Si les masses ne sont pas organisées, il est impossible d'instituer l'obligation générale du travail, devenue absolument nécessaire, impossible d'assurer un contrôle tant soit peu sérieux des banques, des syndicats d'industriels, de la production et de la répartition.

Aussi faut-il commencer, et ce sur-le-champ, par la milice ouvrière, pour nous acheminer d'un pas ferme et souple, en observant la gradation nécessaire, vers l'institution d'une milice populaire, vers la substitution de l'armement général du peuple à la police et à l'armée permanente. Aussi faut-il promouvoir les organisateurs de talent issus de *toutes* les couches du peuple, de *toutes* les classes, sans en exclure le moins du monde les capitalistes qui ont *actuellement* le plus d'expérience en la matière. Ces talents sont nombreux au sein du peuple. Ces capacités sommeillent chez les prolétaires et chez les paysans, sans trouver d'application. Il faut les promouvoir par en bas, en prenant pour critère la pratique, l'habileté à supprimer les files d'attente dans telle localité ou à mettre sur pied des comités d'immeuble, à unir les gens de maison, à organiser des entreprises agricoles modèles dans les campagnes, à faire fonctionner une usine passée aux mains des ouvriers, et ainsi de suite. Ces organisateurs promus par en bas, par la vie pratique, par la vérification de leurs capacités, doivent tous devenir des « ministres », non au vieux sens du mot, non qu'on veuille leur offrir un portefeuille, mais en ce sens qu'ils seront des instructeurs du peuple, des organisateurs itinérants, aidant à réaliser *en tous lieux* l'ordre le plus rigoureux, la plus grande économie de travail humain, la discipline fraternelle la plus stricte.

Voilà ce que le parti du prolétariat doit prêcher au peuple pour le sauver de la catastrophe. Voilà ce qu'il doit réaliser partiellement dès maintenant, dans les localités où il obtient le pouvoir. Voilà ce qu'il devra réaliser intégralement quand il obtiendra le pouvoir dans l'Etat.

« Pravda » nos 58 et 59, 29 et 30 (16 et 17) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

À PROPOS DE L'UNIFICATION DES INTERNATIONALISTES

La Conférence de Russie de notre Parti a reconnu que le rapprochement et l'union avec les groupes et les courants qui se placent réellement sur le terrain de l'internationalisme sont indispensables, sur la base de la rupture avec la politique petite-bourgeoise de trahison du socialisme *.

La question de l'unification a été également discutée ces jours-ci à la conférence de l'organisation interarrondissements des social-démocrates unifiés de Pétrograd (les « mejrayontsy »).

En exécution de la décision de la Conférence de Russie de notre Parti, notre Comité central, estimant la fusion avec les « mejrayontsy » extrêmement souhaitable, a formulé les propositions suivantes (ces propositions ont d'abord été faites aux « mejrayontsy » uniquement an nom du camarade Lénine et de quelques membres du Comité central, mais elles ont ensuite été approuvées aussi par la majorité des membres du Comité central) :

« Il est désirable que l'unification se fasse immédiatement.

Le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie sera invité à introduire immédiatement dans chaque rédaction des deux journaux (la *Pravda* actuelle, appelée à devenir un organe *populaire*, destiné au pays entier, et l'organe central du Parti, qui sera créé prochainement) un représentant des « mejrayontsy ».

Le Comité central sera invité à constituer une commission spéciale d'organisation en vue de convoquer (dans un mois et demi) un congrès du Parti. La conférence de l'organisation des « mejrayontsy » aura le droit de désigner

* Voir le présent tome, p. 296. (*N.R.*)

deux délégués dans cette commission. Si les menchéviks du groupe Martov rompent avec les « jusqu'auboutistes », il est souhaitable et nécessaire d'admettre leurs délégués dans ladite commission.

La liberté de discussion sur les questions litigieuses sera assurée par la publication de bulletins aux éditions *Priboï*, et par une tribune libre dans la revue *Prosvechtchénié* (*Kommounist*) dont la publication doit reprendre [111]. »

(Projet lu par Lénine en son nom propre et au nom de quelques membres du Comité central, le 10 mai 1917.)

Les « mejrayontsy » ont, de leur côté, adopté une autre résolution, dans laquelle il est dit :

« Sur l'unité. Reconnaissant que seule la cohésion la plus étroite de toutes les forces révolutionnaires du prolétariat :

1° fera de lui un combattant d'avant-garde qui frayera la voie vers le socialisme ;

2° lui donnera la possibilité de devenir le guide de la démocratie russe dans sa lutte contre toutes les survivances d'un régime semi-féodal et contre l'héritage du tsarisme ;

3° lui permettra de mener la révolution jusqu'à son terme et de résoudre entièrement les problèmes de la guerre et de la paix, de la confiscation des terres, de la journée de 8 heures, etc.,

la conférence estime :

a) que la cohésion des forces, si nécessaire au prolétariat, ne peut être réalisée que sous le drapeau de Zimmerwald et de Kienthal, d'après le programme et les décisions du Parti de 1908, 1910, 1912 et 1913;

b) que pas une organisation ouvrière, qu'il s'agisse d'un syndicat, d'un club éducatif ou d'une coopérative de consommation, pas un journal ouvrier, pas une revue ouvrière ne doit rester en dehors du rassemblement qui se fera sous ce drapeau ;

c) en même temps, la conférence se prononce résolument et ardemment en faveur de l'unité sur la base des décisions précitées. »

Quelle est la décision qui mène le plus vite à l'unité ? Voilà la question que doivent maintenant débattre et trancher tous les ouvriers internationalistes.

Les résolutions politiques des « mejrayontsy » ont pris, quant au fond, une orientation juste conduisant à la rupture avec les jusqu'auboutistes.

Nous sommes d'avis que, dans ces conditions, rien ne saurait justifier la moindre division des forces.

« Pravda » n° 60, 31 (18) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda », confronté avec le manuscrit

MÉLI-MÉLO DANS LES TÊTES

(ENCORE À PROPOS DES ANNEXIONS)

Les rédacteurs des *Izvestia*, journal dirigé par le bloc des populistes et des menchéviks, battent tous les records de la confusion. Ils tentent, dans leur n° 67 du 16 mai, de polémiquer avec la *Pravda*, sans la nommer, bien entendu, selon la fâcheuse habitude « ministérielle ». La *Pravda* s'inspire, voyez-vous, d'une *conception* très vague des annexions, et c'est là une source d'erreurs.

Mille excuses, citoyens ministres et rédacteurs ministrables, mais un fait reste un fait, et c'est un fait que notre Parti est *le seul* à avoir donné dans des résolutions précises, officielles, une définition de l'annexion. On appelle annexion le maintien par la force d'un peuple étranger dans les frontières d'un État donné. Aucun homme sachant lire et comprenant le russe *ne* pouvait *ne pas* le comprendre en lisant le supplément au n° 13 de la *Soldatskaïa Pravda* (résolutions de la Conférence de Russie, tenue du 24 au 29 avril 1917) *.

En quoi consiste l'objection des rédacteurs populistes et menchéviks des *Izvestia* ? Uniquement en ceci qu'il faudrait, paraît-il, de notre point de vue, « faire la guerre jusqu'au moment où l'Allemagne sera redevenue le duché de Brandebourg... et la Russie la grande principauté de Moscovie » ! On appelle annexion, enseigne la rédaction des *Izvestia* à ses lecteurs, « la conquête par la force d'un territoire qui, le jour de la déclaration de guerre, appartenait à un autre État » (bref : sans annexions — *statu quo*, c'est-à-dire rétablissement de la situation d'avant-guerre).

* Voir le présent tome, p. 273. (*N.R.*)

Il est imprudent, vraiment imprudent, de la part des chefs populistes et menchéviks du Comité exécutif, de confier la rédaction de leur organe à des gens qui ont dans la tête un pareil méli-mélo.

Appliquons à *leur* définition *leur propre* objection telle qu'ils nous l'ont opposée : il faudrait donc « faire la guerre jusqu'au moment où la Russie aura restitué la Pologne, et où l'Allemagne aura restitué le Togo et les colonies d'Afrique » ? ? C'est une absurdité manifeste, et pas seulement sur le plan théorique, mais aussi dans le domaine pratique, car les soldats de n'importe quel pays mettront à la porte des rédacteurs raisonnant de cette façon.

Montrons en quoi leur raisonnement est erroné :

1. La définition théorique de l'annexion comprend la notion de peuple « étranger », c'est-à-dire d'un peuple qui a gardé son caractère particulier et sa volonté d'indépendance. Songez-y, concitoyens, et lisez, si la question ne vous paraît pas encore claire, les réflexions de Marx et d'Engels sur l'Irlande, sur les régions danoises de l'Allemagne, sur les colonies. Vous vous apercevrez alors de la confusion dans laquelle vous êtes tombés. Ni le duché de Brandebourg, ni la principauté de Moscovie n'ont rien à voir là-dedans. 2. Confondre la *notion* d'annexion avec la question du « moment jusqu'où il faut faire la guerre » est absurde. C'est ne pas comprendre le lien qui existe entre la guerre et les intérêts ainsi que la domination de classes déterminées ; c'est passer du point de vue de la *lutte des classes* à un point de vue petit-bourgeois « au-dessus des classes ». *Tant* que la classe capitaliste est au pouvoir, les peuples feront inévitablement la guerre « jusqu'au moment où » cela conviendra à cette classe. S'évader de là par des vœux, des revendications et des conférences, est une illusion de petit bourgeois. 3. *Tant* que la classe des capitalistes est au pouvoir, *leur* paix sera *inévitablement* un « échange d'annexions » : Arménie contre Lorraine, colonie contre colonie, Galicie contre Courlande, etc. Il est permis à un ignorant de fermer les yeux sur ce fait ; ce n'est pas permis aux rédacteurs des *Izvestia*. 4. Quand le prolétariat sera au pouvoir, ce à quoi mène et mènera partout la guerre, la vraie « paix sans annexions » sera *possible* ; autrement, elle est *impossible*.

Quand notre Parti dit : « paix sans annexions », il a soin de toujours expliquer (afin d'avertir les gens qui ont un méli-mélo dans la tête) que ce mot d'ordre doit être *indissolublement* rattaché à la révolution prolétarienne. C'est seulement en liaison avec elle qu'il est nécessaire et juste, c'est seulement sa ligne *à elle* qu'il indique, c'est elle seulement qu'il aide à croître et à se développer. Quiconque hésite et balance, ne sachant s'il doit placer son espoir dans les capitalistes ou dans la révolution ouvrière, se condamne à l'impuissance et à la confusion pour tout ce qui concerne la question des annexions.

P.-S. Le *Diélo Naroda* du 17 mai considère, d'accord avec les *Izvestia*, que « sans annexions » équivaut à *statu quo*. Essayez donc, MM. les socialistes-révolutionnaires ou MM. les menchéviks, de le dire nettement, clairement, ouvertement, au nom de votre parti, de votre Comité de Pétrograd, de votre congrès !

« Pravda » n° 60, 31 (18) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA LUTTE CONTRE LA DÉBÂCLE ÉCONOMIQUE PAR LA MULTIPLICATION DES COMMISSIONS

Les *Izvestia* du 17 mai publient une résolution très longue, très ennuyeuse et très inintelligente de la section économique du Soviet sur la lutte contre la débâcle économique.

Pour une lutte, c'en est une ! De magnifiques idées et des plans excellents sont étouffés sous un réseau d'institutions bureaucratiques et mortes. « La section économique se transforme »... écoutez, écoutez ! « en une section d'organisation de l'économie nationale »...

Très bien ! Nous voilà dans la bonne voie ! Rassure-toi, ô pays! La section *a changé de dé-no-mi-na-tion.*

Mais peut-on, d'une façon générale, « organiser l'économie nationale » sans détenir le pouvoir d'Etat ? Le Comité exécutif a oublié de se le demander.

...La section est divisée en *six* « sous-sections »... Tel est l'article 1er de la résolution ; art. 2: établir une « étroite liaison sur le plan de l'organisation » ; art. 3: élaborer les « principes fondamentaux » de la réglementation ; art. 4 : établir avec les ministres « un contact étroit en matière d'organisation ». (Ce n'est pas, je vous le jure, tiré d'une fable du Moujik Vredny [112]; je cite bien le n° 68 des *Izvestia*, daté du 17 mai, 3e page, 3e colonne, article 4...) Art. 5: « le gouvernement constitue des commissions » ; art. 6 : « un projet de loi doit être très prochainement élaboré » ; art. 7 : aborder immédiatement « l'élaboration des principes fondamentaux des projets de loi » se rapportant aux cinq points indiqués...

O sages ! ô législateurs ! ô Louis Blancs !

« Pravda » n° 60, 31 (18) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

ENCORE UN RENIEMENT DE LA DÉMOCRATIE

Les rédacteurs populistes et menchéviks des *Izvestia* veulent être tenus pour socialistes, mais ils ne savent pas même être des démocrates. Dans leur numéro 68, du 17 mai, ils prêchent la « circonspection » à l'égard du « mot d'ordre des élections partielles ». « Les députés, serinent-ils aux ouvriers, doivent être élus pour un laps de temps défini, pour deux ou trois mois par exemple, mais en aucun cas (! !) pour une semaine, d'un meeting à l'autre. »

Convient-il à un organe officiel de s'émouvoir à propos des nouvelles élections et de recommander la « circonspection »... envers quoi ? Envers l'expression de la méfiance que *lui* témoignent les masses !

C'est là une première question.

En voici une deuxième : n'est-il pas vrai qu'un démocratisme conscient oblige à ne parler de circonspection en matière de nouvelles élections (si tant est qu'il faille en parler) que d'un point de vue *de parti* ? Il faudrait dire : Nous, bloc des populistes et des menchéviks, nous considérons notre politique, celle du bloc, comme juste pour telles et telles raisons, et celle des bolchéviks comme fausse pour telles et telles raisons. Pourquoi les rédacteurs des *Izvestia*, reniant la démocratie, invoquent-ils, au lieu d'en appeler à l'esprit de parti, cet étrange argument que l'erreur, en matière d'élection, est l'« exception » ? Peuvent-ils ignorer que les ouvriers pensent et disent partout, au sujet de l'entrée des Skobélev et des Tchernov dans un ministère capitaliste, que cette « erreur » n'est *nullement* une « exception » ?

Troisième question : un démocrate ne doit-il pas, s'il veut parler des nouvelles élections, reconnaître et souligner le principe de la démocratie, c'est-à-dire le droit pour la population de révoquer *à tout moment* ses élus, ses mandataires, ses représentants quels qu'ils soient ?

Les rédacteurs des *Izvestia* ne se rappellent-ils pas, s'ils comptent avec l'opinion des fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, ce que ces socialistes authentiques ont écrit sur ce droit ?

« Pravda » n° 60,
31 (18) mai 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

COMMENT LES CAPITALISTES CHERCHENT À INTIMIDER LE PEUPLE

La *Finansovaïa Gazéta* écrit dans son éditorial du 17 mai :

« La révolution politique, si désirée de tous et si attendue, revêt la forme d'une révolution sociale sans précédent. Légitime et naturelle dans un pays libre, la « lutte des classes » a revêtu chez nous le caractère d'une guerre des classes. La faillite financière approche. L'effondrement économique est inévitable...

Il suffisait à la révolution politique d'obtenir l'abdication de Nicolas II et d'arrêter une dizaine de ses ministres. Ces résultats pouvaient être aisément obtenus en une seule journée. Par contre, la révolution sociale exige que des dizaines de millions de citoyens abdiquent tous leurs droits de propriété, et requiert l'arrestation de tous les non-socialistes. Des dizaines d'années n'y suffiront pas. »

C'est faux, aimables concitoyens, c'est absolument faux ! Il vous plaît de baptiser « révolution sociale » le passage du *contrôle* de l'industrie aux mains des ouvriers. Ce faisant, vous commettez trois énormes erreurs :

En premier lieu, la révolution du 27 février fut aussi une révolution sociale. Toute révolution politique, si elle ne se réduit pas à une simple relève de coteries, est une révolution sociale ; il s'agit seulement de savoir *de quelle classe*. La révolution du 27 février 1917 a fait passer le pouvoir des mains des féodaux de la propriété foncière, Nicolas II en tête, à celles de la bourgeoisie. Ce fut une révolution sociale *de la bourgeoisie*.

Usant d'une terminologie maladroite et fausse au point de vue scientifique, confondant révolution « sociale » et révolution « socialiste », la *Finansovaïa Gazéta* cherche à *cacher* au peuple le fait évident que les ouvriers et les paysans ne peuvent pas se contenter de la prise du pouvoir par la bourgeoisie.

Ce fait simple et clair, MM. les capitalistes le taisent, se leurrant ainsi eux-mêmes et trompant le peuple.

En second lieu, il faut dire que la grande guerre impérialiste de 1914-1917 est, elle aussi, « sans précédent ». Cette ruine, ces sanglantes horreurs, ces calamités, *cette faillite de toute la civilisation* sont « sans précédent ». Et ce n'est pas l'impatience ni la propagande de qui que ce soit, mais les conditions objectives, le caractère exceptionnel de cette faillite de toute la civilisation, qui nécessitent le contrôle de la production et de la répartition, le contrôle des banques, des fabriques, etc.

Autrement, soit dit sans la moindre exagération, la catastrophe pour des dizaines de millions d'hommes est inévitable.

Or, étant donné la liberté née de la « révolution politique » du 27 février et l'existence des Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, etc., ce contrôle est *impossible* sans l'hégémonie des ouvriers et des paysans, la minorité de la population se soumettant à la majorité. Vous n'y changerez rien, quelle que soit votre indignation.

En troisième lieu, et c'est l'essentiel, une révolution même socialiste *n'*a nullement besoin que « des dizaines de millions de citoyens abdiquent tous leurs droits de propriété ». Même le socialisme (or, le contrôle des banques et des fabriques *n'est pas encore* le socialisme) n'exige rien de semblable.

Dire le contraire, c'est calomnier le socialisme de la façon la plus impudente. Aucun socialiste n'a jamais proposé de confisquer leurs biens (= « obtenir l'abdication de tous leurs droits de propriété ») à des « dizaines des millions » de citoyens, en d'autres termes aux petits et moyens paysans.

Pas le moins du monde !

Tous les socialistes ont toujours démenti les absurdités de ce genre.

Les socialistes *ne* veulent d'« abdication » *que* de la part des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. La désorganisation et le sabotage de la production par le patronat des houillères, pour prendre un exemple, constituent une insulte à l'égard du peuple ; il suffit, pour y répondre par un coup décisif, d'obtenir l'« abdication » de

quelques centaines, tout au plus d'un ou de deux milliers de millionnaires, de magnats de la banque, du négoce et de l'industrie.

C'est pleinement suffisant pour briser la résistance du Capital. *Point n'est besoin* de priver, même cette *poignée de richards*, de « *tous* » leurs droits de propriété ; on peut leur laisser la propriété de quantité d'articles de consommation et d'un modeste revenu.

Il ne s'agit que de briser la résistance de quelques centaines de millionnaires. Et rien que de cela. C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que la faillite *peut* être évitée.

« Pravda » n° 61, 1er juin (19 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

ENCORE UN CRIME DES CAPITALISTES

Le rapport de la délégation ouvrière du Donetz démasquait récemment à Pétrograd MM. les propriétaires des houillères qui *désorganisent* criminellement et arrêtent la production, en condamnant (pour défendre leur droit « sacré » à de fabuleux profits) les ouvriers au chômage, le pays à la famine et l'industrie à une crise par suite de la pénurie de charbon.

Un télégramme reçu aujourd'hui nous informe de l'attitude non moins insolente et criminelle du patronat des houillères à un autre bout de la Russie. Voici ce télégramme, adressé au Soviet des députés ouvriers et soldats et à trois ministres (les corrections que nous apportons au texte sont entre parenthèses).

« (Le Soviet des) députés soldats et le syndicat du personnel des mines Michelson à Soudjensk ont, le 29 avril, révoqué 9 membres de l'administration des mines pour gestion criminelle et provocatrice menaçant d'entraîner la cessation du travail. L'administration est confiée au conseil des ingénieurs, conférence technique placée sous le contrôle direct du Soviet des députés ouvriers et soldats. La commission des organisations dirigeantes de Tomsk a confirmé, après enquête, notre décision.

Par télégramme du 11 mai, Michelson a refusé de payer les ouvriers ; nous exigeons, dit-il, une restauration complète. La restauration est impossible *. Les mines sont menacées par l'anarchie, les ouvriers par les calamités. Prenez d'urgence des mesures en envoyant un demi-million de roubles ; décidez du sort des mines ; décidez la confiscation. Les mines travaillent pour la défense, la production quotidienne est de 135 000 pouds, un arrêt menacerait le fonctionnement des voies ferrées, des usines. Le travail est normal pour le moment. Les salaires pour mars-avril ne sont pas entièrement réglés. Le Soviet des députés ouvriers et soldats, le syndicat du personnel. »

* Le sens de cette phrase n'est pas clair : ne veut-elle pas dire que si le travail cessait, la reprise en serait ensuite difficile et peut être impossible ?

On ne saurait trouver d'expression plus juste que celle dont se servent dans ce télégramme le Soviet des députés ouvriers et soldats et le syndicat du personnel : la « gestion criminelle et provocatrice » des capitalistes.

Et tous les membres du Gouvernement provisoire, sans en excepter les ministres prétendument socialistes, seront les complices de ce crime s'ils continuent à « combattre » l'effondrement imminent uniquement à coups de résolutions, de commissions, de conférences avec les patrons, s'ils continuent à « jeter des paroles en l'air lorsqu'il faudrait user du pouvoir (contre les capitalistes) ».

« Pravda » n° 61,
1er juin (19 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

TOUJOURS ET ENCORE LE MENSONGE

L'*Edinstvo* (l'unité* avec la bourgeoisie) affirme aujourd'hui : « Les léninistes prétendent que la Courlande est une province allemande. »

C'est un mensonge. C'est dans l'esprit de la *Rousskaïa Volia* et de la *Retch*, et c'est un mensonge.

La *Pravda* a lancé un défi à la *Retch* et aux autres journaux : donnez de l'annexion une définition telle qu'elle s'applique également aux annexions allemandes, anglaises et russes.

Les journaux bourgeois (l'*Edinstvo* y compris) sont incapables de fournir une réponse à cette question ; aussi s'en débarrassent-ils en réitérant leur mensonge. Quelle honte !

Rédigé le 18 (31) mai 1917.
Paru le 1er juin (19 mai) 1917 dans le n° 61 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

* Jeu de mots : « édinstvo » veut dire en russe « unité ». (*N.d.T.*)

LETTRE À LA RÉDACTION

Une fois de plus, les journaux ont trahi la vérité en affirmant que je me suis abstenu, pour des raisons demeurées obscures, de me rendre au Congrès paysan, que je me suis dérobé, etc. La vérité est que je devais y prendre la parole mercredi et que j'y étais prêt, quand je fus informé que le congrès discutait mercredi des problèmes d'organisation, les débats sur la question agraire étant momentanément interrompus ; il en a été de même aujourd'hui, c'est-à-dire jeudi. On est prié, une fois de plus, de ne pas croire les journaux, la *Pravda* exceptée.

N. Lénine

Rédigé le 18 (31) mai 1917.
Paru le 1er juin (19 mai) 1917 dans le n° 61 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

LA DUALITÉ DU POUVOIR A-T-ELLE DISPARU ?

Non. La dualité du pouvoir subsiste. La question capitale de toute révolution, la question du pouvoir, est, comme par le passé, en suspens, dans un état instable, manifestement transitoire.

Confrontez les journaux ministériels, par exemple, la *Retch* d'une part, et les *Izvestia*, le *Diélo Naroda*, la *Rabotchaïa Gazéta*, d'autre part. Parcourez les sommaires, malheureusement trop sommaires, communiqués officiels sur les travaux du Gouvernement provisoire et sur sa façon de « remettre à plus tard » la discussion des questions essentielles, impuissant qu'il est à adopter une orientation définie. Lisez attentivement la résolution du 16 mai du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats sur la question essentielle, la plus grave, celle des mesures à prendre pour combattre la débâcle économique, la catastrophe inévitable et imminente, et vous vous convaincrez que la dualité du pouvoir en est toujours au même point.

Tout le monde convient que le pays roule à toute vapeur vers un cataclysme ; et chacun se dérobe.

N'est-ce pas une dérobade, quand une résolution traitant d'une question telle que la catastrophe, à un moment aussi grave que celui que nous traversons, accumule commissions sur commissions, sections sur sections, sous-sections sur sous-sections ? quand, dans la révoltante affaire du patronat des houillères du Donetz, pris en flagrant délit de désorganisation consciente de la production, le même Comité exécutif adopte une résolution qui, une fois de plus, ne contient rien d'autre que des vœux pieux ? Fixer les prix, réglementer les bénéfices, établir

un salaire minimum, entreprendre l'organisation de trusts contrôlés par l'Etat — tout cela par qui ? Comment ? « Par l'organe des administrations centrales et locales du bassin Donetz-Krivoï Rog. Ces institutions doivent avoir un caractère démocratique et être formées avec la participation de délégués des ouvriers, des patrons, du gouvernement et des organisations révolutionnaires démocratiques » !

Ce serait comique, s'il ne s'agissait pas d'une tragédie. Car il est archiconnu que ces institutions « démocratiques » ont existé et existent en province et à Pétrograd (ce même Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats), sans pouvoir rigoureusement rien faire. Les conférences des ouvriers et des industriels du Donetz se déroulent depuis la fin mars — depuis mars ! Plus de six semaines se sont écoulées. Le résultat, c'est que les ouvriers du Donetz sont obligés de constater la désorganisation consciente de la production par les industriels !

Et l'on offre de nouveau au peuple des promesses, des commissions, des réunions (paritaires sans doute ?) de délégués patronaux et ouvriers, bref le recommencement à l'infini du même conte à dormir debout !

La racine du mal est dans la dualité du pouvoir. La racine de l'erreur des populistes et des menchéviks est dans l'incompréhension de la lutte des classes, qu'ils veulent remplacer ou éliminer, effacer à l'aide de phrases, de promesses, de dérobades, de commissions « avec la participation » de représentants... précisément de ce gouvernement caractérisé par une dualité de pouvoir ! .

Les capitalistes se sont enrichis d'une manière scandaleuse et invraisemblable pendant la guerre. La majorité du gouvernement est de leur côté. Ils veulent la totalité du pouvoir. Ils ne peuvent pas, du point de vue de leur situation de classe, ne pas s'efforcer de l'obtenir, ne pas lutter dans ce but.

Les masses ouvrières, qui forment l'immense majorité de la population, qui disposent des Soviets, qui ont conscience de leur force en tant que majorité, qui voient partout promettre une « démocratisation » de la vie, qui savent que la démocratie est la domination de la majorité sur la minorité *(et non le contraire*, comme le veulent les capitalistes), qui ne s'attachent à améliorer leurs conditions

d'existence, et encore pas partout, que depuis la révolution et non depuis le début de la guerre, ces masses ouvrières ne peuvent ne pas aspirer à un pouvoir exercé entièrement par le peuple, c'est-à-dire par la majorité de la population, en d'autres termes, au règlement des problèmes en cours par la majorité des ouvriers contre la minorité des capitalistes, et non en vertu d'un « accord » entre la majorité et la minorité.

La dualité de pouvoir subsiste. Le gouvernement des capitalistes reste un gouvernement des capitalistes, bien qu'on lui ait donné un appoint sous la forme d'une minorité de populistes et de menchéviks. Les Soviets demeurent l'organisation de la majorité. Les chefs populistes et menchéviks se démènent dans leur impuissant désir de s'asseoir entre deux chaises.

Et la crise s'aggrave. Les capitalistes des houillères en sont arrivés aux *crimes* les plus cyniques, au *sabotage et à l'arrêt* de la production. Le chômage s'accroît. On parle de lock-out. Les lock-out ont en fait *commencé*, précisément sous la forme de la désorganisation de la production par les capitalistes (car le charbon est le *pain de l'industrie* !!), précisément sous la forme d'un chômage grandissant.

La responsabilité de cette crise et de la catastrophe imminente incombe entièrement aux chefs populistes et menchéviks, puisqu'ils sont à l'heure actuelle à la tête des Soviets, c'est-à-dire de la majorité. Le refus de la minorité (autrement dit des capitalistes) de se soumettre à la majorité est inévitable. Quiconque n'a pas oublié ce que nous enseignent la science et l'expérience de tous les pays, quiconque n'a pas oublié la lutte des classes n'attendra pas en toute confiance l'« accord » avec les capitalistes sur une question aussi grave, aussi brûlante.

La majorité de la population, c'est-à-dire les Soviets, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, serait pleinement en mesure de sauver la situation, d'empêcher les capitalistes de désorganiser et d'arrêter la production, de prendre celle-ci immédiatement, effectivement, sous *son* contrôle, n'était la politique « conciliatrice » des chefs populistes et menchéviks. Ils portent toute la responsabilité de la crise et de la catastrophe.

Mais *il n'y a pas* de solution en dehors de la décision prise par la majorité ouvrière et paysanne contre la minorité capitaliste. Les atermoiements ne serviront à rien et ne feront qu'aggraver le mal.

Du point de vue du marxisme, l'« esprit conciliateur » des chefs populistes et menchéviks traduit les hésitations de la petite bourgeoisie, qui craint de se fier aux ouvriers et craint de rompre avec les capitalistes. Ces hésitations sont inévitables, de même que notre lutte, la lutte du parti prolétarien, qui tend à les surmonter, à expliquer au peuple la nécessité de rétablir, d'organiser et de développer la production, et ce contre les capitalistes.

Il n'y a pas d'autre issue. Ou le retour à la toute-puissance des capitalistes, ou la marche en avant vers la démocratie effective, dans laquelle la majorité décide. La dualité actuelle du pouvoir ne peut durer longtemps.

« Pravda » n° 62,
2 juin (20 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

SUR LA « PRISE ARBITRAIRE » DES TERRES

(PIÈTRES ARGUMENTS DES « SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES »)

Le n° 10 des *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie*[113], en date du 19 mai, a publié un rapport de S. Maslov contenant des réflexions sur la « prise des terres ». « Dans certaines régions, dit-il, les paysans cherchent à faire valoir leur droit à la terre en s'emparant arbitrairement des grandes propriétés foncières avoisinantes. On peut se demander dans quelle mesure ces actions sont opportunes. »

Maslov considère qu'elles ne le sont pas et produit quatre arguments. Examinons-les attentivement.

Premier argument. Les réserves de terre sont inégalement réparties dans les régions et dans les provinces de la Russie. Mentionnant ce fait incontestable, S. Maslov dit :

« Il n'est pas difficile de se représenter combien il sera compliqué de résoudre correctement la question agraire si chaque province ou région ne prétend qu'à ses terres et s'en empare pour son propre compte. Il n'est pas difficile de le prévoir, si certains villages s'emparent des terres des grands propriétaires fonciers du voisinage, laissant les autres paysans dépourvus de terres. »

Il est évident que ce raisonnement s'écarte scandaleusement de la vérité. Il atteint ceux qui auraient imaginé de conseiller aux paysans de s'emparer des terres, d'une façon inorganisée, *pour en faire leur propriété*. On prend, on partage ; un point, c'est tout.

Ce serait en effet le comble de l'anarchie, le comble de l'absurdité.

Qui a proposé cette absurdité ? quel parti ? Nous l'ignorons. Si S. Maslov croit devoir s'y attaquer, il part en guerre contre des moulins à vent. C'est ridicule.

Notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate bolchévik de Russie, a proposé, dans une résolution précise, que la *propriété* du sol revienne au peuple entier. *Nous repoussons* par conséquent *toute* appropriation des terres par des particuliers.

Mais il ne s'agit pas de cela, et S. Maslov s'est trahi lui-même en mentionnant l'essentiel : la prise des terres *des grands propriétaires fonciers*. Voilà ce dont il s'agit. Voilà le fond de la question. Voilà le point autour duquel louvoie S. Maslov.

Les terres des grands propriétaires fonciers doivent être confisquées *sur-le-champ* : il faut, en d'autres termes, abolir *sur-le-champ*, et *sans rachat*, la propriété privée des grands domaines.

Comment *disposer* de ces terres ? Qui doit en prendre possession tout de suite, qui doit les ensemencer ? Les paysans des localités intéressées, agissant d'une façon organisée, c'est-à-dire conformément aux décisions de la majorité. Voilà ce que recommande notre Parti. Les grandes propriétés foncières doivent être *tout de suite* mises à la disposition des paysans des localités intéressées, la *propriété* en demeurant au peuple. Le droit *définitif* de disposer des terres sera fixé par l'Assemblée constituante (ou par un Conseil des Soviets de Russie si le peuple l'érige en Assemblée constituante).

Que vient faire ici l'inégalité des réserves de terre dans les diverses régions ? Elle n'est évidemment pas en question. Elle subsistera en tout état de cause jusqu'à l'Assemblée constituante, *quels que soient* les plans, qu'il s'agisse de celui des grands propriétaires fonciers, de celui de S. Maslov ou du nôtre.

S. Maslov n'a fait que détourner l'attention des paysans. Il masque le vrai sujet du débat sous des mots creux sans rapport avec lui.

Il s'agit essentiellement des grands domaines. Les grands propriétaires fonciers veulent les garder. Nous voulons les donner *tout de suite* aux paysans, *sans rachat, sans paiement d'aucune sorte*. Maslov veut faire traîner

les choses en longueur à l'aide des « chambres de conciliation ».

Cela est nuisible. Tout atermoiement est nuisible. Les grands propriétaires fonciers doivent se soumettre tout de suite à la volonté de la majorité des paysans, et il n'est pas question de « concilier » cette majorité (les paysans) avec une minorité (les grands propriétaires fonciers). Cette conciliation serait une faveur illégitime, injuste, antidémocratique, accordée aux propriétaires fonciers.

Voyons le deuxième argument de S. Maslov :

« Les paysans aspirent à la prise des terres dans l'espoir de les garder s'ils parviennent à les labourer. Cela n'est à la portée que des fermes qui ont assez de travailleurs et de chevaux. Les familles qui ne possèdent pas de chevaux, les familles qui ont donné à l'armée la plus grande partie de leur main-d'œuvre, ne seront pas en mesure d'utiliser ce procédé pour s'assurer des terres. Il ne peut évidemment profiter qu'aux plus forts et même aux mieux pourvus de terre, mais non à ceux qui ont le plus besoin. »

Cet argument est aussi d'une fausseté criante. Il s'écarte encore une fois du sujet, c'est-à-dire de la question des grands domaines. S. Maslov détourne l'attention des paysans. Car si ces derniers prennent les domaines non « en s'en emparant » (sans les payer, comme nous le proposons), *mais en les affermant, c'est-à-dire en les payant* (comme le proposent les grands propriétaires fonciers et S. Maslov), qu'y aura-t-il de changé ? Ne faut-il pas des chevaux et des travailleurs pour labourer les terres affermées chez les grands propriétaires fonciers ? Les familles qui ont donné leurs travailleurs à l'armée pourront-elles affermer des terres à l'égal des familles nombreuses ?

Toute la différence, sur ce point, entre notre Parti bolchévik et Maslov, c'est que celui-ci propose de prendre la terre aux grands propriétaires fonciers en la payant, et après un accord de « conciliation », tandis que nous proposons de la prendre tout de suite et sans indemnité.

La question des riches *parmi* les paysans n'a rien à voir ici. Mieux encore : la prise sans indemnité est plus avantageuse *pour les pauvres.* Prendre en payant est plus facile pour les riches.

Quelles mesures sont possibles et nécessaires afin que le paysan riche ne lèse pas le pauvre ?

1. La décision à la majorité (il y a plus de pauvres que de riches) ; c'est ce que nous proposons.

2. Une organisation spéciale des paysans pauvres afin qu'ils examinent *à part* leurs intérêts *particuliers*. C'est ce que nous proposons.

3. Le labour des grands domaines en commun, avec le bétail commun, avec l'outillage commun, sous la direction des Soviets des députés des ouvriers agricoles. C'est ce que nous proposons.

Les deux dernières mesures, les plus importantes, *ne* sont justement *pas* soutenues par le parti « socialiste-révolutionnaire ». C'est très regrettable.

Troisième argument :

« Dans les premiers temps, au début de la révolution, lorsque dans l'armée la rumeur se répandit parmi les soldats qu'on partageait les terres au pays, beaucoup n'eurent plus que le désir de rentrer chez eux par crainte d'être frustrés ; la désertion s'en accrut. »

Cet argument se rapporte au *partage* immédiat des terres à titre de *propriété privée*. Personne n'a proposé ce partage. S. Maslov rate son coup une fois de plus.

Quatrième argument :

« Enfin, la prise des terres nous menace tout bonnement d'une réduction des emblavures. Il est des cas où, s'étant emparés de grands domaines, les paysans les ensemencent mal, avec une quantité insuffisante de grain, ou s'abstiennent d'ensemencer leurs propres terres. Cette situation est absolument inadmissible à l'heure où notre pays a un si grand besoin de vivres. »

Argument tout à fait lamentable, dont on ne fera que rire ! Ainsi, les grands domaines obtenus contre paiement seraient mieux cultivés !

Ne vous rendez pas ridicule, aimable citoyen S. Maslov, en usant de semblables arguments !

Si les paysans ensemencent mal les champs, il faut leur venir en aide, et *précisément aux plus pauvres*, en passant à la culture collective des grandes exploitations. *Il n'y a pas* d'autre moyen de venir en aide aux paysans pauvres. Et ce moyen *n'est* justement *pas* préconisé, à notre grand regret, par S. Maslov.

L'équité veut qu'on ajoute que ce dernier, se rendant visiblement compte de la faiblesse de ses arguments, se hâte d'ajouter :

« Je sens bien, après ce qui vient d'être dit, que certains d'entre vous sont prêts à objecter : Comment, on nous propose de laisser les choses en l'état, alors que nous avons tant souffert de la grande propriété foncière ! Je ne me charge pas de vous proposer quoi que ce soit. »

Parbleu ! S. Maslov paraît vouloir laisser les choses en l'état (bien qu'il *ne* le veuille *pas*). Ses arguments étaient donc bien mauvais.

Aux paysans de décider. *Aux partis* de proposer. Notre Parti propose ce que je viens de dire, et qui est exposé en détail, avec précision, dans nos résolutions * (voir le supplément au n° 13 de la *Soldatskaïa Pravda*, prix 5 kopecks).

« Pravda » n° 62,
2 juin (20 mai) 1917.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

* Voir le présent tome, pp. 293-295. (*N.R.*)

TEXTES POUR LA RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI

Rédigé en avril-mai 1917
Paru dans la première quinzaine de juin 1917 dans la brochure « Textes pour la révision du programme du Parti » Editions « Priboï », Pétrograd

Conforme au texte de la brochure

1

PRÉFACE

Le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate (bolchévik) de Russie a chargé le soussigné de publier sans délai les textes concernant la révision du programme du Parti dont le Comité central dispose actuellement.

Ces textes comprennent :

a) Le projet initial de modification des parties théorique et politique du programme, présenté par l'auteur de ces lignes à la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. (24-29 avril 1917) et qui ne fut examiné qu'au sein d'une commission, constituée par la conférence pour étudier cette question.

b) Les observations de la commission et de certains de ses membres, présentées à propos du projet aussi bien qu'en connexion avec lui.

c) Ma réponse à ces observations.

d) Le projet complet de modifications du programme économique minimum, élaboré à la conférence des 24-29 avril 1917 par la sous-commission de la protection du travail.

e) Le projet, accompagné de brèves explications, portant modification des articles du programme du Parti concernant l'instruction publique. Ce projet fut rédigé après la conférence par N. Kroupskaïa.

Je fais suivre ces textes de très courtes notes, considérant que la tâche majeure du Parti, à l'heure actuelle, est de faire participer activement, par la publication de ces textes, le plus grand nombre possible de camarades à l'élaboration du programme du Parti.

Les projets de modifications qui viennent d'être énumérés formant dans l'ensemble le projet de texte complet d'un nouveau programme, je publie à la fin de la brochure l'ancien texte *aussi bien que* le nouveau, afin que les lecteurs aient sous les yeux la totalité des textes, sous la forme la plus propice aux comparaisons et aux corrections.

Je prie, de la part du Comité central, tous les camarades du Parti, et aussi tous les sympathisants, de reproduire ces textes le plus largement possible dans les publications du Parti, de les faire connaître à *tous* les membres du Parti et d'adresser tous leurs projets et observations à la rédaction de la *Pravda*, Moïka, 32, Pétrograd, avec la mention : « Pour le Comité central, textes concernant la révision du programme ».

20 mai 1917 *N. Lénine*

2

PROJET DE MODIFICATION DES PARTIES THÉORIQUE, POLITIQUE ET DE QUELQUES AUTRES PARTIES DU PROGRAMME

A la fin de l'exposé de principe du programme (après les mots : « le point de vue du prolétariat »), intercaler :

Le capitalisme mondial en est arrivé aujourd'hui, approximativement depuis le début du XXe siècle, au stade impérialiste. L'impérialisme ou époque du capital financier est ce haut niveau de développement de l'économie capitaliste où les associations monopolistes (syndicats patronaux, cartels, trusts) ont acquis une importance décisive, où le capital bancaire parvenu à un degré extrême de concentration, a fusionné avec le capital industriel, où l'exportation du capital dans les pays étrangers a revêtu de très grandes proportions, où l'univers est déjà territorialement divisé entre les pays les plus riches et où le partage économique du monde entre les trusts internationaux a commencé.

Les guerres impérialistes, c'est-à-dire les guerres pour la domination du monde, pour les marchés du capital bancaire, pour l'étranglement des nationalités petites et faibles, sont inévitables dans cette conjoncture. Et telle est précisément la première grande guerre impérialiste, celle de 1914-1917.

Le degré exceptionnellement élevé de développement du capitalisme mondial en général ; la substitution du capitalisme monopoliste à la libre concurrence ; la formation

par les banques, et aussi par les associations de capitalistes, d'un appareil de réglementation sociale de la production et de la répartition ; la hausse des prix et l'oppression croissante de la classe ouvrière par les syndicats patronaux, en fonction du développement des monopoles capitalistes, ainsi que les immenses difficultés de la lutte économique et politique de la classe ouvrière ; les horreurs, les calamités, la ruine, la barbarie engendrées par la guerre impérialiste, — c'est ce qui fait que le capitalisme, au degré actuel de son évolution, devient l'ère de la révolution prolétarienne, socialiste.

Cette ère s'est ouverte.

Seule la révolution prolétarienne, socialiste, peut sortir l'humanité de l'impasse créée par l'impérialisme et par les guerres impérialistes. Quels que soient les difficultés de la révolution et ses échecs temporaires éventuels, ou les vagues de la contre-révolution, la victoire finale du prolétariat est inéluctable.

Aussi les conditions objectives mettent-elles à l'ordre du jour de l'époque que nous vivons la préparation directe du prolétariat, dans tous les domaines, à la conquête du pouvoir politique pour l'application des mesures économiques et politiques qui constituent le fond même de la révolution socialiste.

* *
*

L'accomplissement de cette tâche, qui exige de la part de la classe ouvrière de tous les pays avancés une confiance sans réserve, la cohésion fraternelle la plus étroite et l'unité immédiate des actions révolutionnaires, n'est pas possible sans une rupture rapide, de principe, avec la déformation bourgeoise du socialisme, qui l'a emporté dans les milieux dirigeants de l'écrasante majorité des partis social-démocrates officiels. Cette déformation est représentée, d'une part, par le courant du social-chauvinisme, socialiste en paroles, et chauvin dans les faits, qui, sous couleur de la « défense de la patrie », défend les rapines de « sa propre » bourgeoisie nationale ; d'autre part, par la tendance non moins large et internationale, dite « du centre », qui

préconise l'unité avec les social-chauvins et le maintien ou la réforme de la IIe Internationale en pleine faillite, qui hésite entre le social-chauvinisme et la lutte internationaliste révolutionnaire du prolétariat pour l'établissement du régime socialiste.

* *
*

Supprimer tout le début du programme minimum (à partir des mots : « Marchant vers », jusqu'à l'article Ier) et y substituer le texte suivant :

Au cours des événements que traverse la Russie, alors que le Gouvernement provisoire, qui appartient à la classe capitaliste et jouit de la confiance — forcément instable — des larges masses de la population petite-bourgeoise, s'est engagé à convoquer l'Assemblée constituante, le parti du prolétariat a pour devoir immédiat de lutter pour une organisation de l'Etat susceptible d'assurer au mieux, aussi bien le développement économique et la sauvegarde des droits du peuple en général que, plus particulièrement, la possibilité d'une transition aussi indolore que possible au socialisme.

Le parti du prolétariat ne saurait se contenter d'une de ces républiques parlementaires démocratiques bourgeoises qui maintiennent partout dans le monde, en s'efforçant de les perpétuer, les instruments monarchiques d'oppression des masses, à savoir : la police, l'armée permanente, un corps privilégié de fonctionnaires.

Le Parti lutte pour une république plus démocratique, prolétarienne et paysanne, où la police et l'armée permanente, complètement bannies, seront remplacées par l'armement général du peuple, par une milice à laquelle appartiendront tous les citoyens ; où tous les fonctionnaires seront non seulement élus, mais aussi révocables à tout moment sur la demande de la majorité des électeurs ; où le traitement de tous les fonctionnaires sans exception ne dépassera pas le salaire moyen d'un ouvrier qualifié ; où les institutions parlementaires représentatives seront peu à peu remplacées par des Soviets de représentants du peuple (élus par les différentes classes et professions, ou

encore par localités), qui feront les lois et en assureront en même temps l'exécution.

La Constitution de la République démocratique de Russie doit garantir :

§1. La souveraineté du peuple : la totalité du pouvoir suprême dans l'Etat doit appartenir aux représentants du peuple, élus par le peuple, révocables par lui à tout moment et formant une seule assemblée nationale, une chambre unique.

§2. Ajouter :

Représentation proportionnelle dans toutes les élections ; révocabilité, à tout moment, de tous les délégués et de tous les élus sans exception, sur décision de la majorité de leurs électeurs.

§3. Ajouter :

Suppression de toutes les autorités locales et régionales désignées par l'Etat *.

§8. Formuler la dernière phrase en ces termes :

Introduction de la langue maternelle dans toutes les institutions locales, publiques et d'Etat ; suppression de l'usage obligatoire de la langue officielle.

§9. A modifier comme suit :

Le droit de se séparer librement et de se constituer en Etats indépendants est reconnu à toutes les nations faisant partie de l'Etat. La république du peuple russe doit attirer à elle les autres peuples ou nationalités non par la contrainte, mais exclusivement par la libre entente pour la création d'un Etat commun. L'unité et l'alliance fraternelle des ouvriers de tous les pays ne s'accommodent pas d'une contrainte directe ou indirecte exercée sur d'autres nationalités.

§11. A modifier comme suit :

Election par le peuple des juges, des fonctionnaires civils et des chefs militaires. Leur révocabilité à tout moment, sur décision de la majorité de leurs électeurs.

§12. A modifier comme suit :

---

* Voir dans le n° 68 de la *Pravda*, en date du 28 mai 1917, les considérations de Friedrich Engels concernant le point de vue marxiste, et, d'une façon générale, le point de vue de la démocratie conséquente, sur la nomination ou la validation des autorités élues par sa population locale [114].

Substitution de l'armement général du peuple à la police et à l'armée permanente, les ouvriers et les employés recevant des capitalistes leur salaire habituel pour le temps consacré au service civique dans la milice populaire.

* *
*

Après l'article du programme traitant des finances (à la suite des mots : « sur les revenus et les héritages »), intercaler :

Le degré élevé de développement déjà atteint par le capitalisme dans la banque et les branches cartellisées de l'industrie, d'une part, et, d'autre part, le délabrement économique résultant de la guerre impérialiste et qui suscite partout la revendication du contrôle d'Etat et public de la production et de la répartition des produits les plus importants, déterminent le Parti à exiger la nationalisation des banques, des syndicats (trusts), etc.

* *
*

Formuler le programme agraire comme suit :

Maintenir au début l'ancien texte (à partir des mots : « afin d'éliminer les vestiges » jusqu'aux mots : « le Parti ouvrier social-démocrate de Russie exige ») et substituer plus loin au texte actuel un nouveau texte ainsi conçu :

1. lutte de toutes ses forces pour la confiscation immédiate et complète de toutes les terres des grands propriétaires fonciers de Russie (et aussi des terres des apanages, de l'Eglise, de la couronne, etc., etc.) ;

2. s'affirme pour le passage immédiat de toutes les terres aux paysans organisés en Soviet des députés paysans, ou dans d'autres organismes d'autonomie administrative locale élus d'une façon vraiment et pleinement démocratique, et jouissant d'une entière indépendance à l'égard des grands propriétaires fonciers et des fonctionnaires ;

3. exige la nationalisation de toutes les terres du pays, en entendant par nationalisation le transfert à l'Etat du

droit de propriété sur toutes les terres, le droit d'en disposer étant laissé aux institutions démocratiques locales ;

4. soutient l'initiative des comités paysans qui, dans diverses régions de la Russie, transmettent le cheptel mort et vif des grands propriétaires fonciers aux paysans organisés dans ces comités, afin qu'il soit utilisé pour la culture de toutes les terres, suivant un règlement établi par la collectivité ;

5. recommande aux prolétaires et aux semi-prolétaires des campagnes de transformer chaque grand domaine en une entreprise agricole modèle assez importante, gérée pour le compte de la société par les Soviets des députés des ouvriers agricoles, sous la direction d'agronomes et avec emploi des techniques les plus perfectionnés.

Dans tous les cas, et quelle que soit la situation, etc., jusqu'à la fin du paragraphe (« exploitation »).

Enfin, laisser sans y rien changer la fin du programme agraire, depuis les mots : « Dans tous les cas, et quelle que soit la situation en ce qui concerne les réformes agraires démocratiques, le Parti » jusqu'aux mots « toute exploitation ».

* *
*

Supprimer entièrement toute la fin du programme, c'est-à-dire les deux derniers alinéas, depuis les mots : « dans la poursuite », jusqu'à la fin.

3

CONSIDÉRATIONS SUR LES REMARQUES DE LA COMMISSION DE LA CONFÉRENCE DE RUSSIE TENUE EN AVRIL

A propos de ces remarques sur la partie générale du programme, je dois faire observer ce qui suit :

A mon avis, il n'est pas nécessaire de réviser toute la partie générale du programme. Le plan de cette révision, esquissé par la commission, me paraît théoriquement erroné.

Dans sa rédaction actuelle, la partie générale du programme donne la description et l'analyse des particularités essentielles du capitalisme, en tant que régime économique et social. Ces particularités *ne* sont *pas* radicalement modifiées par l'impérialisme, époque du capital financier. L'impérialisme est la continuation de l'évolution du capitalisme, son stade suprême, qui constitue à certains égards la transition vers le socialisme.

Pour cette raison, j'estime qu'en ajoutant l'analyse de l'impérialisme à celle des particularités essentielles du capitalisme en général, on n'a pas procédé mécaniquement. A la vérité, l'impérialisme ne rebâtit pas *et ne peut pas rebâtir* le capitalisme de la base au sommet. L'impérialisme complique et accentue les contradictions du capitalisme, « enchevêtre » les monopoles et la libre concurrence, mais *ne peut pas éliminer* l'échange, le marché, la concurrence, les crises, etc.

L'impérialisme est le capitalisme sur son déclin, mais ce déclin n'est pas achevé. L'impérialisme agonise, mais il n'est pas mort. Il est essentiellement caractérisé, non par

de purs monopoles, mais par la coexistence des monopoles avec l'échange, le marché, la concurrence, les crises.

Aussi est-il théoriquement erroné d'éliminer l'analyse de l'échange, de la production marchande, des crises, etc., en général pour y « substituer » celle de l'impérialisme considéré *comme un tout*. Car ce tout n'existe pas. Il y a une *transition* de la concurrence au monopole ; le programme sera beaucoup plus juste et correspondra mieux à la réalité, si l'on y maintient l'analyse générale de l'échange, de la production marchande, des crises, etc., en y ajoutant une définition des monopoles *en développement*. C'est justement cette conjonction de deux « principes » contradictoires, la concurrence et le monopole, qui caractérise l'impérialisme ; c'est justement lui qui prépare la faillite de l'impérialisme, c'est-à-dire la révolution socialiste.

Il serait en outre inexact de représenter en Russie l'impérialisme comme un tout cohérent (l'impérialisme est, d'une façon générale, un tout incohérent), car il subsiste en Russie un nombre encore assez considérable de régions et de branches du travail où l'on ne fait que passer de l'économie naturelle et semi-naturelle au capitalisme. Ce sont des secteurs retardataires, dont l'importance est faible, mais qui existent cependant et qui peuvent, dans certaines conditions, retarder quelque peu l'écroulement du capitalisme.

Le programme part — et doit partir — des manifestations les plus simples du capitalisme aux plus complexes, aux manifestations « supérieures », de l'échange à la production marchande, à l'élimination des petites entreprises par les grandes, aux crises, etc., jusqu'à l'impérialisme, stade suprême, vers lequel tendent et dans lequel viennent seulement d'entrer les pays avancés. C'est ainsi que les choses se passent dans la vie. Commencer par juxtaposer l'« échange » en général et l'exportation du capital serait historiquement et théoriquement erroné.

Telle est l'objection que je fais aux observations de la commission.

4

À PROPOS DU PROJET DE RÉVISION DU PROGRAMME

TEXTES ANCIEN ET NOUVEAU

Afin de faciliter au lecteur la comparaison, nous employons pour les textes ancien et nouveau du programme des caractères d'imprimerie différents. Ainsi :

les passages de l'ancien programme à maintenir sans modification dans le nouveau sont en caractères ordinaires ;

les passages de l'ancien programme qui sont à éliminer ont été composés en italiques ;

les nouveaux textes à introduire dans le programme sont en caractères gras.

PROGRAMME DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE

Le développement des échanges à créé entre tous les peuples du monde civilisé des liens si étroits que le grand mouvement émancipateur du prolétariat devait devenir — et il est devenu depuis longtemps — international.

Se considérant comme un des détachements de l'armée du prolétariat mondial, la social-démocratie de Russie poursuit le même but final que les social-démocrates de tous les autres pays. Ce but est déterminé par le caractère et le développement de la société bourgeoise contemporaine. Ce qui distingue essentiellement cette société, c'est la production marchande fondée sur les rapports capitalistes

de production, où la part la plus grande et la plus importante des moyens de production et de circulation des marchandises appartient à une classe peu nombreuse, l'immense majorité de la population étant formée de prolétaires et de semi-prolétaires contraints, par leur situation économique, de vendre constamment ou périodiquement leur force de travail, c'est-à-dire de se louer aux capitalistes en qualité de salariés, et de créer par leur travail le revenu des classes supérieures de la société.

Le domaine des rapports capitalistes de production ne cesse de s'élargir au fur et à mesure que le perfectionnement continu de la technique, augmentant l'importance économique des grandes entreprises, mène à l'élimination des petits producteurs indépendants, transformant une partie d'entre eux en prolétaires, restreignant le rôle des autres dans la vie économique et sociale, et les plaçant, çà et là, dans une dépendance plus ou moins complète, plus ou moins manifeste, plus ou moins pénible, à l'égard du capital.

Le progrès technique donne en outre aux employeurs la possibilité d'user de plus en plus largement, dans la production et la circulation des marchandises, du travail des femmes et des enfants. Et comme il entraîne, par ailleurs, une diminution relative du besoin de la force de travail, la demande de main-d'œuvre est nécessairement inférieure à l'offre, ce qui contribue à augmenter la dépendance du travail salarié à l'égard du capital et à en intensifier l'exploitation.

Cette situation dans les pays bourgeois et la rivalité, sans cesse aggravée, de ces pays sur le marché mondial, rendent de plus en plus malaisé l'écoulement des marchandises, produites en quantités croissantes. La surproduction, qui se manifeste par des crises industrielles plus ou moins aiguës suivies de périodes de marasme industriel plus ou moins longues, est, dans la société bourgeoise, une conséquence inévitable du développement des forces productives. A leur tour, les crises et les périodes de marasme industriel ruinent encore plus les petits producteurs, accroissent encore plus la dépendance du travail salarié à l'égard du capital, aboutissent plus rapidement encore à une aggravation relative, et parfois absolue, de la condition de la classe ouvrière.

Ainsi, le perfectionnement de la technique, qui signifie l'augmentation de la productivité du travail et de la richesse sociale, entraîne dans la société bourgeoise l'accroissement de l'inégalité sociale, de la distance entre les possédants et les non-possédants, l'accroissement, pour des masses laborieuses de plus en plus larges, de l'insécurité, du chômage et de privations de toute sorte.

Mais au fur et à mesure que grandissent et se développent toutes ces contradictions propres à la société bourgeoise, le mécontentement suscité parmi les masses laborieuses et exploitées par l'état de choses existant grandit aussi, le nombre et la cohésion des prolétaires progressent, et leur lutte contre les exploiteurs devient de plus en plus âpre. En même temps, le perfectionnement de la technique, qui concentre les moyens de production et de circulation, et socialise le processus du travail dans les entreprises capitalistes, crée de plus en plus rapidement les possibilités matérielles permettant de remplacer les rapports capitalistes de production par des rapports socialistes, c'est-à-dire d'accomplir la révolution sociale qui est le but final de toute l'activité de la social-démocratie internationale, interprète consciente du mouvement de la classe ouvrière.

Remplaçant la propriété privée des moyens de production et de circulation par la propriété sociale, et instituant une organisation rationnelle du processus social de production afin d'assurer le bien-être et le développement harmonieux de tous les membres de la société, la révolution sociale du prolétariat supprimera la division de la société en classes et affranchira ainsi toute l'humanité opprimée en mettant un terme à toutes les formes d'exploitation d'une partie de la société par une autre.

La dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique, ce qui lui permettra de réprimer toute résistance des exploiteurs, est la condition expresse de cette révolution sociale. Se donnant pour but de rendre le prolétariat capable d'accomplir sa grande mission historique, la social-démocratie internationale l'organise en parti politique indépendant, opposé à tous les partis bourgeois, dirige toutes les manifestations de sa lutte de classe, lui révèle l'irréductible antagonisme des intérêts des exploiteurs et des exploités, lui explique

la signification historique et les conditions nécessaires de la révolution sociale imminente. Elle montre aussi à toutes les autres couches laborieuses et exploitées que leur situation est sans espoir dans la société capitaliste, et que la révolution sociale répond également à leur propre intérêt, car elle les affranchira du joug du capital. La social-démocratie, parti de la classe ouvrière, appelle dans ses rangs toutes les couches de la population laborieuse et exploitée, dans la mesure où elles partagent le point de vue du prolétariat.

Le capitalisme mondial en est arrivé aujourd'hui, approximativement depuis le début du XXe siècle, au stade impérialiste. L'impérialisme ou époque du capital financier est ce haut niveau de développement de l'économie capitaliste où les associations monopolistes (syndicats patronaux, cartels, trusts) ont acquis une importance décisive, où le capital bancaire, parvenu à un degré extrême de concentration, a fusionné avec le capital industriel, où l'exportation du capital dans les pays étrangers a revêtu de très grandes proportions, où l'univers est déja territorialement divisé entre les pays les plus riches et où le partage économique du monde entre les trusts internationaux a commencé.

Les guerres impérialistes, c'est-à-dire les guerres pour la domination du monde, pour les marchés du capital bancaire, pour l'étranglement des nationalités petites et faibles, sont inévitables dans cette conjoncture. Et telle est précisément la première grande guerre impérialiste, celle de 1914-1917.

Le degré exceptionnellement élevé de développement du capitalisme mondial en général ; la substitution du capitalisme monopoliste à la libre concurrence ; la formation par les banques, et aussi par les associations de capitalistes, d'un appareil de réglementation sociale de la production et de la répartition ; la hausse des prix et l'oppression croissante de la classe ouvrière par les syndicats patronaux, en fonction du développement des monopoles capitalistes, ainsi que les immenses difficultés de la lutte économique et politique de la classe ouvrière ; les horreurs, les calamités, la ruine, la barbarie engendrées par la guerre impérialiste, — c'est ce qui fait que le capitalisme,

au degré actuel de son évolution, devient l'ère de la révolution prolétarienne, socialiste.

Cette ère s'est ouverte

Seule la révolution prolétarienne, socialiste, peut sortir l'humanité de l'impasse créée par l'impérialisme et par les guerres impérialistes. Quels que soient les difficultés de la révolution et ses échecs temporaires éventuels, ou les vagues de la contre-révolution, la victoire finale du prolétariat est inéluctable

Aussi les conditions objectives mettent-elles à l'ordre du jour de l'époque que nous vivons la préparation directe du prolétariat, dans tous les domaines, à la conquête du pouvoir politique pour l'application des mesures économiques et politiques qui constituent le fond même de la révolution socialiste.

L'accomplissement de cette tâche, qui exige de la part de la classe ouvrière de tous les pays avancés une confiance sans réserve, la cohésion fraternelle la plus étroite et l'unité immédiate des actions révolutionnaires, n'est pas possible sans une rupture rapide, de principe, avec la déformation bourgeoise du socialisme, qui l'a emporté dans les milieux dirigeants de l'écrasante majorité des partis social-démocrates officiels. Cette déformation est représentée, d'une part, par le courant du social-chauvinisme, socialiste en paroles et chauvin dans les faits, qui, sous couleur de la « défense de la patrie », défend les rapines de « sa propre » bourgeoisie nationale ; d'autre part, par la tendance non moins large et internationale, dite « du centre », qui préconise l'unité avec les social-chauvins et le maintien ou la réforme de la IIe Internationale en pleine faillite, qui hésite entre le social-chauvinisme et la lutte internationaliste révolutionnaire du prolétariat pour l'établissement du régime socialiste.

Marchant vers ce but final, qui leur est commun et qui découle de la domination du mode capitaliste de production dans l'ensemble du monde civilisé, les social-démocrates des différents pays sont tenus de s'assigner des objectifs immédiats différents, tant à cause du degré inégal de développe-

ment de ce mode de production que parce que ce développement s'accomplit, suivant les pays, dans des conditions politiques et sociales diverses.

En Russie, où le capitalisme est déjà devenu le mode dominant de production, se sont conservés de très nombreux vestiges de notre ancien régime précapitaliste, fondé sur le servage, qui maintenait les masses laborieuses sous le joug des grands propriétaires fonciers, de l'Etat ou du chef de l'Etat.

Constituant un frein sérieux au progrès économique, ces vestiges empêchent la lutte de classe du prolétariat de se développer pleinement, contribuent au maintien et à la consolidation des formes les plus barbares d'exploitation de millions et de millions de paysans par l'Etat et les classes possédantes, et vouent le peuple tout entier à l'ignorance et à l'arbitraire.

L'autocratie tsariste est le plus important de ces vestiges et le rempart le plus puissant de cette barbarie. Hostile de par sa nature même à tout mouvement social, elle ne peut pas ne pas être le pire ennemi de toutes les aspirations émancipatrices du prolétariat.

Aussi le Parti ouvrier social-démocrate de Russie se donne-t-il pour objectif immédiat le renversement de l'autocratie tsariste et son remplacement par une république démocratique dont la Constitution assurerait :

Au cours des événements que traverse la Russie, alors que le Gouvernement provisoire, qui appartient à la classe capitaliste et jouit de la confiance — forcément instable — des larges masses de la population petite-bourgeoise, s'est engagé à convoquer l'Assemblée constituante, le parti du prolétariat a pour devoir immédiat de lutter pour une organisation de l'Etat susceptible d'assurer au mieux, aussi bien le développement économique et la sauvegarde des droits du peuple en général que, plus particulièrement, la possibilité d'une transition aussi indolore que possible au socialisme.

Le parti du prolétariat ne saurait se contenter d'une de ces républiques parlementaires démocratiques bourgeoises qui maintiennent partout dans le monde, en s'efforçant de les perpétuer, les instruments monarchiques d'oppression des masses, à savoir : la police, l'armée permanente, un corps privilégié de fonctionnaires.

Le Parti lutte pour une république plus démocratique, prolétarienne et paysanne, où la police et l'armée permanente, complètement bannies, seront remplacées par l'armement général du peuple, par une milice à laquelle appartiendront tous les citoyens ; où tous les fonctionnaires seront non seulement élus, mais aussi révocables à tout moment sur la demande de la majorité des électeurs ; où le traitement de tous les fonctionnaires sans exception ne dépassera pas le salaire moyen d'un ouvrier qualifié ; où les institutions parlementaires représentatives seront peu à peu remplacées par des Soviets de représentants du peuple (élus par les différentes classes et professions, ou encore par localités), qui feront les lois et en assureront en même temps l'exécution.

La Constitution de la République démocratique de Russie doit garantir :

1. La souveraineté du peuple : la totalité du pouvoir suprême dans l'Etat doit appartenir aux représentants du peuple, élus par le peuple, révocables par lui à tout moment et formant une seule assemblée nationale, une chambre unique.

1. La souveraineté du peuple, c'est-à-dire la concentration de la totalité du pouvoir suprême d'Etat entre les mains d'une assemblée législative, formée de représentants du peuple et constituant une chambre unique.

2. Election de l'Assemblée législative, ainsi que de tous les organes d'autonomie administrative locale, au suffrage universel, égal et direct, par tous les citoyens et citoyennes ayant vingt ans révolus ; scrutin secret ; éligibilité de tout électeur à toutes les institutions représentatives ; durée du mandat parlementaire : deux ans ; rétribution des représentants du peuple ; représentation proportionnelle dans toutes les élections ; révocabilité, à tout moment, de tous les délégués et de tous les élus sans exception, sur décision de la majorité de leurs électeurs.

3. Large application de l'autonomie administrative locale ; autonomie administrative régionale des territoires caractérisés par des coutumes spécifiques et par une composition particulière de la population ; suppression de toutes les autorités locales et régionales désignées par l'Etat.

4. Inviolabilité de la personne et du domicile.

5. Liberté illimitée de conscience, de parole, de presse, de réunion, de grève et d'association.

6. Liberté de déplacement et des industries artisanales.

7. Abolition de la hiérarchie nobiliaire ; égalité complète de tous les citoyens quels que soient leur sexe, leur religion, leur race, leur nationalité.

8. Droit pour la population de recevoir l'instruction dans sa langue maternelle, garanti par la création, aux frais de l'Etat et des organismes d'autonomie administrative locale, des écoles indispensables à cet effet ; droit pour chaque citoyen d'user de sa langue maternelle dans les réunions ; introduction de la langue maternelle dans toutes les institutions locales publiques et d'Etat *à l'égal de la langue officielle* ; suppression de l'usage obligatoire de la langue officielle.

9. Reconnaissance à toutes les nations faisant partie de l'Etat du droit de disposer d'elles-mêmes.

9. Le droit de se séparer librement et de se constituer en Etats indépendants est reconnu à toutes les nations faisant partie de l'Etat. La république du peuple russe doit attirer à elle les autres peuples ou nationalités non par la contrainte, mais exclusivement par la libre entente pour la création d'un Etat commun. L'unité et l'alliance fraternelle des ouvriers de tous les pays ne s'accommodent pas d'une contrainte directe ou indirecte exercée sur d'autres nationalités.

10. Reconnaissance à quiconque du droit de poursuivre par la voie normale tout fonctionnaire devant les tribunaux.

11. Election des juges par le peuple.

11. Election par le peuple des juges, des fonctionnaires civils et des chefs militaires. Leur révocabilité à tout moment, sur décision de la majorité de leurs électeurs.

12. Substitution de l'armement général du peuple à l'armée permanente.

12. Substitution de l'armement général du peuple à la police et à l'armée permanente, les ouvriers et les employés recevant des capitalistes leur salaire habituel pour le temps consacré au service civique dans la milice populaire.

13. Séparation de l'Eglise et de l'Etat, séparation de l'école et de l'Eglise ; laïcité absolue de l'école.

14. Instruction générale et professionnelle, gratuite et obligatoire, jusqu'à 16 ans, pour tous les enfants des deux sexes; fourniture à tous les enfants pauvres de vivres, vêtements et manuels aux frais de l'Etat.

14. Instruction générale et polytechnique (donnant des notions théoriques et pratiques de toutes les branches essentielles de la production), gratuite et obligatoire, jusqu'à 16 ans, pour tous les enfants des deux sexes ; liaison étroite de l'enseignement avec le travail socialement utile des enfants.

15. Fourniture à tous les élèves de vivres, vêtements et manuels aux frais de l'Etat.

16. Transmission de tous les services de l'instruction publique aux organismes démocratiques d'autonomie administrative locale ; élimination de toute intervention du pouvoir central dans l'établissement des programmes scolaires et dans le recrutement du personnel enseignant ; élection des instituteurs directement par la population et droit pour celle-ci de révoquer les instituteurs indésirables.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie exige, comme condition fondamentale de la démocratisation de la vie économique du pays, la suppression de tous les impôts indirects et l'établissement d'un impôt progressif sur les revenus et les héritages.

Le degré élevé de développement déjà atteint par le capitalisme dans la banque et les branches cartellisées de l'industrie, d'une part, et, d'autre part, le délabrement économique résultant de la guerre impérialiste et qui suscite partout la revendication du contrôle d'Etat et public de la production et de la répartition des produits les plus importants, déterminent le Parti à exiger la nationalisation des banques, des syndicats (trusts), etc.

Afin de protéger la classe ouvrière contre la dégénérescence physique et morale, et aussi afin de développer son aptitude à la lutte émancipatrice, le Parti revendique :

1. La limitation à 8 heures de la journée de travail de tous les salariés.

1. La limitation à 8 heures de la journée de travail de tous les salariés, ce temps devant comprendre, si le travail a lieu sans interruption, la durée d'un repas, fixée à une heure au moins. Dans les industries dangereuses ou insa-

lubres, la journée de travail doit être réduite à 4 ou 6 heures.

2. Repos hebdomadaire légal d'au moins 42 heures d'affilée pour les ouvriers salariés des deux sexes dans toutes les branches de l'économie nationale.

3. Interdiction absolue des heures supplémentaires de travail.

4. Interdiction du travail de nuit (de 9 heures du soir à 6 heures du matin) dans toutes les branches de l'économie nationale, à l'exception de celles où ce travail est absolument nécessaire pour des raisons techniques approuvées par les organisations ouvrières.

4. Interdiction du travail de nuit (de 8 h du soir à 6 h du matin) dans toutes les branches de l'économie nationale, à l'exception de celles où ce travail est absolument nécessaire pour des raisons techniques approuvées par les organisations ouvrières, et à la condition toutefois que la durée du travail de nuit ne dépasse pas 4 heures.

5. Interdiction aux employeurs d'utiliser le travail des enfants d'âge scolaire (jusqu'à 16 ans) ; limitation à 6 heures de la journée de travail des adolescents (de 16 à 18 ans).

5. Interdiction aux employeurs d'utiliser le travail des enfants d'âge *scolaire* (jusqu'à 16 ans) ; limitation à 4 heures de la journée de travail des jeunes gens (de 16 à 20 ans), le travail de nuit leur étant interdit dans les industries insalubres et les mines.

6. Interdiction du travail des femmes dans les industries où ce travail revêt un caractère insalubre pour l'organisme féminin ; congé, payé au salaire normale, de 4 semaines avant et 6 semaines après les couches.

6. Interdiction du travail des femmes dans les industries où ce travail revêt un caractère insalubre pour l'organisme féminin : interdiction du travail de nuit des femmes ; congé, payé au salaire normal, de 8 semaines avant et 8 semaines après les couches, avec la gratuité des soins médicaux et des médicaments.

7. Création, dans toutes les usines, fabriques et autres entreprises employant des femmes, de crèches pour les nourrissons et les enfants en bas âge, toute travailleuse allaitant son enfant devant disposer d'au moins une demi-heure, à des intervalles ne dépassant pas trois heures.

7. Création, dans toutes les usines, fabriques et autres entreprises employant des femmes, de crèches pour les nourrissons et les enfants en bas âge et de locaux où puisse se faire l'allaitement, toute ouvrière allaitant son enfant devant disposer d'au moins une demi-heure à des intervalles ne dépassant pas trois heures, recevoir une allocation et ne travailler que 6 heures par jour

8. *Retraites-vieillesse et pensions en cas d'incapacité complète ou partielle de travail, assurées pas l'Etat grâce à un fonds spécial alimenté par un impôt sur les capitalistes.*

8. Assurances sociales complètes des ouvriers :

a) pour toutes les formes de travail salarié ;

b) dans tous les cas d'incapacité de travail, quelle qu'en soit la cause : maladie, accident, invalidité, vieillesse, maladie professionnelle, maternité, veuvage et situation d'orphelin, et aussi chômage, etc. ;

c) administration entièrement autonome de toutes les institutions des assurances sociales par les assurés eux-mêmes ;

d) paiement des frais d'assurances par les capitalistes ;

e) soins médicaux et médicaments gratuits, les services médicaux devant relever des caisses autonomes des hôpitaux, dont les responsables sont élus par les ouvriers.

9. Interdiction du paiement des salaires en marchandises ; l'obligation du paiement hebdomadaire des ouvriers en espèces devra figurer dans tous les contrats de travail salarié sans exception, le paiement étant à effectuer pendant les heures de travail.

10. Interdiction aux employeurs d'opérer des prélèvements en espèces sur les salaires, sous quelque prétexte et à quelque effet que ce soit (amendes, malfaçons, etc.).

11. Désignation en nombre suffisant d'inspecteurs du travail dans toutes les branches de l'économie nationale, et extension de leur surveillance à toutes les entreprises employant de la main-d'œuvre salariée, y compris celles de l'Etat (le travail des domestiques devant relever également de cette surveillance) ; désignation d'inspectrices dans les branches employant la main-d'œuvre féminine ; participation de représentants des ouvriers, élus par eux et payés par l'Etat, à la surveillance de l'application de la législation du

travail et aussi de l'établissement des barèmes de salaires, ainsi qu'à la réception et au contrôle des matériaux et du travail livré.

9. Inspecteurs du travail élus par les organisations ouvrières et ayant sous leur contrôle toutes les entreprises employant de la main-d'œuvre salariée, celle-ci comprenant aussi les domestiques ; désignation d'inspectrices dans les branches employant la main-d'œuvre féminine.

12. Surveillance par les organismes d'autonomie administrative locales avec la participation de représentants élus des ouvriers, de l'état sanitaire des logements mis à la disposition des ouvriers par les employeurs, cette surveillance portant sur le régime intérieur de ces locaux comme sur leurs conditions de location, afin de protéger les salariés contre l'intervention des patrons dans leur vie privée et dans leur activité de citoyen.

13. Création d'un service rationnellement organisé de surveillance sanitaire dans toutes les entreprises employant de la main-d'œuvre salariée, les services médicaux et sanitaires devant être entièrement indépendants des employeurs ; assistance médicale gratuite aux ouvriers, aux frais des employeurs, avec maintien du salaire pendant la maladie.

14. Responsabilité pénale des employeurs en cas d'infraction à la législation du travail.

10. Législation sanitaire pour l'amélioration de l'hygiène du travail et la protection de la vie et de la santé des ouvriers dans toutes les entreprises employant de la main-d'œuvre salariée, les services sanitaires devant relever d'une commission d'inspection élue par les organisations ouvrières.

11. Législation sur les logements et élection par les organisations ouvrières d'inspecteurs chargés de surveiller l'état sanitaire des locaux. La question de l'habitat ne peut toutefois être résolue que par l'abolition de la propriété privée du sol et la construction de logements hygiéniques à bon marché.

12. Institution de prud'hommes dans toutes les branches de l'économie nationale.

15. Institution, dans toutes les branches de l'économie nationale, de prud'hommes composés par moitié de délégués des organisations ouvrières et patronales.

16. Obligation pour les organismes d'autonomie administrative locale de créer des bureaux de placement dans toutes les branches de la production, pour les ouvriers du lieu ou venus d'ailleurs (bourses du travail), ces bourses devant être administrées avec la participation de représentants des ouvriers et des patrons.

13. Institution de bourses du travail pour le placement des chômeurs. Ces bourses doivent être des organisations prolétariennes de classe (et nullement des organisations paritaires), étroitement liées aux syndicats et aux autres organisations ouvrières, et financées par les services d'auto-administration.

Afin d'éliminer les vestiges du servage qui accablent avant tout les paysans, et pour aider au libre développement de la lutte des classes dans les campagnes, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie *exige* :

1. l'abolition des restrictions apportées aux droits personnel et aux droits de propriété des paysans par le système des castes;

2. l'abolition de toutes les redevances et de tous les versements dus par les paysans en vertu du système des castes ; l'annulation des dettes revêtant un caractère d'asservissement ;

3. la confiscation des terres de l'Eglise, des monastères, des apanages et de la couronne (ainsi que des terres de l'Etat), et leur transmission aux grands organismes d'auto-administration locale réunissant des districts urbains et ruraux, les terres nécessaires au fonds de peuplement devenant, ainsi que les eaux et forêts d'importance nationale, la propriété de l'Etat démocratique ;

4. la confiscation des propriétés privées, la petite propriété rurale exceptée, et leur transmission aux grands organismes d'auto-administration locale démocratiquement élus, ces derniers devant établir les dimensions minima des lots de terrain à confisquer.

Encourageant les actions révolutionnaires des paysans, jusques et y compris la confiscation des domaines des grands propriétaires fonciers, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie s'opposera toujours, avec fermeté, à toute tentative d'entraver le développement économique. Résolu à transmettre les terres confisquées, après la victoire de la révolution,

aux institutions démocratiques d'auto-administration locale, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie se prononcera, au cas où les conditions ne seraient pas favorables à cette transmission, pour le partage entre les paysans des grands domaines déjà convertis en petites exploitations ou de ceux qui sont nécessaires pour arrondir le terrain de ces dernières.

1. lutte de toutes ses forces pour la confiscation immédiate et complète de toutes les terres des grands propriétaires fonciers de Russie (et aussi des terres des apanages, de l'Eglise, etc., etc.)

2. s'affirme pour le passage immédiat de toutes les terres aux paysans organisés en Soviets des députés paysans, ou dans d'autres organismes d'autonomie administrative locale élus d'une façon vraiment et pleinement démocratique, et jouissant d'une entière indépendance à l'égard des grands propriétaires fonciers et des fonctionnaires;

3. exige la nationalisation de toutes les terres du pays, en entendant par nationalisation le transfert à l'Etat du droit de propriété sur toutes les terres, le droit d'en disposer étant laissé aux institutions démocratiques locales;

4. soutient l'initiative des comités paysans qui, dans diverses régions de la Russie, transmettent le cheptel mort et vif des grands propriétaires fonciers aux paysans organisés dans ces comités, afin qu'il soit utilisé pour la culture de toutes les terres, suivant un règlement établi par la collectivité;

5. recommande aux prolétaires et aux semi-prolétaires des campagnes de transformer chaque grand domaine en une entreprise agricole modèle assez importante, gérée pour le compte de la société par les Soviets des députés des ouvriers agricoles, sous la direction d'agronomes et avec emploi des techniques les plus perfectionnées.

Cela étant, dans tous les cas, et quelle que soit la situation en ce qui concerne les réformes agraires démocratiques, le Parti s'assigne pour tâche de travailler sans défaillance à l'organisation autonome de classe du prolétariat rural, de lui expliquer l'irréductible opposition de ses intérêts à ceux de la bourgeoisie rurale, de le mettre en garde contre la séduction du système de la petite exploitation, qui ne pourra jamais, en régime de production marchande, faire disparaître la misère des masses, et enfin de lui mon-

trer la nécessité d'une révolution socialiste intégrale, seul moyen d'en finir avec toute misère et toute exploitation.

Dans la poursuite de ses buts immédiats, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie soutient toutes les oppositions et tous les mouvements révolutionnaires dirigés contre l'ordre social et politique existant en Russie; mais il repousse avec énergie tous les projets réformistes rattachés à quelque élargissement ou affermissement que ce soit de la tutelle bureaucratico-policière sur les masses laborieuses.

Pour sa part, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie est fermement convaincu que la réalisation complète, conséquente et durable, des transformations politiques et sociales indiquées plus haut n'est possible que par le renversement de l'autocratie et la réunion d'une Assemblée constituante librement élue par le peuple tout entier.

Ier CONGRÈS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE[115]

4-28 MAI (17 MAI-10 JUIN) 1917

Première page du manuscrit
de Lénine « Projet de résolution
sur la question agraire ».
Mai 1917.

(1

Проектъ резолюціи по аграрному вопросу представленный Н. Ленинымъ на Всероссійскій съѣздъ крестьянскихъ депутатовъ отъ имени с.-д. фракціи.

1. Всѣ помѣщичьи и частновладѣльческія земли, а равно удѣльныя, церковныя и т.д. и т.д., должны немедленно перейти къ народу безъ всякаго выкупа.

2. Крестьянство должно организованно, черезъ свои Совѣты Крестьянскихъ Депутатовъ, брать всю землю на мѣстахъ немедленно для хозяйственнаго распоряженія ею, нисколько не предрѣшая этимъ окончательнаго установленія земельныхъ распорядковъ Учредительнымъ Собраніемъ или Всероссійскимъ Совѣтомъ Совѣтовъ, если народъ передастъ центральную государственную власть въ руки такого Совѣта Совѣтовъ.

3. Частная собственность на землю вообще должна быть уничтожена, то-есть право собственности на всю землю должно принадлежать только всему народу; распоряжаться же землею должны

1

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE

1. Toutes les terres des grands propriétaires fonciers et des particuliers, ainsi que celles des apanages, de l'Eglise, etc., doivent passer immédiatement au peuple sans aucune indemnité de rachat.

2. Les paysans doivent prendre sans tarder toutes les terres, d'une façon organisée, par l'entremise de leurs Soviets des députés paysans, pour en assurer l'exploitation, sans nullement préjuger ainsi du régime foncier définitif qui sera établi par l'Assemblée constituante ou bien par le Conseil des Soviets de Russie, au cas où le peuple transmettrait le pouvoir central de l'Etat à un Conseil des Soviets.

3. La propriété privée de la terre en général doit être abolie. Autrement dit : le droit de propriété sur toutes les terres ne doit appartenir qu'à l'ensemble du peuple ; mais ce sont les institutions démocratiques locales qui doivent disposer des terres.

4. Les paysans doivent repousser la proposition des capitalistes, des grands propriétaires fonciers et de leur Gouvernement provisoire qui leur conseillent de « s'entendre » sur place avec les grands propriétaires fonciers afin de pouvoir disposer immédiatement des terres ; la disposition de toutes les terres doit être fixée par décision de la majorité des paysans organisés d'une localité donnée et non par une entente de la majorité, c'est-à-dire des paysans, avec la minorité, une minorité d'ailleurs infime, c'est-à-dire avec les grands propriétaires fonciers.

5. La remise aux paysans, sans indemnité de rachat, de toutes les grandes propriétés foncières, suscite et suscitera l'opposition acharnée non seulement des grands propriétaires fonciers, mais encore des capitalistes, dont la puissance financière est énorme, et qui exercent également une influence considérable sur les masses encore ignorantes par la presse et par de nombreux fonctionnaires, employés, etc., accoutumés à la domination du capital. Aussi la transmission aux paysans, sans indemnité de rachat, de toutes les grandes propriétés foncières, ne peut-elle être ni réalisée jusqu'au bout, ni consolidée sans que soit détruite la confiance des masses paysannes dans les capitalistes, sans que s'établisse une alliance étroite entre les paysans et les ouvriers des villes, sans que la totalité du pouvoir passe aux Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans et autres. Seul un pouvoir détenu par de tels Soviets, et administrant l'Etat, non par l'organe de la police, du corps des fonctionnaires, d'une armée permanente séparée du peuple, mais à l'aide d'une milice populaire armée, dont le service sera assuré par tous les ouvriers et paysans, seul un tel pouvoir aura les moyens de réaliser les transformations agraires énoncées plus haut et réclamées par tous les paysans.

6. Les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, c'est-à-dire ceux qui, ne possédant pas assez de terre, de bétail et de matériel, tirent partiellement leurs moyens de subsistance d'un travail salarié, doivent bander toutes leurs forces pour s'organiser en Soviets indépendants ou en groupes distincts au sein des Soviets communs de paysans, afin de défendre leurs intérêts contre les paysans riches, qui ont forcément tendance à s'unir aux capitalistes et aux grands propriétaires fonciers.

7. Comme tous les pays belligérants et aussi nombre de pays neutres, la Russie est, par suite de la guerre, menacée de ruine, de catastrophe, de famine, en raison du manque de main-d'œuvre, de charbon, de fer, etc. Le pays ne peut être sauvé que si les députés ouvriers et paysans se chargent de surveiller et de diriger toute la production et toute la répartition. Aussi est-il indispensable, dès maintenant, de préparer une entente entre les Soviets des députés paysans et les Soviets des députés ouvriers sur les échanges de blé et autres produits agricoles contre des outils, des

chaussures, des vêtements, etc., etc., sans l'intermédiaire des capitalistes, qui devront être écartés de la gestion des fabriques. Il faut encourager à cet effet la transmission du bétail et du matériel agricole des grands propriétaires fonciers aux comités paysans aux fins d'exploitation collective. On encouragera également la transformation de chaque grande propriété foncière en une entreprise modèle où la terre sera travaillée en commun avec un matériel perfectionné, sous la direction d'agronomes et conformément aux décisions des Soviets des députés des ouvriers agricoles.

Rédigé avant le 17 (30) mai 1917. Imprimé en mai 1917 en tract (pour les délégués au Congrès) ; en décembre 1917 dans la brochure « Matériaux sur la question agraire », Editions « Priboï », Pétrograd

Conforme au manuscrit

2

DISCOURS SUR LA QUESTION AGRAIRE
22 MAI (4 JUIN) 1917

Camarades, la résolution que j'ai l'honneur de soumettre à votre attention au nom de la fraction social-démocrate du Soviet paysan, a été imprimée et distribuée aux délégués. Si tous ne l'ont pas reçue, nous prendrons des mesures en vue d'un tirage supplémentaire pour qu'elle soit distribuée dès demain à tous ceux qui désirent en prendre connaissance.

Je ne peux naturellement m'arrêter, dans ce bref exposé, que sur les questions principales, essentielles, qui touchent le plus la paysannerie et la classe ouvrière. A qui s'intéresse aux détails du problème, je recommanderai la lecture de la résolution de notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate (bolchévik) de Russie, donnée en supplément au n° 13 de la *Soldatskaïa Pravda* et maintes fois commentée dans notre journal la *Pravda* *. Je devrai me borner aujourd'hui à éclairer les points de ma résolution et de notre programme agraire les plus importants, les plus controversés ou sujets à de fausses interprétations. Parmi ces points controversés ou sujets à de fausses interprétations, l'un des premiers est celui qui a été aussi abordé hier ou avant-hier au Comité agraire central[116], au cours d'une séance dont vous avez sans doute tous entendu parler ou dont vous avez lu les comptes rendus dans les journaux d'hier ou d'avant-hier. Un représentant de notre Parti, le camarade Smilga,

* Voir le présent tome, pp. 292-295. (*N.R.*)

mon collègue au Comité central, assistait à la séance. Il proposa au comité agraire de se prononcer en faveur de la prise organisée immédiate des terres des grands propriétaires fonciers par les paysans, et cette proposition suscita une pluie d'objections. (Une voix : « Il en sera de même ici ».) On me dit qu'ici aussi de nombreux camarades combattront cette proposition. J'ai d'autant plus de raisons de m'arrêter sur ce point de notre programme, car il me semble que la plupart des objections qu'on fait à ce dernier reposent sur un malentendu ou sur une interprétation inexacte de nos opinions.

Que disent toutes les résolutions de notre Parti, tous les articles de notre organe, que dit notre journal la *Pravda* ? Nous disons que toutes les terres sans exception doivent devenir la propriété du peuple entier. Nous avons abouti à cette conclusion par l'étude, notamment, du mouvement paysan de 1905 et des déclarations des députés paysans aux Ire et IIe Doumas d'Etat, où nombre d'entre eux, venus de tous les coins de la Russie, purent s'exprimer assez librement, avec une liberté *relative*, bien entendu.

Tout le sol doit être la propriété du peuple entier. Il découle de là, d'ores et déjà, qu'en préconisant le passage immédiat et sans indemnité de rachat des terres des grands propriétaires fonciers aux paysans des localités intéressées, nous ne préconisons en aucune façon l'appropriation individuelle de ces terres, nous n'en préconisons en aucune façon le partage. Nous estimons que toutes les terres doivent être cette fois ensemencées par les paysans, sur décision prise à la majorité par les délégués paysans de l'endroit. Nous ne préconisons nullement de faire de ces terres la propriété des paysans qui s'en emparent maintenant pour les ensemencer. Les objections de cette sorte, que j'entends et que je rencontre sans cesse dans les colonnes de la presse capitaliste, se fondent toutes sur une interprétation tout à fait erronée de nos opinions. Nous avons dit, et je répète que nous l'avons dit dans toutes nos résolutions, que la terre doit être propriété du peuple entier et lui revenir gratuitement ; il est donc clair que la répartition définitive du sol, que le statut agraire définitif, ne doit être arrêté que par le pouvoir central, c'est-à-dire par l'Assemblée

constituante, ou par le Conseil des Soviets de Russie au cas où la masse paysanne et ouvrière instituerait un pouvoir semblable. Il n'y a aucune divergence à ce sujet.

Les divergences commencent plus loin, quand on nous objecte : « S'il en est ainsi, toute transmission immédiate et sans indemnité de rachat des terres des grands propriétaires fonciers aux paysans sera un acte d'arbitraire. » Ce point de vue, qui a été exprimé avec le plus de précision, le plus d'autorité, le plus de poids, par le ministre de l'Agriculture Chingarev dans son fameux télégramme, nous le considérons comme le plus faux, le plus contraire aux intérêts des paysans, le plus contraire aux intérêts des agriculteurs, le plus contraire au ravitaillement du pays en blé, le plus injuste enfin. Je me permettrai de vous donner lecture de ce télégramme, afin de vous montrer sur quoi portent surtout nos objections :

« Le règlement de la question agraire par des initiatives locales est inadmissible, à défaut d'une loi valable pour l'ensemble de l'Etat. Les actes d'arbitraire amèneraient un malheur public... Le règlement de la question agraire incombe, de par la loi, à l'Assemblée constituante. Des chambres agricoles de conciliation sont instituées actuellement auprès des comités cantonaux de ravitaillement, par les cultivateurs et par les propriétaires terriens. »

Tel est le passage principal de la déclaration du gouvernement sur cette question. Si vous prenez connaissance de la résolution adoptée hier ou avant-hier sur cette même question par le Comité agraire central et de celle qui vient d'être adoptée par la conférence des membres de la Douma d'Etat, vous verrez qu'elles procèdent toutes les deux de la même conception. Elles accusent d'initiative arbitraire les paysans désireux d'effectuer la transmission immédiate et sans indemnité de rachat des terres aux cultivateurs et leur répartition par les comités paysans locaux ; elles soutiennent que seul l'accord à l'amiable des paysans et des propriétaires, des cultivateurs et des propriétaires, est conforme aux intérêts et aux besoins généraux de l'Etat. Voilà ce que nous nions, voilà ce que nous contestons.

Examinons les objections faites à notre proposition. On dit d'ordinaire que la terre est très inégalement répartie en Russie, tant entre les petites unités administratives, com-

me les villages et les cantons, qu'entre les grandes, comme les provinces et les régions. Et l'on dit que si la population locale, décidant à la majorité sans compter avec les grands propriétaires fonciers, prenait la terre en mains et cela sans indemnité de rachat, l'inégalité subsisterait et risquerait même d'être consacrée. Nous répondons que cet argument repose sur un malentendu. L'inégalité subsistera de toutes façons dans la répartition des terres tant que l'Assemblée constituante ou, d'une façon générale, le pouvoir d'Etat central, n'aura pas définitivement fixé le nouveau statut. Tant que ce statut ne sera pas fixé, peu importe que la question soit résolue au gré des paysans ou au gré des grands propriétaires fonciers, par le passage immédiat des terres aux paysans comme nous le voulons, ou bien comme le veulent les grands propriétaires fonciers, disposés à affermer leurs terres à des prix élevés, à condition que le paysan fermier et le grand propriétaire foncier conservent leurs droits respectifs ; qu'il en soit ainsi ou autrement, l'inégalité dans la répartition subsiste. Cette objection qu'on nous fait est manifestement erronée et injuste. Nous disons qu'il est nécessaire de créer au plus tôt un pouvoir d'Etat central qui, non seulement s'appuiera sur la volonté et les décisions de la majorité des paysans, mais exprimera directement l'opinion de cette majorité. Aucune discussion à ce sujet. Si nous entendons des voix s'élever contre les bolchéviks, si nous voyons les journaux capitalistes les attaquer, affirmant que nous sommes des anarchistes, nous repoussons cette allégation avec la plus grande énergie et considérons ces attaques comme sciemment mensongères et calomnieuses.

On appelle anarchistes ceux qui nient la nécessité du pouvoir, de l'Etat ; or, nous disons que ce pouvoir est absolument indispensable non seulement à la Russie, en ce moment, mais encore à tout pays qui passerait même en droite ligne au socialisme. Le pouvoir le plus ferme est absolument nécessaire. Nous voulons seulement que ce pouvoir appartienne entièrement, exclusivement, à la majorité des députés ouvriers, soldats et paysans. Voilà ce qui nous distingue des autres partis. Nous ne nions en aucune façon la nécessité d'un Etat fort ; nous disons seulement que toutes les terres des grands propriétaires fonciers doivent passer sans rachat aux paysans, sur décision, prise à la majorité, des comités

paysans locaux, et à la condition que le cheptel mort et vif ne souffre aucun dommage. Notre résolution le dit de la façon la plus explicite. Nous nions énergiquement qu'il y ait là acte arbitraire.

A notre avis, les grands propriétaires fonciers qui gardent les terres pour leur profit personnel ou se font payer un fermage se conduisent réellement de façon arbitraire ; par contre, si la majorité des paysans dit que l'on ne croit pas laisser la terre aux grands propriétaires fonciers, si les paysans rappellent qu'au cours des siècles ils n'ont rien connu d'autre que l'oppression de la part des propriétaires fonciers, il n'y a là aucun acte d'arbitraire, mais un *rétablissement du droit*, et l'on ne peut pas attendre lorsqu'il s'agit de rétablir le droit. On ne peut certes pas, en assurant la transmission immédiate des terres aux paysans, supprimer l'inégalité entre les régions : c'est incontestable. Mais cette inégalité, personne ne l'éliminera tant que l'Assemblée constituante ne se sera réunie. Et Chingarev, qui s'élève contre nous et qui flétrit dans des documents officiels les partisans de nos vues en les accusant de prêcher l'« arbitraire », ne trouverait rien à répondre si on lui demandait comment il se proposait de remédier à cette inégalité. Il ne propose rien et ne peut rien proposer.

« Accord à l'amiable des paysans et des grands propriétaires fonciers », déclare-t-il. Qu'est-ce à dire ? Je citerai deux chiffres essentiels concernant l'agriculture dans la Russie d'Europe. Ces chiffres montrent, d'un côté, les grands propriétaires fonciers richissimes, y compris les Romanov, qui sont les plus riches et les plus malfaisants, et de l'autre, les paysans les plus pauvres. Je citerai deux chiffres pour que vous voyiez ce que signifie cette propagande de Chingarev, de tous les propriétaires fonciers et de tous les capitalistes. Ces deux chiffres, les voici : à considérer les propriétaires fonciers les plus riches de la Russie d'Europe, il apparaît que les principaux d'entre eux, qui sont moins de 30 000, possèdent environ 70 millions d'hectares de terre, soit plus de 2 000 hectares par tête. Ainsi donc, si l'on examine les couches supérieures des plus riches propriétaires fonciers de Russie, sans s'arrêter aux distinctions de caste (la plupart sont nobles, mais il y en a d'autres), on compte 30 000 grands propriétaires fonciers qui possèdent 70 mil-

lions d'hectares de terre ! Mais si nous considérons les paysans pauvres, d'après le même recensement de 1905 qui nous fournit les dernières données recueillies uniformément dans toute la Russie — données ne méritant pas au fond une très grande confiance, comme toutes les statistiques faites sous l'ancien régime par les fonctionnaires du tsar, mais qui nous donnent cependant les approximations les plus proches de la vérité, les renseignements les plus comparables — si nous considérons les paysans pauvres, nous voyons que 10 millions de familles possèdent environ 70 à 75 millions d'hectares. Ainsi, d'un côté plus de 2 000 hectares par tête, et de l'autre 7,5 par famille ! Et l'on dit que, si les paysans n'acceptent pas un accord à l'amiable, ce sera le règne de l'arbitraire. Mais que signifie cet « accord à l'amiable » ? Cela signifie que les grands propriétaires fonciers loueront peut-être la terre pour un bon prix, mais ne la céderont gratuitement à personne. Est-ce juste ? Non, ce n'est pas juste. Est-ce avantageux pour la population paysanne ? Non, ce n'est pas avantageux. Comment sera établi le statut définitif de la propriété foncière, c'est l'affaire du futur pouvoir central ; mais en ce moment, la terre des propriétaires fonciers doit passer tout de suite, sans rachat, aux paysans, à la condition que la prise de possession ait lieu d'une façon organisée. Au Comité agraire central, le ministre Tchernov, répondant à mon camarade Smilga, a dit que parler de « prise organisée » c'était user d'une expression contradictoire. S'il s'agit d'une prise, elle n'est pas organisée ; et si l'action est organisée, ce n'est plus une prise de possession *. Je pense que cette critique n'est pas juste. Je pense que si les paysans adoptent une décision à la majorité, dans un village ou dans un canton, un district, une province — or, dans certaines provinces, sinon dans toutes, des congrès paysans ont institué un pouvoir local représentant les intérêts et la volonté de la majorité, un pouvoir représentant la volonté de la population, c'est-à-dire de la majorité des cultivateurs — cette décision est celle d'un pouvoir que les paysans reconnaîtront, puisqu'un

* En russe, le mot « zakhvate », traduit ici par « prise » ou « prise de possession », est plus violent et correspond au verbe « s'emparer ». (*N.d.T.*)

tel pouvoir local s'est constitué. Ce pouvoir, la population paysanne, dans les campagnes, ne peut manquer de le respecter, car il est indubitable que, librement élu, il décidera la transmission immédiate à la paysannerie des terres des grands propriétaires fonciers. Que le paysan sache qu'il prend la terre des grands propriétaires fonciers et, s'il paye, qu'il paye aux caisses paysannes, aux caisses de district, qu'il sache que son argent servira à améliorer l'agriculture, à paver les chaussées, à tracer des routes, etc. Qu'il sache qu'il ne prend pas sa terre, *ni non plus celle des grands propriétaires fonciers*, mais la terre du peuple tout entier, dont l'Assemblée constituante déterminera le statut définitif. Aussi ne peut-il être reconnu aux grands propriétaires fonciers aucun droit sur la terre, et ce depuis le début de la révolution, depuis la formation du premier comité agraire ; aussi ne doit-on se livrer à aucun prélèvement de fonds ayant trait à cette terre.

Il y a une contradiction fondamentale entre nous et nos adversaires sur la notion d'ordre et de loi. Ce qui convient aux grands propriétaires fonciers et aux fonctionnaires, estimait-on jusqu'à présent, c'est l'ordre et la loi ; nous affirmons, nous, que l'ordre et la loi, c'est ce qui convient à la majorité des paysans. Et, tant qu'il n'y a pas de Conseil des Soviets de Russie, tant qu'il n'y a pas d'Assemblée constituante, toute autorité locale — les comités de district, les comités provinciaux — représente l'ordre et la loi suprême ! Nous qualifions d'arbitraire le fait qu'un grand propriétaire foncier, fort d'anciens droits séculaires, exige un accord « à l'amiable » avec 300 familles paysannes ayant chacune en moyenne 7 hectares et demi de terre ! Nous disons : « Que les décisions soient prises à la majorité. Nous voulons que les paysans reçoivent tout de suite, sans perdre un seul mois, une seule semaine, un seul jour, les terres des grands propriétaires fonciers ! »

« Mais, nous objecte-t-on, si les paysans se mettent à prendre les terres tout de suite, celles-ci n'iront-elles pas aux plus riches, à ceux qui ont du bétail, de l'outillage, etc. ? Ne sera-ce pas dangereux, précisément du point de vue des paysans pauvres ? » Camarades, je suis obligé de m'arrêter sur cet argument, car, dans toutes nos décisions, dans tous nos programmes, dans tous nos appels au peuple,

notre Parti déclare : « Nous sommes le parti des ouvriers salariés et des paysans pauvres ; nous voulons sauvegarder leurs intérêts ; c'est grâce à eux et à eux seuls, grâce à ces classes, que l'humanité peut sortir des horreurs où l'a plongée cette guerre des capitalistes. »

Aussi prêtons-nous la plus grande attention aux arguments selon lesquels nos résolutions ne répondraient pas aux intérêts des paysans pauvres, et nous invitons tout le monde à les étudier avec un soin particulier, car ils touchent à l'essentiel, au fond même de la question. En effet, le fond de la question, c'est justement de savoir comment sauvegarder les intérêts des ouvriers salariés des villes et des campagnes, les intérêts des paysans pauvres, dans la révolution en voie d'accomplissement, dans la transformation qui bouleverse l'Etat russe, c'est de savoir comment on peut et doit défendre leurs intérêts contre ceux des grands propriétaires fonciers et des paysans riches, lesquels sont aussi des capitalistes. Tout est là, évidemment, c'est le nœud de la question ! Et nous voici devant cette objection : si l'on recommande aux paysans de prendre les terres tout de suite, celles-ci tomberont avant tout aux mains de ceux qui ont de l'outillage et du bétail, tandis que les pauvres n'auront rien. Mais, je vous le demande, en quoi les accords à l'amiable avec les grands propriétaires fonciers y remédieraient-ils ?

Vous savez parfaitement que les grands propriétaires fonciers n'afferment pas volontiers des terres aux paysans sans le sou, mais qu'ils concluent au contraire des accords « à l'amiable » quand on leur promet un bon fermage. Il semble bien que, jusqu'à présent, les grands propriétaires fonciers n'aient jamais encore donné gratuitement leurs terres ; du moins, personne ne s'en est aperçu en Russie.

Des accords à l'amiable avec les grands propriétaires fonciers renforceraient infiniment plus la situation privilégiée des paysans riches et accroîtraient leurs avantages parce que ces derniers peuvent à coup sûr payer le propriétaire foncier, et parce qu'aux yeux de tout propriétaire foncier, le paysan riche représente un homme solvable qu'on peut poursuivre en justice ; de sorte que ces transactions « à l'amiable » avec les grands propriétaires fonciers avantagent justement les paysans riches au détriment des pauvres. Et s'il

est au contraire une possibilité de venir immédiatement en aide au paysan pauvre, c'est seulement par la mesure que je propose : la terre doit passer tout de suite aux paysans, sans indemnité de rachat.

La grande propriété foncière a été et reste une iniquité criante. Accorder la jouissance gratuite de ces terres aux paysans, si elle est décidée par la majorité, ne sera pas un acte d'arbitraire, mais le rétablissement du droit. Tel est notre point de vue, et c'est pourquoi l'argument selon lequel les paysans pauvres y perdraient est profondément erroné. On ose baptiser accord « à l'amiable » — Chingarev seul peut appeler cela un accord « à l'amiable » — l'accord entre un propriétaire foncier disposant de 2 000 hectares de terre et 300 paysans disposant chacun de 7,5 hectares en moyenne. C'est se moquer du paysan. Ce n'est pas là un accord à l'amiable mais un accord forcé pour le paysan, et qui restera forcé jusqu'au moment où chaque Soviet paysan de canton, de district, de province, et le Soviet de Russie lui-même, aura déclaré que la grande propriété foncière est une monstrueuse iniquité dont l'abolition s'impose sans attendre une heure ni une minute.

La terre doit être propriété du peuple tout entier, et un pouvoir étendant son autorité à l'ensemble de l'Etat doit le proclamer. Tant que ce pouvoir n'est pas constitué, les autorités locales s'emparent, je le répète, des domaines des grands propriétaires fonciers, et elles doivent s'en emparer, sur décision de la majorité organisée. Il n'est pas vrai que le désordre règne en Russie, ainsi que l'affirment les journaux ! Ce n'est pas vrai. Il y a plus d'ordre dans les campagnes que par le passé, parce qu'on y décide à la majorité ; il n'y a presque pas eu de violences exercées contre les grands propriétaires fonciers ; les cas d'injustice et de violences exercées contre ces derniers sont très rares, insignifiants, et leur nombre ne dépasse pas, pour toute la Russie, celui des cas analogues qui se produisaient auparavant.

J'aborde maintenant un autre argument qu'il m'a été donné d'entendre et d'examiner dans notre journal la *Pravda* en rapport avec le passage immédiat des terres aux paysans *.

Cet argument consiste à affirmer que, si l'on recommande

* Voir le présent tome, pp. 461-465. (*N.R.*)

aux paysans de prendre sur-le-champ, sans rachat, les terres des grands propriétaires fonciers, les soldats qui se trouvent au front en seront mécontents, irrités, inquiétés, et peut-être même indignés, car ils pourront se dire : « Si les paysans s'emparent immédiatement des terres tandis que nous devons rester sur le front, nous serons frustrés . » Peut-être les soldats voudront-ils tous revenir du front, ce qui engendrerait le chaos et l'anarchie. A quoi nous répondons que cette objection néglige complètement l'essentiel : que la terre soit prise moyennant un fermage, à la suite d'un accord avec le grand propriétaire foncier, ou sur décision de la majorité des paysans, les soldats resteront de toutes façons au front tant que durera la guerre et ne pourront naturellement pas rentrer au village. Pourquoi les soldats du front ne craindraient-ils pas que les grands propriétaires fonciers n'imposent aux paysans, sous la forme d'accords à l'amiable, des conditions désavantageuses ? Et pourquoi craindraient-ils, au contraire, les décisions prises par les paysans à la majorité contre les grands propriétaires fonciers ? C'est incompréhensible ! Pourquoi le combattant du front devrait-il se fier au grand propriétaire foncier, à l'accord « à l'amiable » avec le grand propriétaire foncier ? Je comprends que les partis des grands propriétaires fonciers et des capitalistes tiennent ce langage, mais je ne crois pas que tel soit le point de vue du soldat russe, au front. S'il y a accord « à l'amiable » avec le grand propriétaire foncier, le combattant loin d'y voir de l'« ordre » et d'accueillir l'accord avec confiance, sera plutôt d'avis que l'ancien désordre du régime des grands propriétaires fonciers continue.

Le soldat aura plus de confiance si on lui dit : « La terre passe au peuple, les paysans de l'endroit la louent et payent leur fermage non au grand propriétaire foncier, mais à leur propre comité, qui le consacre à des fins d'utilité générale, aux soldats du front eux-mêmes, mais pas au grand propriétaire foncier. » S'il en est ainsi décidé à la majorité, le soldat du front apprendra qu'il ne peut plus y avoir désormais d'accords « à l'amiable » d'aucune sorte avec les grands propriétaires fonciers, que ceux-ci sont maintenant des citoyens, ses égaux, que personne n'entend léser. La terre appartient au peuple entier, c'est-à-dire qu'elle appartient aussi au grand propriétaire foncier, pas en vertu

des privilèges de la noblesse, mais au même titre qu'à tout citoyen. A partir du jour où le pouvoir du tsar, qui était le plus riche propriétaire foncier et le plus grand oppresseur des masses, a été renversé, il ne doit plus y avoir de privilèges de grands propriétaires fonciers. Depuis l'instauration de la liberté, le pouvoir des grands propriétaires fonciers doit être considéré comme aboli une fois pour toutes. Cette opinion, loin de troubler le soldat du front, lui inspirera au contraire une confiance beaucoup plus grande à l'égard de l'Etat et un sentiment de sécurité pour son foyer, la certitude que sa famille ne sera ni lésée, ni abandonnée.

Reste encore un argument élevé contre notre proposition : si les paysans s'emparaient sur l'heure des terres des grands propriétaires fonciers, cette prise de possession immédiate, mal préparée, pourrait faire baisser la qualité des travaux agricoles et entraîner, peut-être, de moins bonnes semailles. Je dois dire que le pouvoir de la majorité, le pouvoir étendant son autorité à l'ensemble de l'Etat, ne s'est pas encore constitué ; les paysans n'ont pas encore assez de confiance en eux-mêmes et n'ont pas perdu confiance dans les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ; je pense que nous nous rapprochons chaque jour de ce terme, que la confiance inspirée aux paysans par l'ancien Etat diminue de jour en jour, que la paysannerie prend de mieux en mieux conscience de la nécessité pour la Russie d'être gouvernée par des élus des paysans, des soldats, des ouvriers, etc., et par personne d'autre ; je pense que chaque jour nous en rapproche, et cela non parce que des partis le recommandent ; jamais des millions d'hommes n'écouteront les conseils d'un parti s'ils ne coïncident avec ce que leur enseigne l'expérience de leur propre vie. Nous nous rapprochons à grands pas du temps où il n'y aura pas en Russie d'autre pouvoir que celui des élus des paysans et des ouvriers. Et quand on me dit que la prise de possession immédiate des terres aura peut-être pour conséquence une culture défectueuse, de mauvaises semailles, je dois répondre que les méthodes de culture sont des plus arriérées chez nos paysans, en raison de leur accablement, en raison du joug séculaire des grands propriétaires fonciers. Certes, la Russie traverse, comme tous les pays belligérants, une crise terrible, et elle ne s'en tirera pas sans passer à de meilleures méthodes de culture, à la plus

grande économie de la force de travail. Mais l'accord « à l'amiable » avec les grands propriétaires fonciers peut-il, en ce moment, pour les premières semailles, y changer quoi que ce soit ? Quoi donc ! Les grands propriétaires fonciers surveilleraient mieux les cultures, et les paysans ensemenceraient moins bien les terres s'ils savaient qu'ils travaillaient non sur les domaines des grands propriétaires fonciers, mais sur ceux du peuple entier ? Qu'y aurait-il de fâcheux à ce qu'ils effectuent leurs paiements, non aux grands propriétaires fonciers, mais à leur propre caisse paysanne ? C'est un tel non-sens que je m'étonne d'entendre de semblables arguments. Ce que l'on nous y annonce est tout à fait invraisemblable et n'est que ruse des grands propriétaires fonciers.

Ceux-ci ont compris, bien compris, qu'on ne peut plus régner par la trique, et ils passent à un procédé de domination nouveau pour la Russie, mais qui existe depuis longtemps en Europe occidentale. Qu'on ne puisse plus régner par la trique, deux révolutions l'ont démontré chez nous, et des dizaines de révolutions l'ont prouvé en Europe occidentale. Ces révolutions instruisent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ; elles leur enseignent qu'il faut gouverner le peuple par le mensonge et la flatterie, qu'il faut s'adapter, mettre des rubans rouges aux boutonnières et, fût-on de fieffés exploiteurs, déclarer : « Nous sommes la démocratie révolutionnaire, veuillez seulement attendre, et nous ferons tout pour vous. » Dire que les paysans ensemenceront moins bien les terres si celles-ci appartiennent au peuple au lieu d'être aux grands propriétaires fonciers, c'est se moquer des paysans et tenter de continuer à les gouverner par le mensonge.

Je le répète, il ne doit plus y avoir du tout de grande propriété foncière : la possession n'est pas encore la propriété, elle est temporaire et change chaque année. Le paysan qui afferme un lopin de terre n'a garde de le considérer comme le sien. La terre n'est ni à lui ni au grand propriétaire foncier, mais au peuple. Je répète que les semailles ne peuvent pas en souffrir cette année, ce printemps. Cette supposition est tellement monstrueuse et invraisemblable que je ne vous en dis qu'une seule chose : défions-nous des grands propriétaires fonciers, n'ayons nulle confiance en eux, ne nous laissons pas tromper par leurs phrases doucereuses et

leurs mirifiques promesses. Rappelons-nous qu'une décision adoptée à la majorité par des paysans, et ceux-ci sont assez prudents en l'occurrence, est légitime et valable pour l'Etat tout entier. A cet égard, on peut compter sur les paysans. Par exemple, j'ai entre les mains une résolution des paysans de Penza, document empreint, du premier au dernier article, d'une très grande sagesse ; les paysans n'envisagent aucune réforme immédiate, s'étendant à toute la Russie, mais ils ne veulent pas non plus se condamner à subir un joug insupportable, et ils ont raison. Le joug des grands propriétaires fonciers, joug des agrariens et des oppresseurs, a été et reste le plus cruel. Aussi ne faut-il attendre ni une semaine ni une heure de plus pour l'abolir ; seulement, toute prise des terres doit être organisée et constituer non une appropriation, non un partage, mais le passage à la jouissance commune des terres, propriété du peuple tout entier.

Je pourrais donc en finir avec cette question de la prise des terres en répondant que les objections faites à notre proposition sont fondées, de la part des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, sur le mensonge, et, de la part de ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre, de la part des gens désireux de défendre les intérêts des travailleurs, sur un malentendu, sur une crédulité excessive pour les affirmations mensongères que nous opposent les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Il apparaît, si l'on examine notre argumentation, que la juste revendication de l'abolition immédiate de la grande propriété foncière, de même que celle de la transmission de la propriété des terres au peuple, ne peut être satisfaite tant que ne sera constitué un pouvoir central ; mais nous recommandons instamment aux paysans de chaque localité d'entrer immédiatement en possession des terres, bien entendu, sans que l'ordre soit aucunement troublé. Nous le recommandons dans nos résolutions, mais peut-être cette recommandation est-elle inutile, car les paysans agissent ainsi sans avoir besoin de notre avis.

Je passe à la seconde question, qui mérite de retenir par-dessus tout notre attention : Quelle est notre attitude sur la manière dont il conviendra de disposer des terres dans l'intérêt des masses laborieuses, quand elles seront devenues propriété du peuple entier, quand sera abolie la propriété privée ? Cette heure-là est sur le point de sonner en Russie.

En effet, le pouvoir des grands propriétaires fonciers est, sinon ruiné, tout au moins miné. Que fera-t-on, comment répartira-t-on les terres quand elles passeront à tous les paysans, quand il n'y aura plus de grands propriétaires fonciers ? A ce propos, il me semble nécessaire de formuler une opinion commune, fondamentale, en quelque sorte, puisqu'il va de soi que, sur place, c'est toujours la paysannerie qui disposera des terres. Il ne peut pas en être autrement dans un Etat démocratique, c'est tellement évident qu'il est même superflu d'en parler. Mais quand nous entendons demander ce qu'il faut faire pour que la terre revienne aux travailleurs, nous répondons que nous voulons défendre les intérêts des ouvriers salariés et des paysans pauvres. Notre Parti, le Parti des social-démocrates bolchéviks de Russie, estime que telle est sa mission. Nous nous posons cette question : dire que la terre passera au peuple, est-ce bien la même chose que de dire qu'elle passera aux travailleurs ? Et nous répondons : non, ce n'est pas la même chose ! Dire que la terre passera au peuple, c'est dire que la grande propriété foncière sera abolie, que toute la terre appartiendra au peuple entier, que quiconque la prendra l'affermera par-devant le peuple tout entier. Si cela se réalise, cela voudra dire qu'il ne subsistera plus aucune différence dans la forme de possession des terres, qui seront toutes identiques. Comme le disent fréquemment les paysans : « Toutes les vieilles clôtures, toutes les vieilles délimitations tomberont, la terre sera sans barrières : la terre sera libre et le travail aussi. »

Est-ce à dire que la terre est transmise à tous les travailleurs ? Non. Le travail libre sur la terre libre, cela veut dire que toutes les anciennes formes de possession des terres sont supprimées, qu'il n'y a plus d'autre forme de possession du sol que celle de l'Etat, qui donne la terre à bail à chacun. Il y a donc un pouvoir d'Etat commun, celui de tous les ouvriers et de tous les paysans, et c'est à lui que s'adresse le paysan en qualité de locataire ; entre l'Etat et le paysan, aucun intermédiaire ; tous les gens qui louent des terres sont sur un pied d'égalité. C'est cela, le travail libre sur la terre libre.

Est-ce à dire que la terre est transmise à tous les travailleurs ? Non. La terre ne se mange pas, et il faut, pour

la travailler, un outillage, du bétail, des installations, de l'argent ; sans argent et sans outillage, pas d'exploitation agricole. Aussi, quand vous aurez établi un régime de travail libre sur une terre libre, il n'y aura aucune grande propriété foncière, aucune hiérarchie [117] dans la possession du sol, il n'y aura qu'une propriété du peuple entier et de libres locataires tenant leur terre de l'Etat. Quand vous aurez établi ce régime, cela ne signifiera pas la transmission de la terre à tous les travailleurs, mais seulement que chaque cultivateur pourra librement disposer du sol. Quiconque le voudra, prendra librement la terre appartenant à l'Etat. Ce sera un grand pas en avant comparativement à ce qui se passait dans l'ancienne Russie du tsar et des grands propriétaires fonciers. Ce sera un grand pas en avant, parce que la Russie des grands propriétaires fonciers, la Russie tsariste, était un pays où 70 millions d'hectares appartenaient à 30 000 Markov, Romanov et autres grands propriétaires de cet acabit ; tandis que nous aurons une Russie où le travail sera libre sur la terre libre. C'est chose faite dès aujourd'hui en bien des endroits. Dès aujourd'hui, la Russie a fait un grand pas en avant par rapport à la Russie du tsar, des grands propriétaires fonciers, mais ce n'est pas encore la transmission de la terre aux travailleurs, c'est le passage de la terre à son maître, parce que, si la terre appartient à l'Etat et si quiconque voulant la cultiver peut la prendre, cela ne suffit pas : il ne suffit pas de vouloir la cultiver, il faut aussi savoir le faire, et cela même ne suffit encore pas. Tout ouvrier agricole, tout journalier sait travailler la terre, mais il n'a ni bétail, ni outillage, ni capital ; aussi, vous aurez beau prendre des décisions, vous aurez beau parler, ce n'est pas comme ça que vous instituerez le travail libre sur la terre libre. Si même on accrochait dans toutes les administrations de canton des écriteaux proclamant la terre libre, l'état de choses n'en serait pas modifié au profit des travailleurs, pas plus qu'il ne l'est dans les républiques d'Europe occidentale où les prisons ne cessent pas d'être des prisons du fait qu'il est écrit sur leurs murs : « Liberté, Egalité, Fraternité ». La fabrique sur les murs de laquelle on écrit, comme en Amérique : « Liberté, Egalité, Fraternité », ne cesse pas pour autant d'être un bagne pour les ouvriers et un paradis pour les capitalistes.

Il importe donc de penser dès maintenant à l'avenir, de se demander comment faire pour qu'il n'y ait pas seulement le travail libre : c'est évidemment un pas en avant, mais ce n'est pas encore un pas vers la sauvegarde des intérêts des travailleurs ; c'est un pas vers la suppression de l'atroce régime d'exploitation des propriétaires fonciers, vers l'élimination des Markov, de la police, etc., mais ce n'est point un pas vers la sauvegarde des intérêts des travailleurs, parce que, sans bétail, sans outillage, sans capital, le paysan pauvre, non possédant, ne peut pas travailler la terre. C'est pourquoi je me méfie grandement des « deux mesures » ou des « deux normes », norme de travail et norme de consommation. Je sais que les partis populistes prodiguent sur ces normes des arguments et des éclaircissements. Je sais que ces partis proclament la nécessité d'établir ces deux normes, ces deux mesures : une norme de travail indiquant la quantité maximum de terre qu'une famille peut cultiver, et une norme de consommation indiquant la quantité minimum de terre au-dessous de laquelle le paysan connaîtrait la faim. Je dis me méfier grandement de ces normes ou mesures, car je pense que c'est un plan bureaucratique qui ne profitera à personne, qui ne pourra être réalisé, même si vous en décidiez ici l'application. Tout le problème est là ! Ce plan ne peut apporter d'amélioration tant soit peu sensible à la situation des ouvriers salariés et des paysans pauvres ; l'adopteriez-vous qu'il resterait sur le papier aussi longtemps que régnerait le capitalisme. Ce plan ne nous facilite pas la recherche de la voie juste conduisant du capitalisme au socialisme.

Ceux qui parlent de ces deux mesures, de ces deux normes, se figurent qu'il n'y a rien d'autre au monde que la terre et les citoyens, et rien de plus. S'il en était ainsi, ce plan serait excellent. Mais il n'en est pas ainsi : il y a le pouvoir du capital, le pouvoir de l'argent. Sans argent, pas d'entreprise sur la terre la plus libre, quelles que soient les « normes », car le travail salarié demeurera tant que durera l'argent. Cela signifie que les paysans riches, dont le nombre n'est pas inférieur en Russie à un million de familles, oppriment et exploitent les ouvriers salariés et continueront à les opprimer aussi sur la terre « libre ». Ces paysans riches recourent sans cesse, non pas exceptionnellement,

mais en règle générale, à la main-d'œuvre salariée, employée à l'année, à la saison, à la journée ; ils exploitent en un mot les paysans pauvres, les prolétaires. A côté d'eux, il y a des millions et des millions de paysans, qui ne possèdent pas de chevaux, qui ne peuvent subsister sans vendre leur force de travail, sans chercher un salaire d'appoint, etc. Tant que durera le pouvoir de l'argent, le pouvoir du capital, quelles que soient les « normes » que vous fixiez, elles resteront dans le meilleur des cas inapplicables, parce qu'elles ne tiennent pas compte de ce facteur essentiel : la répartition inégale de la propriété de l'outillage, du bétail, de l'argent, et l'existence du travail salarié, objet d'exploitation. C'est un fait capital dans la Russie actuelle, on ne peut y passer outre, et si nous fixons des « normes », la vie passera outre, et elles resteront sur le papier. Aussi ne peut-on pas, pour sauvegarder les intérêts des paysans non possédants, des paysans pauvres, dans l'immense transformation de la Russie que vous accomplissez actuellement et que vous accomplirez sans nul doute quand la propriété privée du sol sera abolie, quand on aura avancé d'un pas vers un avenir meilleur, socialiste ; pour sauvegarder les intérêts des ouvriers et des paysans pauvres dans cette immense transformation que vous ne faites qu'entreprendre, qui ira loin et dont on peut dire sans exagération qu'elle s'accomplira sans nul doute en Russie, parce qu'il n'existe aucune force capable de l'empêcher, pour sauvegarder leurs intérêts, dis-je, on ne saurait procéder par l'établissement de normes ou de mesures. Il faut suivre une autre voie.

Les camarades de mon Parti, au nom duquel j'ai l'honneur de parler, et moi-même, nous ne connaissons que deux voies permettant de sauvegarder les intérêts des ouvriers agricoles et des paysans pauvres. Et ce sont ces deux voies que nous recommandons à l'attention du Soviet paysan.

La première, c'est l'organisation des ouvriers agricoles et des paysans pauvres. Nous voulons et nous conseillons la formation dans chaque comité paysan, dans chaque canton, chaque district, chaque province, d'une fraction ou d'un groupe distinct d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres, de ceux qui doivent se demander : « Si la terre devient demain propriété du peuple entier — et elle le deviendra sans nul doute, car telle est la volonté du peuple — que devrons-

nous faire ? Nous qui n'avons ni bétail, ni outillage, où les prendrons-nous ? Comment travaillerons-nous, comment défendrons-nous nos intérêts ? Comment faire en sorte que la terre, qui sera propriété du peuple entier, qui le sera vraiment, ne tombe pas aux mains des *seuls patrons* ? Si elle tombe aux mains de ceux qui auront assez de bétail et d'outillage, y gagnerons-nous grand-chose ? Est-ce pour en arriver là que nous avons fait cette grande révolution ? Est-ce cela que nous voulions ? »

La terre appartiendra au « peuple », mais c'est *insuffisant* pour la défense des intérêts des ouvriers agricoles. Le bon moyen, ce n'est pas qu'on fixe ici, d'en haut, ou au comité paysan, une « norme » de jouissance individuelle des terres. Ces mesures ne serviront à rien tant que régnera le capital, et elles ne mettront pas fin à la domination du capitalisme. Pour nous soustraire au joug du capitalisme, pour que la terre, propriété du peuple entier, passe aux mains des *travailleurs*, il n'y a qu'un moyen essentiel : l'organisation des ouvriers agricoles qui seront guidés par leur expérience, par leurs observations, par leur méfiance envers ce que leur disent les exploiteurs, même si ces derniers arborent des rubans rouges et se qualifient de « démocratie révolutionnaire ».

Seules l'organisation locale indépendante et leur expérience personnelle instruiront les paysans pauvres. Cette expérience ne sera pas facile ; nous ne pouvons promettre et ne promettons pas que des fleuves de lait se mettront à couler entre des rives de pain d'épice. Non, les grands propriétaires fonciers seront renversés parce que telle est la volonté du peuple, mais le *capitalisme* subsiste. Il est beaucoup plus difficile de le jeter bas, un autre chemin mène à son renversement, et c'est celui des organisations indépendantes, distinctes, des ouvriers agricoles et des paysans pauvres. Voilà ce que notre Parti préconise en premier lieu.

C'est seulement dans cette voie que l'on peut s'attendre à une transmission graduelle, difficile mais sûre, de la terre aux travailleurs.

La deuxième mesure recommandée par notre Parti, c'est de transformer au plus tôt chaque grande économie agricole, par exemple chacun des grands domaines, qui sont au nombre de 30 000 en Russie, en entreprises modèles *collectivement*

exploitées par des ouvriers agricoles et des agronomes compétents, à l'aide du bétail, de l'outillage, etc., des anciens propriétaires. Sans cette exploitation *collective* sous la direction de Soviets des ouvriers agricoles, on n'arrivera pas à transmettre toutes les terres aux *travailleurs*. Certes, la culture collective est une chose difficile ; si quelqu'un s'imagine qu'on peut la décréter et l'imposer d'en haut, ce serait évidemment une folie, parce que l'habitude séculaire de l'exploitation individuelle ne peut disparaître d'un seul coup, parce qu'il faut de l'argent, il faut une adaptation au nouvel état de choses. Si ces recommandations, ces vues sur la culture collective, le matériel collectif, le bétail collectif, le meilleur usage à faire de l'outillage, de concert avec les agronomes, si ces recommandations étaient le fruit de l'imagination de tel ou tel parti, les choses iraient très mal, car les conseils d'aucun parti ne sauraient transformer la vie du peuple, car des dizaines de millions d'hommes ne font pas la révolution pour suivre les conseils d'un parti ; or, cette transformation sera une révolution beaucoup plus profonde que le renversement de l'imbécile Nicolas Romanov. Je le répète, des dizaines de millions d'hommes ne font pas la révolution sur commande ; ils la font quand la misère les accule à une impasse, quand le peuple se trouve dans une situation intolérable ; la pression générale, la volonté de dizaines de millions d'hommes, emporte alors tous les anciens obstacles et peut vraiment créer la vie nouvelle. Si nous conseillons cette mesure, si nous recommandons de l'appliquer, avec circonspection, en disant qu'elle devient nécessaire, ce n'est pas seulement que nous la déduisons de notre programme, de notre doctrine socialiste, c'est aussi parce qu'étant socialistes et observant la vie des peuples d'Europe occidentale, nous avons abouti à cette conclusion. Nous savons que ces peuples ont traversé bien des révolutions, dont naquirent des républiques démocratiques ; nous savons que les esclavagistes furent vaincus en Amérique en 1865 et que des centaines de millions d'hectares de terre y furent ensuite distribués gratuitement ou presque aux paysans, et pourtant le capitalisme règne là-bas comme nulle part ailleurs, opprimant les masses laborieuses comme partout, si ce n'est plus durement. Telle est la doctrine socialiste, et telles sont les obser-

vations faites sur les autres peuples qui nous ont amenés à la ferme conviction que, sans culture collective des terres par les ouvriers agricoles munis de machines perfectionnées, sous la direction d'agronomes instruits, on ne saurait secouer le joug capitaliste. Mais si nous nous inspirions uniquement de l'expérience des pays d'Europe occidentale, nos affaires iraient mal en Russie, le peuple russe n'étant vraiment capable, dans sa masse, de faire un grand pas dans cette voie nouvelle que poussé par une misère extrême. Nous disons que le moment est venu où cette misère extrême frappe à la porte du peuple russe tout entier. Cette extrême misère tient au fait qu'on ne peut pas gérer l'économie agricole à l'ancienne manière. Si nous nous confinions comme autrefois dans de petites exploitations, même en tant que citoyens libres sur une terre libre, nous n'en serions pas moins menacés de périr infailliblement, car la débâcle se rapproche de jour en jour, d'heure en heure. Tout le monde en parle ; c'est là un fait, qui ne résulte pas de la mauvaise volonté de quelques personnes, mais de la guerre de conquêtes déclenchée dans le monde par le capitalisme.

La guerre a exterminé des masses d'hommes, inondé le globe de sang, conduit le monde entier au seuil de l'abîme. Ce n'est pas une exagération, nul ne peut répondre du lendemain, tout le monde en convient. Ouvrez les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats*, tous déclarent que les capitalistes recourent à la grève perlée et aux lock-out. C'est dire qu'il n'y a pas de travail et que les capitalistes congédient en masse leurs ouvriers. Voilà, non seulement en Russie, mais dans tous les pays, les résultats de cette guerre criminelle.

Aussi disons-nous : la culture de parcelles séparées, même en tant que « travail libre sur une terre libre », n'est pas une solution à la terrible crise, à la catastrophe générale ; ce n'est pas le salut. Il faut l'*obligation générale du travail*, l'économie la plus stricte du travail humain, un pouvoir d'une vigueur et d'une fermeté exceptionnelles, qui soit en mesure d'appliquer cette obligation générale du travail ; les fonctionnaires ne sauraient le faire ; seuls les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans peuvent y réussir, parce qu'ils sont le peuple lui-même, les masses populaires elles-mêmes, parce qu'ils ne constituent pas un

pouvoir bureaucratique, parce que, connaissant à fond, de haut en bas, toute la vie du paysan, ils peuvent instituer l'obligation du travail, ils peuvent établir une protection du travail humain telle que le labeur du paysan ne soit pas gaspillé et que le passage à la culture collective s'accomplisse ainsi par étapes, avec circonspection. Tâche difficile, mais il est indispensable de passer à la culture collective dans de grandes entreprises modèles, sans quoi nous n'échapperons pas à la débâcle, à la situation vraiment désespérée qui est celle de la Russie. Et l'on se tromperait du tout au tout en pensant qu'une aussi gigantesque transformation dans la vie du peuple peut s'accomplir d'un seul coup. Non, elle exige un labeur considérable, elle requiert tension, volonté et énergie de la part de chaque paysan et de chaque ouvrier, chacun à sa place, dans le domaine qui est le sien, dans la branche de production à laquelle il participe depuis des dizaines d'années. Cela ne peut s'accomplir sur l'ordre de quelqu'un, mais c'est indispensable, car la guerre de conquête a conduit l'humanité entière au bord de l'abîme, des dizaines de millions d'êtres humains ayant péri et des existences plus nombreuses devant encore périr dans cette guerre atroce si nous ne déployons pas toutes nos forces, si toutes les organisations des Soviets des députés ouvriers et paysans n'entrent pas, unanimes et résolues, dans la voie de la culture collective des terres sans capitalistes, sans grands propriétaires fonciers. C'est seulement en s'engageant dans cette voie qu'on fera réellement passer la terre aux mains des travailleurs. (Applaudissements.)

Paru le 25 mai 1917 dans le n° 14 des « Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie » ; en décembre 1917 dans la brochure « Matériaux sur la question agraire ». Editions « Priboï »

Conforme au texte de la brochure, confronté au texte du journal

LES PARTIS ET LES ÉLECTIONS AUX DOUMAS D'ARRONDISSEMENT DE PÉTROGRAD

Les listes des candidats conseillers municipaux aux Doumas d'arrondissement ont été publiées (voir le supplément gratuit aux *Viédomosti Obchtchestvennogo Gradonatchalstva* en date du 17 mai [118]). Les renseignements ne portent malheureusement que sur dix arrondissements et non sur tous. Ils donnent pourtant un tableau extrêmement clair et édifiant *en ce qui concerne les partis*, tableau qu'il est nécessaire d'étudier avec attention, tant pour la propagande électorale que pour l'analyse des rapports des partis et des *classes*.

On sait que l'existence de partis est à la fois la condition et l'indice du développement politique. Plus une population ou une classe déterminées est politiquement développée, éclairée, consciente, et plus, en règle générale, elle est organisée en partis. Cette règle générale est confirmée par l'expérience de tous les pays civilisés. Et l'on comprend, du point de vue de la lutte des classes, qu'il doive en être ainsi : le fait de ne pas avoir de parti constitué, ou d'être insuffisamment déterminé ou organisé à cet égard, est la marque de l'instabilité de classe (cela, dans le meilleur des cas ; dans le pire, cette insuffisance signifie que les masses sont bernées par des charlatans politiques, fait bien connu sous les régimes parlementaires).

Que nous apprend donc le tableau des candidatures présentées à Pétrograd, en ce qui concerne les partis ?

Pour les 10 arrondissements, on compte 71 listes qui se divisent nettement, dès le premier coup d'œil, en *cinq* grands groupes :

1. Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie : les *bolchéviks*. Il présente une liste dans chacun des 10 arrondissements. Notre Parti fait bloc avec deux groupes : les « mejrayontsy » et les menchéviks-internationalistes. Ce bloc repose sur des principes très stricts, ouvertement proclamés dans les résolutions des conférences de Pétrograd et de Russie de notre Parti *. La lutte de l'internationalisme prolétarien contre le chauvinisme (ou le « jusqu'auboutisme ») de la bourgeoisie grande et petite est, en Russie comme dans le monde entier, la question essentielle de la vie politique actuelle. Et notre Parti a déclaré bien haut être décidé à réaliser « le rapprochement et l'union » de tous les internationalistes (voir la résolution de notre conférence de Russie sur l'union des internationalistes contre le bloc jusqu'auboutiste petit-bourgeois).

Le parti du prolétariat se présente aux élections comme un seul bloc, en toute clarté, à visage découvert.

2. Le parti de la « liberté du peuple », c'est-à-dire le parti des cadets qui est en fait celui de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, a une physionomie de classe tout aussi nette. Il présente également 10 listes en son nom propre, une dans chacun des 10 arrondissements. On sait que *tous* les partis des grands propriétaires fonciers et des capitalistes *soutiennent* maintenant les cadets, mais ils le font, pour le moment, *en secret*.

3. La troisième place, quant à la netteté de sa position politique, appartient au parti radical-démocratique, frais émoulu, qui ne présente de listes que dans 6 arrondissements sur 10. Ce parti, que nul ne connaît, est manifestement, lui aussi, un parti capitaliste, qui espère « piper », à l'aide de promesses n'engageant à rien, les suffrages de l'« homme de la rue ». Ce sont, en quelque sorte, des cadets travestis.

4. La quatrième place revient à un groupe de 17 listes présentées dans 9 arrondissements par les populistes (troudoviks, socialistes-révolutionnaires, socialistes populaires) et par les menchéviks, plus le groupe tristement célèbre de l'*Edinstvo* [119], les uns et les autres formant les combinaisons les plus disparates.

* Voir le présent tome, pp. 154-155 et 296. (*N.R.*)

Россійская Соціалъ-Демократическая Рабочая Партія.

ПРАВДА

ОРГАНЪ
Центральнаго Комитета
и
Петербургскаго Комитета
Р. С.-Д. Р. П.

Среда, 6-го Іюня (24 мая ст. ст.) 1917 г. ЕЖЕДНЕВНАЯ ГАЗЕТА. Цѣна № 5 коп. № 64.

Цѣна отдѣльнаго № 5 коп.

Вниманію подписчиковъ.

Къ выборамъ.

ПЕРЕДЪ ВЫБОРОМЪ.

Партіи на выборахъ въ районныя Думы Петрограда.

Муниципальная хроника.

C'est un véritable modèle de méli-mélo et d'absence de principes, propre à la petite bourgeoisie ! *Aucun* de ces groupes et partis ne s'est décidé à adopter une seule résolution franche, bien fondée, déclarée à l'avance, sur leur rapprochement et leur union. Ils ont été ballottés au gré des événements, ils se sont laissé emporter par le torrent chauvin. Ils sont tous tombés dans le même bourbier, et ils y pataugent en bons petits bourgeois, essayant de « se faufiler » de façon différente dans chaque arrondissement, à qui mieux mieux ! « Passer n'importe comment, pourvu qu'on passe », telle est leur devise.

Si leur accord de principe s'était fait sur le jusqu'auboutisme ou sur le soutien du ministère de coalition, pourquoi ne formeraient-ils pas un vrai bloc politique, fondé sur des principes définis, et se présentant ouvertement dans cette campagne électorale ?

Mais le fait est, précisément, que la petite bourgeoisie, c'est-à-dire les populistes et les menchéviks, n'a ni principes ni esprit de parti ! Ces gens-là sont tous jusqu'auboutistes et ministérialistes. Mais ils n'ont pas confiance les uns dans les autres. Dans tel arrondissement les socialistes-révolutionnaires marchent seuls ; dans un autre ils font bloc avec les socialistes populaires et les troudoviks (avec des gens qui admettent le rachat des terres* !! avec des partis que les socialistes-révolutionnaires Vikhliaïev, Tchernov et consorts accusaient *ouvertement* en 1906-1907 de culte de l'instinct de *propriété* !!). Ils font bloc le plus souvent avec les menchéviks, parfois avec l'*Edinstvo*, ce même *Edinstvo* dont le *Diélo Naroda* parle sur un ton d'hostilité ou de mépris !

Peu importe ! L'« homme de la rue » gobera tout. Il ne se soucie pas des partis ni des principes ! Dans notre journal, « nous » sommes contre l'*Edinstvo* ; mais dès qu'il s'agit d'entrer à la Douma, « nous » sommes *pour...*

Les menchéviks en font tout autant. Leur journal est contre l'*Edinstvo*, leur conférence de Russie [120] a accueilli le fameux Deutsch par un chahut réprobateur, si bien que l'*Edinstvo* s'en est plaint ouvertement. Ça ne fait rien !

---

* Le rachat des terres par les paysans aux grands propriétaires fonciers. (*N.d.T.*)

L'« homme de la rue » est oublieux. Nous agissons à sa façon! « En principe », nous sommes contre les Deutsch et les Iordanski, nous les blâmons devant les ouvriers. Mais lorsqu'il s'agit d'obtenir des sinécures, nous sommes tout disposés à figurer avec ces messieurs sur des listes communes !

Que tous les ouvriers conscients le sachent donc et qu'ils en informent toute la masse ouvrière : le bloc des socialistes-révolutionnaires et de tous les populistes avec les menchéviks est un bloc de gens qui, lâchement, font passer en fraude les héros de l'*Edinstvo*, *un bloc de gens qui rougissent de leurs alliés !*

Dans deux arrondissements, Kazanski et Spasski, il n'y a ni menchéviks, ni socialistes-révolutionnaires. Les uns et les autres se sont visiblement *camouflés* dans les listes des Soviets des députés ouvriers et soldats des arrondissements, bref, dans les listes des *sans-parti.* (Le nombre des candidats est très incomplet dans les deux cas : 38 et 28 contre 54 et 44 chez les cadets, 43 et 46 chez nous.) Ainsi, dans deux arrondissements, les partis petits-bourgeois n'ont pas pu s'en tenir même à leur bigarrure « semi-parti » et ont versé définitivement dans le bourbier sans-parti : « Qu'importe l'étiquette, pourvu qu'on soit élu ! » Telle est, toujours et partout, la devise des parlementaires bourgeois.

5. Dans le cinquième groupe, c'est le règne intégral des sans-parti : 28 listes pour 10 arrondissements, la plupart des groupes n'existant d'ailleurs que dans un seul arrondissement. Ce n'est pas seulement l'esprit petit-bourgeois en général, mais l'esprit de clocher dans chaque arrondissement. Que n'y trouve-t-on pas ? Une « administration de locataires », un « groupe des employés des établissements d'éducation », un « groupe de l'honnêteté, de l'intégrité, de l'équité » (si cela ne vous plaît pas, c'est que vous êtes bien difficiles...) et des « personnalités démocrates, républicains et socialistes, présentées par des travailleurs sans-parti, démocrates et républicains, membres des comités de locataires »...

Camarades ouvriers ! Au travail, tous sans exception, pour visiter les logements pauvres, éveiller et éclairer les gens de maison, les ouvriers les plus arriérés, etc., etc. ! Agitation contre les capitalistes et les cadets, qu'ils se camouflent en « démocrates radicaux », ou qu'ils se cachent

derrière les cadets ! Agitation contre le marais jusqu'au-boutiste petit-bourgeois formé par les populistes et les menchéviks, contre leur bloc sans-parti et sans principes, contre l'introduction subreptice, dans leurs listes communes, des troudoviks, partisans du rachat, et des héros de l'*Edinstvo* de Plékhanov, dont le voisinage fait rougir jusqu'aux journaux ministériels tels que le *Diélo Naroda* et la *Rabotchaïa Gazéta* !

« Pravda » n° 64, 6 juin (24 mai) 1917 *Conforme au texte de la « Pravda »*

DEUX INSUFFISANCES

Tout en critiquant les autres partis, nous devons nous critiquer nous-mêmes. Les listes des candidats conseillers municipaux aux Doumas d'arrondissement de Pétrograd, qui viennent d'être publiées, témoignent de deux défauts de notre organisation et du travail de notre Parti.

Premier défaut. Dans l'arrondissement Litéïny, notre liste ne comporte que 33 candidats, alors que celles des cadets et du bloc des menchéviks avec l'*Edinstvo* et les populistes en présentent 63. Il apparaît que, dans ce riche arrondissement, nos militants du Parti n'ont pas trouvé plus de 33 candidats du parti prolétarien. Mais c'est là une insuffisance manifeste de notre travail, le signe évident que nous n'avons pas cherché suffisamment dans les « couches inférieures » des travailleurs et des exploités. Il faut rompre avec la routine ; dans les quartiers riches, il faut aller « dans le peuple » avec une énergie particulière, pour éveiller de nouvelles couches de travailleurs et d'exploités à la vie consciente. Il conviendrait d'entraîner des éléments prolétariens sans-parti, — par exemple, les *gens de maison*, — à participer aux élections, et ne pas craindre d'inscrire les plus sûrs d'entre eux sur les listes prolétariennes. Pourquoi craindrions-nous une minorité d'éléments *prolétariens* sans-parti, pourvu que la majorité appartienne aux prolétaires internationalistes conscients ?...*

Rédigé entre le 23 et le 27 mai (entre le 5 et le 9 juin) 1917.
Paru pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'arrête ici. (*N.R.*)

RÉSOLUTION SUR LES MESURES À PRENDRE CONTRE LA DÉBÂCLE ÉCONOMIQUE [121]

1. La désorganisation complète de toute la vie économique de la Russie a atteint un tel degré qu'une catastrophe d'une ampleur inouïe, arrêtant complètement le travail de toute une série de branches essentielles de la production, empêchant les cultivateurs d'exercer leurs activités à l'échelle nécessaire, interrompant les communications ferroviaires, privant de blé les villes et une population industrielle de nombreux millions d'âmes, est devenue imminente. Plus encore, le délabrement économique se fait déjà sentir et a gagné diverses branches de la production. Il n'est possible de le combattre avec succès qu'en faisant appel à toute l'énergie du peuple et en adoptant des mesures révolutionnaires immédiates, tant en province que dans la capitale.

2. On ne peut conjurer la catastrophe ni par des moyens bureaucratiques, c'est-à-dire en créant des institutions au sein desquelles prédomineraient les capitalistes et les fonctionnaires, ni en sauvegardant les bénéfices des capitalistes, leur toute-puissance dans la production, l'emprise du capital financier, le secret commercial dans les domaines bancaire, commercial et industriel. L'expérience de nombreuses manifestations partielles de la crise dans différentes branches de la production l'a démontré avec une évidence absolue.

3. On ne peut conjurer la catastrophe que par l'établissement d'un véritable contrôle ouvrier de la production et de la répartition. Pour appliquer ce contrôle il est nécessaire que : 1° dans toutes les institutions importantes, les ouvriers aient une majorité garantie des trois quarts des voix au moins, les patrons qui n'ont pas cessé leur activité et le

personnel technique compétent étant obligatoirement tenus de participer au travail de ces institutions ; 2° les comités de fabrique et d'usine, les Soviets centraux et locaux des députés ouvriers, soldats et paysans, ainsi que les syndicats, reçoivent le droit de participer au contrôle, tous les livres de banque et de commerce leur étant soumis, tous les renseignements devant leur être obligatoirement communiqués ; 3° les représentants de tous les grands partis démocratiques et socialistes jouissent du même droit.

4. Le contrôle ouvrier, déjà reconnu par les capitalistes lors de divers conflits, doit être transformé sans délai par une série de mesures mûrement réfléchies, appliquées graduellement mais sans aucune perte de temps, en une réglementation complète de la production et de la répartition par les ouvriers.

5. Le contrôle ouvrier doit être étendu de la même façon, avec les mêmes prérogatives, à toutes les opérations financières et bancaires, la situation financière devant être examinée dans son ensemble, et cela avec le concours des Soviets et des congrès des employés de banques, de syndicats patronaux, etc., qui seront organisés immédiatement.

6. Le salut du pays acculé à la catastrophe exige avant tout que la population ouvrière et paysanne ait la certitude la plus entière, la plus absolue, inspirée non par des paroles mais par des actes, que les institutions dirigeantes et pleinement habilitées à cet effet, en province comme dans la capitale, n'hésiteront pas à transmettre au peuple la majeure partie des profits, des revenus et des biens des gros et très gros magnats capitalistes de la banque, de la finance, du commerce et de l'industrie. Sans cela, on ne saurait ni exiger, ni attendre l'application de mesures véritablement révolutionnaires, pas plus qu'une tension véritablement révolutionnaire des énergies de la masse ouvrière et paysanne.

7. En raison du délabrement complet de tout le système financier et monétaire, en raison aussi de l'impossibilité de l'assainir tant que durera la guerre, l'organisation étatique doit viser à mettre sur pied par grandes régions d'abord, puis dans le pays tout entier, un système d'échange d'outillage agricole, de vêtements, de chaussures et autres produits manufacturés contre le blé et autres produits de l'agri-

culture. Les coopératives urbaines et rurales doivent être appelées à y collaborer largement.

8. L'obligation générale du travail ne sera rendue possible et nécessaire qu'après l'application des mesures indiquées plus haut. Elle exigera à son tour l'institution d'une milice ouvrière, dans laquelle les ouvriers feront leur service gratuitement, en dehors de la journée de travail de 8 heures, en attendant la formation d'une milice embrassant la population entière, où les jours de service seront payés aux ouvriers et aux employés par les capitalistes. Seule cette milice ouvrière et la milice du peuple entier à laquelle elle donnera naissance peuvent et doivent rendre effective l'obligation générale du travail, non pas bureaucratiquement et dans l'intérêt des capitalistes, mais véritablement, afin de sauver le peuple de la catastrophe. Seule une semblable milice peut et doit instituer une discipline réellement révolutionnaire et obtenir du peuple entier une tension extrême de toutes ses énergies afin de conjurer la catastrophe. L'obligation générale du travail est seule susceptible d'épargner au maximum le labeur du peuple.

9. L'une des tâches essentielles, parmi les mesures indispensables pour sauver le pays de la catastrophe, doit consister à transférer une grande quantité de main-d'œuvre à la production de houille, de matières premières et aux transports. Il n'est pas moins nécessaire d'affecter graduellement à la fabrication des produits indispensables au relèvement économique la main-d'œuvre actuellement occupée dans l'industrie de guerre.

10. L'application méthodique et efficace de toutes ces mesures n'est possible que si le pouvoir passe entièrement aux prolétaires et aux semi-prolétaires.

« Social-Démocrate » n° 64, 25 mai (7 juin) 1917

Conforme au manuscrit

ACCOMMODEMENT AVEC LES CAPITALISTES OU RENVERSEMENT DES CAPITALISTES ?

(COMMENT METTRE FIN À LA GUERRE)

Tout le monde se demande comment mettre fin à la guerre, tout le monde en parle.

Presque tous les ouvriers et tous les paysans sont d'accord que la guerre a été déclenchée par les capitalistes et qu'elle est nécessaire aux capitalistes de *tous* les pays. C'est ce que proclament les résolutions des Soviets des députés ouvriers, soldats et *paysans*.

C'est une vérité incontestable.

Les divergences de vues commencent lorsqu'il s'agit de savoir comment *s'acheminer* vers la fin de la guerre (car, *chacun* le comprend, la finir *d'un seul coup* est impossible). Par des transactions avec les capitalistes et, dans l'affirmative, lesquelles ? Ou par la révolution ouvrière, c'est-à-dire par le renversement des capitalistes ? Voilà la question décisive et fondamentale.

Sur ce point, notre Parti s'est séparé du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd et du Soviet des députés paysans de Russie, car ces deux organismes *inclinent à résoudre la question en faveur des capitalistes, et par l'intermédiaire des capitalistes.*

La résolution du Soviet des députés paysans de Russie sur la guerre l'a confirmé en termes frappants. Elle exige, en accord avec le fameux — et non moins confus — appel aux peuples du monde (en date du 14 mars) :

« ...une paix sans annexions et sans contributions financières, conférant à chaque peuple, dans quelque Etat qu'il vive, le droit de décider lui-même de son sort ».

Le problème des annexions est posé ici *autrement* que ne l'ont fait ces jours-ci les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd* et le *Diélo Naroda* (voir la *Pravda* n° 60, du 18 mai*).

Ces deux derniers organes, dirigés par le bloc des populistes et des menchéviks, sont tombés dans une confusion inextricable en déclarant : sans annexions veut dire retour à l'état de choses d'avant-guerre (le *statu quo*).

Cette solution — il faut bien dire la vérité — tranche la question par un marché avec les capitalistes et entre les capitalistes. Elle signifie : maintenons les anciennes conquêtes (d'avant-guerre) et qu'il n'y en ait pas de nouvelles.

D'abord, un socialiste ne peut admettre cette position sans trahir le socialisme. Ce n'est pas à lui de réconcilier les capitalistes en leur proposant l'ancien partage du butin, c'est-à-dire des conquêtes. C'est clair. Ensuite, cette solution demeure illusoire sans une révolution *contre le capital* anglo-japonais, tout au moins ; quiconque n'a pas perdu le sens commun voit en effet que le Japon ne rendra pas Kiao-tchéou, ni l'Angleterre Bagdad et les colonies d'Afrique, *sans révolution.*

La résolution des paysans définit *autrement* les annexions, en proclamant le droit de « *chaque* » peuple (y compris par conséquent les peuples annexés, c'est-à-dire rattachés par la contrainte *avant* la guerre) à la liberté, au droit de « décider lui-même de son sort ».

C'est la seule solution juste aux yeux de tout démocrate vraiment conséquent et, à plus forte raison, de tout vrai socialiste. Nul socialiste ne peut, tout en restant socialiste, poser en d'autres termes la question des annexions et refuser à *aucun* peuple le droit de disposer de lui-même et la liberté de se séparer.

Ne nous leurrons pourtant pas : cette revendication équivaut à la révolution contre les capitalistes. Les premiers à n'y pas souscrire (à moins d'une révolution) seront les capitalistes anglais, qui comptent plus d'annexions qu'aucune autre nation au monde.

Ces deux revendications, ces deux vœux — celui de renoncer aux annexions en faveur du retour à l'ancien état de

* Voir le présent tome, pp. 444-446. (*N.R.*)

choses (*statu quo*), et celui de renoncer aux annexions nouvelles et anciennes, à toutes les annexions — sont tous deux irréalisables sans révolution contre le capital, sans renversement des capitalistes. Point n'est besoin de se leurrer ni de leurrer le peuple à ce sujet !

Ou bien l'on prêche et l'on attend un accommodement avec les capitalistes, ce qui équivaut à inculquer aux peuples la confiance dans leurs pires ennemis ; ou bien l'on fait confiance à la révolution ouvrière, et en elle seulement, et on fait converger tous les efforts vers le renversement des capitalistes.

Il faut *choisir* entre ces *deux* voies pour *mettre fin* à la guerre.

« Pravda » n° 65,
7 juin (25 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA SOLIDITÉ D'UNE CHAÎNE DÉPEND DE CELLE DE SON MAILLON LE PLUS FAIBLE

Si l'on a besoin d'une chaîne de fer, capable de supporter un poids de 100 pouds, par exemple, que se passera-t-il si l'on remplace *l'un* des maillons de cette chaîne par un maillon en bois ?

La chaîne se rompra.

Quelle que soit la résistance ou la solidité de tous les autres maillons de cette chaîne, rien n'y fera. Le maillon de bois sautera, et toute la chaîne se rompra.

Il en va de même en politique.

Pour les élections aux Doumas d'arrondissement, messieurs les menchéviks et les populistes, messieurs les ministérialistes de ces partis petits-bourgeois, ont fait alliance avec l'« *Edinstvo* » *de Plékhanov*.

Prenez-vous-en à vous-mêmes, messieurs !

Votre chaîne « de fer », qui était déjà du reste bien mal en point et rouillée, comprend maintenant quelques maillons qui ne sont même pas en bois, mais en glaise et en papier.

Prenez-vous-en à vous-mêmes !

Camarades ouvriers et ouvrières ! Camarades soldats ! Camarades travailleurs ! Sachez qu'en votant pour le bloc des populistes et des menchéviks, *vous votez pour l'« Edinstvo » de Plékhanov* ;

— vous votez pour cet infâme *Edinstvo* de Plékhanov, dont *se désolidarisent* même les journaux des menchéviks et des « socialistes-révolutionnaires » ;

— vous votez pour l'infâme *Edinstvo* de Plékhanov, qui, à la plus grande joie des capitalistes, se fait ouvertement le propagandiste de *la guerre jusqu'à la victoire* ;

— vous votez pour cet infâme *Edinstvo* de Plékhanov qui innocente tous les jours les capitalistes russes, en rejetant toute la responsabilité sur les seuls capitalistes allemands et en foulant aux pieds l'alliance fraternelle des ouvriers de *tous* les pays dans la lutte contre les capitalistes de *tous* les pays.

Que ceux qui veulent être pour les travailleurs et contre les capitalistes, ceux qui veulent combattre pour le pain, la paix et la liberté,

— que tous ceux-là *ne donnent pas une seule voix au bloc des populistes et des menchéviks*, qui camouflent *dans leurs listes la pourriture de l'« Edinstvo »* !

Votez exclusivement pour les listes des social-démocrates bolchéviks et internationalistes !

« Pravda » n° 67, 9 juin (27 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

IL FAUT DÉMASQUER LES CAPITALISTES

V. Bazarov, dont personne ne niera la compétence quant à l'état de notre industrie, a écrit dans la *Novaïa Jizn* du 24 mai :

« La guerre et la débâcle économique et financière qui en est la conséquence, ont créé un état de choses dans lequel l'intérêt privé du patron tend, non pas à la consolidation et au développement des forces productives du pays, mais à leur destruction. Il est en ce moment plus avantageux de garder inactives — en attendant la hausse des prix — les entreprises dans lesquelles le capital est investi que de les mettre en action ; il est plus avantageux de produire, dans les conditions les plus désastreuses pour le pays, du matériel de guerre qui n'est bon à rien, plutôt que de satisfaire consciencieusement les besoins vitaux des masses populaires ; et rien n'est plus avantageux que de construire de nouvelles usines d'armements, qui ne seront jamais utilisées, car elles ne pourront entrer en activité que dans deux ou trois ans. Faut-il s'étonner que ce qu'on appelle l'« économie nationale » soit devenu chez nous une bacchanale effrénée de pillage, d'anarchie industrielle, de dilapidation méthodique des biens de la nation ?...

...Au nom de quoi l'ouvrier peu conscient, ou même parfaitement conscient, renoncerait-il à une augmentation « exagérée » de 3 à 4 roubles, si l'on dilapide et jette en l'air sous ses yeux des centaines de millions ? »

Pas une personne de bonne foi ne pourra nier que V. Bazarov dit la pure vérité.

« *Une bacchanale de pillage* » : il n'est pas d'autres mots pour qualifier la conduite des capitalistes pendant la guerre.

Cette bacchanale mène tout le pays à sa perte.

On ne peut se taire. On ne peut le tolérer.

Que tout ouvrier sachant et comprenant ce qui se fait à cet égard dans « sa » fabrique, que tout employé de banque, de fabrique ou de commerce, que le spectacle du pays courant à sa perte ne laisse pas indifférent ; que tout in-

génieur, tout statisticien, tout comptable, — que tous s'efforcent de *réunir*, fût-ce partiellement, des renseignements précis, avec des documents à l'appui autant que possible, sur cette bacchanale de pillage, en d'autres termes sur *les prix et les bénéfices*.

On ne peut se taire. On ne peut le tolérer. Nous ne sommes tout de même pas des enfants pour nous laisser bercer par des promesses de ministres quasi socialistes ou de commissions, de sections et de sous-sections de fonctionnaires.

Si le gouvernement de la Russie n'était pas prisonnier des capitalistes, s'il était formé d'hommes désireux et capables d'agir avec énergie, d'agir pour sauver le pays, il promulguerait tout de suite, sans perdre un jour ni une heure, une loi ordonnant la publication de *tous* les prix des fournitures de guerre et de *tous* les renseignements sur les *profits*.

Pérorer sur la faillite imminente et le salut du pays et *ne pas faire* ce que nous venons d'indiquer, c'est tomber au niveau de ceux qui bernent les masses populaires ou n'être qu'un jouet entre leurs mains.

Attendre du gouvernement des capitalistes, de MM. Lvov, Térechtchenko, Chingarev et Cie et de leurs « comparses » impuissants et ridicules, Tchernov, Tsérétéli, Péchékhonov, Skobélev, qu'ils édictent une loi de ce genre et qu'ils arrachent le masque des capitalistes, serait d'une naïveté enfantine. Ce ne peut être que le fait de gens atteints d'un « ramollissement ministérialiste du cerveau ».

C'est avec d'autant plus d'énergie qu'il faut en appeler à l'initiative individuelle. Camarades et citoyens ! Que tous ceux qui veulent contribuer réellement à sauver le pays de la famine se mettent tout de suite à réunir et à publier toutes les données dont ils disposent sur les *prix* et les *bénéfices*.

Démasquer les capitalistes, c'est faire le premier pas vers leur mise hors d'état de nuire.

Mettre en pleine lumière la bacchanale de pillage, c'est faire le premier pas vers la lutte contre les pillards.

«Pravda» n° 67, 9 juin (27 mai) 1917

Conforme au texte de la «Pravda»

RAPPORTS SUR LA DÉBÂCLE ÉCONOMIQUE

L'imminence de la catastrophe, telle est la question principale et essentielle de l'heure. Il faut rassembler sur ce sujet le plus grand nombre de données précises. Voici quelques extraits tout à fait édifiants, empruntés au journal de nos adversaires, les populistes et menchéviks coalisés (*Izvestia du Soviet de Pétrograd* n° 70, 19 mai).

« La calamité du chômage massif se rapproche. La résistance opposée par les employeurs coalisés aux revendications des ouvriers grandit. Ils recourent à une forme particulière de grève, la grève perlée, et à des lock-out déguisés. »

Plus loin :

« ...Les capitalistes ne font rien pour aider l'Etat à se tirer des difficultés économiques...

... Se cramponnant obstinément à leurs bénéfices, les capitalistes apparaissent, eux, comme les vrais désorganisateurs et contre-révolutionnaires. Mais la révolution ne veut pas et ne doit pas périr. Si les capitalistes ne vont pas au-devant d'elle de leur propre gré, elle doit leur mettre la main au collet. »

Il serait difficile, n'est-il pas vrai, de s'exprimer avec plus d'éloquence ? La situation est donc, effectivement, des plus critiques. La « révolution » doit « mettre la main au collet des capitalistes ». *Quelle* révolution ? De *quelle* classe ? *Comment* leur mettre la main au collet ?

Voici les réponses des rapporteurs à la séance du Comité exécutif du 16 mai :

« Plusieurs rapporteurs ont exposé le tableau navrant de la débâcle générale que connaît la vie économique du pays... Les organes de la presse bourgeoise... font le silence sur les causes véritables de cette calamité : la guerre et la conduite de la bourgeoisie guidée par l'esprit de lucre. »

Extrait du rapport du menchévik ministérialiste Tchérévanine :

« La débâcle économique que nous traversons est tellement grave qu'on ne peut plus sauver la situation au moyen de palliatifs isolés ou de mesures partielles. Un plan d'ensemble est nécessaire. La réglementation par l'Etat de toute la vie économique apparaît indispensable...

La réalisation concrète de notre plan exige la création d'un conseil économique spécial auprès du ministère. »

La montagne accouche d'une souris. Au lieu de « la révolution mettant la main au collet des capitalistes », une recette purement bureaucratique.

Extrait du rapport d'Avilov :

« La cause essentielle de la débâcle économique actuelle est la disette des principaux produits de l'industrie...

... Etant donné la hausse constante des prix, la situation des ouvriers confine, pour maintes catégories, à la famine chronique...

... Les patrons, qui accumulent des bénéfices fabuleux, refusent de faire des concessions aux ouvriers, à moins que les prix de leurs produits ne soient augmentés en même temps...

...La seule issue à la situation présente, c'est la taxation des marchandises. Mais cette taxation ne peut être mise en pratique que si toute la répartition des produits est réglementée par les pouvoirs publics.

Avec cette répartition obligatoire à des prix taxés, il sera nécessaire aussi d'instituer le contrôle de la production, laquelle pourrait, autrement, diminuer et même s'arrêter...

...Il faudra aussi placer sous le contrôle de l'Etat les sources qui alimentent l'industrie en fonds fixes et en fonds de roulement : les établissements de crédit. »

Le camarade Avilov semble avoir oublié que l'« Etat » est une machine que la classe ouvrière et les capitalistes tirent en des sens contraires. Quelle classe est actuellement capable d'exercer le pouvoir ?

Extrait du rapport de Bazarov :

« Les prix maxima ne sont, en fait, pas appliqués ; les monopoles d'Etat n'existent que sur le papier ; la réglementation de l'approvisionnement des usines en charbon et en métaux, loin de permettre de diriger la production dans l'intérêt de l'Etat, n'a même pas pu venir à bout de l'anarchie du marché, ni écarter la spéculation effrénée des intermédiaires.

La cartellisation obligatoire de l'industrie par l'Etat s'impose. Ce n'est qu'en appelant l'administration des entreprises et les capitalistes à servir obligatoirement l'Etat qu'on peut prendre des mesures effectives contre l'anarchie sciemment introduite dans la production par les industriels. »

L'Etat des capitalistes (qui introduisent sciemment l'anarchie) doit appeler les capitalistes à servir obligatoirement l'Etat : c'est oublier la lutte des classes.

Extrait du rapport de G. Chouba :

« En dépit de nos appels incessants au cours des deux derniers mois, la question générale de l'organisation de l'économie nationale et du travail n'avance pas. Résultat : on piétine sur place. La situation actuelle se présente ainsi : nous avons réussi à faire adopter, non sans lutte, toute une série de mesures, de lois ; une loi institue déjà le monopole du blé... Mais tout reste sur le papier...

...Nous avons obtenu un accord de principe pour la municipalisation des machines agricoles. Mais on ne peut l'appliquer, car il n'y a pas ou presque pas de machines. Et les usines de machines agricoles fabriquent aujourd'hui des articles destinés à l'armée, qui sont d'une importance tout à fait secondaire. Mais, outre que toute la vie économique du pays doit être réglementée, il faut enfin briser et reconstruire tout l'appareil exécutif de l'Etat...»

Voilà qui est mieux, c'est toucher le fond de la question ! « Briser et reconstruire tout l'appareil exécutif de l'Etat », voilà qui est vrai. Mais n'est-il pas clair que la question de l'*appareil* d'Etat n'est qu'une minime fraction de la question de savoir quelle *classe* détient le pouvoir ?

Extrait du rapport de Koukovetski :

« La situation financière du pays est déplorable. Nous nous acheminons à pas rapides vers la faillite financière...

Les mesures purement financières ne serviront à rien...

Il faut prendre des mesures en vue du placement forcé de l'emprunt et, si elles ne donnent pas les résultats souhaités, recourir à l'emprunt forcé.

La seconde mesure, c'est la réglementation obligatoire de l'industrie et l'établissement de prix maxima sur les produits. »

La « contrainte » est une bonne chose, mais le tout est de savoir quelle classe l'exercera et quelle classe la subira.

Du rapport de Gromann :

« Ce qui se fait en ce moment dans tous les pays peut être caractérisé comme un processus de désagrégation des organismes économiques nationaux. On lui oppose partout un principe organisateur. L'Etat a partout entrepris d'organiser l'économie et le travail...

Ni le gouvernement, ni le pays n'ont encore de centre réglementant la vie économique de la Russie, ce qu'on pourrait appeler un

cerveau économique. Il est indispensable de le créer... Il faut constituer un organe exécutif pourvu d'autorité. Il faut créer un Conseil économique... »

Une nouvelle institution bureaucratique, voilà à quoi se réduit l'idée de Gromann ! C'est triste.

Tout le monde convient de l'imminence d'une catastrophe sans précédent. Mais on ne comprend pas l'essentiel, c'est que le pays *ne* peut en être sauvé *que par la classe révolutionnaire.*

« Pravda » n° 67, 9 juin (27 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

« TOURS DE PASSE-PASSE » ET PRESTIDIGITATION POLITIQUE DE GENS SANS PRINCIPES

L'expression « tours de passe-passe » est empruntée à l'éditorial d'aujourd'hui du *Diélo Naroda*. Dénonçant les manœuvres des représentants *français* du « socialisme domestiqué par la bourgeoisie », le journal des « socialistes-révolutionnaires », auquel collaborent Kérenski et Tchernov, écrit :

« ...Ce sont là de vieux et très vieux tours de passe-passe, auxquels s'amuse constamment et vainement chez nous M. Plékhanov, sans d'ailleurs réussir à donner le change. »

Plékhanov serait-il seul à s'y exercer, chers confrères ?

Dire que vous allez aux élections en faisant bloc avec *ce même Edinstvo* de Plékhanov, vous le faites passer dans vos fourgons, vous le sauvez ! !

Pourtant, S. Mstislavski écrivait dans votre propre journal (n° 44, 9 mai), à propos de Plékhanov :

« Quand on voit le chef idéologique d'hier de la social-démocratie russe se livrer aux mêmes attaques contre-révolutionnaires » (que celles de la *Rousskaïa Volia* et du *Novoïé Vrémia*), « on le constate avec un profond regret, avec une douleur sincère, car on ne pensait pas, en vérité, que la décomposition de l'Internationale fût allée aussi loin. »

...ainsi que la décomposition des socialistes-révolutionnaires, qui font bloc avec *cet Edinstvo* !

Et dans le n° 48 du *Diélo Naroda* (du 13 mai), nous lisons une note non signée, émanant par conséquent de la rédaction, où il est dit :

« L'unité politique de l'« Edinstvo » avec la bourgeoisie libérale est notoire... »

Ecoutez, écoutez ! Les « socialistes-révolutionnaires » et les menchéviks sont unis à ce même *Edinstvo* dont l'unité politique avec la bourgeoisie libérale est *notoire*. Ne l'oubliez pas, camarades ouvriers et ouvrières, camarades soldats !

La *Rabotchaïa Gazéta* menchévique disait dans l'éditorial de son numéro 35, du 20 avril :

« Nous sommes contre les impérialistes anglais. L'*Edinstvo* est contre les socialistes anglais. Toute la différence est là. C'est la raison pour laquelle l'*Edinstvo* est obligé de raisonner à la manière des Hottentots... Les ouvriers russes se rappellent très bien comment Plékhanov s'est efforcé par tous les moyens de les dissuader de faire grève sous le régime tsariste (il y a une coquille dans le texte : sous le régime tsariste-républicain). Plékhanov essaya aussi à l'époque de nous intimider avec des arguments plus redoutables encore, en nous assurant que cette lutte ne rendrait service qu'à l'Etat-Major général de l'armée allemande. »

Et le ministérialiste ultra-modéré Tchérévanine écrivait dans le n° 57, du 16 mai, de ce même journal :

« Plékhanov et son *Edinstvo* font tout ce qui dépend d'eux pour compromettre aussi chez nous le principe de la défense, assez compromis déjà à l'échelle internationale par les efforts de la majorité des socialistes allemands, français et autres. »

Telles sont les appréciations formulées sur l'*Edinstvo*, telle est la façon dont les populistes et les menchéviks, *se désolidarisent de ce journal*, tellement ils *ont honte de lui* !!

Mais, dans le même temps, ils font bloc avec lui aux élections, et Plékhanov accepte les sièges que peuvent lui offrir ces gens qui le traitent publiquement de « prestidigitateur », d'individu « domestiqué par la bourgeoisie », de « Hottentot », d'homme « compromis », « uni à la bourgeoisie libérale ».

Quels sont les pires dans ce bloc ?

Ouvriers et soldats ! Pas une voix pour le bloc des populistes et des menchéviks, qui couvrent et font passer dans leurs fourgons l'*Edinstvo* « *uni à la bourgeoisie libérale* » !

Rédigé le 25 mai (7 juin) 1917.
Paru le 9 juin (27 mai) 1917 dans le n° 67 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

LES CENT-NOIRS SONT POUR LES CADETS, LES MENCHÉVIKS ET LES POPULISTES SIÈGENT AU GOUVERNEMENT AVEC LES CADETS

Qui ne connaît le *Novoïé Vrémia* ? En est-il qui ignorent que ce journal s'est rendu « fameux » durant des dizaines et des dizaines d'années en défendant le pouvoir du tsar et les capitalistes et en poursuivant de sa haine les Juifs et les révolutionnaires ?

En est-il qui ignorent que tout ce qu'il y avait d'honnête dans la vieille Russie se détourna toujours avec colère et mépris du *Novoïé Vrémia* ? Et que ce journal n'a nullement modifié son orientation même à présent, après la révolution ?

Voici qu'arrivent les premières élections dans la Russie libre. Et le *Novoïé Vrémia* écrit le premier jour des élections : « Votez pour la liste du parti de la liberté du peuple. »

C'est un fait : tous les grands propriétaires fonciers et tous les capitalistes, la réaction la plus noire, tous ceux qui travaillent à remettre le tsar sur le trône sont pour les cadets.

Les menchéviks et les populistes ont donné *six* des leurs, devenus ministres, en otages à *dix* ministres *cadets*.

Menchéviks et populistes se sont laissé berner par des promesses en l'air dont aucune n'a été tenue. Rien n'a été fait pour terminer la guerre, pour renoncer aux annexions *, pour mettre à la raison les capitalistes qui accu-

* Pour publier les traités secrets, pour adresser à tous les peuples une proposition de paix ouverte, honnête, directe, à des conditions nettes et précises.

mulent des bénéfices fabuleux et conduisent le pays à sa perte. *Pas une seule initiative n'a été prise dans ce sens* par le gouvernement.

La guerre se prolonge, la débâcle économique menace, les capitalistes s'enrichissent, les menchéviks et les populistes parlent et menacent, menacent et parlent... Le chat de la fable (les capitalistes) écoute et continue de dévorer.

Ouvriers et soldats et tous les travailleurs ! Pas une voix pour les cadets, ni pour les menchéviks et les populistes !

Votez bolchévik !

« Pravda » n° 68,
10 juin (28 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LE BLOC INFÂME DES MENCHÉVIKS ET DES POPULISTES AVEC L'« ÉDINSTVO »

C'est aujourd'hui le deuxième jour, le jour décisif des élections.

Après les cadets, ce sont les menchéviks et les populistes coalisés qui font le plus grand battage auprès des électeurs.

Qu'ont-ils donc trouvé à nous répondre après que nous avons attiré l'attention sur ce fait scandaleux qu'est leur alliance avec l'*Edinstvo* ? Se décident-ils à le justifier *sur le plan des principes* ?

Mais *non*, justement, tout est là.

Répondant à ce que nous disions de l'inconvenance du bloc avec l'*Edinstvo*, la *Rabotchaïa Gazéta* se réfère... devinez à qui ?... au provocateur Malinovski et à son introduction par fraude à la Douma par l'Okhrana!!

Nous soulignons par ailleurs la malhonnêteté de ce procédé de basse polémique *. Mais ce n'est pas l'honnêteté de la *Rabotchaïa Gazéta* qui est en cause en ce moment, nous voulons parler de sa *logique*. Voyons, messieurs ! Quand nous parlons de «votre» *Edinstvo*, vous croyez pouvoir parer le coup en parlant de «notre» provocateur Malinovski!! Qu'est-ce à dire ? Vous mettez donc l'*Edinstvo* sur le même plan qu'un provocateur ! !

Elle est jolie la « défense » assumée par les gens avisés de la *Rabotchaïa Gazéta*, en faveur du bloc avec l'*Edinstvo* ! Rien à dire, des cerveaux compréhensifs ! Leur signale-t-on qu'ils *ont*, dans la Russie *libre*, un collègue aussi infâme que l'*Edinstvo* de Plékhanov, ils *répondent* : Les bolchéviks *avaient bien*, dans la Russie *tsariste*, le pro-

* Voir le présent tome, pp. 556-557. (*N.R.*)

vocateur Malinovski !! Ce n'est pas une défense de l'*Edinstvo* par la *Rabotchaïa Gazéta*, c'est une perle !

Le *Diélo Naroda* s'est, pour employer l'expression de Chtchédrine, « acoquiné » lui aussi avec l'*Edinstvo*. Le premier jour des élections, le 27 mai, on pouvait lire en première page du journal de Kérenski, Tchernov et consorts un appel *en faveur des listes qui font passer l'« Edinstvo » dans leurs fourgons.*

Or, nous lisons à la *deuxième* page du même numéro du même journal, non seulement un long attrapage contre le «social-patriote» Plékhanov et son *Edinstvo*, mais encore la « phrase venimeuse » que voici :

« Nous informerons avec plaisir nos lecteurs sur ce que pensent de la conquête italienne (de l'Albanie) d'autres libéraux impérialistes et social-impérialistes : la « Retch », la « Rousskaïa Volia », l'« Edinstvo. »

Une perle, n'est-il pas vrai ?

Les « socialistes-révolutionnaires » invitent le peuple à voter pour des listes camouflant les candidats de l'*Edinstvo*, du *même* « *Edinstvo* » que ces socialistes-révolutionnaires qualifient, précisément le jour des élections, de « social-impérialiste », c'est-à-dire de socialiste en paroles et d'« impérialiste en fait », de ce même *Edinstvo* qu'ils mettent sur le même plan que la *Retch* et la *Rousskaïa Volia.*

Elle est jolie la « défense » de l'*Edinstvo*, assumée aujourd'hui par la compréhensive *Rabotchaïa Gazéta coalisée* avec le compréhensif *Diélo Naroda* !

Et Plékhanov accepte les aumônes de ceux qui le comparent « par inadvertance » à Malinovski ou le déclarent purement et simplement « social-impérialiste » le jour des élections.

Quelles mœurs dans ce bloc infâme : les menchéviks *plus* les populistes, *plus* l'*Edinstvo*...

Ouvriers et soldats ! Travailleurs ! Pas une voix pour les populistes et les menchéviks qui font passer sous le manteau les « social-impérialistes » !

Votez bolchévik !

« Pravda » n° 68, 10 juin (28 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA CONTRE-RÉVOLUTION PREND L'OFFENSIVE

(« JACOBINS MOINS LE PEUPLE »)

La contre-révolution a réuni assez de forces pour prendre l'offensive. Aidés des ministres populistes et menchéviks, les capitalistes préparent une offensive contre la liberté.

La décision de dissoudre « les 45e, 46e, 47e et 52e régiments » des 12e et 13e divisions, la décision de « livrer aux tribunaux » les « instigateurs » (quel est ce mot étrange ? Les « instigateurs » ont-ils plus d'importance à la guerre que les « auteurs » ?) de troubles, puis, outre ces faits, la nouvelle de l'*arrestation* de l'aspirant-officier Krousser *à la suite d'un discours prononcé dans un meeting* à Skouliany, et enfin le ton d'une brutalité inouïe adopté par le Gouvernement provisoire à l'égard de Cronstadt [122] (les ordres « doivent être exécutés sans réplique » : peut-on parler ainsi à des citoyens qui ne sont encore accusés de rien, auxquels on ne reproche *pas un seul* acte de désobéissance ?), le tout illuminé par le feu de Bengale de la *Retch*, défenseur des capitalistes contre-révolutionnaires, qui exulte d'une joie mauvaise (« le gouvernement s'est enfin décidé à parler le langage de l'autorité »), tout cela nous montre clairement que la contre-révolution a pris l'offensive.

Cette « offensive » produit une étrange impression. Sur le front, on traduit devant les tribunaux les « instigateurs de la désobéissance » et on « dissout » quatre régiments (sur les huit régiments des deux divisions, cités dans le télégramme, et bien que *l'un* seulement de ces régiments ait « manifesté au complet », d'après le même télégramme du n° 76 des *Izvestia du Soviet de Pétrograd*, et qu'un seul de ces huit régiments ait manifesté « presque au complet »).

Si vous informez le peuple, MM. les gouvernants, de la dissolution de régiments, si vous le jugez utile, si vous laissez publier des télégrammes à ce sujet, pourquoi ne l'informeriez-vous pas avec précision et clarté, ne serait-ce qu'en quelques lignes, des motifs de l'insubordination de ceux que vous mettez en jugement ?

De deux choses l'une, messieurs : agissez en silence, puisque vous avez des censeurs militaires ; ne vous souciez pas d'informer le public et ne le troublez pas avec vos informations.

Ou bien, si *vous* avez décidé de donner des informations, dites de quoi il s'agit exactement. Que s'est-il passé ? comment ? pour quelle raison ? Ceux que vous livrez aux tribunaux refusent-ils l'obéissance sur une question particulière ou sur une question générale ?

L'absence de clarté est préjudiciable.

Mais l'arrestation de Krousser ne manque pas de clarté : est-il raisonnable de coffrer un homme *pour un discours prononcé dans un meeting* ? N'est-ce pas avoir littéralement perdu la tête ? Voyons, MM. les cadets et les droitiers coalisés au ministère avec les populistes et les menchéviks, vous disposez de dix fois, si ce n'est de cent fois, plus d'exemplaires de journaux quotidiens que vos adversaires ! ! Et c'est avec cette supériorité dans l'arme principale de la propagande que vous coffrez un homme pour un « discours prononcé dans un meeting » !! Etes-vous devenus fous de peur, messieurs ?

Nous ne sommes pas adversaires de la violence révolutionnaire exercée dans l'intérêt de la majorité du peuple.

Quand Plékhanov a évoqué ces jours-ci, je ne sais à quel propos, les jacobins de 1793 et leur *nette* déclaration : « Ceux-ci et ceux-là sont les ennemis du peuple », nous nous sommes dit :

Aucun parti ne doit s'interdire d'imiter les jacobins de 1793 sur ce point, choisi par Plékhanov.

Mais il y a « jacobins » et « jacobins ». Un mot français très spirituel, dont Plékhanov aimait à se souvenir il y a vingt ans, lorsqu'il était encore socialiste, se moque des « jacobins moins le peuple ».

La grandeur historique des vrais jacobins, des jacobins de 1793, était d'être des « jacobins *avec* le peuple », avec

la *majorité* révolutionnaire du peuple, avec les classes *révolutionnaires* d'avant-garde de *leur* temps.

Les « jacobins moins le peuple » sont piteux et ridicules, eux qui ne font que singer les jacobins, eux qui *craignent* de dénoncer clairement, hautement, aux yeux de tous, comme ennemis du peuple, les exploiteurs, les oppresseurs, les serviteurs de la monarchie dans tous les pays, les partisans des grands propriétaires fonciers dans tous les pays.

Vous avez appris l'histoire, MM. Milioukov et Plékhanov, pouvez-vous nier que les *grands* jacobins de 1793 ne craignirent pas de déclarer ennemis du peuple les représentants de la *minorité* réactionnaire, exploiteuse, du peuple de leur époque ? Précisément les représentants des *classes* réactionnaires de leur temps ?

Vous qui êtes le gouvernement actuel et ses auxiliaires, ses défenseurs et ses serviteurs, pouvez-vous dire franchement, nettement, officiellement, quelles *classes* vous considérez comme « ennemies du peuple » *dans le monde entier* ?

Allons donc ! Vous êtes des jacobins moins le peuple. Vous ne faites que singer les jacobins. Vous ressemblez bien plus à de vulgaires représentants de la vulgaire réaction des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Ouvriers et soldats ! Travailleurs ! La contre-révolution des grands propriétaires fonciers et des capitalistes prend l'offensive ! Que pas une voix n'aille à *aucun* des partis gouvernementaux, à *aucun des partis participant au gouvernement !*

Votez bolchévik !

« Pravda » n° 68, 10 juin (28 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UNE QUESTION DE PRINCIPE

(«PAROLES OUBLIÉES» DU DÉMOCRATISME)

Le flot boueux de mensonges et de calomnies déversé par les journaux des capitalistes sur les camarades de Cronstadt a révélé une fois de plus toute la malhonnêteté de ces journaux. D'un cas tout à fait banal et insignifiant, ils font une affaire « d'Etat », parlant d'une « séparation » d'avec la Russie, etc., etc.

Les *Izvestia du Soviet de Pétrograd* annoncent dans leur n° 74 la fin des événements de Cronstadt : comme il fallait s'y attendre, les ministres Tsérétéli et Skobélev n'ont pas eu de difficulté à s'entendre avec Cronstadt sur une résolution de compromis. Nous exprimons, cela va de soi, l'espoir et la certitude que cette résolution de compromis, si elle est loyalement observée des *deux* côtés, créera pour un temps assez long la possibilité d'une activité *révolutionnaire* sans conflit à Cronstadt et dans le reste de la Russie.

L'incident de Cronstadt a pour nous une signification de principe, à un double point de vue.

En premier lieu, il a fait ressortir le fait, depuis longtemps constaté par nous et reconnu officiellement dans une résolution de notre Parti (sur les Soviets), que la révolution est plus avancée *en province* qu'à Pétrograd. Non seulement les cadets, mais aussi les populistes et les menchéviks grisés par la phrase révolutionnaire qui règne partout, n'ont pas voulu — ou n'ont pas su — réfléchir à la signification de ce fait.

En second lieu, l'incident de Cronstadt a posé une très importante question de principe, une question de programme, que nul démocrate honnête, et à plus forte raison

nul socialiste, ne peut négliger : celle du droit, pour le pouvoir central, de *ratifier* l'élection des fonctionnaires faite par la population locale.

Les menchéviks, au parti desquels appartiennent les ministres Tsérétéli et Skobélev, continuent à se prétendre marxistes. Tsérétéli et Skobélev ont fait voter une résolution imposant cette ratification. Ont-ils songé, ce faisant, à leur devoir de marxistes ?

Le lecteur trouvera peut-être que c'est là une question naïve et fera observer que, les menchéviks étant pratiquement devenus aujourd'hui un parti tout à fait petit-bourgeois et, qui plus est, jusqu'auboutiste (c'est-à-dire chauvin), il est risible de parler marxisme à leur sujet. Nous ne discuterons pas sur ce point. Nous dirons seulement que le marxisme considère toujours avec une grande attention les questions concernant la démocratie en général, et que la qualité de démocrates ne peut guère être contestée aux citoyens Tsérétéli et Skobélev.

Ont-ils pensé, en faisant passer cette résolution sur la « ratification » par le Gouvernement provisoire des élections de fonctionnaires faites par la population de Cronstadt, à leur devoir de démocrates, à leur « titre » de démocrates ?

Evidemment non.

Nous citerons à l'appui de cette conclusion l'opinion d'un écrivain qui n'a sans doute pas perdu, même aux yeux de Tsérétéli et de Skobélev, toute autorité scientifique et marxiste. Cet écrivain est Friedrich Engels.

Critiquant en 1891 le projet de programme des social-démocrates allemands (appelé depuis programme d'Erfurt), Engels écrivait que le prolétariat allemand avait besoin d'une république une et indivisible.

« Mais pas, ajoutait-il, dans le sens de la République française d'aujourd'hui, qui n'est pas autre chose que l'Empire sans empereur fondé en 1798. De 1792 à 1798, chaque département français, chaque commune eut sa complète autonomie administrative sur le modèle américain, et c'est ce qu'il nous faut avoir de même » (il s'agit des social-démocrates allemands). « Comment organiser cette autonomie et comment on peut se passer de la bureaucratie, c'est ce que nous ont démontré l'Amérique et la première

République française, et c'est ce que nous montrent encore aujourd'hui l'Australie, le Canada et les autres colonies anglaises. Une semblable autonomie provinciale et communale est beaucoup plus libre que le fédéralisme suisse par exemple, où le canton est, il est vrai, très indépendant à l'égard de la Confédération» (c'est-à-dire du pouvoir central), « mais où il l'est également à l'égard du district (*Bezirk*) et de la commune. Les gouvernements cantonaux nomment des gouverneurs de districts (*Bezirksstatthalter*) et des préfets, dont on ne sait rien dans les pays de langue anglaise et dont, à l'avenir, nous devons nous débarrasser aussi courtoisement » (du droit de désignation par en haut) « que des conseillers provinciaux et gouvernementaux (*Landrat* et *Regierungsrat*) prussiens [123]. »

Telles étaient les réflexions de Friedrich Engels sur le démocratisme appliqué au droit de désigner d'en haut les fonctionnaires. Et, pour exprimer ses vues avec plus de force, de netteté et de précision, il proposait aux social-démocrates allemands d'inscrire dans le programme du parti la revendication suivante :

« Administration autonome complète dans la province, le district et la commune par des fonctionnaires élus au suffrage universel ; *suppression de toutes les autorités locales et provinciales nommées par l'Etat.* »

Les termes soulignés ne laissent rien à désirer quant à la fermeté et à la netteté.

Honorables citoyens ministres Tsérétéli et Skobélev ! Vous êtes sans doute très flattés de ce que vos noms entreront dans les manuels d'histoire. Mais êtes-vous flattés de ce que tout marxiste, et tout démocrate honnête, devra dire : les ministres Tsérétéli et Skobélev aidèrent les capitalistes russes à ériger en Russie une république conçue de manière à n'être en réalité qu'une *monarchie sans monarque* ?

P.-S. Cet article a été écrit *avant* la dernière phase de l'incident de Cronstadt, commentée aujourd'hui par les journaux. L'accord de compromis *n'est pas* rompu à Cronstadt : *personne* n'a indiqué *un seul fait* ressemblant même de loin à une violation de l'accord. Les références de la *Retch* à des articles de journaux sont des échappatoires, car l'accord ne peut pas être rompu par des articles, mais seule-

ment par des actes. Et c'est bien un fait que les ministres Tsérétéli, Skobélev et Cie se sont laissé intimider pour la centième ou millième fois par les cris des bourgeois apeurés, et ont adressé aux habitants de Cronstadt de *brutales menaces*. Menaces inintelligentes, absurdes, qui ne servent que la contre-révolution.

Paru le 10 juin (28 mai) 1917 dans le n° 68 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

À DÉFAUT D'ARMES PROPRES ET D'ARGUMENTS DE PRINCIPE, ILS SE RABATTENT SUR DES ARMES MALPROPRES

La *Rabotchaïa Gazéta*, organe des menchéviks ministérialistes, voudrait nous décocher un trait en rappelant que l'Okhrana arrêta en 1911 le bolchévik-conciliateur Rykov afin d'assurer « à la veille des élections à la IVe Douma » (la *Rabotchaïa Gazéta* le souligne spécialement) la « liberté » d'action des bolchéviks de notre Parti.

Que démontre ce fait ? Que l'Okhrana préparait le terrain pour faire entrer à la Douma Malinovski qui se révéla plus tard un provocateur. L'Okhrana s'efforçait, naturellement, de faciliter la besogne de ses agents.

Est-ce un reproche à adresser à notre Parti ? Non. Pas plus que les *honnêtes* gens ne reprochent à Tchernov et consorts d'avoir disculpé par erreur Azef, et à Ionov (membre du Bund et collègue de la *Rabotchaïa Gazéta*) et consorts d'avoir disculpé en 1910, au nom du Comité central unifié, le provocateur Jitomirski (« Otsov ») ; pas plus qu'ils n'adressent de reproches à ceux des menchéviks qui, à un moment donné, ont tenté en 1904 de défendre le provocateur Dobroskokov, ou à ceux des cadets qui ont eu également parmi eux des provocateurs maintenant démasqués.

Tous les partis sans exception ont à se reprocher de n'avoir pas pu identifier les provocateurs. C'est un fait. Et si la *Rabotchaïa Gazéta*, faisant bloc avec le ministre Tchernov, oublie les anciennes erreurs *de ce dernier* pour ne parler que de celles de ses adversaires d'aujourd'hui,

c'est là manifestement un procédé malhonnête, dénotant une absence de tout scrupule. Le coup que la *Rabotchaïa Gazéta* voulait nous porter se retourne contre elle-même : jamais la *Rabotchaïa Gazéta* n'osera proclamer hautement, publiquement, qu'il est honnête de faire le silence sur Azef et de pousser les « hauts cris », dans un intérêt fractionnel, à propos d'un autre provocateur : Malinovski.

« Pravda » n° 68, 10 juin (28 mai 1917)

Conforme au texte de la « Pravda »

LA RÉUNION DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.(b)R.

30 MAI (12 JUIN) 1917

Paru pour la première fois en 1925 dans le n° 3 (14) de la « Krasnaïa Létopis »

Conforme à un double dactylographié du procès-verbal

1

DISCOURS À PROPOS DE L'ORGANE DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG

Le désir exprimé par le Comité de Pétersbourg d'avoir son organe propre a été pour le Comité central une nouveauté. On ne comprend pas pourquoi cette question se pose au moment précis où le Parti monte une imprimerie à lui, et où une entente s'esquisse avec les « mejraïontsy » afin d'assurer la collaboration du camarade Trotski à l'édition d'un organe populaire.

Dans les pays d'Occident, les organes locaux et centraux paraissant dans les capitales et dans les grands centres industriels ne sont pas divisés. La dispersion de forces qui en résulterait rendrait cette division nuisible. Il n'est pas rationnel que le Comité de Pétersbourg ait un organe distinct de celui du Comité central. Pétersbourg n'existe pas en tant que localité distincte. Pétersbourg est le centre géographique, politique et révolutionnaire de toute la Russie. Toute la Russie observe de près la vie de Pétersbourg. Toute initiative prise à Pétersbourg apparaît comme un exemple pour toute la Russie. Partant de là, on ne peut pas considérer l'activité du Comité de Pétersbourg comme une activité locale.

Pourquoi ne pas accepter la proposition du Comité central sur l'organisation d'une commission de presse ? Dans les pays d'Occident, où ces commissions ont existé, l'histoire de la presse a évidemment connu des exemples de malentendus entre la rédaction d'un organe et la commission, mais ceci exclusivement au sujet de l'orientation de principe de l'organe en question. Quels pourraient être

les motifs politiques, de principe, d'un conflit entre le Comité de Pétersbourg et le Comité central ? L'organe du Comité de Pétersbourg sera toujours, qu'on le veuille ou non, l'organe dirigeant du Parti.

L'expérience de la mise sur pied d'un organe distinct convaincra bien vite le Comité de Pétersbourg qu'il est impossible de s'enfermer dans le cadre de la vie locale. Le Comité central ne conteste pas la nécessité de faire une large part, dans nos journaux, aux besoins de l'organisation de Pétrograd. Il ne conteste pas la nécessité d'un organe populaire pour expliquer ses mots d'ordre aux masses. Mais la création d'un journal populaire est chose compliquée et demande une riche expérience. C'est pourquoi le Comité central invite le camarade Trotski, qui a su bien organiser le sien, la *Rousskaïa Gazéta* [124] à participer au lancement d'un journal populaire.

La question d'un organe populaire ne s'est pas posée dans l'histoire des pays d'Occident avec autant d'acuité que chez nous. Le niveau général des masses en Occident s'est élevé de façon plus régulière grâce au travail éducatif des libéraux. Des contrées telles que le pays tchèque ou la Bohême ont des organes populaires. La tâche de l'organe populaire est d'amener le lecteur à comprendre l'organe dirigeant du Parti. Si nous ne créons pas un organe populaire, la masse tombera sous l'influence des autres partis, qui s'en serviront pour leurs spéculations. L'organe populaire ne doit pas avoir un caractère local, mais, étant donné la difficulté des envois postaux, il desservira surtout Pétersbourg. Le Comité de Pétersbourg doit disposer, afin que les besoins locaux soient bien desservis, de toute la place désirable dans la rédaction.

2

PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉS À LA RÉUNION DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Le Comité central éditera deux journaux à Pétrograd : l'organe central et un journal populaire, avec le même comité de rédaction. Le Comité de Pétersbourg aura voix consultative dans la rédaction de l'organe central et voix délibérative dans celle de l'organe populaire. Le Comité central réservera un nombre déterminé de colonnes, dans les deux journaux, aux questions d'intérêt purement local.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Le Comité de Pétrograd décide de participer aux deux journaux du Comité central aux conditions proposées par le Comité central, et de faire tout son possible pour satisfaire plus complètement et plus largement aux besoins de l'action locale et pour élaborer plus en détail la ligne politique du Parti tout entier. Ayant des raisons de craindre que le Comité central ou la rédaction désignée par ce dernier n'accorde trop de confiance aux camarades internationalistes qui furent en désaccord avec le bolchévisme, que le Comité central n'empiète sur la liberté et l'indépendance des militants locaux, que le Comité central n'accorde pas à ces derniers l'influence à laquelle ont droit les dirigeants du travail local, le Comité de Pétersbourg désigne une commission chargée de préciser les garanties exactes de ses droits dans la rubrique locale des deux journaux.

DE LA NOCIVITÉ DES PHRASES

Les réponses des gouvernements français et anglais ont confirmé avec une netteté particulière la justesse de ce que nous avons si souvent dit : Les gouvernements capitalistes russe, français, anglais, allemand ne peuvent renoncer aux annexions, et toutes les promesses de cet ordre ne servent qu'à tromper les peuples [125].

Nous faisons la guerre pour reprendre par la force des armes l'Alsace et la Lorraine, pour vaincre, ont répondu les Français. Veuillez vous conformer au traité et faire la guerre pour la Pologne russe et allemande, ont répondu les Anglais.

L'amère vérité — capitalisme et renonciation aux annexions sont choses incompatibles — est une fois de plus mise en évidence. La faillite de la politique des « conciliateurs », champions de l'entente entre le capitalisme et le prolétariat, de la politique des ministérialistes populistes et menchéviks, est des plus manifestes. Toutes les espérances qu'ils mettaient dans le gouvernement de coalition se sont évanouies, toutes leurs promesses se sont révélées une vaine rhétorique.

Et rien n'est plus nuisible maintenant à la cause de la révolution, aux intérêts des masses laborieuses, que les efforts tendant à camoufler les choses à l'aide de phrases. Deux nuances se sont manifestées dans ce flot de phrases et elles sont vraiment « pires l'une que l'autre ».

La *Rabotchaïa Gazéta*, organe des menchéviks ministérialistes, porte son filet d'eau au « moulin des cadets ». D'une part, « il ne peut y avoir sur cette base » (celle des réponses des deux puissances de l'Entente) « aucun accord entre nous et elles »... Entre « nous » ? C'est-à-dire les *capita-*

listes russes ? La théorie de la lutte des classes est jetée par-dessus bord. Il est plus commode de se répandre en phrases sur la « démocratie » en général, non sans fouler aux pieds cette vérité première du marxisme que c'est justement *au sein* de la « démocratie » que l'abîme est le plus profond entre capitalistes et prolétaires.

D'autre part, la *Rabotchaïa Gazéta* veut faire une « tentative de révision » (des accords et des traités) « lors d'une conférence des représentants des gouvernements alliés, spécialement convoquée à cet effet ». C'est encore et toujours l'accord avec les capitalistes, accord revenant en fait à *tromper les ouvriers* en jouant aux négociations avec leurs ennemis de classe.

« La pression des larges couches sociales des démocraties française et anglaise, la pression même des seuls prolétaires de France et d'Angleterre sur leurs gouvernements... », écrit la *Rabotchaïa Gazéta*. En Russie, les menchéviks soutiennent *leur* gouvernement impérialiste ; dans les autres pays, ils appellent à exercer une *pression*... N'est-ce pas là, du premier au dernier mot, une phraséologie mensongère ?

« Nous la préparons (la paix à l'échelle internationale) par la réunion d'une conférence socialiste internationale »... à laquelle doivent participer les ministres ex-socialistes qui sont passés du côté de *leurs* gouvernements ! Excellente « préparation », en vérité, d'une tromperie du peuple de grande envergure par des tromperies de moindre envergure.

Le *Diélo Naroda* fait des phrases « à la jacobine ». Ton menaçant, exclamations révolutionnaires d'un bel effet... « Nous en savons assez »... « la foi en la victoire de notre Révolution » (majuscule obligatoire), « les destinées de *toute* l'Insurrection (majuscule obligatoire) des travailleurs, dressée si heureusement et si victorieusement... dépendent de telles ou telles actions... de la démocratie révolutionnaire russe »...

En écrivant les mots « Révolution » et « Insurrection » avec des majuscules, cela devient, bien sûr, tout à fait « terrible », exactement comme chez les jacobins. Ça ne coûte pas cher et c'est d'un bel effet. Car c'est écrit par des gens qui contribuent en fait à étrangler la révolution et à entraver le progrès du soulèvement des travailleurs

en soutenant le gouvernement des impérialistes *russes* en soutenant *leurs* procédés de dissimulation au peuple des traités secrets, *leurs* procédés dilatoires, freinant la liquidation immédiate de la grande propriété foncière, *leurs* procédés tendant à imposer la politique militaire de l'« offensive », *leurs* menaces brutales à l'adresse des institutions locales élues, *leurs* prétentions à nommer d'en haut les fonctionnaires ou à confirmer ceux qui ont été élus par les populations locales, et ainsi de suite à l'infini.

MM. les héros de la phrase ! MM. les chevaliers du boniment révolutionnaire ! Le socialisme veut que l'on distingue entre la démocratie des capitalistes et celle des prolétaires, entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne, entre l'insurrection des riches contre le tsar et l'insurrection des travailleurs... *contre les riches*... Le socialisme veut que l'on distingue entre la révolution bourgeoise achevée chez nous (la bourgeoisie est maintenant contre-révolutionnaire) et la révolution grandissante des prolétaires et des paysans pauvres. La première révolution est *pour* la guerre, *pour* le maintien de la grande propriété foncière, *pour* la « subordination » des autorités locales au centre, *pour* les traités secrets. La seconde révolution *a commencé* à étouffer la guerre par la fraternisation révolutionnaire, par la liquidation sur place du pouvoir des grands propriétaires fonciers, par la multiplication et l'affermissement des Soviets, par l'application intégrale du principe électif.

Les populistes et les menchéviks ministérialistes font des phrases sur la « démocratie » en général et la « Révolution » en général, afin de *masquer* ainsi leur accord avec la bourgeoisie impérialiste, déjà contre-révolutionnaire en fait, de leur pays, accord qui se transforme pratiquement en lutte *contre* la révolution des prolétaires et des semi-prolétaires.

« Pravda » n° 69, 13 juin (31 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LES CAPITALISTES SE MOQUENT DU PEUPLE

La conférence des délégués des capitalistes et des ouvriers de l'industrie minière du Sud s'est terminée le 23 mai.

Elle s'est terminée *sans résultat.* MM. les capitalistes ont trouvé inacceptables toutes les revendications des ouvriers. La délégation ouvrière à la conférence a déclaré *décliner toute responsabilité pour les conséquences possibles.*

C'est clair comme le jour. La crise n'est nullement écartée. Les patrons ne sont nullement matés.

Il serait risible, si ce n'était si triste, de lire qu'il a été décidé de nommer une nouvelle commission, composée de délégués du gouvernement et de représentants des deux parties (!!), de lire que les patrons ont demandé une augmentation des prix *avec effet immédiat* ! ! !

Pour que le lecteur puisse se représenter à quel point MM. les capitalistes se moquent du peuple, nous donnons ci-après quelques citations empruntées à un journal *ministériel* (c'est-à-dire appartenant à un parti représenté au ministère) :

« La délégation ouvrière (de l'industrie minière du Sud) qui est arrivée ici a informé la section économique du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de la situation réelle, et ces informations nous permettent de dire que les chiffres cités par N. Koutler d'après les patrons ne méritent aucun crédit.

...Le patronat des houillères réalisait avant la révolution d'énormes bénéfices et marchandait pourtant avec l'ancien gouvernement une augmentation des prix du charbon réquisitionné. Il demandait une augmentation supplémentaire de 5 copecks, en plus des 3 copecks accordés par l'ancien gouvernement. Il a tout de suite réussi à obtenir du Gouvernement révolutionnaire provisoire, dans les premiers jours de la révolution, une augmentation de 8 copecks, étendue aux fournitures antérieures faites aux chemins de fer et aux réquisitions à partir du mois de janvier ; il a réussi ensuite à obtenir encore 3 copecks, soit au total 11 copecks.

Avant la révolution, le prix du charbon réquisitionné était de 18 copecks, il est maintenant passé à 29. Quant aux contrats avec le gouvernement, ils étaient conclus à 22 copecks le poud ; on les conclut maintenant à 33-34 copecks et plus... »

N'est-ce pas, de la part des capitalistes, *se moquer* cyniquement du peuple ?

Le gouvernement des capitalistes, qui se dit « révolutionnaire » et se sert de cette « glorieuse » enseigne pour tromper le peuple ignorant, offre aux capitalistes, à l'occasion de la révolution, de nouvelles augmentations ! Il leur verse constamment dans la poche de nouveaux millions !

Le pays est tout près de sa perte, mais les dix capitalistes membres du Gouvernement provisoire prêtent la main aux patrons en train de le dévaliser, de dévaliser le peuple, et *accroissent* les bénéfices déjà démesurés du capital !

« Captif du congrès du patronat minier du Sud de la Russie, le ministère du Commerce et de l'Industrie non seulement s'abstient d'adopter aucune mesure préventive pour conjurer la catastrophe vers laquelle s'achemine l'industrie du Sud, mais se soumet encore systématiquement, dans toute son activité, à la pression des industriels du Sud. »

Ainsi s'exprimait le même journal ministériel, la *Rabotchaïa Gazéta*, organe des menchéviks, le 14 mai 1917, plus d'une semaine après la formation du ministère de coalition.

Rien n'a changé depuis.

Or, ce journal ministériel a dû reconnaître des faits plus graves encore. Ecoutez, écoutez :

« ...Les industriels font la grève perlée. Ils éludent sciemment les mesures nécessaires. On a besoin d'une pompe, elle est introuvable; on a besoin de treillis protecteurs pour les lampes, on ne peut pas les obtenir. Les industriels ne veulent pas que la production augmente. Ils ne veulent pas non plus dépenser d'argent pour les réparations indispensables et pour le renouvellement de l'outillage des entreprises. Les machines, trop vieilles, seront bientôt hors d'usage. Il arrive fréquemment que les ouvriers auxquels on a répondu que tel ou tel outil ou instrument nécessaire ne pouvait pas être acheté, vont le chercher eux-mêmes et le trouvent. Les patrons ne font rien pour expédier les produits : le charbon et la fonte. Des stocks valant des dizaines et des centaines de millions s'entassent inutilement, alors que le pays en a le plus grand besoin. »

Ainsi s'exprimait un journal ministériel, le journal du parti menchévik auquel appartiennent Tsérétéli et Skobélev.

Mais les capitalistes qui agissent de la sorte se moquent ouvertement du peuple ! C'est vraiment une sorte de maison de fous : les capitalistes sont de connivence avec la partie bourgeoise du Gouvernement provisoire (où siègent les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires) ; ils *freinent* le cours normal des choses, *sabotent* le travail, *ne prennent pas de mesures* pour assurer le transport des produits sans lesquels le pays *court à sa perte.*

Les fabriques et les chemins de fer s'arrêtent faute de charbon. Le chômage grandit. La disette de marchandises s'aggrave. Les paysans ne peuvent pas donner leur blé gratuitement. La menace de la famine est imminente.

Tout cela est l'œuvre des capitalistes, qui sont de connivence avec le gouvernement ! !

Tout cela est toléré par les populistes, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ! ! Ils s'en tirent avec des mots. Ils parlaient *déjà le 14 mai* de ces crimes des capitalistes. Nous voici au 31. Plus de deux semaines se sont écoulées. Rien n'a changé. La famine se rapproche de plus en plus.

Et pour couvrir les crimes des capitalistes, pour détourner l'attention populaire, tous les journaux des capitalistes, la *Retch*, le *Dien*, le *Novoïé Vrémia*, la *Rousskaïa Volia*, la *Birjovka*, l'*Edinstvo* s'emploient de toutes leurs forces à déverser chaque jour sur les « bolchéviks » des flots de mensonges et de calomnies... Les bolchéviks sont responsables si les patrons des houillères se sont abouchés avec le gouvernement et s'ils sabotent et arrêtent la production ! !

Oui, on se croirait dans une maison de fous, si la théorie de la lutte des classes, si l'expérience mondiale de la lutte des classes ne nous disaient : Les capitalistes et *leur* gouvernement (soutenu par les menchéviks) ne reculent pas devant le crime quand il s'agit de défendre leurs bénéfices.

Jusqu'à quand cela durera-t-il ? Faut-il vraiment que la catastrophe ait déjà éclaté partout, que les hommes meurent de faim par centaines et par milliers ?

« Pravda » n° 69, 13 juin (31 mai) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LETTRE AUX COMITÉS D'ARRONDISSEMENT DE L'ORGANISATION DE PÉTROGRAD DU P.O.S.D. (BOLCHÉVIQUE)R.

Chers camarades,

Vous adressant ci-joint la résolution du Comité de Pétrograd sur la création de son journal et deux résolutions proposées par moi au nom du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le mardi 30 mai, au cours d'une réunion du Comité de Pétrograd *, je vous prie de discuter ces diverses résolutions et de formuler vos conclusions motivées avec le plus de détails possible.

La question de savoir si le Comité de Pétrograd a besoin, dans la capitale même, d'un organe qui lui soit propre, risque de déterminer un conflit entre ce comité et le Comité central. Il importe éminemment et il est tout à fait souhaitable que le plus grand nombre possible de membres de notre Parti, à Pétrograd, participent activement à la discussion engagée autour de ce conflit naissant et contribuent par leur décision à le liquider.

La Commission exécutive du Comité de Pétrograd s'est prononcée à l'unanimité en faveur de la création d'un organe propre à ce comité, malgré la décision prise par le Comité central de créer, à la place de la *Pravda*, dont les dimensions sont manifestement insuffisantes, *deux* journaux : l'ancienne *Pravda*, organe central du Parti, et une petite *Pravda populaire* (les titres des deux journaux ne sont pas encore définitivement arrêtés), conçue comme un organe populaire destiné aux masses les plus larges. D'après la décision du Comité central, la rédaction des deux

* Voir le présent tome, p. 563. (*N.R.*)

journaux doit être unique, un représentant du Comité de Pétrograd devant entrer dans chacun des deux organes (avec voix consultative dans l'organe central et voix délibérative dans l'organe populaire). Une « commission de presse » doit être créée (formée d'ouvriers étroitement liés à la masse, par arrondissements) ; un certain nombre de colonnes doivent être réservées dans *les deux* journaux aux besoins purement locaux du mouvement ouvrier local.

Tel est le plan du Comité central.

La Commission exécutive du Comité de Pétrograd veut, par contre, avoir *son propre* journal, organe de ce comité. La Commission exécutive en a ainsi décidé à l'unanimité.

A la séance du 30 mai de la Commission exécutive du Comité de Pétrograd, après le rapport et la conclusion du camarade M. Tomski, après mon discours et l'intervention dans les débats d'un grand nombre de camarades, les voix se sont divisées par moitié : 14 pour la Commission exécutive et 14 contre. Ma résolution a été repoussée par 16 voix contre 12.

Ma conviction est qu'en principe il n'est pas nécessaire que le Comité de Pétrograd ait un journal à part. La *capitale* doit posséder, en raison de son rôle dirigeant dans le pays, *un seul* organe du Parti, précisément l'organe central, le journal populaire, rédigé en termes *tout à fait* accessibles aux masses, devant être placé sous la *même* direction.

L'existence d'un organe propre au Comité de Pétrograd rendrait inévitablement difficile une entière cohésion dans le travail et pourrait même engendrer des divergences (ou des nuances) dans la ligne politique, ce qui serait extrêmement nuisible, surtout en période de révolution.

Pourquoi diviserions-nous nos forces ?

Nous sommes tous terriblement surchargés de travail, nous avons peu de forces ; ceux qui écrivent nous quittent de plus en plus pour se joindre aux jusqu'auboutistes. Est-il admissible de diviser nos forces dans ces conditions ?

Il faut les cimenter et non les diviser.

Peut-on ne pas se fier au Comité central et craindre qu'il ne forme mal sa rédaction ou ne réserve pas assez de place dans les deux journaux aux besoins locaux, ou qu'il « fasse grief » aux rédacteurs du Comité de Pétrograd, demeurés en minorité, etc. ?

J'ai énuméré intentionnellement dans mon deuxième projet de résolution divers arguments de cet ordre (que j'ai entendu formuler le 30 mai à la séance du Comité de Pétrograd), afin de poser ouvertement la question devant tous les membres du Parti, afin de les inciter à peser mûrement *chacune* des deux thèses en présence et à prendre leurs responsabilités.

Si vous avez, camarades, des raisons positives et sérieuses de ne pas vous fier au Comité central, dites-le sans détour. Tel est le devoir de tout membre de notre Parti démocratiquement organisé ; dès lors, le devoir du Comité central de notre Parti sera d'examiner spécialement les raisons de votre méfiance, d'en informer le congrès du Parti, d'engager des négociations particulières afin de remédier à cette triste méfiance d'une organisation locale à l'égard du Comité central.

Si cette méfiance n'existe pas, il est injuste et erroné de prétendre que le Comité central n'a pas le droit, que lui a conféré le congrès, de *diriger le travail* dans le Parti en général, et dans la capitale en particulier.

Notre Comité central exige-t-il quoi que ce soit de superflu ou d'excessif en manifestant le désir de diriger les journaux de Pétrograd ? Non. Dans le parti social-démocrate allemand, à sa meilleure époque, lorsqu'il était dirigé depuis de dizaines d'années par Wilhelm Liebknecht, ce dernier rédigea l'organe central du parti. Cet organe central paraissait à Berlin. L'organisation berlinoise n'eut *jamais* de journal particulier. Il y avait une « commission de presse » composée d'ouvriers ; l'organe central avait une *rubrique locale*. Pourquoi devrions-nous nous écarter de ce bon exemple que nous donnent nos camarades des autres pays ?

Si vous voulez, camarades, que le Comité central vous donne des *garanties particulières*, si vous voulez la modification de tel ou tel point (du plan du Comité central concernant la création des deux journaux), je vous prie, au nom du Comité central, d'en discuter et de l'exposer avec précision.

La décision de la Commission exécutive du Comité de Pétrograd concernant la création d'un journal *réservé* à Pétrograd est, selon moi, profondément erronée et inopportune ; elle diviserait nos forces et serait dans notre Parti

une source de conflits. Il serait à mon avis désirable (et je ne fais qu'exprimer sur ce point l'opinion du Comité central) que l'organisation de Pétrograd soutienne la décision du Comité central, observe pendant un certain temps les *résultats de l'expérience du travail* des deux journaux conformément au plan du Comité central et prenne ensuite, s'il y a lieu, une décision particulière sur les résultats de cette expérience.

Salut fraternel social-démocrate.

31 mai 1917

N. Lénine

Conforme à un double dactylographié

Paru pour la première fois en 1925, dans le n° 3 (14) de la « Krasnaïa Liétopis »

DISCOURS PRONONCÉ À LA Ire CONFÉRENCE DES COMITÉS D'USINE DE PÉTROGRAD LE 31 MAI (13 JUIN) 1917

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

La résolution du camarade Avilov révèle un oubli complet de la position de classe. B. Avilov semble avoir cherché à y réunir et concentrer tous les défauts propres à toutes les résolutions des partis petits-bourgeois.

Avilov constate tout d'abord que la rapacité des capitalistes a amené la Russie à un effondrement économique et industriel total, ce qui est aujourd'hui indéniable pour tout socialiste ; mais il propose ensuite une vague formule de contrôle de l'industrie « par l'Etat » assisté des larges couches démocratiques.

Tout le monde parle beaucoup en ce moment du contrôle ; même des gens qui naguère étaient prêts à crier « au secours » au seul mot de « contrôle », admettent maintenant sa nécessité.

Mais, tout en employant ce terme général de « contrôle » on veut en réalité le réduire à néant.

Le gouvernement de coalition, dont font maintenant partie des « socialistes » n'a encore rien fait pour réaliser ce contrôle ; il est donc bien compréhensible que les comités d'usine veuillent un véritable contrôle ouvrier, et non un contrôle restant sur le papier.

Cherchant à élucider la notion de « contrôle », et nous demandant aussi qui appliquera ce contrôle et quand, nous ne devons perdre de vue à aucun moment le caractère de classe de l'État, instrument de la domination d'une classe. La même analyse de classe doit être appliquée à la notion

de « démocratie révolutionnaire ». Il faut, ce faisant, partir du rapport réel des forces sociales.

La résolution d'Avilov commence par tout promettre et se termine en somme par la proposition de laisser les choses en l'état. Elle ne contient pas la moindre trace d'esprit révolutionnaire.

En période révolutionnaire, il est plus que jamais nécessaire d'analyser avec précision la nature de l'État, de se demander quels intérêts il représentera et comment il doit être bâti afin de défendre réellement les intérêts des travailleurs. Or, la résolution d'Avilov laisse ce point complètement dans l'ombre.

Pourquoi notre nouveau gouvernement de coalition, dont font maintenant partie aussi des « socialistes », n'a-t-il pas réalisé le contrôle au cours de ces trois mois, et pourquoi, loin de le réaliser, s'est-il ouvertement rangé du côté des capitalistes dans le conflit entre le patronat minier du Sud de la Russie et les ouvriers ?

Pour que le contrôle de l'industrie soit réellement appliqué, ce doit être un *contrôle ouvrier*, afin que les ouvriers soient en majorité dans tous les organismes responsables et que l'administration rende compte de ses actes devant les organisations ouvrières les plus représentatives.

Efforcez-vous, camarades ouvriers, d'obtenir un contrôle effectif et non fictif, et repoussez avec la plus grande énergie toutes les résolutions et propositions concernant un contrôle fictif comme celui dont nous venons de parler, qui n'existerait que sur le papier.

« Pravda » n° 72, 16 (3) juin 1917 *Conforme au texte de la « Pravda »*

JUSTIFICATION D'UNE INFAMIE

La Commission des relations internationales du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd a adressé à Huysmans, le secrétaire bien connu de la IIe Internationale, qui a fait faillite et est passée du côté de « ses » gouvernements nationaux, un communiqué publié dans le n° 78 des *Izvestia*.

Ce communiqué s'attache à démontrer qu'on ne peut « assimiler » l'entrée des populistes et des menchéviks russes dans un gouvernement bourgeois et impérialiste, à la participation à « leurs » gouvernements des traîtres au socialisme de l'Europe occidentale. Les arguments de la « commission » sont si faibles, si pitoyables, si ridiculement inopérants qu'il est nécessaire de les exposer au pilori encore et encore dans toute leur vilenie.

Premier argument. Dans les autres pays, l'entrée des socialistes au gouvernement s'est accomplie « dans des conditions tout à fait différentes ». C'est faux. Les différences entre l'Angleterre, la France, le Danemark, la Belgique, l'Italie, etc., d'une part, et la Russie d'aujourd'hui, d'autre part, sont « tout à fait » insignifiantes ; quiconque *n'a pas* trahi le socialisme sait, en effet, que le fond de la question est la *domination* de la classe bourgeoise. Sous *ce* rapport, les conditions ne sont pas « différentes », mais semblables dans tous ces pays. Quant aux particularités nationales, elles ne changent rien à la question essentielle de la domination de la classe bourgeoise.

Deuxième argument. « Nos » ministres sont entrés dans un gouvernement « révolutionnaire ». C'est là la façon la plus infâme de tromper le peuple à l'aide du grand mot de « révolution », invoqué par les menchéviks et les populis-

tes pour dissimuler leur trahison. Car chacun sait que 10 ministres, sur les 16 du gouvernement « révolutionnaire » actuel, appartiennent aux partis des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, aux partis qui sont pour la guerre impérialiste et la non-publication des traités secrets, aux partis qui font maintenant une politique *contre-révolutionnaire*. C'est ce qu'ont fait ressortir avec évidence les élections aux Doumas d'arrondissement de Pétrograd, les 27-29 mai, lorsqu'on a vu *tous* les Cent-Noirs se grouper *pour* la majorité de notre gouvernement « révolutionnaire ».

Troisième argument. « Nos » représentants sont entrés dans le gouvernement « avec le mandat bien défini d'arriver à la paix générale par un accord entre les peuples, au lieu de prolonger la guerre impérialiste au nom de la libération des nations par les armes ». D'abord, ce mandat n'est pas « défini » du tout, car il n'implique ni *programme* défini ni *actions* définies. Ce ne sont que mots creux. C'est comme si le secrétaire d'un syndicat ouvrier devenait membre du conseil d'administration d'un trust capitaliste, aux appointements de 10 000 roubles, avec le « mandat défini » d'améliorer la condition des ouvriers au lieu de prolonger la domination capitaliste. En second lieu *tous* les impérialistes, et Guillaume et Poincaré, etc., aspirent à un « accord entre les peuples ». Cela aussi est une phrase des plus creuses. En troisième lieu, la guerre « se prolonge » manifestement du côté de la Russie depuis le 6 mai 1917 du fait, entre autres, que notre gouvernement impérialiste n'a toujours pas publié ni proposé des conditions claires et précises de paix ou d'accord.

Quatrième argument. Le but de « nos » représentants « n'est pas d'abandonner la lutte de classe, mais de la poursuivre avec les moyens du pouvoir politique ». Magnifique ! Il suffit donc d'invoquer, en faveur d'une ignominie à laquelle on participe, un but excellent ou une bonne « intention initiale » pour que cela tourne rond ! ! La participation à un gouvernement bourgeois, impérialiste, qui poursuit *effectivement* une guerre impérialiste, peut, voyez-vous, être baptisée « poursuite de la lutte de classe par les moyens du pouvoir politique ». C'est tout bonnement une perle. Nous recommandons à toute assemblée ouvrière, à toute assemblée populaire de battre un ban en l'honneur de

Tchernov, de Tsérétélii, de Péchékhonov, de Skobélev, qui mènent une « *lutte de classe* » contre Térechtchenko, Lvov et Cie.

Le ridicule vous tuera, MM. de la «commission», qui défendez le ministérialisme avec de tels arguments. Vous manquez d'ailleurs d'originalité : le célèbre Vandervelde, ami de Plékhanov (que vous critiquez vertement sans en avoir moralement le moindre droit, depuis votre entrée au ministère), a dit il y a déjà longtemps être entré lui aussi au ministère « pour poursuivre la lutte de classe ».

Cinquième argument. « Nos » représentants sont entrés au ministère après le renversement du tsarisme et l'expulsion des « ennemis du prolétariat russe » (Milioukov, Goutchkov) « par le mouvement des masses révolutionnaires des 20-21 avril ».

Est-ce la faute des Français s'ils ont renversé l'autocratie il y a 122 ans et non il y a cent jours ? Et les Anglais, il y a plus de 260 ans ? Et les Italiens, il y a quelques dizaines d'années ? Quant au 20 avril, il a chassé Milioukov pour le remplacer par Térechtchenko, c'est-à-dire qu'il n'a absolument rien changé ni à la situation des classes, ni à la situation des partis. De nouvelles promesses ne font pas une nouvelle politique.

Chasser le métropolite pour le remplacer par le pape, ce n'est point cesser d'être clérical.

Sixième argument. « Le prolétariat et l'armée jouissent en Russie d'une liberté complète. » C'est faux, elle *n'est pas* complète. Elle est plus complète que dans les autres pays, et il est d'autant plus déshonorant de *souiller* cette jeune liberté, encore toute fraîche, par les malpropres manœuvres de la participation à un gouvernement bourgeois impérialiste.

Les traîtres russes au socialisme ne se distinguent pas plus de ceux d'Europe occidentale que déflorer ne se distingue de violer.

Septième argument. « Le prolétariat russe possède en outre les moyens d'exercer sur ses élus un contrôle absolu. »

C'est faux. L'organisation en partis est si jeune en Russie, la désagrégation des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires si manifeste (demi-scission de Martov, protestation de Kamkov, bloc électoral de ce dernier avec nous

contre *son* parti ; bloc des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires avec l'*Edinstvo* qu'*eux-mêmes* reconnaissent comme *impérialiste*, etc.) qu'il *n'y a pas*, non seulement de contrôle « absolu », mais même aucun contrôle sérieux du « prolétariat » sur les ministres.

Et le prolétariat est une notion *de classe* dont les menchéviks et les populistes n'ont pas le droit de se servir, car ils s'appuient avant tout sur la *petite bourgeoisie*. Si *vous* vous mettez à parler des classes, soyez au moins précis !

Huitième argument. « L'entrée des représentants du prolétariat (? ?) socialiste (? ? ?) russe au gouvernement n'a nullement signifié un relâchement des liens rattachant ce prolétariat aux socialistes qui luttent dans tous les pays contre l'impérialisme ; elle a signifié au contraire l'affermissement de ces liens dans la lutte commune pour la paix universelle. »

C'est faux. Phrase et mensonge.

Tout le monde sait que l'entrée des socialistes au ministère a affermi en Russie les *liens* unissant les *partisans* de l'impérialisme, les social-chauvins, les *social-impérialistes* de tous les pays, Henderson et Cie, Thomas et Cie, *Scheidemann* et Cie.

Et aussi Scheidemann, oui ! Car il a compris que le social-impérialisme *allemand* sera *sauvé* et, avec lui, l'influence funeste qu'il exerce sur le mouvement ouvrier mondial, puisque les Russes *eux-mêmes*, *malgré* leur si grande liberté, *malgré* leur révolution, ont contracté une alliance infamante avec *leur* bourgeoisie impérialiste.

« Pravda » n° 70, 14 (1er) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

L'ATTITUDE PETITE-BOURGEOISE DANS LA QUESTION DE LA DÉBÂCLE ÉCONOMIQUE

La *Novaïa Jizn* publie aujourd'hui la résolution proposée par le camarade Avilov à la conférence des comités d'usine. Il faut malheureusement y reconnaître un exemple d'attitude non marxiste, non socialiste, mais petite-bourgeoise, sur la question. Et, justement parce que cette résolution concentre avec le plus de relief toutes les faiblesses des résolutions menchéviques et populistes adoptées généralement par les Soviets, elle est typique et mérite de retenir l'attention.

Elle commence par le plus beau des lieux communs, par un magnifique réquisitoire contre les capitalistes : « La débâcle économique actuelle... est la conséquence de la guerre et *de la rapacité anarchique de la gestion des capitalistes et du gouvernement...* » Très juste ! Que le Capital opprime, qu'il soit rapace, qu'il soit la vraie source de l'anarchie, le petit bourgeois est prêt à en convenir avec le prolétaire. Mais la différence entre eux se manifeste sur-le-champ : si le prolétaire reconnaît la rapacité de la gestion capitaliste, il en conclut qu'*il faut* mener contre elle une lutte de classe, qu'*il faut* fonder toute la politique sur la défiance absolue à l'égard de la classe capitaliste, qu'*il faut* distinguer en tout premier lieu, dans la question de l'Etat, au service de quelle classe est l'« Etat » et de quelle classe il défend les intérêts. Le petit bourgeois est parfois « furieux » contre le capital, mais il revient, aussitôt après ses crises de fureur, à la confiance envers les capitalistes et aux espérances fondées sur l'« Etat »... des capitalistes !

Le camarade Avilov en est là.

Après une entrée en matière très belle, énergique, menaçante, accusant les capitalistes de « rapacité », et même pas seulement les capitalistes, mais aussi le gouvernement capitaliste, le camarade Avilov *oublie* dans toute la résolution, dans toute l'analyse de la situation, dans toutes ses propositions pratiques, *le point de vue de classe*, et verse, tout comme les menchéviks et les populistes, dans des phrases sur l'« Etat » en général et sur la « démocratie révolutionnaire » en général.

Ouvriers ! Le capital rapace crée par sa rapacité l'anarchie et la ruine, et l'administration du gouvernement capitaliste est tout aussi anarchique. Le salut est dans le contrôle par « l'Etat assisté de la démocratie révolutionnaire ». Tel est le fond de la résolution d'Avilov.

Un peu de pudeur, camarade Avilov ! Est-il permis à un marxiste d'oublier que l'Etat est l'organe d'une domination de classe ? N'est-il pas ridicule d'en appeler, contre la « rapacité des capitalistes », à l'*Etat des capitalistes* ?

Est-il permis à un marxiste d'oublier que les capitalistes, eux aussi, ont été maintes fois des « démocrates révolutionnaires » dans l'histoire de tous les pays, en Angleterre en 1649, en France en 1789, 1830, 1848, 1870 et en Russie en février 1917 ?

Avez-vous vraiment oublié qu'il faut distinguer entre la démocratie révolutionnaire des capitalistes, celle de la petite bourgeoisie et celle du prolétariat ? *Toute* l'histoire de *toutes* les révolutions que je viens d'énumérer ne se réduit-elle pas à une différenciation des classes *au sein* de la « démocratie révolutionnaire » ?

Quiconque continue maintenant, après l'expérience de février, de mars, d'avril, de mai 1917, à parler en Russie de « démocratie révolutionnaire » en général, trompe le peuple, volontairement ou involontairement, consciemment ou inconsciemment. Car le « moment » de l'union générale des classes contre le tsarisme est passé et dépassé. Le premier accord du premier « Comité provisoire » de la Douma d'Etat et du Soviet marquait déjà la *fin* de l'union des classes et le début de la lutte des classes.

La crise d'avril (20 avril), puis le 6 mai, puis les 27-29 mai (élections), etc., etc., ont définitivement différencié les *classes* dans la révolution russe au sein de la « démocra-

tie révolutionnaire » russe. Vouloir l'ignorer, c'est se réduire à l'impuissance du petit bourgeois.

En appeler maintenant à l'« Etat » et à la « démocratie révolutionnaire », justement à propos de la rapacité des capitalistes, c'est vouloir faire rétrograder la classe ouvrière, c'est *en fait* prêcher l'arrêt complet de la révolution. Car notre « Etat » est *en ce moment*, après avril, après mai, l'Etat de capitalistes (rapaces) *qui ont domestiqué*, en la personne de Tchernov, Tsérétéli et consorts, une bonne partie de la « démocratie révolutionnaire (petite-bourgeoise) ».

Cet Etat entrave la révolution partout, dans tous les domaines de la politique extérieure et intérieure.

S'en remettre à *cet Etat* pour combattre la « rapacité » des capitalistes, c'est *jeter le brochet à la rivière.*

Rédigé le 31 mai (13 juin) 1917.
Paru le 14 (1er) juin 1917 dans le n° 70 de la « Pravda »

Conforme au texte du journal

LA PAILLE DANS L'ŒIL DU VOISIN

L'Algérie a tout jeté par terre... Nos « socialistes-révolutionnaires » ministrables avaient presque tout à fait réussi à s'étourdir et à étourdir leurs auditeurs de phrases sur la reconnaissance par eux de la « paix sans annexions » (c'est-à-dire sans conquête de territoires d'autrui), mais voilà... L'Algérie a tout jeté par terre ! Le journal *Diélo Naroda*, auquel collaborent deux ministres du parti « socialiste-révolutionnaire », Kérenski et Tchernov, a eu... l'imprudence d'engager avec trois ministres alliés (pseudo-socialistes eux aussi) une controverse sur l'Algérie. Le lecteur verra par ce qui suit à quel point cette imprudence est terrible dans le journal de Kérenski et de Tchernov.

MM. Henderson, Thomas et Vandervelde, ministres de pays alliés, l'Angleterre, la France et la Belgique, ont déclaré ne pas vouloir d'« annexions », mais seulement la « libération des territoires ». Le journal des Kérenski et des Tchernov a qualifié — à juste titre — cette déclaration de « tour de passe-passe de socialistes domestiqués par la bourgeoisie » et leur a assené la tirade véhémente et sarcastique que voici :

« Il est vrai qu'ils » (les trois ministres) « exigent la libération des territoires » seulement « en accord avec la volonté des populations ». Parfait ! Mais alors, demandons-leur ainsi qu'à nous-mêmes d'être conséquents et d'admettre, d'une part, la « libération des territoires » de l'Irlande et de la Finlande, et, d'autre part, celle de l'Algérie ou du Siam. Nous serions notamment très intéressés à savoir l'opinion du socialiste Albert Thomas sur le droit de l'Algérie à disposer d'elle-même. »

Oui, oui, « nous aurions tout intérêt à savoir l'opinion » de Kérenski, Tsérétéli, Tchernov et Skobélev sur le droit de l'Arménie, de la Galicie, de l'Ukraine et du Turkestan à « disposer d'eux-mêmes ».

Car vous avez, MM. les ministres russes issus des populistes et des menchéviks, démasqué tout le mensonge et toute la fausseté de votre situation et de votre conduite en invoquant l'exemple de l'Irlande et de l'Algérie. Vous avez montré par là qu'on *ne peut pas* entendre par « annexions » les seules conquêtes faites *au cours de cette guerre.* Vous vous êtes ainsi fustigés vous-mêmes et vous avez donné le fouet aux *Izvestia du Soviet de Pétrograd* qui, infatués de leur ignorance, déclaraient ces jours derniers n'entendre par annexions que les conquêtes de cette guerre. En est-il qui ignorent que l'Irlande et l'Algérie furent conquises des dizaines et des centaines d'années avant que ne commençât cette guerre ?

Le *Diélo Naroda* n'est pas prudent, pas prudent du tout : il s'est pris lui-même et a pris les menchéviks et les *Izvestia du Soviet de Pétrograd* en flagrant délit de confusion intégrale d'idées sur cette question si importante, si décisive, des annexions.

Mais ce n'est pas encore tout. Si vous posez à Henderson la question de l'Irlande et à Albert Thomas celle de l'Algérie, si vous opposez à l'opinion en matière d'annexions de la « *bourgeoisie* française qui exerce le pouvoir » celle du *peuple* français, si vous appelez Henderson et Albert Thomas des « socialistes domestiqués par la bourgeoisie », comment se fait-il que vous ayez oublié de jeter un coup d'œil sur vous-mêmes ?

Qui êtes-vous donc, Kérenski, Tsérétéli, Tchernov, Skobélev ? N'êtes-vous pas vous-mêmes des « socialistes domestiqués par la bourgeoisie » ? Avez-vous soulevé, dans le ministère de la « *bourgeoisie* russe qui exerce le pouvoir », les questions de l'Irlande *russe* et de l'Algérie *russe*, c'est-à-dire du Turkestan, de l'Arménie, de l'Ukraine, de la Finlande, etc. ? Quand l'avez-vous fait ? Pourquoi ne le dites-vous pas au « peuple » russe ? Pourquoi ne qualifiez-vous pas de « tour de passe-passe » le procédé des populistes et des menchéviks *russes* qui consiste à prodiguer au Soviet, au ministère et devant le peuple des phrases ronflantes sur

la « paix sans annexions », *sans poser* nettement, clairement, sans équivoque, la question de *toutes* les annexions *russes* analogues à celles de l'Irlande et de l'Algérie ?

Les populistes et les menchéviks ministrables russes sont tombés dans la confusion et se démasquent chaque jour.

Ils invoquent d'ordinaire « l'argument ultime » : nous avons chez nous la révolution. Argument profondément mensonger. Car notre révolution n'a donné *jusqu'à présent* le pouvoir qu'à la *bourgeoisie*, comme en France et en Angleterre, avec une « minorité inoffensive » de « socialistes domestiqués par la bourgeoisie », tout comme en France et en Angleterre. Que donnera demain notre révolution : le retour à la monarchie, l'affermissement de la bourgeoisie, le passage du pouvoir à des classes plus avancées ? Nous n'en savons rien et nul ne le sait. C'est donc tromper grossièrement le peuple et se tromper soi-même que d'invoquer la « révolution » en général.

La question des annexions est une bonne pierre de touche pour les populistes et les menchéviks embourbés dans le mensonge et la supercherie. Embourbés, ils le sont *tout comme* Plékhanov, Henderson, Scheidemann et Cie. Ils ne diffèrent les uns des autres *que par des mots* et sont, *en fait*, les uns comme les autres, perdus pour le socialisme.

« Pravda » n° 70,
14 (1er) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

PAS DÉMOCRATIQUE, CITOYEN KÉRENSKI !

L'Agence Télégraphique de Pétrograd publie l'information suivante :

K i e v, 30 m a i. Lecture a été donnée en séance du Congrès paysan d'Ukraine d'un télégramme du ministre de la Guerre Kérenski trouvant inoportune, en raison de la situation militaire, la convocation du Deuxième Congrès ukrainien des armées. Le congrès a déclaré considérer la mesure prise par le ministre comme un attentat à la liberté de réunion en ce qui concerne les Ukrainiens et a adressé au Gouvernement provisoire et au Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd le télégramme suivant :

« Nous attirons votre attention sur la première infraction à la loi instituant la liberté de réunion, commise par le ministre Kérenski à l'égard du Congrès ukrainien des armées. Nous déclinons toute responsabilité quant aux conséquences possibles de cette atteinte aux principes démocratiques de la vie nouvelle, commise à l'égard des Ukrainiens. Nous protestons avec énergie et attendons du Gouvernement provisoire une réponse immédiate aux revendications qui lui ont été présentées par la délégation de la Rada centrale d'Ukraine. »

Cette information suscitera sans nul doute la plus vive inquiétude parmi les ouvriers socialistes.

Le ministre de la Guerre trouve « inopportun » un congrès ukrainien et l'interdit de sa propre autorité ! Tout récemment encore, le citoyen Kérenski « rappelait à l'ordre » la Finlande ; maintenant il a décidé de « rappeler à l'ordre » les Ukrainiens. Et tout cela au nom de la « démocratie » !

Herzen a dit autrefois qu'on rougissait de se reconnaître Russe, quand on voyait les « prouesses » des classes dirigeantes de la Russie[126]. Il tenait ce langage à une époque où la Russie gémissait sous le joug du servage, où le knout et la trique régnaient sur notre pays.

La Russie a maintenant renversé le tsar. Ce sont les Kérenski et les Lvov qui parlent maintenant au nom du pays. La Russie des Kérenski et des Lvov traite les nationalités subordonnées de telle façon que les paroles amères de Herzen reviennent d'elles-mêmes à la mémoire.

Sans parler du fait que la politique nationaliste « grand-russe » du citoyen Kérenski ne fait qu'aviver et attiser ces tendances « séparatistes », que les Kérenski et les Lvov voudraient précisément combattre.

Nous demandons s'il est compatible avec la dignité non pas même du socialisme, mais du simple démocratisme, de traiter de la sorte les nationalités opprimées. Nous demandons où est la limite aux « incartades » du citoyen Kérenski et de ceux qui lui tiennent compagnie.

Nous demandons au parti « socialiste-révolutionnaire » s'il approuve l'interdiction par l'un de ses membres éminents, le citoyen Kérenski, d'un congrès ukrainien.

* *
*

Nous apprenons que le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats a décidé hier d'inviter spécialement le citoyen Kérenski afin de s'expliquer avec lui sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et sur la politique nationale en général.

Et l'on dit que la « commission de contact » a vécu. Pas le moins du monde, messieurs ! La dualité du pouvoir subsiste. La situation actuelle ne comporte pas d'autre issue que le passage de la totalité du pouvoir aux Soviets des députés ouvriers et soldats.

« Pravda » n° 71,
16 (2) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LE BOLCHÉVISME ET LA « DÉSAGRÉGATION » DE L'ARMÉE

Tout le monde réclame à cor et à cri un « pouvoir fort ». Le salut est dans la dictature, dans une « discipline de fer », dans la contrainte au silence et à l'obéissance de tous les insubordonnés « de droite » et « de gauche ». Nous savons *qui* l'on veut faire taire. Les gens de la droite ne crient pas, ils *travaillent*. Les uns au ministère, les autres dans les fabriques, par la menace des lock-out, par les ordres de dissolution de régiments, par la menace du bagne. Les Konovalov et les Térechtchenko, aidés par les Kérenski et les Skobélev, travaillent dans leur intérêt *d'une façon organisée*. Il n'est pas nécessaire de les contraindre au silence...

Nous n'avons à notre disposition *que la parole*.

Et c'est cette parole qu'on veut nous retirer...

On interdit la *Pravda* sur le front. Les services de distribution de Kiev ont décidé de ne pas diffuser la *Pravda*. « L'Union des zemstvos » ne vend pas la *Pravda* dans ses kiosques. Et l'on nous promet enfin « une lutte systématique contre la propagande du léninisme »... (*Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats.*) Mais en revanche, *on porte à notre compte* toute protestation spontanée, tout excès, où qu'il se produise.

C'est aussi une façon de combattre le bolchévisme.

Elle a fait ses preuves.

N'ayant pas la possibilité de recevoir des directives claires, sentant d'instinct la fausseté et le caractère insatisfaisant de l'attitude des chefs officiels de la démocratie, les masses sont contraintes de *chercher leur chemin elles-mêmes à tâtons*...

Résultat : sous le drapeau du bolchévisme viennent se grouper le mécontent, le révolutionnaire conscient, le combattant indigné qui a la nostalgie de sa chaumière, et ne voit pas la fin de la guerre, et parfois simplement l'homme qui craint pour sa peau...

Là où le bolchévisme a la possibilité de se montrer au grand jour, il n'y a pas de désorganisation.

Là où il n'y a pas de bolchéviks, ou bien là où la parole leur est refusée, des excès se produisent, la désagrégation se fait sentir, de faux bolchéviks font leur apparition...

Et c'est précisément ce qu'il faut à nos ennemis.

Il leur faut un prétexte pour dire : « *Les bolchéviks désagrègent l'armée* », *et pour fermer ensuite la bouche aux bolchéviks.*

Afin de dresser une fois pour toutes une barrière entre nous et les calomnies de nos « ennemis », entre nous et les déformations les plus absurdes du bolchévisme, nous citerons la fin d'une proclamation diffusée à la veille du Congrès de Russie par un de nos délégués aux armées.

La voici :

« *Camarades ! Vous devez dire votre mot.*
Pas d'accord avec la bourgeoisie !
Tout le pouvoir au Soviet des députés ouvriers et soldats !

Ce qui ne veut pas dire qu'il faille rompre tout de suite avec le gouvernement actuel et le renverser. Tant qu'il est suivi de la majorité du peuple, persuadée que cinq socialistes réussiront à l'emporter sur les autres ministres, nous ne pouvons pas diviser nos propres forces par des mutineries isolées.

Jamais !

Ménagez vos forces ! Réunissez des meetings ! Adoptez des résolutions ! Exigez le passage de la totalité du pouvoir au Soviet des députés ouvriers et soldats ! Persuadez ceux qui ne sont pas d'accord avec vous ! Adressez-moi votre résolution à Pétrograd, au congrès, au nom de votre régiment, pour que je puisse y faire entendre votre voix !

Mais méfiez-vous des provocateurs qui tenteront de vous inciter au nom des bolchéviks à des désordres et des mutineries, afin de mieux cacher leur propre lâcheté ! Sachez que s'ils marchent avec vous maintenant, ils vous livreront à l'ancien régime à la première minute du danger.

Les vrais bolchéviks ne vous appellent pas à l'émeute, mais à la lutte révolutionnaire consciente.

Camarades ! Le Congrès de Russie élira des représentants, auxquels le Gouvernement provisoire rendra des comptes en attendant la convocation de l'Assemblée constituante.

Camarades ! J'exigerai à ce congrès :

1. *Le passage de la totalité du pouvoir au Soviet des députés ouvriers et soldats.*

2. *L'envoi* immédiat *de propositions de paix en faveur d'une paix sans annexions ni contributions*, adressées au nom du peuple *aux peuples et aux gouvernements de toutes les puissances belligérantes, alliées ou ennemies.* Qu'un gouvernement essaie ensuite de repousser cette proposition, et il sera *renversé par son propre peuple.*

3. La saisie, au profit de l'Etat, des fonds de ceux qui se sont enrichis par la guerre, en d'autres termes la *confiscation des bénéfices de guerre des capitalistes.*

Camarades ! C'est seulement par le passage du pouvoir à la démocratie en Russie, en Allemagne et en France, *par le renversement des gouvernements bourgeois dans tous les pays, que la guerre peut prendre fin.*

Notre révolution a marqué le début de cette action : notre tâche consiste à donner une nouvelle impulsion à la révolution mondiale en faisant adresser par un gouvernement populaire de la Russie, investi de tout le pouvoir, une proposition de paix à tous les gouvernements d'Europe, et en renforçant l'alliance avec la démocratie révolutionnaire d'Europe occidentale.

Malheur ensuite au gouvernement bourgeois qui voudra malgré tout continuer la guerre !

Unis à son peuple, nous lui ferons la guerre révolutionnaire.

J'ai été élu au congrès qui va se réunir à Pétrograd pour dire tout cela en votre nom à notre gouvernement, à Pétrograd.

Signé : L'aspirant-officier *Krylenko*, membre du Comité de la XIe Armée, délégué du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate (bolchévik) de Russie au congrès du groupe d'armées du Sud-Ouest. »

Quiconque a pris la peine de lire les résolutions de notre Parti ne peut pas ne pas voir que le camarade Krylenko en a exprimé le *fond* avec une parfaite justesse.

Ce n'est pas aux troubles ni aux émeutes, mais à l'action révolutionnaire consciente que les bolchéviks appellent le prolétariat, les paysans pauvres et tous les travailleurs et les exploités.

Seul un pouvoir vraiment populaire, c'est-à-dire représentant la *majorité* du peuple, pourra s'engager dans la *bonne* voie, qui conduira l'humanité au renversement du joug capitaliste, à en finir avec les horreurs et les calamités de la guerre impérialiste, à une paix juste et durable.

« Pravda » n° 72, 16 (3) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

DE QUI VOUS MOQUEZ-VOUS ? DE VOUS-MÊMES !

« Le roi Constantin (de Grèce) a signé l'acte d'abdication sous la pression de la diplomatie alliée », voilà ce qu'écrit, à propos de l'abdication, le journal de M. Milioukov, ex-ministre des Affaires étrangères du Gouvernement « révolutionnaire » provisoire.

Ce sont MM. les diplomates alliés qui ont *achevé d'étrangler* la Grèce. Ils ont d'abord suscité le mouvement de Venizelos (Venizelos, ancien ministre de Constantin, passé au service du capital anglais), puis ils ont détaché une partie de l'armée, se sont emparés par la force d'une partie du territoire grec, et enfin ont fait « pression » sur le monarque « légitime » pour l'obliger à abdiquer, c'est-à-dire qu'ils ont imposé une révolution par en haut. Chacun sait de quel genre de « pression » il s'est agi et il s'agit encore : ce fut une pression *par la famine* ; les navires de guerre des impérialistes anglo-français et russes ont fait le blocus des côtes de la Grèce, et celle-ci a été *privée de pain*. La « pression » exercée sur la Grèce est du même ordre que celle utilisée récemment en Russie, si l'on en croit les journaux, par les paysans ignorants d'un trou perdu de province, lesquels ont condamné à mourir de faim un citoyen qu'ils accusaient d'outrager la religion chrétienne.

Dans un coin à moitié sauvage de Russie, des paysans ignorants ont fait mourir de faim un « criminel ». Les impérialistes « civilisés » d'Angleterre, de France, de Russie et d'ailleurs *ont torturé par la faim* tout un pays, tout un peuple, pour l'obliger, par cette « pression », à changer de politique.

Voilà la *réalité* de la guerre impérialiste. Voilà où en sont réellement les relations internationales à l'époque où nous vivons. Et messieurs les socialistes-révolutionnaires s'esclaffent à ce propos... C'est vraiment très, très drôle...

Le *Diélo Naroda*, journal ministériel des Kérenski, Tchernov et Cie, publie un éditorial ironique, sous le titre : « Le droit de la Grèce « à disposer d'elle-même ». L'ironie des socialistes-révolutionnaires à propos du droit de la Grèce « à disposer d'elle-même » serait excellente *si elle était sincère.*

La sincérité en politique ne signifie nullement que MM. Kérenski, Tchernov et Cie doivent faire la preuve de leur sincérité personnelle, que nous admettons volontiers ; ce n'est d'ailleurs pas de cela qu'il s'agit. En politique, c'est-à-dire dans ce domaine des relations humaines où l'on ne compte pas par unités, mais par *millions*, la sincérité se définit comme la *concordance*, vérifiable à tout moment, *entre les paroles et les actes.*

L'éditorial du *Diélo Naroda* n'est pas sincère, parce que c'est justement le parti socialiste-révolutionnaire, ce sont justement les Kérenski et les Tchernov, *en tant que dirigeants de ce parti*, qui soutiennent avec les citoyens Tsérétéli et Skobélev le ministère des étrangleurs... pardon, le ministère du droit de la Grèce « à disposer d'elle-même ».

« ...Il est clair pour tout le monde, écrit le *Diélo Naroda*, qu'il n'y a aucune différence, quand au fond, entre l'agression scélérate de l'Allemagne impérialiste contre la Belgique et de l'Autriche contre la Serbie, et l'actuelle « offensive au cœur de la Grèce. »

Oui, c'est clair, et ce n'est nullement là de « la morale », comme le pensent les socialistes-révolutionnaires, mais de la politique à l'état le plus pur. Une agression scélérate voilà *à quoi vous* participez, citoyens socialistes-révolutionnaires, citoyens menchéviks, *en participant au gouvernement.* L'agression scélérate est un fait, la « pression de la diplomatie alliée » — de toute la diplomatie alliée, y compris par conséquent la diplomatie *russe* — a de toute évidence continué à s'exercer *après* l'entrée de Tchernov, Tsérétéli et Cie dans le ministère.

Et la plate-forme de « paix sans annexions » ? Et les « revendications » de la « démocratie révolutionnaire » à

l'égard du nouveau gouvernement ? Et les déclarations ? N'est-il pas encore clair que tous ces plates-formes, déclarations, promesses, affirmations, serments, etc., etc., *ne servent qu'à bafouer* le peuple ?

C'est de vous-mêmes que vous vous moquez, MM. les socialistes révolutionnaires et les menchéviks ! De votre propre politique de confiance envers les capitalistes et le gouvernement des capitalistes ! Vous ironisez sur votre propre rôle de serviteurs grandiloquents et emphatiques du capitalisme et de l'impérialisme, serviteurs revêtus du titre de ministre !

« Pravda » n° 72,
16 (3) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

NOTES

1. L'article « Les tâches du prolétariat dans la présente révolution » parut dans le n° 26 de la *Pravda*, le 7 avril 1917, sous la signature de N. Lénine. Il contient les célèbres Thèses d'Avril, dont Lénine donna lecture au cours de deux réunions, le 4 (17) avril 1917 (à une réunion de bolchéviks et à une réunion commune des délégués bolchéviks et menchéviks à la Conférence des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie), au Palais de Tauride. L'article fut reproduit par les journaux bolchéviks *Le Social-Démocrate* (Moscou), *Prolétari* (Kharkov), *Krasnoïarski Rabotchi* (Krasnoïarsk) *Vpériod* (Oufa), *Bakinski Rabotchi* (Bakou), *Kavkazski Rabotchi* (Tiflis), etc. — P. 9

2. *Socialistes-révolutionnaires* (s.-r), parti petit-bourgeois de Russie ; se forma vers la fin de 1901 et le début de 1902, à la suite de la fusion de différents groupes et cercles populistes. Au cours de la première guerre impérialiste mondiale, la majorité des s.-r. s'aligna sur les positions du social-chauvinisme.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, les s.-r. constituèrent, avec les menchéviks et les cadets, l'appui principal du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers ; les leaders socialistes-révolutionnaires (Kérenski, Avksentiev, Tchernov) en faisaient partie. Le parti des s.-r. n'appuya pas la revendication paysanne portant sur la liquidation de la grande propriété foncière et se prononça pour le maintien de celle-ci ; les ministres s.-r. du Gouvernement provisoire firent donner la troupe contre les paysans qui s'emparaient des terres seigneuriales. A la veille de l'insurrection armée d'Octobre, le parti des s.-r. passa ouvertement dans le camp de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et se fit le défenseur du régime capitaliste, ce qui lui valut d'être coupé des masses révolutionnaires.

Fin novembre 1917, l'aile gauche des s.-r. constitua le parti indépendant des socialistes-révolutionnaires de gauche. S'efforçant de conserver leur influence sur les masses paysannes, ces derniers reconnurent d'une façon toute formelle le pouvoir soviétique et conclurent un accord avec les bolchéviks, mais bientôt ils engagèrent ouvertement la lutte contre le pouvoir révolutionnaire.

Pendant la période de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, les s.-r. menèrent un travail de subversion, soutinrent activement les interventionnistes et les gardes blancs, participèrent à des complots contre-révolutionnaires, organisèrent des actes terroristes contre les responsables de l'Etat soviétique et du Parti communiste. Après la guerre civile, les s.-r. continuèrent leur action subversive à l'intérieur du pays et au sein de l'émigration blanche.

Socialistes-populistes, membres du Parti socialiste populaire du travail, parti petit-bourgeois formé en 1906 par des transfuges de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire. Les socialistes-populistes se prononçaient pour l'alliance avec les cadets. Lénine les a qualifiés de « social-cadets », d'« opportunistes petits-bourgeois », de « menchéviks socialistes-révolutionnaires » qui hésitaient entre les cadets et les s.-r. Il soulignait que ce parti « se distingue très peu des cadets, car il élimine de son programme aussi bien la République que la revendication de toute la terre » (Œuvres, t. 11, éd. russe, p. 200). Les leaders de ce parti étaient A. Péchékhonov, N. Annenski, V. Miakotine, etc. Pendant la première guerre mondiale, les socialistes-populistes adoptèrent une position social-chauvine. Après la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, le parti des s.-p. fusionna avec les « troudoviks » et soutint énergiquement l'activité du Gouvernement provisoire au sein duquel il avait ses représentants. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les s.-p. prirent part à des complots contre-révolutionnaires et à des soulèvements armés contre le pouvoir des Soviets. Le parti des s.-p. disparut au cours de la guerre civile.

Le Comité d'Organisation fut formé à la conférence tenue en août 1912 par les liquidateurs. Durant la première guerre mondiale, le C. O. adopta une position social-chauvine, justifia la guerre menée par le tsarisme, propagea les idées nationalistes et chauvines. Le C. O. fonctionna jusqu'à l'élection du Comité central du parti menchévik, en août 1917. — P. 13

3. « *Edinstvo* » [L'Unité], quotidien, parut à Pétrograd de mars à novembre 1917, puis en décembre 1917 et en janvier 1918 sous un autre nom. G. Plékhanov en était le rédacteur en chef. Ce journal rassemblait le groupe d'extrême droite des menchéviks jusqu'au-boutistes et soutenait inconditionnellement le Gouvernement provisoire bourgeois ; il combattit à outrance le Parti bolchévik. — P. 14

4. « *Rousskaïa Volia* » [la Volonté russe], quotidien bourgeois fondé et subventionné par les grandes banques; menait une campagne effrénée contre les bolchéviks ; Lénine a dit de lui qu'il était un des journaux bourgeois les plus infâmes. Parut à Pétrograd de décembre 1916 à octobre 1917. — P. 15

5. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome I, Editions du Progrès, pp. 13-14, pp. 548-565 ; tome II, p. 35, pp. 508-509. — P. 16

6. Le 4 août 1914, le groupe social-démocrate au Reichstag vota avec les représentants bourgeois les crédits de guerre (5 milliards) au gouvernement de Guillaume II approuvant ainsi sa politique impérialiste. Comme on sut plus tard, les social-démocrates de gauche avaient marqué leur opposition lors de l'examen de cette question par le groupe social-démocrate avant l'ouverture des débats du Reichstag, mais respectèrent la discipline de groupe, se soumettant à la décision de la majorité opportuniste des députés social-démocrates. — P. 16

7. L'article « Comment nous sommes venus » reproduit le rapport présenté par Lénine au Comité exécutif du Soviet de Pétrograd, le lendemain de son arrivée à Pétrograd, le 4 (17) avril 1917, au nom des émigrés revenus de Suisse en même temps que lui. — P. 17

8. Le *Bund* [« Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie »] fut fondé en 1897 au congrès constitutif de Vilno des groupes social-démocrates juifs ; il rassemblait principalement les artisans juifs des régions occidentales de la Russie.

   Pendant la première guerre mondiale de 1914-1918, les bundistes adoptèrent une position social-chauvine. En 1917, le Bund soutint le Gouvernement provisoire et lutta aux côtés des ennemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Au cours de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, les dirigeants du Bund se joignirent aux forces de la contre-révolution. En même temps, parmi les membres de base du Bund, s'amorçait un revirement en faveur d'une collaboration avec le pouvoir des Soviets. En mars 1921, le Bund se saborda. — P. 17

9. « *Naché Slovo* » [Notre Parole], quotidien menchévik trotskiste qui parut à Paris de janvier 1915 à septembre 1916. — P. 17

10. « *Retch* » [La Parole], quotidien, organe central du parti cadet, édité à Pétersbourg à partir de février 1906 ; interdit par le Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Pétrograd le 26 octobre (8 novembre) 1917 ; parut sous d'autres titres jusqu'en août 1918. — P. 19

11. Le *Manifeste du Soviet des députés ouvriers et soldats* : Lénine désigne ainsi l'appel du Soviet de Pétrograd « Aux peuples du monde entier », adopté par le Soviet le 14 (27) mars 1917 et publié le lendemain dans les grands journaux. Les chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviks avaient été contraints de l'adopter sous la pression des masses révolutionnaires qui réclamaient la fin de la guerre.

   L'appel invitait les travailleurs des pays belligérants à manifester en faveur de la paix. Toutefois il ne dénonçait pas le caractère annexionniste de la guerre, ne proposait aucune mesure pratique de lutte pour la paix et approuvait au fond la continuation de la guerre impérialiste par le Gouvernement provisoire bourgeois. — P. 19

12. « *Novoïé Vrémia* » [Temps Nouveaux], quotidien des milieux réactionnaires de la noblesse et des hauts fonctionnaires, paraissant à Pétersbourg depuis 1868 ; devint en 1905 l'un des organes des Cent-Noirs. Lénine le considérait comme le pire des journaux vénaux. Après la révolution de février, le *Novoïé Vrémia* appuya sans réserve la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire bourgeois et mena une campagne d'excitation contre les bolchéviks. Interdit par le Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Pétrograd le 26 octobre (8 novembre) 1917. — P. 20

13. Les « *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd* », quotidien qui parut à partir du 28 février (13 mars) 1917. Après la formation, au Ier Congrès des Soviets de Russie, du Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers et soldats, le journal devint l'organe du Comité et, à partir du Ier (14) août 1917 (n° 132), il prit le nom d'*Izvestia du Comité exécutif central et du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd*. Durant toute cette période, il se trouva aux mains des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires et combattit avec acharnement le Parti bolchévique. Le 27 octobre (9 novembre) 1917, après le IIe Congrès des Soviets de Russie, les *Izvestia* deviennent l'organe officiel du pouvoir soviétique. En mars 1918, le transfert à Moscou du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du peuple entraîne celui du journal. — P. 20

14. « *Pravda* » [la Vérité], quotidien bolchévik légal, fondé sur l'initiative des ouvriers de Pétersbourg en avril 1912 et paraissant dans cette ville.

La *Pravda* était un journal ouvrier de masse édité grâce aux fonds collectés par les ouvriers eux-mêmes. Un large cercle de correspondants et rédacteurs ouvriers se forma autour du journal. En un an, il publia plus de 11 000 correspondances d'ouvriers. La *Pravda* était éditée en moyenne à 40 000 exemplaires, et, certains mois, son tirage quotidien atteignait 60 000 exemplaires.

Lénine, qui se trouvait à l'étranger, dirigeait la *Pravda*, envoyait des articles presque tous les jours, donnait des directives à la rédaction, rassemblait autour du journal les meilleures forces littéraires du Parti.

La *Pravda* fut constamment en butte aux persécutions policières. En deux ans et trois mois, la *Pravda* fut interdite à huit reprises par le gouvernement tsariste, mais reparut chaque fois sous un nouveau nom : *Rabotchaïa Pravda* [la Vérité ouvrière], *Sévernaïa Pravda* [la Vérité du Nord], *Pravda Trouda* [la Vérité du Travail], *Za Pravdou* [Pour la Vérité], *Prolétarskaïa Pravda* [la Vérité prolétarienne], *Pout Pravdy* [la Voie de la Vérité], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Troudovaïa Pravda* [la Vérité du Travail]. Le 8 (21) juillet 1914, à la veille de la première guerre mondiale, le journal fut interdit.

L'édition de la *Pravda* ne reprit qu'après la révolution de février. A partir du 5(18) mars 1917, elle commença à paraître en qualité d'organe central du P.O.S.D.R. Le 5 (18) avril, à son retour de l'étranger, Lénine entra au Comité de rédaction et prit la direction du journal. Le 5 (18) juillet 1917, le siège de la *Pravda* fut saccagé par des élèves-officiers et des cosaques. De juillet à octobre 1917, la *Pravda*, en butte aux poursuites du Gouvernement provisoire, changea plusieurs fois de nom et parut sous le titre de *Listok Pravdy* [la Feuille de la Vérité], *Prolétari* [le Prolétaire], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Rabotchi Pout* [la Voie ouvrière]. Le 27 octobre (9 novembre) 1917, le journal reprit son ancien nom. — P. 20

15. La *Conférence des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie*, convoquée par le Comité exécutif du Soviet de Pétrograd, se déroula à Pétrograd du 29 mars au 3 avril (du 11 au 16 avril) 1917.
Des représentants du Soviet de Pétrograd et des Soviets locaux, ainsi que des délégués des unités militaires du front et de l'arrière y participaient. Les débats portèrent sur la guerre, l'attitude à l'égard du Gouvernement provisoire, l'Assemblée constituante, la question agraire, le problème du ravitaillement et un certain nombre d'autres questions.
La Conférence, où les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires jouissaient d'une influence prépondérante, adopta le point de vue du « jusqu'auboutisme révolutionnaire » et vota une résolution en faveur du soutien au Gouvernement provisoire bourgeois. — P. 24

16. « *Rabotchaïa Gazéta* » [le Journal ouvrier], organe central des menchéviks ; parut quotidiennement à Pétrograd de mars à novembre 1917. — P. 26

17. La brochure de Lénine *Lettres sur la tactique. Lettre Ire* parut en 1917 à Pétrograd à trois reprises aux Editions bolchéviques « Priboï ». Les Thèses d'Avril figuraient en annexe à chacune de ces éditions. — P. 32

18. Cf. Lettre de K. Marx à F. Sorge, en date du 29 novembre 1886. — P. 33

19. Lénine cite les paroles de Méphistophélès du *Faust* de Gœthe. — P. 35

20. *Une opposition de « Sa Majesté »*, expression lancée par le leader du parti des cadets P. Milioukov. Dans l'allocution qu'il prononça à un déjeuner chez le lord-maire de Londres le 19 juin (2 juillet) 1919, il déclara : « ...tant qu'en Russie subsiste la chambre législative, qui contrôle le budget, l'opposition russe restera l'opposition de Sa Majesté et non à Sa Majesté ». (*Retch*, n° 167, 21 juin (4 juillet) 1909). — P. 38

21. « *Pas de tsar, mais un gouvernement ouvrier* », mot d'ordre anti-bolchévik lancé en 1905 par Parvus et Trotski. Ce mot d'ordre de révolution sans la paysannerie, qui devint l'une des thèses fondamentales du trotskisme contre-révolutionnaire, fut vivement critiqué par Lénine. — P. 38

22. K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome I, Editions du Progrès, pp. 548-565 et 501-502. — P. 39

23. Allusion à l'ouvrage de Plékhanov : *Anarchisme et socialisme*, qui parut d'abord en allemand en 1894. — P. 40

24. Lénine fait ici allusion au recueil de ses œuvres, publié à Pétersbourg à la fin de 1907 : Vl. Iline, *En douze ans. Recueil d'articles. Tome premier. Deux orientations dans le marxisme et la social-démocratie russes.* — P. 42

25. *Cadets* : membres du parti démocrate-constitutionnel, principal parti de la bourgeoisie libérale monarchiste en Russie. Ce parti fut fondé en octobre 1905 ; il comprenait des représentants de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers venus des zemstvos et des intellectuels bourgeois. Milioukov, Mouromtsev, Maklakov, Chingarev, Strouvé, Roditchev étaient parmi les chefs de file de ce parti. Les cadets devinrent plus tard un parti de la bourgeoisie impérialiste. Pendant la première guerre mondiale, ils soutinrent activement la politique extérieure annexionniste du gouvernement du tsar. Au cours de la révolution démocratique bourgeoise de février, ils essayèrent de sauver la monarchie. Occupant une situation prépondérante dans le Gouvernement provisoire bourgeois, les cadets menèrent une politique antipopulaire, contre-révolutionnaire. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, les cadets se révélèrent des ennemis irréconciliables du pouvoir des Soviets, prenant part à toutes les interventions et campagnes contre-révolutionnaires. Dans l'émigration, après la défaite des interventionnistes et des gardes blancs, les cadets ne cessèrent pas leur activité contre-révolutionnaire. — P. 49

26. *Troudoviks*, ou « Groupe du Travail », groupe de démocrates petits-bourgeois dans les Doumas d'Etat, qui comprenait des paysans et des intellectuels de tendance populiste. Le groupe des troudoviks fut formé en avril 1906 par les députés paysans de la Ire Douma d'Etat. Ce groupe hésitait entre les cadets et les social-démocrates révolutionnaires. Pendant la première guerre mondiale, la majorité des troudoviks adopta une position social-chauvine.

Après la révolution démocratique bourgeoise de février, les troudoviks, qui exprimaient les intérêts des koulaks, soutinrent activement le Gouvernement provisoire. Le troudovik Zaroudny, devenu ministre de la Justice après les événements de juillet, persécuta le Parti bolchévik. La Grande Révolution d'Octobre rencontra leur hostilité. Les troudoviks prirent part aux entreprises de la contre-révolution bourgeoise. — P. 50

27. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome II, Editions du Progrès, p. 37. — P. 60

28. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome I, Editions du Progrès, p. 556. — P. 61

29. Sous le terme de « populistes » Lénine entendait les trois partis petits-bourgeois de tendance populiste : les troudoviks, les socialistes-révolutionnaires et les « socialistes-populistes ». — P. 65

30. *Fabiens*, membres de la Société fabienne, organisation réformiste anglaise, fondée en 1884. Elle fut appelée ainsi du nom de Fabius Maximus, général romain du IIIe siècle av. notre ère, surnommé Cunctator (le temporisateur) pour sa tactique prudente consistant à éviter toute bataille décisive avec Hannibal. Cette société était formée principalement d'intellectuels bourgeois : savants, écrivains, hommes politiques (S. et B. Webb, R. MacDonald, Shaw, etc.) ; ils niaient la nécessité de la lutte de classe du prolétariat et de la révolution socialiste, prétendaient que le passage du capitalisme au socialisme ne peut s'effectuer qu'au moyen de petites réformes, d'une transformation graduelle de la société. Lénine qualifiait ce courant d'« *extrême opportunisme* ». (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 13, p. 328.) En 1900, la Société fabienne fusionna avec le parti travailliste. Le « socialisme fabien » est une des sources de l'idéologie travailliste.

Pendant la guerre de 1914-1918, les fabiens adoptèrent une position social-chauvine. — P. 68

31. « Communauté ouvrière ou du Travail » — « Arbeits Gemeinschaft » (« Groupe social-démocrate du Travail ») — organisation des centristes allemands, formée en mars 1916 par des députés au Reichstag qui s'étaient séparés du groupe social-démocrate officiel. Ils formèrent en 1917 le noyau du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, parti centriste qui justifiait les social-chauvins déclarés et se prononçait pour le maintien de l'unité avec ces derniers. — P. 70

32. *Minoritaires*, ou *longuettistes* : tendance minoritaire qui se constitua au sein du Parti socialiste français en 1915. Ses tenants (partisans du social-réformiste Longuet) défendaient des conceptions centristes et pratiquaient une politique de conciliation à l'égard des social-chauvins. Jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, les longuettistes gardèrent une position social-pacifiste. Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre en Russie, ils se déclarèrent partisans de la dictature du prolétariat, ce que leurs actes démentirent. Ils poursuivirent leur politique de conciliation à l'égard des social-chauvins et approuvèrent la paix de brigandage conclue à Versailles. Restés en minorité au Congrès du Parti socialiste français, qui se tint à Tours en décembre 1920 et où la victoire fut remportée par l'aile gauche, les longuettistes quittèrent le parti en même temps que les réformistes avé-

rés et adhérèrent à l'Internationale dite deux et demie ; puis, après la désagrégation de cette dernière, réintégrèrent la IIe Internationale. — P. 70

33. L'*Indépendent Labour Party* [Parti travailliste indépendant d'Angleterre], organisation réformiste, fondée en 1893, par les dirigeants des « nouvelles trade-unions », à l'époque de l'intensification de la lutte gréviste et des progrès du mouvement pour l'indépendance de la classe ouvrière d'Angleterre vis-à-vis des partis bourgeois.

L'I.L.P. comprenait les membres des « nouvelles trade-unions » et de plusieurs anciennes, les intellectuels et les petits-bourgeois se trouvant sous l'influence des fabiens. Il était dirigé par Keir Hardie et R. MacDonald. Dès sa formation l'I.L.P. adopta une position bourgeoise réformiste, mettant l'accent sur la lutte parlementaire, sur les accords parlementaires avec le parti libéral. Lénine dit de l'I.L.P. qu'il était « en fait un parti opportuniste qui a toujours dépendu de la bourgeoisie » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 29, p. 499).

Au début de la première guerre mondiale, l'I.L.P. publia un manifeste contre la guerre, mais adopta bientôt une position social-chauvine. — P. 70

34. *Parti socialiste britannique* [British Socialist Party], fut fondé en 1911 à Manchester, à la suite de la fusion du Parti social-démocrate avec d'autres groupes socialistes. Le B.S.P. faisait sa propagande dans un esprit marxiste et était un parti « non opportuniste, *réellement* indépendant des libéraux » (Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 19, p. 243). Le petit nombre de ses adhérents et son manque de liaison avec les masses lui conféraient cependant un certain caractère sectaire. Pendant la première guerre mondiale, au sein du parti se déroula une lutte aiguë entre la tendance internationaliste (W. Gallacher, A. Inkpin, D. MacLean, F. Rothstein, etc.) et la tendance social-chauvine avec Hyndman à sa tête. La tendance internationale comptait des éléments hésitants qui adoptèrent une position centriste sur un certain nombre de questions. En février 1916, un groupe du B.S.P. fonda le journal *The Call*, qui devait contribuer grandement au regroupement des internationalistes. La conférence annuelle du B.S.P., qui se tint à Salford en avril 1916, condamna la position social-chauvine de Hyndman et de ses partisans, qui quittèrent alors le parti.

Le parti socialiste britannique accueillit favorablement la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Ses membres jouèrent un rôle important dans le mouvement des travailleurs anglais pour la défense de la Russie soviétique contre l'intervention étrangère. En 1919, 98 organisations locales du parti contre 4 se prononcèrent pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Le B.S.P. ainsi que le groupe d'unité communiste jouèrent le rôle principal dans la fondation du Parti communiste de Grande-Bretagne. Au premier Congrès d'unification de 1920, l'immense majorité

des organisations locales du B.S.P. adhérèrent au Parti communiste. — P. 70

35. *La gauche de Zimmerwald* fut constituée sur l'initiative de Lénine à la Conférence socialiste internationale de Zimmerwald en septembre 1915. Elle comprenait les représentants du C. C. du P.O.S.D.R., des social-démocrates de gauche de Suède, de Norvège, de Suisse, d'Allemagne, de l'opposition s.-d. polonaise et des s.-d. de Lettonie. La gauche de Zimmerwald, dirigée par Lénine, lutta contre la majorité centriste de la Conférence et proposa les projets de résolutions où l'on condamnait la guerre impérialiste, démasquait la trahison des social-chauvins et insistait sur la nécessité de lutter énergiquement contre la guerre. Ces projets de résolutions furent déclinés par la majorité centriste de la conférence. Cependant, la gauche de Zimmerwald réussit à faire inclure dans le Manifeste adopté par la Conférence plusieurs thèses très importantes de son projet. Considérant le Manifeste comme un premier pas dans la lutte contre la guerre impérialiste, la gauche de Zimmerwald vota pour son adoption. Elle souligna toutefois dans une déclaration à part l'insuffisance et le manque de fermeté de ce document et y exposa les motifs qui l'avaient poussée à voter pour lui. La gauche de Zimmerwald fit connaître que tout en restant au sein du rassemblement de Zimmerwald, elle propagerait ses vues et mènerait une action autonome à l'échelle internationale. Elle élit un organisme de direction ou Bureau qui comprenait Lénine, Zinoviev, et Radek. La gauche de Zimmerwald éditait en allemand sa propre revue *Vorbote* (le Précurseur) qui publia plusieurs articles de Lénine.

Au sein de la gauche de Zimmerwald, les bolchéviks, qui en constituaient le noyau, étaient seuls à occuper une position résolument internationaliste. Lénine combattit les flottements opportunistes de Radek, critiqua les erreurs de certains autres éléments de gauche. La gauche de Zimmerwald servit de centre de ralliement aux éléments internationalistes de la social-démocratie mondiale. A la deuxième Conférence socialiste internationale, qui se tint à Kienthal en avril 1916, la gauche de Zimmerwald groupait 12 des 43 délégués. Ses thèses sur certaines questions furent même soutenues par près de la moitié des délégués. Certains social-démocrates adhérant à la gauche de Zimmerwald menaient une action révolutionnaire importante dans leurs pays respectifs et y jouèrent un rôle considérable dans la création de partis communistes.

Au sujet de la gauche de Zimmerwald voir les écrits de Lénine : « Un premier pas », « Les marxistes révolutionnaires à la conférence socialiste internationale (5-8 septembre 1915) » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 397-404). — P. 70

36. Le *groupe de l'Internationale*, qui prit plus tard le nom de « groupe Spartacus », fut formé par les social-démocrates de gauche allemands K. Liebknecht, R. Luxembourg, F. Mehring, C. Zetkin et d'autres encore, au début de la première guerre mondiale.

Le groupe de l'Internationale joua un rôle positif important dans l'histoire du mouvement ouvrier d'Allemagne. En janvier 1916, à la conférence des social-démocrates de gauche de toute l'Allemagne, le groupe adopta les thèses rédigées et proposées par R. Luxembourg sur les objectifs de la social-démocratie internationale. Le groupe mena parmi les masses une propagande révolutionnaire contre la guerre impérialiste, dénonçant la politique de conquête de l'impérialisme allemand et la trahison des chefs social-démocrates. Mais il n'arriva pas à se débarrasser de graves erreurs sur des questions importantes de théorie et de politique : il rejetait le principe de libre disposition des nations dans sa conception marxiste (c'est-à-dire incluant la séparation et la formation d'Etats indépendants), niait la possibilité de guerres de libération nationale à l'époque de l'impérialisme, sous-estimait le rôle du parti révolutionnaire, etc. Lénine critiqua les erreurs de la gauche allemande dans ses travaux: « A propos de la brochure de Junius », « Le programme militaire de la révolution prolétarienne », etc. (Œuvres, Paris-Moscou, tt. 22 et 23). En 1917, le groupe de l'Internationale adhéra au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, de tendance centriste, tout en y concervant son autonomie en matière d'organisation. Après la révolution de novembre 1918 en Allemagne, il rompit avec les « indépendants » et fonda en décembre de la même année le Parti communiste allemand. — P. 70

37. Le *Parti ouvrier socialiste d'Amérique* fut créé en 1876, au Congrès d'unification qui se tint à Philadelphie, par la fusion des sections américaines de la Ire Internationale avec d'autres organisations socialistes. Le congrès se déroula sous la direction de F. Sorge, compagnon d'armes de Marx et d'Engels. L'immense majorité du parti fut constituée par des immigrés faiblement liés aux ouvriers de souche américaine. Les lassalliens, qui commettaient des erreurs de caractère dogmatique et sectaire, occupèrent les premières années une position prépondérante dans le parti. Certains de ses dirigeants considéraient comme la tâche principale l'action parlementaire et sous-estimaient l'importance de la direction de la lutte économique des masses, les autres penchaient vers le trade-unionisme et l'anarchisme. Les flottements idéologiques et tactiques de la direction aboutirent à l'affaiblissement du parti. Plusieurs groupes le quittèrent. Marx et Engels critiquaient violemment la tactique sectaire des socialistes américains.

Vers les années 90, l'aile gauche accéda à la direction du parti ouvrier socialiste, avec à sa tête D. Léon. Elle commettait cependant elle aussi des erreurs de caractère anarcho-syndicaliste. Le P.O.S. rejetait la lutte de la classe ouvrière pour les revendications partielles, l'action au sein des syndicats réformistes et ses contacts, déjà peu étroits, avec le mouvement ouvrier de masse ne cessèrent de se relâcher. Pendant la première guerre mondiale de 1914-1918, il pencha vers l'internationalisme. Sous l'influence de la Révolution d'Octobre, la fraction la plus révolutionnaire du P.O.S. participa activement à la constitution du Parti

communiste d'Amérique. Actuellement le P.O.S. est un parti peu nombreux sans influence sur le mouvement ouvrier aux U.S.A. — P. 72

38. Le *Parti socialiste d'Amérique* fut constitué en juillet 1901 au congrès d'Indianapolis à la suite de la fusion de groupes qui avaient quitté le Parti ouvrier socialiste et le Parti social-démocrate des U. S. A., dont un des fondateurs avait été Eugène Debs, un des leaders les plus populaires du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Ce dernier figurait également parmi les organisateurs du nouveau parti. La composition sociale du parti était hétérogène et comprenait des ouvriers américains, des ouvriers-immigrés ainsi que des petits fermiers et des représentants de la petite bourgeoisie. La direction centriste et opportuniste de droite du parti (Victor L. Berger, M. Hillquit, etc.) niait la nécessité de la dictature du prolétariat, rejetait les méthodes révolutionnaires de lutte et donnait dans l'électoralisme. Pendant la première guerre mondiale, le Parti socialiste se divisa en trois courants: les social-chauvins, qui soutenaient la politique impérialiste de gouvernement, les centristes, qui n'étaient contre la guerre qu'en paroles, et la minorité révolutionnaire, qui adoptait une position internationaliste et luttait contre la guerre.

L'aile gauche du Parti socialiste, avec Ch. Ruthenberg, W. Foster, W. Heywood, etc., forte de l'appui des éléments prolétariens, luttait contre la direction opportuniste du parti, pour l'action politique autonome du prolétariat, pour la création de syndicats par branche d'industrie s'inspirant des principes de la lutte de classe. En 1919, le P.S.A. se scinda. L'aile gauche quitta le parti et prit l'initiative de créer le Parti communiste des U.S.A. dont elle constitua le noyau.

A présent, le Parti socialiste est une organisation sectaire peu nombreuse. — P. 72

39. Les *Tribunistes*, membres du Parti social-démocrate hollandais dont l'organe était le journal *De Tribune*. Les leaders des tribunistes furent D. Wyncoop, G. Horter, A. Pannekoek, G. Roland-Holst. Les tribunistes n'étaient pas un parti révolutionnaire conséquent, mais représentaient l'aile gauche du mouvement ouvrier en Hollande et adoptèrent, pendant la guerre de 1914-1918, une position essentiellement internationaliste.

En 1918, les tribunistes formèrent le Parti communiste de Hollande.

Le journal *De Tribune* avait été fondé en 1907 par l'aile gauche du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande. Dès 1909, après l'exclusion des éléments de gauche du parti et la constitution par ceux-ci du Parti social-démocrate de Hollande, *De Tribune* devint l'organe de ce dernier. Après 1918, il passa au Parti communiste de Hollande et parut sous ce titre jusqu'en 1940. — P. 72

40. Lénine appelait *parti des jeunes* ou *des gauches* le courant de gauche au sein de la social-démocratie suédoise. Pendant la guerre impé-

rialiste mondiale, les « jeunes » adoptèrent une position internationaliste et adhérèrent à la gauche de Zimmerwald. En mai 1917, ils formèrent le Parti social-démocrate suédois de gauche. En 1919, le Congrès de ce parti décida d'adhérer à l'Internationale communiste. En 1921, l'aile révolutionnaire du parti constitua le Parti communiste de Suède. — P. 72

41. Les *Etroits*, Parti ouvrier social-démocrate révolutionnaire de Bulgarie, constitué en 1903, après la scission du Parti social-démocrate. Le fondateur et le chef des « étroits » fut D. Blagoïev, dont les disciples, G. Dimitrov, V. Kolarov, etc., prirent par la suite la direction du parti. En 1914-1918, les « étroits » prirent position contre la guerre impérialiste. En 1919, ils adhérèrent à l'Internationale communiste et formèrent le Parti communiste de Bulgarie transformé plus tard en Parti ouvrier de Bulgarie (des communistes). — P. 72

42. « *Avanti !* » [En Avant !], quotidien, organe central du Parti socialiste italien, fondé en décembre 1896 à Rome. Pendant la guerre impérialiste mondiale, le journal adopta une position internationaliste peu conséquente, sans rompre les liens avec les réformistes. En 1926, le journal fut interdit par le gouvernement fasciste de Mussolini, mais reparut par intermittence à l'étranger. Sa publication fut reprise en Italie en 1943.Il est actuellement l'organe central du Parti socialiste italien. — P. 72

43. *Le Bureau national* et *le Bureau général*, organismes dirigeants de la social-démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie. — P. 72

44. Lénine veut parler du *Volksstimme* [la Voix du Peuple], organe du Parti social-démocrate allemand ; parut à Chemnitz de janvier 1891 à février 1933.

«*Die Glocke*» [la Cloche], revue bimensuelle, éditée à Munich, puis à Berlin, de 1915 à 1925, par le social-chauvin Parvus (A. Helfand), membre du Parti social-démocrate allemand. — P. 74

45. Il s'agit de l'appel *Aux peuples que l'on ruine et que l'on assassine*, adopté par la IIe Conférence internationale des « Zimmerwaldiens », qui se tint du 24 au 30 avril 1916 à Kienthal. — P. 74

46. « *Internationale des Jeunes* » [Jugend Internationale], organe de l'Union internationale des organisations socialistes de la jeunesse, qui adhérait à la gauche de Zimmerwald, parut de septembre 1915 à mai 1918. — P. 74

47. Le Comité exécutif du Soviet de Pétrograd approuva par 21 voix contre 14, le 7 (20) avril 1917, l'« Emprunt de la liberté », émis par le Gouvernement provisoire pour couvrir les dépenses de guerre. Les membres bolchéviks du Comité exécutif déclarèrent, en se prononçant contre l'emprunt, que le soutien accordé à ce

dernier est « la pire forme » d'une « réconciliation civile », et ils proposèrent une résolution expliquant en détail leur position. Plusieurs membres non bolchéviques du Comité exécutif votèrent avec eux. Cette question fut transmise à la session plénière du Soviet et discutée préalablement dans les groupes. — P. 77

48. Voir F. Engels, *Préface au recueil « Internationales aus dem Volksstaat »* (1871-1875) ». — P. 77

49. Cette expression est de Heine, selon K. Marx et F. Engels, qui la citèrent pour la première fois dans *L'Idéologie allemande* (t. II, ch. IV). — P. 79

50. « *Soldatskaïa Pravda* », quotidien bolchévik ; parut après le 15 (28) avril 1917 en tant qu'organe de l'Organisation militaire près le Comité de Pétrograd du P.O.S.D.(b)R. A partir du 19 mai (1er juin) 1917 devint l'organe de l'Organisation militaire près le Comité central du P.O.S.D.(b)R. Lors des journées de juillet 1917 fut interdit par le Gouvernement provisoire ; de juillet à octobre 1917 parut sous les titres *Rabotchi i soldat*, *Soldat*. Après la Révolution d'Octobre, le journal réapparut sous son ancien nom jusqu'en mars 1918. — P. 82

51. *Un ministère de coalition* : il s'agit du ministère formé à la suite de la crise politique provoquée par la note de Milioukov, ministre des Affaires étrangères, envoyée aux puissances alliées le 18 avril (1er mai) 1917. Cette note confirmait la reconnaissance par le Gouvernement provisoire de tous les traités conclus par le gouvernement tsariste avec l'Angleterre et la France. Vu les manifestations et les protestations spontanées des masses qui prirent, les 20 et 21 avril (3 et 4 mai), la forme d'un puissant mouvement d'ouvriers et de soldats, le Gouvernement provisoire accepta la démission de Milioukov et du ministre de la Guerre Goutchkov, pour créer l'apparence d'un revirement politique, et demanda au Soviet de Pétrograd son accord pour la formation d'un ministère de coalition.

Malgré la décision du 1er (14) mars sur la non-participation au Gouvernement provisoire des représentants du Soviet, le Comité exécutif accepta, à sa séance extraordinaire de la soirée et de la nuit du 1er (14) mai, la proposition du Gouvernement provisoire. Lors de l'examen de cette question dans les groupes, seul celui des bolchéviks se prononça contre. Le vote définitif (44 voix pour et 19 contre) permit l'entrée au gouvernement de représentants du Soviet. On désigna pour en discuter les modalités, une commission qui comprenait Tchkhéidzé, Tsérétéli, Dan, Bogdanov (menchéviks), Stankévitch, Bramson (troudoviks), Gotz, Tchernov (socialistes-révolutionnaires), Kaménev (bolchévik), Iourénev (partisan des mejraïontsy) et Soukhanov (social-démocrate non inscrit). Le soir du 2 (15) mai eut lieu une nouvelle réunion extraordinaire du Soviet de Pétrograd laquelle, à la majorité des votants, approuva la décision de son exécutif. Après pour-

parlers, le 5 (18) mai, on tomba d'accord sur la répartition des portefeuilles : six ministres socialistes devaient faire partie du gouvernement : Kérenski à la Guerre et à la Marine, Skobélev au Travail, Tchernov à l'Agriculture, Péchékhonov au Ravitaillement, Tsérételi aux P.T.T., Péréverzev à la Justice. Le soir du 5 (18) mai, le Soviet de Pétrograd décida, après rapport de Skobélev sur les résultats des pourparlers avec le Gouvernement provisoire, de laisser ses représentants entrer au gouvernement à la condition qu'ils seraient responsables devant le Soviet, auquel ils devraient rendre compte de leurs activités. Le Soviet exprima sa confiance totale au nouveau gouvernement.

Lénine écrivit plus tard que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, en participant au gouvernement bourgeois, « le sauvaient de la déconfiture et... se laissaient transformer en valets et en défenseurs du gouvernement » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, p. 261). — P. 83

52. Lénine fait ici allusion à l'ordre du ministre de la Guerre Kérenski, publié le 11 (24) mai 1917, et qui contenait la *Déclaration des droits du soldat*. On y trouverait un paragraphe sur le recours des supérieurs à la force militaire à l'égard des subordonnés pour désobéissance face à l'ennemi. Ce paragraphe était dirigé contre les soldats et les officiers refusant de passer à l'offensive. Simultanément Kérenski procéda à la dissolution de certains régiments et traduisit en jugement les officiers et les soldats qui « excitaient à l'insoummission aux supérieurs ». — P. 84

53. Lénine voulait éditer la brochure *Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat* sous forme d'un tract parce que les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks recouraient souvent dans leur propagande aux tracts collés aux murs. Lénine estimait qu'à côté de chaque feuille des partis hostiles au bolchévisme il fallait coller une feuille bolchévique répondant à la question : ce que représente chaque parti et ce qu'il veut atteindre. Or les dimensions de son article l'empêchèrent de réaliser son intention ; l'article fut édité par le journal bolchévik *Volna* [la Vague] à Helsingfors, puis fut tiré à part à 50 000 exemplaires aux Editions « Jizn i Znanié ». Les propriétaires de l'imprimerie, sympathisants cadets, retardaient la sortie du texte. Avec l'aide du Comité, on l'édita le 4 (17) juillet. Or, en raison des événements de juillet, la brochure fut cachée au dépôt des Editions. Quelques jours plus tard, on en entreprit la distribution dans les quartiers ouvriers ; le premier tirage fut vite épuisé et, selon V. Bontch-Brouévitch, on en effectua un second.

La brochure parut avec ce sous-titre : « Eclaircissements sur le projet de plate-forme rédigé par *N. Lénine* pour être discuté aux réunions de bolchéviks. Le manque d'imprimeries à Pétrograd est l'unique raison du retard apporté à l'impression du projet lui-même ».

La brochure fut publiée en anglais, par la revue *The Class struggle* [La lutte des classes] (New York, novembre-décembre 1917,

t. I, n° 4, pp. 49-59) et par le journal *The New York Evening Post* [le Courrier du soir de New York] du 15 janvier 1918.

Une deuxième édition de la brochure parut à Moscou, en 1918, avec une préface de Lénine. — P. 85

54. La « *commission de contact* » fut instituée par le Comité exécutif menchévique et socialiste-révolutionnaire du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, le 8 (21) mars 1917, pour assurer la liaison avec le Gouvernement provisoire, l'« influencer » et « contrôler » son activité. En fait, la « commission de contact » aida le Gouvernement provisoire à mener sa politique bourgeoise et s'efforça de détourner les masses ouvrières de la lutte révolutionnaire active pour le passage de tout le pouvoir aux Soviets. Tchkhéidzé, Stéklov, Soukhanov, Filippovski, Skobélev (et par la suite Tchernov et Tsérétéli) en firent partie. La « commission de contact » subsista jusqu'en mai 1917, date à laquelle les représentants des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires entrèrent directement au Gouvernement provisoire bourgeois. — P. 90

55. Voir le présent tome, p. 128. — P. 96

56. *Cent-Noirs*, bandes monarchistes créées par la police tsariste pour combattre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs assassinaient les révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogroms. — P. 99

57. Le *Congrès militaire de Minsk* : il s'agit du congrès des députés soldats et ouvriers du front et de l'arrière du groupe d'armées de l'Ouest, qui se déroula à Minsk du 7 au 16 (20-29) avril 1917, et auquel participèrent près de 1 200 délégués.

Les bolchéviks prirent part aux travaux du congrès en vue de gagner la masse des soldats à la révolution. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, ainsi que leurs sympathisants, avaient la majorité parmi les délégués, d'où le caractère des résolutions adoptées. Sur les questions essentielles à l'ordre du jour (la guerre et l'attitude envers le Gouvernement provisoire), le congrès fit siennes les résolutions conciliatrices de la Conférence des Soviets de Russie qui s'était tenue à Pétrograd fin mars-début avril 1917 ; autrement dit, il se rallia au « jusqu'auboutisme révolutionnaire » et se prononça pour le soutien au Gouvernement provisoire bourgeois. — P. 108

58. Il s'agit du rapport que Lénine fit à l'assemblée commune des délégués bolchéviks et menchéviks à la Conférence des Soviets de Russie, le 4 (17) avril 1917 (voir le présent tome, pp. 11-16, 32-33). — P. 112

59. « *Diélo Naroda* » [la Cause du Peuple], quotidien des éléments centristes du parti des socialistes-révolutionnaires ; parut à Pétrograd de mars 1917 à juillet 1918 (après la Révolution d'Octobre

fut interdit à plusieurs reprises et changea de nom). A partir de juin 1917 fut l'organe du C. C. du Parti socialiste-révolutionnaire. Le journal adopta une position jusqu'auboutiste et conciliatrice, soutint le Gouvernement provisoire bourgeois. Il reparut en octobre 1918 à Samara, sous la protection des Tchèques, des gardes blancs et des socialistes-révolutionnaires insurgés (quatre numéros), et en mars 1919 à Moscou (dix numéros). Fut alors interdit en raison de son activité contre-révolutionnaire. — P. 114

60. L'appel *Contre les fauteurs de violences* est une version remaniée de l'appel *Aux soldats et aux marins* (voir le présent tome, pp. 118-120) ; il fut adopté par la Conférence de Pétrograd-ville du P.O.S.D.(b)R., le 14 (27) avril 1917, lors de la discussion du sixième point de l'ordre du jour : « La campagne d'excitation contre la *Pravda* ». — P. 121

61. « *Dien* » [le Jour], quotidien de tendance libérale bourgeoise. Commença à paraître à Pétersbourg en 1912 avec la participation des menchéviks-liquidateurs, sous le contrôle desquels il passa totalement après la révolution bourgeoise démocratique de février 1917. Interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Pétrograd. — P. 128

62. « *Malenkaïa Gazéta* » [le Petit Journal], journal boulevardier de tendance cent-noir ; parut à Pétrograd de septembre 1914 à juillet 1917 sous la direction de Souvorine (fils). Après mai 1917, pour flatter les masses sympathisant au socialisme, il prit le sous-titre de « journal des socialistes hors-partis ». Après la révolution bourgeoise démocratique de février 1917 combattit férocement le Parti bolchévik et menait une campagne de calomnies abjectes contre Lénine. — P. 129

63. La *Conférence de Pétrograd-ville du P.O.S.D. (bolchévique)R.* se déroula du 14 au 22 avril (du 27 avril au 5 mai) 1917. 57 délégués participèrent à ses travaux. L'ordre du jour comportait : la situation actuelle ; l'attitude à l'égard du Soviet des députés ouvriers et soldats et le problème de sa réorganisation ; la structure de l'organisation de ville du parti ; l'attitude à l'égard des autres tendances de la social-démocratie ; les élections municipales ; la campagne d'excitation contre la *Pravda*. C'est Lénine qui fit le rapport sur la situation actuelle.

La conférence approuva les Thèses d'Avril de Lénine et les mit à la base de ses travaux. — P. 133

64. Le « *Social-Démocrate* », organe central du P.O.S.D.R., journal clandestin ; parut de février 1908 à janvier 1917 (58 numéros). Le premier numéro fut édité en Russie, les autres à l'étranger, d'abord à Paris, puis à Genève. Le comité de rédaction était composé, en vertu d'une décision du C. C. du P.O.S.D.R., de représentants des bolchéviks, des menchéviks et des social-démocrates polonais. Le journal était en fait dirigé par Lénine.

Le *Social-Démocrate* publia plus de 80 articles et notes de Lénine qui combattit, au sein de la rédaction, pour une ligne bolchévique conséquente. Une partie de la rédaction (Kaménev et Zinoviev) avait adopté une attitude conciliante à l'égard des liquidateurs et tentait de contrebalancer l'influence de Lénine. Les menchéviks Martov et Dan, membres de la rédaction, tout en sabotant le travail à l'organe central, défendaient ouvertement des conceptions liquidatrices dans leur journal fractionnel *Golos sotsial-démocrata* [la Voix du social-démocrate]. La lutte intransigeante de Lénine contre les liquidateurs aboutit au départ de Martov et de Dan qui quittèrent la rédaction en juin 1911. A partir de décembre 1911, la direction du *Social-Démocrate* fut assurée par Lénine.

Au début de la première guerre mondiale, après une année d'interruption, Lénine réussit à faire reparaître le journal ; le 1er novembre (nouveau calendrier) 1914 parut le n° 33 du *Social-Démocrate* avec un manifeste du C.C. du P.O.S.D.R. rédigé par Lénine. Les articles de Lénine au *Social-Démocrate* pendant la guerre jouèrent un rôle très important dans la lutte pour l'application de la stratégie et de la tactique du Parti bolchévique concernant les problèmes de la guerre, de la paix et de la révolution, dans la dénonciation de la position des social-chauvins déclarés ou honteux, dans le regroupement des éléments internationalistes du mouvement ouvrier mondial. — P. 136

65. L'annonce de la parution de la revue hebdomadaire *Internationale* fut insérée le 16 (29) avril 1917 dans la *Rabotchaïa Gazéta*. Le n° 1 parut le 18 avril (1er mai) ; Lénine n'avait évidemment pu en prendre connaissance le 22 avril (5 mai). Le titre indiquait que la revue paraissait sous la direction de Larine jusqu'à l'arrivée de Martov. La liste de collaborateurs comprenait Martov, Larine, Axelrod, Binchtok. Le comité de rédaction proclama, dans le n° 1, le mot d'ordre conciliateur de pression sur le Gouvernement provisoire afin de satisfaire les revendications du prolétariat en politique intérieure et étrangère. La revue cessa de paraître après le n° 3 (juin 1917). En août 1917, certains rédacteurs, Larine à leur tête, quittèrent les menchéviks pour adhérer au Parti bolchévik. — P. 150

66. Par *Congrès des députés paysans* Lénine entend la Conférence des représentants des organisations paysannes et des Soviets des députés paysans qui se déroula à Pétrograd du 13 au 17 (du 26 au 30) avril 1917 sur l'initiative du congrès des coopérateurs de Moscou. A la Conférence assistaient les représentants de 27 provinces, les délégués de l'armée, du Comité national de l'«Union paysanne et du comité de la région de Pétrograd de cette même Union. La Conférence, qui se tint sous la direction des socialistes-populistes, des troudoviks et des socialistes-révolutionnaires, avait pour mission de préparer le Congrès des députés paysans de Russie. La Conférence se prononça pour la constitution d'une organisation paysanne unique, élut un Bureau pour la convocation du Ier Con-

grès des Soviets des députés paysans qui s'adressa aux paysans et aux soldats avec l'appel de réaliser les élections au congrès sur les principes démocratiques. — P. 162

67. Lénine a en vue le Congrès coopératif de Russie, qui se tint à Moscou du 25 au 28 mars (du 7 au 10 avril) 1917. Près de 800 délégués y participèrent. Le Congrès examina, notamment, les questions suivantes : mise sur pied d'une union coopérative de Russie ; la préparation des élections à l'Assemblée constituante, la participation des coopératives à l'organisation du ravitaillement. L'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires y fut prépondérante. Le Congrès se prononça pour le soutien au Gouvernement provisoire et la poursuite de la guerre impérialiste, tout en exigeant la remise de toute la terre au peuple travailleur, la démocratisation du régime politique et l'auto-administration.

L'opinion du Congrès, selon laquelle les Soviets des députés paysans constituaient la meilleure forme d'organisation de masse de la paysannerie, retint l'attention de Lénine. Elle fut exprimée dans la résolution adoptée sur le rapport « Pour une participation des coopératives à la rénovation du pays ». — P. 162

68. « *Finansovaïa Gazéta* » [le Journal financier], quotidien du soir politique, financier, économique, industriel et boursier ; parut à Pétrograd de 1915 à 1917. — P. 172

69. *Octobristes*, membres du parti des octobristes (ou « Union du 17 octobre »), formé en Russie après la publication du Manifeste du tsar du 17 (30) octobre 1905 ; parti contre-révolutionnaire représentant et défendant les intérêts de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers de style capitaliste. Il avait pour chefs Goutchkov, industriel connu et propriétaire d'immeubles à Moscou, et Rodzianko, gros propriétaire foncier. Les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. Pendant la première guerre mondiale, les octobristes entrèrent dans le « bloc progressiste » d'opposition qui réclamait la formation d'un gouvernement responsable jouissant de la confiance des milieux bourgeois et terriens. Après la révolution bourgeoise démocratique, les octobristes participèrent au gouvernement et luttèrent activement contre la révolution socialiste qui mûrissait en Russie. Le leader du parti des octobristes Goutchkov fut le ministre de la Guerre du premier Gouvernement provisoire. Après la Révolution d'Octobre, les octobristes combattirent activement le pouvoir des Soviets. — P. 173

70. Lénine fait ici allusion à l'opinion exprimée sur la France par M. Saltykov-Chtchédrine dans ses essais *A l'étranger*. — P. 175

71. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome I, Editions du Progrès, p. 554. — P. 176

72. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome II, Editions du Progrès, pp. 23-25. — P. 191

73. « *Novaïa Jizn* » [la Vie nouvelle], quotidien d'orientation menchévique, organe du groupe des social-démocrates dit « internationalistes », qui rassemblait les menchéviks partisans de Martov et des intellectuels isolés de tendance semi-menchévique. Le groupe de la *Novaïa Jizn* oscillait constamment entre les conciliateurs et les bolchéviks.
Le journal parut à Pétrograd à partir d'avril 1917. Après la Révolution d'Octobre, il adopta une position hostile au pouvoir des Soviets et fut interdit en juillet 1918. — P. 193

74. *Gapone, G.* (1870-1906), prêtre orthodoxe ; dirigeant de l'« Union des ouvriers d'usine russes de St-Pétersbourg ». Le 9 janvier 1905, à l'instigation de Gapone, en réalité agent provocateur, les ouvriers organisèrent un cortège pacifique, qui se rendit au Palais d'Hiver pour remettre une pétition au tsar ; mais celui-ci fit tirer sur la foule sans armes. Gapone émigra à l'étranger où il adhéra au Parti socialiste-révolutionnaire. Par la suite, il revint clandestinement en Russie où il renoua avec l'Okhrana. Il fut exécuté par les socialistes-révolutionnaires. — P. 194

75. « *Gazêta-Kopêika* » [le Journal à un sou], quotidien bourgeois boulevardier qui parut à Pétersbourg à partir de 1908. Interdit en 1918. — P. 206

76. Par *une voie d'aventures* Lénine entend la tactique d'un petit groupe de membres du comité de Pétersbourg du parti (Bagdatiev, etc.) qui, lors de la manifestation d'avril 1917, lança le mot d'ordre de renversement immédiat du Gouvernement provisoire, contrairement à l'orientation du parti vers un développement pacifique de la révolution au cours de cette période. L'attitude de ce groupe fut condamnée par le Comité central du P.O.S.D.(b)R. — P. 209

77. « *Birjévyê Vièdomosti* » [la Gazette de la Bourse], quotidien bourgeois, qui parut à Pétersbourg à partir de 1880. Symbolisant l'absence de scrupules et la vénalité de la presse bourgeoise. Ce journal fut interdit à la fin d'octobre 1917 par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Pétrograd. — P. 216

78. L'interview accordée par Lénine à E. Torniainen parut le 8 mai 1917 dans le n° 122 du journal social-démocrate finlandais *Työmies* [l'Ouvrier], sous le titre « Entretien avec des révolutionnaires de Russie », et fut précédée de la note suivante du correspondant :
« J'ai trouvé à la rédaction de la *Pravda* le camarade Lénine, dont on a beaucoup parlé en Russie ces derniers jours. Faute de temps, Lénine n'a pu m'accorder qu'un bref entretien. A mes questions, il a néanmoins répondu ceci... »
Le *Työmies* parut à Helsingfors de mars 1895 à 1918. — P. 220

79. *La septième conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R.* eut lieu à Pétrograd du 24 à 29 avril (du 7 au 12 mai) 1917. Assistaient à la

Conférence 133 délégués avec voix délibérative et 18 délégués avec voix consultative, représentant 80 000 membres du parti. C'était la première conférence légale des bolchéviks en Russie. Elle eut la portée d'un congrès du parti.

Les questions suivantes figuraient à l'ordre du jour de la Conférence : 1) la situation actuelle (la guerre et le Gouvernement provisoire, etc.) ; 2) la conférence de la paix ; 3) l'attitude envers les Soviets des députés ouvriers et soldats ; 4) la révision du programme du parti ; 5) la situation au sein de l'Internationale et nos tâches ; 6) l'unification des organisations social-démocrates internationalistes ; 7) la question agraire ; 8) la question nationale ; 9) l'Assemblée constituante ; 10) le problème d'organisation ; 11) les rapports régionaux ; 12) les élections du Comité central. Se basant sur les Thèses d'Avril, Lénine intervint sur toutes les questions essentielles de l'ordre du jour. Kaménev et Rykov se prononcèrent contre lui. Faisant écho aux menchéviks, ils déclarèrent que la Russie n'était pas mûre pour la révolution socialiste. Lénine dénonça la position défaitiste, antiparti de Kaménev et de Rykov qui niaient la possibilité de la victoire du socialisme en Russie. Il soumit aussi à une critique impitoyable les conceptions de Piatakov qui se prononçait contre la politique du parti dans la question nationale et s'était aligné, dès les années de guerre, de concert avec Boukharine, sur les social-chauvins. Piatakov et Boukharine étaient contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et à former un Etat indépendant. Ce point de vue signifiait en fait le refus du prolétariat de s'adjoindre les mouvements nationaux et vouait la révolution à l'échec. Lénine condamna l'intervention de Zinoviev, qui s'était prononcé pour la collaboration des bolchéviks avec les Zimmerwaldiens et contre l'organisation d'une nouvelle Internationale, l'Internationale communiste.

La Conférence d'Avril adopta à l'unanimité les projets de résolutions proposés par Lénine : sur la guerre, l'attitude envers le Gouvernement provisoire, la situation actuelle, la révision du programme du Parti, la question agraire, les Soviets, la question nationale et autres. La Conférence élut un Comité central, à la tête duquel elle plaça Lénine. Les décisions de la Conférence montrèrent à la classe ouvrière et à tous les travailleurs que la lutte pour la victoire de la révolution socialiste était le seul moyen d'affranchir le pays de l'exploitation, de le dégager de la guerre, de le sortir de la désorganisation économique, d'écarter de lui la menace de l'asservissement aux impérialistes étrangers. La conférence arma le parti d'un plan de lutte pour la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste. — P. 223

80. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome II, Editions du Progrès, p. 509. — P. 238

81. Le *Programme d'Erfurt du Parti social-démocrate d'Allemagne* fut adopté en octobre 1891 au congrès d'Erfurt. Il marquait un

progrès par rapport au Programme de Gotha (1875). Il se fondait sur la théorie marxiste de la disparition inévitable du mode de production capitaliste et de son remplacement par le socialisme ; il soulignait la nécessité pour la classe ouvrière de mener une lutte politique, définissant le rôle du parti comme dirigeant de cette lutte, etc. Mais le Programme d'Erfurt faisait lui aussi d'importantes concessions à l'opportunisme. Engels procéda à une critique détaillée du projet de programme d'Erfurt dans son article « La critique du projet de programme social-démocrate de 1891 ». Ce fut, au fond, une critique de l'opportunisme de toute la IIe Internationale, pour les partis de laquelle le programme d'Erfurt était en quelque sorte un modèle. Mais les chefs de la social-démocratie allemande dissimulèrent aux membres du parti la critique d'Engels ; on ne tint pas compte de ces remarques essentielles lors de l'élaboration du texte définitif. Lénine (et Plékhanov jusqu'à son adhésion au menchévisme) considérait que l'absence de toute mention de la dictature du prolétariat était le principal défaut du Programme d'Erfurt, une honteuse concession à l'opportunisme. — P. 239

82. Cf. F. Engels, *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891*. — P. 239

83. La question de la convocation de la conférence internationale des socialistes de pays belligérants et neutres fut maintes fois discutée au Comité exécutif du Soviet de Pétrograd en avril 1917 qui voulait même en assumer l'initiative. Dans la seconde quinzaine d'avril, le social-démocrate danois Borgbjerg, qui était en relation avec les social-chauvins allemands, vint à Pétrograd et, au nom du Comité unifié des partis ouvriers du Danemark, de la Norvège, de la Suède (de la majorité social-patriotique de ces partis), invita les partis socialistes de Russie à prendre part à une conférence consacrée à la conclusion de la paix et prévue pour le mois de mai 1917.

Le 23 avril (6 mai) Borgbjerg fit un rapport au Comité exécutif du Soviet de Pétrograd où il disait ouvertement que le gouvernement allemand « sera d'accord » avec les conditions de la paix que les social-démocrates allemands proposeraient à la conférence socialiste. Le 25 avril (8 mai) l'exécutif entendit les déclarations des groupes de partis sur ce sujet.

Les bolchéviks donnèrent lecture de la résolution de la Conférence d'Avril, adoptée le même jour « A propos de la proposition de Borgbjerg » ; les représentants de la social-démocratie polonaise et lettonne s'y joignirent. Lénine considérait la participation à cette conférence comme une trahison absolue de l'internationalisme. La Conférence d'Avril s'opposa résolument à la participation et démasqua en Borgbjerg un agent de l'impérialisme allemand. Les troudoviks, les partisans du Bund et les menchéviks se manifestèrent favorables à la participation. L'exécutif adopta la résolution menchévique, où il prenait l'initiative de la convocation de ladite conférence et annonçait la création d'une commission

spéciale. La session plénière du Soviet de Pétrograd accorda sa confirmation.

Les socialistes anglais, français et belges (majoritaires) refusèrent de participer à cette conférence en raison de la volonté des gouvernements anglais et français de combattre jusqu'à la victoire totale sur l'Allemagne. Les centristes donnèrent leur accord : le groupe de Longuet (France), le parti social-démocrate indépendant avec Kautsky, Haase et Ledebour (Allemagne).

Le groupe de «Spartacus», qui faisait partie des «indépendants» tout en gardant son autonomie d'organisation, refusa de s'asseoir à la même table que les social-impérialistes. F. Mehring le déclara en son propre nom ainsi qu'au nom de K. Liebknecht et de R. Luxembourg qui étaient en prison. La conférence de Stockholm avorta : une partie de délégués ne pouvaient pas obtenir les passeports de leurs gouvernements, les autres refusèrent de siéger avec les représentants des pays adverses. — P. 246

84. L'élaboration du nouveau programme du parti fut terminée après la Révolution d'Octobre. Le programme fut adopté par le VIII^e^ Congrès du P.C.(b)R. en mars 1919. — P. 279

85. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome I, Editions du Progrès, p. 40. — P. 280.

86. *Projet « des 104 »*. « Projet des articles essentiels » de la loi sur la terre, soumis à l'examen de la I^re^ Douma par 104 députés paysans le 23 mai (5 juin) 1906. Le projet revendiquait la création d'un fonds national formé des terres de l'Etat, de la Couronne, de la famille impériale et des monastères, ainsi que des domaines privés, si l'étendue de la propriété excédait la norme du travail établi ; il réclamait l'octroi du droit de jouissance de la terre à ceux-là seuls qui la travaillent. Une indemnité devait être versée aux propriétaires dont les terres étaient aliénées. La réalisation de la réforme agraire incombait aux comités paysans locaux élus au suffrage universel. —P. 285

87. Ce livre brûlé par la censure tsariste est l'ouvrage de Lénine *Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe (1905-1907)*, rédigé à la fin de 1907. En 1908, le livre fut imprimé à Pétersbourg, mais fut saisi à l'imprimerie par la police et détruit. Un seul exemplaire en a été conservé. Le livre a été publié pour la première fois en 1917. — P. 285

88. Il s'agit de la réforme agraire de Stolypine (alors président du Conseil) visant à garantir au tsarisme de solides bases à la campagne, en la personne des koulaks. Le 9 (22) novembre 1906, le gouvernement tsariste promulgua un ukaze précisant les modalités de la sortie des paysans de la communauté et de l'octroi des lots en propriété personnelle. D'après cette loi, le paysan pouvait se retirer de la communauté, recevoir son lot en propriété personnelle ou le vendre. La communauté rurale était obligée de donner aux

paysans qui la quittaient des parcelles groupées. La réforme de Stolypine accéléra le développement du capitalisme à la campagne, la formation au sein de la paysannerie de différentes couches sociales entre lesquelles s'intensifia une lutte de classe.

Pour l'appréciation à porter sur la réforme de Stolypine voir les travaux de Lénine, notamment : *Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe (1905-1907)*. — P. 286

89. Voir F. Engels « Littérature des émigrés. I. Proclamation polonaise ». — P. 303

90. Il s'agit de la participation à la IIIe Conférence des socialistes-internationalistes, prévue à Stockholm pour le 18 mai 1917, et qui se tint en août 1917. Conformément aux décisions de la Conférence d'Avril, les bolchéviks y prirent part. Lénine n'était pas d'accord avec cette décision et vota contre la résolution sur la situation dans l'Internationale et les tâches du P.O.S.D. (b)R. Lénine n'admettait la participation des bolchéviks à cette conférence qu'à titre d'observateurs, comme il l'avait déjà dit dans sa brochure *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* (voir le présent tome, p. 75). Dans une postface à cette brochure, rédigée en mai 1917, Lénine souligna le caractère erroné de cette décision de la conférence (voir le présent tome, pp. 82-84). — P. 307

91. Cf. F. Engels, *Critique du projet de Programme social-démocrate de 1891*. — P. 328

92. Lénine fait ici allusion au *Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne*, parti centriste fondé en avril 1917 par le congrès constitutif de Gotha dans une ambiance d'effervescence révolutionnaire attisée surtout par la révolution bourgeoise démocratique en Russie. La direction opportuniste du parti social-démocrate d'Allemagne perdait toujours davantage la confiance des militants de base et se voyait menacée de perdre ses éléments de gauche. Pour ne pas admettre la formation d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, les leaders centristes essayèrent de fonder le parti dit «indépendant» pour retenir les masses sous leur influence. En se camouflant sous des phrases centristes, les « indépendants » prêchaient l'unité avec les social-chauvins, allaient jusqu'à rejeter la lutte des classes. L'organisation de Kautsky « Communauté du Travail » au Reichstag en forma le noyau.

Un certain temps le parti «indépendant» comprit le groupe « Spartacus » qui maintenait son autonomie d'organisation et politique, continuant son action illégale et sa lutte pour affranchir les ouvriers social-démocrates de l'influence des leaders centristes. En 1918, la ligue « Spartacus » quitta le parti social-démocrate indépendant et forma le noyau du Parti communiste allemand.

En octobre 1920, au congrès de Halle, le Parti social-démocrate indépendant se scinda. Une fraction importante d'« indépendants » se rallia, en décembre 1920, au Parti communiste allemand. Les

éléments de droite formèrent un parti distinct qui garda l'ancienne nomination de Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne et subsista jusqu'en 1922. — P. 331

93. Dans le « quartier de Pétrograd » avaient leur siège le Comité central et le Comité de Pétrograd du Parti bolchévik, l'Organisation militaire près le C. C. du P.O.S.D.(b)R., le club des soldats, ainsi que d'autres organisations d'ouvriers et de soldats, installées dans l'ancien palais de la Krzesinska. — P. 333

94. « *Un nouveau papier qui se voulait rassurant* » : c'est ainsi que Lénine qualifie le communiqué du Gouvernement provisoire, publié dans les journaux de la capitale le 22 avril (5 mai) 1917, et qui donnait des « explications » sur la note du ministre des Affaires étrangères Milioukov en date du 18 avril (1er mai) 1917. Par ces «explications» le Gouvernement provisoire cherchait à dissimuler le caractère impérialiste de la note qui avait proclamé la nécessité de poursuivre la guerre « jusqu'à la victoire complète » et à apaiser les masses indignées. — P. 339

95. *Parti radical et radical-socialiste*, parti bourgeois français qui se constitua officiellement en 1901, bien qu'il existât pratiquement depuis une vingtaine d'années. Jusqu'à la première guerre mondiale (1914-1918) exprimait surtout les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie ; dans l'intervalle des deux guerres mondiales, l'influence de la grande bourgeoisie s'y renforça. Les leaders du parti dirigèrent plus d'une fois le gouvernement français. — P. 358

96. L'article « Pour la layette du « nouveau » gouvernement » fut rédigé, en plus de l'éditorial cité de *Retch*, à partir de l'information fournie par les journaux bourgeois le 5 (18) mai sur la conférence privée des membres de la IVe Douma d'Etat à Pétrograd.

Après la révolution de février, le Gouvernement provisoire ne dissout pas officiellement, malgré les revendications des masses, la IVe Douma d'Etat dont les députés (depuis les monarchistes les plus avérés jusqu'aux cadets) se réunissaient régulièrement, à titre privé, chez le président de la Douma Rodzianko pour discuter et adopter des résolutions sur les problèmes majeurs de la politique extérieure et intérieure du pays. Ces conférences furent largement commentées par la presse bourgeoise. Lénine qualifia ces conférences d'« état-major contre-révolutionnaire ».

La *Conférence privée des membres de la IVe Douma* dont il est question dans l'article, se tint le 4 (17) mai 1917 ; y assistaient les représentants de tous les groupes, à l'exception des social-démocrates. Les leaders des octobristes et des cadets, notamment Goutchkov, Maklakov, Milioukov, Savitch, Choulguine, y prirent la parole. Le sens des interventions des chefs de la contre-révolution, qui s'organisait, consistait dans ces deux revendications : reprendre l'offensive sur le front et faire régner « l'ordre » dans l'armée et dans le pays, autrement dit, en finir avec la révolution. Ladite conférence concrétisait la pression des milieux cadets et octobristes sur le nouveau gouvernement de coalition.

En juin-juillet, l'activité contre-révolutionnaire des députés de la IVe Douma d'Etat s'intensifia. Rodzianko adressa, le 2 (15) juin, une lettre aux membres de la Douma où il les priait de ne pas quitter Pétrograd étant donné que « les événements politiques actuels réclament que les députés de la Douma d'Etat soient prêts et à leur poste ».

Les démarches bolchéviques, soutenues par les travailleurs, aboutirent à la dissolution officielle de la IVe Douma par le Gouvernement provisoire le 6 (19) octobre 1917. — P. 371

97. « *Vétchernéïé Vrémia* », quotidien du soir réactionnaire de type boulevardier, fondé par l'éditeur A. Souvorine. Parut à Pétersbourg de novembre 1911 à novembre 1917. En 1917, organe des officiers contre-révolutionnaires. — P. 375

98. Lénine fait allusion à l'entrée de représentants des partis « socialistes » au sein du Gouvernement provisoire de coalition formé le 5 (18) mai 1917 : Tsérétéli et Skobélev pour les menchéviks, Kérenski et Tchernov pour les socialistes-révolutionnaires, Péréverzev (proche des socialistes-révolutionnaires), Péchékhonov pour le parti des « socialistes-populaires ». — P. 393

99. Les « *mejraïontsy* » étaient les membres d'une organisation social-démocrate dite « mejraïonnaïa » (interarrondissements) créée à Pétersbourg en novembre 1913 en vue de la lutte pour l'unité du P.O.S.D.R.

Se couvrant du mot d'ordre de l'unité et cherchant à unir les organisations bolchévique et menchévique de Pétersbourg, les mejraïontsy formèrent une nouvelle organisation fractionniste qui rassemblait certains bolchéviks portés à la conciliation envers les opportunistes, et les menchéviks-trotskistes.

Les mejraïontsy occupèrent pendant la première guerre mondiale une position centriste, reconnaissant la guerre comme une guerre impérialiste, luttant contre les social-chauvins, mais ne voulant pas rompre définitivement avec les menchéviks.

En 1917, l'organisation des mejraïontsy où entraient notamment, Volodarski, Ioffé, Lounatcharski, Manouilski, Trotski, Ouritski, Iourénev, déclara être d'accord avec la ligne bolchévique. C'est pourquoi les bolchéviks firent bloc avec eux pour les élections aux Doumas d'arrondissement de Pétrograd en mai-juin 1917.

Au VIe Congrès du P.O.S.D.(b)R., l'organisation des mejraïontsy (4 000 membres environ), qui avait rompu avec les menchéviks jusqu'auboutistes, adhéra au Parti bolchévik. Les événements ultérieurs montrèrent que certains mejraïontsy (Lounatcharski, Manouilski, Volodarski, Ouritski, etc.) abandonnèrent réellement leur passé centriste : mais Trotski avec un petit groupe de ses partisans les plus proches ne cessa que momentanément sa lutte contre le bolchévisme et n'entra « au parti que pour y lutter à l'intérieur contre le léninisme et imposer sa politique opportuniste, antisocialiste » (*Histoire du P.C.U.S.*, Editions en langues étrangères, Moscou 1961, p. 266).

Les mejraïontsy avaient leur propre organe de presse, la revue *Vpériod* [En Avant] (en 1915 parut un seul numéro édité illégalement). L'édition fut renouvelée en 1917 ; la revue parut de juin à août légalement comme l'organe du Comité « mejraïonny » (interarrondissements) des s.-d. unis (internationalistes) de Pétersbourg : 8 nos sortirent. Après le VIe Congrès du parti, la composition de la rédaction fut changée et le n° 9 parut comme l'organe du C. C. du P.O.S.D.(b)R. Conformément à une décision du C. C., la revue cessa de paraître dès septembre. — P. 399

100. Le *ministérialisme « socialiste »*, millerandisme, tactique opportuniste de participation des socialistes aux gouvernements bourgeois réactionnaires. Ce terme est né à la suite de l'entrée en 1899 du socialiste français Millerand dans le gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau.

Cette question fut examinée en 1900 au congrès de Paris de la IIe Internationale. Le congrès adopta la résolution conciliatrice proposée par Kautsky, qui blâmait la participation des socialistes au gouvernement bourgeois tout en l'admettant dans des cas « extraordinaires ». Cette réserve fut exploitée par les socialistes français et autres pour justifier leur participation aux gouvernements de la bourgeoisie impérialiste pendant la première guerre mondiale.

En caractérisant le ministérialisme comme une forme de révisionnisme et de reniement, Lénine indiquait que les social-réformistes, en entrant au gouvernement bourgeois, devenaient nécessairement les hommes de paille des capitalistes, un instrument de ces gouvernements pour tromper les masses. — P. 399

101. « *Nacha Zaria* » [Notre Aurore], revue mensuelle légale, éditée par les menchéviks-liquidateurs, qui parut à Pétersbourg de janvier 1910 à septembre 1914. La revue fut dirigée par A. Potressov ; y collaboraient F. Dan, S. Zederbaum, etc. Cette revue servit de centre de ralliement des liquidateurs en Russie. Lors de la première guerre mondiale elle adopta une position social-chauvine. — P. 402

102. La *fraction Tchkhéidzé*, fraction menchévique de la IVe Douma d'Etat, dirigée par Tchkhéidzé. Pendant la première guerre mondiale, cette fraction occupa une position centriste tout en appuyant en fait la politique des social-chauvins russes. La ligne opportuniste de la fraction Tchkhéidzé fut critiquée par Lénine dans les articles « Le comité d'organisation et la fraction Tchkhéidzé ont-ils vraiment une ligne politique ? », « La fraction Tchkhéidzé et son rôle » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 22, pp. 141-147, t. 23, pp. 188-192). — P. 402

103. Il s'agit de la déclaration du premier Gouvernement provisoire de coalition, en date du 6 (19) mai 1917. Il était dit au paragraphe 3 de ce document : « Le Gouvernement provisoire luttera avec résolution et sans défaillance contre la débâcle économi-

que dans le pays, en poursuivant l'application méthodique du contrôle d'Etat et public sur la production, les transports, l'échange et la répartition des produits, en recourant, en cas de nécessité, à l'organisation de la production. » — P. 405

104. Cf. Clausewitz, *De la Guerre*, t. I. — P. 408

105. «*L'Humanité* », quotidien fondé en 1904 par Jean Jaurès comme organe du Parti socialiste français. Pendant la première guerre mondiale, aux mains de l'extrême droite du parti, le journal adopta une position social-chauvine.
En 1918, Marcel Cachin, représentant en vue du mouvement ouvrier français et international, devint directeur politique du journal. En 1918-1920, l'*Humanité* s'opposa à la politique impérialiste du Gouvernement français, qui avait envoyé ses troupes contre la République des Soviets. Après la scission du parti socialiste et la formation du Parti communiste français, le journal devint dès décembre 1920 l'organe central de ce dernier. — P. 413

106. « *Zemlia i Volia* » [Terre et Liberté], quotidien, édité par le comité régional de Pétrograd du parti des socialistes-révolutionnaires du 21 (3 avril) au 13 (26) octobre 1917. — P. 417

107. On appelle *liste civile*, dans les monarchies constitutionnelles, la partie du budget qui est destinée à l'entretien du souverain et de sa cour. — P. 422

108. *Liakhov* (1869-1919), colonel de l'armée tsariste, se rendit tristement célèbre à la suite de l'écrasement du mouvement national et révolutionnaire au Caucase et en Iran. — P. 423

109. Le *Congrès des délégués du front*, qui se tint à Pétrograd du 12 au 17 (du 25 au 30) mai 1917, examina les questions de la guerre, de la fraternisation des soldats sur le front, des déserteurs, des prisonniers, etc. Il se prononça en faveur de l'organisation d'une section du front près le Soviet de Pétrograd, en attendant la formation du Soviet des députés ouvriers et soldats de Russie. Le congrès, soumis à l'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, se prononça contre la fraternisation des soldats sur le front et pour la continuation de la guerre. — P. 433

110. Il s'agit des déclarations d'une délégation des ouvriers du bassin du Donetz à la section économique près le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd. Cette délégation fut envoyée par la conférence d'avril-mai 1917 des ouvriers des industries houillère et métallurgique du sud de la Russie à Pétrograd, au ministère du Commerce et de l'Industrie et au ministère du Travail pour obtenir, grâce à leur médiation, de l'Association des capitalistes du Donetz, l'augmentation du salaire des catégories insuffisamment rémunérées.

Dans ses déclarations, la délégation fit état de nombreux faits éclatants de sabotage de la part des propriétaires et des directeurs des mines et des usines métallurgiques, qui voulaient briser par la famine l'état d'esprit révolutionnaire des ouvriers, ainsi que de la situation matérielle très grave des mineurs et des métallurgistes. — P. 439

111. *Priboï*, maison d'édition bolchévique légale, fondée à Pétersbourg au début de 1913 et qui subsista jusqu'à l'été 1914 ; reprit son activité en 1917.

«Prosvêchtchénié» [l'Instruction], revue théorique bolchévique mensuelle, éditée légalement à Pétersbourg de décembre 1911 à juin 1914. Son tirage atteignait 5 000 exemplaires environ.

Elle fut fondée sur l'initiative de Lénine en vue de remplacer la revue bolchevique *Mysl* [Pensée] paraissant à Moscou et qui avait été interdite par le gouvernement tsariste. Depuis Paris, puis Cracovie et Poronin, Lénine dirigeait la revue, en corrigeait les articles, correspondait régulièrement avec les membres du comité de rédaction.

La revue luttait contre les opportunistes-liquidateurs, les otzovistes, les trotskistes, ainsi que les nationalistes bourgeois ; elle renseignait sur la lutte ouvrière au cours de la nouvelle période d'effervescence révolutionnaire, diffusa les mots d'ordre bolchéviks lors de la campagne électorale pour la IVe Douma d'Etat, prit position contre le révisionnisme et le centrisme des partis de la IIe Internationale. La revue joua un grand rôle dans l'éducation marxiste internationale des ouvriers d'avant-garde de Russie.

A la veille de la première guerre mondiale, *Prosvêchtchénié* fut suspendue par le gouvernement tsariste. A l'automne 1917, la revue reparut, mais il n'en parut qu'un numéro double.

La mention faite par Lénine d'une revue *Kommounist* se rapporte au projet de refaire paraître la revue sous le titre *Prosvêchtchénié* ou *Kommounist*. — P. 443

112. *Moujik Vredny* est un pseudonyme du poète E. Pridvorov, bien connu sous le pseudonyme de Démian Biedny. — P. 447

113. *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie*, quotidien, organe officiel du Soviet des députés paysans de Russie ; publié à Pétrograd du 9 (22) mai jusqu'en décembre 1917 ; exprimait les vues de l'aile droite des socialistes-révolutionnaires. Adopta une position hostile envers la Révolution d'Octobre ; fut interdit pour son orientation contre-révolutionnaire. — P. 461

114. Lénine renvoie à son article « Une question de principe » (voir le présent tome, pp. 552-555), où figure une citation de l'ouvrage d'Engels *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891*. — P. 474

115. Le *Ier Congrès des députés paysans de Russie* eut lieu à Pétrograd du 4 au 28 mai (du 17 mai au 10 juin) 1917, avec la participation de 1 115 délégués des provinces et de l'armée. Les bolchéviks prirent une part active aux travaux du congrès, dénonçant la politique impérialiste du Gouvernement provisoire bourgeois et l'attitude conciliatrice des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Mais l'emprise des socialistes-révolutionnaires se retrouva dans toutes les résolutions du congrès. Celui-ci approuva la politique du Gouvernement provisoire et l'entrée des « socialistes » au sein de ce dernier, se prononça pour la continuation de la guerre, « jusqu'à la victoire » et pour l'offensive sur le front. Il se déclara contre la remise immédiate aux paysans des terres des grands propriétaires fonciers et reporta la solution de la question agraire jusqu'à la réunion d'une Assemblée constituante. — P. 495

116. Le *Comité agraire central* fut créé par le Gouvernement provisoire en avril 1917 sous la pression du mouvement qui se développait parmi les paysans pour la solution du problème agraire. Dans leur grande majorité, ses membres étaient des cadets et des socialistes-révolutionnaires. Il avait pour mission de diriger la réunion et l'étude des matériaux en vue de la réforme agraire. On créa aussi des comités agraires locaux.

En instituant le Comité agraire central et les comités locaux, le Gouvernement provisoire avait l'intention de faire traîner au maximum la solution du problème agraire, de détourner par l'octroi de réformes les masses paysannes de la lutte révolutionnaire pour la terre et de maintenir la grande propriété foncière. Les Comités furent une arme contre l'extension du mouvement paysan.

Après la Révolution d'Octobre, le Comité agraire central lutta contre l'application du décret de Lénine sur la terre et fut dissous par décision du Conseil des commissaires du peuple en décembre 1917. — P. 500

117. La paysannerie en Russie, en tant que classe de la société féodale, comprenait trois grandes catégories : 1)paysans appartenant aux gros propriétaires fonciers , 2) paysans appartenant à l'Etat et 3) paysans appartenant à la famille du tsar. Chacune de ces trois catégories se divisait en plusieurs groupes se distinguant par l'origine, les formes de la possession et de la jouissance de la terre, le statut juridique, etc. La réforme paysanne de 1861, octroyée par le gouvernement tsariste dans les intérêts des seigneurs terriens, maintint cette structure diversifiée de la paysannerie, qui demeura ainsi jusqu'à la Révolution socialiste d'Octobre. — P. 514

118. « *Viédomosti Obchtchestvennogo Gradonatchalstva* », [Bulletin de l'Administration municipale], quotidien, publication officielle de la municipalité de Pétrograd : commença à paraître le 8 (21) mars 1917, succédant au *Bulletin de la Police munici-*

pale de Saint-Pétersbourg, édité depuis 1839 sous des titres divers. Le 22 juin (5 juillet) 1917, le journal prit le titre de *Vestnik Gorodskogo Samooupravlénia* [Courrier de l'auto-administration municipale]; il soutenait entièrement la politique du Gouvernement provisoire bourgeois. Fut interdit peu de temps après la Révolution d'Octobre. — P. 521

119. *Le groupe « Edinstvo »* [l'Unité], petit groupe social-démocrate rassemblant en 1917-1918 des menchéviks-jusqu'auboutistes d'extrême-droite, d'anciens liquidateurs, etc. Fut constitué en mars 1917. Des organisations de ce groupe fonctionnaient, outre Pétrograd, à Moscou, Bakou et ailleurs. Le rôle dirigeant y revenait à Plékhanov et aux anciens liquidateurs Bourianov et Jordanski. Niant la possibilité de la victoire de la révolution socialiste en Russie, le groupe « Edinstvo » soutenait pleinement le Gouvernement provisoire, insistait sur la continuation de la guerre impérialiste « jusqu'à la victoire complète » ; participa avec la presse bourgeoise et d'extrême-droite à la campagne contre les bolchéviks. Le groupe « Edinstvo » proposa ses propres candidats lors des élections aux Doumas d'arrondissement de Pétrograd, fit parfois bloc avec les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, etc. Il participa à toutes les manifestations patriotiques, acclama l'offensive de juin. Après les événements de juillet, prit position pour l'instauration d'un « pouvoir fort », autrement dit, la dictature militaire. Le groupe « Edinstvo » disparut comme organisation au cours de l'été 1918. Editait le journal *Edinstvo*. — P. 522

120. La Conférence des organisations menchéviques et unifiées de Russie se tint du 7 au 12 (du 20 à 25) mai 1917 à Pétrograd. Elle groupait 88 délégués avec voix délibérative et 35 délégués avec voix consultative représentant 44 830 membres. A l'ordre du jour figuraient les questions de l'attitude envers le Gouvernement provisoire et de la participation à ce gouvernement, de l'attitude envers la guerre, de la reconstitution de l'Internationale, de la terre, etc. La conférence prit une position contre-révolutionnaire et antisocialiste sur toutes ces questions : elle approuva l'entrée des socialistes au sein du gouvernement de coalition et reconnut nécessaire de lui accorder tout son appui, condamna la fraternisation des soldats sur le front, se prononça pour le renforcement du moral de l'armée, reconnut, à l'instar des partis bourgeois, que la réforme agraire ne pouvait être réalisée que par l'Assemblée constituante, et invita à « combattre activement contre la mainmise anarchique sur la terre et autres formes de règlement unilatéral de ce problème. La conférence approuva la décision du Soviet de Pétrograd sur la convocation de la conférence socialiste internationale et chargea le Comité d'organisation de prendre part à la IIIe Conférence de Zimmerwald. — P. 525

121. Lénine fait allusion aux décisions de la VIIe Conférence (d'Avril) du P.O.S.D.(b)R. qui se tint à Pétrograd du 24 au 29 avril (du 7 au 12 mai). — P. 529

122. Lénine a en vue les deux arrêtés du Gouvernement provisoire publiés le 24 et le 27 mai (6 et 9 juin) 1917. Le premier annonçait que « le Gouvernement provisoire reconnaît la situation à Cronstadt comme dangereuse et absolument inadmissible », le deuxième notifiait « à tous les citoyens de Cronstadt que les dispositions du Gouvernement provisoire doivent être exécutées par eux sans aucune objection ».

Les marins, les soldats et les ouvriers des ateliers militaires de la forteresse de Cronstadt, qui protégeait Pétrograd du côté de la mer et représentait la principale base de la Flotte Baltique, jouèrent un très grand rôle dans la préparation et la victoire de l'insurrection armée d'Octobre à Pétrograd. Le Soviet des députés ouvriers et soldats de Cronstadt suivit, dès sa formation, les bolchéviks. Cela s'explique aussi bien par les traditions révolutionnaires de Cronstadt (mutinerie de marins en 1905 et 1906, le soulèvement sur le croiseur-cuirassé « Gangout » en 1915) que par l'existence d'une solide organisation bolchévique qui mena une activité révolutionnaire pendant toute la guerre.

A la suite d'un conflit entre le Soviet de Cronstadt et Pépéliaev, commissaire du Gouvernement provisoire, on adopta sur l'initiative des membres sans-parti du Soviet soutenus par les bolchéviks, une résolution portant suppression du poste de commissaire gouvernemental et remise de tout le pouvoir aux Soviets. La résolution disait : « L'unique pouvoir à Cronstadt est celui du Soviet des députés et soldats qui communique directement avec le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd pour toutes les affaires publiques.

La presse bourgeoise et celle des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks se mirent en campagne contre Cronstadt et les bolchéviks, crièrent à la désagrégation de la Russie, à l'anarchie, à la séparation de Cronstadt, etc.

Des délégations furent envoyées par le Soviet de Pétrograd (Tchkhéidzé, Gotz, etc.) et ensuite par le Gouvernement provisoire (les ministres Skobélev et Tsérétéli) pour régler l'incident. Les deux ministres réussirent à faire adopter par le Soviet de Cronstadt une solution de compromis : le Soviet de Cronstadt désignerait un commissaire et le Gouvernement provisoire ratifierait ce choix. En outre, on adopta une résolution politique générale dans laquelle le Soviet de Cronstadt déclarait reconnaître le pouvoir du Gouvernement provisoire tout en spécifiant que cette « reconnaissance n'exclut pas évidemment les critiques, ni le souhait que la démocratie révolutionnaire crée une nouvelle organisation du pouvoir central en transmettant tout le pouvoir au Soviet des députés ouvriers et soldats » et exprimait l'espoir que les bolchéviks y parviendraient au moyen d'une action idéologique. La résolution se terminait par une protestation énergique contre

les tentatives d'incriminer aux bolchéviks de Cronstadt « l'intention de séparer Cronstadt de la Russie ».

Lénine estimait que l'action de Cronstadt était prématurée. C'est sous la direction immédiate de Lénine que se déroulèrent les pourparlers du groupe bolchévik du Soviet de Cronstadt sur la liquidation du conflit et le travail ultérieur de l'organisation du parti de Cronstadt. — P. 549

123. Lénine cite l'ouvrage d'Engels *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891*. — P. 554

124. La « *Rousskaïa Gazéta* » [le Journal russe], fut éditée à Pétersbourg de 1904 à 1906. — P. 562

125. Il s'agit des notes adressées par les gouvernements anglais et français en réponse à la déclaration du Gouvernement provisoire du 27 mars (9 avril) 1917, et publiées dans les journaux le 28 mai (10 juin). La note française (tout comme la note anglaise) félicitait le Gouvernement provisoire pour son intention d'assurer l'indépendance de la Pologne, précisait le désir de la France de combattre pour libérer l'Alsace-Lorraine et obliger l'Allemagne à compenser les pertes qu'elle avait causées. La note anglaise justifiait par tous les moyens la participation de l'Angleterre à la guerre. Les deux notes exprimaient l'espoir que la guerre serait poursuivie avec la Russie « jusqu'à la victoire ». — P. 564

126. Cf. A. Herzen, *Œuvres complètes et correspondance*, 1910, t. XVI, p. 126, éd. russe. — P. 586

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE
CHRONOLOGIE
(Avril-Juin 1917)

3(16) avril — Lénine revient de Suisse en Russie. Une délégation des ouvriers de Pétrograd l'accueille à la gare de Biéloostrov, où il prononce une brève allocution.

Tard dans la soirée, Lénine arrive à Pétrograd. A la gare de Finlande, les ouvriers, les soldats et les marins lui font un accueil triomphal.

Sur la place de la gare, Lénine prononce, du haut d'une auto blindée, un discours où il salue le prolétariat révolutionnaire russe et l'armée et les appelle à lutter pour la révolution socialiste.

Nuit du 3 au 4 (du 16 au 17) avril — Lénine assiste à la réunion solennelle organisée à Pétrograd à l'occasion de son retour par les militants du Parti au palais de la Krzesinska ; il prononce un discours sur les nouvelles tâches du parti bolchévik.

4 (17) avril — Lénine fait devant les délégués bolchéviks à la Conférence des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie un rapport où il expose et commente ses thèses sur les tâches du prolétariat révolutionnaire (Thèses d'Avril).

Lénine répète son rapport et donne lecture de ses thèses devant une réunion commune des délégués bolchéviks et menchéviks à la Conférence des Soviets.

5 (18) avril — La *Pravda* publie dans son n°24 le rapport présenté par Lénine au Comité exécutif du Soviet de Pétrograd, sous le titre *Comment nous sommes venus.*

6 (19) avril — La *Pravda* (n° 25) annonce que Lénine, membre du comité de rédaction de l'organe central, de retour de l'émigration, est entré à la rédaction du journal.

L'article de Lénine « Deux mondes » est publié dans le même numéro de la *Pravda.*

7 (20) avril — L'article de Lénine « Les tâches du prolétariat dans la présente révolution », renfermant les célèbres Thèses d'Avril, paraît dans le n° 26 de la *Pravda.*

8 (21) avril — L'article de Lénine « A la manière de Louis Blanc » est publié dans le n° 27 de la *Pravda*.

9 (22) avril — L'article de Lénine « Sur la dualité du pouvoir » est publié dans le n° 28 de la *Pravda*.

Entre le 8 et le 13 (le 21 et le 26) avril — Lénine écrit la brochure *Lettres sur la tactique*, qui paraîtra à la fin du mois.

10 (23) avril — Lénine termine la brochure *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* (*Projet de plate-forme pour le parti du prolétariat*). La brochure sera publiée en septembre 1917.

Lénine prononce un discours sur la situation politique à un meeting du régiment Izmaïlovski.

Début avril — Lénine écrit la brochure *Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat*, qui paraîtra en juin 1917.

12 (25) avril — L'article de Lénine « Un mensonge éhonté des capitalistes » est publié dans le n° 30 de la *Pravda*.

13 (26) avril — Les articles de Lénine « La guerre et le Gouvernement provisoire » et « Sur les traces de la *Rouskaïa Volia* » sont publiés dans le n° 31 de la *Pravda*.

14 (27) avril — Les articles de Lénine « Le cartel du mensonge », « Banques et ministres », « Une révélation importante » sont publiés dans le n° 32 de la *Pravda*.

Entre le 11 et le 14 (le 24 et le 27) avril — Lénine rédige l'appel *Aux soldats et aux marins*, en réponse à la campagne de mensonges et de calomnies déclenchée par les journaux bourgeois à propos du passage par l'Allemagne des émigrés politiques rentrant en Russie.

15 (28) avril — La *Pravda* publie dans son n° 33 les articles de Lénine : « Citoyens ! Apprenez en quoi consistent les procédés des capitalistes de tous les pays ! », « Accord à l'amiable » entre propriétaires fonciers et paysans ? » et « Une voix honnête dans le chœur des calomniateurs ».

L'article de Lénine « Les soldats et la terre » est publié dans le n° 1 de la *Soldatskaïa Pravda*.

Dans un meeting de soldats d'un groupe d'autos blindées, au manège Mikhaïlovski, Lénine fait un discours où il dénonce la politique impé-

rialiste du Gouvernement provisoire, visant à poursuivre la guerre de conquête.

14-22 avril (27 avril-5 mai) Conférence de Pétrograd-ville du P.O.S.D.(b)R. Lénine dirige les travaux de la conférence, dont il est élu président d'honneur.

14 (27) avril A la première séance de la conférence, Lénine fait un rapport et prononce le discours de clôture sur le premier point de l'ordre du jour : la situation actuelle et l'attitude envers le Gouvernement provisoire.

L'appel *Contre les fauteurs de violences. Aux ouvriers, aux soldats et à toute la population de Pétrograd*, rédigé par Lénine, est adopté par la conférence et publié dans le n° 33 de la *Pravda* du 15 avril, sous la signature du Comité central et du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.(b)R.

15 (28) avril Au cours de la deuxième séance de la conférence, Lénine intervient à deux reprises pour défendre le projet de résolution sur l'attitude envers le Gouvernement provisoire. La résolution proposée par Lénine est adoptée.

22 avril (5 mai) A la quatrième séance de la conférence, Lénine intervient dans la discussion au sujet des élections municipales. La résolution qu'il propose est adoptée.

22 avril (5 mai) au plus tard Lénine rédige le projet de résolution de la conférence de Pétrograd-ville sur l'attitude envers les partis socialiste-révolutionnaire et social-démocrate (menchévik), le parti des social-démocrates dits « non fractionnels » et autres courants politiques apparentés. La résolution est adoptée à la quatrième séance de la conférence.

22 avril (5 mai) Le projet de résolution sur la guerre proposé par Lénine à la quatrième séance de la conférence est adopté dans son principe pour être présenté à la VII[e] Conférence (Conférence d'avril) du P.O.S.D.(b)R.

16 (29) avril Les articles de Lénine « Le Congrès des députés paysans » et « A propos du retour des émigrés » sont publiés dans le n° 34 de la *Pravda*.

17 (30) avril Lénine prononce un discours sur la situation politique à une séance de la commission militaire du Soviet de Pétrograd.

18 avril (1er mai) L'article de Lénine « Notre position. Réponse à la résolution de la Commission exécutive du Soviet des députés soldats » est publié dans le n° 35 de la *Pravda*.

Au Champ de Mars, Lénine prononce devant les manifestants un discours sur la signification du Premier Mai et les tâches de la révolution russe. Lénine prend la parole au meeting du Premier Mai organisé par les ouvriers de l'usine d'Okhta.

20 avril (3 mai) Les articles de Lénine « Comment ils se sont livrés pieds et poings liés aux capitalistes », « La milice prolétarienne » et « La faillite ? » sont publiés dans le n° 36 de la *Pravda*.

Le Comité central du P.O.S.D.(b)R. adopte deux textes rédigés par Lénine : une résolution au sujet de la crise ouverte par la note du Gouvernement provisoire en date du 18 avril (1er mai) 1917, et l'*Appel aux soldats de tous les pays belligérants*, qui sont publiés le 4 mai (21 avril) dans le n° 37 de la *Pravda*.

21 avril (4 mai) La *Pravda* publie dans son n° 37 les articles de Lénine « La note du Gouvernement provisoire », « Une question capitale (Comment raisonnent les socialistes passés á la bourgeoisie) », « Des icones contre les canons, des phrases contre le Capital », « La logique du citoyen V. Tchernov » et « Tentatives malheureuses de M. Plékhanov pour se tirer d'affaire ».

Le Comité central du P.O.S.D.(b)R. adopte la résolution proposée par Lénine sur les tâches du Parti en relation avec la crise du Gouvernement provisoire. La résolution est publiée le 5 mai (22 avril) dans le n° 38 de la *Pravda*.

22 avril (5 mai) La *Pravda* publie dans son n° 38 les articles de Lénine « Les jusqu'auboutistes de bonne foi se font entendre », « Folie capitaliste ou aveuglement social-démocrate ? » et « Le conseil ou l'ordre de Chingarev, et le conseil d'un Soviet local des députés ouvriers et soldats ».

Le Comité central du P.O.S.D.(b)R. adopte la résolution présentée par Lénine sur le bilan de la crise d'avril. La résolution est publiée le 6 mai (23 avril) dans le n° 39 de la *Pravda*.

23 avril (6 mai) La *Pravda* publie dans son n° 39 les articles de Lénine « Les leçons de la crise », « Comment on embrouille une question claire » et « Ce qu'entendent par « déshonneur » les capitalistes et les prolétaires ».

Lénine donne une interview à E. Tornia ïnen, rédacteur du journal social-démocrate finlandais *Työmies* [l'Ouvrier].

Lénine assiste à la réunion préparatoire des participants à la conférence du Parti, et prononce un discours sur la situation politique.

25 avril (8 mai) L'article de Lénine « Une joie déplacée» est publié dans le n° 40 de la *Pravda*.

24-29 avril (7-12 mai) VIIe Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'Avril). Lénine dirige les travaux de la conférence et est élu au bureau.

24 avril (7 mai) Lénine ouvre la conférence par un bref discours inaugural.

A la première séance, Lénine présente le rapport sur la situation actuelle ainsi que deux projets de résolution : l'un sur l'attitude envers le Gouvernement provisoire et l'autre sur la guerre.

A la séance de nuit, Lénine prononce le discours de conclusion après la discussion du rapport sur la situation actuelle.

24 avril (7 mai) Lénine est élu à la commission des résolutions.

25 avril (8 mai) A la troisième séance, Lénine prononce un discours sur le projet de convocation d'une conférence socialiste internationale, et présente un projet de résolution, qui est adopté par la conférence.

A la quatrième séance, Lénine intervient à deux reprises dans la discussion sur l'attitude à l'égard des Soviets.

25-26 avril (8-9 mai) Lénine rédige « Ebauche de thèses pour la résolution sur les Soviets ».

26 et 27 avril (9 et 10 mai) Lénine participe aux travaux de la commission des résolutions.

27 avril (10 mai) Lénine participe aux travaux des commissions; il présente à la commission de révision du programme du Parti son projet des modifications à apporter aux parties théorique et politique du programme.

A la sixième séance, Lénine intervient au nom de la commission des résolutions en faveur de la résolution sur la guerre. La résolution proposée par Lénine est adoptée par la conférence.

28 avril (11 mai) — A la septième séance, Lénine présente deux rapports: sur la révision du programme du Parti et sur la question agraire ; sur ces deux points, il présente les projets de résolution rédigés par lui et approuvés par les commissions, qui sont adoptés par la conférence.

29 avril (12 mai) — Les résolutions de Lénine sur l'union des internationalistes contre le bloc jusqu'auboutiste petit-bourgeois et sur les Soviets des députés ouvriers et soldats sont adoptées au cours de la huitième séance.

A la neuvième séance, Lénine est élu membre du Comité central du P.O.S.D.(b)R.

Lénine prononce un discours sur la question nationale ; la résolution qu'il a rédigée est adoptée par la conférence.

Lénine prononce un discours pour combattre la résolution, proposée par Zinoviev, sur la situation dans l'Internationale.

Lénine prononce un discours en faveur de la résolution sur la situation actuelle. La résolution qu'il propose est adoptée par la conférence.

Lénine prononce le discours de clôture de la conférence.

28 avril (11 mai) — Les articles de Lénine « Portée de la fraternisation » et « Où mènent les actes contre-révolutionnaires du Gouvernement provisoire? » sont publiés dans le n° 43 de la *Pravda*.

29 avril (12 mai) — Les articles de Lénine « Social-chauvins et internationalistes », « I. Tsérétéli et la lutte des classes » et « Inquiétude » sont publiés dans le n° 44 de la *Pravda*.

2 (15) mai — Les articles de Lénine « La « crise du pouvoir » et « Finlande et Russie » sont publiés dans le n° 46 de la *Pravda*.

3 (16) mai — Les articles de Lénine « Une apologie de l'impérialisme sous le couvert de bonnes paroles » et « Un triste document » sont publiés dans le n° 47 de la *Pravda*.

Les résolutions de la VII[e] Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'Avril) sont publiées dans le supplément au n° 13 de la *Soldatskaïa Pravda* avec un avant-propos de Lénine.

4 (17) mai — L'article de Lénine « On veut faire partager au peuple les terreurs de la bourgeoisie » est publié dans le n° 48 de la *Pravda*.

4 (17) mai au plus tôt — Lénine rédige des thèses au sujet de la déclaration de politique extérieure et intérieure du Gouvernement provisoire.

5 (18) mai — Les articles de Lénine « A la veille » et « Ils ont oublié l'essentiel (La plate-forme municipale du parti du prolétariat) » sont publiés dans le n° 49 de la *Pravda*.

Avant le 7 (20) mai — Lénine rédige le mandat pour les députés des usines et des régiments au Soviet des députés ouvriers et soldats.

6 (19) mai — La *Pravda* publie dans son n° 50 les articles de Lénine « Collaboration de classe avec le Capital ou lutte de classe contre le Capital ? », « Pour un pouvoir révolutionnaire fort », « Pour la layette du « nouveau » gouvernement » et « Le « nouveau » gouvernement retarde déjà non seulement sur les ouvriers révolutionnaires, mais aussi sur les masses paysannes ».

7 (20) mai — L'article de Lénine « Une course de vitesse » est publié dans le n° 51 de la *Pravda*.

Lénine rédige une *Lettre ouverte aux délégués du Congrès des députés paysans de Russie*, qui est publiée le 24 (11) mai 1917 dans le n° 19 de la *Soldatskaïa Pravda*.

8 (21) mai — Lénine fait un rapport sur les résultats de la Conférence d'avril devant l'assemblée générale des membres du P.O.S.D.(b)R. de Pétrograd.

9 (22) mai — L'article de Lénine « Armistice de fait » est publié dans le n° 52 de la *Pravda*.

10 (23) mai — La *Pravda* publie dans son n° 53 les articles de Lénine « Les secrets de la politique étrangère », « Un des traités secrets », « Un ton ministériel » et « A la recherche d'un Napoléon ».

Lénine prononce un discours, à la conférence des « mejrayontsy », sur les conditions d'une unification des différents groupes et courants social-démocrates internationalistes avec le Parti bolchévik.

11 (24) mai — L'article de Lénine « Rien de changé » est publié dans le n° 54 de la *Pravda*.

12 (25) mai — Les articles de Lénine « Triste reniement de la démocratie » et « Sur la convocation d'une confé-

rence internationale prétendument socialiste avec la participation des social-chauvins » sont publiés dans le n° 55 de la *Pravda*.

Lénine prononce un discours sur la situation politique au meeting des ouvriers de l'usine Poutilov.

Lénine prononce un discours sur la situation politique à un meeting rassemblant les ouvriers des constructions navales de l'Amirauté, de l'Usine franco-russe et d'autres entreprises.

13 (26) mai — Les articles de Lénine « Le parti du prolétariat et les élections aux Doumas d'arrondissement » et « Ce que notre Parti disait de la guerre avant la révolution » sont publiés dans le n° 56 de la *Pravda*.

14 (27) mai — L'article de Lénine « La ruine est imminente » est publié dans le n° 57 de la *Pravda*.

Lénine fait une conférence sur *La guerre et la révolution*.

16 (29) mai — L'article de Lénine « Procédés méprisables » est publié dans le n° 58 de la *Pravda*.

16 et 17 (29 et 30) mai — L'article de Lénine « Catastrophe inéluctable et promesses démesurées » est publié dans les nos 58 et 59 de la *Pravda*.

17 (30) mai — Lénine prononce un discours sur la situation politique devant les ouvriers de la fabrique de tuyaux et d'autres entreprises.

18 (31) mai — La *Pravda* publie dans son n° 60 les articles de Lénine « A propos de l'unification des internationalistes », « Méli-mélo dans les têtes (Encore à propos des annexions) », « La lutte contre la débâcle économique par la multiplication des commissions » et « Encore un reniement de la démocratie ».

19 mai (1er juin) — La *Pravda* publie dans son n° 61 les articles de Lénine « Comment les capitalistes cherchent à intimider le peuple », « Encore un crime des capitalistes» et « Toujours et encore le mensonge ».

Avant le 20 mai (2 juin) — Lénine prépare pour l'impression la brochure *Textes pour la révision du programme du Parti*. La brochure paraîtra dans la première quinzaine de juin.

20 mai (2 juin) Lénine écrit une préface à la brochure *Textes pour la révision du programme du Parti.*

La *Pravda* publie dans son n° 62 les articles de Lénine « La dualité du pouvoir a-t-elle disparu ? » et « Sur la « prise arbitraire » des terres (Piètres arguments des « socialistes-révolutionnaires ») ».

21 mai (3 juin) Lénine prononce un discours sur la situation politique et les tâches du prolétariat devant les ouvriers de l'usine « Skorokhod » et d'autres entreprises de la Porte de Moscou, à Pétrograd.

22 mai (4 juin) Lénine prononce au Ier Congrès des députés paysans de Russie un discours sur la question agraire et présente un projet de résolution au nom de la fraction bolchévique du congrès.

24 mai (6 juin) L'article de Lénine « Les partis et les élections aux Doumas d'arrondissement de Pétrograd » est publié dans le n° 64 de la *Pravda*.

Avant le 25 mai (7 juin) Lénine rédige, en vue de la première conférence des comités d'usine de Pétrograd, une résolution sur les mesures à prendre contre la débâcle économique. Cette résolution est publiée le 25 mai (7 juin) dans le journal bolchévik de Moscou, *Social-Démocrate* n° 64, sous la signature du Comité central du Parti bolchévik.

25 mai (7 juin) L'article de Lénine « Accommodement avec les capitalistes ou renversement des capitalistes ? (Comment mettre fin à la guerre) » est publié dans le n° 65 de la *Pravda*.

27 mai (9 juin) La *Pravda* publie dans son n° 67 les articles de Lénine « La solidité d'une chaîne dépend de celle de son maillon le plus faible », « Il faut démasquer les capitalistes », « Rapports sur la débâcle économique » et « Tours de passe-passe » et prestidigitation politique de gens sans principes ».

28 mai (10 juin) La *Pravda* publie dans son n° 68 les articles de Lénine « Les Cent-Noirs sont pour les cadets, les menchéviks et les populistes siègent au gouvernement avec les cadets », « Le bloc infâme des menchéviks et des populistes avec l'*Edinstvo* », « La contre-révolution prend l'offensive (« Jacobins moins le peuple ») », « Une question de principe (« Paroles oubliées » du démocratisme) »

et « A défaut d'armes propres et d'arguments de principe, ils se rabattent sur des armes malpropres ».

Lénine écrit une postface à la brochure *Les tâches du prolétariat dans notre révolution.*

30 mai (12 juin) Lénine prend la parole à la réunion du Comité de Pétrograd du P.O.S.D.(b)R. et dépose des projets de résolution au sujet de la création d'un organe de presse du Comité.

31 mai (13 juin) Les articles de Lénine « De la nocivité des phrases » et « Les capitalistes se moquent du peuple » sont publiés dans le n° 69 de la *Pravda.*

Lénine rédige une *Lettre aux comités d'arrondissement de l'organisation de Pétrograd du P.O.S.D.(b)R.* au sujet de la décision prise par le Comité de Pétrograd du P.O.S.D.(b)R. d'éditer un organe de presse indépendamment du Comité central.

A la Ire Conférence des comités d'usine de Pétrograd Lénine prononce un discours au sujet du contrôle ouvrier dans l'industrie. La conférence adopte la résolution de Lénine sur les mesures à prendre contre la débâcle économique.

Lénine prononce un discours sur la situation politique à une réunion de la fraction bolchévique du Ier Congrès des Soviets de Russie.

1er (14) juin Les articles de Lénine « Justification d'une infamie », « L'attitude petite-bourgeoise dans la question de la débâcle économique » et « La paille dans l'œil du voisin » sont publiés dans le n° 70 de la *Pravda.*

2 (15) juin L'article de Lénine « Pas démocratique, citoyen Kérenski ! » est publié dans le n° 71 de la *Pravda.*

Avant le 4 (17) juin Lénine dresse le plan du discours qu'il prononcera au Ier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie.

3 (16) juin Les articles de Lénine « Le bolchévisme et la « désagrégation » de l'armée » et « De qui vous moquez-vous ? De vous-mêmes ! » sont publiés dans le n° 72 de la *Pravda.*

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE 7

Avril-juin 1917

LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT DANS LA PRÉSENTE RÉVOLUTION 9
Thèses 11

COMMENT NOUS SOMMES VENUS 17
DEUX MONDES 20
PROJET D'ARTICLE OU DE DISCOURS À L'APPUI DES THÈSES D'AVRIL 22
À LA MANIÈRE DE LOUIS BLANC 24
SUR LA DUALITÉ DU POUVOIR 28
LETTRES SUR LA TACTIQUE 32
Avant-propos 32
Lettre Ire. Analyse de la situation actuelle 33

LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT DANS NOTRE RÉVOLUTION (*Projet de plate-forme pour le parti du prolétariat*) 47

Le caractère de classe de la révolution accomplie . . 49
La politique extérieure du nouveau gouvernement . . 50
L'originale dualité du pouvoir et sa signification de classe 52
Originalité de la tactique qui découle de ce qui précède 55
Le jusqu'auboutisme révolutionnaire et sa signification de classe 56
Comment peut-on terminer la guerre ? 59

Le nouveau type d'Etat que crée notre révolution 60
Programmes agraire et national 63
Nationalisation des banques et des syndicats capitalistes 66
La situation dans l'Internationale socialiste 67
L'Internationale de Zimmerwald a fait faillite. Il faut fonder la IIIe Internationale 73
Quel doit être le nom de notre Parti pour être scientifiquement exact et contribuer à éclairer la conscience politique du prolétariat? 77
Postface 82
LES PARTIS POLITIQUES EN RUSSIE ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT 85
Préface à la deuxième édition 87
DISCOURS AUX SOLDATS PRONONCÉ AU MEETING DU RÉGIMENT IZMAILOVSKI, LE 10 (23) AVRIL 1917 101
UN MENSONGE ÉHONTÉ DES CAPITALISTES 104
LA GUERRE ET LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE 106
SUR LES TRACES DE LA *ROUSSKAIA VOLIA* 109
LE CARTEL DU MENSONGE 112
BANQUES ET MINISTRES 116
UNE RÉVÉLATION IMPORTANTE 117
AUX SOLDATS ET AUX MARINS 118
CONTRE LES FAUTEURS DE VIOLENCES. *Aux ouvriers, aux soldats et à toute la population de Pétrograd* 121
CITOYENS ! APPRENEZ EN QUOI CONSISTENT LES PROCÉDÉS DES CAPITALISTES DE TOUS LES PAYS ! 125
« ACCORD À L'AMIABLE » ENTRE PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET PAYSANS ? 128
UNE VOIX HONNÊTE DANS LE CHŒUR DES CALOMNIATEURS 129
LES SOLDATS ET LA TERRE 131
LA CONFÉRENCE DE PÉTROGRAD-VILLE DU P.O.S.D.(b) R. 14-22 avril (27 avril-5 mai) 1917 133
1. RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE ET L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE, 14 (27) AVRIL 135
2. DISCOURS DE CLÔTURE DE LA DISCUSSION SUR LE RAPPORT CONCERNANT LA SITUATION ACTUELLE, 14 (27) AVRIL 142

3. DEUX RÉPLIQUES AU COURS DES DÉBATS SUR LA RÉSOLUTION RELATIVE À L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE, 15 (28) AVRIL 146
4. RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE 148
5. DEUX RÉPLIQUES AU COURS DES DÉBATS SUR LA QUESTION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES, 22 AVRIL (5 MAI) 150
6. RÉSOLUTION SUR LA QUESTION MUNICIPALE 152
7. PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DES PARTIS SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIAL-DÉMOCRATE (MENCHÉVIK), DU PARTI DES SOCIAL-DÉMOCRATES DITS « NON FRACTIONNELS » ET DES COURANTS POLITIQUES APPARENTÉS 154
8. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA GUERRE 156
I 156
II 157
III 159
LE CONGRÈS DES DÉPUTÉS PAYSANS 162
À PROPOS DU RETOUR DES ÉMIGRÉS 166
NOTRE POSITION *Réponse à la résolution de la Commission exécutive du Soviet des députés soldats* 167
COMMENT ILS SE SONT LIVRÉS PIEDS ET POINGS LIÉS AUX CAPITALISTES 172
LA MILICE PROLÉTARIENNE 175
LA FAILLITE ? 179
RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. ADOPTÉE LE 20 AVRIL (3 MAI) 1917, AU SUJET DE LA CRISE OUVERTE PAR LA NOTE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE EN DATE DU 18 AVRIL (1er MAI) 1917 180
APPEL AUX SOLDATS DE TOUS LES PAYS BELLIGÉRANTS . . 182
LA NOTE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE 186
UNE QUESTION CAPITALE *(Comment raisonnent les socialistes passés à la bourgeoisie)* 189
DES ICONES CONTRE LES CANONS, DES PHRASES CONTRE LE CAPITAL 193
LA LOGIQUE DU CITOYEN V. TCHERNOV 195
TENTATIVES MALHEUREUSES DE M. PLÉKHANOV POUR SE TIRER D'AFFAIRE 196
RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. ADOPTÉE LE 21 AVRIL (4 MAI) 1917 198

LES JUSQU'AUBOUTISTES DE BONNE FOI SE FONT ENTENDRE 201
FOLIE CAPITALISTE OU AVEUGLEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE ? 204
LE CONSEIL OU L'ORDRE DE CHINGAREV, ET LE CONSEIL D'UN SOVIET LOCAL DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS 206
RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. ADOPTÉE DANS LA MATINÉE DU 22 AVRIL (5 MAI) 1917 208
LES LEÇONS DE LA CRISE 211
COMMENT ON EMBROUILLE UNE QUESTION CLAIRE 215
CE QU'ENTENDENT PAR « DÉSHONNEUR » LES CAPITALISTES ET LES PROLÉTAIRES 218
INTERVIEW ACCORDÉE À E. TORNIAINEN LE 23 AVRIL (6 MAI) 1917 220
UNE JOIE DÉPLACÉE 221
LA SEPTIÈME CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.(b)R. (CONFÉRENCE D'AVRIL). 24-29 avril (7-12 mai) 1917 . . 223
1. DISCOURS D'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE, 24 AVRIL (7 MAI) 225
2. RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE, 24 AVRIL (7 MAI) 226
3. DISCOURS DE CONCLUSION APRÈS LA DISCUSSION DU RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE, 24 AVRIL (7 MAI) 243
4. DISCOURS SUR LE PROJET DE CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE, 25 AVRIL (8 MAI) 246
5. RÉSOLUTION SUR LA PROPOSITION DE BORGBJERG . . 250
6. DISCOURS SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS, 25 AVRIL (8 MAI). *Bref compte rendu de presse* 254
7. ÉBAUCHE DE THÈSES POUR LA RÉSOLUTION SUR LES SOVIETS 255
8. DISCOURS EN FAVEUR DE LA RÉSOLUTION SUR LA GUERRE, 27 AVRIL (10 MAI) 258
9. RÉSOLUTION SUR LA GUERRE 272
I 272
II 273
III 274

10. RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE 276
11. RAPPORT SUR LA RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI, 28 AVRIL (11 MAI) 279
12. RÉSOLUTION SUR LA RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI 282
13. RAPPORT SUR LA QUESTION AGRAIRE, 28 AVRIL (11 MAI) 284
14. RÉPLIQUE À N. ANGARSKI AU COURS DES DÉBATS SUR LA QUESTION AGRAIRE, 28 AVRIL (11 MAI) . . . 290
15. RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE 292
16. RÉSOLUTION SUR L'UNION DES INTERNATIONALISTES CONTRE LE BLOC JUSQU'AUBOUTISTE PETIT-BOURGEOIS 296
17. RÉSOLUTION SUR LES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS 297
18. DISCOURS SUR LA QUESTION NATIONALE, 29 AVRIL (12 MAI) 299
19. RÉSOLUTION SUR LA QUESTION NATIONALE 305
20. DISCOURS SUR LA SITUATION DANS L'INTERNATIONALE ET LES TÂCHES DU P.O.S.D.(b)R., 29 AVRIL (12 MAI) 307
21. DISCOURS EN FAVEUR DE LA RÉSOLUTION SUR LA SITUATION ACTUELLE, 29 AVRIL (12 MAI) 309
22. RÉSOLUTION SUR LA SITUATION ACTUELLE 314
23. DISCOURS DE CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE, 29 AVRIL (12 MAI) 318
INTRODUCTION AUX RÉSOLUTIONS DE LA VII^e CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.(b)R. (CONFÉRENCE D'AVRIL) 319
PORTÉE DE LA FRATERNISATION 323
OÙ MÈNENT LES ACTES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE ? 326
SOCIAL-CHAUVINS ET INTERNATIONALISTES 330
I TSÉRÉTÉLI ET LA LUTTE DES CLASSES 332
INQUIÉTUDE 337
LA « CRISE DU POUVOIR » 339
FINLANDE ET RUSSIE 342
LETTRE À LA RÉDACTION 346
UNE APOLOGIE DE L'IMPÉRIALISME SOUS LE COUVERT DE BONNES PAROLES 347

UN TRISTE DOCUMENT 350
ON VEUT FAIRE PARTAGER AU PEUPLE LES TERREURS DE LA BOURGEOISIE 354
À LA VEILLE 357
ILS ONT OUBLIÉ L'ESSENTIEL (*La plate-forme municipale du parti du prolétariat*) 358
MANDAT POUR LES DÉPUTÉS DES USINES ET DES RÉGIMENTS AU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS 362
COLLABORATION DE CLASSE AVEC LE CAPITAL OU LUTTE DE CLASSE CONTRE LE CAPITAL ? 365
POUR UN POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE FORT 368
POUR LA LAYETTE DU « NOUVEAU » GOUVERNEMENT . . . 371
LE « NOUVEAU » GOUVERNEMENT RETARDE DÉJÀ NON SEULEMENT SUR LES OUVRIERS RÉVOLUTIONNAIRES, MAIS AUSSI SUR LES MASSES PAYSANNES 374
UNE COURSE DE VITESSE 375
LETTRE OUVERTE AUX DÉLÉGUÉS DU CONGRÈS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE 378
« ARMISTICE DE FAIT » 383
LES SECRETS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE 386
UN DES TRAITÉS SECRETS 389
UN TON MINISTÉRIEL 391
À LA RECHERCHE D'UN NAPOLÉON 392
RIEN DE CHANGÉ 393
TRISTE RENIEMENT DE LA DÉMOCRATIE 394
SUR LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE PRÉTENDUMENT SOCIALISTE AVEC LA PARTICIPATION DES SOCIAL-CHAUVINS 397
DISCOURS AU MEETING DE L'USINE POUTILOV, LE 12 (25) MAI 1917. *Bref compte rendu de presse* 398
LE PARTI DU PROLÉTARIAT ET LES ÉLECTIONS AUX DOUMAS D'ARRONDISSEMENT 399
CE QUE NOTRE PARTI DISAIT DE LA GUERRE AVANT LA RÉVOLUTION 402
LA RUINE EST IMMINENTE 404
LA GUERRE ET LA RÉVOLUTION. *Conférence faite le 14 (27) mai 1917* 407
PROCÉDÉS MÉPRISABLES 433
CATASTROPHE INÉLUCTABLE ET PROMESSES DÉMESURÉES 435
ARTICLE I^er^ 435
ARTICLE II 438

A PROPOS DE L'UNIFICATION DES INTERNATIONALISTES . . 442
MÉLI-MÉLO DANS LES TÊTES *(Encore à propos des annexions)* 444
LA LUTTE CONTRE LA DÉBACLE ÉCONOMIQUE PAR LA MULTIPLICATION DES COMMISSIONS 447
ENCORE UN RENIEMENT DE LA DÉMOCRATIE 448
COMMENT LES CAPITALISTES CHERCHENT À INTIMIDER LE PEUPLE 450
ENCORE UN CRIME DES CAPITALISTES 453
TOUJOURS ET ENCORE LE MENSONGE 455
LETTRE À LA RÉDACTION 456
LA DUALITÉ DU POUVOIR A-T-ELLE DISPARU ? 457
SUR LA « PRISE ARBITRAIRE » DES TERRES *(Piètres arguments des « socialistes-révolutionnaires »)* 461
TEXTES POUR LA RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI 467
1. PRÉFACE 469
2. PROJET DE MODIFICATION DES PARTIES THÉORIQUE, POLITIQUE ET DE QUELQUES AUTRES PARTIES DU PROGRAMME 471
3. CONSIDÉRATIONS SUR LES REMARQUES DE LA COMMISSION DE LA CONFÉRENCE DE RUSSIE TENUE EN AVRIL 477
4. À PROPOS DU PROJET DE RÉVISION DU PROGRAMME 479
1er CONGRÈS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE, 4-28 mai (17mai -10 juin) 1917 495
1. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE 497
2. DISCOURS SUR LA QUESTION AGRAIRE 500
LES PARTIS ET LES ÉLECTIONS AUX DOUMAS D'ARRONDISSEMENT DE PÉTROGRAD 521
DEUX INSUFFISANCES 528
RÉSOLUTION SUR LES MESURES À PRENDRE CONTRE LA DÉBACLE ÉCONOMIQUE 529
ACCOMMODEMENT AVEC LES CAPITALISTES OU RENVERSEMENT DES CAPITALISTES ? *(Comment mettre fin à la guerre)* 532
LA SOLIDITÉ D'UNE CHAÎNE DÉPEND DE CELLE DE SON MAILLON LE PLUS FAIBLE 535
IL FAUT DÉMASQUER LES CAPITALISTES 537

RAPPORTS SUR LA DÉBÂCLE ÉCONOMIQUE 539
« TOURS DE PASSE-PASSE » ET PRESTIDIGITATION POLITIQUE DE GENS SANS PRINCIPES 543
LES CENT-NOIRS SONT POUR LES CADETS, LES MENCHÉVIKS ET LES POPULISTES SIÈGENT AU GOUVERNEMENT AVEC LES CADETS 545
LE BLOC INFÂME DES MENCHÉVIKS ET DES POPULISTES AVEC *L'EDINSTVO* 547
LA CONTRE-RÉVOLUTION PREND L'OFFENSIVE (*« Jacobins moins le peuple »*) 549
UNE QUESTION DE PRINCIPE (*« Paroles oubliées » du démocratisme*) 552
À DÉFAUT D'ARMES PROPRES ET D'ARGUMENTS DE PRINCIPE, ILS SE RABATTENT SUR DES ARMES MALPROPRES 556
LA RÉUNION DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.(b)R., 30 mai (12 juin) 1917 559
1. DISCOURS À PROPOS DE L'ORGANE DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG 561
2. PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉS À LA RÉUNION DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG 563
DE LA NOCIVITÉ DES PHRASES 564
LES CAPITALISTES SE MOQUENT DU PEUPLE 567
LETTRE AUX COMITÉS D'ARRONDISSEMENT DE L'ORGANISATION DE PÉTROGRAD DU P.O.S.D.(b)R. 570
DISCOURS PRONONCÉ À LA Ire CONFÉRENCE DES COMITÉS D'USINE DE PÉTROGRAD, LE 31 MAI (13 JUIN) 1917
Bref compte rendu de presse 574
JUSTIFICATION D'UNE INFAMIE 576
L'ATTITUDE PETITE-BOURGEOISE DANS LA QUESTION DE LA DÉBACLE ÉCONOMIQUE 580
LA PAILLE DANS L'ŒIL DU VOISIN 583
PAS DÉMOCRATIQUE, CITOYEN KÉRENSKI ! 586
LE BOLCHÉVISME ET LA « DÉSAGRÉGATION » DE L'ARMÉE 588
DE QUI VOUS MOQUEZ-VOUS ? DE VOUS-MÊMES! 591
NOTES 595
LA VIE ET L'ŒUVRE DE V. LÉNINE (CHRONOLOGIE) . . . 629

ILLUSTRATIONS

Couverture de la brochure de V. Lénine «Les tâches du prolétariat dans notre révolution ». — 1917 . . . . . 48—49

Première page du manuscrit de V. Lénine « Projet de résolution sur la question agraire » — mai 1917 . . . . 496—497

Première page du n° 64 de la *Pravda*, 6 juin (24 mai) 1917, où fut publié l'article de V. Lénine « Les partis et les élections aux Doumas d'arrondissement de Pétrograd » . 523

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR SERGE MAYRET, PAUL KOLODKINE, ROBERT RODOV, ALEXANDRE ROUDNIKOV, MIKHAIL KATSOVITCH.

Achevé d'imprimer en avril 1966 par les Editions du Progrès, Moscou

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 24

На французском языке

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT